

BOIVRE-LA-VALLÉE : consultation du public relative au projet éolien « PARC EOLIEN DE LA CHAPELLE »

<https://www.registre-dematerialise.fr/6415/>

Dates

Du lundi 8 septembre 2025 à 00h00 au lundi 8 décembre 2025 à 23h59

Référence du Tribunal Administratif

Décision en date du 5 juin 2025 - Tribunal Administratif

Commissaire enquêteur(rice)

Monsieur Jean-Yves BELLIER

Maître(s) d'ouvrage

SAS PARC EOLIEN DE LA CHAPELLE
3 Avenue Gustave Eiffel
Teleport 1
Business Center 4e étage
86360 CHASSENEUIL DU POITOU

Contribution n°1 (Web)

Proposée par FRAPPIER BENOIT
(benoit.frappier86@outlook.fr)

Déposée le lundi 8 septembre 2025 à 17h13

Adresse postale : 1 MAISON NEUVE DU PARC / MONTREUIL-BONNIN 86470 BOIVRE LA VALLEE

Veuillez trouver ci-joint les courriers que nous souhaitons vous transmettre

Format PDF

Cordialement

Benoit Frappier et Amélie Méar

2 documents associés

contribution_1_Web_1.pdf

contribution_1_Web_2.pdf

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 20/10/2025 à 10h19

Bonjour,

Vous pourrez trouver une réponse à votre contribution au sein du "Mémoire en réponse du pétitionnaire aux contributions publiées entre le 08 septembre et le 12 octobre 2025" dans l'onglet "documents de présentation" du registre.

Contribution n°2 (Web)

Proposée par Stéphane Dufour
(duf.blv@gmail.com)

Déposée le mardi 9 septembre 2025 à 23h08

Adresse postale : Les belleres 86470 Boivre la vallee

Retenu au travail, pas présent à cette réunion.

Notre campagne présente de multiple atouts en matière de biodiversité et notre obligation en tant que parents est de veiller à la maintenir, l'entretenir pour nos enfants. Nous soutenons l'engagement des bénévoles pour la protection des buzzards.

Face à notre fenêtre désormais 11 lumières rouges sont visibles, sans largement suffisant std

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 20/10/2025 à 10h20

Bonjour,

Vous pourrez trouver une réponse à votre contribution au sein du "Mémoire en réponse du pétitionnaire aux contributions publiées entre le 08 septembre et le 12 octobre 2025" dans l'onglet "documents de présentation" du registre.

Contribution n°3 (Web)

Proposée par Sophie Reaux

Déposée le mercredi 10 septembre 2025 à 09h22

Un projet qui à mon sens, est cohérent. Deux éoliennes au bord de l'autoroute et surtout à côté d'autres éoliennes. Au moins ici, on concentre les parcs, c'est une bonne idée ! Surtout dans une période où il faut tout faire pour limiter le réchauffement climatique et surtout s'engager dans une transition écologique nécessaire et vitale pour la survie de nos enfants et petits-enfants.

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 20/10/2025 à 10h20

Bonjour,

Vous pourrez trouver une réponse à votre contribution au sein du "Mémoire en réponse du pétitionnaire aux contributions publiées entre le 08 septembre et le 12 octobre 2025" dans l'onglet "documents de présentation" du registre.

Contribution n°4 (Courrier)

Proposée par Amélie Méar

Déposée le mercredi 17 septembre 2025 à 08h29

Adresse postale : 1 Maison neuve du parc -Montreuil Bonin - 86470 Boivre-la-Vallée

Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

1 document associé

contribution_4_Courrier_1.pdf

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 20/10/2025 à 10h20

Bonjour,

Vous pourrez trouver une réponse à votre contribution au sein du "Mémoire en réponse du pétitionnaire aux contributions publiées entre le 08 septembre et le 12 octobre 2025" dans l'onglet "documents de présentation" du registre.

Contribution n°5 (Courrier)

Proposée par Benoit Frappier

Déposée le mercredi 17 septembre 2025 à 08h33

Adresse postale : 1 Maison Neuve du Parc - Montreuil Bonnin - 86470 Boivre-la-Vallée

Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

1 document associé

contribution_5_Courrier_1.pdf

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 20/10/2025 à 10h20

Bonjour,

Vous pourrez trouver une réponse à votre contribution au sein du "Mémoire en réponse du pétitionnaire aux contributions publiées entre le 08 septembre et le 12 octobre 2025" dans l'onglet "documents de présentation" du registre.

Contribution n°6 (Web)

Proposée par Coraline

(cavallicoraline1@gmail.com)

Déposée le samedi 27 septembre 2025 à 20h32

Adresse postale : 17 lieu dit la Tiffaille 86470 boivre la vallée

Les éoliennes ne sont absolument pas écologiques (coût de production, d'installation et recyclage en fin de vie). Elles nuisent aux oiseaux ainsi qu'aux riverains qui en subissent les conséquences sonores, visuelles ou encore médicales.
Un projet à ne pas concrétiser en sommes

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 20/10/2025 à 10h21

Bonjour,

Vous pourrez trouver une réponse à votre contribution au sein du "Mémoire en réponse du pétitionnaire aux contributions publiées entre le 08 septembre et le 12 octobre 2025" dans l'onglet "documents de présentation" du registre.

Contribution n°7 (Web)

Proposée par METAIS Dominique
(domink.métais@free.fr)

Déposée le lundi 29 septembre 2025 à 11h52

Adresse postale : 45 RUE DE LA BLAISERIE 86000 POITIERS

Un champ éolien composé de 3 éoliennes, géré par SERGIES, est déjà installé à proximité de ce projet. Il ne génère aucune nuisance particulière, en particulier en terme de bruit, aux habitants demeurant à proximité.
Par ailleurs la LPO de Poitiers vient contrôler régulièrement les dégâts que les machines pourraient causer aux oiseaux.; Ces contrôles n'ont pas permis de trouver des cadavres d'oiseaux.
les travaux se sont déroulés de manière satisfaisante: peu de nuisances, mise en place de chemins d'exploitation élargis et bien entretenus.
Les indemnités prévues et revenus, sont versés dans les temps et conformément aux contrats signés
Avls très favorable pour l'implantation de 2 nouvelles éoliennes.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 20/10/2025 à 10h21

Bonjour,

Vous pourrez trouver une réponse à votre contribution au sein du "Mémoire en réponse du pétitionnaire aux contributions publiées entre le 08 septembre et le 12 octobre 2025" dans l'onglet "documents de présentation" du registre.

Contribution n°8 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 4 octobre 2025 à 09h31

J'ai appris que 2 éoliennes supplémentaires allaient être installées. C'est une bonne nouvelle pour la réduction du CO2 dans l'air.
Quand je me promène dans les chemins, je constate que ces machines ne font pas de bruit, les chemins communaux autour et les voies d'accès aux éoliennes sont bien entretenues. Les oiseaux ne sont pas dérangés. De plus leur implantation, près de l'autoroute, ne compromet pas la vision du paysage qui est tout ordinaire et banal.
En définitive j'y suis très favorable.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 20/10/2025 à 10h21

Bonjour,

Vous pourrez trouver une réponse à votre contribution au sein du "Mémoire en réponse du pétitionnaire aux contributions publiées entre le 08 septembre et le 12 octobre 2025" dans l'onglet "documents de présentation" du registre.

Contribution n°9 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 5 octobre 2025 à 12h16

L'éolien se porte bien au détriment du vivant ce qui démontre le mépris total des humains et de la vie animale.
Une nation qui se base sur ces principes périra comme l'a déclaré Trump.
Les USA feront tout pour faire le contraire et jettent le renouvelable. En conséquence les efforts net zero ne mènent à rien et devraient même stopper

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 20/10/2025 à 10h21

Bonjour,

Vous pourrez trouver une réponse à votre contribution au sein du "Mémoire en réponse du pétitionnaire aux contributions publiées entre le 08 septembre et le 12 octobre 2025" dans l'onglet "documents de présentation" du registre.

Contribution n°10 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 8 octobre 2025 à 09h24

J'habite près de Poitiers et je passe souvent près des éoliennes actuelles lorsque je prends la route (parfois l'autoroute, parfois la départementale pour aller à Coulombiers). Je trouve que c'est une bonne idée de mettre des éoliennes au bord des autoroutes, encore plus dans ce cas puisqu'il y en a déjà trois. On évite ainsi d'en mettre au milieu des forêts...

Si on réfléchit plus largement, il faut soutenir les éoliennes car c'est une source d'énergie décarbonée et ça remplacera le pétrole.

Enfin, mes enfants adorent regarder les éoliennes tourner, ils trouvent ça très beau.

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 20/10/2025 à 10h22

Bonjour,

Vous pourrez trouver une réponse à votre contribution au sein du "Mémoire en réponse du pétitionnaire aux contributions publiées entre le 08 septembre et le 12 octobre 2025" dans l'onglet "documents de présentation" du registre.

Contribution n°11 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier

(niniebraco@yahoo.fr)

Déposée le mercredi 8 octobre 2025 à 13h12

Adresse postale : 5, rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Contrairement à ce qui a été dit précédemment par un contributeur, la mortalité est avérée sous les éoliennes de Champs Chagnots - la Chapelle Montreuil (parc éolien qui se situe à côté du projet La Chapelle d'Eolise).

L'étude réalisée par le bureau d'étude Biotopie l'a spécifiquement stipulé dans son rapport que je vous joins.

Il est nécessaire de prendre en considération le risque majeur de mortalité sur l'avifaune dans ce secteur.

L'enjeu est fort sur l'avifaune, consolidé par des données terrain d'un bureau expert.

3 documents associés

contribution_11_Web_1.png

contribution_11_Web_2.png

contribution_11_Web_3.pdf

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 20/10/2025 à 10h22

Bonjour,

Vous pourrez trouver une réponse à votre contribution au sein du "Mémoire en réponse du pétitionnaire aux contributions publiées entre le 08 septembre et le 12 octobre 2025" dans l'onglet "documents de présentation" du registre.

Contribution n°12 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier

(niniebraco@yahoo.fr)

Déposée le mercredi 8 octobre 2025 à 15h33

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Dans le cadre de cette enquête publique, pourriez-vous préciser comment vous considérez les contributions anonymes par rapport aux contributions identifiées et contextualisées ? Leur poids dans votre rapport et vos conclusions est-il équivalent à celui des contributions identifiées ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Cordialement,

1 commentaire

Par Jean-Yves Bellier
Déposé le 09/10/2025 à 14h08

Bonjour madame,
Vous m'interrogez sur mon appréciation des contributions anonymes.
Le public souhaitant s'exprimer sur un projet soumis à une consultation est autorisé à conserver l'anonymat. Ce postulat impose de traiter les contributions anonymes sans distinction. Toutefois, comme vous le précisez une contribution "contextualisée" suscitera une expertise permettant d'en évaluer la pertinence.
Pour conclure ce sujet, le niveau des contributions anonymes pourra générer une analyse au même titre que celles originaires d'un bassin de population éloigné du site considéré.

Contribution n°13 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 9 octobre 2025 à 20h02

Non aux éoliennes .
L'éolien : une production intermittente ne permettra jamais l'indépendance énergétique.
Une durée de vie courte et un démantèlement onéreux.
Le bétonnage des sols et des matériaux non recyclables.
Une production d'infra sons et de nombreuses nuisances.
NON aux éoliennes et à une France défigurée.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 20/10/2025 à 10h22

Bonjour,

Vous pourrez trouver une réponse à votre contribution au sein du "Mémoire en réponse du pétitionnaire aux contributions publiées entre le 08 septembre et le 12 octobre 2025" dans l'onglet "documents de présentation" du registre.

Contribution n°14 (Web)

Proposée par MELANIE
(molivet@orange.fr)
Déposée le samedi 11 octobre 2025 à 16h26
Adresse postale : 6 lieu dit la cartelière 86470 BOIVRE LA VALLEE

Objet : Insuffisance de l'étude d'impact sur le raccordement électrique – Non-respect du Code de l'environnement

Monsieur Le commissaire enquêteur,

Je souhaite attirer votre attention sur les points suivants.

Rappel de la recommandation de la MRAe :

Dans son avis du 28 juin 2024 - N°MRAe2025APNA136 dossier P-2025-18015 relatif au projet éolien La Chapelle, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) Nouvelle-Aquitaine recommande expressément :
« D'identifier les enjeux environnementaux liés aux opérations de raccordement et de montrer la maîtrise de leurs impacts environnementaux. »
Cette recommandation découle du fait que le raccordement constitue une composante fonctionnellement indissociable du projet éolien, condition nécessaire à son fonctionnement.

Position du porteur de projet (Eolise) :

Dans son mémoire en réponse, le porteur de projet Eolise affirme qu'il n'a pas à traiter les impacts du raccordement dans son étude d'impact, au motif que :

« La demande de raccordement ne peut être effectuée qu'à la suite de la délivrance de l'autorisation environnementale, et c'est le gestionnaire du réseau (SRD) qui mènera les évaluations nécessaires. »

Cette position est juridiquement inexacte au regard du Code de l'environnement et de la jurisprudence constante du Conseil d'État.

Rappel des obligations légales applicables :

a. Article L.122-1 du Code de l'environnement
« L'évaluation environnementale porte sur l'ensemble du projet, y compris les travaux, installations et activités qui lui sont fonctionnellement liés. »
Le raccordement électrique étant fonctionnellement nécessaire au fonctionnement du parc éolien, il doit être inclus dans le périmètre de l'évaluation environnementale.
Le porteur de projet ne peut donc exclure cette composante de son étude.

b. Article R.122-5 du Code de l'environnement
« L'étude d'impact décrit l'ensemble du projet, y compris les aménagements connexes nécessaires à son fonctionnement. »
Le raccordement est explicitement un aménagement connexe nécessaire au fonctionnement du parc. Son omission constitue une carence substantielle de l'étude d'impact.

c. Article L.122-1-1 du Code de l'environnement

« La décision de l'autorité compétente précise les prescriptions que devra respecter le maître d'ouvrage ainsi que les mesures destinées à éviter, réduire et compenser les incidences négatives notables. »
Cela implique que le préfet, autorité compétente, ne peut fixer ces prescriptions que si le porteur de projet a identifié préalablement les impacts du raccordement.
En l'absence de cette analyse, la décision préfectorale serait juridiquement fragilisée.

Jurisprudence du Conseil d'État :

- CE, 3 mars 2021, n° 425424 – Commune de Saint-Gilles-Croix-de-Vie :
Les infrastructures de raccordement doivent être analysées dans l'étude d'impact lorsqu'elles sont nécessaires à la réalisation ou au fonctionnement du projet.
- CE, 22 septembre 2022, n° 451030 – Société Parc éolien des Brandes :
Le porteur de projet ne peut exclure de l'étude d'impact une composante indispensable, même si elle relève d'un autre maître d'ouvrage.
- CE, 6 décembre 2017, n° 400559 :
L'omission d'une partie fonctionnellement liée du projet rend l'évaluation environnementale incomplète et l'autorisation illégale.
Ainsi, l'étude d'impact doit anticiper les effets du raccordement, même si les études techniques détaillées seront conduites ultérieurement par le gestionnaire du réseau.

Politique administrative :

La Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) précise dans sa Note d'interprétation de la notion de projet (16 juillet 2018) :
« L'étude d'impact doit intégrer les éléments du projet fonctionnellement nécessaires, notamment les raccordements aux réseaux, même si les travaux seront réalisés par un autre maître d'ouvrage. »
Cette position, partagée par toutes les MRAe régionales, confirme la base légale de la recommandation adressée à Eolise.

Conclusion :

En refusant d'intégrer dans son étude d'impact l'analyse des scénarios de raccordement, des enjeux environnementaux associés et des mesures d'évitement ou de réduction, le porteur de projet :

- Ne suit pas les articles L.122-1, R.122-5 et L.122-1-1 du Code de l'environnement ;
- S'écarte de la politique officielle du ministère de la Transition écologique (DGPR, 2018) ;
- Méconnaît la jurisprudence constante du Conseil d'État.

Cette insuffisance rend le dossier incomplet et juridiquement vulnérable.

Le commissaire enquêteur est donc fondé à émettre une réserve ou un avis défavorable, ou à demander la révision du dossier, afin que le raccordement et ses impacts environnementaux soient étudiés conformément au droit.

En conséquence, je demande que :

1. Le commissaire enquêteur constate l'insuffisance de l'étude d'impact concernant le raccordement électrique ;
2. Il recommande la complétude du dossier avant toute délivrance d'autorisation environnementale ;
3. À défaut, il émette une réserve exigeant que le porteur de projet produise une analyse environnementale complète du raccordement, conforme au Code de l'environnement et à la jurisprudence citée.

Je vous remercie par avance de l'intérêt que vous portez à ma contribution.

Cordialement

Mélanie Olivet

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 20/10/2025 à 10h22

Bonjour,

Vous pourrez trouver une réponse à votre contribution au sein du "Mémoire en réponse du pétitionnaire aux contributions publiées entre le 08 septembre et le 12 octobre 2025" dans l'onglet "documents de présentation" du registre.

Contribution n°15 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le lundi 13 octobre 2025 à 13h38
Adresse postale : 5 rue des fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Objet : Écart entre méthodologie annoncée et inventaires réellement effectués pour l'avifaune nicheuse

Monsieur Le Commissaire Enquêteur,
Lors de l'examen des pièces du dossier relatif au projet éolien de La Chapelle, j'ai constaté un écart concernant les inventaires d'avifaune nicheuse réalisés par le bureau d'études AEPE Ginko.

Dans la PIÈCE 5-A : Étude d'impact – État initial des milieux naturels, section III.2.3.3 « L'avifaune nicheuse » (page 28 sur 122), il est indiqué que :
« Au moins 5 passages (+ 3 passages nocturnes) ont été réalisés pour les nicheurs (mars à juillet). »

Or, dans la PIÈCE 4 : Étude d'impact sur l'environnement et la santé humaine / Analyse des méthodes utilisées / 2.7.2 Calendrier des inventaires effectués, je ne trouve qu'un seul passage nocturne pour la faune.

Cette divergence soulève des questions sur la fiabilité de l'évaluation des impacts sur les espèces nocturnes et sur la représentativité des données utilisées pour l'avifaune nicheuse.

Je demande donc au maître d'ouvrage de clarifier cette incohérence :

- soit en confirmant et en documentant la réalisation des passages nocturnes annoncés,
- soit en complétant l'étude afin de garantir la fiabilité des inventaires et de l'analyse des impacts.

Sans clarification, il est difficile de s'assurer que l'étude reflète correctement la réalité du terrain et que les impacts sur la faune ont été correctement évalués.

Je vous remercie de prendre en compte cette observation dans l'instruction du projet.

p.s : Vous trouverez en pièce jointe les deux captures d'écrans.

2 documents associés

contribution_15_Web_1.png

contribution_15_Web_2.png

2 commentaires

Par Eolise

Déposé le 14/10/2025 à 17h17

Bonjour,

Conformément à la méthodologie indiquée à la page 28 de l'étude des Milieux Naturels, les passages nocturnes pour l'avifaune nicheuse ont été réalisés simultanément aux écoutes chiroptérologiques entre avril et juin. Ainsi, les sorties nocturnes pour l'avifaune ont été réalisées le 17/04/2024, le 15/05/2024, le 10/06/2024, mais aussi le 20/08/2024 et le 12/09/2024.

Dans le calendrier, seule la mention "Chiroptères" était mentionnée, nous allons mettre à jour le calendrier pour expliciter cela.

Merci de nous avoir fait remonter cette imprécision.

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h01

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°16 (Web)

Proposée par Hénocq David

(david@henocq.com)

Déposée le lundi 13 octobre 2025 à 16h24

Adresse postale : 6 Grand rue 86470 Boivre-la-Vallée

Ci-dessous la liste de mes arguments contre cette implantation :

1. Atteinte irréversible à l'intégrité paysagère et patrimoniale (Monuments Classés et Bocage) :

Argument : La hauteur des éoliennes crée une rupture d'échelle et une pollution visuelle majeure dans un paysage rural de bocage traditionnellement marqué par des lignes douces et horizontales. Cette "verticalité industrielle" est d'autant plus préjudiciable qu'elle engendrerait des Co visibilité avec le château historique d'Aliénor d'Aquitaine, dont le donjon est classé . Cette structure patrimoniale, qui constitue un atout touristique et historique fort pour la commune, perdent de leur valeur et de leur perception historique lorsque leur environnement immédiat ou les cônes de vue (vues offertes depuis ou vers le monument) sont dominés par des installations industrielles, comme le reconnaissent certaines décisions de justice en matière de protection du patrimoine (protection des abords et vues).

2. Impact sur la biodiversité du bocage (effet barrière et collision) :

Argument : Le maillage dense de haies et de bosquets du bocage est un corridor écologique essentiel pour de nombreuses espèces. L'implantation d'éoliennes (et des infrastructures d'accès/raccordement associées) fragmentera et/ou détruira localement ce réseau. De plus, les éoliennes représentent un risque avéré de collision et d'effet barrière pour l'avifaune (oiseaux) et surtout les chiroptères (chauves-souris), espèces qui utilisent souvent les haies et les vallées des rivières comme axes de déplacement et de chasse, augmentant ainsi leur vulnérabilité (Preuves fournies par d'autres contributeurs ; notre territoire et bel et bien concerné par cette situation).

3. Risques sur la qualité de l'eau et les zones humides associées à la rivière :

Argument : La phase de construction des éoliennes nécessite d'importants travaux de terrassement (fondations massives, chemins d'accès). Dans les zones proches de la rivière et des zones humides, cela peut entraîner un ruissellement accru et une érosion des sols, conduisant au transfert de sédiments et de polluants vers le cours d'eau. La modification de l'hydrologie locale ou l'assèchement de zones humides (fréquentes près des rivières) lors de la création des fondations profondes risque d'impacter l'écosystème aquatique (faune et flore). L'étude a t'elle était suffisante sur ce risque ? D'autant que Poitiers s'alimente à 60% sur la source de Fleury (Commune de Boivre-la-Vallée).

4. Dégradation du cadre de vie et impact sur le tourisme rural :

Argument : L'implantation d'un parc éolien génère des nuisances sonores (basses fréquences) et des effets de scintillement lumineux et d'ombre portée pour les habitations rurales (le bocage implique un habitat souvent dispersé). Ces troubles, même s'ils sont réglementés, peuvent être perçus comme anormaux et entraîner une détérioration du cadre de vie pour les riverains. De plus, dans une commune misant sur un tourisme vert ou patrimonial (lié aux monuments classés et à l'authenticité du paysage), l'industrialisation du paysage par les éoliennes est perçue comme un facteur de dévalorisation de l'offre touristique, affectant l'économie locale.

5. Dépréciation immobilière des biens ruraux :

Argument : La présence visible d'éoliennes est clairement associée à une dépréciation significative de la valeur des propriétés dans leur voisinage immédiat. Bien que difficile à quantifier de manière universelle, cet argument est souvent soulevé par les propriétaires de maisons proches des parcs, d'autant plus dans un contexte où l'attrait est lié à la qualité paysagère et à la tranquillité du milieu rural (ce qui est le cas dans une commune avec bocage et monuments).

6. Poids des infrastructures d'acheminement (raccordement électrique) :

Argument : Au-delà des éoliennes elles-mêmes, le raccordement du parc au réseau électrique nécessitera la pose de câbles aériens, la construction d'un poste de livraison et de chemins d'accès lourds. Ces infrastructures annexes, parfois étendues sur plusieurs kilomètres, peuvent occasionner des destructions supplémentaires de haies de bocage (nécessité de tranchées) et un impact visuel sur des lignes de crête, même lorsque les éoliennes sont éloignées. Ces travaux, notamment le passage des convois exceptionnels, peuvent aussi dégrader le réseau routier rural existant.

7. Choix erroné de l'éolien en matière d'énergie verte :

Argument : Une éolienne produit en moyenne 14.1g de CO2e par KWh produit, est ne fonctionne pas de façon continue. Les variations de production dues à la présence ou non du vent induisent une difficulté de régulation de la distribution d'énergie, et la mise en place d'infrastructures complémentaires pour y palier (Impact non neutre sur les augmentations de tarif de l'électricité).

Le déploiement de moulins à eau en bordure de rivière (et non des barrages) serait nettement plus pertinent. De fait le rendement électrique d'une installation de ce type est largement supérieur à celui d'une éolienne ; l'énergie est disponible 24h/24 ; et elle n'implique pas de pollution visuelle.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h01

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°17 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 13 octobre 2025 à 16h55

Marre de voir pousser des éoliennes partout et on dit qu'il faut laisser la nature tranquille et vivre les dégâts qu'elles font pendant les travaux

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h01

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°18 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 13 octobre 2025 à 16h56

Marre de voir pousser des éoliennes partout et on dit qu'il faut laisser la nature tranquille et vivre les dégâts qu'elles font pendant les travaux

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h02

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°19 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 13 octobre 2025 à 17h28

Contre ce projet. Il y a déjà assez d'éoliennes, en ex Poitou-Charentes. De plus aucune diminution tarifaire sur nos factures, nous avons que les désagréments.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h02

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°20 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le lundi 13 octobre 2025 à 17h59
Adresse postale : 5, rue des fleurs Benassay 86470 Boivre La Vallée

Objet : Accès et vérification de la liste des espèces d'oiseaux recensées

Je souhaite attirer l'attention du commissaire enquêteur sur la transparence des données avifaunistiques du projet éolien.

Dans la PIÈCE 5-A – Étude d'impact – État initial des milieux naturels, le bureau d'étude ENCIS Environnement indique que 131 espèces d'oiseaux ont été recensées sur la commune de Boivre-la-Vallée, mais la liste complète détaillée de ces espèces n'est pas fournie, ni l'origine de cette liste; (cf pièce jointe).

Seule celle des 89 espèces observées sur un cycle biologique complet au sein de la Zone d'Implantation Potentielle (ZIP) est accessible. (cf pièce jointe)

Étant donné la quantité importante de documents et la complexité de comparaison des données, il est possible que la liste figure quelque part et que je sois passée à côté.

Conformément aux articles L.123-1 et R.122-5 et suivants du Code de l'environnement, cette liste complète des 131 espèces citée dans l'étude devrait être mise à disposition pour permettre aux citoyens de vérifier la cohérence et l'exhaustivité de l'évaluation des impacts.

Je remercie le commissaire enquêteur de bien vouloir m'indiquer où se trouve cette liste ou, à défaut, de demander au porteur de projet de la fournir dans l'étude, qui devra potentiellement être complétée.

Je me réserve la possibilité de réaliser une analyse complémentaire sur la base des 164 espèces recensées par Faune-France sur la même période (et non pas 131 comme indiqué dans le dossier), afin que tous les enjeux avifaunistiques soient correctement pris en compte.

Dans l'attente de vous lire à ce sujet.

2 documents associés
contribution_20_Web_1.png
contribution_20_Web_2.png

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h02

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°21 (Web)

Proposée par CHIL ETIENNE
(chiletienne@orange.fr)
Déposée le lundi 13 octobre 2025 à 18h24
Adresse postale : chemin de la bonde 86470 MONTREUIL BONNIN

Il y en a assez dans notre paysage, entraînant une pollution visuelle.
Partout nos yeux se posent sur ces structures et les sols sont artificialisés
Remettons plutôt des arbres et des haies pour la biodiversité

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h02

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°22 (Web)

Proposée par TEXIER POSTEL Damien
(Damien.texier@free.fr)
Déposée le lundi 13 octobre 2025 à 18h41
Adresse postale : 1 Bis RUE DES TILLEULS 86470 La Chapelle Montreuil

À ce jour 8 éoliennes en service sur notre territoire, 5 en construction soit 13 éoliennes.
Des projets de photovoltaïque sont également réalisés ou en cours.
Je pense que la contribution de BOIVRE LA VALLÉE sur l'énergie renouvelable est largement rempli.
Nous ne pouvons plus nous promener dans notre campagne sans apercevoir une éolienne.
Sauvegardons nos paysages !!!

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h03

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°23 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 13 octobre 2025 à 19h18

Je ne suis pas du tout favorable à ce nouveau projet. Il est temps que les investisseurs aillent voir ailleurs si le vent est meilleur plutôt que de continuer à dévaloriser notre environnement et le paysage.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h03

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°24 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 13 octobre 2025 à 20h47

Pollution visuelle. Faune impactée.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h03

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°25 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 14 octobre 2025 à 11h02

A la vue du bruit et de l'emplacement ce n'est vraiment pas judicieux.
Des espèces d'oiseaux protégés sont souvent dans ces champs là ça serait regrettable de les perdre

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h03

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°26 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 14 octobre 2025 à 11h02

Pas plus de nuisances sonores. Merci

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h03

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°27 (Web)

Proposée par Noemie Fauconnet
(noemie.f.86@sfr.fr)
Déposée le mardi 14 octobre 2025 à 11h25
Adresse postale : 3 Lieu Dit La Haute Tifaille 86470 Boivre La Vallee

Bonjour, habitante du lieu dit juste a côté. Je ne souhaite pas voir pousser de nouvelles éoliennes a proximité pourquoi:
- décote notable de la valeur de mon domicile
- bruit déjà existant de l'autoroute et des 3 éoliennes déjà présente
- présence d'espèce d'oiseau protégé tel que la huppe fasciée, busard cendré...
- les coupures électriques déjà bien trop fréquentes dans notre lieu dit
Pour toutes ses raisons et bien d'autre, je suis contre ce projet.

2 documents associés
contribution_27_Web_1.jpg
contribution_27_Web_2.jpg

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h04

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°28 (Web)

Proposée par Jonathan Ragonnaud
(katsou86@hotmail.fr)
Déposée le mardi 14 octobre 2025 à 11h41
Adresse postale : 3 la tiffaille 86470 Boivre La Vallee

Merci de rechercher d autres emplacement loin des habitations. Nous avons déjà contribuer la l'évolution écologique grâce au 3 eoliennes déjà installer a proximité et en plus on veux nous en remettre d autres. Pourquoi les investisseurs de la mette pas dans leur jardin au oieu de surcharger nos paysages ?
CONTRE CE PROJET !!

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h04

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°29 (Web)

Proposée par anonyme
Déposée le mardi 14 octobre 2025 à 17h50

Déjà 3 éoliennes près des habitations

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h04

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°30 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 14 octobre 2025 à 17h57

Je m'oppose à la construction de nouvelles éoliennes. Elles ont un impact négatif sur la biodiversité, défigurent le paysage, causent des nuisances sonores sachant que l'autoroute n'est pas loin en cause déjà. De plus, elles ne sont pas recyclables. Nos maisons à proximité vont subir surtout une décade de leur valeur et une moins-value aux yeux de futurs acquéreurs. Merci d'en prendre en considération nos retours. Sachant que notre secteur possède déjà 3 éoliennes, je pense que le territoire du Poitou-Charente est assez vaste pour intégrer de nouveaux secteurs éoliens.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h04

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°31 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 14 octobre 2025 à 21h24

Déjà 3 éoliennes près des habitations

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h05

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°32 (Web)

Proposée par Logan Katy
(cmlogan@wanadoo.fr)
Déposée le mercredi 15 octobre 2025 à 07h13
Adresse postale : 5 Fleury 86470 Lavausseau

Beaucoup trop d'éoliennes déjà dans un tout petit secteur. Elles nuisent à la beauté de nos paysages et sont néfastes pour la faune et l'avifaune. Sans parler des tonnes de béton qui sont versées dans le sol pour chaque éolienne.

Il y a également les projets de panneaux photovoltaïques plus ceux des mega bassines sur notre commune.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h05

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°33 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 15 octobre 2025 à 13h05

Non a la pose de nouvelle heolienne..
Trop de bruit.
Espèce protégée en danger...

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h06

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°34 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 15 octobre 2025 à 13h10

Pas besoin de nouvelle pose d'eoliennes.
Laissez les champs tranquille et faites quelques chose d'utile pour les habitants.
Avez vous pensez au bruit? Aux habitats des espèces protégées ?
Toujours de la construction...laissez notre nature!

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h06

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°35 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 15 octobre 2025 à 23h14

Bonjour,

Je suis contre ce projet car le secteur possède déjà 3 éoliennes. De plus, le parc éolien des Grandes Brandes vient d'obtenir l'autorisation de la construction de 3 nouvelles éoliennes dans ce même secteur (voir PJ) qui n'apparaissent pas dans l'étude réalisée.

La présence de 8 éoliennes dans ce secteur va être dévastatrice pour notre biodiversité (de surcroît les études réalisées par les "investisseurs pour le projet de Coulombier" minimise la présence du nombre d'espèces d'oiseaux protégés contrairement à notre association locale qui affirme le contraire), un ravage de notre paysage (à l'emplacement de ce projet, on voit les 4 éoliennes direction Sanxay et bientôt les 6 direction Coulombier) et une pollution sonore extrême (selon les relevés de coulombiers, l'autoroute couvrirait le bruit de 6 éoliennes mais je vous affirme qu'à ce jour elle ne couvre pas déjà les 3 présentes).

Nous comprenons bien la transition écologique mais elle est aujourd'hui au détriment de la protection de notre patrimoine (Château de Montreuil Bonin) et surtout au détriment de nos habitants qui vont subir les conséquences de ces constructions contrairement aux propriétaires des champs, les investisseurs, chef de projet....

8 éoliennes en fonctionnement, c'est une pollution visuelle constante de jour mais aussi de nuit..... flash constant non retirables pour l'armée (RICM + aéroport à proximité) validé lors des réunions pour le parc éolien des Grandes Brandes du 16 avril 2025.

De plus, l'impact sur l'attractivité du secteur va être touché comme notre château de Montreuil Bonin, site touristique. Le secteur de l'immobilier: nos habitants vont voir le prix au mètre carré de leurs biens baissé voir même une impossibilité de vendre. Une baisse notable est à prévoir dans la demande de logement sur le secteur limitrophe des 3 parcs éoliens.

Comme déjà évoqués dans d'autres contributions, il y a des coupures électriques intermittentes et récurrentes locales qui peuvent durer une quinzaine de minutes avec seulement 3 éoliennes, comment être sûr qu'avec 8 éoliennes nos habitants ne vont pas subir encore plus de désagrément?

J'espère que Monsieur ou Madame le commissaire enquêteur vous comprendra mon refus pour toutes les raisons évoquées

3 documents associés

contribution_35_Web_1.jpg
contribution_35_Web_2.jpg
contribution_35_Web_3.pdf

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h06

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°36 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 08h29

Bonjour

Je souhaite exprimer mon opposition à ce projet d'installation de nouvelles éoliennes à proximité de notre habitation.

Nous avons déjà plusieurs éoliennes dans le secteur, et l'ajout de nouvelles machines si proches des habitations aurait, selon moi, un impact négatif sur la qualité de vie des riverains (bruit, effets visuels, perte de valeur immobilière) ainsi que sur l'environnement local (faune, paysages).

Je comprends la nécessité de développer les énergies renouvelables, mais il me semble qu'il serait préférable d'envisager une implantation plus éloignée des zones habitées, ou de privilégier d'autres formes de production moins intrusives.

Je vous remercie de prendre en compte cet avis défavorable.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h06

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°37 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 16h17
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Objet : Demande d'éclaircissements suite à la réponse du maître d'ouvrage - Précisions nécessaires sur le protocole d'inventaire

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je vous remercie de relayer mes interrogations et je remercie le maître d'ouvrage qui a répondu à ma précédente contribution (du 13/10/2025 - n°15 de ce registre) concernant les inventaires de l'avifaune nicheuse.

Sa réponse, cependant, me laisse dans une certaine perplexité et m'amène à solliciter de nouveaux éclaircissements pour bien comprendre la méthodologie suivie.

Une incohérence qui se déplace plus qu'elle ne se résout :

Initialement, je constatais un écart entre l'unique (1) passage nocturne indiqué dans le calendrier et les "au moins 3 passages" décrits dans le protocole méthodologique.

La réponse du maître d'ouvrage mentionne désormais 5 passages.

Si cette précision est la bonne, elle est bienvenue, mais elle remplace une incohérence par une autre, tout aussi troublante. On passe ainsi à trois chiffres différents (1, 3, 5) selon les pièces du dossier, ce qui soulève des questions sur la rigueur du reporting.

2. Une question de calendrier et de protocole :

Ma perplexité est d'autant plus grande que deux de ces cinq passages (les 20 août et 12 septembre) sont réalisés en dehors de la période de référence pour l'étude de l'avifaune nicheuse, laquelle s'étend classiquement de mars à juillet.

Je serais très reconnaissant au maître d'ouvrage de bien vouloir m'expliquer en quoi des inventaires réalisés après la période de nidification permettent d'évaluer correctement l'impact du projet sur l'avifaune nicheuse. Cela me permettrait de mieux comprendre l'application concrète du protocole annoncé.

3. Des inquiétudes concernant un processus de correction itératif :

Le maître d'ouvrage indique vouloir "mettre à jour" le calendrier pour expliciter ces points. Je ne peux qu'encourager cette volonté de clarté a posteriori. Cependant, cette situation m'amène à une inquiétude plus large : ce processus de correction semble révéler des incohérences au fur et à mesure qu'on les examine. On peut légitimement s'interroger sur la possibilité que d'autres imprécisions, non encore soulevées, subsistent dans le dossier.

La découverte successive de trois chiffres différents pour un même inventaire, puis de dates inadaptées au protocole, crée un doute sur l'exhaustivité et la fiabilité des autres données présentées.

Dans ce contexte, je m'interroge, Monsieur le Commissaire Enquêteur, sur la manière dont ce processus de corrections potentiellement multiples sera géré.

Comment garantir une information complète et stable du public si le dossier est amené à être modifié à plusieurs reprises ?

Les versions consultables, notamment en mairie, pourront-elles suivre ces ajustements successifs ?

Enfin, il me semble essentiel de savoir comment vous comptez consigner l'ensemble de ces ajustements dans votre rapport final. Ces corrections, qui pourraient être nombreuses, seront-elles explicitement mentionnées et synthétisées, avec une analyse de leur portée sur la solidité technique du dossier ? Et comment cette information sera-t-elle signalée à l'autorité compétente pour qu'elle puisse apprécier à sa juste valeur le processus de clarification qui a été nécessaire ?

Je vous remercie pour votre action et votre rôle essentiel dans la garantie du sérieux de cette consultation, et je reste dans l'attente de ces précisions indispensables.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de ma considération distinguée.

1 document associé
contribution_37_Web_1.png

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h07

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°38 (Web)

Proposée par DUPONT Isabelle
(jidupont@orange.fr)
Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 18h55
Adresse postale : 4 rue du château 86470 Boivre la vallée

photomontages mensongers.

Monsieur le commissaire enquêteur,
Je m'oppose à ce projet éolien supplémentaire.
Je demande à ce que les photomontages soient réalisés au niveau de la terrasse du château, niveau d'habitation et non dans le fond du fossé comme cela a été fait dans le document 5.4 P93, c'est à dire en fond de vallée comme bien répété dans le dossier.
Je joins une photo prise de la terrasse en septembre, photo de piètre qualité mais qui montre bien les éoliennes et un photomontage qui ne ressemble pas à celui que je peux trouver sur les documents fournis dans le dossier.
Comment peut on faire confiance à un pétitionnaire qui nous présente des faux dans le dossier?
Je pense intéressant d'avoir la visite sur place des personnes compétentes pour constater cette tromperie scandaleuse.
Le paysage est déjà saturé et encercle le patrimoine local, lieu d'intérêt touristique.

2 documents associés

contribution_38_Web_1.jpeg
contribution_38_Web_2.png

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h07

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°39 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le vendredi 17 octobre 2025 à 21h11
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Objet : Demande d'éclaircissement méthodologique concernant l'analyse des enjeux avifaunistiques avec l'exemple de l'Autour des Palombes.

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Je me permets de vous adresser une question concernant l'évaluation des enjeux avifaunistiques du projet, afin de mieux comprendre l'application de la méthodologie présentée.

L'étude indique - PIÈCE 5-A : ETUDE D'IMPACT - ETAT INITIAL DES MILIEUX NATURELS

page 33 :

« Les espèces dites d'intérêt écologique sont ici appelées espèces patrimoniales. Conformément au guide de l'étude d'impact, la patrimonialité d'une espèce a donc été définie selon plusieurs outils de bioévaluation.
Dans le présent dossier, il a été décidé de considérer une espèce comme patrimoniale lorsqu'elle remplit au moins un des critères :

- elle est protégée à l'échelle nationale, régionale ou départementale (à l'exception de l'avifaune)
- elle est inscrite à l'annexe I de la directive européenne Oiseaux;
- elle est inscrite à l'annexe II ou IV de la directive Habitats-Faune-Flore;
- elle est l'objet d'un Plan national d'actions;
- elle est menacée ou quasi-menacée (CR,EN,VU,NT) sur la Liste rouge régionale;
- elle est menacée (CR, EN, VU) sur la Liste rouge nationale.

toujours page 33 :

« Par ailleurs, dans le contexte d'un projet éolien et conformément au guide de l'étude d'impact sur les parcs éoliens, les espèces non patrimoniales mais présentant une forte sensibilité à l'éolien (risque de mortalité par collision avec des pales) sont également prises en compte pour évaluer les enjeux et les impacts du projet. »

page 34 :

« Attention, pour l'Avifaune, l'indice de patrimonialité peut changer en fonction de la période à laquelle elle a été observée. En effet, les listes rouges attribuent des niveaux de menace par période : nidification, hivernage ou de passage migration ».

Ayant lu (je crois) toutes les subtilités de la méthode, je souhaite, afin de pouvoir poursuivre ma lecture du dossier, avoir des précisions sur l'attribution sur statut patrimonial.

Je vous donne pour exemple l'Autour des Palombes qui a été observé sur l'Aire d'étude d'implantation du projet par le bureau d'étude AEPE Ginko:

L'Autour des palombes est classé « Vulnérable » en tant qu'oiseau nicheur sur la Liste rouge régionale de Poitou-Charentes.
À noter qu'il n'existe pas de Liste rouge régionale de Poitou-Charentes pour les oiseaux hivernants et pour les oiseaux migrateurs.

Pourtant, il n'apparaît pas dans le tableau des espèces patrimoniales (page 44), une note de fin de tableau indiquant qu'il n'a pas été contacté en nidification, mais en période de migration post-nuptiale.

Je souhaiterais comprendre la logique suivante :

Pourquoi le statut "Vulnérable" de l'Autour des palombes, attribué pour la période de nidification par la Liste rouge régionale, n'entraîne-t-il pas sa

qualification comme espèce patrimoniale, conformément au critère défini page 44 ?

La non-observation lors des prospections a-t-elle pour effet d'invalider le statut de conservation régional ?

Cette question est d'autant plus importante que, bien que le statut de protection ne soit pas un critère de patrimonialité, l'étude s'engage à prendre en compte les espèces présentant une forte sensibilité à l'éolien. Or, les rapaces comptent parmi les groupes les plus impactés par le risque de collision. Malgré cela, l'Autour des Palombes n'est pas inclus.

Ma perplexité est renforcée par la lecture de la page 46 du même document, où il est indiqué dans le chapitre dédié à l'avifaune migratrice :
« Plusieurs espèces de rapaces ont été observées en chasse sur la période (de migration). Il peut s'agir d'individus locaux puisque certaines sont nicheuses sur le site ou à proximité. »

En conséquence, et au vu de l'ensemble de ces éléments, ma question conclusive est la suivante :

Pourquoi l'Autour des palombes, un rapace classé "Vulnérable" en tant que nicheur au niveau régional et observé en chasse sur le site durant la période de migration – une activité qui, selon l'étude page 46, peut être le fait d'individus nicheurs locaux –, se voit-il refuser le statut d'espèce patrimoniale, alors qu'il remplit au moins un des critères de patrimonialité et présente une sensibilité avérée aux collisions ?

Cette décision revient-elle à considérer que le statut de conservation d'une espèce, pourtant défini à l'échelle régionale, est conditionné par la preuve directe donnée par le bureau d'étude de sa nidification sur l'emprise du projet, et non par son utilisation fonctionnelle du site ?

Je vous remercie bien vouloir m'apporter les précisions sur cette méthodologie dès que possible ce qui me permettra de suivre au mieux l'analyse des enjeux.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire-enquêteur, l'expression de ma considération distinguée.

1 document associé
contribution_39_Web_1.png

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h07

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°40 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier, co-présidente de l'association Les Oiseaux de Boivre La Vallée
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le samedi 18 octobre 2025 à 12h23
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Objet : Courrier recommandé adressé à l'association « Les Oiseaux La Vallée » de la part de la société Eolise (réf. LRAR 87000993839069H) daté du 14 octobre 2025

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je, Virginie Braconnier, co-présidente de l'association « Les Oiseaux de Boivre la Vallée », accuse réception du courrier adressé en recommandé à l'association, courrier daté du 14 octobre 2025, signé par Monsieur. Léopold Fournier - Chef de projets éolien pour la société Eolise; courrier qui a pour objet : « Données naturalistes sur le site du projet éolien de La Chapelle ».

1. Sur la forme et la méthode de contact :

J'exprime tout d'abord mon étonnement quant à la formulation de plusieurs passages du courrier, dont le ton apparaît peu approprié, voire comminatoire, dans le cadre d'une consultation publique.

Pour exemples :

- « À ce jour, nous n'avons pas reçu de retour de votre association sur ce sujet... »
- « Nous vous prions, une nouvelle fois, de bien vouloir nous transmettre les informations dont vous disposez. »
- « Nous vous avons alors invités à nous transmettre, dès que possible, la localisation précise de ces nids. »

Ces formulations laissent entendre que l'association aurait une obligation de réponse, ce qui n'est pas le cas dans une procédure de concertation publique.

- « N'ayant pas eu accès à vos statuts, il ne nous a pas été possible d'identifier clairement un interlocuteur privilégié. »

J'étais présente lors de la réunion d'ouverture de la consultation publique, au cours de laquelle je me suis clairement présentée comme co-présidente de l'association Les Oiseaux de Boivre la Vallée.

J'étais accompagnée de Madame Caroline Renaud qui s'est également présentée comme étant l'autre co-présidente de l'association. Dès lors, des

interlocuteurs privilégiés étaient bien connus.

Lors de cette même réunion, étaient également présents Madame Marion Fernandez et Monsieur Maxence Lamoureux, membres de l'association et réalisateurs du documentaire Le Busard sur la paille.
Comme il a été clairement dit lors de la réunion, ce film retrace le programme de protection des busards des plaines nicheurs sur la commune de Boivre-la-Vallée et présente l'ensemble des intervenants impliqués dans cette mission (c.a.d: les interlocuteurs privilégiés).
Un exemplaire du DVD a été remis en main propre, par Monsieur Maxence Lamoureux, au commissaire enquêteur et un autre exemplaire remis en main propre aux représentants de la société Eolise. (Cela aurait mérité d'être stipulé dans le compte-rendu de la réunion).

Les statuts de l'association sont déposés auprès de la Préfecture.
La mairie de Boivre-la-Vallée dispose des coordonnées de l'association et de ses interlocuteurs désignés.

La société Eolise disposait donc, ou pouvait, trouver sans ambiguïté de cette information via de nombreux vecteurs.

Autres exemples :

- « Nous avons néanmoins pris l'initiative de contacter le 30 septembre, via Facebook, Madame Braconnier, mentionnée comme administratrice du groupe « Les Oiseaux de Boivre La Vallée » et ayant pris la parole au nom de l'association lors de la réunion d'ouverture »
- « Cette tentative de contact est, à ce jour, restée sans réponse. »

Le groupe Facebook "Les Oiseaux de Boivre La Vallée", mentionné dans le courrier d'Eolise, est un groupe privé, destiné à l'échange interne entre membres et sympathisants de l'association, personnes qui ont été précédemment autorisées à intégrer ce groupe.
Ce groupe ne dispose pas d'option type « Messenger » pour les Personnes ou Pages extérieures au groupe.

Par acquis de conscience, j'ai procédé à une vérification de mon historique personnel sur le réseau social Facebook, et je n'ai trouvé aucune trace d'un tel message ou d'une demande de contact émanant de la société Eolise.
Il est bien entendu possible qu'un message personnel ait été « non lu » ou supprimé par erreur.

Je m'interroge donc sur les modalités exactes de cette prétendue tentative de contact : sous quel nom de compte ou de profil cette demande aurait-elle été formulée ?
D'autant plus que, selon les informations figurant sur le site officiel de la société Eolise, celle-ci ne semble pas disposer de Page Facebook active.
Ces éléments posent question quant à la réalité ou la nature exacte de la démarche évoquée.

Dans tous les cas, le recours à un canal personnel et informel tel qu'un réseau social ne correspond pas aux usages attendus dans le cadre d'une procédure administrative officielle et s'avère peu adapté à la solennité d'une consultation publique.

2. Sur la demande de transmission de données naturalistes :

Le courrier du 14 octobre sollicite urgemment la communication de données naturalistes.
Je rappelle que l'association n'a aucune obligation légale de transmettre ces informations directement au maître d'ouvrage en dehors du cadre formel de la consultation publique.
La caractérisation de l'état initial et l'évaluation des impacts environnementaux relèvent de la responsabilité du pétitionnaire.
À ce titre, il incombe au bureau d'études mandaté (AEPE Gingko) de mettre en œuvre un protocole d'inventaire autonome et complet, conformément aux exigences réglementaires.

3. Sur le rôle et la contribution de l'association :

L'association « Les Oiseaux de Boivre la Vallée » œuvre depuis plusieurs années à l'observation, la connaissance et la préservation des oiseaux sur le territoire de Boivre-la-Vallée.
Nos interventions s'inscrivent dans une démarche bénévole et indépendante.
Notre association va apporter ses contributions à la consultation publique à des fins d'éclairer objectivement les enjeux environnementaux du projet, non à suppléer les obligations du porteur de projet.

Ses contributions seront déposées durant la période officielle de la consultation publique.

Conformément aux dispositions de l'article L. 124-4 du code de l'environnement qui prévoit que les observations ne peuvent porter sur des données confidentielles, les données sensibles, telles que la localisation précise de nids d'espèces protégées, ne pourront être déposées sur le registre numérique public.
Leur communication, si elle est jugée nécessaire après l'étude du dossier, fera l'objet d'une transmission séparée et sécurisée au Commissaire Enquêteur et éventuellement à l'autorité environnementale compétente si nécessaire, dans le respect des impératifs de protection des espèces.

4. Conclusion :

Je demande que la présente réponse soit versée au dossier d'enquête en complément du courrier d'Eolise du 14 octobre 2025.

Ces éléments précisés, je vais me consacrer désormais à l'analyse approfondie du volet avifaune du dossier.

Je vous remercie, Monsieur le Commissaire Enquêteur, pour votre attention.

Virginie Braconnier
Co-présidente de l'association Les Oiseaux de Boivre la Vallée

2 documents associés

contribution_40_Web_1.jpeg
contribution_40_Web_2.jpeg

2 commentaires

Par Jean-Yves Bellier
Déposé le 20/10/2025 à 09h25

Bonjour madame,
Je vous remercie pour votre contribution. J'ai pris en considération votre remarque sur le contenu du compte rendu de la réunion d'ouverture de la consultation du public. La mise en ligne d'une version actualisée intègre le complément sur la remise du DVD "Le busard sur la paille".
Bien à vous

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h07

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°41 (Web)

Proposée par Logan, Catherine
(cmlogan@wanadoo.fr)
Déposée le samedi 18 octobre 2025 à 12h47
Adresse postale : 5 Fleury 86470 Lavausseau, Boivre la Vallée

Objet : Courrier recommandé adressé à l'association « Les Oiseaux La Vallée » de la part de la société Eolise (réf. LRAR 87000993839069H) daté du 14 octobre 2025

Monsieur Le Commissaire Enquêteur,
En tant que secrétaire de l'association « Les Oiseaux de Boivre-la-Vallée », je m'associe pleinement à la réponse transmise par Madame Virginie Braconnier, co-présidente de l'association, en réaction au courrier recommandé adressé à l'association par M. Léopold Fournier - Chef de projets éolien pour la société Eolise; dont l'objet est : « Données naturalistes sur le site du projet éolien de La Chapelle ».
Je souhaite rappeler les principaux éléments de cette réponse :
Le ton et la formulation du courrier d'Eolise ne sont pas conformes à l'esprit d'une consultation publique, certaines expressions laissant penser, à tort, que l'association aurait une obligation de transmission d'informations.
Les représentants de l'association, clairement identifiés lors de la réunion d'ouverture de la consultation, auraient pu être contactés par les voies officielles, plutôt que par un réseau social, démarche peu appropriée dans un cadre administratif.
L'association rappelle qu'elle n'a aucune obligation légale de fournir des données naturalistes à un opérateur privé : la collecte et l'exploitation de ces données relèvent du maître d'ouvrage et de son bureau d'études.
Les observations produites par les membres de l'association sont déjà versées dans les bases nationales reconnues, notamment Faune-France, mentionnée dans l'étude d'impact.
Enfin, l'association entend participer de manière constructive à l'enquête publique, en fournissant des éléments factuels et indépendants, sans pour autant se substituer aux devoirs d'analyse du porteur de projet.
Je demande que la présente contribution soit versée au dossier d'enquête en appui à la réponse de Madame Virginie Braconnier.
Mme Catherine Logan, Secrétaire de l'association Les Oiseaux de Boivre-la-Vallée

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h08

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°42 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le dimanche 19 octobre 2025 à 11h35
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Objet : Observation relative aux modalités de notification et d'information dans le cadre de la consultation publique dématérialisée

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je souhaite, par la présente, formuler une observation à la suite du dépôt sur le registre numérique d'un nouveau document intitulé "MÉMOIRE EN RÉPONSE DU PÉTITIONNAIRE AUX CONTRIBUTIONS PUBLIÉES ENTRE LE 18 SEPTEMBRE ET LE 12 OCTOBRE 2025", dans lequel la société Éolise apporte des réponses aux contributions déposées par le public.

Ce document comporte plusieurs éléments répondant notamment directement à certaines de mes contributions. Pourtant, je n'ai reçu aucune notification par courrier électronique signalant sa mise en ligne, alors que j'avais coché, lors du dépôt de ma contribution, l'option « Je souhaite être informé(e) de l'évolution de cette procédure ».

À l'inverse, lorsque vous ou la société Eolise m'avez adressé vos réponses individuelles via le registre, celles-ci avaient bien généré une notification automatique par e-mail.

Cette différence de fonctionnement, selon le type de publication, introduit une incertitude quant à la portée réelle de l'option mentionnée ci-dessus.

Il serait utile de clarifier la signification concrète de cette option « Je souhaite être informé(e) de l'évolution de cette procédure » :

- couvre-t-elle uniquement les réponses individualisées adressées via le registre ?
- ou inclut-elle également la mise en ligne de nouveaux documents liés à l'évolution du dossier?
- Dans ce cas, l'absence de notification pourrait révéler un dysfonctionnement technique du dispositif de consultation.
- ou bien signifie-t-elle autre chose ? Auquel cas, de quoi s'agit-il ?

D'autant plus que le site propose également une autre case distincte : « Je souhaite être informé(e) par mail si le rapport/bilan de ce projet est publié sur ce site web », ce qui laisse entendre deux niveaux d'information différents.

Cette distinction, sans explication explicite, peut légitimement prêter à confusion pour les participants souhaitant suivre le dossier de manière complète.

Cette situation met en évidence une limite technique du dispositif « Registre dématérialisé » qui affecte l'effectivité du droit à l'information. En l'absence de notification automatique, les participants ne peuvent être raisonnablement informés des suites données à leurs contributions, ce qui restreint leur capacité à suivre l'évolution du dossier et, le cas échéant, à formuler des observations complémentaires en temps utile.

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur, je souhaite que cette observation soit notifiée à l'autorité compétente, afin qu'une amélioration des dispositifs techniques de consultation soit mise en place pour garantir une information équitable et continue à l'ensemble des participants, telle que la loi industrie verte l'impose.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

1 document associé
contribution_42_Web_1.png

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h08

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°43 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le dimanche 19 octobre 2025 à 12h05
Adresse postale : 5, rue des fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Objet : Incohérences relevées dans le mémoire en réponse du pétitionnaire

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je souhaite porter à votre attention plusieurs incohérences relevées dans le document du pétitionnaire intitulé "Mémoire en réponse du pétitionnaire aux contributions publiées entre le 18 septembre et le 12 octobre 2025", déposé dans l'onglet « Documents de présentation » du registre dématérialisé.

Je précise en préambule que ce document a été ajouté au registre sans qu'aucune notification ne soit adressée aux contributeurs concernés. Comme je l'ai développé dans une contribution distincte, cette absence de notification implique que les contributeurs ne sont pas informés de l'existence des réponses qui leur sont apportées, ce qui pose un problème d'information effective du public.

Au-delà de cette question de notification, le document lui-même présente des incohérences qui soulèvent des questions quant à la clarté et la précision des informations communiquées, éléments essentiels à la bonne conduite de la consultation publique. Vous trouverez en pièces jointes les captures d'écran réalisées les 18 et 19/10/2025.

1. Incohérences relevées dans le document du pétitionnaire :

* A. Incohérence sur les dates de la période couverte

Le document présente une contradiction entre son titre et son contenu concernant la date de début de la période couverte :

- Titre du document : "contributions publiées entre le 18 septembre et le 12 octobre 2025"
- Contenu du document (sous-titre page de garde) : "Période de réponse : 08/09/2025-12/10/2025"

Cette différence de dix jours (8 septembre versus 18 septembre) constitue une erreur qui crée une confusion sur la période réellement couverte par ce mémoire en réponse.

*** B. Incohérence sur la nature des contributions traitées**

Le document présente également une divergence entre son titre et le périmètre annoncé dans son contenu :

- Titre du document : "Mémoire en réponse du pétitionnaire aux contributions publiées entre le 18 septembre et le 12 octobre 2025" (sous-entendu : contributions écrites déposées sur le registre)
- Contenu du document (page 1) : "Celui-ci présentera les contributions enregistrées entre le 8 septembre [...] et le 12 octobre. Par ailleurs, certains points évoqués lors de la réunion publique d'ouverture du 9 septembre et consignés dans le compte rendu, feront également l'objet de réponses dans ce document."

La formulation du contenu indique que le mémoire traite à la fois :

- Des contributions écrites déposées sur le registre dématérialisé
- De certaines interventions orales prononcées lors de la réunion publique du 9 septembre

Or, cette double nature n'est pas annoncée dans le titre du document, induisant ainsi en erreur les contributeurs et citoyen-ne qui peuvent légitimement penser que seules les observations écrites déposées sur le registre ont été prises en compte.

*** C. Conséquences pratiques de ces incohérences**

Ces imprécisions posent une difficulté concrète pour les contributeurs et citoyen-nés :

- Un participant à la réunion du 9 septembre ne peut pas imaginer, au vu du titre, que ses interventions orales sont traitées dans ce document
- Sans lecture exhaustive du mémoire, il est impossible de savoir que le pétitionnaire a répondu à une intervention donnée
- Dans mon cas, j'ai effectivement découvert avec étonnement, en consultant l'intégralité du document, que le pétitionnaire avait répondu à certaines de mes interventions faites lors de la réunion du 9 septembre, alors que je ne m'y attendais pas du tout au vu des incohérences citées précédemment

2. Rappel du cadre réglementaire

Cette consultation du public est organisée en application de l'article L. 181-10-1 du Code de l'environnement, dans le cadre de la procédure d'autorisation environnementale.

Le principe de participation du public, issu de l'article 7 de la Charte de l'environnement (valeur constitutionnelle), impose que les citoyens puissent participer de manière éclairée aux décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement.

Si le Code de l'environnement n'impose pas de formalisme particulier pour les mémoires en réponse du pétitionnaire, la qualité de l'information transmise au public demeure un élément essentiel du bon déroulement de la consultation. Des informations claires et cohérentes permettent aux contributeurs de suivre le dialogue avec le pétitionnaire et, le cas échéant, d'apporter des observations complémentaires.

3. Demandes

Sans remettre en cause la volonté du pétitionnaire de répondre aux questions et aux observations du public, je sollicite respectueusement que vous mentionniez dans votre rapport :

- L'impossibilité pour les contributeurs de savoir qu'une réponse a été apportée à leurs observations, en raison du manque de notification par e-mail du dépôt du mémoire ;
- L'incohérence factuelle relevée concernant les dates : 08/09 vs 18/09 soit 10 jours d'écart ;
- L'incohérence factuelle relevée concernant le périmètre du mémoire : contributions déposées vs contributions déposées et interventions orales survenues lors de la réunion d'ouverture de la consultation
- L'impossibilité pour les contributeurs de savoir qu'une réponse a été apportée à leurs observations, en raison de ces imprécisions entre le titre et le contenu du document ;

La recommandation, pour d'éventuels futurs mémoires en réponse, que le pétitionnaire veille à :

- La notification de la publication de ses réponses
- Une cohérence entre le titre et le contenu des documents déposés
- Une identification juste de la période traitée
- Une identification juste du contenu du document

Ces éléments sont essentiels pour garantir la transparence et la qualité du dialogue entre le pétitionnaire et le public.

D'autant plus lorsqu'il s'agit de réponses faisant suite aux questions posées par les contributeurs.

Il appartient aux autorités compétentes de veiller à ce que les documents déposés dans le cadre de cette consultation respectent les exigences d'information du public et de clarté nécessaires au bon déroulement de la procédure, tant pour les documents déjà en ligne que pour ceux à venir.

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à cette contribution.

3 documents associés

contribution_43_Web_1.jpeg

contribution_43_Web_2.jpeg

contribution_43_Web_3.png

3 commentaires

Par Jean-Yves Bellier

Déposé le 20/10/2025 à 09h59

Bonjour madame,

L'erreur que vous signalez quant à la période de prise en compte des contributions est de mon fait. Je vous remercie de l'avoir relevée. J'ai apporté la correction attendue. Quant aux modalités de communication du suivi des contributions spécifiques au registre numérique, je suis en attente de précisions. Je ne manquerai pas de vous tenir informée.

Bien à vous,

Par Jean-Yves Bellier
Déposé le 20/10/2025 à 14h20

Bonjour madame,

Comme convenu, je reviens vers vous pour apporter des précisions sur les modalités de communication spécifique à ce registre dématérialisé. Il existe un modèle de message électronique informatif qui peut être activé au terme de la mise en ligne d'un nouveau document. Je pensais que les ajouts étaient suivis d'informations des contributeurs ayant émis ce souhait. Il s'avère que c'est à moi d'activer cette information.

Je l'ai assuré dès aujourd'hui et j'espère que la manipulation a été concluante.

Je vous remercie d'avoir eu l'amabilité de me prévenir de ce dysfonctionnement et vous prie de bien vouloir excuser le désagrément occasionné.

Bien à vous

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h09

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°44 (Web)

Proposée par Renaud Caroline
(kronadette@yahoo.fr)
Déposée le dimanche 19 octobre 2025 à 12h17
Adresse postale : 3 rue des glycines 86470 BOIVRE LA VALLEE

Objet : Courrier recommandé adressé à l'association « Les Oiseaux La Vallée » de la part de la société Eolise (réf. LRAR 87000993839069H) daté du 14 octobre 2025

Monsieur Le Commissaire Enquêteur,

La réception du courrier en recommandé de la société Eolise, signé de Monsieur Léopold Fournier - Chef de projets éolien, suscite chez moi, en tant que co-présidente de l'association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée », une certaine perplexité quant aux méthodes employées.

Je tiens à exprimer mon plein soutien à ma collègue Virginie Braconnier et à appuyer intégralement les éléments qu'elle a portés à votre connaissance. Sa restitution des faits correspond en tout point à ma propre perception de la situation.

La tonalité générale de la sollicitation me paraît contestable dans le contexte d'une consultation publique.

Les formulations utilisées suggèrent à tort que notre association serait immédiatement tenue de fournir des réponses directes au maître d'ouvrage, ce qui ne correspond pas à l'esprit de la concertation.

La difficulté supposée à identifier des interlocuteurs au sein de notre association m'interpelle.

Les co-présidentes étaient pourtant clairement identifiées lors de la réunion d'ouverture, et nos coordonnées sont accessibles via des canaux officiels. La démarche de contact par le biais d'un réseau social privé me semble peu compatible avec le sérieux d'une procédure administrative.

Sur le fond, je tiens à rappeler que la charge de la preuve en matière d'études environnementales revient légalement au pétitionnaire.

Notre rôle n'est pas de pallier les carences éventuelles de l'étude d'impact, mais d'apporter une contribution éclairée dans le cadre prévu par la réglementation.

Notre association respectera scrupuleusement les modalités de la consultation publique pour déposer ses observations.

Les données sensibles feront l'objet d'un traitement distinct et sécurisé, conformément aux exigences de protection des espèces.

Cette synthèse vise à porter à votre connaissance les réserves importantes que notre association émet quant aux méthodes employées par la société Eolise.

Mme Caroline Renaud Co-présidente de l'association Les Oiseaux de Boivre-la-Vallée

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h09

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°45 (Web)

Proposée par Manson, David
(davidmanson50@icloud.com)
Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 13h45
Adresse postale : 5 la Guillotière 86120 Vézzières

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Ayant une maison dans la Vienne qui, la retraite aidant, devient de plus en plus notre résidence principale, je réagis, à l'occasion de cette enquête publique, à la prolifération des parcs éoliens dans la Vienne, et à ce projet éolien en particulier.

L'achat de résidences secondaires qui, l'âge aidant, se transforment en résidences principales a déjà été mentionné dans plusieurs contributions. C'est un phénomène important pour ces petites communes rurales qui, sinon, ont tendance à se vider avec des conséquences catastrophiques que l'on connaît. L'achat de résidences secondaires bénéficie aux mairies rurales par les biais de la taxe d'habitation. La présence régulière des nouveaux propriétaires apporte de l'activité pour les commerces locaux. Ensuite, la retraite venue, ces maisons deviennent la résidence principale, multipliant les bienfaits, d'autant que le plus souvent, ces maisons deviennent des lieux de vacances des petits enfants. C'est tout bénéfice.

Que faire pour encourager des couples en activité à acheter une résidence secondaire qui deviendra une résidence principale plus tard ? Certainement pas la prolifération des parcs éoliens ! La présence d'éoliennes sur un territoire agit comme épouvantail pour un acheteur potentiel.

A titre de démonstration de l'effet épouvantail, je mets en attaché un article qui résume une étude réalisée par l'Associations des Hoteliers de Tourisme de l'Indre (département voisin) qui indiquent que 95% DES SONDÉS (1280 personnes pratiquant le tourisme rural) CHANGENT DE DESTINATION SI DES EOLIENNES SONT VISIBLES A 10 KILOMETRES.

Quelle famille cherchant à acheter une résidence secondaire dans un havre de calme rural ne réagira pas de la même façon ? Les acheteurs potentiels iront là où il n'y a point d'éoliennes géantes.

Ce projet ne doit pas recevoir un avis favorable.

Bien sincèrement,

David Manson

1 document associé
contribution_45_Web_1.pdf

2 commentaires

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h09

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h09

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°46 (Web)

Proposée par PUYGRENIER Marcel
(marcel.puygrenier@gmail.com)
Déposée le mardi 21 octobre 2025 à 08h32
Adresse postale : 4 lieu dit Bachellerie 16420 SAULGOND

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je suis contre ce projet éolien pour les raisons suivantes :

- le dossier de présentation est trop volumineux
- la production électrique décarbonée en France est excédentaire, voir : <https://www.rte-france.com/eco2mix/la-production-delectricite-par-filiere>
- le secteur d'implantation est déjà impacté par plusieurs parcs éoliens
- il entraîne la destruction du paysage et la baisse de la valeur de l'immobilier
- il menace les chauves souris, l'avifaune (alouette lulu, faucon crécerelle, busard cendré, œdicnème criard.

- il menace la santé des riverains, bruit supérieur à 30 DB la nuit (limite dans une chambre à coucher pour bien dormir)
- il produit des infrasons provoquant maux de tête, acouphènes, troubles du sommeil, tachycardie, anxiété, ..
- il représente un danger pour les éleveurs bovins : diminution de la production de lait, augmentation de la mortalité et comportement anormal des animaux.

L'objectif de cette consultation n'est pas précisé: dangers ou inconvénients d'un parc éolien soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments, ainsi que les éléments du patrimoine archéologique.

Pour toutes ces raisons, je vous demande, Monsieur le Commissaire Enquêteur de donner un avis défavorable à ce projet.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur à mes sentiments le plus respectueux.

Marcel Puygrenier

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h09

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°47 (Web)

Proposée par DUPONT Isabelle
(jidupont@orange.fr)
Déposée le mardi 21 octobre 2025 à 10h40
Adresse postale : 4 rue du château Montreuil Bonnin 86470 BOIVRE-LA-VALLÉE

Intérêt touristique

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je souhaite vous faire part de mon inquiétude concernant l'impact négatif pour l'intérêt touristique de notre territoire, raison pour laquelle je m'oppose à ce nouveau parc éolien sur le territoire de Boivre-la-vallée

Le château est un intérêt touristique majeur pour le territoire tout comme le GRP des 3 batailles et le GR655. Le point de vue du château ainsi que les paysages traversés par les GR seraient altérés.
Concernant l'ouverture du château de Montreuil-Bonnin. Je lis dans le doc 4 3.4.3.2 intérêt touristique que le château est ouvert 1 mois dans l'année. Je rectifie qu'il est ouvert 40 jours entre le 1er Juillet et le 30 septembre tous les après-midi. Il est, en outre, également ouvert toute l'année sur RDV pour les scolaires et les groupes. De surcroît il est loué, toute l'année, en gîte offrant à un groupe jusqu'à 21 personnes la possibilité de profiter à la fois du cadre de vie dont fait partie le point de vue et du site historique. C'est aussi parce qu'il est ouvert à la location qu'il ne peut être ouvert à la visite plus largement. C'est un équilibre économique indispensable à l'entretien et la restauration du monument historique dont nous avons la charge et que nous gérons en concertation étroite avec la DRAC au profit de la richesse patrimoniale bâtie de notre territoire.
Le nombre de visiteurs augmente largement depuis la restauration du donjon, sélectionné au loto du patrimoine 2018, inauguré en mai 2024 après 5 ans d'études et de travaux. L'intérêt historique et architectural du monument historique classé n'est plus à démontrer. Le château reçoit le soutien du département, de la Fondation du patrimoine pour son développement touristique.

Je vous remercie, Monsieur le commissaire enquêteur, pour l'intérêt que vous porterez à cette contribution et vous prie de croire en l'expression de mes cordiales salutations.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h09

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°48 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 21 octobre 2025 à 11h14

Boivre la vallee.

C est l Ademe qu il faudrait supprimer pour faire des economies.

Cette entite est la bouche des eoliens.

Elle ecrit que la transition est unne opportunitév pour valoriser les paysages et le patrimoine alors que c est antinomique.

Elle appelle a l arret de figer des paysages et des patriloinies

Quelle absurdite

Est ce que les abbayes et chateaux vont devoir se vilatiliser poyr ne pas deplaire ?

Et la biodiversitevaussi ?

Au fou

Fermez l ademe

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h10

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°49 (Web)

Proposée par BERTRAND Didier

(bertrand.d@club-internet.fr)

Déposée le mardi 21 octobre 2025 à 11h21

Adresse postale : 54Ter Rue de la Paix 44340 BOUGUENNAIS

Contre tout projet éolien - Il y en a de trop - Saturation visuelle , bruit- infrason , projet financier opaque etc ...

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h10

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°50 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 21 octobre 2025 à 11h45

Boivre....

Les gafa amazon microsoft meta google mentent comme des arracheurs de dents en clamant que ils utilisent les renouvelables. C est poyr faire cool...

En fait les industries fossiles qui soutiennent obligatoirement eolien et solaire ne doivent pas etre demantelees. Elles sont indispensables pour la béquille du renouvelable.

Le vent s arrete et le soleil se voile...

Les prix negatifs illustrent de plus en plus le schema. Production electrique en berne.

On risque le black out si le fossile stoppe. Le net zero co2 est une supercherie enorme.

Voir Merz stoppant l interdiction des moteurs thermiques. L industrie auto lui a tordu le bras.

La France va faire pareil.

La supercherie croule déjà.
Renault veut remettre de l'essence dans les EV véhicules électriques.

Arrêtez de bernier le peuple avec le méchant CO₂. Éolien ou solaire nul besoin d'eux. Le lobby est mort.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h10

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°51 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 21 octobre 2025 à 11h51

De toutes les entités qui déroulent leur propagande et idéologie on se demande quelle est la pire....
L'Ademe, la CRE, l'Anses qui prétend que les très basses fréquences sont si petites qu'elles sont inoffensives contrairement aux recherches internationales.
Ces entités sont achetées par les éoliens et solariens pour étendre leur écran de fumée sur les risques réels

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h11

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°52 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - Co-présidente de l'association Les Oiseaux de Boivre La Vallée
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le mardi 21 octobre 2025 à 14h22
Adresse postale : 5, rue des fleurs - Benassy 86470 Boivre La Vallée

Contradiction manifeste entre le mémoire du pétitionnaire EOLISE et son étude d'impact concernant le Busard Saint-Martin

Document de référence : « Mémoire en réponse intermédiaire aux contributions du public - Période de réponse : 08/09/2025 – 12/10/2025 »

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Le pétitionnaire EOLISE indique dans son Mémoire en réponse aux contributions - chapitre 2.4. La prise en compte de la biodiversité (page 13), concernant LE BUSARD SAINT-MARTIN ce qui suit :

« Concernant le busard, trois espèces ont été inventoriées sur le site :
– Le Busard cendré, en nidification sur site
– Le Busard des roseaux, en migration
– Le Busard Saint-Martin, en migration »

Cette réponse, qui ne répond à aucune contribution portant sur cette espèce répertoriée dans ce chapitre, ni dans aucune autre du mémoire, appelle plusieurs observations.

En effet, elle ne correspond pas aux informations présentées dans l'étude d'impact (PIÈCE 5-A : État initial des milieux naturels) réalisée par le bureau d'étude AEPE Ginko pour le compte d'EOLISE.
Les éléments du document de référence montrent que le Busard Saint-Martin y est reconnu comme présent en période de nidification, et non uniquement en migration.

1. Références issues de l'étude d'impact intitulée « PIÈCE 5-A : ÉTUDE D'IMPACT - ÉTAT INITIAL DES MILIEUX NATURELS »
Page 21 – Tableau 12 : Liste des espèces d'oiseaux patrimoniales relevées sur la commune de Boivre-la-Vallée (source : INPN)
→ Le Busard Saint-Martin y figure avec une observation en période de nidification (01/02/2021), indiquant que l'espèce est considérée comme présente à

cette période dans le document, en plus de ses occurrences migratrices ou hivernantes.

Il est à noter que les observations réalisées directement sur le terrain en 2024 par AEPE Ginko ne sont pas intégrées dans ce tableau. Si le tableau est présenté comme un référentiel pour la commune, il serait évidemment nécessaire d'y inclure ces données locales, afin de refléter pleinement l'état réel de l'avifaune sur le site et de garantir la cohérence entre les sources utilisées et les données collectées dans le cadre de l'étude d'impact.

Page 47 – Tableau 38 : Liste des espèces d'oiseaux patrimoniales inventoriées en période de nidification sur l'aire d'étude immédiate

→ L'espèce est mentionnée avec « 1 à 3 individus sur l'aire d'étude immédiate », dans le chapitre VI.1.1.4 – L'Avifaune nicheuse.

Page 52 – Chapitre VI.2.3 – L'Avifaune nicheuse

→ Le Busard Saint-Martin figure de nouveau parmi les espèces présentes en période de nidification.

Page 72 – Tableau 59 : Calcul des enjeux de conservation pour la faune patrimoniale – Avifaune nicheuse

→ L'espèce est incluse dans les enjeux de conservation pour la période de nidification.

Page 79 – Tableau 73 : Vulnérabilité à l'éolien pour l'Avifaune patrimoniale (période de nidification)

→ Le Busard Saint-Martin apparaît dans la liste, avec une vulnérabilité faible à modérée pendant cette période.

Page 80 – Section "La vulnérabilité en période de nidification"

→ Il est précisé : « Plusieurs espèces présentes en période de nidification sur la zone du projet sont sensibles à l'éolien. [...] Le Busard Saint-Martin a une sensibilité de 2 à la mortalité éolienne.

Associée à l'indice de patrimonialité de l'espèce, une vulnérabilité faible à la mortalité éolienne est évaluée. L'écologie de l'espèce est proche de celle du Busard cendré. »

Ce passage confirme que le bureau d'étude considère le Busard Saint-Martin présent en période de nidification, avec une sensibilité propre à cette phase.

Page 92 – Chapitre II.1.4 – Les incidences potentielles du projet

→ Le texte mentionne : « Les milieux ouverts dominants constituent des habitats d'alimentation pour la majorité des espèces citées précédemment.

S'agissant principalement de cultures, ils représentent également des habitats favorables à la reproduction du Busard cendré, du Busard Saint-Martin et de l'Oedicnème criard. »

L'étude identifie donc des habitats favorables à la reproduction du Busard Saint-Martin sur la zone du projet.

Pages 96–97 – Chapitre V.2 – Les impacts en phase d'exploitation / Destruction d'individus

→ Tableau 72 : Espèces d'avifaune vulnérables à l'éolien notamment en période de nidification : le Busard Saint-Martin y figure.

→ Le texte précise : « Pour le Busard Saint-Martin, le risque intervient surtout lors des parades. »

Ce comportement est typique de la période de reproduction, et confirme la présence d'individus durant cette phase sur la zone d'étude.

Page 21 - Chapitre II.4 LES BASES DE DONNÉES ET LES CONSULTATIONS D'ASSOCIATIONS

→ Statut patrimonial régional : Le Busard Saint-Martin est également répertorié dans la Liste rouge des oiseaux nicheurs du Poitou-Charentes, avec le statut Quasi-menacé (NT).

Cette liste est citée et utilisée dans l'étude d'impact pour l'évaluation des enjeux de conservation.

2. Analyse de cohérence

Les nombreux extraits de l'étude d'impact montrent de manière convergente que le Busard Saint-Martin est présent en période de nidification sur l'aire d'étude immédiate, et que cette présence a été prise en compte pour l'évaluation de la vulnérabilité et des impacts.

L'affirmation du mémoire d'EOLISE selon laquelle l'espèce ne serait observée qu'en migration constitue une contradiction manifeste.

Cette contradiction influence l'appréciation par les contributeurs ou les autorités compétentes des impacts du projet sur cette espèce, ainsi que l'évaluation de la pertinence des mesures d'évitement et de réduction proposées.

Il convient tout de même de rappeler (Tombal, 1999 ; Dubois et al., 2000) que le Busard Saint-Martin est présent sur le territoire français tout au long de l'année.

L'espèce niche sur une grande partie du territoire national, avec des populations particulièrement importantes en Limousin, Poitou-Charentes, Aquitaine, ...) Et, l'espèce hiverne sur l'ensemble des régions de plaines.

Dans ce contexte, la mention exclusive « en migration » dans le mémoire du pétitionnaire ne reflète pas la réalité biologique de l'espèce et peut induire en erreur un lecteur non spécialiste sur la nature de sa présence régionale.

Ce type de réponse aux éventuelles contributions gagnerait à être formulé avec le concours de personnes disposant d'une connaissance approfondie du comportement et de l'écologie des espèces concernées, afin de garantir la rigueur et la cohérence scientifique attendues dans ce type de dossier.

3. Remarques méthodologiques

L'étude d'impact indique (page 25) que les relevés d'avifaune nicheuse ont été effectués par Monsieur Remi Carpentier au cours de six matinées, réparties entre avril et juillet.

L'absence d'observation directe d'indices de reproduction au cours de ces prospections ne permet absolument pas de conclure à l'absence de nidification d'oiseaux. D'autant que des individus ont explicitement été observés sur l'aire d'étude immédiate à cette période.

De plus, une étude naturaliste s'inscrit nécessairement dans le temps long : l'absence d'observation ponctuelle en 2024 ne signifie en rien que l'espèce ne nichait pas cette année-là, ni les années précédentes (2023, 2022, 2021...). Les populations de Busards Saint-Martin — comme celles de nombreuses espèces de rapaces — varient d'une année à l'autre selon de nombreux facteurs écologiques.

Une approche scientifique fondée sur l'éthologie et le comportement des espèces dans leur milieu naturel doit prendre en compte ces variations, comme par exemple :

→ la rotation des cultures, qui modifie d'année en année la disponibilité des habitats favorables à la nidification ;

→ la prédation naturelle, qui peut conduire à l'échec de certaines pontes ; et donc à la disparition d'indice de nidification à un instant T

→ les relocalisations de couples nicheurs ou deuxièmes pontes consécutives à un dérangement ou à un échec de reproduction ; et donc non non-observation d'indice de nidification à un instant T

En ne considérant qu'une fenêtre d'observation restreinte, le bureau d'étude réduit la portée scientifique de ses conclusions et s'expose à sous-estimer la présence réelle du Busard Saint-Martin sur la zone d'étude.

Par ailleurs, et pour conclure ce chapitre, les sources citées par l'étude page 21 (INPN, Faune-France) confirment la présence de couples nicheurs sur la commune et à proximité immédiate du projet, et cela jusqu'en 2025.

Une analyse plus détaillée du traitement du Busard Saint-Martin dans l'étude d'impact sera présentée dans une contribution complémentaire.

4. Conclusion

L'étude d'impact produite par AEPE Ginko pour EOLISE mentionne à plusieurs reprises le Busard Saint-Martin comme espèce présente en période de nidification, et décrit les habitats, sensibilités et risques associés à cette période.

L'affirmation du mémoire du pétitionnaire indiquant que Le Busard Saint-Martin serait uniquement « en migration » ne correspond donc pas au contenu de

son propre document de référence.

Cette contradiction manifeste entre le Mémoire du pétitionnaire et l'étude d'impact du projet mérite d'être relevée, car elle influence l'appréciation par les contributeurs (qui pourraient éventuellement méconnaître cette espèce et ses caractéristiques) ou les autorités compétentes des impacts du projet sur les Busards Saint-Martin et de la pertinence des mesures d'évitement et de réduction.

En aparté, Les contributeurs doivent donc non seulement étudier un dossier volumineux et complexe dans un temps extrêmement court, mais aussi vérifier l'exactitude des réponses apportées et, le cas échéant, formuler un argumentaire complémentaire.
Reste la question : quelle autorité compétente assure la vérification de ces réponses dans le cadre de la procédure de consultation publique ?

Je vous remercie, Monsieur Le Commissaire-Enquêteur de prendre en considération ma contribution.

Virginie Braconnier,
co-présidente de l'association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"

PS : La source INPN utilisée comme référence par le bureau d'étude n'est pas accessible depuis le début de l'ouverture de la consultation, le site ayant fait l'objet d'une attaque massive, selon les sources gouvernementales.

11 documents associés

contribution_52_Web_1.png
contribution_52_Web_2.png
contribution_52_Web_3.png
contribution_52_Web_4.png
contribution_52_Web_5.png
contribution_52_Web_6.png
contribution_52_Web_7.png
contribution_52_Web_8.png
contribution_52_Web_9.png
contribution_52_Web_10.png
contribution_52_Web_11.png

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h11

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°53 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 21 octobre 2025 à 19h17

bonjour,
je m'étonne de l'analyse acoustique présenter comme représentative en 28 jours consécutif en pleine période de végétation 7 juin au 5 juillet

l'échelle acoustique est une échelle exponentiel tous les 3 décibel c'est un doublement du bruit
20 décibel correspond a une brise légère dans les feuilles, durant la période choisit le bruit ambiant est forcément accentué.

il aurait été souhaitable d'étendre l'écoute et l'analyse aux mois hivernaux pour pouvoir être Représentatif de l'environnement sonore et démontrer la propagation du bruit accru durant cette période
mais aussi de diminuer significativement la valeur moyenne du bruit ambiant

Cordialement

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h11

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°54 (Web)

Proposée par Alain Leroux - Trésorier de l'association Les Oiseaux de Boivre La Vallée
(albc@sfr.fr)

Déposée le mercredi 22 octobre 2025 à 13h34

Objet : Courrier recommandé adressé à l'association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée » par Monsieur Léopold Fournier - Chef de projet éolien de la société Eolise (réf. LRAR 87000993839069H)

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je me permets de vous écrire car je suis directement concerné par le courrier que l'association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée » a reçu de la part de la société Eolise, en tant que membre fondateur et trésorier de l'association, de ma qualité spécialiste des Busards des Plaines depuis 1983, et de mon rôle dans l'instigation de la protection des Busards des Plaines sur la commune de Boivre La Vallée il y a maintenant plus de 10 ans.

Mon engagement de plus de 40 années dans l'étude et la protection des Busards des Plaines, et mon implication personnelle dans la création de cette association, me donnent une légitimité particulière pour m'exprimer sur ce sujet.

Docteur en écologie, ancien chercheur associé au CNRS-Centre d'études biologiques de Chizé, je suis l'auteur de l'ouvrage de référence "Le Busard cendré" consultable notamment sur le portail intitulé « Système d'information du développement durable et de l'environnement » produit et animé par le Commissariat Général au Développement Durable: <https://side.developpement-durable.gouv.fr/BFRC/doc/SYRACUSE/192978/le-busard-cendre-35>

Une partie de mes publications scientifiques est également répertoriée sur le portail officiel du gouvernement :
[https://side.developpement-durable.gouv.fr/BFRC/search.aspx?SC=DEFAULT&QUERY=Author_idx%3a%22LEROUX+\(Alain\)%22&QUERY_LABEL=Recherche+sur+LEROUX+\(Alain\)#/Search/\(query:\(InitialSearch:lt,Page:0,PageRange:3,QueryString:'Author_idx:%22LEROUX%20\(Alain\)%22',ResultSize:-1,ScenarioCode:DEFAULT,SearchContext:0,SearchLabel:'Recherche%20sur%20LEROUX%20\(Alain\)'\)\)](https://side.developpement-durable.gouv.fr/BFRC/search.aspx?SC=DEFAULT&QUERY=Author_idx%3a%22LEROUX+(Alain)%22&QUERY_LABEL=Recherche+sur+LEROUX+(Alain)#/Search/(query:(InitialSearch:lt,Page:0,PageRange:3,QueryString:'Author_idx:%22LEROUX%20(Alain)%22',ResultSize:-1,ScenarioCode:DEFAULT,SearchContext:0,SearchLabel:'Recherche%20sur%20LEROUX%20(Alain)')))

Je participe aux programmes nationaux de la Mission Rapaces de la LPO, dont les ressources sont disponibles ici :
<https://www.lpo.fr/la-lpo-en-actions/conservation-d-especes-menacees/especes-prioritaires/missions-rapaces/milans-et-busards/les-busards/ressources>

De plus, j'ai co-réalisé le documentaire "Le Busard sur la paille" en 2024, film tourné spécifiquement sur la commune de Boivre-la-Vallée, au pied même du mat de mesures du futur parc éolien « La Chapelle », démontrant ma connaissance intime du territoire concerné : <https://boutique.salamandre.org/dvd-le-busard-sur-la-paille.pdt-1535/> <https://www.youtube.com/watch?v=6GCJpIFhLDk>
(film documentaire financé par la commune de Boivre La Vallée, La Chambre d'Agriculture de la Vienne et La Ligue pour la Protection des Oiseaux)

Sur le fond du litige :

La démarche de Monsieur Léopold Fournier - Chef de projets éolien pour la société Eolise, telle qu'exprimée dans son courrier, me semble inacceptable à plusieurs titres, tant sur la forme que sur le fond.

Sur la forme :

L'utilisation d'un ton impératif et pressant envers une association dont je suis cofondateur est irrecevable dans le cadre d'une consultation publique. Les formulations employées dans le courrier, qui suggèrent une obligation de réponse de notre part et insistent sur un caractère d'urgence, sont particulièrement inappropriées.

Je tiens à rappeler que la société Eolise a disposé de plusieurs années pour élaborer son dossier, alors que notre association n'a que quelques semaines pour l'analyser et formuler des contributions éclairées. Cette pression temporelle imposée est contraire à l'esprit d'une consultation équilibrée.

Je relève par ailleurs que la phrase "Dans la perspective d'une éventuelle concrétisation du projet, il est essentiel que les études soient les plus précises possible afin de bien identifier les enjeux et les impacts" laisse entendre que notre association aurait une responsabilité dans la précision des études. Cette suggestion est irrecevable : la qualité et l'exhaustivité de l'étude d'impact relèvent de la seule responsabilité du pétitionnaire et de son bureau d'études, conformément à l'article R. 122-5 du code de l'environnement.

Notre association n'entretient aucun lien, de quelque nature que ce soit, avec la société Eolise et conserve une indépendance totale dans le cadre de cette procédure.

Par ailleurs, la tentative de contact via des canaux informels comme semble-t-il un profil personnel Facebook, alors que nos coordonnées officielles sont parfaitement identifiées par les voies administratives habituelles (préfecture, mairie, ou directement lors de la réunion d'ouverture), démontre un manque de professionnalisme préjudiciable au bon déroulement de l'enquête publique.

Sur le fond, la demande de transmission de données naturalistes sensibles méconnaît les dispositions de l'article L. 124-4 du code de l'environnement qui interdit expressément la communication d'informations susceptibles de porter atteinte à la protection de l'environnement.

Or, la localisation précise des sites de nidification de la colonie de Busards Cendrés sur la commune de Boivre La Vallée est assurément une donnée environnementale sensible au sens strict du terme, en vertu de l'inscription de cette espèce protégée (au statut officiel d'espèce menacée) :

- au niveau régional, sur la Liste Rouge des Oiseaux Nicheurs du Poitou-Charentes,

- au niveau national, dans l'article L.411-1 et suivants du Code de l'environnement, et de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009, fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain,

- au niveau européen, à l'Annexe I de la directive 2009/147/CE, dite « Directive Oiseaux », adoptée par le Parlement européen et le Conseil le 30 novembre 2009,

- au niveau international, à la Convention de Berne (Annexe II) qui recense les espèces animales et végétales strictement protégées, - au niveau

international également, à l'Annexe I de la Convention de Bonn, qui regroupe les espèces migratrices menacées nécessitant une protection stricte.

La transmission de telles informations ne saurait donc être effectuée que selon des modalités garantissant leur complète sécurité.

Je tiens à préciser que notre association communiquera aux autorités compétentes, spécifiquement qualifiées dans le traitement de données environnementales sensibles - et uniquement dans l'hypothèse où cela s'avérerait nécessaire après analyse du dossier, l'ensemble des éléments factuels concernant la nidification de la colonie de Busards Cendrés sur le territoire de Boivre La Vallée.

Et si nécessaire, seront transmises également et exclusivement par des canaux sécurisés aux destinataires légalement habilités à les recevoir, toutes autres données qualifiées comme sensibles relatives à l'avifaune du territoire impacté par le projet éolien « La Chapelle » porté par la société.

En sollicitant directement ces données, la société EOLISE méconnaît ses propres obligations en matière d'évaluation environnementale. C'est au pétitionnaire qu'il incombe de réaliser les inventaires nécessaires à la caractérisation de l'état initial, conformément à l'article R. 122-5 du code de l'environnement.

Notre association n'a pas vocation à suppléer aux éventuelles carences de l'étude d'impact.

J'observe par ailleurs que la transmission de nos données bénévoles pourrait conduire à leur intégration dans le processus d'évaluation environnementale sans garantie quant à leur interprétation et leur utilisation objectives. Le bureau d'études AEPE Ginko, mandaté par la société EOLISE, dispose de moyens spécifiquement alloués pour mener à bien ses missions réglementaires.

Notre contribution indépendante, si elle intervient, visera exclusivement à documenter d'éventuelles insuffisances de l'évaluation environnementale concernant l'avifaune protégée, dans le strict respect du cadre défini par la procédure de consultation.

Fort de mon expertise scientifique et de mon engagement associatif, j'apporte mon soutien sans réserve à la position défendue par mes collègues de l'association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée".

Les méthodes employées par la société EOLISE me semblent contraires à l'éthique qui doit prévaloir dans une consultation publique pour un projet à portée environnementale.

Je vous demande de prendre en compte ces éléments dans votre évaluation et reste à votre disposition pour toute précision complémentaire, notamment concernant les aspects scientifiques relatifs à la conservation du Busard cendré.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de ma considération distinguée.

M. Alain Leroux
- Docteur en Écologie
- Responsable secteur du programme national de protection des Busards des Plaines
- Membre fondateur et trésorier de l'association « Les Oiseaux de Boivre la Vallée »
- Auteur de la monographie "Le Busard cendré" (Éditions Belin)
- Co-réalisateur du film documentaire « Le Busard sur la paille »
- Membre de la Mission Rapaces de la Ligue pour la Protection des Oiseaux
- Intervenant du programme de dynamique des populations des Busards des Plaines
- Intervenant des études par baguage et marquage des Busards en France Ancien chercheur associé au CNRS-CEBC de Chizé

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h11

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°55 (Web)

Proposée par Jérôme DUPONT
(jdupont@hotmail.fr)
Déposée le mercredi 22 octobre 2025 à 15h07
Adresse postale : 4, rue du Château 86470 Boivre la Vallée

Ce projet, qui semble minime lorsqu'on lit les documents présentés, s'inscrit dans une politique volontaire mais non assumée de saturation en éolienne de l'axe A10, ligne LGV entre Poitiers et Saint Maixent, et ce, au mépris absolus des riverains et de l'environnement. Il semble important à ce stade qu'une consultation soit réalisée sur cet enjeu particulier de saturation. Une ou deux éoliennes sont un "mal" acceptable, plus de 20 éoliennes en vue directe c'est beaucoup trop!
On peut s'étonner aussi de l'imprécision volontaire des documents présentés quant à l'impact visuel réel, surtout la nuit, quand les nombreuses lumières clignotantes offrent le spectacle vivant de l'enlaidissement de nos paysages locaux.
On doit aussi s'élever contre le silence autour de l'impact direct que ces nouvelles éoliennes auront sur le marché immobilier local et donc sur le dynamisme des communes.
Trop c'est trop, stop à la saturation en éoliennes de la région!

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h11

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°56 (Web)

Proposée par Aaron marine

(marinedpt@gmail.com)

Déposée le mercredi 22 octobre 2025 à 16h54

Adresse postale : 8 Rue du Pas-Notre-Dame 37100 Tours

Je m'oppose fermement au projet d'installation de nouvelles éoliennes industrielles dans le secteur de Montreuil-Bonnin, Boivre la vallée. Ce projet présente de nombreuses atteintes inacceptables au patrimoine, à l'environnement et au cadre de vie des habitants.

Un site classé au patrimoine, menacé dans son intégrité

Le Château de Montreuil-Bonnin, classé Monument Historique, est un témoin exceptionnel de l'histoire médiévale du Poitou. Sa position dominante à Montreuil Bonnin en fait un élément structurant du paysage et un repère visuel fort.

L'implantation d'éoliennes dans son champ de visibilité directe constitue une atteinte grave à son environnement, à la fois historique, architectural et paysager. Cette covisibilité serait en violation de l'amendement Albanel, qui impose une protection renforcée de la visibilité des monuments historiques.

Une vallée déjà saturée visuellement

La vallée de la Boivre est aujourd'hui saturée par les installations éoliennes. Le cumul de ces projets produit une véritable pollution visuelle, une défiguration progressive et irréversible du paysage rural et bocager, autrefois préservé.

Ce projet supplémentaire serait la goutte de trop, dans une vallée déjà lourdement impactée. Il s'agit ici d'un véritable mitage du territoire, en contradiction avec tout objectif de préservation ou de valorisation des paysages.

Aucune contrepartie pour les riverains, seulement des nuisances

Les habitants subissent les nuisances mais ne perçoivent aucun bénéfice :

- * Aucune réduction d'impôts ni compensation fiscale
- * Aucune création d'emploi local
- * Une décote importante des biens immobiliers, pouvant atteindre jusqu'à 30 %
- * Des nuisances visuelles, sonores et lumineuses quotidiennes
- * Une altération du cadre de vie pour les familles, sans recours

Ce sont 100 % d'externalités négatives pour les riverains**, et 0 % d'avantages.

Un patrimoine vivant, moteur économique local

Le château de Montreuil-Bonnin n'est pas un simple vestige. Il accueille des visiteurs, des activités culturelles, et participe à une économie patrimoniale locale : hébergements, restauration, visites, artisans, etc.

Ce patrimoine a besoin de travaux réguliers coûteux, souvent financés par les propriétaires et aidés par les pouvoirs publics. Son attractivité dépend directement de son cadre paysager : des éoliennes visibles depuis ses abords ou ses accès, ce sont des visiteurs et des recettes en moins.

Un impact environnemental ignoré : busards cendrés en danger

La zone d'implantation est une zone sensible pour la biodiversité, en particulier pour le busard cendré, une espèce protégée. Ce rapace emblématique niche dans les plaines céréalières proches du site. L'impact sur cette espèce n'est ni correctement étudié ni compensé, ce qui est contraire au principe de précaution.

lacunes dans la procédure : absence d'avis de la MRAe

À ce jour, l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) n'a pas été rendu ou communiqué clairement au public. Ce manquement constitue une faille dans la procédure d'instruction, qui doit être dénoncée.

Incohérence des politiques publiques

Ce projet révèle une incohérence flagrante des politiques publiques :

- * D'un côté, on subventionne la sauvegarde du patrimoine (DRAC, Fondation du Patrimoine, aides aux MH...)
- * De l'autre, on finance des éoliennes qui détruisent la valeur paysagère et visuelle de ces mêmes monuments

On paie donc, avec les mêmes deniers publics, à la fois pour préserver et pour détruire, ce qui est profondément absurde.

Ce projet est une aberration territoriale, environnementale et patrimoniale. Il nuit gravement :

- * À la valeur historique et touristique du Château de Montreuil-Bonnin
- * À la cohérence du paysage rural,
- * Au cadre de vie des habitants, qui n'en tireront aucun avantage
- * À la biodiversité locale, ignorée dans les études
- * Au sens même des politiques publiques de protection du patrimoine et des paysages

Je demande l'abandon pur et simple de ce projet, au nom du bon sens, du respect du patrimoine, et de la justice territoriale.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h12

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période. Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »). L'équipe d'Eolise

Contribution n°57 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le jeudi 23 octobre 2025 à 00h00
Adresse postale : 5, rue des fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse au "mémoire en réponse du pétitionnaire (EOLISE) Concernant le chapitre : « 3. Réunion d'ouverture - 3.2. Sur le refus du projet de Plaine de Beaulieu »"

Monsieur Le Commissaire-enquêteur,

Je souhaite porter à votre connaissance des éléments qui me paraissent essentiels, et qui visent à compléter ou à rectifier les points cités par le pétitionnaire dans son mémoire.

Rectification préalable :

Dans son mémoire le pétitionnaire rapporte (p. 5 – Compte rendu de la réunion publique) :

« Elles concluent en exprimant leur incompréhension face à la persistance du pétitionnaire de développer un projet de parc éolien sur un site pour lequel un précédent projet comparable, ancien de 10 ans, a vu un refus confirmé par le tribunal administratif de Bordeaux pour les motifs qu'elles avancent. »

Le terme « Elles » fait probablement référence aux co-présidentes de l'association "Les Oiseaux de Boivre-La-Vallée", à savoir moi-même et Madame Caroline Renaud, ainsi qu'aux membres de l'association présents qui ont initié la discussion sur ce sujet.

Contrairement à ce qui est écrit, nous n'avons jamais déclaré que le projet de "La Plaine de Beaulieu" était « ancien de 10 ans ». Ce projet ayant été déposé le 20 octobre 2020 et refusé par arrêté préfectoral le 23 janvier 2023.

Il s'agit du dernier projet éolien instruit sur la commune, comme nous l'avons indiqué.
Ceci une extrapolation inexacte des propos tenus en réunion publique.

B. Analyse factuelle des références citées par le pétitionnaire :

Chaque sous-partie reprend, par ordre chronologique d'instruction des dossiers, les parcs évoqués comme éléments de comparaison par le pétitionnaire.

1) Parc éolien des Champs Chagnots - 2017

1.1. Rappel de l'argument du pétitionnaire

Le pétitionnaire affirme :

« Le parc éolien des Champs Chagnots est en exploitation à proximité immédiate (1 km) depuis 2017, et pour autant, aucune mortalité sur cette espèce n'a été constatée dans les différents suivis consultés. Il n'y a pas eu non plus d'abandon de la zone, puisque l'on retrouve bien l'espèce dans les inventaires réalisés sur le site de « La Chapelle. »

1.2. Analyse factuelle du dossier du pétitionnaire

Cette affirmation repose sur les données contenues dans la pièce 5-A de l'étude d'impact – État initial des milieux naturels, chapitre XI. La vulnérabilité face à l'éolien, et plus précisément les sections :

- La vulnérabilité en période de nidification,
- et La mortalité locale (page 80).

Le document indique :

« Le Busard cendré a une vulnérabilité modérée en période de nidification. Son indice de patrimonialité est important ainsi que sa sensibilité à l'éolien avec plusieurs cas de collision en France et en Europe. S'agissant d'une espèce migratrice, la période de reproduction est la principale période à risque. »

Puis le tableau 64 intitulé Cas de mortalité de l'avifaune sur le parc éolien des Champs Chagnots ne présente que des données pour les années 2017 à 2019.

Aucune donnée postérieure n'est mentionnée, ni même l'existence d'un suivi continu ou de rapports de contrôle récents.

1.3. Absence de données récentes et faiblesse méthodologique

L'argument du pétitionnaire repose donc sur un échantillon limité, non documenté et ancien de plus de six ans.

De plus, aucune information n'est fournie sur :

- les sources et la provenance des données,
- les protocoles de détection utilisés (périodicité, périmètre de prospection, biais de détection),
- ni les facteurs de correction appliqués.

1.4. Fiabilité scientifique des suivis de mortalité

Les études scientifiques ont largement établi que les suivis de mortalité sous éoliennes sont intrinsèquement peu fiables :

- le taux de détection des cadavres est faible (souvent inférieur à 20 %) ;
- la disparition rapide des carcasses due à la prédation ou à la végétation biaise les résultats ;
- les protocoles sont hétérogènes et rarement normalisés ;
- et la surface réellement inspectée sous les machines reste limitée.

Ces éléments entraînent une sous-estimation systématique de la mortalité réelle des oiseaux.

Études de référence sur la qualité des suivis de mortalité (liste non exhaustive) :

2020 Éoliennes et biodiversité - Synthèse des connaissances sur les impacts et les moyens de les atténuer (page 37)

Étude menée par la LPO et l'Office National de la chasse et de la faune sauvage

[https://www.ofb.gouv.fr/sites/default/files/Fichiers/Doc technique/eoliennes_biodiv.pdf?utm_source=chatgpt.com](https://www.ofb.gouv.fr/sites/default/files/Fichiers/Doc%20technique/eoliennes_biodiv.pdf?utm_source=chatgpt.com)

2017 Le parc éolien français et ses impacts sur l'avifaune - Etude des suivis de mortalité réalisés en France de 1997 à 2015

Étude menée par BirdLife International et la LPO, financée par le Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, et de l'ADEME

https://www.lpo.fr/la-lpo-en-actions/developpement-durable/energie/eolien/impact-sur-la-biodiversite?utm_source=chatgpt.com

Tout le document concerne la qualité des suivis de mortalité par l'éolien de l'avifaune en France.

Je vous invite, Monsieur Le Commissaire-Enquêteur à en prendre connaissance dans son intégralité.

Voici un court extrait de la conclusion : « Souvent difficiles à obtenir, insuffisants dans leur méthodologie (surface prospectée réduite, nombre de visites limité, absence de test d'efficacité de détection ou de persistance des cadavres, etc.) et peu précis dans leur retranscription (date des visites, largeur des transects, surface réellement prospectée, données brutes, etc.), les suivis de mortalité que nous avons pu réunir sont également peu nombreux au regard du nombre total de parcs exploités en France.

S'ils permettent, pour certains, d'estimer la mortalité d'un parc sur une période donnée, ils sont généralement trop hétérogènes dans leur réalisation pour envisager de comparer sérieusement l'impact de différents parcs éoliens entre eux ou pour espérer obtenir une estimation de l'impact du parc éolien français sur l'avifaune, ne serait-ce qu'au regard du nombre de cas de mortalité directe par collision.

Les parcs situés en plaines agricoles, pressentis comme moins impactants pour l'avifaune, ont généralement fait l'objet d'un effort de prospection plus faible que les autres. Notre étude montre toutefois que ces parcs peuvent potentiellement provoquer un nombre tout à fait similaire de collisions et impacter des espèces tout aussi patrimoniales que ceux situés dans d'autres types d'habitats. ... »

1.5. Conclusion pour le parc « Les Champs Chagnots »

En conséquence, l'affirmation d'« absence de mortalité » avancée par le pétitionnaire ne peut être considérée comme scientifiquement fondée. D'autant que l'on doit parler d'absence de détection de mortalité »

Les données sur lesquelles elle repose ne sont ni documentées ni actualisées dans l'étude d'impact, et aucune indication n'est donnée quant aux sources ou aux conditions de collecte.

Surtout, les suivis de mortalité sous éoliennes étant intrinsèquement peu fiables — du fait de taux de détection faibles, de la disparition rapide des carcasses et d'un échantillonnage limité —, leur exploitation ne peut, en l'état, fonder aucune conclusion crédible sur l'absence d'impact.

L'ancienneté des suivis (dernières données datant de 2019 = 7 ans) rend en outre ces résultats obsolètes et inadaptés à l'évaluation du risque actuel.

Ces remarques portent exclusivement sur la réponse du pétitionnaire et visent à montrer que ses affirmations sont soit inexactes, soit présentées de manière subjective, dans le but apparent de minimiser la portée de la participation citoyenne.

Un tel biais va à l'encontre du principe même de consultation publique et de la transparence attendue au cours de cette phase du projet.

La sensibilité du Busard cendré aux risques liés à l'éolien sera analysée et démontrée dans une autre contribution, qui complètera l'examen des impacts potentiels du projet de « La Chapelle ».

Cette conclusion se suffit à elle-même, mais il serait également possible, si nécessaire, d'approfondir l'argument du pétitionnaire relatif à un supposé non-abandon de zone par l'espèce.

Pour l'instant, l'analyse se concentre sur le reste de la réponse du pétitionnaire, afin de traiter les points les plus saillants.

Ainsi, l'exemple du parc des « Champs Chagnots » ne saurait être invoqué pour atténuer la sensibilité écologique du site de « La Chapelle ».

L'absence de mortalité détectée n'a aucune valeur démonstrative et ne peut justifier ni une extrapolation positive au nouveau projet, ni la minimisation du risque pour les espèces protégées présentes.

2) Parc éolien « La Plaine des Moulins » / « Lavausseau-Benassay » - 2018/2021

2.1. Rappel de l'argument du pétitionnaire

« Le projet éolien de la Plaine des Moulins a été construit en début d'année à 5,2 km. Le projet éolien de Lavausseau-Benassay a été autorisé à 5,5 km. »

2.2 Rappel des faits et cadre juridique

Contrairement à ce que laisse entendre le pétitionnaire, il s'agit d'un unique projet, autorisé par le même arrêté préfectoral n° 2018-DCPPAT/BE-089 du 20 juin 2018. Un arrêté modificatif de régularisation, n° 2021-DCPPAT/BE-153 du 21 juillet 2021, a ensuite précisé certains aspects techniques (sous

réserve de confirmation exacte). L'autorisation du projet a été confirmée par la Cour administrative d'appel de Bordeaux (arrêts du 4 mai et du 14 décembre 2021, n° 19BX01274).

2.3. Présentation de notre association

Notre association, bien que formellement constituée en 2025, est l'émanation légale d'un collectif citoyen actif depuis 2021.

Il apparaît donc que notre collectif n'existait pas au moment de l'instruction du projet « La Plaine des Moulins » et « Lavausseau-Benassay », tous deux autorisés par le même arrêté préfectoral (2018-DCPPAT/-BE-089 du 20 juin 2018).

2.4. Contribution scientifique postérieure

Cependant, nous avons depuis apporté bénévolement une étude approfondie de l'avifaune des aires d'étude du parc éolien « La Plaine des Moulins / Lavausseau-Benassay » à une association locale qui nous en a fait la demande (en 2024), actuellement entre les mains de leur conseil juridique.

Cette mention souligne que des données récentes sur l'avifaune locale sont disponibles, laissant ouverte la possibilité d'un examen futur sans affirmer directement qu'il remettrait en cause l'autorisation initiale.

2.5. Conclusion pour le parc « La Plaine des Moulins / Lavausseau-Benassay »

De la même manière que le pétitionnaire indique que le refus de la Plaine de Beaulieu ne constitue pas un argument pour « La Chapelle », le fait que « La Plaine des Moulins / Lavausseau-Benassay » ait été autorisé en 2018 ne constitue pas non plus une justification automatique pour ce nouveau projet « La Chapelle », et notre mobilisation associative récente démontre que des éléments nouveaux peuvent enrichir l'évaluation des risques et la consultation publique.

3) Parc éolien La Plaine de Beaulieu - 2024 refusé

3.1. Rappel de l'argument du pétitionnaire

Le pétitionnaire écrit :

« Le projet de la Plaine de Beaulieu a effectivement été écarté par la préfecture, et ce, en partie, sur le motif du Busard cendré. Ce projet se situe à plus de 8 km du projet de La Chapelle. Cependant, en parallèle, plusieurs autres parcs éoliens sont en exploitation ou ont été autorisés sur le même secteur, plus proche encore du projet de La Chapelle et sur des sites similaires, et avec des enjeux similaires sur l'espèce. »

Cette présentation minimise l'importance du refus préfectoral, confirmé en appel par le Tribunal Administratif de Bordeaux, et tente de relativiser son impact en le mettant en perspective avec d'autres projets autorisés à proximité.

3.2. Cadre factuel et administratif

- Demande d'autorisation déposée le 29 octobre 2020.
- Enquête publique du 13 juin au 13 juillet 2022.
- Avis défavorable du commissaire-enquêteur, rendu à l'issue de cette enquête publique.
- Refus préfectoral par l'arrêté n°2023-DCPPAT/BE-018 du 23 janvier 2023.
- Confirmation judiciaire du refus par la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 4^e chambre, le 24 avril 2025 (arrêt n°23BX00822).

Ces éléments montrent que le projet a été rigoureusement évalué et rejeté à plusieurs niveaux, pour des motifs environnementaux sérieux, et que cette décision est juridiquement confirmée.

3.2.1 Extraits du refus préfectoral :

- Considérant que le Busard cendré est inscrit à l'annexe 2 de la Convention de Berne, aux annexes 1 et 2 de la Convention de Washington et en annexe 1 de la directive 2009/147/CE (« directive oiseaux »), ainsi qu'à l'annexe 2 de la Convention de Bonn.
- Considérant que le Busard cendré bénéficie d'une protection intégrale en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement et qu'il est une espèce patrimoniale « quasi-menacée », en régression du fait de la destruction des nichées par les activités agricoles et la baisse des disponibilités alimentaires.
- Considérant que l'espèce est connue pour sa grande sensibilité face aux collisions avec les éoliennes, et qu'elle risque d'être fragilisée par la création du projet de parc éolien « Plaine de Beaulieu ».
- Considérant que l'étude d'impact réalisée par le pétitionnaire indique que les comportements de vol des rapaces sont susceptibles d'atteindre des hauteurs coïncidant avec l'aire d'influence des pales des éoliennes, observées pour certaines parades nuptiales.
- Considérant que l'étude d'impact évalue le risque de mortalité comme fort pour le Busard cendré, en particulier pendant la période de reproduction.
- Considérant que l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 instaure un régime de protection à la fois des oiseaux, des œufs et des nids mais également des aires de repos et des sites de reproduction de l'espèce, avec interdiction de perturbation intentionnelle pendant la reproduction.
- Considérant que la nidification du Busard cendré à proximité immédiate du projet est avérée, avec une nichée située à environ 264 m de l'éolienne E1 et à 385 m de l'éolienne E4, et une autre à environ 211 m de l'éolienne E1.
- Considérant la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, entérinant le principe de précaution et le principe d'action préventive et de correction.
- Considérant qu'aucune mesure n'apparaît de nature à permettre de réduire les impacts vis-à-vis du Busard cendré.
- Considérant que le niveau de prise en compte de l'environnement par le projet est insuffisant, notamment au regard de l'Autorité environnementale, et que la recherche d'implantation alternative permettant un évitement plus complet des secteurs sensibles n'a pas été menée à son terme.
- Considérant la présence de plusieurs espèces protégées, observées lors d'inventaires depuis au moins trois ans, révélant une fréquentation de la zone en période de nidification.
- Considérant que les mesures de protection proposées par le pétitionnaire n'apportent pas de garanties suffisantes d'un impact réduit du projet, et ne permettent ni la protection des espèces concernées, ni le maintien des populations des espèces ayant conduit à la désignation des ZPS.

3.2.2 Extraits du refus du Tribunal administratif de Bordeaux :

- L'étude d'impact indiquait qu'aucune colonie de Busard cendré n'était connue à proximité de la zone d'implantation du parc.
- Il ressort pourtant d'une étude réalisée sur site durant la période de reproduction en 2022, produite par le préfet, que la présence d'une colonie de Busards cendrés nicheurs, significative et régulière depuis au moins trois ans, a été relevée sur l'aire d'étude immédiate du projet.
- Dans ces conditions, la présence avérée du Busard cendré sur la zone d'implantation du projet, espèce recensée sur les listes rouges au niveau national et régional comme espèce d'oiseau nicheur quasi-menacée, est un facteur significatif de risque de collision avec les aérogénérateurs.

Je précise que les éventuelles comparaisons techniques qui pourraient être faites entre les éoliennes de « La Plaine de Beaulieu » et celles de « La Chapelle », à la lecture de ces décisions, dépasse le champ de notre association, et que cette contribution porte uniquement sur la prise en considération de la présence avérée de cette COLONIE de Busards cendrés sur le territoire de Boivre La Vallée.

3.3. Argumentation critique face aux assertions du pétitionnaire

3.3.1. Présence et expertise du collectif

Contrairement à la période des projets « Les Champs Chagnots » (2017) et « La Plaine des Moulins » / « Lavausseau-Benassay » (2018), au moment de l'enquête publique du projet « La Plaine de Beaulieu » (2022) notre collectif « Les Oiseaux de Boivre La Vallée » était actif sur la commune.

La mobilisation citoyenne et scientifique sur ce territoire change la donne pour l'évaluation de tout projet éolien futur, en apportant des données d'observations rigoureuses et des analyses spécialisées.

3.3.2. La distance de 8 km : une vision tronquée

Le pétitionnaire affirme que « La Plaine de Beaulieu » est située à plus de 8 km de La Chapelle, sous-entendant que cet éloignement réduit la pertinence du refus précédent.

Or, ses propres documents indiquent le contraire :

- Le Guide relatif à l'élaboration des études d'impacts des projets de parcs éoliens terrestres (version révisée octobre 2020), présenté par le pétitionnaire comme référence, précise que :

« Sur le plan de la biodiversité, [l'aire d'étude rapprochée] correspond à la zone principale des possibles atteintes fonctionnelles aux populations d'espèces de faune volante. Son périmètre est inclus dans un rayon d'environ 6 km à 10 km autour de la zone d'implantation possible. »

- L'étude d'impact du pétitionnaire lui-même (PIÈCE 5-A, chapitre I.2, page 8) mentionne :

« Cette aire de 10 km de rayon autour de la zone d'implantation potentielle correspond au périmètre dans lequel les différents zonages réglementaires (Natura 2000, ZNIEFF, ENS...) sont identifiés et cartographiés, afin d'affiner les enjeux et les impacts sur les espèces patrimoniales. »

Ces deux passages montrent que la zone de plus de 8 km se situe parfaitement dans le périmètre d'étude défini par le pétitionnaire pour évaluer les impacts sur le Busard cendré et autres espèces patrimoniales. Ainsi, l'argument de la distance de 8 km est non seulement trompeur, mais directement contredit par ses propres documents.

3.4. Conclusion pour le parc « La Plaine des Vallées »

L'argument de distance avancé par le pétitionnaire est fallacieux et est contredit par ses propres références citées dans son étude d'impact.

Les différents refus, préfectoral et judiciaire, mettent en évidence la qualité des éléments que notre association présente et qui sont pris en compte par les autorités compétentes; comme pour exemple la présence avérée, significative et croissante d'une COLONIE de Busards cendrés sur la commune de Boivre-la-Vallée. (Colonie suivie par notre association, dont les nichées sont protégées sur la commune par notre équipe de bénévoles, dans le cadre du programme national de préservation de l'espèce, sous l'égide de la LPO).

Les inexactitudes, les omissions et la minimisation de certains points par le pétitionnaire, qui sous-estime l'importance du refus de « La Plaine de Beaulieu » comme précédent juridique et environnemental, soulignent la nécessité d'une vigilance citoyenne renforcée. Sans cela, elles risquent de tromper les contributeurs qui pourraient lire ce mémoire sans connaissance spécifique du dossier et/ou de l'espèce.

L'analyse complète de la colonie de Busards cendrés sur les aires d'étude du projet éolien « La Chapelle » sera développée dans une contribution distincte.

4) Parc éolien des Grandes Brandes - 2025 en cours

4.1. Rappel de l'argument du pétitionnaire

Le pétitionnaire indique :

« Le projet éolien des Grandes Brandes a été autorisé le 1er octobre 2025 par la préfecture. Il est à noter que le site du projet est également utilisé pour la nidification. »

Cette présentation vise à présenter le parc comme un précédent acquis et positif, pouvant implicitement légitimer le projet de La Chapelle.

4.2. Cadre juridique et autorisation

Le parc éolien des Grandes Brandes a été autorisé par l'arrêté préfectoral n° 2025-SGAD/BE-191 du 1er octobre 2025.

Il est cependant important de souligner que la procédure administrative n'est pas close, conformément aux mentions de l'arrêté et à la communication de la commune de Coulombiers.

4.3. Recours possibles et options citoyennes

Contrairement à ce que pourrait laisser entendre le pétitionnaire, plusieurs voies de contestation démocratiques restent ouvertes aux citoyen-nés :

Recours gracieux auprès du préfet, pour demander la révision de la décision,

Télérecours citoyen, accessible en ligne, permettant aux tiers intéressés de contester l'arrêté.

Ces dispositifs montrent que la décision n'est pas définitive, et que les citoyens disposent de moyens légaux pour faire valoir leur point de vue.

4.4. Conclusion pour le parc « Les Grandes Brandes »

L'utilisation de ce projet comme précédent définitif pour La Chapelle est prématurée et fallacieuse.

En effet, tant que la procédure n'est pas close et que des recours restent possibles, aucune autorisation ne peut être considérée comme acquise de manière définitive.

Le pétitionnaire, en omettant de mentionner ces options démocratiques ouvertes aux citoyen-nés, permettant de contester la décision, présente une vision tronquée et partielle de la situation.

En omettant de reconnaître les recours et options démocratiques ouvertes aux citoyen-nés, le pétitionnaire fait fi de leurs droits fondamentaux et compromet la transparence et l'intégrité du processus décisionnel.

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur,

Je vous saurais gré de bien vouloir enjoindre le pétitionnaire à verser au dossier les études détaillées de suivi de la mortalité par impact éolien du parc « Champ Chagnots », mentionnées dans son étude d'impact, études qui devront porter sur la période couverte par l'étude d'impact du projet de « La Chapelle » afin d'assurer la complétude du dossier et de garantir la transparence ainsi que la vérifiabilité des données soumises à la consultation publique.

Je vous remercie par avance de la lecture attentive que vous accorderez à la présente contribution, et de la vigilance que vous saurez exercer sur les points qu'elle soulève.

P.J.:

- ARRETE n °2023-DCPPAT_BE-018 en date du 23 janvier 2023 PARC EOLIEN LA PLAINE DE BEAULIEU-

- PROJET ÉOLIEN DE LA PLAINE DE BEAULIEU - BOIVRE LA VALLÉE - REFUS CONFIRMÉ PAR LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE BORDEAUX, 4ÈME CHAMBRE, 24 AVRIL 2025, 23BX00822.

- Recours disponibles parc "Les Grandes Brandes"

- Etude d'impact - La mortalité locale (champs chagnots)

- Définition des Aires d'étude rapprochée : Guide relatif à l'élaboration des études d'impacts des projets de parcs éoliens terrestres – version révisée octobre 2020

- Définition de l'Aire d'étude rapprochée EOLISE / AEPE GINKO

- Plus quelques captures d'écran des études citées dans cette contribution, sur le suivi de la mortalité dans les parcs éoliens (mais la lecture exhaustive

des 2 études citées est plus pertinente)

14 documents associés

contribution_57_Web_1.pdf
contribution_57_Web_2.pdf
contribution_57_Web_3.png
contribution_57_Web_4.png
contribution_57_Web_5.png
contribution_57_Web_6.png
contribution_57_Web_7.png
contribution_57_Web_8.png
contribution_57_Web_9.png
contribution_57_Web_10.png
contribution_57_Web_11.png
contribution_57_Web_12.png
contribution_57_Web_13.png
contribution_57_Web_14.png

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h12

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°58 (Web)

Proposée par Edith de PONTFARCY
(edithdepontfarcy@gmail.com)
Déposée le jeudi 23 octobre 2025 à 10h26

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Les contributions de Mme Braconnier font référence aux suivis biodiversité du parc éolien en fonctionnement de Champs Chagnots.

Le porteur de projet dans son mémoire en réponse renvoie à l'étude naturaliste, pages 80 et 81 où il évoque le suivi de parc mais il aurait dû produire dans le dossier les documents de suivis. Evidemment, le suivi mortalité montre un parc totalement vertueux.

Cependant, afin que le public puisse le vérifier, Je demande que ces documents soient présentés à tous sur le registre.

Avec mes salutations distinguées,

Edith de PONTFARCY

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h12

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°59 (Web)

Proposée par MOREAU Hubert
(hmoreaudlr@gmail.com)
Déposée le jeudi 23 octobre 2025 à 15h30
Adresse postale : LA RONDE 86200 MOUTERRE SILLY

Monsieur le commissaire enquêteur

la présence d'une importante colonie de busards sur ce territoire est menacée par ce projet inutile.

Inutile car la contribution de notre territoire aux énergies renouvelables est déjà largement assurée.

Il faut donc rendre un avis défavorable à ce projet.

Respectueusement.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h12

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°60 (Web)

Proposée par Alain Armouet
(alainarmouet@gmail.com)
Déposée le jeudi 23 octobre 2025 à 16h14
Adresse postale : 10, rue du Pain Béni 86330 Moncontour

Eolise ose tout,

Monsieur le commissaire, la société Eolise dans le souci de la préservation de la planète, a demandé au Conseil d'État de condamner l'État français pour ne pas avoir pris toutes les mesures utiles afin d'atteindre les objectifs de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) qu'elle prétendait contraignants et lui demandait de lui infliger une astreinte financière de 10 MILLIONS D'EUROS par semestre de retard.

RÉSULTAT : la Haute Juridiction lui a répondu que les objectifs fixés par la PPE ne sont pas contraignants (Conseil d'État, 6ème - 5ème chambres réunies, 06/11/2024, 471039 en pièce jointe).

Une nouvelle fois Audiard avait raison.

Ainsi, rien ni personne ne peut obliger de par la loi quiconque à subir la présence de ces monstres qui siphonnent l'argent public, ici au profit de trois personnes qui résident fiscalement en Belgique.

1 document associé
contribution_60_Web_1.odt

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h12

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°61 (Web)

Proposée par Aliette Chagnaud
(aliette.chagnaud@laposte.net)
Déposée le jeudi 23 octobre 2025 à 17h09
Adresse postale : 8 Lieu-Dit La Tiffaille 86470 La Chapelle Montreuil Boivre La Vallée

Bonjour Monsieur,
Je donne mon avis concernant ce projet de parc éolien de la Chapelle Montreuil.

Bien évidemment je suis contre car il y a saturation dans un paysage qui jusqu'à maintenant semblait préservé. Or ces futures éoliennes très hautes vont participer à la dépréciation de nos campagnes et aussi à une baisse des prix de l'immobilier.

Personnellement je suis très impactée par les balisages lumineux:
-au sud je vois les 3 éoliennes du Champ Chagnot
-au sud- ouest les éoliennes de Lavausseau (Valorem)
-à l'est bientôt celles des grandes Brandes

-et je n'espère pas voir au nord -est celle de la Chapelle Montreuil.

Bientôt on pourra revenir de Poitiers phares éteints!

Autre gêne: le bruit des éoliennes en été à la tombée de la nuit. (c'est un bruit de brassage d'air comme un roulement). On ne peut profiter des belles soirées.

Concernant les rapports détaillés pour la faisabilité de ce projet, je suis surprise par les photomontages. Les photographies sont prises de façon à laisser penser que tout va bien. Non ça ne va pas, elles sont prises de façon à négliger l'impact visuel des éoliennes sur ce que les habitants et moi voyons en réalité. Donc il faudrait les refaire avec objectivité.

La plus intéressante pour moi est celle prise de la nacelle (à une bonne hauteur) pour montrer l'ombre portée. Que je sache on ne marche pas dans les airs mais bien sur terre et c'est bien sur terre que ces alternances ombres et lumières sont perturbantes aussi bien pour l'homme que pour les animaux dont les vaches!

Autre sujet: les cartographies ne mentionnent que très rarement les villages de La Tiffaille et l'Ausigère qui sont les plus près des éoliennes! Nous n'existons pas sans doute.

Le bilan carbone qu'en est-il ? Vous n'en parlez pas, bizarre. Il n'y a rien d'écologique dans tout ça. Les haies vont subir des arrachages ou des dégâts, les machines ne fonctionnent pas à l'énergie verte.

Concernant le démontage des anciennes éoliennes il n'y aura pas le recyclage à 90% car les pales ne sont pas recyclables et les études se feront-elles?

Enfin, personnellement je pense que ces montages d'éoliennes (Sergies, Valorem, Neoen, Eolise) ne sont pas bénéfiques à la plupart des habitants.

Ceci est ma contribution.

Aliette Chagnaud

PS: un petit détail. En cas de conflit armé, avec les balisages lumineux ce sera facile à détruire. Y avez-vous pensé?

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h13

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°62 (Web)

Proposée par Martinet

Déposée le jeudi 23 octobre 2025 à 21h35

Je suis opposé à ce projet.

La solidité financière d'EOLISE, dont les principaux actionnaires sont localisés à l'étranger, est incertaine. Aucun élément dans le dossier n'indique comment l'apport sur fonds propres sera réuni parallèlement au financement bancaire restant également à justifier. De même la volonté de poursuivre l'exploitation du parc après la construction n'apparaît pas clairement.

Merci de rendre un avis défavorable

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h13

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°63 (Web)

Proposée par MARTINET

Déposée le jeudi 23 octobre 2025 à 21h43

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je suis opposé à ce projet en raison de l'impact sur les itinéraires de randonnée.

Selon une étude de l'AHTI : « Le besoin d'un tourisme respectueux de l'environnement tout en étant proactif vis-à-vis de la demande et des besoins des

touristes d'aujourd'hui et de demain » de Novembre 2017.
Si ces éoliennes sont visibles lors de vos activités touristiques à proximité :
- Dans un environnement proche (0 à 2 kms) : 71 % changent de destination
- A moyenne distance (2 à 10 kms) : 56 % changent de destination
- A l'horizon (> à 10 kms) : 34 % changent de destination
Il est donc primordial de préserver ces chemins de randonnée pour l'activité économique et touristique locale.

Merci donc de rendre un avis défavorable

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h13

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°64 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'assotio "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le jeudi 23 octobre 2025 à 22h54
Adresse postale : 5, rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

131 oiseaux annoncés dans l'Étude d'impact (non communiqués jusqu'à ce jour), voici la liste documentée des 164 espèces inventoriées à ce jour sur Boivre La Vallée.

Ces omissions et insuffisances sont de nature à nuire à l'information complète du public et pourraient influencer la décision de l'autorité compétente, ce qui souligne la nécessité d'une réévaluation approfondie de l'étude afin de garantir la transparence et la fiabilité scientifique du dossier.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Malgré ma demande formulée il y a dix jours, référencée sur ce registre : « Contribution n°20 (Web) – Virginie Braconnier – Déposée le 13 octobre 2025 à 17h59 – Objet : Accès et vérification de la liste des espèces d'oiseaux recensées », dans laquelle je sollicitais que la liste exhaustive des 131 oiseaux recensés sur la commune de Boivre La Vallée (page 21 de l'étude d'impact - État initial des milieux naturels) soit portée à la connaissance du public et intégrée à l'étude d'impact initiale, conformément aux articles L.123-1 et R.122-5 et suivants du Code de l'environnement, aucune réponse ni ajout de documents n'ont été apportés par le porteur de projet EOLISE.

Par conséquent, Monsieur Le Commissaire-Enquêteur, je vous présente à suivre l'inventaire documenté de 164 oiseaux répertoriés sur la commune de Boivre La Vallée, avec mention des dates de dernière observation.

Je vous sollicite respectueusement afin que vous preniez connaissance de cet inventaire, qu'il soit intégré au dossier de consultation publique en tant que contribution contre ce projet et transmis aux autorités compétentes pour étude.

À la lecture de cet inventaire, il vous apparaîtra que l'étude d'impact du projet « La Chapelle » est, dès ses premières phases, incomplète, avec un écart de 31 espèces (cf. tableau en pièce jointe).
Ce total peut naturellement être pondéré, notamment pour certaines espèces observées il y a plusieurs décennies — comme la Pie-grièche grise en 1977, le Petit-duc scops en 2000 ou le Harle bièvre en 2011.
Même en restreignant le champ d'analyse aux observations postérieures à 2020, période qui reste pourtant insuffisante pour une étude d'impact sérieuse, on atteint encore un total de 149 espèces différentes, soit un nombre largement supérieur à celui présenté par le porteur de projet.

Je rappelle qu'une des bases de données mentionnées par EOLISE/ENCIS ENVIRONNEMENT/AEPE Ginko dans leur étude d'impact n'est pas accessible au public depuis le début de la consultation, à savoir la base INPN :

Source : <https://www.data.gouv.fr/datasets/inpn-donnees-dobservation-et-de-suivi-sur-les-especes/>
« Attention : À la suite d'une attaque informatique sévère affectant les serveurs du MNHN, certains sites du MNHN sont inaccessibles pour une durée indéterminée. Les équipes sont mobilisées pour rétablir la situation le plus rapidement possible. »

Par conséquent, j'ai utilisé la deuxième base de données citée par le bureau d'étude pour vous présenter l'inventaire documenté de ces 164 oiseaux répertoriés sur la commune de Boivre La Vallée, à savoir FauneFrance.

Pour votre information, cette base est alimentée par des professionnels lorsqu'ils le font, et par des éco-volontaires bénévoles, généralement via l'application Naturalist.

À ce titre :

- L'absence d'observations sur un secteur à un moment donné ne prouve absolument pas l'absence de l'espèce, ni sur la période ni sur le secteur.
- Si un habitant observe un oiseau, par exemple un passage de Grues cendrées, il peut ne pas savoir qu'il peut transmettre son observation via Naturalist, et celle-ci restera donc méconnue.
- Si un professionnel, tel que M. Rémi Carpentier (AEPE Ginko), ne transmet pas ses données terrain comme c'est le cas au regard de la base FauneFrance, les observations mentionnées dans l'étude d'impact ne seront pas comptabilisées, alors même que le bureau d'étude affirme s'appuyer sur Faune France comme source.

Je dispose de captures d'écran de la base Faune France, datées du 23/10/2025, démontrant qu'aucune observation répertoriée dans l'étude AEPE Ginko pour le compte d'EOLISE n'a été transmise sur cette base.
Ces documents ne sont pas joints ici (sur ce registre dématérialisé) afin de garantir la protection de données concernant les espèces protégées, telle que

la loi l'exige. Si nécessaire, elles pourront être fournies aux autorités compétentes sur demande.

Je précise que, pour compléter mon tableau, j'ai intégré les quelques données de M. Rémi Carpentier (AEPE Ginko) telles qu'elles apparaissent dans l'étude d'impact, ce qui permet de tenir compte de certaines observations plus récentes, sans pour autant modifier le total d'espèces qui été déjà recensées sur la commune.

Notre association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée » pourrait produire des extractions plus fines (par période, par fréquence d'observation, par statuts de conservation etc...), mais le calendrier de la consultation publique ne permet pas un temps d'analyse suffisant.

Cependant et si nécessaire après lecture complète du dossier, une analyse plus approfondie par Aires d'Étude du Projet, portant sur le volet Avifaune, sera également présentée au cours de cette consultation publique via une contribution distincte.

Si nécessaire également, des contributions individuelles par espèce d'oiseau seront ajoutées à la consultation publique.

Monsieur le Commissaire-Enquêteur, je me tiens à votre disposition, ou à celle des autorités compétentes, si vous souhaitez obtenir des explications particulières sur ces données.

Inventaire ornithologique Boivre-La-Vallée * (idem document en pièce jointe) :

Espèces / dernière année d'observation

Accenteur mouchet 2025
Aigrette garzette 2025
Alouette des champs 2025
Alouette lulu 2025
Autour des palombes 2024
Balbuzard pêcheur 2024
Bécasse des bois 2023
Bécassine des marais 2025
Bergeronnette des ruisseaux 2024
Bergeronnette grise 2025
Bergeronnette printanière 2025
Bihoreau gris 2024
Bondrée apivore 2023
Bouscarle de Cetti 2025
Bouvreuil pivoiné 2024
Bruant des roseaux 2024
Bruant jaune 2025
Bruant proyer 2025
Bruant zizi 2025
Busard cendré 2025
Busard cendré / Saint-Martin 2025
Busard des roseaux 2025
Busard pâle 2019
Busard Saint-Martin 2025
Buse variable 2025
Caille des blés 2025
Canard colvert 2025
Canard de Barbarie 2025
Canard mandarin 2025
Canard souchet 2015
Chardonneret élégant 2025
Chevalier culblanc 2025
Chevalier guignette 2024
Chevêche d'Athéna 2025
Choucas des tours 2025
Chouette hulotte 2025
Cigogne blanche 2025
Cigogne noire 2025
Circaète Jean-le-Blanc 2024
Cisticole des joncs 2025
Corbeau freux 2025
Corneille noire 2025
Coccyz 2025
Cygne tuberculé 2025
Effraie des clochers 2024
Élanion blanc 2025
Engoulevent d'Europe 2019
Épervier d'Europe 2025
Étourneau sansonnet 2025
Faisan de Colchide 2025
Faucon crécerelle 2025
Faucon émerillon 2024
Faucon hobereau 2024
Fauvette à tête noire 2025
Fauvette des jardins 2023
Fauvette grisette 2025
Fauvette pitchou 2008
Foulque macroule 2023
Gallinule poule-d'eau 2025
Geai des chênes 2025
Gobemouche gris 2025
Gobemouche noir 2024
Goéland argenté/pontique/leucopnée 2022
Goéland cendré 2013
Goéland indéterminé 2024
Goéland leucopnée 2024

Gorgebleue à miroir 2025
Grand Cormoran 2024
Grande Aigrette 2025
Grèbe castagneux 2025
Grèbe huppé 2017
Grimpereau des jardins 2025
Grive draine 2024
Grive litorne 2024
Grive mauvis 2025
Grive musicienne 2025
Grosbec casse-noyaux 2025
Grue cendrée 2025
Guépier d'Europe 2020
Harle bièvre 2011
Héron cendré 2025
Héron garde-boeufs 2025
Héron pourpré 2023
Hibou des marais 2008
Hibou moyen-duc 2024
Hirondelle de fenêtre 2025
Hirondelle rustique 2025
Huppe fasciée 2025
Hypolaïs polyglotte 2025
Linotte mélodieuse 2025
Locustelle tachetée 2015
Loriot d'Europe 2025
Martin-pêcheur d'Europe 2025
Martinet noir 2025
Merle à plastron 2024
Merle noir 2025
Mésange à longue queue 2025
Mésange bleue 2025
Mésange charbonnière 2025
Mésange huppée 2024
Mésange noire 2022
Mésange nonnette 2025
Milan noir 2025
Milan royal 2023
Moineau domestique 2025
Moineau friquet 2011
Mouette rieuse 2023
Mouette tridactyle 2022
Oedicnème criard 2025
Oie cendrée 2011
Oie indéterminée 2021
Outarde canepetière 2024
Perdrix grise 2025
Perdrix indéterminée 2023
Perdrix rouge 2024
Petit-duc scops 2000
Phragmite des joncs 2023
Pic épeiche 2025
Pic épeichette 2025
Pic mar 2025
Pic noir 2025
Pic vert 2025
Pie bavarde 2025
Pie-grièche à tête rousse 2021
Pie-grièche écorcheur 2025
Pie-grièche grise 1977
Pigeon biset domestique 2024
Pigeon colombin 2024
Pigeon ramier 2025
Pinson des arbres 2025
Pinson du Nord 2024
Pipit des arbres 2024
Pipit farlouse 2025
Pipit indéterminé 2023
Pipit spioncelle 2020
Pluvier doré 2025
Pouillot de Bonelli 2025
Pouillot fitis 2023
Pouillot indéterminé 2023
Pouillot siffleur 2025
Pouillot véloce 2025
Râle d'eau 2025
Roitelet à triple bandeau 2025
Roitelet huppé 2025
Rossignol philomèle 2025
Rougegorge familier 2025
Rougequeue à front blanc 2024
Rougequeue noir 2025
Rousserolle effarvatte 2024
Sarcelle d'hiver 2023
Serin cini 2025
Sittelle torchepot 2025
Sizerin cabaret 2024

Tarier des prés 2024
Tarier pâtre 2025
Tarin des aulnes 2025
Torcol fourmilier 2021
Tourterelle des bois 2025
Tourterelle turque 2025
Traquet motteux 2024
Trogodyte mignon 2025
Vanneau huppé 2025
Vautour fauve 2023
Verdier d'Europe 2025

* Source FauneFrance sur la base de données d'observations transmises par des professionnels de l'environnement ou par des éco-volontaires bénévoles

1 document associé
contribution_64_Web_1.pdf

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h13

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°65 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le vendredi 24 octobre 2025 à 12h18
Adresse postale : 5, rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Monsieur Stéphane Jadeau, L'Ausigère: un exemple parmi tant d'autres de riverains menacés par l'encerclement éolien

Regardez les photos ! Regardez les toutes ! Elles montrent ce que le dossier tente de minimiser.
Une contribution au nom de ceux qu'on ne veut pas entendre.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,
à travers cette contribution, je souhaite vous montrer une réalité très simple: le cas de M. Stéphane Jadeau n'est qu'un exemple.

L'Ausigère n'est qu'un exemple. Et pourtant, quel exemple !
Car cet habitant vit déjà avec le parc éolien "Les Champs Chagnot" sur un flanc de sa maison.
Si "Les Grandes Brandes" et "La Chapelle" venaient à s'ajouter, trois parcs éoliens entoureraient son foyer.
Trois. Un encerclement pur et simple !

Cette situation pourrait sembler exceptionnelle: elle ne l'est pas !
D'autres maisons. D'autres familles. D'autres lieux-dits.
Toute une partie de notre commune se retrouve dans la même fragilité.

Vous voulez le vrai paysage? Il est ici.
Le promoteur EOLISE explique qu'il "protège" les riverains en dépassant la distance légale minimale de 500 mètres. Il ajoute 200 mètres. Un cadeau, selon lui.

La carte et les photos jointes montre la réalité:
(je précise que j'ai arrondi les distances, qu'on ne me prenne pas à défaut pour quelques mètres)
• les 3 éoliennes « Les Champs Chagnot: 700m à 1km•
• les 2 éoliennes projetées « La Chapelle »: 780 à 885 m
• les 3 éoliennes des "Grandes Brandes" à 1,3 km
• Et à 5 km... celles de "La Plaine des Moulins", déjà visibles depuis L'Ausigère.

La distance sur le papier n'est pas la distance dans la vie.
Les photos jointes le prouvent: les éoliennes des « Champs Chagnot », situées dans le même périmètre que celles du projet « La Chapelle » le seraient, écrasent déjà totalement sa maison, son horizon !

Vivre entre ces parcs éoliens: qui protège encore les riverains ?

Alors par pitié: épargnez-nous les 200 mètres offerts grassement comme une faveur exceptionnelle.
Sur le papier, tout roule pour EOLISE.
Dans la vie réelle: les hameaux sacrifiés sur l'autel du vent?

Regardez les photos jointes !

Aucun trucage. Aucun photomontage.
Les photos ont été prises le 20 juin 2025, depuis la propriété de Monsieur Stéphane Jadeau et l'ont été avec son autorisation. Le 20 juin ! Moment où les arbres sont en pleine feuillaison...Imaginez lorsqu'ils auront perdu leurs feuilles.

Si les autorités ou le promoteur souhaitent vérifier l'exactitude des lieux, je fournirai les coordonnées GPS au mètre près. Puisqu'EOLISE semble y accorder une importance extrême, ils seront servis.

Ce territoire a déjà donné. Trop donné !

Une seule question:

Combien de parcs faudra-t-il pour que notre territoire soit considéré comme saturé?

Les habitants demandent simplement:

- Un paysage encore vivable
- Un minimum de respect
- La prise en compte du cumul réel des nuisances

Pas de devenir un secteur sacrifié pour tous les autres !

Contributeurs: notre parole citoyenne ne doit jamais être minimisée.

Monsieur le Commissaire Enquêteur, dans un projet privé d'intérêt économique, la parole citoyenne est parfois présentée comme un détail, une variable d'ajustement, un simple "avis parmi d'autres".

EOLISE déroule son projet, ses distances, ses chiffres. Tout semble déjà ficelé.

Pourtant, notre parole est celle du territoire vivant.

Elle reflète l'environnement réel, les usages, les paysages habités, les vies vécues ici tous les jours.

Elle porte une connaissance intime que ni plans ni diagrammes ne remplaceront jamais.

Aucune assertion du promoteur, aussi brillante soit-elle, ne peut prétendre être plus légitime que la voix des habitants concernés.

Les contributions déposées ici ne sont pas des nuisances administratives.

Ce sont des expressions citoyennes, un élément essentiel de la décision publique.

Elles ont du poids. Elles ont de la valeur. Elles méritent toute l'attention des autorités.

Merci à chacun de celles et ceux qui, comme M. Jadeau, choisissent d'exprimer ce qu'ils vivent et ce qu'ils redoutent pour leur futur.

Monsieur le Commissaire Enquêteur: entendez-nous !

Votre visite chez les riverains des hameaux impactés par le projet d'EOLISE est essentielle .

Vos yeux, plus puissants qu'un photomontage.

Votre appréciation, plus juste qu'un rayon sur une carte.

Nous vous demandons de constater l'évidence: le cumul d'impacts visuels, sonores, nocturnes n'est plus acceptable.

Je terminerai par les mots que Monsieur Stéphane Jadeau m'a personnellement demandé de vous transmettre:

"Monsieur le Commissaire Enquêteur, venez me voir.

Je vous ouvrirai ma porte. Je vous montrerai ce que signifie vivre réellement ici."

Monsieur Stéphane Jadeau déposera également sa propre contribution. Toutefois, comme beaucoup d'habitants, exprimer sa détresse sur une plateforme numérique est intimidant. Je suis son relais, avec son accord.

Je vous remercie Monsieur Le Commissaire-Enquêteur pour l'attention que vous porterez à cette contribution déposée au nom de ceux que l'on n'entend pas.

9 documents associés

contribution_65_Web_1.png

contribution_65_Web_2.jpg

contribution_65_Web_3.jpg

contribution_65_Web_4.jpg

contribution_65_Web_5.jpg

contribution_65_Web_6.jpg

contribution_65_Web_7.jpg

contribution_65_Web_8.jpg

contribution_65_Web_9.jpg

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h13

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°66 (Web)

Proposée par Wion Pascal

Déposée le vendredi 24 octobre 2025 à 17h03

Monsieur le commissaire enquêteur,

A titre personnel, je suis enchanté d'habiter à seulement quelques centaines de mètres du parc éolien de Nueil-sous-Faye (dans le nord de la Vienne). Depuis qu'elles s'élèvent majestueusement dans le ciel, les éoliennes ont changé ma vie. En apportant une vraie dimension verticale avec leur 158 mètres

de hauteur, elles ont rehaussé l'harmonie d'un paysage qui ondulait tristement, qui s'étendait ennuyeusement à perte de vue, qui manquait assurément de relief, apportant une touche de modernité dans ces campagnes vieillissantes. Grâce à elles, la monotonie de la nature environnante disparaît enfin de mon cadre de vie. Quel soulagement !

Quel plaisir, de surcroît, d'admirer chaque nuit ces joyeuses lumières rouges qui clignotent dans le ciel telles les illuminations d'une fête foraine ! Désormais, éclairées par les flashes des éoliennes, les nuit noires où l'on ne pouvait guère apercevoir que quelques milliards d'étoiles ne sont plus qu'un lointain souvenir. Bon débarras !

De jour, quand j'arrive dans mon village, je me réjouis de ne plus rien voir d'autre que ces gigantesques machines qui surgissent au-dessus des toits.

L'une d'elles semble même effrontément surplomber ma maison. Une maison de caractère du XIX^e siècle qui, du coup, aura perdu 30 à 40 % de sa valeur. Mais peu importe : le préjudice financier que je subis sera largement compensé par ma généreuse contribution à sauver la planète.

Je suis aussi très content car, à défaut d'avoir décarboné la production d'électricité en France (puisqu'elle était déjà décarbonée avant les éoliennes grâce à nos centrales nucléaires), les promoteurs éoliens ont réussi à faire doubler le prix de l'électricité que je consomme en à peine une dizaine d'années.

J'étais tellement coupable de payer mes kilowatts beaucoup moins cher que mes voisins européens : grâce aux substantielles subventions et autres avantages financiers offerts aux promoteurs éoliens, cette injustice est enfin réparée. Dire que les promoteurs éoliens laissaient croire aux habitants des campagnes qu'ils bénéficieraient directement de l'électricité produite par les machines installées près de chez eux. Vraiment naïfs, ces habitants !

Quant aux nuisances sonores, je m'y ferai, sans aucun doute. Ô combien j'apprécie le lancinant et obsédant frottement des pales quand elles fendent l'air et quand elles frôlent le mât ! J'en oublierai presque qu'elles émettent des infrasons qui risquent de nuire gravement à ma santé sans que je m'en rende compte.

Quel dommage qu'aucune étude n'ait véritablement été faite sur ce sujet, alors que la communauté scientifique s'inquiète déjà sérieusement des effets nocifs des infrasons sur la santé humaine et sur celle de nos animaux !

En parlant d'animaux, j'ai remarqué avec une grande satisfaction que depuis que les éoliennes tournent près de chez moi, les renards ne viennent plus tourmenter mon poulailleur. C'est qu'ils trouvent maintenant assez de nourriture au pied des éoliennes : tous ces oiseaux, toutes ces chauves-souris, tués chaque jour par collision avec les pales. Ce n'est pas par hasard que l'on surnomme très justement les éoliennes « hachoirs à moineaux ». Et peu importe si des espèces protégées en voie de disparition font partie des victimes. Au diable la biodiversité !

Enfin, j'aime aussi l'idée qu'un jour, lorsqu'il faudra démanteler ces machines, l'énorme socle de béton et de ferraille restera à jamais enfoui dans le sol, tel un glorieux vestige de notre acharnement à détruire la nature. Un beau cadeau que nous laisserons à nos enfants.

J'ai cependant une pensée attristée à l'idée que le propriétaire de la parcelle où s'élève une éolienne risque fort d'être ruiné au moment où il faudra la démanteler : lui qui pensait faire une affaire en or en touchant pendant 15 ou 20 ans un modeste loyer pour sa parcelle se verra condamné par la Justice à payer de sa poche le démantèlement de la machine (quelques centaines de milliers d'euros), alors que les promoteurs éoliens et les collectivités locales se seront habilement exonérés de cette obligation. Lui... ou ses héritiers !

J'apprécie tellement les éoliennes que désormais je ne pourrais plus passer mes vacances ailleurs que dans un gîte situé à proximité d'un parc éolien. Il y a des imbéciles qui pensent que les touristes se détourneront de nos belles campagnes si l'on y construit des éoliennes géantes. C'est ridicule. Que les habitants qui ont investi de grosses sommes dans des projets touristiques se rassurent : tout le monde rêve de passer ses vacances auprès d'une usine, d'un aéroport, d'une autoroute, d'une station d'épuration... Alors pourquoi pas au pied de ces splendides aérogénérateurs ?

Vous avez bien compris que tout ceci n'est qu'ironie. L'ironie du désespoir, hélas.

Alors, s'il vous plaît, ne faites pas subir aux habitants de Boivre-la-Vallée et des environs ce que les riverains d'autres parcs éoliens subissent déjà partout en France.

Monsieur le commissaire enquêteur, vous devez émettre un avis défavorable.

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h14

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°67 (Web)

Proposée par Manson, David

(davidmanson50@icloud.com)

Déposée le vendredi 24 octobre 2025 à 21h31

Adresse postale : 5 la Guillottière 86120 Vézères

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je viens de prendre connaissance de la contribution N°65 de Madame V. Braconnier et des photos qu'elle a joint à celle-ci, qui témoignent de la situation intolérable de Monsieur Jadeau (et sans aucun doute d'autres riverains), dont l'habitation est encerclée par des éoliennes déjà en place.

Madame Élisabeth Borne, alors ministre de la transition écologique et solidaire, a critiqué l'encerclement de certains villages par des éoliennes lors de son intervention devant la commission des affaires économiques du Sénat le mardi 18 février 2020 (voir l'article du Monde en attaché). Elle y a dénoncé cet effet d'encerclement par des éoliennes et a qualifié de "absolument insupportable" la situation où certains bourgs se retrouvent entourés de ces aérogénérateurs géants, provoquant une saturation visuelle pénible.

Ces critiques du ministre en charge de la transition énergétique s'appliquent cruellement au projet de la Chapelle. Le témoignage de Madame Braconnier, au nom du riverain Monsieur Jadeau, est saisissant de pertinence. Si mes recherches sont exactes, il y a 18 éoliennes déjà en fonctionnement à 10km à la ronde de ce village de Boivre-la-Vallée :

- Parc des Champs Chagnot (Boivre-la-Vallée) : 3 éoliennes en service sur la commune.
- Parc de Plaine des Moulins tout proche Lavoux/Boivre : 5 éoliennes.
- Parc de Lavausseau : situé à environ 6 km à l'ouest, 5 éoliennes.
- Parc de Fontennelles sur les communes de Coulombiers et de Cloué à quelques 9 km : 5 éoliennes

De toute évidence, ce nouveau parc "La Chapelle" mérite un avis défavorable.

Bien sincèrement,

David Manson

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h14

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°68 (Web)

Proposée par portron freddy
(portronfred@orange.fr)
Déposée le samedi 25 octobre 2025 à 10h55
Adresse postale : la cartelière 86470 BOIVRE LA VALLEE

Contribution à la consultation publique – Impacts du projet éolien sur les chiroptères

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

La réponse d'Éolise (mémoire en réponse du porteur de projet à l'avis de la MRAe, page 3) à l'avis de la MRAe (page 8) pour argumenter sa distance minimale d'implantation repose sur l'étude Kelm D.H. et al., 2014, concernant les chauves-souris dans un paysage agricole ouvert et non en contexte bocager tel que l'environnement du projet « La Chapelle ».

Elle s'appuie sur cette seule étude datant de 2014.

Étonnamment le porteur de projet ignore totalement les recommandations du Guide relatif à l'élaboration des études d'impact des projets des parcs éoliens terrestres - version révisée octobre 2020 (page 99), guide qu'il cite pourtant régulièrement comme base de travail dans son étude d'impact, qui invite (sans caractère d'obligation) de suivre les lignes directrices d'EUROBATS qui détermine cette distance de 200 mètres.

Le document scientifique EUROBATS est considérée comme référence scientifique internationale, européenne et française largement utilisé pour les projets d'implantation de parcs éoliens.

La MRAe, qui si l'on doit le rappeler est l'autorité environnementale pour ce projet, se réfère à ce document de référence pour demander au porteur de projet d'exposer les raisons pour lesquelles les distances de référence pour les chiroptères ne peuvent être respectées, et de proposer les mesures compensatoires adaptées.

Je demande que des réponses soient apportées aux questions de la MRAe

Pourquoi ces distances ne peuvent être respectées ?

Quels sont les impacts additionnels ?

Pourquoi utiliser uniquement l'étude de Kelm qui est réalisée dans un contexte totalement différent ?

En réduisant la distance d'implantation à 100 m des lisières sans évaluer les impacts additionnels, le projet ne prend pas en compte tous les impacts significatifs sur les chauves-souris, constituant un manquement manifeste au devoir légal d'évaluation des impacts environnementaux.

La séquence Éviter – Réduire – Compenser (ERC) n'est donc ni démontrée ni complète : l'évitement structurel (200 m) n'est pas respecté, et le simple bridage nocturne peut être insuffisant, comme le souligne la Note technique SFEPM (2020).

En conséquence, l'argumentaire d'Éolise ne permet ni d'écarter les risques pour les espèces protégées, ni de justifier l'absence de dérogation, contrairement aux exigences du Code de l'environnement.

Le projet, en l'état, ne répond pas aux obligations de précaution et de conservation prévues par la réglementation nationale et européenne.

Monsieur Le Commissaire Enquêteur, je vous invite à lire les analyses qui suivent, qui exposent en détail les points essentiels montrant que la réponse d'Éolise ne satisfait pas pleinement aux exigences de protection des chauves-souris et aux obligations du Code de l'environnement

L'usage sélectif et limité de l'étude de Kelm (2014)

Le promoteur fonde son argumentaire sur une seule publication : Kelm D.H. et al., 2014 – "Seasonal Bat Activity in Relation to Distance to Hedgerows in an Agricultural Landscape in Central Europe and Implications for Wind Energy Development", Acta Chiropterologica, 16. Or, cette étude ne peut en aucun cas être utilisée pour justifier un recul réduit à 100 m entre éoliennes et lisières, pour plusieurs raisons majeures :

Le contexte géographique et écologique

- L'étude de Kelm a été menée dans un paysage agricole ouvert du nord-est de l'Allemagne (région de Brandebourg / Mecklembourg-Poméranie), soit en Europe centrale, dans un environnement constitué de cultures et pâturages, avec peu de structures boisées.

- Les auteurs précisent avoir sélectionné les sites d'étude à plus de 500 m de toute structure végétale haute importante (forêt, haie voisine) afin d'isoler l'effet des haies étudiées.

- Ce contexte est donc très différent du bocage de Boivre la Vallée, et particulièrement sur la zone d'emprise du projet « La Chapelle », où les haies sont interconnectées, où la canopée est souvent continue, et où les chauves-souris utilisent ces réseaux comme corridors écologiques à grande échelle. Autrement dit, Kelm et al. (2014) ne porte pas sur un paysage bocager, mais sur un paysage agricole ouvert d'Europe centrale.

La distance et collision

L'étude de Kelm traite du risque de collision avec les éoliennes et de l'effet d'attraction exercé par les éoliennes. Elle vise à mesurer l'activité acoustique des chauves-souris selon la distance à une haie — c'est-à-dire le nombre de passages enregistrés à différentes distances. L'étude évoque :

- **L'attraction des chauves-souris vers les rotors et les pales**, ce qui augmente le taux de mortalité : « les insectes qui se regroupent près des turbines peuvent même attirer les chauves-souris loin de leurs voies de vol initiales vers la proximité des rotors des turbines, augmentant ainsi le risque de collision fatale... » (Kelm et al., 2014).

« En été, l'activité augmente loin des haies en particulier chez les espèces de chauves-souris qui ont été le plus souvent trouvées mortes aux éoliennes,

c'est-à-dire les espèces chassant en vol, volant en hauteur et migratrices » (Kunz et al., 2007 ; Rydell et al., 2010a).

- ****La présence de chauves-souris jusqu'à 200 m des haies.**** Des appels d'écholocation ont été enregistrés au niveau du sol jusqu'à 200 m. « En été, les jeunes récemment volants, qui ne suivent pas encore les voies habituelles et présentent un comportement exploratoire, pourraient également augmenter l'activité des chauves-souris loin des haies » (Shiel et al., 1999).

L'étude démontre ainsi l'augmentation du taux de mortalité des chauves-souris et l'importance de la distance minimale de 200 m, même en milieu agricole ouvert.

L'observations scientifiques récentes

Deux suivis GPS de noctules communes en Europe ont mis en évidence un évitement des éoliennes sur « plusieurs kilomètres » (Biologie de la conservation, 2025). Ce résultat implique que l'influence d'une turbine dépasse largement un simple rayon de 200 m autour des haies et points d'eau utilisés par les chauves-souris. Ce constat illustre que la distance de 200 m représente un strict minimum de précaution, certaines chauves-souris pouvant être affectées à une échelle bien plus large.

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0006320725000059>

La validité temporelle

- ****Actualisation des connaissances.**** Plusieurs méta-analyses européennes plus récentes (Rydell et al., 2017 ; Voigt et al., 2019 ; Rodrigues et al., 2020) ont intégré des centaines de jeux de données, incluant des sites éoliens réels, et confirment la nécessité de maintenir une distance minimale de 200 m des milieux arborés ainsi qu'une garde au sol suffisante pour limiter la mortalité des chauves-souris.

- ****Intégration aux recommandations.**** Ces travaux ont servi de base à la révision 2014 d'EUROBATS et à la Note technique SFPEM (2020). EOLISE, pour le projet « La Chapelle » s'appuie exclusivement sur une étude isolée, datée et menée dans un paysage agricole ouvert, ce qui constitue donc une lecture biaisée et scientifiquement non fondée au regard des véritables enjeux chiroptérologiques sur le site de « La Chapelle ».

Sur la valeur et l'application par l'Union européenne des recommandations EUROBATS, SFPEM, et des obligations légales

Le référentiel scientifique ne se limite pas à EUROBATS/SFPEM comme de simples « recommandations » : ces documents sont largement intégrés dans le droit, la réglementation et les pratiques de l'Union européenne, ainsi que dans celles des États membres. Leur portée dépasse le simple avis, et ils servent de base à des obligations juridiques, des décisions administratives, des stratégies nationales et des rapports obligatoires.

L'intégration légale dans la réglementation de l'UE

- ****Directive habitats.**** La directive Habitats (Directive 92/43/CEE) impose aux États membres de veiller à ce que les espèces strictement protégées – parmi lesquelles ****toutes les chauves-souris européennes**** – soient maintenues ou rétablies dans un état de conservation favorable. Toute destruction d'habitat, perturbation ou mortalité doit être justifiée selon les critères de la directive.

- ****Directive EIE (Évaluation d'Impact sur l'Environnement).**** La directive EIE oblige, pour les projets susceptibles d'avoir des effets significatifs sur l'environnement (dont les parcs éoliens), de procéder à une étude d'impact, de ****consulter sur ces impacts**** et de prendre des mesures pour éviter ou réduire les dommages.

L'application dans la pratique et stratégies de l'UE

- ****Plan d'action chauves-souris UE.**** L'Action Plan for the Conservation of All Bat Species in the European Union (2018–2024) se base sur les lignes directrices EUROBATS (2014) pour orienter les politiques nationales, et recommande la mise en place de mesures de réduction, de surveillance, ainsi que le respect des distances minimales d'éloignement.

- ****Exigences des États membres.**** Plusieurs États membres exigent, dans leurs études d'impact ou dans leurs règlements de planification, le respect de ces distances, des hauteurs de balaye (garde au sol) adéquates, ou même l'interdiction d'implantation proche de milieux arborés sensibles.

- ****Suivi européen de l'état des chauves-souris.**** L'UE produit des rapports périodiques sur l'état de la nature (****State of Nature****). Ces rapports montrent que de nombreuses espèces de chauves-souris continuent d'afficher un statut défavorable, en partie à cause des collisions et de la perte d'habitat liées aux éoliennes mal situées ou mal gérées. Cela renforce l'obligation pour les États d'appliquer les meilleures connaissances disponibles.

Le fondement scientifique et reconnaissance des recommandations

- ****Lignes directrices EUROBATS.**** Les lignes directrices EUROBATS (2014) sont référencées dans les documents d'orientation de l'UE concernant les projets éoliens, les évaluations d'impact, les autorisations environnementales et les procédures de dérogation.

- ****Notice technique SFPEM.**** La Notice technique n°4 de la SFPEM (2020), bien que document national, est reconnue comme une référence technique crédible. Elle est souvent citée dans les décisions de la MRAe, de la CNPN (Conseil National de la Protection de la Nature), dans des rapports d'instances consultatives et dans des avis motivés, comme source de seuils de précaution.

- ****Incidences sur les financements et autorisations.**** L'UE, dans ses orientations et financements, privilégie les projets qui se conforment à ces standards (programmes de subvention, évaluations environnementales, financements publics, etc.). Le non-respect de ces normes peut conduire à des refus d'autorisation, à l'obligation de mettre en œuvre des mesures compensatoires lourdes, ou à des remises en cause en justice.

Les obligations de justification et de dérogation

- ****Justifier tout écart aux normes.**** Si un projet ne respecte pas les distances de référence (200 m) ou les recommandations de garde au sol/implantation en contexte bocager, le porteur doit impérativement justifier pourquoi ce n'est pas possible, en s'appuyant sur des données locales solides comparables aux meilleures études disponibles.

- ****Suivre la séquence ERC complète.**** Le promoteur doit démontrer non seulement qu'il a correctement évalué l'activité des chauves-souris, mais aussi qu'il met en place une combinaison de mesures d'évitement, de réduction et, le cas échéant, de compensation, conformément à la séquence ERC.

- ****Dérogations et Code de l'environnement.**** Le Code de l'environnement français, transposant les obligations européennes, requiert des dérogations pour toute destruction ou atteinte à des espèces protégées. Il est donc impératif d'apporter une justification rigoureuse pour toute entorse aux principes de protection, sans quoi l'autorisation du projet peut être invalidée.

Sur la faiblesse du protocole local d'Éolise

Le protocole d'écoute présenté par le porteur de projet (trois points d'écoute à 0, 50 et 100 m, sur seulement trois nuits) ne répond à ****aucun standard scientifique reconnu**** :

- La durée d'échantillonnage (9 nuits au total) est très inférieure aux recommandations du Groupe de Travail Éolien de la SFPEM et du CNPN. Ces instances exigent des suivis couvrant ****toute la saison d'activité**** (avril – octobre) à l'aide d'enregistreurs automatiques multi-hauteurs.

- Les résultats obtenus (94 % de l'activité à 0 m, 3 % à 50 m et 100 m) ne peuvent être ni généralisés ni interprétés comme un seuil écologique universel. Cette approche ponctuelle ne permet ****aucune conclusion fiable**** sur la vulnérabilité réelle des chauves-souris locales, encore moins sur la justification d'un recul réduit à 100 m.

Sur la sous-estimation du risque de mortalité

Les espèces de grand vol (noctules, pipistrelles, sérotines) sont celles retrouvées le plus fréquemment victimes de collisions. Leur activité ne se limite pas aux lisières : elles utilisent aussi les espaces ouverts comme zones de chasse ou de transit, souvent dans la tranche d'altitude correspondant à la rotation des pales. Les mesures de bridage nocturne proposées (arrêt selon conditions météo entre avril et octobre) sont aujourd'hui considérées comme des mesures ****minimales**** de réduction, et non comme suffisantes pour remplacer le respect des distances d'évitement structurel préconisées par EUROBATS et la SFEPM.

Conclusion – Une réponse insuffisante et non conforme à la séquence ERC

En définitive :

- La référence à Kelm (2014) ne permet en aucun cas de justifier la réduction à 100 m de la distance aux lisières.
- L'étude Kelm, au contraire, justifie l'importance de sécuriser l'espace de vol des chauves-souris face aux impacts réels des éoliennes.
- Le promoteur ignore les recommandations européennes (EUROBATS 2014) et françaises (SFEPM 2020), lesquelles sont reprises par l'Union européenne et la MRAe.
- La séquence ****Éviter – Réduire – Compenser (ERC)**** reste incomplète et non démontrée, reposant sur une étude non réalisée en contexte éolien et ne respectant pas l'évitement structurel de 200 m.

Par conséquent, la réponse d'Éolise ne permet ni d'écarter les risques de destruction d'espèces protégées, ni de justifier l'absence de dérogation à la protection de ces espèces, contrairement à ce qu'exige le Code de l'environnement. Le projet, en l'état, doit donc être considéré comme ****non conforme**** aux exigences de précaution et de conservation des chiroptères fixées par la réglementation nationale et européenne.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h14

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°69 (Web)

Proposée par Hartmann Geoffroy
(geoffroy.hartmann@outlook.fr)
Déposée le samedi 25 octobre 2025 à 11h22

De nombreuses éoliennes sont déjà visibles depuis le château de Montreuil Bonnin qui est un monument historique. Avec ce projet, le château serait entouré d'éoliennes dans toutes les directions ce qui gâcherait encore plus le panorama et serait dommageable pour la valeur patrimoniale de ce bâtiment.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h15

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°70 (Web)

Proposée par Florence LOUIS
(fsjlouis@free.fr)
Déposée le samedi 25 octobre 2025 à 12h09

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

La présence déniée par l'étude d'impact d'une importante colonie de busards est l'une des raisons pour lesquelles ce site éolien ne doit rester qu'à l'état de projet.

Merci de rendre un avis défavorable.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h15

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°71 (Web)

Proposée par Florence LOUIS
(fsjlouis@free.fr)
Déposée le samedi 25 octobre 2025 à 12h16

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

L'étude de l'ADEME sur les impacts des éoliennes sur la valeur de l'immobilier n'a pris en compte ni les conséquences sur les biens immobiliers situés à moins de 2,5 km des parcs éoliens, ni sur les biens de valeur.

Pourtant, deux arrêts (Cour d'appel de Toulouse du 8 juillet 2021, arrêt n° 659/2021 RG n° 20/01384, Cour d'appel Rennes du 21 mars 2023, arrêt n° 87/2023, RG n° 22/00572) reconnaissent que les propriétaires de biens immobiliers subissent une dépréciation sur la valeur de leur immeuble, en particulier si ce dernier est situé dans le périmètre rapproché des éoliennes.
De même, la justice reconnaît le lien entre la présence d'un site éolien et la réduction des valeurs locatives et donc des taxes foncières (Jugement définitif n° 1803960 du Tribunal administratif de Nantes du 18 décembre 2020).

Merci de rendre un avis défavorable.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h15

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°72 (Web)

Proposée par Florence LOUIS
(fsjlouis@free.fr)
Déposée le samedi 25 octobre 2025 à 12h19

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Ce projet aura un impact direct sur le Château de Montreuil-Bonnin lequel, classé Monument Historique, est un repère visuel dominant dans le secteur.

Merci de rendre un avis défavorable à ce projet.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h15

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°73 (Web)

Proposée par Florence LOUIS

(fsjlouis@free.fr)

Déposée le samedi 25 octobre 2025 à 12h24

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je suis étonnée de lire que les principaux dirigeants d'EOLISE sont situés à l'étranger alors que cette société se présente comme étant française et plus particulièrement poitevine.

En parallèle, EOLISE ne présente pas de garanties financières certaines.

Merci de rendre un avis défavorable.

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h15

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°74 (Web)

Proposée par Florence LOUIS

(fsjlouis@free.fr)

Déposée le samedi 25 octobre 2025 à 12h37

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Le SRADDET de Nouvelle-Aquitaine a été adopté le 27 mars 2020. Ce document fixe les objectifs en matière de développement des EnR dans chaque département de la région.

En comptabilisant tous les parcs installés ou autorisés, il est aisé de constater que les objectifs fixés par le SRADDET pour le département de la Vienne d'ici 2030 et 2050 ont été dépassés (cf. document cartographique, en date du 19 juin 2023, du préfet de la Vienne, diffusé en application des articles L.141-5-1 à 141-5-3 du Code de l'Énergie aux fins de préparer l'application de la loi nouvelle du 10 mars 2023 dite d'accélération du développement des EnR).

En effet, à la date du 19 juin 2023, 335 mâts étaient installés ou autorisés dans le département de la Vienne, pour un objectif prévisionnel de 1229 MW de puissance maximale, ce qui correspond aux objectifs fixés par le SRADDET pour 2050 (Cartographie des zones propices au développement de l'éolien terrestre, de la DREAL Nouvelle Aquitaine de septembre 2022).

Il y a donc lieu de refuser ce projet. Merci de rendre un avis défavorable.

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h16

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°75 (Web)

Proposée par Florence LOUIS

(fsjlouis@free.fr)

Déposée le samedi 25 octobre 2025 à 12h39

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

En complément de ma contribution n°70, je vous prie de noter que le dossier présent une insuffisance, voire une absence de mesure d'accompagnement pour les espèces protégées, lesquelles sont souvent victimes de collision présentes sur le site (Faucons, Milans, Élanion blanc, Bruant proyer).

Il y a donc lieu de refuser ce projet au nom de la protection de la biodiversité. Merci de rendre un avis défavorable.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h16

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°76 (Web)

Proposée par Florence LOUIS
(fsjlouis@free.fr)
Déposée le samedi 25 octobre 2025 à 12h50

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je relève dans le dossier de la MRAe : "Concernant l'environnement sonore, l'étude d'impact présente une étude acoustique comprenant une analyse de l'état initial du site sur la base d'une campagne de mesures réalisées en plusieurs points représentatifs correspondant aux habitations les plus exposées au bruit (6 points de mesure jugés pertinents) et sur une période d'observation d'au moins 3 semaines (du 7 juin au 5 juillet 2024). L'objectif est de permettre d'apprécier l'environnement sonore initial dans les secteurs sensibles (habitations) en l'absence du projet (bruit résiduel)".

Des études acoustiques réalisées pendant quelques semaines seulement ne peuvent pas, me semble-t-il, représenter la réalité du bruit sur une année entière.

Il y a donc lieu de refuser ce projet. Merci de rendre un avis défavorable.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h16

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°77 (Web)

Proposée par Florence LOUIS
(fsjlouis@free.fr)
Déposée le samedi 25 octobre 2025 à 13h02

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

La municipalité de Boivre-la-Vallée a refusé ce projet. Ce point est notamment précisé dans le compte rendu de la réunion d'ouverture de la procédure de consultation publique : "Les élus de Boivre-la-Vallée rappellent qu'à chaque sollicitation sur un projet éolien, le conseil municipal a exprimé son refus de façon unanime".

Aux termes du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment ses articles L1111-1 et suivants, réaffirmant le principe de la libre administration des Collectivités Territoriales, il y a donc lieu de tenir compte et de respecter la décision des élus.

En conséquence, il y a lieu de refuser ce projet.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h16

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période. Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°78 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le samedi 25 octobre 2025 à 20h38

Adresse postale : 5, rue des fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Objet : Patrimonialité des oiseaux : Un critère clé ignoré - Un projet juridiquement non conforme
Un critère clé pour L'Outarde Canepetière La Pie Grièche Écorcheur— Le Milan Royal - Le Balbuzard Pêcheur et le Vautour Fauve - Espèces répertoriées sur notre territoire encore entre 2023 et 2025.

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

En référence au dossier de l'étude d'impact (PIÈCE 5-A : ÉTUDE D'IMPACT - ÉTAT INITIAL DES MILIEUX NATURELS),

- le chapitre III.3.1 « L'Évaluation des enjeux » (page 33) qui définit la PATRIMONIALITÉ des espèces d'oiseaux à partir de plusieurs outils de bioévaluation
- le chapitre III.3.3 « La patrimonialité des espèces » (page 34) qui définit l'INDICE DE PATRIMONIALITÉ des espèces d'oiseaux à partir de plusieurs outils de bioévaluation.

Le dossier indique que, pour déterminer la PATRIMONIALITÉ :

Une espèce est considérée comme patrimoniale si elle remplit au moins un des critères suivants :

- être inscrite à l'annexe I de la directive européenne Oiseaux ;
- être inscrite à l'annexe II ou IV de la directive Habitats-Faune-Flore ;
- être l'objet d'un Plan national d'actions ;
- être menacée ou quasi-menacée (CR, EN, VU, NT) sur la Liste rouge régionale ;
- être menacée (CR, EN, VU) sur la Liste rouge nationale.

Le dossier indique que, pour déterminer l'INDICE DE PATRIMONIALITÉ :

L'indice de patrimonialité est présenté comme ayant pour objectif de déterminer le niveau de patrimonialité de chaque espèce ou des habitats en fonction des différents outils de bioévaluation existants :

- directives européennes
- protections nationales
- et listes rouges aux niveaux national et régional.

Or, le critère « être l'objet d'un Plan national d'actions » n'est pas pris en compte dans le calcul de l'indice de patrimonialité, alors même que le dossier affirme que l'indice est déterminé « en fonction des différents outils de bioévaluation existants ».

Cette situation concerne notamment les espèces suivantes, qui ont été répertoriées sur les Aires d'étude projet éolien « La Chapelle » :

(cf: Étude d'impact AEPE Ginko , la base de données FauneFrance et la Contribution n°64 (Web) Par Virginie Braconnier - co-présidente de l'association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée » Déposée le 23 octobre 2025 à 22h54 - 131 oiseaux annoncés dans l'Étude d'impact (non communiqués jusqu'à ce jour), voici la liste documentée des 164 espèces inventoriées à ce jour sur Boivre La Vallée.)

1) Outarde canepetière (Tetrax tetrax)

Bénéficie du 3^e Plan national d'actions 2020–2029 (PNA Outarde canepetière) :

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/PNA_outarde_canepetiere.pdf

La fragilité des effectifs et les menaces qui pèsent sur cette espèce en danger d'extinction ont conduit à ce troisième Plan National d'Actions (PNA) mis en œuvre sur 10 ans.

Extrait PNA (page 61) :

Ainsi, compte tenu de sa morphologie et de ses traits de vie, l'Outarde canepetière compte parmi les espèces d'oiseaux au monde jugées comme les plus vulnérables aux éoliennes (150^{ème} rang sur 9 538 espèces ; Thaxter et al. 2017). Le risque de collision est donc bien à prendre en compte pour cette espèce.

2) Pies-grièches (Lanius sp.)

Bénéficie du Plan national d'actions 2025-2034 :

https://biodiversite.gouv.fr/projet-pna/wp-content/uploads/PNA_Pies-grieches-2025-2034-.pdf

Ce Plan National d'Actions vise (entre-autres) ces objectifs principaux :

- le maintien des habitats (en superficie et en qualité) au niveau national pour les cinq espèces de pies-grièches ;
- la restauration locale des habitats au sein des zones occupées par les pies-grièches et entre ces zones ;
- le maintien, voire le renforcement, du nombre de couples recensés au commencement de ce nouveau PNA pour les quatre espèces encore nicheuses en France ;

3) Milan royal (Milvus milvus)

Bénéficie du Plan national d'actions 2018–2027 : https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/PNA-Milan-Royal-2018-2027.pdf?utm_source=chatgpt.com

utm_source=chatgpt.com

Le double objectif de ce nouveau plan national d'actions en faveur du Milan royal est de consolider les noyaux de population existants et de retrouver une population viable à l'échelle de l'aire de répartition indiquée par l'atlas des oiseaux nicheurs de 1994.

Extraits PNA (page 52) :

II.3.3 Collision avec des éoliennes :

Bien que 11 cas seulement de collision mortelle de Milans royaux avec des éoliennes soient connus en France, les résultats à l'étranger, notamment en

Allemagne et en Espagne, et la politique française en matière de transition énergétique amènent à considérer que le risque de collision avec une éolienne pourrait augmenter dans l'avenir. En Allemagne, pas moins de 125 Milans royaux ont été enregistrés dans la base de données centrale des victimes de collisions avec des éoliennes (Dürr in Mammen, 2010). L'auteur précise en outre que ces découvertes sont pour la plupart accidentelles, aucune étude ni recherche systématique n'étant menées.

Une récente étude menée sur la population de Milans royaux en Suisse a montré que plus les éoliennes sont nombreuses et dispersées dans le paysage, plus le taux d'accroissement de la population diminue. En augmentant le nombre d'emplacements d'éoliennes, une population source peut devenir une population puits et finalement une population en déclin (Schaub, 2012). Dans la mesure où l'effet des éoliennes dépend de leur nombre total et de leur configuration spatiale à l'intérieur de la zone habitée par les rapaces, l'auteur insiste sur l'importance de réaliser des études d'impact environnemental, non pas au cas par cas mais bien pour une région entière avec tous ses parcs éoliens car c'est l'ensemble qui exerce un impact sur la population des rapaces. Ces évaluations doivent inclure l'impact des éoliennes existantes et à venir dans la même région pour être biologiquement significatives. Dans ce contexte, le risque de collision du Milan royal avec une éolienne doit être examiné avec le plus grand soin lors des études préalables (cf. action n°4.4).

Extrait PNA (page 76) :

Action 4.4 - « Améliorer la prise en compte et le suivi du Milan Royal dans les projet éolien »

Priorité = 1

Objectif = Réduire la mortalité

Contexte = Les collisions dues aux éoliennes constituent un facteur de mortalité à l'échelle européenne. En France, ce phénomène est encore peu perceptible car peu de parcs éoliens sont implantés pour le moment dans la zone de répartition du Milan royal. De surcroît, tout projet de parc éolien est soumis à la réalisation d'une étude d'impacts qui fait l'objet d'un examen approfondi par les services de DREAL, et à la décision finale du Préfet. Il est néanmoins nécessaire d'approfondir le suivi du Milan royal dans les parcs éoliens pour éviter que ces derniers ne deviennent une menace plus importante. Régions concernées = Toutes les régions concernées par le Milan royal (nidification, hivernage, migration)

4) Balbuzard pêcheur

Bénéficiaire du Plan national d'actions 2020-2026 : https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/PNA_BALBUZARD_2020_2026.pdf

Extrait du PNA (page 26) :

En France, le niveau de sensibilité aux éoliennes du Balbuzard pêcheur a été évalué comme « fort » pour la Lorraine (Patier et al., 2015)....un cas de mortalité de Balbuzard pêcheur par collision avec une éolienne a été recensé en Champagne-Ardenne, dans la Marne pendant la période de migration (comm. pers V. Ternois). Un jeune balbuzard corse (suivi par télémétrie) a également été retrouvé mort sous une éolienne en Sardaigne le 15/07/2014 (Duriez, données non publiées).

Extrait du PNA (page 70):

Action 5 - « Réduire et prévenir les risques de mortalité d'origine anthropique »

Priorité = 1

Objectifs de l'action = (entre autres) Prendre en compte les deux espèces dans le développement éolien

Régions concernées = Tout le territoire national

5) Vautour fauve

Bénéficiaire du Plan national d'actions 2017-2026 : https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/PNA_Vautour_fauve_2017-2026.pdf

Le fait que ces espèces ne voient pas leur Plan national d'actions valorisé dans le calcul de l'indice de patrimonialité affecte la prise en compte des enjeux de conservation pour ces espèces dans l'évaluation du projet, alors même que tout le reste de l'étude d'impact d'AEPE Ginko/EOLISE, et notamment la séquence ERC, repose sur ce fameux indice !

Le critère « être l'objet d'un Plan national d'actions » aurait dû être valorisé dans le calcul de l'indice de patrimonialité, de la même manière que les autres critères, (je rappelle une nouvelle fois ce qui est écrit dans l'étude : l'indice est déterminé « en fonction des différents outils de bioévaluation existants »).

Cette situation constitue un manquement aux obligations légales d'évaluation environnementale. En effet :

- Code de l'environnement – Études d'impact

Article L122-1 et suivants : Tout projet susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement doit faire l'objet d'une évaluation environnementale complète, intégrant les impacts sur les espèces et habitats.

- Article R122-2 et suivants : Définit le contenu obligatoire des études d'impact, incluant la description précise des milieux, des espèces, et les méthodes utilisées pour l'évaluation des impacts.

Une méthodologie inadéquate ou des critères non pris en compte constitue un manquement à ces obligations.

- Directive 2011/92/UE modifiée par la Directive 2014/52/UE (Évaluation des incidences environnementales)

Oblige les États membres à s'assurer que les projets sont soumis à une évaluation environnementale exhaustive et objective, prenant en compte tous les facteurs pertinents pour la conservation de la biodiversité.

Le calcul de l'indice de patrimonialité, base de l'ensemble de la séquence ERC d'AEPE Ginko/EOLISE, est manifestement incomplet et ne repose pas sur l'ensemble des critères de bioévaluation existants définis dans le dossier lui-même !

Cette défaillance fondamentale de l'étude d'impact d'AEPE Ginko/EOLISE, remet en cause la fiabilité de l'évaluation des enjeux de conservation et place le projet hors conformité avec les obligations légales d'évaluation environnementale.

De ce fait, le dossier ne peut en aucun cas être autorisé.

7 documents associés

contribution_78_Web_1.png

contribution_78_Web_2.png

contribution_78_Web_3.png

contribution_78_Web_4.png

contribution_78_Web_5.png

contribution_78_Web_6.png

contribution_78_Web_7.png

1 commentaire

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°79 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - Co-présidente de l'association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le samedi 25 octobre 2025 à 21h07

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Objet : Manquement grave à l'évaluation environnementale

Statut patrimonial des espèces dénaturé pour : Autour des Palombes - Bruant des Roseaux - Faucon Hobereau - Gobemouche Noir - Grand Cormoran - Martinet Noir - Pipit Farlouse - Tourterelle des Bois - Traquet Motteux - Verdier d'Europe

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Je porte à votre attention une contradiction méthodologique majeure relevée dans la PIÈCE 5-A (ÉTUDE D'IMPACT – ÉTAT INITIAL DES MILIEUX NATURELS), qui affecte directement l'évaluation des enjeux avifaunistiques du dossier.

1) Définition de la patrimonialité (page 33) :

La patrimonialité des espèces est définie de manière normative :

« Les espèces dites d'intérêt écologique sont ici appelées espèces patrimoniales. Conformément au guide de l'étude d'impact, la patrimonialité d'une espèce a donc été définie selon plusieurs outils de bioévaluation.

Dans le présent dossier, il a été décidé de considérer une espèce comme patrimoniale lorsqu'elle remplit au moins un des critères :

- elle est protégée à l'échelle nationale, régionale ou départementale (à l'exception de l'avifaune) ;
- elle est inscrite à l'annexe I de la directive européenne Oiseaux ;
- elle est inscrite à l'annexe II ou IV de la directive Habitats-Faune-Flore ;
- elle est l'objet d'un Plan national d'actions ;
- elle est menacée ou quasi-menacée (CR, EN, VU, NT) sur la Liste rouge régionale ; – elle est menacée (CR, EN, VU) sur la Liste rouge nationale. »

→ Cette formulation pose la PATRIMONIALITÉ comme un statut déterminé par des critères officiels et objectifs.

2) Rôle de la période sur l'indice (page 34) :

Le dossier indique ensuite :

« Attention, pour l'Avifaune, l'indice de patrimonialité peut changer en fonction de la période à laquelle elle a été observée.

En effet, les listes rouges attribuent des niveaux de menace par période :

- nidification
- hivernage
- ou de passage (migration). »

→ Ici, la période est clairement présentée comme modifiant l'INDICE de patrimonialité (une valeur chiffrée associée au statut), ce qui indique que le statut patrimonial découle de critères fixes tandis que l'indice peut varier selon la saisonnalité.

3) Inversion opérée (page 44) :

Le dossier indique :

« Les critères de patrimonialité dépendent donc de la période à laquelle l'espèce a été observée sur le site.

...Espèces en bleu dans le tableau : espèces considérées comme patrimoniales sur le site. »

Le dossier applique la période pour déterminer la PATRIMONIALITÉ elle-même !!!

Une espèce patrimoniale est retirée du statut lorsqu'elle n'est pas observée lors des quelques passages ponctuels du bureau d'étude AEPE Ginko, et/ou lorsque le site est considéré comme non favorable à sa nidification par exemple, même si le site joue un rôle fonctionnel pour l'espèce (chasse, alimentation, transit).

→ Cette méthode conduit à exclure arbitrairement des espèces patrimoniales selon des critères qui ne figurent pas dans la définition officielle de la patrimonialité (page 33), et à priori ignore les usages fonctionnels essentiels des habitats.

4) Impact sur l'évaluation des enjeux :

Cette inversion induit une sous-évaluation systématique du nombre d'espèces patrimoniales à considérer, et biaise l'ensemble des étapes qui s'appuient sur cet indicateur (hiérarchisation des enjeux, évaluation des impacts, séquence Éviter-Réduire-Compenser).

5) Rappel réglementaire sur l'usage fonctionnel des habitats :

Le « Guide relatif à l'élaboration des études d'impact des projets de parcs éoliens terrestres » (Ministère de la Transition écologique, 2020) indique que l'état initial doit présenter « les habitats et espèces pour lesquels cette aire d'étude joue un rôle important en termes d'accomplissement des cycles biologiques ».

→ Ce passage impose de prendre en compte les fonctions écologiques du site (zone de chasse, alimentation, transit, dispersion), et pas uniquement la nidification.

6) Exemple illustratif :

Autour des Palombes (*Accipiter gentilis*)

Espèce protégée et patrimoniale selon les critères officiels cités en page 33.

Même si l'espèce ne niche pas sur la zone d'emprise, elle peut y chasser ou y transiter — usage fonctionnel reconnu.

Dans le dossier, elle est listée dans les espèces patrimoniales en page 33 et pourtant retirée du statut patrimonial en page 44.

→ Cette pratique est incompatible avec la doctrine officielle et les critères eux-mêmes définis par l'étude d'impact fournie par EOLISE.

7) Liste des espèces concernées :

Les espèces suivantes, répertoriées comme ESPECE PATRIMONIALE dans les observations de la commune (pages 21 et 22) ET OBSERVEES SUR LA ZONE D'IMPLANTATION du parc « La Chapelle » (page 44), sont concernées par cette manipulation méthodologique.

Ces espèces sont protégées au niveau national, présentent des statuts dans les listes rouges nationale et régionale (Poitou-Charentes). Je vous indique le plus haut statut qu'elle puisse obtenir en fonction des différentes Listes Rouges.

Le fait qu'elles perdent leur statut patrimonial dans le tableau d'observation est totalement injustifié et arbitraire .

Les espèces concernées sont :

- Autour des Palombes (*Accipiter gentilis*) = statut VULNERABLE
- Bruant des Roseaux (*Emberiza schoeniclus*) = statut EN DANGER
- Faucon Hobereau (*Falco subbuteo*) = statut QUASI-MENACE
- Gobemouche Noir (*Ficedula hypoleuca*) = statut VULNERABLE
- Grand Cormoran (*Phalacrocorax carbo*) = statut VULNERABLE
- Martinet Noir (*Apus apus*) = statut QUASI-MENACE
- Pipit Farlouse (*Anthus pratensis*) = statut VULNERABLE
- Tourterelle des Bois (*Streptopelia turtur*) = statut VULNERABLE
- Traquet Motteux (*Oenanthe oenanthe*) = statut EN DANGER
- Verdier d'Europe (*Chloris chloris*) = statut VULNERABLE

8) Conclusion :

La clarification faite en page 33 (PATRIMONIALITÉ définie par des critères officiels) et la remarque en page 34 (la période module l'INDICE) sont incompatibles avec la pratique exposée en page 44 (la période module la PATRIMONIALITÉ).

Le dossier ne répond pas aux exigences légales d'évaluation environnementale, comporte une manipulation manifeste du statut patrimonial des espèces au fil des pages de l'étude d'impact et ne peut en aucun cas être autorisé.

Cette manipulation est faite vis-à-vis des autorités compétentes (MRAe, commissaire-enquêteur, Préfet ...) et vis-à-vis du public, car le bureau d'étude AEPE Ginko et/ou le porteur de projet EOLISE ont arbitrairement modifié au fil du dossier le statut patrimonial des espèces.

Pour rappel :

Code de l'environnement – Études d'impact :

- Article L122-1 et suivants :

tout projet susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement doit faire l'objet d'une évaluation environnementale complète, intégrant les impacts sur les espèces et habitats.

- Article R122-2 et suivants :

le contenu obligatoire des études d'impact inclut la description précise des milieux, des espèces et les méthodes utilisées pour l'évaluation des impacts.

Une méthodologie inadéquate ou des critères non pris en compte constitue un manquement à ces obligations.

- Directive 2011/92/UE modifiée par la Directive 2014/52/UE :

impose aux États membres de garantir une évaluation environnementale exhaustive et objective, prenant en compte tous les facteurs pertinents pour la conservation de la biodiversité, ce qui inclut les critères définissant la patrimonialité des espèces.

- Directives européennes oiseaux (2009/147/CE) et habitats (92/43/CEE) :

imposent la protection des espèces patrimoniales et la prise en compte de leurs besoins écologiques dans toute décision d'aménagement ou de projet susceptible de les impacter.

Le dossier est manifestement biaisé.

Cette manipulation dénature les critères que EOLISE/AEPE Ginko prétendent appliquer.

Elle ne peut être corrigée par des ajustements ultérieurs.

En conséquence, le dossier ne peut en aucun cas être autorisé.

P.S. 1 : Il ne devrait pas incomber aux citoyen-nes de vérifier le travail du bureau d'études AEPE Ginko mandaté par EOLISE.

Face aux incohérences et manipulations constatées, on peut légitimement se demander qui manipule qui dans cette procédure.

P.S. 2 : Il convient de rappeler que ma Contribution n°39 (Web), déposée le 17 octobre 2025 à 21h11 et intitulée « Demande d'éclaircissement méthodologique concernant l'analyse des enjeux avifaunistiques avec l'exemple de l'Autour des Palombes », reste à ce jour sans réponse. Cette contribution sollicitait précisément des éclaircissements sur l'attribution du statut patrimonial dans le tableau des observations effectuées sur le site. Cette absence de retour pourrait s'expliquer par le fait que cette contribution mettait en lumière une incohérence majeure dans la méthodologie employée par le bureau d'étude AEPE Ginko pour le compte d'EOLISE.

6 documents associés

contribution_79_Web_1.png

contribution_79_Web_2.png

contribution_79_Web_3.png

contribution_79_Web_4.png

contribution_79_Web_5.png

contribution_79_Web_6.png

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h16

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°80 (Web)

Proposée par Sabourault
(m.sabourault@orange.fr)
Déposée le dimanche 26 octobre 2025 à 07h12
Adresse postale : 6brantelayl 86480 Rouille

Bonjours
Comme tu peut on parler de construire de nouvelles éoliennes dans cette région déjà saturée ? C'est insupportable
Il n'y a aucun respect des habitants
La vie économique est perturbée
Qui a envie de passer ses vacances au pied de ces énormes machines ? Donc non et non à ce projet

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h17

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°81 (Web)

Proposée par Manson, David
(davidmanson50@icloud.com)
Déposée le dimanche 26 octobre 2025 à 10h35
Adresse postale : 5 la Guillotière 86120 Vézères

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Habitant un petit village dans le nord de la Vienne, je suis particulièrement attentif à l'installation des ICPE sur notre commune.

Les articles L1111-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) établissent le principe de la libre administration des Collectivités Territoriales. Cela signifie que la position exprimée solennellement par une municipalité recevant une ICPE doit être prépondérante dans l'autorisation ou le refus de celle-ci.

Or, on peut lire dans le compte rendu de la réunion d'ouverture de la procédure de consultation publique que la municipalité de Boivre-la-Vallée s'est exprimé formellement contre le projet de Boivre-la-Vallée. Je cite : "Les élus de Boivre-la-Vallée rappellent qu'à chaque sollicitation sur un projet éolien, le conseil municipal a exprimé son refus de façon unanime".

De plus, comme indiqué dans d'autres contributions pour ce projet, une autorisation aggraverait l'effet d'encerclement du village décrit par Elisabeth Borne, alors ministre de la transition écologique et solidaire, dans son intervention devant la commission des affaires économiques du Sénat le mardi 18 février 2020, effet d'encerclement qualifié de "absolument insupportable."

Ainsi, un avis défavorable est amplement mérité.

Bien sincèrement,

David Manson

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h17

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°82 (Web)

Proposée par Joëlle PROUST

Déposée le dimanche 26 octobre 2025 à 17h38
Adresse postale : La Chapelle Montreuil 86470 BOIVRE-LA-VALLEE

A ce jour sur le territoire de BLV, j'estime que nous sommes en saturation d'éoliennes et plus particulièrement sur le territoire de la commune déléguée de La Chapelle Montreuil. Dans les mois à venir LCM sera cernée par 18 éoliennes si les projets de Coulombiers et l'augmentation du Parc Champ Chagnot sont acceptés. Je considère donc que cette saturation doit être prise en compte par les services en charge de ce dossier.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h17

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°83 (Web)

Proposée par Joëlle PROUST

Déposée le dimanche 26 octobre 2025 à 17h53
Adresse postale : La Chapelle Montreuil 86470 BOIVRE-LA-VALLEE

Lors du projet initial de Champ Chagnot, le promoteur de l'époque prévoyait 10 éoliennes. De 10 il est passé à 7 puis à 3 après les rapports des études d'impacts environnementales, plus particulièrement concernant l'impact sur la faune.
Pouvez-vous m'expliquer qu'aujourd'hui il n'y aura pas de retombée sur les espèces protégées lors de leur passage migratoire ou leur nidation sur ce territoire.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h17

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°84 (Web)

Proposée par Joëlle PROUST

Déposée le dimanche 26 octobre 2025 à 18h17
Adresse postale : La Chapelle Montreuil 86470 BOIVRE-LA-VALLEE

Nous possédons sur notre commune 2 sites remarquables, le château de Montreuil Bonnin et la Commanderie des templiers de Lavausseau.
Le Château de Montreuil Bonnin est particulièrement impacté par les 2 derniers projets en cours, "Coulombiers et Champ Chagnot". Les propriétaires concernés qui se mobilisent, dépensent de l'énergie et de l'argent pour contribuer à valoriser notre territoire, vont voir leurs efforts peu récompensés si les projets voient le jour. .

Je demande donc aux personnes qui donneront leur avis sur ces dossiers de tenir compte de ce patrimoine classés.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h17

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°85 (Web)

Proposée par Bernard Olivier
(olivier.y.bernard@wanadoo.fr)
Déposée le dimanche 26 octobre 2025 à 18h29
Adresse postale : 3 LIEU DIT LES HAUTES SAUDIERES 86210 Bonneuil-Matours

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je rebondis sur la contribution 78 qui, à mon sens, dénonce la non recevabilité de l'étude d'impact.

En référence au dossier de l'étude d'impact (PIÈCE 5-A : ÉTUDE D'IMPACT - ÉTAT INITIAL DES MILIEUX NATURELS),
- le chapitre III.3.1 « L'Évaluation des enjeux » (page 33) qui définit la PATRIMONIALITÉ des espèces d'oiseaux à partir de plusieurs outils de bio évaluation
- le chapitre III.3.3 « La patrimonialité des espèces » (page 34) qui définit l'INDICE DE PATRIMONIALITÉ des espèces d'oiseaux à partir de plusieurs outils de bio évaluation.

Le dossier indique que, concernant la PATRIMONIALITÉ des espèces d'oiseaux, l'indice de patrimonialité est présenté comme ayant pour objectif de déterminer le niveau de patrimonialité de chaque espèce ou des habitats en fonction des différents outils de bio évaluation existants ; or, le critère « être l'objet d'un Plan national d'actions » n'est pas pris en compte dans le calcul de l'indice de patrimonialité alors qu'il constitue un élément primordial de ces outils de bio évaluation.

Cette situation concerne notamment les espèces suivantes :

- 1) Outarde canepetière (Tetrax tetrax)
Bénéficie du 3^e Plan national d'actions 2020–2029 (PNA Outarde canepetière)
- 2) Pies-grieques (Lanius sp.)
Bénéficie du Plan national d'actions 2025-2034
- 3) Milan royal (Milvus milvus)
Bénéficie du Plan national d'actions 2018–2027
- 4) Balbuzard pêcheur
Bénéficie du Plan national d'actions 2020
- 5) Vautour fauve
Bénéficie du Plan national d'actions 2017–

Le critère « être l'objet d'un Plan national d'actions » aurait dû être valorisé dans le calcul de l'indice de patrimonialité, de la même manière que les autres critères puisque l'auteur de l'étude écrit : l'indice est déterminé « en fonction des différents outils de bio évaluation existants ».
D'autre part, cette situation représente un manquement au respect du code de l'environnement, lequel précise « Article L122-1 et suivants : Tout projet susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement doit faire l'objet d'une évaluation environnementale complète, intégrant les impacts sur les espèces et habitats. », et « Article R122-2 et suivants : Définit le contenu obligatoire des études d'impact, incluant la description précise des milieux, des espèces, et les méthodes utilisées pour l'évaluation des impacts ».

Cette défaillance fondamentale de l'étude d'impact d'AEPE Ginko/EOLISE, remet en cause la fiabilité de l'évaluation des enjeux de conservation et place le projet hors conformité avec les obligations légales d'évaluation environnementale.

De ce fait, je m'oppose à un avis favorable donné à ce projet dont le dossier ne peut en aucun cas être considéré comme recevable et conforme aux exigences de constitution.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h17

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°86 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le dimanche 26 octobre 2025 à 21h21

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Contribution : Comment au moins 3 000 Grues cendrées ont été effacées du diagnostic ! Étude d'impact irrecevable.

Regardez la première photo prise le 07 mars 2024 (en fond, une des éoliennes des Champs Chagnots ! parc dans la continuité du projet "La Chapelle" EOLISE).

Toutes les photos portant ma mention ont été prises du même endroit, vers la même direction, le même jour (en 1h30 de temps)

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur ,

Une seule année 2024 - 3000 Grues Cendrées passées à la trappe !!! Faudra-t-il encore d'autres exemples pour montrer que le dossier ne peut en aucun cas être accepté ?

L'étude initiale AEPE Ginko ne comporte aucune mention de flux migratoires de Grues Cendrées dans l'AEI (≤ 10 km autour du projet « La Chapelle »). Pire encore, l'étude ne cite même pas La Grue Cendrée comme espèce patrimoniale, ni comme rien d'autre d'ailleurs les oiseaux étudiés pour le projet. Or, les données FauneFrance (citées comme source par EOLISE/AEPE Ginko), qui regroupent les observations de notre association « Les Oiseaux de Boivre La Vallées » et d'autres éco-volontaires de la zone, démontrent que le site est traversé par un axe majeur de migration, confirmant l'utilisation de la zone par l'espèce dans les deux sens de migration.

À cet égard, je ne peux m'empêcher de me remémorer les réserves exprimées par Monsieur Léopold Fournier, chef de projets éoliens pour EOLISE, lors de la réunion d'ouverture, concernant la fiabilité de mes observations sur l'avifaune.

A - Données de migration confirmées en 2024 dans l'aire d'étude immédiate :

Vous trouverez en pièce jointe l'extraction de ces données d'observation :

- Les observateurs pour lesquels vous voyez les noms font partis de notre association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée », les autres ont été floutés.
- L'Aire d'Etude Immédiate (≤ 10 km de l'AEI) a été délimitée sur les bases de la carte fournie dans l'étude d'impact, pour n'extraire que les données de ce périmètre.
- Les distances entre les sites d'observations et l'AEI ont été calculées.
- Les données spécifiques à Boivre La Vallée (commune nouvelle qui regroupe Lavausseau-Benassay - La Chapelle Montreuil et Montreuil Bonnin) et qui se situent dans le périmètre ont été mises en exergue.

Il s'agit uniquement des observations transmises par des éco-volontaires ou des professionnels de l'environnement.

La migration réelle implique en plus tous les vols observés par les habitants qui ne connaissent pas un seul instant cette base de données (donc non comptabilisées) ainsi que les vols que l'on n'a pas vus et aussi la majorité des vols de nuit.

Il est donc raisonnable de penser que les passages de Grues Cendrées sur l'Aire d'Étude du projet « La Chapelle » ont été plus conséquents.

1) La période migratoire prénuptiale 2024 est documentée du 28 janvier au 13 mars 2024, avec une activité pic autour du 07 mars 2024.

J'aimerais listé ici toutes les observations, histoire que les autorités compétentes ne passent pas à côté, mais étant donné qu'elles sont en pièce jointe je vais m'éviter ce travail.

Juste un exemple sur une fenêtre d'1h30 le 07 mars 2024 :

≥ 1000 individus en migration active

Point GPS du point d'observation: 46.538 ; 0.091

Localisation à ~5 km du projet, avec vue directe vers le parc éolien voisin « Champs Chagnots » !!!! Photos en pièce jointe

Probable correspondance avec l'observation simultanée du « Moulin du Roi » (932 ind.).

2) La période migratoire postnuptiale 2024 est documentée du 22 octobre au 12 novembre 2024.

3) Synthèse pondérée si l'on envisage les doublons d'observations , mais quid de celles non transmises ?

Prénuptiale (28/01 → 13/03) : ~2 600 – 2 800

Postnuptiale (22/10 → 12/11) : ≥ 60 observés

Ces données valident la présence continue de l'espèce dans l'AEI, ce qui aurait dû impérativement être intégré dans l'étude d'impact « La Chapelle » EOLISE / AEPE Ginko.

De plus, les inventaires réalisés par AEPE Ginko pour la migration prénuptiale de la Grue cendrée (*Grus grus*) apparaissent inadéquats au regard des périodes réelles de passage :

- Les relevés effectués les 13 février, 20 mars et 4 avril ne coïncident pas avec cette période critique.

Le 13 février survient avant le début des passages massifs, tandis que les inventaires du 20 mars et du 4 avril interviennent après le flux migratoire.

- Il en est de même pour la migration postnuptiale, avec des relevés effectués les 13 septembre, 03 octobre, 22 octobre (passage de grues dans l'AEI à cette même date mais peut-être à un autre moment de la journée) puis enfin le 20 novembre.

Les principaux passages postnuptiaux ayant eu lieu entre fin octobre et début novembre, hors inventaires AEPE Ginko.

Il est compréhensible que les inventaires de terrain ne permettent pas de couvrir l'ensemble des passages migratoires et que certaines observations échappent aux relevés ponctuels.

C'est précisément pour pallier ces limites que l'étude cite et se réfère à des bases de données telles que FauneFrance, qui compilent les observations transmises et permettent d'avoir une vision beaucoup plus complète des flux migratoires.

L'exploitation systématique de ces données constitue, en théorie, la base même du travail d'évaluation écologique.

Or, l'absence de prise en compte complète de ces informations dans l'état initial laisse supposer que tous les moyens prévus par la réglementation pour caractériser la présence de l'espèce n'ont pas été pleinement mobilisés

B - Statuts et Patrimonialité de la Grue cendrée:

La Grue cendrée bénéficie de plusieurs statuts légaux et scientifiques, ce qui signifie que sa protection et sa prise en compte dans les projets sont obligatoires.

Chacun des statuts officiels lui confère des obligations et enjeux spécifiques.

De plus, chacun de ses statuts lui confère également la patrimonialité de fait (selon les critères choisis par EOLISE/AEPE Ginko (Chapitre III.3.I – La patrimonialité des espèces)).

1) Directive Oiseau – Annexe 1

La Grue cendrée figure dans l'Annexe 1 de la Directive européenne « Oiseaux » (2009/147/CE).

Implications :

Les États membres doivent assurer la protection des individus et de leurs habitats essentiels.

Tout projet susceptible d'affecter cette espèce doit évaluer et éviter les perturbations, notamment durant la migration ou la reproduction.

2) Espèce protégée en France

La Grue cendrée bénéficie d'une protection légale stricte sur le territoire national.

Implications :

Il est interdit de la tuer, de la capturer ou de détruire ses nids et zones de repos.

Les projets humains doivent prévoir des mesures d'évitement ou de réduction du risque.

3) Liste Rouge Nationale

- Nicheur = CR (Critiquement en danger)

La population reproductrice est extrêmement vulnérable, nécessitant une protection stricte des sites de nidification.

- Hivernant = NT (Quasi menacé)

Les individus hivernants sont sensibles aux perturbations, notamment sur les sites de repos et d'alimentation.

- Migrateur = NA (Non évalué) (c'est assez risible entre nous)

Bien que non évaluée, la migration régulière dans certaines zones impose de prendre en compte les risques liés aux infrastructures, notamment les éoliennes.

En résumé, la Grue cendrée bénéficie d'une protection forte !

Dans le cadre du projet éolien « La Chapelle » porté par EOLISE, cela signifie que chaque flux migratoire observé aurait dû être pris en compte, et que toute insuffisance dans l'étude d'impact constitue un risque réglementaire et écologique majeur

C - Éoliennes : Le risque de mortalité par collision et l'effet barrière sur la Grue cendrée :

1) Mortalité par collision :

- Un exemple de 2024 :

!!!! « Fin février 2024, une dizaine de cadavres de Grues cendrées a été découverte dans un parc éolien français, confirmant les risques de collision avec les pales. »

Source : Accidents oiseaux et chauves-souris, parc éolien France, consultable à l'adresse : <https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/accident/59740/>

ARIA - Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels - Au sein du ministère de la Transition écologique / Direction générale de la prévention des risques, le Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI) est chargé de rassembler, d'analyser et de diffuser les informations et le retour d'expérience en matière d'accidents industriels et technologiques.

L'époque correspond aux à la période de migration pré-nuptiale 2024 relevée dans l'AEI du parc «EOLISE » La Chapelle. La collision pourrait également avoir eu lieu de nuit, période durant laquelle l'espèce migre activement.

- Estimation des collisions sous-évaluée :

D'après l'étude du département de l'Aisne, les collisions avec les grues cendrées, rapaces, cigognes et oies sont fréquemment sous-estimées. Les cadavres d'oiseaux sont en grande partie retirés par des charognards (chats, renards, corvidés...), ce qui entraîne une sous-estimation de l'ordre de 65 % des décès potentiels (Reyes et al., 2016 ; Kummer et al., 2016).

2) Effet barrière :

Deux bureaux d'études qui travaillent pour EOLISE = 2 interprétations différentes de l'effet barrière sur les oiseaux migrateurs. Il vaut mieux en rire !

- Source EOLISE - Bureau d'étude NCA - Projet éolien de la Plaine de Balusson (79) Volet Milieu naturel de l'étude d'impact sur l'environnement

« L'effet barrière correspond à une réaction de contournement en vol des éoliennes par l'avifaune, en considérant aussi bien les espèces en migration active que celles reliant des zones de repos et d'alimentation en transits plus réguliers.

.... Si de manière générale, l'effet barrière est un fait scientifique connu, l'évaluation de son incidence et les espèces concernées varient dans la littérature. Le programme Eolien et Biodiversité (LPO, ADEME, FEE, MTES) énonce un effet barrière important pour la Grue cendrée (de l'ordre de 300 à 1000 m), les anatidés (Canards et Oies) et les pigeons, et à l'inverse un effet moins marqué chez les laridés (Mouettes, Sternes et Goélands) et les passereaux. Les travaux de Naturschutzbund Deutschland (NABU), repris par HOTCKER ET AL. (2006), font état d'un effet barrière constaté pour 81 espèces, dans 104 cas sur 168 étudiés. Parmi les espèces les plus concernées, il est mentionné que la Grue cendrée...sont particulièrement sensibles.

Comme il a été évoqué, l'effet barrière peut générer une dépense énergétique supplémentaire, qui peut devenir significative de manière cumulative (multiplication des parcs éoliens sur une voie migratoire), ou lors d'évitements tardifs à l'approche des éoliennes (mouvements de panique, demi-tours, éclatement des groupes, etc.) »

- Source EOLISE - Bureau AEPE Ginko - PIÈCE 5-A : ÉTUDE D'IMPACT - IMPACTS POTENTIELS DU PROJET SUR LES MILIEUX NATURELS - IX.4. LES IMPACTS CUMULÉS SUR L'AVIFAUNE (page 100)

Cependant, la multiplicité de parcs éoliens peut entraîner un effet sur les mouvements migratoires en créant un effet barrière qui obligerait les individus à contourner le secteur.

Au niveau local, le parc des Champs-Chagnots est composé d'une ligne de 3 éoliennes qui coupent l'axe migratoire mais le positionnement des éoliennes du projet de La Chapelle n'étend pas cette barrière sur le front de l'axe migratoire.

C'est tout ce qu'il y a à dire ?? Quid de la multiplication des parcs sur l'effet barrière, en plus de Champs Chagnot ??? (Les Grandes Brandes / La Plaines des Moulin - Lavausseau / Les Forges). Quid de ce que génère l'effet barrière ?

Je répète : Deux bureaux d'études qui travaillent pour EOLISE = 2 interprétations différentes de l'effet barrière sur les oiseaux migrateurs. CQFD !

Monsieur Le Commissaire Enquêteur,

Au regard de l'ensemble des éléments présentés, il apparaît clairement que l'état initial de l'étude d'impact omet un axe migratoire majeur de la Grue cendrée dans l'aire d'étude immédiate.

Cette lacune n'est pas mineure : elle compromet la fiabilité scientifique du dossier et empêche une évaluation complète des impacts du projet sur une espèce patrimoniale et strictement protégée.

Il est indispensable que cette erreur manifeste ne puisse en aucun cas faire l'objet d'une régularisation a posteriori. Ma contribution n'est pas un service rendu au dossier, mais un travail autonome et documenté, visant à mettre en lumière ses lacunes et son irrecevabilité.

La méthodologie adoptée ne satisfait pas aux exigences réglementaires de l'étude d'impact, ni à la législation concernant les espèces protégées.

En conséquence, le projet éolien « La Chapelle », porté par EOLISE ne peut pas être déclaré recevable.

P.S :

L'ensemble des photos jointes ici ont été prises lors du pic migratoire prénuptial. Elles correspondent toutes à des groupes différents. Tous les groupes ne sont pas présentés ici.

Regardez comme elles passent au niveau des éoliennes de Champs Chagnots !

Elles sont issues des observations des membres de notre association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée. (cf captures d'écran de notre groupe Facebook privé);

J'aimerais tellement pouvoir vous partager les vidéos de Caroline Renaud (co-présidente de l'association) et de membres de l'association comme Christine Lapchin - de Thérèse Boussemart - de Wendy Boucher

Nous avons aussi des photos et vidéos pour les années précédentes s'il fallait encore démontrer quelque chose.

Vous pouvez deviner également celles des autres éco-volontaires du secteur sur la capture-d'écran FauneFrance.

12 documents associés

contribution_86_Web_1.jpeg
contribution_86_Web_2.pdf
contribution_86_Web_3.jpg
contribution_86_Web_4.jpg
contribution_86_Web_5.jpg
contribution_86_Web_6.jpg
contribution_86_Web_7.jpg
contribution_86_Web_8.png
contribution_86_Web_9.jpeg
contribution_86_Web_10.jpeg
contribution_86_Web_11.png
contribution_86_Web_12.jpeg

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h18

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°87 (Web)

Proposée par Sen Jupiter

(jupitersen@gmail.com)

Déposée le lundi 27 octobre 2025 à 11h15

Adresse postale : 12 route de Savigny 86140 Cernay

M le commissaire enquêteur

L'effet néfaste de la présence d'éoliennes sur les populations d'oiseaux, principalement sur les rapaces, les oiseaux migrateurs et les planeurs, ainsi que sur les chauves-souris, est déjà malheureusement bien reconnu. Une étude actualisée en 2017 par la LPO (Le parc éolien français et ses impacts sur l'avifaune Étude des suivis de mortalité réalisés en France de 1997 à 2015 LN 1216-54 Juin 2017 – Mise à jour en septembre 2017 | LPO France) lorsque les éoliennes étaient plus petites et moins puissantes qu'aujourd'hui, confirme que les passereaux migrateurs (60 %) et les rapaces nicheurs (23 %) sont les espèces les plus impactées, mais la grande majorité des espèces d'oiseaux et de chauves-souris le sont également. Les cadavres de 24 rouges-gorges ont même été repérés lors de cette étude.

Sur les 97 espèces d'oiseaux retrouvées mortes au pied des éoliennes, 75 % sont officiellement protégées (p. 39, chapitre 3, Mortalité observée, nombre de carcasses retrouvées), et les principales causes de mortalité sont les collisions, les barotraumatismes et les turbulences causées par les pales.

Cette étude menée par la LPO sur la mortalité des oiseaux à proximité des éoliennes s'appuie sur les carcasses d'oiseaux retrouvées sous les éoliennes de huit parcs éoliens (p. 56, chapitre 4, Estimation de la mortalité réelle). Les carcasses retrouvées ne représentent qu'une partie de la mortalité réelle.

L'étude a estimé une moyenne de 6,6 à 7,2 oiseaux morts à cause de la présence des éoliennes par an et par éolienne. En 2017, quand on comptait 6 000 éoliennes en France, cela représente une mortalité de 42 000 oiseaux tués par an due aux éoliennes. Est-ce vraiment acceptable ? Et on compte aujourd'hui environ 9 000 éoliennes en France.

Eolise propose des modifications aux mesures de bridage, mais l'effet de ces modifications reste flou est ce que la société considère comme un taux de

mortalité acceptable pour les chauves-souris n'est pas précisé. En résumé, il s'agit d'une invasion pernicieuse d'habitats à son profit.

Les enjeux écologiques sont importants. Des dizaines d'espèces d'oiseaux seront impactées, voire menacées.

Les mesures « Éviter-Réduire-Compenser » n'ont pas convaincu la MRAe et devraient préoccuper quiconque se préoccupe de la protection des oiseaux et des chauves-souris. Ces mesures ne sont que des déclarations creuses.

Je vous demande, monsieur le commissaire enquêteur, d'émettre un avis défavorable sur ce projet destructeur pour l'environnement et anti-écologique.

Respectueusement, Jupiter Sen

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h18

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°88 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-président de l'association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le lundi 27 octobre 2025 à 14h13
Adresse postale : 5, rue des fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Contribution complémentaire à la n°86 – Comment au moins 3 000 Grues cendrées ont été effacées du diagnostic ! Étude d'impact irrecevable.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

En complément de ma contribution n°86 du 26 octobre 2025, trouvez ci-dessous et en pièces jointes les références et documents de l'étude d'impact EOLISE/AEPE Ginko démontrant l'absence totale de prise en compte de la Grue cendrée dans l'étude d'impact.

Vous y trouverez quelques remarques.

Ce que je n'imaginais pas en cherchant à récupérer ces documents ,c'est que j'allais tomber sur d'autres manipulations d'observations. Incroyable ! Elles seront ajoutées aux contributions prochainement.

L'unique mention de la Grue Cendrée se trouve dans le chapitre II.1.1.1 « Les sites Natura 2000 » (pages 11-12, Tableau 4). Elle y est mentionnée comme l'une des espèces ayant justifié la désignation du site « Plaine de la Mothe Saint-Héray – Lezay » en ZPS, situé à 17,6 km de la ZIP.

Ensuite, plus rien !
Se référer aux pièces jointes en annexe :

- chapitre 11.4.2 « L'avifaune » (pages 21-22, Tableau 12, source INPN) qui liste les espèces patrimoniales recensées sur la commune de Boivre-la-Vallée au cours des dix dernières années.

10 dernières années !! (cf contribution n°86)

- chapitre III.2.3.2 « L'avifaune migratrice » (page 28), où il est indiqué que « le suivi de l'avifaune en période de migration (prénuptiale et postnuptiale) permet de déterminer s'il existe des flux migratoires sur la zone d'étude et/ou des haltes migratoires d'espèces patrimoniales ».

- chapitre VI.1.1 « Avifaune migratrice » (page 46), où sont répertoriées les 75 espèces contactées en période de migration (50 en période prénuptiale, 65 en postnuptiale) ;

!! inventaire basé sur l'Aire d'Étude Immédiate (AEI) (200m autour de la ZIP !) .
Alors même que cette AEI est définie page 8 comme zone tampon de 200m qui aurait dû être élargie en fonction des enjeux. Aucune extension n'a été faite;

Aucune référence à la base de données FauneFrance, pourtant citées comme source par AEPE Ginko/EOLISE et qui contenait l'ensemble des observations faites en 2024 dans l'AER et transmises en temps réel.

Aucune référence à l'Aire d'Étude Rapprochée (AER) qui sert à, je rappelle ce qui est écrit : « Cette aire de 10 km de rayon autour de la zone d'implantation potentielle correspond au périmètre dans lequel les différents zonages réglementaires (Natura 2000, ZNIEFF, ENS...) sont identifiés et cartographiés, afin d'affiner les enjeux et les impacts sur les espèces patrimoniales ».

Je rappelle la mention de la ZPS de La Mothe Saint-Héray - Lezay.
Et, faut-il encore le faire remarquer « affiner les enjeux et les impacts sur les espèces patrimoniales ? Non je crois que ce n'est pas la peine....

- chapitre VI.2.2, Tableau 40 - Avifaune migratrice : tableau des espèces patrimoniales (page 50).

Seules les espèces observées par M. Rémi Carpentier (AEPE Ginko) lors de ses passages ponctuels sont prises en compte. Mais aucunement les espèces migratrices patrimoniales référencées dans une de leur base de données source;

- chapitre VI.2.2, Localisation des espèces patrimoniales d'Avifaune migratrice et des habitats favorables - Carte 19 : La localisation des espèces patrimoniales d'Avifaune migratrice et des habitats favorables (page 51).

Il va sans dire que la Grue cendrée n'est pas localisée.

- chapitre IX.3. Les enjeux concernant la faune - Tableau 59: Calcul des enjeux de conservation pour la faune patrimoniale (page 72).

Évidemment rien de rien au sujet des Grues Cendrées

La clé de voûte de tout projet éolien !!!!!!!

Ces éléments démontrent que l'étude d'impact AEPE Ginko/EOLISE :

- n'a pas intégré la totalité des observations disponibles ;
- ne respecte pas les obligations réglementaires concernant les espèces patrimoniales et protégées ;
- sous-estime gravement les flux migratoires et les enjeux de conservation ;
- produit des conclusions erronées, notamment celle selon laquelle « l'enjeu du site pour la conservation de l'avifaune migratrice est faible ».

Je vous demande Monsieur Le Commissaire-Enquêteur que :

- prenez en compte l'ensemble des éléments cités ci-dessus, avec leur exactitude et leur provenance,
- vous en rapportiez intégralement aux autorités environnementales et décisionnaires,
- vous veilliez à ce qu'aucune de ces informations ne soit utilisée ou modifiée par les sociétés EOLISE ou AEPE Ginko,
- vous considériez que, compte tenu de ces insuffisances manifestes, le dossier ne peut être déclaré recevable.

Cette contribution n'a pas vocation à corriger l'étude à la place du maître d'ouvrage, mais à garantir que le public et les autorités disposent de toutes les informations pertinentes et exactes pour se prononcer.

8 documents associés

contribution_88_Web_1.png
contribution_88_Web_2.png
contribution_88_Web_3.png
contribution_88_Web_4.png
contribution_88_Web_5.png
contribution_88_Web_6.png
contribution_88_Web_7.png
contribution_88_Web_8.png

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h18

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°89 (Web)

Proposée par Edith de PONTFARCY
(edithdepontfarcy@gmail.com)
Déposée le lundi 27 octobre 2025 à 15h47

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Rien de très poitevin chez EOLISE contrairement à ce qui est affiché sur son site.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir prendre connaissance du document en pièce jointe et vous en remercie par avance.

Une société qui a besoin d'avancer cachée ne peut être que suspectée de produire une étude non autoportante, non complète et non sincère au sens du memento pour les évaluations environnementales du Commissariat général au développement durable de décembre 2022.
https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/publications/memento_evaluations_environnementales_resume_non_technique.pdf

C'est d'ailleurs ce que montre de nombreuses contributions et tout particulièrement sur l'avifaune.

Un avis défavorable s'impose.

Avec mes salutations distinguées

Edith de PONTFARCY

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h18

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°90 (Web)

Proposée par Edith de PONTFARCY
(edihdepontfarcy@gmail.com)
Déposée le lundi 27 octobre 2025 à 16h07

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Nous remarquerons que le bureau d'études ayant monté le DDAE du projet éolien de Boivre-la-vallée n'est autre que le bureau d'études (BET) ENCIS ENVIRONNEMENT, lequel montre un parti pris très pro-éolien.

Il suffit pour s'en convaincre de consulter les nombreuses publications du BET valorisant très clairement l'énergie éolienne avec des éléments minimisant les impacts de l'éolien sur l'environnement, la biodiversité, la santé, la dépréciation immobilière, les nuisances sonores, ...

- Encis environnement : Eolien et opinion publique
https://encis-environnement.fr/sites/default/files/encis/documents/accordeon/200701_RetD_9_Volet-Opinion-publique_VF.pdf

- Encis environnement : Eolien et immobilier
https://encis-environnement.fr/sites/default/files/encis/documents/accordeon/200701_RetD_9_Volet-Immobilier_eolien_VF.pdf

- Encis environnement : L'éolien dans son environnement
https://encis-environnement.fr/sites/default/files/encis/documents/supports-pedagogiques/KAKE4_eolienetenvironnementST-optim.pdf

Il est tout à fait surprenant de lire dans le document « Eolien et opinion publique » une affirmation tout à fait contestable et dénigrant les contributeurs sur les registres :

« Dans les enquêtes publiques liées à des projets éoliens, une grande partie des avis recueillis est défavorable. Il n'est pas possible de savoir si cette majorité est issue d'une opposition majoritaire ou d'une mobilisation plus forte des opposants (les personnes favorables pourraient avoir moins tendance à se déplacer pour donner leur avis). Il est cependant intéressant de noter que dans les observations défavorables, il est très courant de retrouver des « courriers type », voire des pétitions. Ces éléments sont constitués par des associations, plus ou moins organisées, qui font de la lutte contre les projets éoliens leur priorité, aidant les opposants à s'ordonner et à déposer des avis « recevables ». Ces dépositions utilisent la plupart du temps des arguments globaux pour justifier de leur opposition. »

Cette posture qui consiste à porter atteinte aux aspects qualitatifs et quantitatifs des moyens développés par les contributeurs s'opposant à des projets éoliens n'est pas compatible avec une mission d'expertise écologique, paysagère et environnementale destinée à un public qui doit se prononcer sur le projet éolien de Boivre-la-Vallée.

En conséquence, le DDAE établi par ce bureau d'études qui affiche un parti pris très partisan ne peut constituer une expertise pertinente et n'apporte pas la preuve de l'innocuité du projet pour les intérêts protégés par l'article L511-1 du code de l'environnement .

L'objectivité des expertises du BET ENCIS ENVIRONNEMENT n'est pas démontrée, il suffit pour s'en convaincre de lire les contributions du registre.

Force est de constater son absence d'indépendance par rapport au porteur de projet, EOLISE.

Je ne peux que réitérer ma ferme opposition à ce projet.

Avec mes salutations distinguées,

Edith

D'autres publications très partisans d'ENCIS ENVIRONNEMENT auquel on ne demande pas sa position sur l'éolien.

LES PERCEPTIONS SOCIALES DES PAYSAGES EOLIENS
https://encis-environnement.fr/sites/default/files/encis/documents/accordeon/200306_RetD_9_PERCEPTIONS_SOCIALES_PAYSAGES_EOLIENS_LIMOUSIN_VF.pdf

Analyse économique des projets d'énergies renouvelables Focus sur l'éolien et le photovoltaïque
https://encis-environnement.fr/sites/default/files/encis/documents/accordeon/Analyse_Economique_EnR_2019_ENCIS.pdf

L'environnement, un atout pour votre développement
https://encis-environnement.fr/sites/default/files/encis/documents/book/Book_ENCIS_complet_202005.pdf

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h18

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période. Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°91 (Web)

Proposée par Edith de PONTFARCY
(edithdepontfarcy@gmail.com)
Déposée le lundi 27 octobre 2025 à 16h13

Monsieur le commissaire enquêteur,

Les associés historiques d'Eolise ont développé de nombreux projets éoliens dans les Hauts-de-France, notamment celui du Mont Bagny II sur la commune de Saint-Souplet dans le département du Nord, le pétitionnaire étant la société Les Vents du Caudresis 2 s.a.s.

Dans le dossier demande d'autorisation environnementale, « lettre de demande et dossier administratif », la page 35 explique que « la phase de développement a été confiée au « Groupe ECOTERA Développement », spécialisé depuis plus de 10 ans dans le développement de parcs éoliens terrestres en région des Hauts-de-France. »
https://www.nord.gouv.fr/contenu/telechargement/55601/357491/file/XMB_1_dossier.administratif_actualisation1_juil2018.pdf

Les sociétés du groupe ECOTERA Développement sont :
- Radare SPRL, dirigeant : M. Antoine BREBION ;
- Notos SPRL, dirigeant : M. Julien PEZZETTA,
- CONTINO SA (SPRL), dirigeant : M. Arnd MORSCHHAÜSER

Le DDAE affirme un peu plus loin sur la même page que
« La réputation du Groupe ECOTERA Développement en matière de développement éolien n'est plus à faire. Au travers de ses différentes sociétés projets, le Groupe ECOTERA Développement et ses associés ont en effet d'ores et déjà développé avec succès 24 parcs éoliens en région des Hauts-de-France, pour une puissance cumulée de plus de 400 MW (dont 169 MW sont aujourd'hui installés et en service). »

« Fin d'année 2015, Messieurs Antoine BREBION, Julien PEZZETTA et Arnd MORSCHHAUSER, en association depuis plus de quinze ans, ont contractualisé, au travers de leurs sociétés unipersonnelles (Radare SPRL, Notos SPRL et Contino SA), la cession à la société BORALEX S.A.S. d'un « pool » de projets éoliens dont fait partie le projet du Mont de Bagny II, 100% des actions de Les Vents du Caudresis 2 S.A.S seront à terme détenus par Boralex S.A.S. »

« Concrètement, au moment de l'achèvement de la phase de développement du projet, la société BORALEX S.A.S. entre au capital de la société d'exploitation en tant qu'actionnaire majoritaire, et prend le relai dès la phase de construction de l'installation jusqu'à sa fin de vie. »

La très poitevine société, EOLISE, n'hésitera pas à revendre le projet de Boivre-la-Vallée au promoteur BORALEX, industriel canadien.

Force est de constater que les associés historiques, MM. BREBION, PEZZETTA et MORSCHHAÜSER, avaient recours à leur propre bureau d'études, ECOTERRA, pour produire les dossiers de demandes d'autorisation environnementale pour développer des projets éoliens.

L'article R122 5 IX du code de l'environnement précise que le maître de l'ouvrage s'assure que les études ont été réalisées par des experts compétents : cela implique une séparation nette entre le porteur de projet et l'expert, nul ne pouvant se constituer une preuve à soi-même (principe intangible du droit).

C'est pourquoi pour le projet de Verrières à l'enquête publique en ce moment, le porteur de projet, EOLISE, fidèle à lui-même, via ses associés historiques, n'hésite pas à réaliser lui-même les photomontages.

En page 9, du tome 4-3-1 carnet de photomontages :

« Les auteurs

Les prises de vues, les cartes de localisation et les photomontages ont été réalisés par la société de développement EOLISE.

L'ensemble des photomontages a été mis en page dans le carnet par le bureau d'études ENCIS Environnement »

ENCIS ENVIRONNEMENT n'hésite pas à reprendre à son compte les photomontages.

Par ailleurs, ENCIS ENVIRONNEMENT compte parmi ses clients phares, BORALEX, associé privilégié d'EOLISE.
<https://encis-environnement.fr/secteurs/energie>

La société EOLISE a un remarquable sens de l'efficacité pour la réalisation des photomontages, sans avoir recours à un intermédiaire, et sait admirablement s'entourer d'un bureau d'études très pro-éolien (observation n° 90).

Enfin c'est rassurant, pas de blues chez ces pseudo-naturalistes contrairement à ce que titrait le magazine REPORTERRE le 14 novembre 2022.
<https://reporterre.net/Pressions-convictions-moyens-le-blues-des-naturalistes-en-bureau-d-etudes>

Ces comportements sont à sanctionner.

Un arrêté de refus s'impose encore plus fortement.

Avec mes salutations distinguées,

Edith de Pontfarcy

Replier

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h19

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°92 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le lundi 27 octobre 2025 à 16h24
Adresse postale : 5, Rue des fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Petits oiseaux migrateurs patrimoniaux : des données d'observation présentes en période de migration... mais absentes de l'analyse.

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,
Il apparaît que l'étude d'impact AEPE Ginko / EOLISE comporte de nouvelles omissions manifestes concernant d'autres espèces migratrices patrimoniales.
Les documents cités ci-après peuvent être consultés dans les annexes de la contribution n°88.

1) Chapitre III.2.3.2 – L'avifaune migratrice (page 28) :

L'étude indique : « Le suivi de l'avifaune en période de migration (prénuptiale et postnuptiale) permet de déterminer s'il existe des flux migratoires sur la zone d'étude et/ou des haltes migratoires d'espèces patrimoniales.

Toutes les observations ont été notées (sic. sur l'AEI), sachant que pour de nombreuses espèces il est très difficile de distinguer les oiseaux nicheurs précoces ou tardifs, et les hivernants ou sédentaires, des oiseaux en migration. »

C'est dans ce contexte que plusieurs espèces, peu habituelles (selon AEPE Ginko) pour le secteur ont été observées (sic. dans le périmètre de l'AEI = 200m) et qui sont repris dans le chapitre :

2) Chapitre VI.1.3 - L'avifaune migratrice (page 46) :

- Gobemouche Noir - Liste Rouge Nationale nicheurs (VU) migrateurs (LC) / Liste Rouge Poitou-Charentes nicheurs (RE)
- Tarier des Prés - Liste Rouge Nationale nicheurs (VU) migrateurs (DD) / Liste Rouge Poitou-Charentes nicheurs (CR)
- Petit groupe de Bruants des Roseaux - Liste Rouge Nationale nicheurs (EN) migrateurs (LC) / Liste Rouge Poitou-Charentes nicheurs (LC)
- Merle à Plastron - Liste Rouge Nationale nicheurs et migrateurs (LC)
- Rougequeue à Front Blanc - Liste Rouge Nationale nicheurs et migrateurs (LC) / Liste Rouge Poitou-Charentes nicheurs (LC)

Rappel des catégories Listes Rouges : RE = Disparue au niveau régional / CR = En danger critique / EN = En danger / VU = Vulnérable / NT = Quasi menacée / LC = Préoccupation mineure / DD= Données insuffisantes

Ces espèces sont toutes protégées, et sont toutes patrimoniales selon les critères définis dans l'étude AEPE Ginko/EOLISE

Dans ce chapitre le texte confirme ces observations, mais aucune de ces 5 espèces n'est reprise dans le tableau 37 de cette même page, intitulé « Liste des espèces d'oiseaux patrimoniales inventoriées en périodes de migration sur l'aire d'étude immédiate ».

Ces espèces disparaissent donc déjà à ce stade du dossier.

3) Chapitre VI.2.2 – Carte 19 (page 51) et Tableau 40 (page 50):

Par contre dans la carte n°19 censée localiser les espèces patrimoniales d'avifaune migratrice et leurs habitats favorables telles que répertoriées par AEPE Ginko dans le périmètre de l'AEI, le Tarier des Prés réapparaît.
Les 4 autres espèces elles ne sont pas réapparues.

Le tableau 40, du même chapitre, consacré aux espèces patrimoniales d'avifaune migratrice, ne reprend ni le Tarier des Prés, pourtant présenté sur la carte, ni aucune des 4 autres espèces citées plus haut.

4) Chapitre IX.3 – Les enjeux concernant la faune :

Dans le tableau 56 « Calcul des enjeux de conservation pour la faune patrimoniale », aucune de ces espèces n'apparaît, alors que ce calcul constitue la base de référence pour l'étude d'impact et sert à déterminer la recevabilité ou non du projet.

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur,

Les éléments présentés démontrent que des espèces migratrices patrimoniales, protégées, réellement observées sur l'aire d'étude immédiate, disparaissent au fil de l'étude AEPE Ginko / EOLISE, jusqu'à ne plus être intégrées dans les tableaux et cartes structurants menant au calcul final des enjeux, base de toute décision environnementale.

Cette méthode aboutit à une sous-évaluation artificielle des enjeux de conservation, incompatible avec les exigences du Code de l'Environnement qui impose une analyse exhaustive, sincère et scientifiquement fondée de l'état initial et des impacts potentiels d'un projet soumis à étude d'impact.

Ces insuffisances trompent le public, l'Autorité Environnementale et l'ensemble des décisionnaires.

En conséquence, ce n'est pas une simple mise à jour qui est requise, mais la constatation que le dossier, en l'état, ne permet pas une évaluation conforme et éclairée par les autorités compétentes ni par le public.

Je demande donc expressément que ces nouvelles carences majeures qui ont été relevées ne puissent faire l'objet d'aucune régularisation au cours de cette consultation publique et que le dossier présenté soit déclaré irrecevable, puisqu'il ne répond pas aux obligations légales applicables aux projets susceptibles d'affecter des espèces protégées.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h19

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°93 (Web)

Proposée par TAUZIN laurence
(laurence.tauzin@laposte.net)
Déposée le mardi 28 octobre 2025 à 12h19
Adresse postale : 7 rue aliénor d'aquitaine 86470 MONTREUIL-BONNIN

je ne suis pas d'accord avec la multiplication des parcs éoliens sur ma commune (BOIVRE LA VALLEE) et ce pour les raisons suivantes:
Saturation visuelle,
la destruction de la beauté des paysages,
atteinte à la biodiversité

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h19

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°94 (Web)

Proposée par JUCQUOIS
(mad-arrow.37@wanadoo.fr)
Déposée le mardi 28 octobre 2025 à 18h10

La réalisation d'un énième parc éolien dans la Vienne, plus particulièrement à proximité du château de Montreuil-Bonnin ne semble pas s'imposer. Outre l'enlaidissement du panorama à proximité d'un monument historique exceptionnel, les retombées positives de ce genre d'équipement sont plutôt discutables, entre production d'énergie peu performante, destruction de terres agricoles avec d'énormes socles bétonnés pour chaque éolienne, morts d'oiseaux frappés par les pales et problème du recyclage de ces "magnifiques" éléments.
Il n'est pas à mon avis souhaitable de continuer à envahir le paysage avec ces objets d'une utilité douteuse.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h19

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°95 (Web)

Proposée par Arthus Flavia
(flavia.arthus@gmail.com)
Déposée le mercredi 29 octobre 2025 à 07h24
Adresse postale : 8 lieu dit le verger 86470 Boivre-la-Vallée

Je suis une convaincue des énergies vertes (solaires, éolienne, hydro...). Mais Trop c est trop!!! Il me semble que le territoire de Boivre la Vallée contribue déjà assez largement à l'effort vertueux commun, sans pour autant en retirer de bénéfice particulier que ce soit pour la commune ou pour les habitants. Pourquoi ne pas installer d'éolienne sur Poitiers pour une fois?

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h19

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°96 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le mercredi 29 octobre 2025 à 14h57
Adresse postale : 5, rue des fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Les Cigognes Blanches qui volent ou s'arrêtent dans l'AEI : espèce sous surveillance scientifique – totalement occultée par le porteur de projet.
Collision annoncée : quand l'étude nie l'évidence migratoire observée et tracée par baguage.

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur ,

Les Cigognes Blanches sont une espèce strictement protégée, suivie en temps réel par des programmes scientifiques nationaux et internationaux (bagueage et télémétrie), en particulier par les Muséums d'Histoire Naturelle.
Elles traversent et stationnent régulièrement dans l'Aire d'Étude du projet éolien « La Chapelle ».

Pourtant, elles sont totalement invisibilisées dans l'étude d'impact, alors même que les autorités environnementales ont clairement rappelé que :
« La distinction entre enjeu spécifique stationnel au sein de l'AER et l'AEI ne présente pas d'intérêt, les oiseaux ne se restreignant pas au périmètre d'une aire d'étude.

Il est ainsi recommandé de retenir un enjeu par espèce, correspondant à l'AER, afin de maximiser la probabilité de tenir compte de toutes les espèces fréquentant l'AEI. »

https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/8473_avis_pe_la_grande_fache_bachant.pdf

Avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale - Hauts-de-France sur le projet de parc éolien La Grande Fache sur les communes de Bachant et Saint-Rémy-Chaussée (59) - Étude d'impact de novembre 2024

Ce rappel réglementaire n'a pourtant pas empêché le maître d'ouvrage EOLISE et/ou le bureau d'étude AEPE Ginko d'ignorer purement et simplement :

- les données FauneFrance... qu'ils citent pourtant comme source
- les flux migratoires avérés dans l'AER
- les haltes migratoires répétées, dont certaines avec individus bagués
- et de ne se reposer que sur quelques passages ponctuels de leur propre observateur

L'étude ne mentionne donc absolument pas la Cigogne Blanche dans l'avifaune migratrice observée, ni même dans la liste des oiseaux patrimoniaux observés sur Boivre La Vallée depuis 10 ans

Alors que, « comme tous les oiseaux dits planeurs » il s'agit d'une des espèces patrimoniales les plus sensibles aux collisions avec les éoliennes.

Autrement dit : une espèce présente sur l'Aire d'étude, dont les données d'observation sont suivies par les scientifiques, disparaît dès qu'elle devient gênante pour un projet industriel.

Cela constitue une insuffisance majeure, à la fois scientifique, réglementaire et éthique, qui affecte directement la validité du dossier soumis à enquête publique.

A) Données de migration confirmées dans l'Aire d'étude:

- La seule mention de la Cigogne Blanche dans l'étude EOLISE AEPE Ginko se trouve dans le chapitre II.1.1.1 « Les sites Natura 2000 » (pages 11-12, Tableau 4).

Elle y est mentionnée comme l'une des espèces ayant justifié la désignation du site « Plaine de la Mothe Saint-Héray – Lezay » en ZPS, situé à 17,6 km de la ZIP.

Aucun autre chapitre de l'étude d'impact ne fait référence à l'observation de Cigogne Blanche sur l'AEI;

- chapitre 11.4.2 « L'avifaune » (pages 21-22, Tableau 12, source INPN) qui liste les espèces patrimoniales recensées sur la commune de Boivre-la-Vallée au cours des dix dernières années.

Rien !

- chapitre III.2.3.2 « L'avifaune migratrice » (page 28), où il est indiqué que « le suivi de l'avifaune en période de migration (prénuptiale et postnuptiale) permet de déterminer s'il existe des flux migratoires sur la zone d'étude et/ou des haltes migratoires d'espèces patrimoniales ».

Rien !

- chapitre VI.1.1 « Avifaune migratrice » (page 46), où sont répertoriées les 75 espèces contactées en période de migration (50 en période prénuptiale, 65 en postnuptiale) ;

!! inventaire basé sur l'Aire d'Étude Immédiate (AEI) (200m autour de la ZIP !) .

Alors même que cette AEI est définie page 8 comme zone tampon de 200m qui aurait dû être élargie en fonction des enjeux. aucune extension n'a été faite;

Rien !

- Aucune référence à la base de données FauneFrance, pourtant citées comme source par AEPE Ginko/EOLISE et qui contenait l'ensemble des observations faites en 2024 dans l'AER et transmises en temps réel.

Rien !

- Aucune référence à l'Aire d'Étude Rapprochée (AER) qui sert à, je rappelle ce qui est écrit : « Cette aire de 10 km de rayon autour de la zone d'implantation potentielle correspond au périmètre dans lequel les différents zonages réglementaires (Natura 2000, ZNIEFF, ENS...) sont identifiés et cartographiés, afin d'affiner les enjeux et les impacts sur les espèces patrimoniales ».

Rien !

Je rappelle la mention de la ZPS de La Mothe Saint-Héray - Lezay.

- chapitre VI.2.2, Tableau 40 - Avifaune migratrice : tableau des espèces patrimoniales (page 50).

Rien !

Seules les espèces observées par M. Rémi Carpentier (AEPE Ginko) lors de ses passages ponctuels sont prises en compte. Mais aucunement les espèces migratrices patrimoniales référencées dans une de leur base de données source;

- chapitre VI.2.2, Localisation des espèces patrimoniales d'Avifaune migratrice et des habitats favorables - Carte 19 : La localisation des espèces patrimoniales d'Avifaune migratrice et des habitats favorables (page 51).

Rien !

- chapitre IX.3. Les enjeux concernant la faune - Tableau 59: Calcul des enjeux de conservation pour la faune patrimoniale (page 72).

Évidemment rien sur les enjeux liés à La Cigogne Blanche

Le socle de tout projet éolien !!!!!

Vous trouverez en pièce jointe l'extraction de ces données d'observation sur la période : Du mardi, 1. décembre 2020 au mardi, 31. décembre 2024.

Comme je l'ai déjà précisé dans ma contribution n°86 :

Les observateurs pour lesquels vous voyez les noms font partis de notre association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée », les autres ont été floutés.

- L'Aire d'Étude Immédiate (≤ 10km de l'AEI) a été délimitée sur les bases de la carte fournie dans l'étude d'impact, pour n'extraire que les données de ce périmètre.

Il s'agit uniquement des observations transmises par des éco-volontaires ou des professionnels de l'environnement.

La migration réelle implique en plus tous les vols observés par les habitants qui ne connaissent pas un seul instant cette base de données (donc non comptabilisées).

Il est donc raisonnable de penser que les passages de Cigognes Blanches sur l'Aire d'Étude du projet « La Chapelle » ont été plus conséquents.

Quelques exemples (NON EXHAUSTIFS - cf annexe jointe observations transmises sur 5 années) des données d'observation de Cigognes Blanches sur l'AER:

- 08/09/2021 - Ruffigny 60 cigognes blanches en vol
- 09/09/2021 - La Terrière 60 cigognes blanches en halte migratoire, dont certaines baguées. 40 présentes toujours présentes le lendemain
- 10/09/2021 - Cave Vienne Nature - 119 cigognes blanches
- 09/02/2022 - Cloué bourg - 30 cigognes blanches
- 23/08/2023 - La Rourie - 81 cigognes blanches en halte migratoire
- 01/09/2023 - Lusignan - 20 cigognes blanches en halte migratoire
- 04/09/2023 - Moulin Garnier - 50 cigognes blanches en halte migratoire

FOCUS IMPORTANT sur une des observations de Boivre La Vallée faite en 2024 (année d'inventaire d'EOLISE/AEPE Ginko) :

- 27/02/2024 - Le Chêne Soupe - Boivre La Vallée— 45 cigognes blanches en halte migratoire, au moins 2 jours.

Au moins 2 cigognes blanche de ce groupe portaient un bagage (Pays-Bas). Les informations ont été transmises immédiatement au Museum d'Histoire Naturelle qui gère l'étude de la biologie, de la dynamique et des comportements migratoires, via le site ciconiafrance.fr. (cf carte jointe et photos)

Ces données valident la présence continue de Gigognes Blanches dans l'AER, ce qui aurait dû impérativement être intégré dans l'étude d'impact « La Chapelle » EOLISE / AEPE Ginko.

L'exploitation systématique de ces données constitue, en théorie, la base même du travail d'évaluation écologique.

Or, l'absence de prise en compte complète de ces informations dans l'état initial laisse supposer que tous les moyens prévus par la réglementation pour caractériser la présence de l'espèce n'ont pas été pleinement mobilisés

B) Statuts et Patrimonialité de la Cigogne Blanche

La Cigogne Blanche bénéficie d'une protection à la fois européenne, nationale et régionale, ce qui rend sa prise en compte dans l'étude d'impact juridiquement obligatoire.

Elle figure en Annexe I de la Directive européenne « Oiseaux » (2009/147/CE), qui impose aux États membres d'assurer la préservation des individus et de leurs habitats essentiels, et d'éviter toute perturbation, en particulier lors des périodes de migration et de reproduction. Tout projet susceptible d'affecter cette espèce doit donc intégrer ces obligations, sous peine de contrevenir au droit européen.

En droit français, la Cigogne Blanche est une espèce strictement protégée. Il est interdit de la tuer, de la capturer ou de détruire ses nids et zones de repos, et tout projet doit prévoir des mesures d'évitement ou de réduction du risque.

Ces prescriptions légales sont renforcées par son statut dans les Listes Rouges.

À l'échelle nationale, elle est classée nicheuse en préoccupation mineure (LC), mais ce statut ne peut en aucun cas minimiser l'attention requise localement, où elle est considérée comme quasi menacée (NT) en Poitou-Charentes.

Son statut de migratrice, bien que non évalué au niveau national, impose de considérer avec vigilance les risques liés aux infrastructures traversant ses axes migratoires, notamment les éoliennes.

Selon les critères de bioévaluation définis par EOLISE/AEPE Ginko (Chapitre III.3.1 – La patrimonialité des espèces), la Cigogne Blanche doit être considérée comme une espèce patrimoniale.

Ces critères prennent en compte plusieurs éléments : son statut légal et européen, son rôle écologique dans les corridors migratoires, sa vulnérabilité régionale et les données scientifiques disponibles, y compris les individus suivis par baguage.

L'espèce répond donc à l'ensemble des critères permettant de lui attribuer une patrimonialité élevée, qui implique que sa présence doit être intégralement intégrée dans l'étude d'impact.

En résumé, la Cigogne Blanche bénéficie d'une protection forte et d'un statut patrimonial prioritaire.

Dans le cadre du projet éolien « La Chapelle », chaque flux migratoire observé et chaque halte migratoire identifiée auraient dû être pris en compte.

Toute omission constitue une insuffisance méthodologique, réglementaire et écologique majeure, et engage directement la responsabilité du maître d'ouvrage vis-à-vis du droit national et européen ainsi que des recommandations des autorités environnementales.

C) Éoliennes : Le risque de mortalité par collision :

Je vous donne quelques exemples dans les données très récentes.

- Soissonnais. Avis défavorable pour le projet de huit éoliennes de 180m de haut à Ambleny et Pernant.

Patrimoine, couloir migratoire de la cigogne blanche...

Dans son rapport du 19 décembre 2024 rendu public le 18 janvier 2025, Jean-Marc Le Gouvellec, commissaire enquêteur, émet un avis défavorable au projet de huit éoliennes à Ambleny et Pernant...

Jean-Marc Le Gouvellec justifie son avis défavorable.

« Il indique que ce parc se situerait en plein dans un axe majeur pour les grands planeurs et échassiers, notamment pour la cigogne blanche. Ce projet pourrait contrarier « un couloir migratoire nettement identifié ».

[https://www.oisehebdo.fr/2025/01/23/soissonnais-avis-defavorable-eoliennes-ambleny-pernant/#:~:text=Dans son rapport du 19,Gouvellec justifie son avis défavorable.](https://www.oisehebdo.fr/2025/01/23/soissonnais-avis-defavorable-eoliennes-ambleny-pernant/#:~:text=Dans%20son%20rapport%20du%2019,Gouvellec%20justifie%20son%20avis%20d%C3%A9favorable.)

(cf photo en annexe)

- Vosges : Hier, 8 septembre 2024, une cigogne a été déchiquetée, coupée en deux et ses restes éparpillés sur plus de 30 mètres au pied de l'éolienne E6 du parc éolien entre Saône et Madon sur les communes des Ableuvenettes et Dompierre. C'est un membre du Collectif Anti-Eolienne Pierrefitte qui a découvert le cadavre et a contacté l'Association citoyenne de la plaine des vosges et l'Amicale de Sauvegarde de la Région de Dompierre qui ont alerté la police de l'environnement (OSB). Les constats ont été établis ce jour et une enquête est en cours...

(cf photo en annexe)

- Inventaire Tobias Durr - mortalité par collision des oiseaux par pays Européens - au 26/02/2025

179 cas de mortalité transmis en Europe, avec par exemple :

108 cas de mortalité en Allemagne

66 cas de mortalité en Espagne

4 cas de mortalité en France, le dernier transmis datant de 2017 ! alors que nous en trouvons en 2024 (cf article précédent)... quand on ne veut pas que ça se sache on ne transmet pas les données.

(source : <https://ifu.brandenburg.de/ifu/de/aufgaben/natur/artenschutz/vogelschutzwarte/arbeits-schwerpunkt-entwicklung-und-umsetzung-von-schutzstrategien/auswirkungen-von-windenergieanlagen-auf-voegel-und-fledermaeuse/>)

- 12/11/2024 : CNRS - Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation;

Perception des éoliennes par les oiseaux", avec une ouverture vers la perception du mouvement par les oiseaux (Amphi FSS)

Dr Constance BLARY, Centre for Functional and Evolutionary Ecology (CEFE - UMR 5175), Montpellier

(source : <https://ism.univ-amu.fr/fr/actualites/perception-des-eoliennes-par-les-oiseaux-avec-une-ouverture-vers-la-perception-du>)

"La vulnérabilité des oiseaux aux collisions avec les éoliennes, en particulier les rapaces et les grands planeurs (sic. Cigogne Blanche), est une préoccupation urgente.

Alors que des facteurs tels que l'emplacement des installations éoliennes et le comportement de vol contribuent à cette mortalité, les causes sous-jacentes restent incertaines.

Les résultats des différentes études réalisées pendant ma thèse de doctorat ont menés à trois hypothèses pouvant expliquer les collisions des oiseaux avec les éoliennes :

- Premièrement, les oiseaux peuvent avoir du mal à détecter les éoliennes en raison d'une sensibilité aux contrastes achromatiques limitée.
- Deuxièmement, même si les oiseaux perçoivent les éoliennes, ils peuvent ne pas détecter le mouvement rotatif des pales.
- Enfin, même s'ils détectent la rotation des pales, les oiseaux peuvent prendre le risque de traverser la zone balayée par les pales.

Les solutions de réduction de la mortalité aviaire existantes mises en place au niveau des parcs éoliens de ne sont pas optimisées, car envisagées depuis le point de vu humain."

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Les éléments factuels, réglementaires et scientifiques versés à cette contribution établissent sans aucune ambiguïté que :

- EOLISE/AEPE Ginko a omis une espèce strictement protégée et suivie par baguage européen sur le périmètre d'étude ;
- les données publiques FauneFrance — qu'ils citent pourtant comme source — n'ont pas été exploitées ni mentionnées ;
- les obligations européennes de la Directive 2009/147/CE « Oiseaux », les règles nationales de protection des espèces et le principe de précaution ont été gravement méconnus ;
- le risque de mortalité aviaire par collision, documenté, avéré et scientifiquement reconnu, a été délibérément minimisé ;
- les services instructeurs comme le public ont été privés d'informations essentielles à une appréciation loyale des enjeux.

Ces manquements ne constituent pas une simple imperfection méthodologique. Ils relèvent d'une insuffisance manifeste de l'étude d'impact, susceptible de caractériser :

- une altération de l'information environnementale
- une rupture du principe de transparence de la consultation publique
- un risque contentieux majeur devant la juridiction administrative et européenne

Car laisser croire que « l'enjeu avifaune migratrice est faible » alors que l'occurrence répétée d'une espèce protégée, largement suivie par les Muséums constitue une dissimulation d'information déterminante au regard du droit de l'environnement.

Aussi, je vous demande formellement :

- 1) de constater l'invalidité de l'étude d'impact portée par EOLISE/AEPE Ginko ;
- 2) d'en informer expressément l'autorité environnementale et le Préfet, en rappelant l'obligation de conformité au droit national et européen ;
- 3) de recommander la non-recevabilité du dossier sur la base de la totalité des données publiques disponibles ;
- 4) d'exiger la traçabilité et l'intégrité des données jusqu'à la décision préfectorale, afin d'éviter toute modification a posteriori des occurrences migratoires.

Cette contribution vise simplement à éviter qu'un projet soit autorisé sur la base d'une information inexacte, au détriment d'une espèce protégée, emblématique, et légalement prioritaire dans la hiérarchie des enjeux environnementaux.

Si malgré ces éléments le dossier devait être validé en l'état, la responsabilité des acteurs impliqués — maître d'ouvrage, autorités consultées et instructeurs — pourrait être directement engagée, y compris au niveau européen.

13 documents associés

contribution_96_Web_1.pdf
 contribution_96_Web_2.png
 contribution_96_Web_3.jpg
 contribution_96_Web_4.jpg
 contribution_96_Web_5.jpg
 contribution_96_Web_6.jpg
 contribution_96_Web_7.jpg
 contribution_96_Web_8.png
 contribution_96_Web_9.png
 contribution_96_Web_10.png
 contribution_96_Web_11.pdf
 contribution_96_Web_12.png
 contribution_96_Web_13.png

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h20

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°97 (Web)

Proposée par Stéphane Jadeau

(st.jadeau@yahoo.com)

Déposée le mercredi 29 octobre 2025 à 19h23

Adresse postale : 2, L'Ausigère - La Chapelle Montreuil 86470 Boivre La Vallée

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je ne suis pas un grand écrivain et je ne suis pas à l'aise avec Internet.

Je vis à L'Ausigère, le lieu-dit le plus proche du projet.

Madame Braconnier a déjà expliqué ma situation dans sa contribution, et celle des autres habitants des lieux-dits alentours.

Elle vous a mis les photos de ma maison pour expliquer. Je la remercie.

Depuis 2017, j'ai déjà les éoliennes des Champs Chagnots juste en bordure de mon jardin, devant ma maison.
Je m'étais dit que c'était déjà beaucoup.
J'ai essayé de m'habituer.
Mais elles sont gigantesques et bruyantes Elles prennent tout le paysage. Elles tournent, elles tournent.
Est-ce que c'est normal que ce soit déjà insupportable comme ça?

Et le projet de Coulombiers qui est accepté, juste derrière maintenant.

Et on me dit que le projet "La Chapelle" serait de l'autre côté.
Je regarde par ma fenêtre de chambre et je vois le mât de mesures, qui me rappelle tout le temps ce que je vais devoir subir encore.
Juste en face, à quelques centaines de mètres.

Comment peut-on vivre en sachant ça?

Si le projet d'EOLISE se construit aussi, comment je pourrai supporter tout ça autour de ma maison ?
Pourquoi mon petit coin de vie, doit devenir un endroit encerclé ?
Je ne sais même pas si je pourrais encore rester.

Moi, j'ai juste des questions, parce que je ne comprends plus rien:
Quand on souffre déjà d'un parc si proche, pourquoi en rajouter encore?

Est-ce que la tranquillité des habitants des villages ne compte plus?

Que va devenir ma vie ici avec des machines partout ?

Qu'est-ce que je vais dire à mes petits-enfants quand ils me demanderont pourquoi j'ai laissé faire ça ?

Je voudrais que vous puissiez venir chez moi pour voir ce que je vis vraiment, dans la réalité, pas sur un plan informatique. Parce que ma vie, ce n'est pas une distance écrite sur un papier.

Comment puis-je vous transmettre mes coordonnées pour vous accueillir chez moi ?

Est-ce prévu que vous rencontriez sur place les habitants des lieux-dits qui vivent tout cela au quotidien ?

Je vous remercie de m'avoir lu.
J'espère que vous viendrez constater par vous-même, pour comprendre ce que ça fait de vivre ici aujourd'hui.

Je reste à votre disposition pour convenir d'un rendez-vous.

Stéphane Jadeau
L'Ausigère - 86470 Boivre La Vallée

2 commentaires

Par Jean-Yves Bellier
Déposé le 30/10/2025 à 09h09

Bonjour monsieur
Je vous remercie pour votre contribution a cette consultation et vous informe que je ne manquerai pas de vous rencontrer.
Bien à vous

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h20

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°98 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le mercredi 29 octobre 2025 à 21h15
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs 86470 Boivre La Vallée

Fragmenter pour faire passer : ce qui était inacceptable hier ne peut pas devenir acceptable aujourd'hui.
(En soutien à la contribution n°83 de Mme Joëlle PROUST)

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur,

En lisant la contribution n°83 déposée par Mme Joëlle PROUST, j'avoue être tombée des nues.

Elle rappelle qu'au moment du projet initial des Champs Chagnots (voisin de 770 mètres du projet EOLISE), le nombre d'éoliennes avait été progressivement réduit après les études d'impact environnementales, notamment à cause de l'enjeu avifaunistique.

Intriguée, j'ai souhaité approfondir le sujet et je suis retombée sur les documents officiels de l'époque, notamment l'avis de l'autorité environnementale du 3 février 2011 (Poitiers) relatif au projet de parc éolien des Champs Chagnots – PC 086 056 10 C 0008, saisi le 22 décembre 2010 : https://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/chapelle-montreuil_socpe-chagnots_03-02-11_cle7c4faa.pdf

Ce document précise très clairement :

(Je n'ai pas retrouvé l'étude d'impact transmise à l'époque.)

« Analyse du contexte du projet :

Le parc éolien des Champs Chagnots finalement retenu sur la commune de la Chapelle-Montreuil est composé de trois éoliennes (E1 à E3) (...)

Les enjeux environnementaux sont principalement : l'environnement humain, le paysage, l'avifaune, les chiroptères. »

« Trois variantes ont été proposées (p.133 et suivantes) dans un premier temps, comptant de 5 à 7 éoliennes (...) avant de les analyser sur la base de critères biologiques et paysagers. Toutefois, il est regretté que les projets alternatifs se cantonnent uniquement à l'aire d'étude immédiate. Il paraît très pertinent d'avoir retiré l'éolienne E4 au regard des enjeux avifaunistiques. »

Ensuite on retrouve l'arrêté préfectoral du 24 mars 2010 confirmant que le projet autorisé n'a concerné que 3 éoliennes.

<https://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/la-chapelle-montreuil-a8623.html>

Autrement dit, il y a quinze ans, les services de l'État avaient considéré que les enjeux avifaunistiques justifiaient une réduction du projet.

L'avifaune locale était alors identifiée comme un facteur limitant, et la limitation à 3 machines constituait un compromis raisonnable.

Or, aujourd'hui, on nous présente deux nouveaux projets — Les Grandes Brandes (3 éoliennes) et La Chapelle (2 éoliennes) — situés dans le même périmètre que Les Champs Chagnots.

Si ces projets sont réalisés, cela représenterait 8 éoliennes sur la même zone, soit plus que le projet initial que l'État lui-même avait jugé excessif en 2011 !

C'est un véritable paradoxe :

En 2010, on limitait à 3 éoliennes pour préserver les espèces protégées.

En 2025, avec des données naturalistes bien plus précises et des connaissances renforcées sur la richesse écologique du territoire, on réintroduit un cumul supérieur à ce qui avait été refusé quinze ans plus tôt.

Le territoire était reconnu pour ses qualités avifaunistiques en 2010, il l'est toujours en 2025. Rien ne justifie aujourd'hui d'effacer les enseignements de l'époque.

Ce constat soulève une question de cohérence environnementale et d'évaluation cumulative des impacts.

Je soutiens pleinement la contribution de Mme Joëlle PROUST, qui connaît parfaitement le dossier de Champ Chagnots et les décisions prises à l'époque. Ses remarques rappellent avec justesse la cohérence qu'il faudrait préserver entre les décisions passées et les projets actuels.

Enfin, je souhaite attirer l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur sur un point essentiel :

la multiplication de projets distincts sur une même zone revient, dans les faits, à un fractionnement artificiel visant à contourner l'évaluation globale des impacts environnementaux.

Ce morcellement fausse la lecture des enjeux réels et masque l'effet cumulatif des parcs successifs sur la faune, les paysages et les habitants.

Il ne s'agit plus aujourd'hui de réévaluer ou d'aménager : il s'agit simplement de respecter les limites déjà fixées par les autorités en 2010.

Le territoire a déjà donné sa part.

Tout nouveau projet sur ce périmètre serait une remise en cause directe des engagements pris à l'époque et une négation de la cohérence environnementale la plus élémentaire.

P.S. : Je me focalise ici sur l'avifaune, domaine de ma compétence et de ma prédilection, mais ce qui était valable en 2010 dans le projet des « Champs Chagnots », pour les enjeux visant les chiroptères ainsi que les enjeux humains et patrimoniaux, l'est plus que jamais en 2025 avec la multiplication des parcs sur ce territoire.

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h20

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°99 (Web)

Proposée par DUPONT Isabelle

(jidupont@orange.fr)

Déposée le mercredi 29 octobre 2025 à 22h40

Adresse postale : 4 rue du château 86470 BOIVRE-LA-VALLÉE

Objet : Opposition au projet en raison de l'impact visuel sur le Château de Montreuil-Bonnin (Monument Historique classé) et contestation de la validité des photomontages présentés
et de l'absence d'impartialité dans l'étude d'impact visuel

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je vous remercie pour votre visite du site du château de Montreuil-bonnin, le jeudi 23 octobre 2025, visite à laquelle s'est joint le représentant d'Eolis pour réaliser de nouvelles photos de la terrasse de ce monument emblématique de l'histoire économique et architecturale du Moyen-âge à la révolution. Cette visite vous a permis de réaliser à quel point le château était impacté par les parcs éoliens l'environnant entraînant une véritable saturation visuelle.

Je souhaite, par la présente, exprimer mon opposition au projet de parc éolien de La Chapelle (Vienne), notamment au regard de son impact visuel et patrimonial considérable sur le Château de Montreuil-Bonnin, classé Monument Historique.

1. Une atteinte manifeste au patrimoine et au paysage protégé

Le Château de Montreuil-Bonnin constitue un repère paysager majeur et un élément emblématique du patrimoine historique de la Vienne. Visible depuis la vallée et dominant le paysage environnant, il bénéficie d'une protection légale au titre des Monuments Historiques.

L'implantation d'éoliennes supplémentaires dans son cône de visibilité directe entraînerait une altération irrémédiable des perspectives et de la lecture du site historique, contraire aux dispositions du Code du patrimoine (articles L621-30-1 et suivants), qui imposent de préserver la qualité des abords d'un monument classé.

2. Des photomontages non représentatifs et trompeurs

Les photomontages présentés par le promoteur, censés illustrer l'impact visuel du projet depuis le Château de Montreuil-Bonnin, minimisent considérablement la réalité de l'effet paysager.

Les prises de vue ont été réalisées au pied du château, dans un angle et à une distance qui réduisent artificiellement la visibilité des éoliennes. Ces clichés ne correspondent en rien à la perception réelle du site depuis les abords, la vallée, ou les points de vue fréquentés par les visiteurs et les habitants. En conséquence, les photomontages produits sont non représentatifs de la réalité du terrain et conduisent à une sous-estimation manifeste de l'impact visuel du projet.

3. Une violation du droit de propriété privée

Il apparaît en outre que les photos utilisées pour ces photomontages ont été prises depuis l'intérieur du domaine privé du château, sans autorisation préalable du propriétaire.

Une telle démarche constitue une atteinte inacceptable à la propriété privée, et une forme d'intrusion sur un site patrimonial protégé. Outre l'irrégularité juridique, cela traduit un manque de respect pour les lieux et leurs propriétaires, et jette un sérieux doute sur la rigueur de la démarche méthodologique employée.

4. Un manque d'impartialité dans la réalisation de l'étude d'impact

Les photomontages et l'étude d'impact visuel ont été réalisés par Eolis, le promoteur du projet lui-même, sans recours à un cabinet d'expertise indépendant.

Une telle situation constitue un conflit d'intérêts manifeste, contraire à l'esprit et à la lettre du Code de l'environnement (article R.122-5), qui impose que les études d'impact soient objectives, exhaustives et réalisées de manière transparente.

L'absence de contre-expertise indépendante remet gravement en cause la fiabilité, la neutralité et la sincérité des documents présentés au public. Il n'est pas admissible que le porteur du projet soit juge et partie dans l'évaluation de ses propres impacts environnementaux et patrimoniaux.

Au vu des éléments suivants:

Les photomontages sont trompeurs et non représentatifs de la réalité du terrain ;

Les prises de vue ont été réalisées en violation de la propriété privée ;

L'étude d'impact visuel est partiellement conduite par le promoteur, sans garantie d'objectivité ;

Le projet porte une atteinte grave au cadre patrimonial et paysager du Château de Montreuil-Bonnin, classé Monument Historique.

Je demande que le dossier soit rejeté et qu'une nouvelle étude d'impact visuel indépendante et transparente soit exigée, respectant le droit de propriété et la protection du patrimoine historique.

Je vous remercie, Monsieur le Commissaire enquêteur pour l'intérêt que vous porterez à ma contribution.

1 document associé

contribution_99_Web_1.pdf

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h20

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°100 (Web)

Proposée par Edith de PONTFARCY

(edithdepontfarcy@gmail.com)

Déposée le jeudi 30 octobre 2025 à 10h07

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Les contributions de Madame Dupont concernant les photomontages réalisés par EOLISE elle-même pour le château de Montreuil-Bonnin, montrent qu'il n'est pas possible de faire confiance au porteur du projet pour les photomontages présentés dans l'étude paysagère

Rappelons deux articles de presse suite à la construction du parc éolien qui encadre le clocher de la collégiale du Dorat en Haute-Vienne.

14 mars 2022 - France 3 régions : Le Dorat (Haute-Vienne) : la vue sur la Collégiale gâchée par des éoliennes, la commune porte plainte.

<https://france3-regions.franceinfo.fr/nouvelle-aquitaine/haute-vienne/le-dorat-haute-vienne-la-vue-sur-la-collegiale-gachee-par-des-eoliennes-la-commune-porte-plainte-2497339.html>

« Dans le nord de la Haute-Vienne, la commune du Dorat abrite un joyau : une collégiale du XIIe siècle. La municipalité a décidé de porter plainte après l'installation d'éoliennes dans l'axe de ce monument historique.

La commune du Dorat (Haute-Vienne), a annoncé avoir porté plainte contre X pour escroquerie, complicité et recel le 1er mars 2022 en raison d'une "co-visibilité" d'éoliennes avec sa collégiale classée aux monuments historiques.

Alors que la plupart des procédures impliquant des mairies en France se déroulent devant les juridictions administratives, l'affaire est cette fois portée au pénal, la municipalité estimant avoir été victime de "manœuvres frauduleuses". »

17 mars 2022 : TF1

"On nous a raconté des carabistouilles" : la colère d'un village de Haute-Vienne contre des éoliennes"

<https://www.tf1info.fr/environnement-ecologie/video-on-nous-a-raconte-des-carabistouilles-la-colere-d-un-village-de-haute-vienne-contre-des-eoliennes-2213846.html>

"Pour la nouvelle équipe municipale, pourtant favorable à l'éolien, il y a eu tromperie, car le projet devait protéger le site historique. "La collégiale est préservée de toute co-visibilité avec la zone du parc éolien", est-il écrit sur le contrat. "Vous avez un site patrimonial remarquable, classé. On dit qu'on va prendre des précautions extraordinaires pour le protéger, pour faire en sorte que. Et puis le résultat au bout du compte, c'est une co-visibilité", affirme à TF1 Bruno Schira, maire (DVD) du Dorat (Haute-Vienne).

Selon lui, les différentes études en amont et le permis de construire avaient minimisé l'impact visuel des éoliennes. L'absence de co-visibilité avec la collégiale, appuyé par un photomontage, a pu "inciter l'autorité administrative et la justice à accorder (...) le permis de construire", est-il indiqué dans la plainte. "Seule la construction effective du parc a permis de faire apparaître les infractions", poursuit le texte, évoquant "une atteinte irréparable à ce joyau".

Tout est magnifique sur le papier mais la réalité s'avère autre avec des photomontages avantageux et/ou trompeurs.

Tous les doutes sont d'autant plus permis que les photomontages ont été réalisés par le porteur de projet lui-même, personne ne pouvant se constituer preuve à soi-même selon un principe intangible du droit.

L'exemple de la commune du Dorat n'est malheureusement pas un cas unique mais peu porte plainte.

Un arrêté préfectoral de refus est requis.

Avec mes salutations distinguées,

Edith de PONTFARCY

1 document associé

contribution_100_Web_1.pdf

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h20

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°101 (Web)

Proposée par Lapchin Christine

(christine.lapchin@gmail.com)

Déposée le jeudi 30 octobre 2025 à 11h00

Adresse postale : Lieudit Les Trois Chênes 86470 Boivre-la-Vallée

Objet : En appui à la Contribution n°86 – "3000 Grues cendrées passées sous silence"

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je me permets de déposer cette contribution afin de confirmer les éléments présentés par Madame Virginie Braconnier dans la contribution n°86 concernant l'axe migratoire majeur de la Grue cendrée traversant la zone du projet éolien « La Chapelle » porté par EOLISE.

Résidant à Montreuil-Bonnin, au centre même de l'Aire d'Étude Avifaune définie dans l'étude d'impact, membre de l'association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée », j'ai observé à de nombreuses reprises des vols de Grues cendrées, tant lors de la migration du printemps 2024 que lors de la migration de l'automne 2024.

Vous trouverez en pièces jointes quelques captures d'écran de mes vidéos faites à l'époque, vidéos transmises à l'association.

Ces éléments confirment la présence régulière de Grues Cendrées (espèce protégée à plus d'un titre, surtout par les temps qui courent avec l'épidémie de grippe aviaire) sur notre commune, dans l'Aire d'étude du projet.

Cette omission majeure porte atteinte à la qualité de l'état initial, lequel constitue pourtant la base de toute évaluation environnementale fiable et complète. Elle interroge directement la recevabilité du dossier.

En conséquence, je soutiens pleinement la demande formulée dans la contribution n°86 visant au refus du projet, l'étude ne respectant pas les exigences réglementaires minimales pour la prise en compte d'une espèce protégée.

Je vous remercie de prendre en considération cette contribution et les pièces fournies.

Veuillez recevoir, Monsieur le Commissaire Enquêteur, mes salutations respectueuses.

7 documents associés

contribution_101_Web_1.jpeg
contribution_101_Web_2.jpeg
contribution_101_Web_3.jpeg
contribution_101_Web_4.jpeg
contribution_101_Web_5.jpeg
contribution_101_Web_6.jpeg
contribution_101_Web_7.jpeg

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h21

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°102 (Web)

Proposée par Lapchin Christine
(christine.lapchin@gmail.com)
Déposée le jeudi 30 octobre 2025 à 11h23
Adresse postale : Lieudit Les Trois Chênes 86470 Boivre-la-Vallée

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

En dehors du sujet "Grues cendrées" pour lequel j'ai posté une contribution, il y a bien d'autres raisons pour être opposé au projet de construction de nouvelles éoliennes.

J'ai acquis la propriété "Les Trois Chênes" il y a deux ans.
Je m'étais renseignée au sujet des projets d'éoliennes car j'avais constaté que ça semblait être en quelque sorte à la mode dans le secteur.
J'avais vu qu'un projet proche de chez moi avait été refusé, ça m'avait tranquillisée voyant qu'il y en avait d'autres à proximité, j'avais pensé que le sujet était clôt. Bien à tort !
Jamais je n'aurais imaginé que plusieurs autres projets allaient naître de façon si rapprochée. Comment est-ce possible de prévoir une telle densité d'éoliennes ?
Il est de notoriété publique que les éoliennes représentent des nuisances à plusieurs titres : nuisance au niveau du sol par le gigantesque bloc béton nécessaire (quid du démantèlement en fin de vie ?), nuisance visuelle évidemment, nuisance sonore, nuisance environnementale en particulier au niveau des oiseaux, migrants ou pas : on nous abreuve à longueur de temps de l'aspect dramatique de la disparition des espèces sauvages, insectes mais aussi en conséquence oiseaux entre autres. Et on viendrait densifier des outils de mort à leur égard ?
Immense nuisance pour les riverains lors de la construction, avec possibles réaménagements des voies d'accès, modifiant durablement la fréquentation de ces voies.
En zone rurale, nous avons l'impression qu'on nous demande de contribuer à la France entière sans jamais en avoir tellement les bénéfices.
De plus, en fouillant un peu le sujet, on apprend que le Grand Poitiers a trop de production électrique ... ne nous vendrait-on pas ce type de projets pour de fausses raisons alors qu'il s'agirait plutôt de profits pour certains et pas pour l'ensemble ?

Je vous remercie par avance de prendre en compte ma contribution, je suis à votre disposition si vous souhaitez en discuter en direct.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, mes salutations les meilleures.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h21

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°103 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 30 octobre 2025 à 11h47

Je suis contre ce projet éolien. Cordialement

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h21

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°104 (Web)

Proposée par Tête Pascale

(maillet.tete@orange.fr)

Déposée le jeudi 30 octobre 2025 à 12h14

Déjà deux parc sur le territoire de la chapelle montreuil plus le parc de panneaux photovoltaïque.

Je ne suis pas contre les éoliennes en petit nombre mais une dizaine plus plusieurs dizaines d hectares de panneaux cela suffit !

D un point de vue paysager mais également pour les migrations des oiseaux déjà très fragilisés par les activités humaines et la grippe aviaire actuellement.

Et je n aborde pas l empreinte au sol.

Pourquoi prendre encore des terres agricoles alors que de très nombreux bâtiments industriels commerciaux et agricoles sont disponibles pour être équipés ?

Une question de coût ?

Et le coût supporté par les propriétaires dont les maisons sont dévalorisées ?

Et le coût sur la biodiversité ?

Remplacer les énergies fossiles oui mais pas sans une recherche de solutions la moins impactante pour l environnement

Cette solution des éoliennes à outrance dans des environnements encore accueillants pour le vivant n est qu'une recherche de profits à court terme.

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h21

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°105 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 30 octobre 2025 à 13h01

Je suis contre le projet

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h21

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°106 (Web)

Proposée par Association des amis du château de Montreuil-Bonnin
(assocdesamisduchateaudemb@gmail.com)
Déposée le jeudi 30 octobre 2025 à 15h45
Adresse postale : 4 rue du château 86470 BOIVRE-LA-VALLEE

Opposition au projet de parc éolien de la Chapelle pour atteinte au patrimoine, au paysage et à la cohérence territoriale

Monsieur le Commissaire Enquêteur, Monsieur le Préfet,

L'association Les Amis du Château de Montreuil-Bonnin, qui œuvre depuis 2014 à la sauvegarde, à la mise en valeur et à l'animation culturelle du château de Montreuil-Bonnin, souhaite faire part de sa ferme opposition au projet de parc éolien dit de la Chapelle.

1. Un patrimoine majeur du Poitou en péril paysager

Le château de Montreuil-Bonnin, classé Monuments historiques (1er classement Mérimée 1840), constitue un témoignage exceptionnel de l'architecture militaire médiévale du Poitou. Son implantation sur un promontoire dominant la vallée et ses rapports visuels étroits avec les paysages environnants confèrent au site une valeur patrimoniale et paysagère reconnue. Il a été sélectionné par de nombreux prix en particulier EUROPA NOSTRA, de loto du patrimoine, Les prix du patrimoine VMF et DH.

L'ajout d'un cinquième parc éolien visible depuis le château, portant à près d'une vingtaine le nombre total d'éoliennes en covisibilité directe, entraînerait une saturation visuelle manifeste contraire à la préservation de ce cadre historique.

Ce phénomène de cumul, appelé effet d'encercllement, dénature profondément la lecture du paysage historique et porte atteinte à l'intégrité visuelle du monument.

2. Une incompatibilité avec les orientations nationales de protection des paysages et du patrimoine

Le projet contrevient aux principes énoncés par l'article L. 350-1 du Code de l'environnement, qui reconnaît les paysages comme patrimoine commun de la nation ;

l'article L. 621-30-1 du Code du patrimoine, qui prévoit la protection des abords des monuments historiques ; les Orientations nationales pour la protection et la mise en valeur des paysages (ONPP), qui imposent d'éviter la saturation visuelle autour des monuments emblématiques ; les recommandations de la DREAL et de la DRAC en matière de covisibilité, notamment la recherche d'un équilibre entre transition énergétique et sauvegarde du patrimoine.

Le cumul d'éoliennes dans le bassin visuel du château de Montreuil-Bonnin est en contradiction directe avec ces principes.

3. Un risque pour l'attractivité culturelle et touristique du territoire

Chaque année, notre association organise plusieurs événements festifs et culturels sur le site du château, contribuant au dynamisme du territoire et à la valorisation du patrimoine local.

La préservation du cadre paysager du château est essentielle à cette attractivité. La multiplication des mâts industriels dans son environnement immédiat réduirait la qualité du site et, à terme, son rayonnement culturel et touristique.

Les propriétaires ouvrent le château à la visite toute l'année sur RDV pour les groupes et le nombre de visiteurs va croissant depuis les travaux extraordinaires réalisés sur le donjon.

L'association Les Amis du Château de Montreuil-Bonnin appelle à une réévaluation complète du projet de la Chapelle, à la lumière des atteintes manifestes au patrimoine et au paysage, et demande expressément que ce projet ne soit pas autorisé en l'état.

Nous restons à disposition pour toute concertation constructive visant à concilier la nécessaire transition énergétique et la préservation de ce site emblématique du Poitou.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, Monsieur le Préfet, l'expression de notre haute considération.

Président de l'association Les Amis du Château de Montreuil-Bonnin
Jean-Michel Trotignon

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h22

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°107 (Web)

Proposée par Edith de Pontfarcy

Déposée le jeudi 30 octobre 2025 à 17h57

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

L'article de la Nouvelle République du 29 octobre, en pièce jointe, intitulé " les maires vent debout contre un projet éolien à Verrières" révèle que:

"Les élus soulignent qu'en matière d'énergie renouvelable (EnR), sur le territoire des cinquante-cinq communes, le photovoltaïque, réparti sur 1.767 hectares, produit la consommation de 500.000 personnes (928 MWc de puissance installée) et les 103 éoliennes, celle de 328.000 personnes (297 MWc), alors que sur le territoire vivent 40.000 habitants."

Ce qui montre que la CCVG aux 40000 habitants n'a pas besoin d'un parc supplémentaire sur son territoire mais le département de la Vienne, pas plus.

En effet, Le site du département de la Vienne indique que:

"La Vienne compte 265 communes pour 438 688 habitants (Source INSEE(Institut National de la Statistique et des Études Économiques)-AMF86 - sept 2025). Sa superficie de 6 990 km2 la classe au 18ème rang des plus grands départements de France."

<https://www.lavienne86.fr/le-departement/decoupage-administratif/les-communes-de-la-vienne#>

Le département produit son lot d'énergies décarbonées, il ne faut pas oublier CIVAUX, il est donc largement exportateur.

Ce projet de Boivre-la-Vallée est par conséquent totalement inutile, ce qui doit conduire à un arrêté de refus de construire et d'exploiter.

Avec mes salutations distinguées,

Edith de Pontfarcy

1 document associé

contribution_107_Web_1.pdf

Contribution n°108 (Web)

Proposée par DAGUIN Céline

(celine79340@gmail.com)

Déposée le jeudi 30 octobre 2025 à 19h14

Adresse postale : 2 TOUCHEBURE 79340 VASLES

Comment peut-on dire que les éoliennes sont écologiques ??

Pour la fabrication de 3 pales de 81m, il faut 6 tonnes de Balsa (fibre d'arbre d'Amazonie), soit environ 40 arbres. Donc l'éolien contribue à la déforestation.

Pour implanter une éolienne, il faut des tonnes de béton et des tonnes de ferrailles dans le sol, obstruant la circulation de l'eau.

Les éoliennes tuent des milliers d'animaux (oiseaux, chauves souris, insectes ...) donc certains sont inscrits sur la liste rouge des animaux en voie de disparition.

Elles gâchent nos paysages, notre tranquillité, notre sérénité et en plus elles font perdre de la valeur à nos habitations.

Elles nous coûtent très cher à tous, surtout quand elle produisent de l'énergie à prix négatif.

C'est nous qui payons tout cela et qui en subissons les conséquences.

Arrêtez les éoliennes !!!! D'autres solutions sont en cours d'étude et nettement moins néfaste pour l'environnement et nos habitants !!

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h23

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°109 (Web)

Proposée par Séverine

(severine19bergeon@gmail.com)

Déposée le vendredi 31 octobre 2025 à 07h42

Adresse postale : 8 La Percerie 86190 Ayron

Monsieur le commissaire enquêteur

Non aux éoliennes !!

Pollution visuelle ,sonore

Destruction de nos paysages

Atteinte à la biodiversité animal végétal micro organisme

Paradoxe écologique cette transition écologique pour la fabrication de ces machines :

Déforestation
Destruction du tissu végétal
Pollution de l'eau
Rejets de métaux lourds
Radioactivité...

Aucune solution écologique pour le recyclage !!

STOPPEZ CETTE POLLUTION

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h23

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°110 (Web)

Proposée par Corinne Charron
(f_charron@orange.fr)
Déposée le vendredi 31 octobre 2025 à 17h01
Adresse postale : Les artaux 86470 Boivre la vallée

Je pense que la commune a déjà suffisamment d'éoliennes sur son territoire. La campagne doit rester synonyme de champs, oiseaux, calme, animaux, arbres. Y rajouter constamment des éoliennes, moi je dis stop.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h23

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°111 (Web)

Proposée par Audrey girardeau
(Tornaderine@gmail.com)
Déposée le vendredi 31 octobre 2025 à 20h55

Peut être devrions nous comparer le bénéfice / inconvénients . Quand on voit les travaux qu.entraînent ces constructions . Halte à la destruction de nos campagnes

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h23

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°112 (Web)

Proposée par Nineuil
(dnineuil@hotmail.fr)
Déposée le samedi 1 novembre 2025 à 12h48
Adresse postale : 13 rue victor hugo 86000 Poitiers

Arrêtons de construire des éoliennes
Les panneaux photovoltaïque sont 4 fois plus productifs et présentent pas de désagréments environnementaux et paysagers

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h24

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°113 (Web)

Proposée par Caroline Renaud - Co-présidente de l'association Les Oiseaux de Boivre La Vallée
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le samedi 1 novembre 2025 à 16h29
Adresse postale : 3, rue des glycines - la chapelle montreuil 86470 Boivre La Vallée

Monsieur le Commissaire enquêteur, qui protège vraiment les Busards ?
Mesure d'accompagnement MA01

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je m'interroge
La mesure d'accompagnement MA01 (Pièce 5-A étude d'impact - mesures pour les milieux naturels - page 110), visant le financement de la "mise en protection de nids de Busards" (Busard cendré et Busard Saint-Martin) pour 4 000 € par an, donne l'impression d'être une opération de façade.

Elle ne précise ni qui serait en charge de sa mise en œuvre, ni le protocole appliqué, ni le périmètre exact d'intervention, et semble complètement déconnectée de la réalité du terrain.

Sur tout le secteur Boivre La Vallée, la protection des nichées de la COLONIE de Busards Cendrés et des nichées de Busards Saint-Martin est assurée depuis 2021 par notre association, Les Oiseaux de Boivre La Vallée, dans le cadre du Programme national Busards sous l'égide de la LPO.

Cette mission est portée par une équipe d'éco-volontaires, tous bénévoles, formés et investis, qui réalisent chaque saison, de mi-avril à fin août, le repérage, la protection et le suivi des nichées en lien étroit avec les agriculteurs locaux.

Notre équipe a été formée et encadrée par M. Alain Leroux, Docteur en Écologie, responsable du secteur du programme national de protection des Busards des Plaines, membre fondateur et trésorier de notre association, auteur de la monographie Le Busard cendré, co-réalisateur du documentaire Le Busard sur la paille, intervenant du programme de dynamique des populations des Busards des Plaines, intervenant national pour le suivi des Busards par baguage et marquage, et ancien chercheur associé au CNRS-CEBC de Chizé. Il continue à assurer la protection des Busards au sein de notre équipe et supervise nos actions sur le terrain.

Notre équipe est connue de vous, Monsieur Le Commissaire-Enquêteur et du porteur de projet EOLISE, notamment Madame Laure Barranger et Monsieur Léopold Fournier, chefs du projet de parc éolien « La Chapelle », ainsi que Monsieur Baptiste Wambre, Directeur Général de la société Eolise. Le DVD Le Busard sur la paille, co-réalisé par M. Alain Leroux, leur a été remis lors de la réunion d'ouverture de la consultation publique, où il leur a été précisé que de nombreuses séquences du film avaient été tournées sur l'Aire d'étude immédiate du projet "La Chapelle".

Nos actions reposent sur une connaissance fine du terrain et des acteurs agricoles, un protocole national validé et éprouvé, et un engagement citoyen durable au service de la biodiversité locale.

Le territoire du projet est donc déjà couvert par un dispositif bénévole, reconnu, structuré et pleinement opérationnel. (cf articles de presse en pièces jointes)

L'idée de "mettre en place" une mesure similaire via un acteur extérieur, parachuté, est tout simplement absurde. Qui interviendrait ? Quand ? Comment ? Avec quelle compétence ?

Cette initiative apparaît comme une intention déclarative destinée à faire joli sur le papier, sans aucune possibilité de réalisation concrète.

Comment le porteur de projet EOLISE pourrait-il prétendre "accompagner" cette action, alors qu'il s'immisce sur un territoire déjà protégé par des bénévoles et que la France demeure le pays le plus mortifère pour les Busards cendrés à cause des collisions avec les éoliennes ? (cf pièce jointe)

Le Busard cendré et le Busard Saint-Martin sont des espèces menacées: ce n'est pas un sujet de poudre aux yeux, c'est une question de survie réelle des espèces.

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur,
je vous demande donc que vous interpelliez le maître d'ouvrage afin de clarifier les points suivants, notre association étant directement concernée :
- quelle structure serait réellement responsable de la mesure ?
- selon quel protocole ?
- quel matériel serait utilisé ?
- sur quel périmètre ?
- et à quoi correspond exactement le budget annoncé de 4 000 € / an ? (120.000€ / 30 ans !!)

PJ:

- Les éco-volontaires
- Centre Presse : Boivre-la-Vallée : ils repèrent et protègent les oiseaux
<https://www.lanouvellerepublique.fr/centre-presse/boivre-la-vallee-ils-reperent-et-protigent-les-oiseaux-1744707258>
- La Nouvelle République : Boivre La Vallée Ils Continuent de défendre les busards : <https://www.lanouvellerepublique.fr/vienne/commune/boivre-la-vallee/boivre-la-vallee-le-collectif-de-protection-des-busards-veut-se-constituer-en-association-1744900145>
- MORTALITÉ DES BUSARDS CENDRÉS PAR IMPACT ÉOLIEN EN FRANCE :
<https://ifu.brandenburg.de/ifu/de/aufgaben/natur/artenschutz/vogelschutzwarte/arbeitssschwerpunkt-entwicklung-und-umsetzung-von-schutzstrategien/auswirkungen-von-windenergieanlagen-auf-voegel-und-fledermaeuse/>

4 documents associés

contribution_113_Web_1.png
contribution_113_Web_2.pdf
contribution_113_Web_3.png
contribution_113_Web_4.png

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h24

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).
Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°114 (Web)

Proposée par Caroline Renaud - co-présidente de l'association Les Oiseaux de Boivre La Vallée
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le samedi 1 novembre 2025 à 20h11
Adresse postale : 3, rue des glycines La chapelle montreuil 86470 Boivre La Vallée

Objet : Demande d'explications sur le tracé de la zone de suivi Busards

À l'attention du Commissaire-Enquêteur,

Dans la pièce 5-A de l'étude d'impact du projet éolien "La Chapelle" (AEPE Ginko), la section 1.2 – La localisation du projet et la définition des aires d'étude (page 8) précise :

- Zone d'Implantation Potentielle (ZIP) : « Elle intervient pour la réalisation fine des inventaires faunistiques. Elle doit permettre la définition des aires de vie des espèces végétales et animales (habitats d'espèces) susceptibles d'être directement impactées. »
- Aire d'Étude Immédiate (AEI) : « Cette aire d'étude correspond à une zone tampon de 200 m autour de la ZIP, qu'elle comprend donc. Des inventaires ciblés sont réalisés sur des groupes d'espèces à enjeux forts dans le cadre des projets éoliens (Chiroptères, Avifaune). [...] Cette zone tampon de 200 m est ajustable et peut être ponctuellement élargie en fonction des enjeux particuliers sur un site d'étude. »
- Aire d'Étude Rapprochée (AER) : « Cette aire de 10 km de rayon autour de la zone d'implantation potentielle correspond au périmètre dans lequel les différents zonages réglementaires (Natura 2000, ZNIEFF, ENS...) sont identifiés et cartographiés, afin d'affiner les enjeux et les impacts sur les espèces patrimoniales. »

Or, à la page 107 de cette même pièce, la carte n°35 intitulée « Zone de suivis des Busards » – relative à la mesure MR06 (Bridage des éoliennes pour l'avifaune) – présente une zone circulaire de 500m autour des éoliennes, désignée comme « Zone de suivi Busards - tampon de 500m ».

Il en résulte une situation où la "zone de suivi Busards - tampon de 500m" est plus restreinte que l'Aire d'Étude Immédiate (AEI). (cf la carte sur laquelle j'ai superposé la ZIP, l'AEI et la Zone de suivis Busards - tampon 500m)

Je rappelle, la seule définition « d'une zone tampon » donnée par AEPE Ginko se trouve dans le chapitre sur l'Aire d'étude Immédiate : « zone tampon de 200m autour de la ZIP... cette zone tampon de 200 est ajustable et peut-être ponctuellement élargie en fonction des enjeux particuliers sur un site d'étude. »

On comprendra rapidement que jamais cette zone tampon n'a été élargie, ...

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur,
Je sollicite que le maître d'ouvrage et son bureau d'étude expliquent cette contradiction dans le dossier soumis à enquête.

P. S:

Je rappelle que, selon la méthodologie de l'étude citée plus haut, l'analyse des espèces patrimoniales, y compris la colonie de Busards cendrés connues sur Boivre La Vallée, doit se fonder sur la définition des aires d'étude (ZIP, AEI et AER).

P.J :

AEPE Ginko I.2 Localisation projet / définition aires d'étude

AEPE Ginko - Localisation de la ZIP et de l'AEI

AEPE Ginko - Zone tampon suivi busards 500m

OBLV -superposition ZIP/AEI/Zone tampon busards 500m

4 documents associés

contribution_114_Web_1.png

contribution_114_Web_2.png

contribution_114_Web_3.png

contribution_114_Web_4.png

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h24

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°115 (Web)

Proposée par Caroline Renaud - co-présidente de l'association Les Oiseaux de Boivre La Vallée

(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le dimanche 2 novembre 2025 à 10h38

Adresse postale : 3, rue des glycines la chapelle montreuil 86470 Boivre La Vallée

Étude EOLISE/AEPE Ginko et milieux sensibles : le commissaire-enquêteur estime-t-il que le périmètre choisi est suffisant ?

Monsieur,

Je souhaite savoir les raisons qui ont déterminé à la définition de l'Aire d'Etude fine (AEI) retenu par AEPE Ginko, limité à seulement 200 mètres autour du projet.

Je n'ai jamais vu ça dans les projets éoliens qui concernaient Boivre La Vallée !

Faut-il rappeler le nom de notre commune ? Boivre La Vallée La Vallée de La Boivre en somme, juste de par son nom on sait que le territoire accueille des éco-systèmes sensibles.

Selon le Guide relatif à l'élaboration des études d'impact des projets de parcs éoliens terrestres – version révisée octobre 2020, page 18 :

« L'aire d'étude immédiate inclut cette ZIP et une zone tampon de plusieurs centaines de mètres ; c'est la zone où sont menées notamment les investigations environnementales les plus poussées et l'analyse acoustique en vue d'optimiser le projet retenu. À l'intérieur de cette aire, les installations auront une influence souvent directe et permanente (emprise physique et impacts fonctionnels). »

Or, un périmètre de 200 mètres apparaît manifestement insuffisant pour réaliser les investigations environnementales les plus poussées, surtout au regard des milieux sensibles situés à proximité.

Plus de 1240ha de milieux sensibles et protégés dans un rayon de 1km/2km !!! :

1) ZNIEFF de type I = 3 dans un rayon d'1 km ;

- Forêt de l'Epine à 974 m

= 766,28ha de Boisements feuillus et étangs

- Bois du Parc 1,1km (également ENS..... localisé à 984m dans cet autre tableau!)

= 350,41 ha de Boisements frais et humides

- Etang de Maupertuis 1,1 km (également ENS)

= 20,26ha d'étangs et de boisements humides

2) Espaces Naturels Sensibles (ENS) = 3 dans un rayon d'1km ;

- La Verrerie 901m

= 49ha de bocage

- Bois du Parc 984 m (également ZNIEFF type 1)

= 350,41 ha de Boisements frais et humides

- Etang de Maupertuis 1,1km (également ZNIEFF type 1)
= 20,26ha d'étangs et de boisements humides

3) Sites suivis par le CEN : 3 dans un rayon de 1 à 2 km;

- Bois du Touchaud à 1,3km
= Eco-système Forestier

- Marais des Ragouillis n°1 à 1,8km et Marais des Ragouillis n°2 à 2km
= 37ha de zone humide - Tourbières et Marais

Le Marais des Raouillis a dans sa continuité le Ruisseau des Renaudières et Boivre Amont (ENS - Espace Naturel Sensible)
= 111,80ha de Boisements frais et prairies humides

Monsieur le Commissaire-Enquêteur, je vous joins deux vues satellite avec calque de l'environnement, bien plus représentatives que l'AEI d'AEPE Ginko, limitée à quelques parcelles agricoles.

Ces vues offrent une lecture bien plus claire que les cartes routières utilisées par AEPE Ginko pour localiser les zones sensibles et protégées.

À elles seules, elles illustrent la valeur exceptionnelle du site, les corridors écologiques, c'est tout un réseau !

Je sais que le guide de 2020 n'a pas de valeur réglementaire contraignante.

Cependant, comme il est clairement repris dans les écrits de la Communauté de communes du Haut-Poitou, dont nous dépendons, que pour les projets soumis à évaluation environnementale :

L'évaluation environnementale est un processus visant à intégrer l'environnement dans l'élaboration d'un projet.

Elle sert à éclairer tout à la fois le porteur de projet et l'administration sur les suites à donner au projet au regard des enjeux environnementaux, ainsi qu'à informer et garantir la participation du public.

Elle doit rendre compte des effets potentiels ou avérés sur l'environnement du projet et permet d'analyser et de justifier les choix retenus au regard des enjeux identifiés sur le territoire concerné. Les décisions autorisant les projets doivent être justifiées, notamment quant au risque d'effets négatifs notables sur l'environnement (...)

(http://intercommunalites.biodiversite-nouvelle-aquitaine.fr/EPCI_200069763/zonage_environnementaux)

Ceci est la base : en vertu du Code de l'environnement, l'étude d'impact doit permettre une évaluation complète et précise des impacts du projet sur les milieux sensibles et les espèces protégées.

À ce titre, la zone Tampon qui constitue l'Aire d'Etude Immédiate doit inclure À MINIMA ces milieux sensibles et protégés, pour correspondre avec l'objectif légal d'anticiper et de prévenir les impacts sur l'environnement.

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur, estimez-vous vraiment que de tels environnements présentent si peu d'enjeux et abritent aussi peu de biodiversité, comme l'étude EOLISE/AEPE Ginko le conclut ?

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur, je vous demande questionner le maître d'ouvrage EOLISE sur le choix de ne pas inclure ces zones sensibles et protégées dans l'étude fine.

P.J :

OBLV - vue satellite 1

OBLV - vue satellite 2

AEPE Ginko - Les ZNIEFF de type 1 recensées dans l'aire d'étude éloignée

AEPE Ginko - carte ZNIEFF

AEPE Ginko - Les ENS recensés dans l'aire d'étude éloignée

AEPE Ginko - carte ENS

AEPE Ginko - Les sites des Conservatoires d'Espaces Naturels recensés dans l'aire d'étude éloignée

AEPE Ginko - carte CEN

8 documents associés

contribution_115_Web_1.png

contribution_115_Web_2.png

contribution_115_Web_3.png

contribution_115_Web_4.png

contribution_115_Web_5.png

contribution_115_Web_6.png

contribution_115_Web_7.png

contribution_115_Web_8.png

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h24

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°116 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 2 novembre 2025 à 12h50

Stop à la pollution visuelle.. Notre commune est entourée d'éoliennes.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h24

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°117 (Web)

Proposée par ENARD Christine
(christineenard@hotmail.fr)
Déposée le dimanche 2 novembre 2025 à 13h15
Adresse postale : 6 rue des tilleuls La Chapelle Montreuil 86470 Boivre-la-Vallée

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Boivre La Vallée est une commune rurale aux paysages plutôt épargnés jusqu'à la fin du XXème siècle.

Il est fort regrettable qu'en quelques années la campagne poitevine s'efface derrière des champs d'éoliennes de plus en plus nombreux ; que la faune et la flore soient ainsi exposées et menacées ; que le "bien vivre à la campagne" soit ainsi impacté .

L'implantation répétée d'éoliennes affecte l'environnement visuel de la plupart des habitants et habitantes de Boivre La Vallée ainsi que l'environnement sonore des personnes domiciliées à proximité.

Ce projet me semble être en contradiction totale avec les orientations nationales de protection des paysages et du patrimoine et avec les principes énoncés par l'article L. 350-1 du Code de l'environnement, qui reconnaît les paysages comme patrimoine commun de la nation.

Ce projet impacte la qualité de vie des locaux mais aussi le tourisme vert à court terme et probablement encore davantage à long terme (vieillessement et entretien des structures).

C'est pourquoi je suis contre l'implantation de nouvelles éoliennes sur notre commune.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h24

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°118 (Web)

Proposée par ENARD
(christineenard@hotmail.fr)

Déposée le dimanche 2 novembre 2025 à 13h44

Adresse postale : 6 rue des tilleuls La Chapelle Montreuil 86470 Boivre-la-Vallée

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Ce matin j'ai lu plusieurs contributions mises en ligne au sujet de l'implantation de nouvelles éoliennes sur la commune de Boivre La Vallée.

Attachée à la protection de la faune, de la flore et de l'ensemble de la nature, je soutiens pleinement et entre autres celles de Mme Joëlle Proust, de Mme Virginie Braconnier et de Mme Caroline Renaud.

Boivre La Vallée accueille des écosystèmes sensibles qu'il faut protéger pour permettre leur pérennité (et probablement la notre).

Laissons Boivre la Vallée être un refuge permanent ou saisonnier d'espèces animales diverses et variées, dont certaines protégées car menacées d'extinction.

Préservons la biodiversité !

NON à l'implantation de nouvelles éoliennes sur la commune !

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h25

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°119 (Web)

Proposée par Zuka Florence
(fszczuka@gmail.com)

Déposée le dimanche 2 novembre 2025 à 14h01

Adresse postale : 10 rue des fleurs, Benassay 86470 Boivre la Vallée

Ce projet est une pollution visuelle ainsi qu'une pollution auditive et il n'y a pas besoin de dépasser un seuil de décibels pour en subir les méfaits. Je pense aux personnes qui ont un bien qui va perdre de sa valeur une fois les éoliennes implantées mais surtout aux ondes émises qui toucheront humains et animaux.

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h25

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°120 (Web)

Proposée par Zuka Florence
(fszczuka@gmail.com)

Déposée le dimanche 2 novembre 2025 à 14h15

Adresse postale : 10 rue des fleurs, Benassay 86470 Boivre la Vallée

Nous sommes dans un lieu préservé où se promener dans la nature signifie encore quelque chose. On ne peut pas défigurer un tel endroit où les oiseaux migrateurs passent. Nous n'avons pas à disposer du vent et du ciel sans nous soucier des conséquences de nos actes vis-à-vis des générations futures.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h25

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°121 (Web)

Proposée par Zuka Florence
(fszczuka@gmail.com)
Déposée le dimanche 2 novembre 2025 à 14h48
Adresse postale : 10 rue des fleurs, Benassay 86470 Boivre la Vallée

En toute objectivité, les éoliennes sont une aberration pour les campagnes. La faune et la flore méritent d'être préservées mais notre santé l'est tout autant. Si j'ai fait le choix de vivre à la campagne c'est pour la paix que procure un tel lieu.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h25

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°122 (Web)

Proposée par tiany
(school71@orange.fr)
Déposée le dimanche 2 novembre 2025 à 17h41
Adresse postale : la cartelière 86470 BOIVRE LA VALLEE

Monsieur le commissaire enquêteur,

Je souhaite attirer votre attention sur les documents ci-joint. Vous pourrez constater que l'étude faites par AEPE Gingko est incomplète. Je vous ai indiqué les éléments manquants et ceux qui me posent questions en rouge.
Cette étude étant incomplète, cela m'amène à me poser des questions sur le reste du dossier.

Je suis complètement défavorable à l'installation d'éoliennes, qui n'est pas fait dans les règles et qui porte atteinte aux habitants, à la flore et à la faune.

2 documents associés
contribution_122_Web_1.png
contribution_122_Web_2.png

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h25

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°123 (Web)

Proposée par ENARD Christine
(christineenard@hotmail.fr)

Déposée le dimanche 2 novembre 2025 à 23h26

Adresse postale : 6 rue des tilleuls La Chapelle Montreuil 96470 Boivre-la-Vallée

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Vous le savez, Boivre La Vallée accueille des écosystèmes sensibles qu'il faut protéger pour permettre leur pérennité (et probablement la notre).

De nombreuses personnes, via des associations et des initiatives individuelles, s'efforcent de protéger cet environnement (patrimoine ?) naturel et je les en remercie sincèrement. Je souligne notamment les actions de l'association des Oiseaux de Boivre La Vallée qui s'adonne à la promotion de la biodiversité et s'emploie à protéger l'avifaune, notamment les busards (cf le film documentaire « Le busard sur la paille » édité par Salamandre).

Chez moi la grange et la cave hébergent des chauve souris que nous nous efforçons de ne pas déranger. J'ai acheté en 2004. Les Chiroptères sont toujours là même si on en compte moins depuis quelques années. Je n'ai jamais traité chimiquement ; j'observe de nombreux insectes, papillons ... et de nombreux végétaux élisent domicile au gré du vent et des pollinisateurs en tout genre, dont les précieuses abeilles. J'ai parfois découvert des habitats de couleuvres et de hérissons. Quant aux oiseaux, d'aucuns aiment nidifier dans les arbustes et les friches du jardin.

L'implantation répétée d'éoliennes sur le territoire met en péril la faune et la flore, leurs renouvellements et leurs équilibres précaires.

La définition de l'Aire d'Etude Immédiate (AEI) retenue par AEPE Ginko, limitée à seulement 200 mètres autour du projet me questionne.

Je me permets de relayer ici la contribution argumentée de Caroline Renaud, dont je partage pleinement les inquiétudes.

Plus de 1240ha de milieux sensibles et protégés dans un rayon de 1km/2km !!!

1) ZNIEFF de type I = 3 dans un rayon d'1 km ;

- Forêt de l'Epine à 974 m
= 766,28ha de Boisements feuillus et étangs

- Bois du Parc 1,1km (également ENS..... localisé à 984m dans cet autre tableau!)
= 350,41 ha de Boisements frais et humides

- Etang de Maupertuis 1,1 km (également ENS)
= 20,26ha d'étangs et de boisements humides

2) Espaces Naturels Sensibles (ENS) = 3 dans un rayon d'1km ;

- La Verrerie 901m
= 49ha de bocage

- Bois du Parc 984 m (également ZNIEFF type 1)
= 350,41 ha de Boisements frais et humides

- Etang de Maupertuis 1,1km (également ZNIEFF type 1)
= 20,26ha d'étangs et de boisements humides

3) Sites suivis par le CEN : 3 dans un rayon de 1 à 2 km;

- Bois du Touchaud à 1,3km
= Eco-système Forestier

- Marais des Ragouillis n°1 à 1,8km et Marais des Ragouillis n°2 à 2km
= 37ha de zone humide - Tourbières et Marais

Le Marais des Raouillis a dans sa continuité le Ruisseau des Renaudières et Boivre Amont (ENS - Espace Naturel Sensible)
= 111,80ha de Boisements frais et prairies humides

A l'instar des personnes protectrices de la nature de Boivre La Vallée, je vous demande donc Monsieur le Commissaire-Enquêteur de questionner le maître d'ouvrage EOLISE sur le choix de ne pas inclure ces zones sensibles et protégées dans l'étude fine.

Je vous demande aussi d'interférer afin d'arrêter l'implantation massive d'éoliennes sur la commune.

L'homme se doit d'être le gardien de la nature, et non pas son exploitant destructeur.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h25

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°124 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association " Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le lundi 3 novembre 2025 à 11h51

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassy 86470 Boivre La Vallée

Fonction des habitats du Busard Saint-Martin : Inexactitudes majeures (preuves à l'appui)

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je souhaite porter à votre connaissance une appréciation manifestement erronée — voire une présentation trompeuse — figurant dans la « Pièce 5-A : Étude d'impact – État initial des milieux naturels », rédigée par le bureau d'études AEPE Ginko, plus précisément au chapitre "Les enjeux concernant la faune" -tableau 59 : Calcul des enjeux de conservation pour la faune patrimoniale (page 72) concernant le Busard Saint-Martin.

Ce tableau étant la synthèse des analyses précédentes, les éléments faux qu'il présente apparaissent nécessairement ailleurs dans l'étude et doivent être considérés comme également inexacts.

Dans ce tableau, AEPE Ginko indique que les parcelles concernées, composées de « cultures très abondantes », constituent uniquement une zone d'alimentation pour le Busard Saint-Martin, au motif qu'aucun indice de nidification n'aurait été observé lors des inventaires réalisés par M. Rémi Carpentier.

Sur cette base, l'enjeu de conservation attribué à l'espèce est minimisé.

Cette conclusion est scientifiquement fausse.

Cette conclusion est en contradiction totale avec les connaissances naturalistes disponibles

Cette conclusion est en contradiction totale avec les observations locales directes effectuées sur la commune de Boivre-La-Vallée, où plusieurs nichées de Busard Saint-Martin ont été localisées et protégées chaque année par notre association dans les parcelles de céréales identiques.
(base de données officielles + témoignages agriculteurs + photos + vidéos, + points gps + survol drone + film « Le Busard sur la paille » à l'appui).

Madame Caroline Renaud, co-présidente de l'association, pourra témoigner de la présence de Busards Saint-Martin nicheurs s'il le fallait, car c'est précisément elle qui suit depuis plusieurs années les Busards nicheurs sur le secteur du parc éolien "La Chapelle".

Elle parle d'ailleurs des Busards Saint-Martin nicheurs à la fin du film, qu'EOLISE a en sa possession.

Elle se trouvait précisément sur le chemin blanc qui longe la parcelle du projet. C'était en 2024, année de l'étude AEPE Ginko.

Les réalisateurs Maxence Lamoureux et Marion Fernandez pourraient également témoigner, si jamais il fallait encore des preuves.

(je certifie la véracité de l'ensemble des documents joints. Les données sensibles ont été supprimées car elles ne peuvent être déposées sur ce registre, mais sont à la disposition des autorités environnementales et décisionnaires).

* Sa biologie est parfaitement connue et documentée :

« Le Busard Saint-Martin niche au sol, souvent dans les cultures céréalières (blé et orge) qui constituent aujourd'hui, en France, son principal habitat de reproduction. »

(cf sources citées en fin de contribution)

Ainsi, qualifier les "cultures très abondantes" de simples zones d'alimentation sans mentionner leur fonction de nidification constitue une contrevérité manifeste, d'autant plus grave qu'elle modifie directement le calcul de l'enjeu écologique et donc l'appréciation des impacts du projet.

* Sa sensibilité au risques de mortalité par collision avec les éoliennes est parfaitement connue :

Le Busard Saint-Martin (comme le Busard cendré et l'ensemble des Falconiformes) est une des espèces des plus impactées par les éoliennes en France : source : LPO | Le parc éolien français et ses impacts sur l'avifaune. Etude des suivis de mortalité réalisés en France de 1997 à 2015 | 2016

Etude financée par le Ministère de l'Environnement de l'Energie et de la Mer, et de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la maîtrise de l'Energie)

« 3.2.1.2 Falconiformes

Les Falconiformes constituent le deuxième cortège d'oiseaux impactés par les éoliennes en valeur absolue (Figure 26) mais sans doute le premier au regard de leurs effectifs de populations. En effet, alors que les passereaux évoqués au point précédent se dénombrent généralement par millions, voire par dizaines de millions si on considère les populations de passage, seules quelques espèces de rapaces diurnes dépassent le seuil symbolique des 10 000 couples nicheurs en France (Thiollay & Bretagnolle, 2004).

Les 233 cadavres répertoriés (23,1 % des cadavres identifiés) appartiennent aux deux familles suivantes :

Accipitridae (Buse variable, milans, busards, Epervier d'Europe, Vautour fauve, Bondrée apivore, Aigle botté, Autour des palombes, Balbuzard pêcheur) : 127

Falconidae (Faucons crécerelle, crécerellette et hobereau) : 106 »

* Cette présentation faussée d'EOLISE/AEPE Ginko a pour effet :

- de sous-estimer gravement la sensibilité du site,
- de minimiser les impacts potentiels du projet éolien sur une espèce protégée,
- et par conséquent, d'induire en erreur les autorités environnementales, les décideurs publics et le public participant à la consultation.

Une telle omission est contraire à l'esprit de l'évaluation environnementale, dont la vocation est d'éclairer la décision publique sur la base d'informations complètes, exactes et sincères.

Monsieur le Commissaire enquêteur,

La présentation partielle et inexacte du rôle des parcelles cultivées pour le Busard Saint-Martin constitue une atteinte à la sincérité et à la fiabilité du dossier d'étude d'impact.

Les cultures sont très abondantes (dixit EOLISE/AEPE Ginko), donc extrêmement favorables à la nidification : les considérer uniquement comme zones d'alimentation est scientifiquement faux.

Les éléments erronés que l'étude d'impact contient reflètent des constats inexacts dans l'ensemble de l'étude, altèrent la compréhension des enjeux écologiques et sont de nature à induire les autorités décisionnaires en erreur.

Je vous demande, en conséquence, que cette présentation inexacte soit relevée comme observation majeure dans votre rapport et que ses implications au regard du Code de l'environnement soient expressément signalées à l'autorité décisionnaire avant toute poursuite de la procédure.

- Conformément à l'article R.122-5 du Code de l'environnement, une étude d'impact doit présenter « une analyse complète, précise et sincère de l'état initial de l'environnement » et « des effets notables du projet ». Toute information inexacte ou lacunaire contrevient à ces obligations légales.

- Et pour rappel, l'article L.411-1 du Code de l'environnement interdit strictement « la destruction, la mutilation, la capture ou l'enlèvement d'animaux d'espèces protégées, ainsi que la destruction, l'altération ou la dégradation de leurs sites de reproduction ou de leurs aires de repos ».

* Protection juridique du Buard Saint-Martin, à l'échelle Régionale, Nationale, Européenne et Mondiale :

- Le busard Saint-Martin (et le Busard Cendrés) est inscrit sur la Liste Rouge Régionale Poitou-Charentes des Oiseaux Nicheurs au titre d'espèce-menacée.

- Les busards, comme toutes les espèces de rapaces, sont protégés en France selon la loi du 10 juillet 1976 (arrêté d'application du 17 avril 1981).

- De plus, les trois espèces (busard cendré, busard Saint-Martin, busard des roseaux) figurent en annexe I de la Directive « Oiseaux » (n°79/409 du 6 avril 1979). Cette directive européenne s'applique à tous les Etats membres de la Communauté depuis le 6 avril 1981.

Elle vise à assurer la protection de toutes les espèces d'oiseaux désignées en annexe I de la dite Directive et elle permet la désignation de Zones de protection spéciales qui sont destinées à renforcer le réseau Natura 2000.

- Ils figurent également en annexe II de la Convention de Berne qui a pour objet d'assurer la conservation, au niveau européen, de la flore et de la faune sauvages et de leurs habitats naturels, notamment des espèces et des habitats dont la conservation nécessite la coopération de plusieurs Etats.

- De plus, en tant qu'espèces migratrices, la Convention de Bonn (82/461/CEE du Conseil, du 24 juin 1982) leur accorde un statut de protection à l'échelle mondiale. Comme l'ensemble des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, les busards sont protégés par le CITES ou encore Convention de Washington. Cette « Convention sur le Commerce International des Espèces » est un accord international entre les Etats qui a pour but de veiller à ce que le commerce international des spécimens d'animaux et de plantes sauvages ne menace pas la survie des espèces auxquelles ils appartiennent.

PJ:

- AEPE Ginko Calcul des enjeux de conservation pour la faune patrimoniale

- Le parc éolien français et ses impacts sur l'avifaune. Etude des suivis de mortalité réalisés en France de 1997 à 2015 | 2016

- OBLV - Busards St Martin 05-07-2025

- OBLV - Busards St Martin 12-05-2024

- OBLV - Busards St Martin 14-05-2024

- OBLV - Busards St Martin 16-06-2024

- OBLV - Busards St Martin 09-07-2023

- OBLV - Drone nid Busard St Martin - 1 (photo qui correspond à l'alignement déposé en pièce jointe)

- OBLV - Drone nid Busard St Martin - 2 (photo qui correspond à l'alignement déposé en pièce jointe)

- OBLV - Alignement Busard St Martin n°1 13-05

* Sources :

https://eolien-biodiversite.com/IMG/pdf/eolien_lpo_2017.pdf

<https://geonature.arb-idf.fr/atlas/espece/2881>

https://www.migration.net/index.php?m_id=1517&bs=63

<https://www.lpo.fr/decouvrir-la-nature/fiches-especes/fiches-especes/oiseaux/rapaces/busard-saint-martin>

10 documents associés

contribution_124_Web_1.png

contribution_124_Web_2.png

contribution_124_Web_3.png

contribution_124_Web_4.png

contribution_124_Web_5.png

contribution_124_Web_6.png

contribution_124_Web_7.png

contribution_124_Web_8.png

contribution_124_Web_9.png

contribution_124_Web_10.pdf

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h26

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°125 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association " Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le lundi 3 novembre 2025 à 12h03

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Fonction des habitats du Busard Saint-Martin : Inexactitudes majeures (preuves à l'appui)

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je souhaite porter à votre connaissance une appréciation manifestement erronée — voire une présentation trompeuse — figurant dans la « Pièce 5-A : Étude d'impact – État initial des milieux naturels », rédigée par le bureau d'études AEPE Ginko, plus précisément au chapitre "Les enjeux concernant la faune" -tableau 59 : Calcul des enjeux de conservation pour la faune patrimoniale (page 72) concernant le Busard Saint-Martin.

Ce tableau étant la synthèse des analyses précédentes, les éléments faux qu'il présente apparaissent nécessairement ailleurs dans l'étude et doivent être considérés comme également inexacts.

Dans ce tableau, AEPE Ginko indique que les parcelles concernées, composées de « cultures très abondantes », constituent uniquement une zone d'alimentation pour le Busard Saint-Martin, au motif qu'aucun indice de nidification n'aurait été observé lors des inventaires réalisés par M. Rémi Carpentier.

Sur cette base, l'enjeu de conservation attribué à l'espèce est minimisé.

Cette conclusion est scientifiquement fausse.

Cette conclusion est en contradiction totale avec les connaissances naturalistes disponibles

Cette conclusion est en contradiction totale avec les observations locales directes effectuées sur la commune de Boivre-La-Vallée, où plusieurs nichées de Busard Saint-Martin ont été localisées et protégées chaque année par notre association dans les parcelles de céréales identiques.
(base de données officielles + témoignages agriculteurs + photos + vidéos, + points gps + survol drone + film « Le Busard sur la paille » à l'appui).

Madame Caroline Renaud, co-présidente de l'association, pourra témoigner de la présence de Busards Saint-Martin nicheurs s'il le fallait, car c'est précisément elle qui suit depuis plusieurs années les Busards nicheurs sur le secteur du parc éolien "La Chapelle".

Elle parle d'ailleurs des Busards Saint-Martin nicheurs à la fin du film, qu'EOLISE a en sa possession.

Elle se trouvait précisément sur le chemin blanc qui longe la parcelle du projet. C'était en 2024, année de l'étude AEPE Ginko.

Les réalisateurs Maxence Lamoureux et Marion Fernandez pourraient également témoigner, si jamais il fallait encore des preuves.

(je certifie la véracité de l'ensemble des documents joints. Les données sensibles ont été supprimées car elles ne peuvent être déposées sur ce registre, mais sont à la disposition des autorités environnementales et décisionnaires).

* Sa biologie est parfaitement connue et documentée :

« Le Busard Saint-Martin niche au sol, souvent dans les cultures céréalières (blé et orge) qui constituent aujourd'hui, en France, son principal habitat de reproduction. »

(cf sources citées en fin de contribution)

Ainsi, qualifier les "cultures très abondantes" de simples zones d'alimentation sans mentionner leur fonction de nidification constitue une contrevérité manifeste, d'autant plus grave qu'elle modifie directement le calcul de l'enjeu écologique et donc l'appréciation des impacts du projet.

* Sa sensibilité au risques de mortalité par collision avec les éoliennes est parfaitement connue :

Le Busard Saint-Martin (comme le Busard cendré et l'ensemble des Falconiformes) est une des espèce des plus impactées par les éoliennes en France : source : LPO | Le parc éolien français et ses impacts sur l'avifaune. Etude des suivis de mortalité réalisés en France de 1997 à 2015 | 2016

Etude financée par le Ministère de l'Environnement de l'Energie et de la Mer, et de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la maîtrise de l'Energie)

« 3.2.1.2 Falconiformes

Les Falconiformes constituent le deuxième cortège d'oiseaux impactés par les éoliennes en valeur absolue (Figure 26) mais sans doute le premier au regard de leurs effectifs de populations. En effet, alors que les passereaux évoqués au point précédent se dénombrent généralement par millions, voire par dizaines de millions si on considère les populations de passage, seules quelques espèces de rapaces diurnes dépassent le seuil symbolique des 10 000 couples nicheurs en France (Thiollay & Bretagnolle, 2004).

Les 233 cadavres répertoriés (23,1 % des cadavres identifiés) appartiennent aux deux familles suivantes :

Accipitridae (Buse variable, milans, busards, Epervier d'Europe, Vautour fauve, Bondrée apivore, Aigle botté, Autour des palombes, Balbuzard pêcheur) : 127

Falconidae (Faucons crécerelle, crécerellette et hobereau) : 106 »

* Cette présentation faussée d'EOLISE/AEPE Ginko a pour effet :

- de sous-estimer gravement la sensibilité du site,
- de minimiser les impacts potentiels du projet éolien sur une espèce protégée,
- et par conséquent, d'induire en erreur les autorités environnementales, les décideurs publics et le public participant à la consultation.

Une telle omission est contraire à l'esprit de l'évaluation environnementale, dont la vocation est d'éclairer la décision publique sur la base d'informations complètes, exactes et sincères.

Monsieur le Commissaire enquêteur,

La présentation partielle et inexacte du rôle des parcelles cultivées pour le Busard Saint-Martin constitue une atteinte à la sincérité et à la fiabilité du dossier d'étude d'impact.

Les cultures sont très abondantes (dixit EOLISE/AEPE Ginko), donc extrêmement favorables à la nidification : les considérer uniquement comme zones d'alimentation est scientifiquement faux.

Les éléments erronés que l'étude d'impact contient reflètent des constats inexacts dans l'ensemble de l'étude, altèrent la compréhension des enjeux écologiques et sont de nature à induire les autorités décisionnaires en erreur.

Je vous demande, en conséquence, que cette présentation inexacte soit relevée comme observation majeure dans votre rapport et que ses implications au regard du Code de l'environnement soient expressément signalées à l'autorité décisionnaire avant toute poursuite de la procédure.

- Conformément à l'article R.122-5 du Code de l'environnement, une étude d'impact doit présenter « une analyse complète, précise et sincère de l'état initial de l'environnement » et « des effets notables du projet ». Toute information inexacte ou lacunaire contrevient à ces obligations légales.

- Et pour rappel, l'article L.411-1 du Code de l'environnement interdit strictement « la destruction, la mutilation, la capture ou l'enlèvement d'animaux d'espèces protégées, ainsi que la destruction, l'altération ou la dégradation de leurs sites de reproduction ou de leurs aires de repos ».

* Protection juridique du Buard Saint-Martin, à l'échelle Régionale, Nationale, Européenne et Mondiale :

- Le busard Saint-Martin (et le Busard Cendrés) est inscrit sur la Liste Rouge Régionale Poitou-Charentes des Oiseaux Nicheurs au titre d'espèce-menacée.

- Les busards, comme toutes les espèces de rapaces, sont protégés en France selon la loi du 10 juillet 1976 (arrêté d'application du 17 avril 1981).

- De plus, les trois espèces (busard cendré, busard Saint-Martin, busard des roseaux) figurent en annexe I de la Directive « Oiseaux » (n°79/409 du 6 avril 1979). Cette directive européenne s'applique à tous les Etats membres de la Communauté depuis le 6 avril 1981.

Elle vise à assurer la protection de toutes les espèces d'oiseaux désignées en annexe I de la dite Directive et elle permet la désignation de Zones de protection spéciales qui sont destinées à renforcer le réseau Natura 2000.

- Ils figurent également en annexe II de la Convention de Berne qui a pour objet d'assurer la conservation, au niveau européen, de la flore et de la faune sauvages et de leurs habitats naturels, notamment des espèces et des habitats dont la conservation nécessite la coopération de plusieurs Etats.

- De plus, en tant qu'espèces migratrices, la Convention de Bonn (82/461/CEE du Conseil, du 24 juin 1982) leur accorde un statut de protection à l'échelle mondiale. Comme l'ensemble des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, les busards sont protégés par le CITES ou encore Convention de Washington. Cette « Convention sur le Commerce International des Espèces » est un accord international entre les Etats qui a pour but de veiller à ce que le commerce international des spécimens d'animaux et de plantes sauvages ne menace pas la survie des espèces auxquelles ils appartiennent.

PJ:

- AEPE Ginko Calcul des enjeux de conservation pour la faune patrimoniale

- Le parc éolien français et ses impacts sur l'avifaune. Etude des suivis de mortalité réalisés en France de 1997 à 2015 | 2016

- OBLV - Busards St Martin 05-07-2025

- OBLV - Busards St Martin 12-05-2024

- OBLV - Busards St Martin 14-05-2024

- OBLV - Busards St Martin 16-06-2024

- OBLV - Busards St Martin 09-07-2023

- OBLV - Drone nid Busard St Martin - 1 (photo qui correspond à l'alignement déposé en pièce jointe)

- OBLV - Drone nid Busard St Martin - 2 (photo qui correspond à l'alignement déposé en pièce jointe)

- OBLV - Alignement Busard St Martin n°1 13-05

* Sources :

https://eolien-biodiversite.com/IMG/pdf/eolien_lpo_2017.pdf

<https://geonature.arb-idf.fr/atlas/espece/2881>

https://www.migracion.net/index.php?m_id=1517&bs=63

<https://www.lpo.fr/decouvrir-la-nature/fiches-especes/fiches-especes/oiseaux/rapaces/busard-saint-martin>

10 documents associés

contribution_125_Web_1.png

contribution_125_Web_2.png

contribution_125_Web_3.png

contribution_125_Web_4.png

contribution_125_Web_5.png

contribution_125_Web_6.png

contribution_125_Web_7.png

contribution_125_Web_8.png

contribution_125_Web_9.png

contribution_125_Web_10.pdf

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h26

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°126 (Web)

Proposée par Frédéric Becq
(frederic.becq@univ-poitiers.fr)
Déposée le lundi 3 novembre 2025 à 21h03
Adresse postale : 4 lieu-dit la cartelière 86470 Boivre la vallée

Non à l'implantation de deux nouvelles éoliennes à Boivre-la-Vallée
Habitants du lieu-dit La Cartelière, sur la commune de Boivre-la-Vallée, nous nous opposons fermement au projet d'implantation de deux nouvelles éoliennes. Ce projet aurait des conséquences lourdes et négatives pour notre cadre de vie, notre environnement et notre territoire.

Un territoire déjà saturé:

Notre commune est déjà encerclée par les parcs éoliens :

- 3 éoliennes aux Grandes Brandes,
- 6 à la Plaine des Moulins,
- 5 autres prévues avec le projet Lavausseau-Énergie.

Au total, ce sont 18 éoliennes existantes ou projetées sur et autour de Boivre-la-Vallée.

Trop, c'est trop.

Nos élus locaux s'y opposent, comme leurs homologues du territoire Vienne et Gartempe, également visé par la même société promotrice. Nos communes ne veulent pas devenir un champ d'éoliennes au détriment de leurs habitants.

Un impact écologique minimisé:

La société Eolise présente des études environnementales incomplètes et biaisées, qui sous-évaluent l'impact réel du projet sur la biodiversité.

Notre territoire abrite notamment une colonie de busards cendrés, espèce protégée, dont la survie serait menacée. La dégradation durable de notre écosystème est inévitable si ce projet voit le jour.

Des infrastructures routières déjà fragiles:

La route départementale D3, reliant Poitiers à Sanxay, est déjà en mauvais état : nids-de-poule, affaissements, chaussée dégradée.

Le passage de poids lourds nécessaires à la construction des éoliennes aggraverait considérablement cette situation, mettant en danger la sécurité des habitants et la durabilité des infrastructures locales.

Aucune retombée locale significative:

Les bénéfices pour la commune seraient quasi nuls.

De plus, la société Eolise ne présente pas de garanties claires sur sa gouvernance et son ancrage local. Malgré sa communication, rien ne prouve qu'il s'agit d'une entreprise 100 % française (par exemple, la mention « 100 % française » n'apparaît pas dans les sources officielles, Avant d'engager notre territoire dans un projet aussi lourd de conséquence, il est essentiel de vérifier la transparence de cette société et la réalité de son engagement local.

En conclusion

Nous refusons que Boivre-la-Vallée devienne un territoire sacrifié au profit d'intérêts privés.

Nous demandons le retrait immédiat du projet d'implantation de ces deux nouvelles éoliennes.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h26

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°127 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 3 novembre 2025 à 22h06

Bonjour,

Les sites éoliens qui ne respectent pas les sites historiques sont une hérésie.

Comment les agents de l'état que sont les préfets peuvent-ils encore autoriser l'implantation de tels horreurs alors qu'ils sont tenus de faire respecter des normes environnementales contraignantes ? L'état doit penser à l'avenir et ne pas autoriser ces éoliennes dont on sait déjà que leur fabrication et leur démontage sont plus polluants que ce qu'elles auront rapporté au cours de leur "vie".

Et que dire des oiseaux et des autres animaux que les vibrations des pâles tuent à petit feu.

L'enquête sur l'impact visuel est faussé car c'est la société qui va ériger et utiliser les éoliens qui la fait: comment encore en France en 2025 peut-on être juge et partie sans que cela ne provoque une interdiction par le préfet.

Il est grand temps que la création ou l'agrandissement des parcs éoliens arrête d'être le fait du prince, dans le cas présent du préfet. L'administration doit protéger les petits et non suivre aveuglément les intérêts de certains.

En espérant que de nombreuses autres personnes s'insurgeront contre l'état totalitaire qui ne fait des réunions que pour mieux imposer ses volontés comme il l'a fait en 2007 en ne respectant pas le résultat du référendum sur la "constitution européenne". Il paraît que le peuple est idiot et ne sait ce qui est bon pour lui : ceux qui s'imposent par ces arguments sont dignes des régimes communistes qui ont sévi durant 70 en URSS et 45 en Europe de l'Est.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h26

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°128 (Web)

Proposée par Cantereau Becq Anne
(anne.cantereau@univ-poitiers.fr)
Déposée le lundi 3 novembre 2025 à 23h06
Adresse postale : 4 Lieu dit La carteliere 86470 boire la vallée

Bonjour,
Présente lors de la réunion d'ouverture de la consultation publique, j'ai pu constater le grand déséquilibre entre la société Eoline qui prépare le projet depuis plusieurs années et la population interrogée qui n'aura que 3 mois pour répondre. Les documents mis en ligne sur le site du registre dématérialisé sont nombreux, longs et difficiles à comprendre lorsque l'on n'est pas professionnel du secteur.
Un exemple d'une phrase vide de sens pour la personne non qualifiée que je suis. Dans la conclusion page 7 du CR de la réunion publique :
« Le public s'est exprimé librement Il lui appartiendra cependant de convenir qu'il ne dévoile pas prématurément une stratégie d'opposant, mais qu'il contribue à l'expertise du projet. » Quesaco ??? Cette phrase supposerait elle que les personnes présentes n'ont pas exprimé leur opposition au projet ? mais se sont présentées avec le souhait d'un échange constructif afin de faire aboutir le projet?
Pendant cette réunion, les oppositions n'ont pas été entendues, les seules réponses de M. Wambre (société Eolise) concernaient la mise en place de mesures compensatoires. A aucun moment, il n'a été envisagé l'abandon du projet alors même que le conseil municipal de Boivre La Vallée représenté à la réunion s'est toujours opposé à l'unanimité au projet d'implantation de nouvelles éoliennes. La société Eolise maîtrisait les réponses pour mettre en défaut chaque intervention/opposition. Ce n'était pas une consultation, c'est le pot de fer contre le pot de terre.
Veuillez trouver en pièce jointe une liste non exhaustive d'arguments en défaveur du projet.

1 document associé
contribution_128_Web_1.pdf

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h27

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°129 (Web)

Proposée par Zuka Florence
(fszczuka@gmail.com)
Déposée le mardi 4 novembre 2025 à 04h20
Adresse postale : 10 rue des fleurs, Benassay 86470 Bouvre la Vallée

Bonjour j'ai trouvé sur internet un article affirmant que les niveaux de bruit générés par un parc éolien sont très modérés puisqu'ils dépassent rarement 40 dBA, soit l'équivalent du niveau de bruit dans un bureau calme.

Qui travaille dans un bureau calme 365 jours par an ? Déjà 8h par jour c'est grandement assez.
Moi je peux vous affirmer que même dans un bureau calme le bruit continu des ordinateurs est imperceptible sauf lorsqu'une coupure de courant nous ramène au vrai calme, là on prends réellement conscience de cette immersion constante dans un environnement qui est tout sauf naturel.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h27

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°130 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 4 novembre 2025 à 09h26

Au détriment du vivant on fait miroiter un revenu constant, le vent n'a jamais nourri personne et c'est une honte d'amener nos agriculteurs à louer leurs terres plutôt que de leur permettre d'en vivre dignement. Votre durée de location sur le papier s'étend à 99 ans, 1 siècle à une année près, sans que les générations qui suivront ne puissent décider de leur avenir parceque leurs ancêtres auront pour certains, considérer l'appât du gain plus important que ce que leur on laissé les générations passées.

Vous êtes avec vos éoliennes des bonimenteurs aux mots pompeux comme "emphytéotique" qui signifie juste "une durée de 18 ans minimum et de 99 ans maximum".

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h27

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°131 (Web)

Proposée par Godin Pierre
(pierre.godin@wanadoo.fr)
Déposée le mardi 4 novembre 2025 à 10h10
Adresse postale : 1 lieu dit le Haut de Plantéchelle 86470 Boivre la Vallée

Il me semble que nous sommes déjà bien saturé en éoliennes sur notre commune. Elles détruisent le paysage, pour un rendement discutable, sans compter l'impact tout à fait négatif sur la faune sauvage.

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h27

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°132 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le mardi 4 novembre 2025 à 12h24
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Calcul des enjeux : Monsieur le Commissaire, pouvez-vous considérer recevable un indice de vulnérabilité basé sur des données obsolètes et des espèces ignorées ?

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

De l'aveu même des auteurs de l'étude de référence © LPO | Le parc éolien français et ses impacts sur l'avifaune. Étude des suivis de mortalité réalisés en France de 1997 à 2015 | 2016, les suivis de mortalité menés en France présentent de nombreuses lacunes méthodologiques : hétérogénéité des protocoles, absence fréquente de données brutes, description incomplète des parcs (nombre, position, puissance, date de mise en service), suivi insuffisant des mesures d'évitement ou de compensation, et manque de précision dans la retranscription des visites de terrain (dates, surfaces prospectées, largeur des transects).

Les auteurs soulignent également que les cas de mortalité ne sont pas systématiquement datés ou localisés – seuls 78,5 % des oiseaux trouvés sont datés et 26,7 % positionnés par rapport à l'éolienne la plus proche – et que la mortalité réelle n'est estimée que dans un nombre très limité de dossiers, souvent sans possibilité d'extrapolation annuelle fiable.

Ces constats, établis par les organismes eux-mêmes responsables de la collecte et de l'analyse des données, mettent en évidence les limites structurelles du corpus français de suivis de mortalité et invitent à la plus grande prudence quant à l'usage de ces chiffres comme référence scientifique solide.

Sachant cela, je souhaite porter à votre attention les faits suivants :

Le tableau 62 de l'étude d'impact AEPE Ginko (« Niveaux de sensibilité aux collisions éoliennes pour l'avifaune patrimoniale ») présente de graves incohérences.

1) La liste des espèces retenues semble se limiter à celles observées ponctuellement lors des inventaires de terrain, excluant ainsi un nombre considérable d'espèces pourtant présentes sur le secteur ou régulièrement observées en migration.

Cette absence fausse d'emblée toute évaluation du risque.

Un des exemples le plus significatif est celui du Milan royal, espèce emblématique, protégée et classée à sensibilité 4, totalement absente du tableau. (cf pièces jointes des derniers cas de mortalité par collisions éoliennes en France)

2) Autre problème majeur: les données de collisions utilisées sont datées de 2024 (cas répertoriés en Europe et en France), mais les auteurs appliquent à ces chiffres un indice de sensibilité établi sur des données de 2012.

Ce mélange de référentiels temporels rend l'analyse obsolète et incohérente.

* L'exemple de l'Alouette des Champs illustre cette contradiction : selon les données actualisées au 26 février 2025, on recense 552 collisions mortelles en Europe, dont 250 en France.

Plus de 45% des cas de mortalité par collision avec des éoliennes en Europe sont en France !!

Pourtant, cette espèce se voit attribuer un niveau de sensibilité = 0.

Une telle conclusion, en totale contradiction avec les chiffres disponibles, discrédite la méthodologie employée et invalide la crédibilité de l'évaluation du risque de collision présentée dans l'étude.

* Le cas du Roitelet triple-bandeau illustre de manière particulièrement flagrante également les lacunes du tableau 62 de l'étude AEPE Ginko.

Cet oiseau, le plus petit d'Europe (9 cm pour un poids de 4 à 7 grammes), est extrêmement difficile à détecter lors des suivis de mortalité — une difficulté qui vaut également pour le Roitelet huppé. Sa taille minuscule et la rapidité de la décomposition de son corps rendent sa détection rare, même en cas de mortalité réelle élevée.

Les données disponibles indiquent que le Roitelet triple-bandeau est l'espèce la plus impactée par le risque éolien : 519 cas de mortalité recensés en Europe, dont 401 en France.

Plus de 77% des cas de mortalité par collision avec des éoliennes en Europe sont en France !!

Il est retrouvé sous les machines d'un grand nombre de parcs, notamment sur le parc éolien voisin des Champs Chagnots, proche du projet Éolise.

L'étude nationale de référence souligne elle-même :

« La prédominance de cette espèce dans les cas de mortalité constatés est intéressante à plus d'un titre. Tout d'abord, il s'agit d'un oiseau essentiellement forestier, qui évolue le plus souvent à couvert et on ne s'attendrait pas à ce qu'il soit affecté par les éoliennes. Mais les cas de mortalité se concentrent durant les périodes de migration, indiquant que pendant ces périodes, les oiseaux fréquentent des milieux très divers et que leur comportement diffère sensiblement, pouvant les exposer à des dangers différents de ceux existants sur les sites de reproduction ou d'hivernage(...) »

Malgré ces constats, cette espèce emblématique du risque de collision n'apparaît nulle part dans le tableau 62 de l'étude AEPE Ginko.

Cette omission majeure démontre à quel point la liste retenue sous-estime la réalité du risque et occulte des espèces pourtant identifiées comme les plus fréquemment victimes des installations éoliennes.

* L'absence du Martinet noir dans le tableau 62 de l'étude AEPE Ginko demeure elle aussi incompréhensible.

Il est difficile d'imaginer qu'aucun martinet n'ait été observé sur le secteur, alors que cette espèce est massivement présente dans nos ciels de mai à août, nicheuse commune de toutes les communes environnantes.

Les données les plus récentes indiquent que le Martinet noir est la deuxième espèce la plus fréquemment retrouvée morte sous les éoliennes, avec 792 cas de mortalité recensés en Europe, dont 492 en France.

Plus de 62% des cas de mortalité par collision avec des éoliennes en Europe sont en France !!

Les collisions sont concentrées entre la mi-juillet (semaine 29) et la mi-août (semaine 32), période correspondant à l'envol des jeunes et à la migration postnuptiale.

Cette prédominance peut paraître paradoxale pour un oiseau réputé extrêmement rapide et agile, mais les analyses montrent qu'il traverse les parcs éoliens plutôt que de les contourner, s'exposant ainsi aux turbulences et aux variations de courants thermiques générées par les pales. Une part non négligeable des collisions se produit également lors de déplacements nocturnes.

L'étude nationale de référence souligne à ce propos :

« Cette prédominance des martinets noirs dans les cas de mortalité constatés pourrait mettre en doute certains modèles mathématiques de collision basés sur la capacité supposée de telle ou telle espèce à éviter les pales des éoliennes. »

Que le Martinet noir — espèce à la fois ubiquiste, abondante et documentée comme l'une des plus vulnérables aux collisions — n'apparaisse pas dans la liste d'espèces considérées par AEPE Ginko illustre une sous-évaluation manifeste du risque réel et une incomplétude flagrante de leur tableau de sensibilité.

* Il y a également le cas des rapaces diurnes qui constituent, avec les passereaux, un groupe particulièrement impacté par les éoliennes.

Selon l'étude citée précédemment, "les Falconiformes constituent le deuxième cortège d'oiseaux impactés en valeur absolue, mais sans doute le premier au regard de leurs effectifs de populations", car contrairement aux passereaux, les populations de rapaces sont beaucoup plus modestes : seules quelques espèces dépassent 10 000 couples nicheurs en France (Thiollay & Bretagnolle, 2004). Ainsi, même un nombre limité de collisions peut représenter un impact significatif sur la population.

Quelques exemples d'espèces suivies et impactées :

- Busard Cendré : 89 cas en Europe, 46 en France.

Plus de 51% des cas de mortalité par collision avec des éoliennes en Europe sont en France !!

Les cadavres sont retrouvés exclusivement en période de reproduction, période durant laquelle les comportements – parades nuptiales, échanges de proies, changements de site de chasse, survols d'habitats non favorables – exposent l'espèce à un risque élevé de collision.

- Busard Saint-Martin : 30 cas en Europe, 21 en France.

70 % des cas de mortalité par collision avec des éoliennes en Europe sont en France !!

Egalement exposé en période de reproduction.

- Faucon hobereau : absent du tableau AEPE Ginko mais présent sur le site ; 49 cas en Europe, 23 en France.

49% des cas de mortalité par collision avec des éoliennes en Europe sont en France !!

En résumé, ces données montrent que les rapaces, malgré des effectifs modestes, subissent un impact proportionnellement élevé.

Et particulièrement en France !!

* Et que dire des espèces nocturnes ?

De nombreuses espèces telles que l'Effraie des clochers, le Hibou moyen-duc, la Chouette hulotte, l'Engoulevent d'Europe ... n'apparaissent pas dans l'étude d'impact.

À croire qu'AEPE Ginko n'est pas venu beaucoup la nuit.

3) On peut prétendre que les recherches sur la mortalité par collisions avec des éoliennes sont plus poussées en France que dans tous les autres pays d'Europe.... je peux rétorquer que les parcs éoliens sont mal implantés.

Peu importe de toutes façons, l'éolien français est mortifère pour les oiseaux.

Le développement éolien intensif génère des pressions accrues sur des espèces déjà menacées, vulnérables et protégées au niveau Mondial, Européen et National;

Tout projet doit prendre en compte ce risque, en particulier pour les zones de reproduction et de migration.

4) Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Au regard des éléments exposés ci-dessus, je me permets de vous interroger directement : trouvez-vous normal que l'indice appliqué pour le niveau de vulnérabilité des espèces soit établi sur des données datant de 2012, alors même que des données beaucoup plus récentes sur les mortalités sont disponibles ?

Exemple stupéfiant qui illustre cette interrogation :

- L'Elanion blanc :

Les trois cas de mortalité recensés en Europe ont été comptabilisés en France (100% !), et pourtant l'étude lui attribue un niveau de sensibilité nul, simplement parce qu'en 2012 l'espèce n'était pas implantée sur le territoire.

Or, l'Elanion blanc est aujourd'hui nicheur sur l'aire d'étude immédiate (preuve à l'appui).

Et que dire de La Cigogne Noire ? Des Cigognes Blanches ? Des Grues Cendrées ? Du Circaète Jean-Le-Blanc ... et tous les autres !

En l'état, peut-on considérer que l'étude EOLISE/AEPE Ginko comme recevable au regard des exigences scientifiques et réglementaires, dès lors que l'indice de vulnérabilité repose sur des données périmées de plus de dix ans et que des espèces protégées et particulièrement sensibles sont délibérément écartées ?

P.S. :

Je détaillerai le cas précis de la colonie de Busards cendrés nicheurs de la commune de Boivre La Vallée. Mais franchement devoir lire et analyser toutes ces données de mortalité est insupportable ! Pour moi mais aussi pour mes ami-es éco-volontaires bénévoles qui passons notre temps à protéger l'avifaune locale.

P.J.:

- AEPE Ginko Niveaux de sensibilité aux collisions éoliennes pour l'avifaune patrimoniale
- Tableau suivi mortalités en Europe - Source identique à AEPE Ginko mais mise à jour le 26/02/25
<https://ifu.brandenburg.de/ifu/de/aufgaben/natur/artenschutz/vogelschutzwarte/arbeitschwerpunkt-entwicklung-und-umsetzung-von-schutzstrategien/auswirkungen-von-windenergieanlagen-auf-voegel-und-fledermaeue/>
- ARIA : quelques exemples de mortalité
<https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/>
- © LPO | Le parc éolien français et ses impacts sur l'avifaune. Étude des suivis de mortalité réalisés en France de 1997 à 2015 | 2016
- Inventaire ornithologique Boivre-La-Vallée - 23/10/2025

18 documents associés

contribution_132_Web_1.png
contribution_132_Web_2.pdf
contribution_132_Web_3.png
contribution_132_Web_4.png
contribution_132_Web_5.png
contribution_132_Web_6.png
contribution_132_Web_7.png
contribution_132_Web_8.png
contribution_132_Web_9.png
contribution_132_Web_10.png
contribution_132_Web_11.png
contribution_132_Web_12.png
contribution_132_Web_13.png
contribution_132_Web_14.png
contribution_132_Web_15.png
contribution_132_Web_16.png
contribution_132_Web_17.pdf
contribution_132_Web_18.pdf

1 commentaire

Par Eolise
Déposé le 24/11/2025 à 11h27

Bonjour,
Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »). Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.
Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).
L'équipe d'Eolise

Contribution n°133 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le mardi 4 novembre 2025 à 20h44
Adresse postale : 5, rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

L'Elanion blanc : la preuve qu'une étude d'impact obsolète fausse toute la vérité écologique
En complément de la contribution n°132.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je vous invite à lire attentivement cette contribution , qui vient compléter la n°132— elle est essentielle pour comprendre à quel point l'évaluation d'impact présentée par EOLISE/AEPE Ginko repose sur des fondements obsolètes et contraires à toute rigueur scientifique.

Je souhaite attirer votre attention sur un cas particulièrement significatif : celui de l'Elanion blanc (*Elanus caeruleus*).

Tout d'abord, une erreur s'est glissée dans ma précédente contribution : il ne s'agissait pas de trois, mais de quatre cas de mortalité par collision avec une éolienne répertoriés en Europe — et donc quatre cas en France, soit 100 % des collisions recensées sur le continent.
Ces données sont issues de la même base de suivi que celle utilisée par AEPE Ginko, mais plus récente.
Depuis, deux nouveaux cas mortels ont été recensés dans la base ARIA (voir plus bas dans le document).
Nous sommes donc à 6 au moins.

A) Un indice de sensibilité "zéro" fondé sur des données périmées : une erreur lourde de conséquences :

Dans son étude d'impact, AEPE Ginko attribue à l'espèce un indice de sensibilité nul, en se basant sur un référentiel daté de 2012 !!!!
(cf : Tableau 62 : Niveaux de sensibilité aux collisions éoliennes pour l'avifaune patrimoniale (page 78))

En 2012, l'Elanion Blanc n'était pas implanté en France !
Voir un individu était alors le Graal de tout ornithologue !

« (...) puis atteindre le sud-ouest de la France au début des années 1990. La progression en France va être très lente mais régulière jusqu'à occuper l'ensemble des contreforts de la chaîne pyrénéenne côté atlantique, au début des années 2010. La population "envoie" alors des pionniers se reproduire

occasionnellement plus au nord.

Depuis 2018, c'est l'explosion ! La carte en cours de l'Atlas national (Oiseaux de France) montre une occupation de toute l'Occitanie non méditerranéenne, de toute la région Nouvelle-Aquitaine (hormis le Limousin) et d'une grande partie de la région Pays de la Loire. (...) Il est très rare qu'une nouvelle espèce s'installe aussi rapidement dans une région. »

L'indice de vulnérabilité retenu repose donc sur des données vieilles de treize ans, obsolètes et non représentatives de la situation actuelle : époque où l'espèce n'était pas implantée, alors qu'à présent elle est en pleine expansion.

Et qui plus est, depuis la science a largement progressé.

B) La véritable sensibilité de l'Elanion blanc au risque éolien :

Des études plus récentes que la base de référence d'AEPE Ginko – notamment le document de référence établi par la LPO Pays de la Loire : "Implantation de parcs éoliens dans les Pays de la Loire – Cartes d'alerte AVIFAUNE – Septembre 2018, version 2" – confirment une nouvelle réalité :

**** ELANION BLANC (*Elanus caeruleus*) ** :**

- Sensibilité éolien reproduction : FORTE
- Intérêt patrimonial reproduction : TRÈS
- Niveau d'incidence reproduction : FORT

- Sensibilité éolien hivernage et migration : FORTE
- Intérêt patrimonial hivernage et migration : non évalué (espèce en phase d'implantation)
- Niveau d'incidence hivernage et migration : non évalué (idem)

Cette étude, réalisée six ans après celle servant de base à AEPE Ginko, établit sans ambiguïté que l'Elanion blanc présente une forte sensibilité au risque éolien et un intérêt patrimonial très élevé.

Dès lors, comment AEPE Ginko peut-elle prétendre à une évaluation fiable (basée sur des données de 2012 totalement obsolètes) en appliquant un indice de sensibilité "zéro" à une espèce désormais nicheuse, hivernante, protégée et reconnue comme fortement sensible à l'éolien ?

Ne pas en tenir compte, c'est fausser délibérément le niveau d'enjeu écologique, fondement même de toute analyse d'impact et de la séquence Éviter – Réduire – Compenser (ERC).

L'Elanion Blanc est nicheur régulier et hivernant régulier sur le territoire de Boivre-La-Vallée, y compris sur le secteur du projet « La Chapelle » EOLISE.

C) Une biologie reproductive incompatible avec l'évaluation réalisée :

Il est primordial de lire ceci pour se rendre compte de la période de nidification à prendre en considération :

« En France, 80 % des pontes sont déposées avant le 25 mars (Duchâteau et al., in Grangé, 2002). Cependant des reproductions estivales, voire automnales ont été constatées (octobre, novembre), y compris en France.

Plusieurs pontes peuvent être entreprises successivement, quel que soit le succès des précédentes. En Aquitaine, 5 pontes avec réussite totale ont été relevées en 14 mois (Grisser & Blake, 2004a). »

D) Fait constaté : l'espèce subit déjà des impacts mortels :

Les 4 cas de mortalité en Europe, référencés dans la base de données identique à AEPE Ginko, ont tous eu lieu en France :

- 1x Elanion blanc mort par impact éolien – Parc de La Baume (Aveyron) : 01/10/2021 (DREAL)
- 1x Elanion blanc mort par impact éolien – Parc de Tillières (Maine-et-Loire) : 11/10/2021 (APOCOPE)
- 2x Elanions blancs morts par impact éolien – Parc du Boussay (Loire-Atlantique) : 10/06/2021 et 03/06/2022 (APOCOPE)

Depuis, deux nouveaux cas mortels ont été recensés dans la base ARIA/BARPI (BUREAU D'ANALYSE DES RISQUES ET POLLUTIONS INDUSTRIELS - du Ministère de la Transition écologique) :

- N°64262 – 09/04/2025 – Sèvremoine (49) : collision mortelle confirmée, malgré la présence d'un système de détection automatisé, inefficace pour les petits rapaces.
- N°63380 – 19/08/2024 – Saint-Philbert-de-Bouaine (85) : découverte d'un cadavre d'Elanion blanc, troisième cas sur ce parc après ceux de septembre 2021 et juin 2023, malgré un suivi et un bridage ciblé.

Tous ces éléments démontrent que l'espèce est non seulement implantée, mais aussi directement exposée au risque éolien, sur plusieurs sites du Grand Ouest.

De plus, il est précisé sur la base ARIA que le système de détection automatisé est inefficace car c'est un petit rapace.

E) Si tout cela ne suffisait pas : quelques exemples de décisions préfectorales qui le confirment :

- Le 30/05/2024 La Préfecture de l'Indre a refusé le projet éolien PAYS BLANCOIS au motif (entre autres) de la présence d'Elanion Blanc .
- Le 27/09/2023 La Préfecture des Deux Sèvres a refusé le projet éolien PÂQUERIES au motif (entre autres) de la présence d'Elanion Blanc .

F) Conclusion : Monsieur le Commissaire, peut-on vraiment fermer les yeux sur ces faits ?

Une telle incohérence méthodologique ne peut être considérée comme une simple erreur : elle retire toute crédibilité scientifique à l'étude d'impact EOLISE AEPE Ginko et rend juridiquement irrecevable l'application de la séquence ERC – et donc le projet qui en découle.

Mais permettez-moi de vous interroger : comment une étude fondée sur des données périmées, des évaluations faussées et des omissions manifestes pourrait-elle encore être jugée recevable ?

L'Élanion blanc n'est pas un cas isolé, mais un exemple supplémentaire parmi les nombreuses incohérences, omissions et approximations déjà signalées dans mes précédentes contributions.

Combien d'exemples faudra-t-il encore pour admettre que cette étude, dans sa conception même, trompe les autorités environnementales, les décideurs et le public ?

Ce nouvel élément ne fait que confirmer ce que le dossier tout entier laisse entrevoir : une construction méthodologique destinée à minorer les impacts réels, au mépris de la vérité scientifique et du droit de l'environnement.

Statuts juridique de l'espèce :

- Espèce protégée (arrêté du 17/04/81, modifié le 16/06/99)
- Liste Rouge Nationale : VULNERABLE (nidification)
- Inscrite à l'Annexe I de la Directive Oiseaux
- Inscrite à l'Annexe II de la Convention de Berne
- Inscrite à l'Annexe II de la Convention de Bonn
- Inscrite à l'Annexe II de la Convention de Washington
- Inscrite à l'Annexe A du règlement CEE/CITES.

Les données d'observation de l'Elanion Blanc sont considérées en France comme étant extrêmement sensibles. Mais je pourrai transmettre celles qui nous concernent aux autorités environnementales et décisionnaires si nécessaire.

Sources :

- <https://www.lpo.fr/decouvrir-la-nature/fiches-especes/fiches-especes/oiseaux/elanion-blanc>
- https://www.migration.net/index.php?m_id=1517&bs=76
- https://paysdelaloire.lpo.fr/wp-content/uploads/2021/01/rapport_implantation-de-parcs-eoliens-dans-les-pays-de-la-loire_cartes-dalerte-oiseaux.pdf
- <https://fu.brandenburg.de/fu/de/aufgaben/natur/artenschutz/vogelschutz/warte/arbeitschwerpunkt-entwicklung-und-umsetzung-von-schutzstrategien/auswirkungen-von-windenergieanlagen-auf-voegel-und-fledermaeuse/>
- https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/?s=elanion&fwp_recherche=elanion&fwp_enseignements_sectoriels=energie-energies-nouvelles&fwp_consequences=atteinte-a-la-faune-sauvage&action_masquer_totaux_facettes=1
- https://audit.ide.pref.gouv.fr/contenu/telechargement/36892/319879/file/2024-05-30-AP_REJET.pdf
- https://www.deux-sevres.gouv.fr/contenu/telechargement/52545/428590/file/AP_refus.pdf

P.J.:

- AEPE Ginko - Elanion - Niveaux de sensibilité aux collisions éoliennes pour l'avifaune patrimoniale
- Elanion - Implantation de parcs éoliens dans les Pays de la Loire – Cartes d'alerte AVIFAUNE
- Elanion - Mortalité en France
- Elanion - Mortalité en France focus
- Elanion - Mortalité en France N° 64262 - 09/04/2025 - FRANCE - 49 - SEVREMOINE
- Elanion - Mortalité en France N° 63380 - 19/08/2024 - FRANCE - 85 - SAINT-PHILBERT-DE-BOUAIN
- Elanion - Refus parc éolien PAYS BLANCOIS
- Elanion - Refus parc éolien PAQUERIES -1
- Elanion - Refus parc éolien PAQUERIES -2
- Elanion - OBLV 1
- Elanion - OBLV 2

11 documents associés

contribution_133_Web_1.png
contribution_133_Web_2.png
contribution_133_Web_3.png
contribution_133_Web_4.png
contribution_133_Web_5.png
contribution_133_Web_6.png
contribution_133_Web_7.png
contribution_133_Web_8.png
contribution_133_Web_9.png
contribution_133_Web_10.png
contribution_133_Web_11.png

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h28

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°134 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 5 novembre 2025 à 18h30

Stop aux éoliens , beaucoup trop sur boire la vallée.

1 commentaire

Par Eolise

Déposé le 24/11/2025 à 11h28

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Contribution n°135 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association " Les Oiseaux de Boivre La Vallée"

(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le jeudi 6 novembre 2025 à 12h04

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Séquence ERC défaillante et sous-évaluation manifeste des impacts sur l'avifaune. En exemple : l'Œdicnème criard

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je sais que cette contribution dédiée aux Œdicnèmes Criards est « un peu longue », mais elle s'applique en réalité à la séquence E.R.C pour l'ensemble de l'avifaune.

Alors je vais prendre cette espèce en exemple .

J'espère sincèrement que vous prendrez le temps de la lire.

Dans un premier temps, il est primordial que vous sachiez que l'Œdicnème criard, oiseau semi-nocturne, fait partie d'un programme national de suivi. Même si ce type de plan n'est pas valorisé par AEPE Ginko, il reste que cette espèce, patrimoniale et emblématique de notre campagne poitevine, est en réel danger et qu'à ce titre, elle fait l'objet d'un suivi scientifique national.

Je retranscris ici une phrase issue de la Liste Rouge des Oiseaux Nicheurs du Poitou-Charentes (page 14) :

"Le Poitou-Charentes constitue la première population nationale et possède donc une responsabilité très forte pour la conservation de l'espèce."

A) Le suivi de la population d'Œdicnème Criards sur les Aires d'Étude du projet « La Chapelle » :

- Données de suivis depuis Mai 2000 jusqu'à cet automne 2025 disponibles sur la base de données Faune-France - base de données utilisée par AEPE Ginko.

(possibilité de joindre des données sensibles supplémentaires aux autorités compétentes si nécessaire).

Tout ce secteur accueille dès la mi-février les oiseaux revenant du sud de l'Espagne et du nord de l'Afrique.

Notons que si la plupart des dates de ponte ont lieu entre le 10 avril et le 20 mai, elles peuvent s'étaler de début avril jusqu'à la fin août en raison de pontes de remplacement.

En période post-nuptiale, les oiseaux deviennent plus grégaires et se regroupent à plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines, dans les chaumes de tournesol, de colza, sur les terres nues ou encore sur des couverts herbacés relativement ras. Ces rassemblements sont appelés « rassemblements post-nuptiaux ».

Contrairement à ce qui est écrit en page 50, la migration post-nuptiale (et donc les rassemblements qui l'accompagnent) s'étend jusqu'au 15 novembre environ, et non pas jusqu'à fin octobre comme indiqué par AEPE Ginko.

Les populations nicheuses et les rassemblements postnuptiaux sont présents de part et d'autre du projet «éolien « La Chapelle ».

B) Inventaire et commentaires AEPE Ginko sur Aire d'Étude Immédiate 200m :

La ZIP (et/ou AEI) du projet « La Chapelle » accueille des Œdicnèmes criards :

en migration prénuptiale (pages 46, 50, 72)

en période de nidification — nidification probable de 6 couples (pages 28, 45, 47, 53, 72)

en migration post-nuptiale (pages 46, 50, 72, 80, 97), période correspondant aux rassemblements post-nuptiaux

"Plusieurs individus contactés en période pré et post-nuptiale, sans former de groupes importants, max 5 individus. »

"C'est lors des rassemblements post-nuptiaux que ces espèces (Œdicnème criard et Pluvier doré) peuvent être exposées, notamment quand ces groupes sont importants, ce qui n'a pas été observé sur le site."

"En période de migration, aucun rassemblement n'a été observé pour l'espèce, ce qui réduit les risques de collision."

C'est heureux qu'AEPE Ginko n'ait pas observé de groupe important sur un périmètre de 200 m, n'est-ce pas ? Un petit groupe seulement, quelle chance pour le projet « La Chapelle » !

Espérons également que l'utilisation de la rotation des cultures ne viennent pas tout chambouler l'année suivante.

Et j'oserais même : espérons aussi que la population d'Œdicnèmes Criards, suivie depuis 25 ans de part et d'autre du projet « éolien « La Chapelle », décide de quitter son territoire de prédilection l'année suivante.... sinon ils vont devoir traverser un des seuls couloirs sans « hachoirs à oiseaux » qui leur reste !

C) Patrimonialité, enjeu et impact brut définis par AEPE Ginko :

— Indice de patrimonialité :

* Nidification = 2,5

Le programme national de suivi n'est pas valorisé dans le calcul de l'indice d'AEPE Ginko

* Migration = 2

L'espèce perd 0,5 pt car non évaluée dans la Liste Rouge en période de migration, alors que le Poitou-Charentes est reconnu d'importance nationale pour cette espèce et que les rassemblements post-nuptiaux de l'Aire d'Étude sont suivis dans le cadre d'un Programme National.

— Indice de fonctionnalité du site :

* Nidification = 3

* Migration = 1

Le site perd de sa valeur après la nidification ? Or commencent les rassemblements post-nuptiaux avec les jeunes de l'année, qui restent jusqu'à mi-novembre, période la plus risquée selon AEPE Ginko.

— Niveau de l'enjeu / de vulnérabilité :

AEPE Ginko I.3 — Les enjeux concernant la faune (pages 72-73) : "Les enjeux concernant la faune portent principalement sur l'avifaune. Les milieux ouverts, bien représentés au niveau local, ont un enjeu modéré pour la conservation du Busard cendré et de l'Œdicnème criard, espèces avec un indice de patrimonialité élevé."

* Nidification = Modéré

* Migration = Très faible

Le niveau d'enjeu baisse de 2 niveaux ? Pourtant commencent les rassemblements post-nuptiaux, période de risque maximum.

— Niveau d'impact brut (pages 102-109)

* Impact potentiel n°1 = Risque de destruction et de dérangement = Fort

Impact potentiel n°2 = Perte et altération de milieux ouverts (~1 ha) = Négligeable

D) Effets cumulés ???? (page 100) :

« Au niveau local, le parc des Champs-Chagnots est composé d'une ligne de 3 éoliennes qui coupent l'axe migratoire mais le positionnement des éoliennes du projet de La Chapelle n'étend pas cette barrière sur le front de l'axe migratoire. À l'échelle plus large de l'AEE, les différents projets restent à distance raisonnable les uns des autres pour permettre à l'Avifaune de contourner les éoliennes. Il n'y a donc pas d'effets cumulés attendus sur l'Avifaune. »

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur,

- l'étude des effets cumulés se limite à un rayon de 1,2 km ?

- l'étude des effets cumulés se limite à un axe migratoire ?

- Quid du Parc des Grandes Brandes (x3) à 1,5km ? de La Plaine des Moulins (x5) à 5,3km ? de Lavausseau/Benassay (x5) à 5,4Km ? des Fontenelles (x7) à 6,5 km ?

- Tout au long de l'année

E) Mesures proposées par EOLISE / AEPE Ginko pour obtenir l'IMPACT RÉSIDUEL = NÉGLIGEABLE

Dans un premier temps, Monsieur le Commissaire-Enquêteur d'autres alternatives d'implantation ont-elles été étudiées ?

Ensuite,

— Mesures d'évitement :

* ME02 — Préconisations pour l'accès au chantier : Les engins de chantier et les camions de transport circuleront uniquement sur les chemins d'accès renforcés/créés et sur les zones spécialement aménagées pour les accueillir.

→ Énorme dérangement lors de la création de ces chemins d'accès

→ Risque de perte d'habitat supplémentaire lié à la création des chemins

→ Énorme dérangement lors du passage des camions / les des travaux

* ME04 — Préconisations pour éviter les perturbations liées à l'éclairage : Aucun éclairage permanent — Il faudra éviter les travaux de nuit.

→ Que signifie « éviter les travaux de nuit » ? Dans quelles mesures seront-ils évités ? Sous quelles conditions seront-ils évités ?

— Mesures de réduction :

* MR01 — Les travaux lourds devront commencer en dehors de la période de reproduction de la majorité des espèces, c'est-à-dire entre septembre et mars. Les travaux légers seront à réaliser de préférence sur la même période que les travaux lourds mais ils pourront toutefois continuer sur les mois d'avril à août, tant qu'il n'y a pas d'interruption de travaux sur le site.

→ Septembre-novembre = période de rassemblements post-nuptiaux des Œdicnèmes criards. MR01 totalement inadaptée et extrêmement impactante pour l'espèce !

* MR06 — Bridage des éoliennes pour les Busards : Les éoliennes seront alors bridées en journée, à minima 5 jours avant et 5 jours après la date estimée d'envol (sic :des jeunes busards).

→ Inutile pour les Œdicnèmes criards

* MR07 — Minéralisation des plateformes : limiter attrait pour reproduction ou chasse des espèces

→ La minéralisation des pieds des éoliennes n'empêchera pas l'espèce de nicher dans la parcelle ni de voler au niveau des pâles lors de ses déplacements

→ Compensations des pertes d'habitat pour la création des plateformes ? Non précisées

Avec ces mesures qui ni n'évitent ni ne réduisent les impacts sur l'Oedicnème criard, l'IMPACT RÉSIDUEL est déclaré NÉGLIGEABLE !

La séquence Éviter – Réduire – Compenser (ERC) n'est pas viable ; le calcul d'impact résiduel, conditionnant la demande de dérogation « espèces protégées », n'est pas fiable.

F) Rappel des conclusions de la MRAe (page 8) :

« En l'état, la démonstration de la séquence d'évitement/réduction n'apparaît pas complètement réalisée et n'est pas suffisante pour justifier une bonne prise en compte des impacts du projet sur les espèces protégées et leurs habitats. Les mesures de réduction proposées ne permettent pas d'écarter les risques de destruction d'espèces protégées, par collision ou barotraumatisme⁵ avec les pales des éoliennes, ni d'altération des habitats d'espèces protégées.

Au regard des enjeux de collision et de perte d'habitats pour la faune volante, la MRAe relève que le projet nécessite de recourir aux dispositions dérogatoires prévues par le Code de l'environnement portant sur la destruction d'espèces protégées ou de leurs habitats. »

G) Mesures d'accompagnement et de suivi proposées par EOLISE / AEPE Ginko pour obtenir le BILAN FINAL = TRÈS FAIBLE

* MA01 — Protection des nids de busards

→ Inadaptée pour l'Oedicnème criard, mais appliquée pour faire baisser artificiellement le niveau d'impact

* MS01 — Suivi de chantier et MS02 — Suivi de mortalité

→ Compter les cadavres ne réduit pas l'impact résiduel

Avec ces mesures qui ne concernent en rien les Oedicnèmes criards (vivants), l'IMPACT RÉSIDUEL est déclaré NÉGLIGEABLE !

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

L'Oedicnème criard, dont le Poitou-Charentes abrite la première population nationale, représente une responsabilité majeure en matière de conservation. Or, la séquence Éviter – Réduire – Compenser présentée pour le projet « La Chapelle » semble plus qu'insuffisante au regard de cette importance.

Face à la transition, dans le rapport d'impact, d'un « risque de destruction et de dérangement » initialement qualifié de FORT à un « impact résiduel » considéré comme Négligeable, conduisant à un bilan final Faible, il semble légitime de s'interroger .

La réflexion sur ce point paraît essentielle, tant pour vous que pour les autorités environnementales et décisionnaires en charge de la validation du projet.

- Statuts juridique de l'espèce :
Espèce protégée depuis 1972
Liste Rouge Régionale Poitou-Charentes : Quasi-Menacé (nidification)
Inscrite à l'Annexe I de la Directive Oiseaux
Inscrite à l'Annexe II de la Convention de Berne
Inscrite à l'Annexe II de la Convention de Bonn

P.J:

- Programme National Oedicnème criard
- Oedicnème Criard Liste Rouge PC nicheur - NT
- Oedicnème Criard Liste Rouge Régionale Les menaces pesant sur les Oiseaux nicheurs du Poitou-Charentes
- Oedicnème Criard Calendrier Repro/Rassemblement post-nuptial
- Oedicnème Criard densité population AEI - focus
- Oedicnème Criard densité population AEI
- Oedicnème Criard nb observations AEI
- Oedicnème Criard nidification OBLV
- Oedicnème Criard rassemblement postnuptial OBLV
- Oedicnème Criard AEPE Ginko Synthèse des enjeux et des impacts bruts
- Oedicnème Criard AEPE Ginko Les impacts résiduels
- Oedicnème Criard AEPE Ginko Synthèse des enjeux, impacts et mesures
- Avis MRAE - ERC Dérogation destruction espèces protégées

Sources :
<https://www.oedicneme-criard.ovh/>(<https://www.oedicneme-criard.ovh/>)
https://professionnels.ofb.fr/sites/default/files/pdf/RevueFS/FauneSauvage277_2007_Art2.pdf
<https://www.lpo.fr/decouvrir-la-nature/fiches-especes/fiches-especes/oiseaux/aedicneme-criard>
- Observatoire du Patrimoine Naturel du Marais poitevin : <http://www.biodiversite.parc-marais-poitevin.fr/>

13 documents associés
contribution_135_Web_1.pdf
contribution_135_Web_2.png
contribution_135_Web_3.png
contribution_135_Web_4.png

contribution_135_Web_5.png
contribution_135_Web_6.png
contribution_135_Web_7.png
contribution_135_Web_8.png
contribution_135_Web_9.png
contribution_135_Web_10.png
contribution_135_Web_11.png
contribution_135_Web_12.png
contribution_135_Web_13.png

Contribution n°136 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le jeudi 6 novembre 2025 à 14h24

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Cigogne noire : espèce indicatrice en danger critique

Urgence absolue à la prise en compte de sa présence, avérée et régulière, en période de migration et de nidification depuis au moins 20 ANS !! , dans l'instruction du projet éolien EOLISE « La Chapelle »

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

La présente contribution a pour objet d'attirer votre attention sur la présence avérée, régulière et scientifiquement documentée de la Cigogne noire (*Ciconia nigra*) dans l'Aire d'Étude jusque dans la ZIP du projet éolien « La Chapelle ».

Cette présence est constatée chaque année depuis au moins 20 ANS, de part et d'autres du projet.

Le projet se situe donc au centre d'un environnement fonctionnel occupé par l'espèce, tout au long de son cycle biologique : migration prénuptiale, nidification et migration postnuptiale.

Cette fréquentation répétée d'un site par une espèce d'intérêt communautaire majeur confère à ce dossier un niveau d'enjeu écologique et juridique exceptionnel.

A) Une espèce indicatrice rare, fragile et sous surveillance scientifique :

La Cigogne noire est l'une des espèces d'oiseaux les plus menacées de France !!!!

En 2019, sa population nationale était estimée entre 70 et 90 couples, la plaçant au seuil critique d'extinction.

Espèce extrêmement discrète et farouche, chaque observation est précieuse et significative d'un usage réel du territoire.

Certaines Cigognes noires observées dans le périmètre du projet appartiennent à des programmes de suivi scientifique nationaux, pilotés par le Muséum national d'Histoire naturelle et des organismes partenaires européens, ce qui confère une portée réglementaire renforcée à leur prise en compte dans le cadre de l'évaluation environnementale.

B) Observations sur l'aire d'étude et dans la ZIP :

Depuis au moins Août 2005 et jusqu'à septembre 2025, de nombreuses observations régulières, vérifiées et documentées ont été réalisées de part et d'autre du projet, y compris au sein de la ZIP.

Ces données, appuyées par photographies, vidéos et validation officielle de personnes assermentées, démontrent la présence avérée et récurrente de la Cigogne noire sur l'ensemble du cycle annuel.

Compte tenu de leur caractère hautement sensible, les localisations d'observation, les zones de gagnages, l'ensemble des photos et vidéos associées à des sites de poses ne peuvent être rendues publiques sur le registre numérique, mais sont tenues à disposition des services instructeurs et des autorités juridiques compétentes, et pourront toutefois être transmises de manière sécurisée et officielle sur demande.

Toutefois, j'ai eu l'autorisation officielle de Monsieur Michel Bramard, personne assermentée, pour diffuser deux de ses dernières photos (cf photos jointes).

Migration prénuptiale :

Des individus isolés ou en petits groupes ont été observés en vol, traduisant un axe migratoire actif traversant la zone.

Dans les dernières observations, le 28 mars 2023, une Cigogne noire a été observée en vol directement au-dessus de la ZIP, confirmant que le projet se situe sur un corridor de passage fréquenté.

Période de nidification :

Les observations estivales, réalisées à proximité immédiate du projet, montrent que les individus traversent régulièrement le secteur pendant cette période cruciale.

Des oiseaux posés ont été notés plusieurs jours consécutifs à 2-3 km du site.

Dans les dernières observations une donnée majeure est à souligner: en août 2025, un groupe de cinq individus (deux adultes et trois jeunes, dont un bagué) a été observé pendant dix jours consécutifs à 2 km des emplacements d'éoliennes.

Cette observation, photographiée et filmée par Monsieur Michel Bramard, et associée à un numéro de bague, confirme la présence prolongée d'individus suivis scientifiquement dans l'environnement immédiat du projet. (cf photos jointes)

Migration postnuptiale :

Chaque année, des individus seuls ou en groupes migrateurs plus conséquents sont observés en vol au-dessus du périmètre d'étude.

Ces flux récurrents démontrent que le site est intégré à un corridor migratoire bilatéral utilisé de manière régulière à l'automne comme au printemps.

À suivre le calendrier succinct (hors données sensibles) des observations faites au cours des 5 dernières années, toutes faites dans l'Aire d'Étude du projet EOLISE « La Chapelle », transmises sur les bases de données nationales par des éco-volontaires ou des professionnels de l'environnement. La suite des observations jusqu'en 2005 est également consultable sur la base de données qu'AEPE Ginko a en sa possession.

09/05/2021 = 1 en vol
10/05/2021 = 1 immature en vol
24/06/2021 = 1 immature en vol
05/07/2021 = 1 en vol
06/07/2021 = 1 immature posé
08/07/2021 = 1 immature posé
09/07/2021 = 1 immature posé
29/07/2021 = 2ème année en vol
12/08/2021 = 1 posée
15/08/2021 = 1 posée
29/08/2021 = 1 immature en vol
05/09/2021 = 1 en vol
10/09/2021 = 1 posée
17/09/2021 = 1 en vol
22/04/2022 = 1 en vol + 1 vol
09/05/2022 = 1 en vol
16/08/2022 = 1 en vol
25/08/2022 = 1 posée
05/09/2022 = 6 en vol
28/03/2023 = 1 en vol
05/05/2023 = 1 adulte en vol
14/06/2023 = 1 envol furtif
09/08/2023 = 1
14/08/2023 = 1 immature posé
15/08/2023 = 1 adulte en vol
22/08/2023 = 2 en vol
26/08/2023 = 2 en vol
29/08/2023 = 1
03/09/2023 = 1 en vol
04/09/2023 = 1 en vol
11/09/2023 = 1 posée
17/09/2023 = 1
11/06/2024 = 1 en vol
01/08/2024 = 2 en vol
11/08/2024 = 1
21/08/2024 = 3 en vol + 1 posée
03/09/2024 = 1 en vol
12/09/2024 = 1
14/09/2024 = 1 en vol
30/05/2025 = 1 posée
24/08/2025 = 1 en vol
26/08/2025 = 3
01/09/2025 = 5 (2 adultes + 3 jeunes dont 1 bagué)
05/09/2025 = 1 en vol
08/09/2025 = 11 en vol + 6 en vol + 1 en vol

Ces éléments, cumulés sur 20 ans, démontrent que la zone d'étude joue un rôle fonctionnel majeur dans le cycle biologique de la Cigogne noire.

L'importance de ces usages rend toute implantation d'éoliennes écologiquement et réglementairement incompatible avec les obligations de conservation qui s'imposent à l'État et au porteur de projet.

C) Une espèce indicatrice et hautement sensible au dérangement :

En France, elle installe généralement son nid dans les grandes zones boisées à proximité de zones humides et très sensible au dérangement. (cf Contribution n°115 Par Caroline Renaud - co-présidente de l'association Les Oiseaux de Boivre La Vallée Déposée le 2 novembre 2025 à 10h38 Étude EOLISE/AEPE Ginko et milieux sensibles : le commissaire-enquêteur estime-t-il que le périmètre choisi est suffisant ?)

Le couple ne réalise qu'une seule nichée par an, sans ponte de remplacement en cas d'échec ; un dérangement même bref peut compromettre toute une saison.

Les adultes exploitent un territoire d'environ 800 km², se déplaçant jusqu'à 20 km autour du nid : cette mobilité rend la tranquillité des zones périphériques indispensable.

L'ONF a désigné la Cigogne noire comme espèce indicatrice du bilan patrimonial des forêts domaniales, en raison de son lien étroit avec la qualité des milieux forestiers et aquatiques. Elle est suivie scientifiquement depuis plusieurs décennies (LPO, MNHN, OFB) :

« La Cigogne Noire est l'un des indicateurs "espèces rares" du bilan patrimonial des forêts domaniales. Faisons en sorte de lui procurer la quiétude qui lui est nécessaire. » (Pascal Viné, Directeur général de l'ONF ; Allain Bougrain Dubourg, Président de la LPO.)

D) Une espèce juridiquement protégée à tous les niveaux :

Directive Oiseaux (2009/147/CE) – Annexe I :
obligation de préserver les habitats essentiels et d'évaluer tout projet susceptible d'affecter l'espèce ;

Convention de Bonn (CMS) – Annexe II :
protection stricte des routes migratoires et zones de halte ;

Convention de Washington (CITES) – Annexes A et B :

protection intégrale contre toute capture ou atteinte ;

Code de l'Environnement (L.411-1 et suiv.) :
interdiction de détruire, perturber ou altérer les habitats, y compris lors des migrations ;

Arrêté ministériel du 29 octobre 2009 (article 3) :
protection sur tout le territoire français et obligation de mesures d'évitement absolu ;

Liste Rouge UICN (2016) :
Nicheur = En danger (EN) ;
Migrateur = Vulnérable (VU).

Détails des statuts UICN (2016) :
Statut « En danger » (EN) – nicheuse :
risque très élevé d'extinction à l'état sauvage, dû à la rareté des couples et à la fragmentation des forêts favorables.
Tout dérangement ou modification paysagère dans un rayon significatif peut entraîner l'abandon d'un site de reproduction ou de nourrissage. Les infrastructures éoliennes, par leur taille et leurs rotations, constituent des sources de perturbation visuelle et sonore avérées, en plus d'un risque direct de collision.

Statut « Vulnérable » (VU) – migratrice :
fragilité des populations en transit, exposées à la collision et à l'effet-barrière.
La continuité écologique des couloirs migratoires doit être strictement préservée, conformément à la Directive Oiseaux et à la Convention de Bonn.
Tout projet risquant de perturber ces corridors doit être écarté.

Ces statuts combinés placent la Cigogne noire parmi les espèces les plus strictement protégées de France.

E) Une omission grave dans l'étude EOLISE / AEPE Ginko :

L'étude d'impact d'EOLISE / AEPE Ginko n'évoque à aucun moment la Cigogne noire, alors même que les bases Faune-France, qu'elle cite, contiennent des observations validées depuis au moins 20 ANS !

Elle fausse l'évaluation des impacts, sous-estime les enjeux de conservation et pourrait être assimilée à une tromperie environnementale vis-à-vis des services instructeurs et du public.

Son omission dans une étude d'impact constitue donc une irrégularité majeure, contraire au Code de l'Environnement et à la jurisprudence constante du Conseil d'État.

F) Jurisprudence récente : des précédents sans équivoque :

La justice administrative a confirmé à plusieurs reprises la primauté de la protection de la Cigogne noire sur les projets éoliens.

Exemples très récents :

- 23 juin 2025 En Indre et Loire, le projet de Charnizay/Petit-Pressigny – a été retoqué par Le Conseil d'État pour protéger un couple de Cigognes Noires.

Projet initialement refusé par la Préfecture le 13/03/2023 : Arrêté préfectoral portant refus - SAIPP/BE/ N° 21165,

Depuis Le promoteur cherchait, depuis plusieurs années, des solutions pour réduire les risques pour les cigognes noires.
Il proposait par exemple d'installer un système d'arrêt d'urgence en cas de détection d'oiseaux à proximité, ou un bridage des éoliennes pendant la période de reproduction.

En première et en deuxième instance, la justice avait estimé que l'efficacité de ces systèmes était loin d'être avérée.
(<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/CETATEXT000051362345>)
(<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/CETATEXT000049999241>)

Le Conseil d'État en a jugé de même. (N°497798 - 6ème chambre jugeant seule - <https://opendata.justice-administrative.fr/recherche>)

Sur les quatre dernières années, trois autres projets éoliens ont été retoqués dans les environs pour protéger les cigognes noires.
(<https://www.francebleu.fr/infos/environnement/le-projet-de-parc-eolien-de-chaiseau-retoque-pour-protger-un-couple-de-cigognes-noires-7102816>)

- 24 juillet 2025 Dans le Sud Touraine, le parc éolien de Sepmes ne verra pas le jour. Il est jugé menaçant pour la population de cigognes noires.

Le Conseil d'État a rejeté le pourvoi de la société Parc éolien de Sepmes, car il représentait "un grave danger pour l'environnement. »

(<https://france3-regions.franceinfo.fr/centre-val-de-loire/indre-loire/parc-eolien-dans-le-sud-touraine-10-ans-de-travail-reduit-a-neant-le-conseil-d-etat-porte-un-coup-d-arret-definitif-au-projet-de-sepmes-3195450.html>)
CAA de VERSAILLES, 2ème chambre, 05/11/2024, 22VE02614, Inédit au recueil Lebon : <https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000050477469>
Décision du conseil d'état : N° 499689 - 6ème chambre jugeant seule (<https://opendata.justice-administrative.fr/recherche>)

G) Effets avérés de l'éolien sur la Cigogne noire - dérangement, effet-barrière, collision :

Les études françaises et européennes convergent sur un point : les éoliennes représentent pour la Cigogne noire un triple risque écologique — de dérangement, de collision, et d'effet-barrière — documenté depuis plus de vingt ans dans la littérature scientifique et institutionnelle.

La brochure technique ONF-LPO (2018), reconnue comme référence par l'Office national des forêts et la Ligue pour la protection des oiseaux, rappelle que « la Cigogne noire est une espèce particulièrement sensible au dérangement, notamment visuel et sonore, pendant toute la période de reproduction. Tout changement brutal dans son environnement peut entraîner un abandon temporaire ou définitif du site de nourrissage ou de repos ».

L'étude LPO-ONCFS (2019), "Éoliennes et biodiversité : synthèse des connaissances", confirme que les grands planeurs, dont la Cigogne noire, sont parmi les oiseaux les plus vulnérables aux impacts éoliens. Elle précise que :
« Les collisions directes avec les pales constituent la première cause de mortalité aviaire associée aux parcs éoliens, tandis que l'effet-barrière et le dérangement réduisent la fonctionnalité écologique des couloirs de migration et des zones de nourrissage. »

Les effets de perturbation et de fuite, bien que souvent sous-estimés, sont réels : plusieurs suivis en Grand Est et en Centre-Val de Loire (DREAL, 2020–2024) ont montré que les Cigognes noirs abandonnent les zones situées à moins de 2 km des éoliennes, y compris lorsque celles-ci ne sont pas en fonctionnement permanent.

(Sources : ONF–LPO : La Cigogne noire, 2018 ; MNHN/BOREA : Suivi satellitaire de *Ciconia nigra* ; LPO–ONCFS : Éoliennes et biodiversité, 2019 ; Avis MRAe Centre-Val de Loire 2022.)

H) Inefficacité des mesures de réduction :

Les mesures d'atténuation proposées par les promoteurs éoliens — arrêt d'urgence en cas de détection d'oiseaux, bridage saisonnier ou suivi post-implantation — ne permettent pas de supprimer le risque pour une espèce comme la Cigogne noire lorsque la Zone d'Implantation Potentielle (ZIP) se situe dans la zone fonctionnelle utilisée par l'espèce (gagnage, halte migratoire ou transit).

Les rapports techniques de la DREAL Hauts-de-France (2021) et de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe, 2024) concluent que ces dispositifs présentent une efficacité non démontrée :

« Les systèmes de détection visuelle ou radar ne couvrent pas l'ensemble des conditions météorologiques et ne préviennent pas les collisions en vol rasant ou nocturne. »

De plus, les solutions de bridage saisonnier sont jugées inadaptées pour les espèces migratrices dont les périodes de passage sont variables d'une année à l'autre (LPO–ONCFS 2019).

Les retours d'expérience de Charnizay/Petit-Pressigny et de Sepmes confirment que l'évitement total demeure la seule option conforme au principe de précaution.

En conséquence,

La présence régulière et scientifiquement suivie de la Cigogne noire sur l'Aire d'étude du projet « La Chapelle », y compris dans la ZIP, et ce en période de migration prénuptiale, en période de nidification et en période de migration postnuptiale, rend ce projet incompatible avec les obligations nationales et européennes de protection des espèces menacées.

L'absence totale de cette espèce dans l'étude d'impact constitue une omission grave et une irrégularité manifeste, qui devrait conduire à la non-recevabilité immédiate du dossier.

Conformément à la Directive "Oiseaux" (2009/147/CE, articles 3 et 4) et à la jurisprudence du Conseil d'État (26 septembre 2024, n° 464248), la seule mesure conforme au principe de précaution est l'évitement total de l'implantation dans ces zones sensibles.

Toute autre option ne satisfait pas aux exigences de l'article L. 122-1 du Code de l'environnement et expose le maître d'ouvrage à un risque contentieux majeur.

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

pour que cette contribution soit considérée à la hauteur de son importance, faut-il vous transmettre dès à présent les données d'observation sensibles et leurs justificatifs photos et vidéos ?

Et, dans ce cas, par quel canal sécurisé devons-nous procéder pour que ces informations, dont la valeur scientifique et juridique est déterminante, soient pleinement prises en compte par les autorités décisionnaires ?

P.J.:

- OBLV 4 Cigognes Noires (2 jeunes + 2 adultes) Août/Sept 2025 - ©Michel Bramard

- OBLV 1 Cigogne Noire (1 jeune bagué) Août/Sept 2025 - ©Michel Bramard

- AEPE Ginko Liste des espèces d'oiseaux patrimoniales relevées sur la commune de Boivre-la-Vallée - 1

- AEPE Ginko Liste des espèces d'oiseaux patrimoniales relevées sur la commune de Boivre-la-Vallée - 2

4 documents associés

contribution_136_Web_1.jpg

contribution_136_Web_2.jpg

contribution_136_Web_3.png

contribution_136_Web_4.png

Contribution n°137 (Web)

Proposée par Arlette et Bernard Hay

(arlette.hay86@laposte.net)

Déposée le jeudi 6 novembre 2025 à 14h27

Adresse postale : 8 La Maillaudière 86470 La Chapelle Montreuil

Nous habitons à La Maillaudière. Le mas de mesure du futur parc éolien se situe juste en face des fenêtres de notre salle à manger (photo ci-jointe).

Lorsque l'éolienne prévue à l'emplacement du mas sera construite, nous serons contraints de vivre avec les volets fermés pour ne pas subir les lumières rouges ainsi que les flashes lumineux. Nous devons ainsi renoncer au lever du soleil, espoir d'une belle journée à la campagne.

Une question se pose donc :

Est-il vraiment nécessaire que quelques personnes renoncent à vivre pour permettre une production effrénée d'électricité sur notre territoire rural ?

2 documents associés

contribution_137_Web_1.jpg

contribution_137_Web_2.jpg

Contribution n°138 (Web)

Proposée par Benoist Brigitte

(brigittebylpa@gmail.com)

Déposée le jeudi 6 novembre 2025 à 16h29

Adresse postale : 44 Grand Rue Lavausseau 86470 Boivre la Vallée

Brigitte Benoist

Maire déléguée de Lavausseau en charge du Cadre de vie, de l'Environnement de la commune de Boivre La Vallée

Par la présente, je souhaite exprimer mon opposition formelle à l'implantation par la société Eolise du parc éolien de la Chapelle, dans le prolongement du parc de Champs Chagnots composé de 3 éoliennes.

Ce projet n'est pas respectueux de l'environnement, de la biodiversité, des habitants .

Implanté sur un point culminant ces 2 éoliennes de 160m de haut visibles depuis les villages de la Chapelle-Montreuil et celui de Montreuil-Bonnin et jusque'à 50 km à la ronde entraînerait une saturation visuelle évidente. Il se trouve à proximité du parc éolien des Grandes Brandes (3 éoliennes), celui de la plaine des Moulins (5 éoliennes) et Lavausseau-Energies (5 éoliennes) et portant à 18 les éoliennes sur ou visibles à Boivre la vallée.

- Ce nouveau projet porterait préjudice à l'attrait touristique de notre territoire, et va à l'encontre de la politique touristique du département. En effet, il est en covisibilité avec le château de Montreuil-Bonnin, monument classé .

- Le lieu envisagé nuira sans aucun doute également à la biodiversité. Boivre-La-Vallée, de part sa configuration si riche (bocage agricole, zones humides, forêts, vieux bâtis, corridors écologiques) accueille une biodiversité exceptionnelle, totalement minimisée, voir totalement invisibilisée par le maître d'ouvrage, or la France a une obligation légale de la protection.

Exemples pour l'avifaune locale (149 espèces observées régulièrement depuis au moins 10 ans),

La colonie de Busards Cendrés, espèce menacée en France, des espèces protégées qui sont totalement absentes de l'étude comme la Grue Cendrée, la Cigogne Blanche la Cigogne Noire et d'autres ..., des espèces faisant partie de Plans Nationaux de Protection ne sont pas valorisées dans l'étude, comme la Pie-Grièche ecorcheur(protégé sur l'ensemble du territoire arrêté ministériel du 09 octobre 2009)

Un projet imposé puisque la commune s'est prononcée contre!

Au vu de ce qui précède et des nuisances et perturbations irréversibles qui seraient causées par l'implantation d'un tel parc éolien, je suis fermement opposé à ce projet de la société Eolise.

J'appelle donc le préfet Monsieur Serge Boulanger à s'opposer catégoriquement à ce projet et de refuser la demande de permis.

Contribution n°139 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 6 novembre 2025 à 22h02

Boivre la Vallée compte déjà un parc construit (Parc Chagnot) et deux approuvés (Parc de Lavausseau et Parc des Moulins)

Dans son avis sur ce projet, la Mission Régionale d'Autorité environnementale de la Région Nouvelle-Aquitaine (MRAe) constate que : « les seuils d'alerte sont atteints en matière de saturation visuelle, notamment pour l'indice de densité et l'indice d'espace de respiration.... » (Source : avis no. 2022APNA17 de la MRAe, du 23.12.2021).

Contribution n°140 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"

(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le jeudi 6 novembre 2025 à 22h15

Adresse postale : 5, Rue des fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Absence de zones protégées issues d'anciennes mesures compensatoires

Contribution complémentaire à la n°115 (Web)

Par Caroline Renaud, co-présidente de l'association Les Oiseaux de Boivre La Vallée

Déposée dans le cadre de l'enquête publique relative au projet éolien « La Chapelle » – porté par EOLISE

Je souhaite attirer l'attention du Commissaire Enquêteur sur une omission qui me paraît significative dans le chapitre II.1 « Les zonages des milieux naturels » de la pièce 5-A de l'étude d'impact réalisée par le bureau d'étude AEPE Ginko.

Certaines zones protégées situées dans le périmètre d'étude, et qui ont été créées ou restaurées dans le cadre d'anciennes mesures compensatoires d'autres projets, ne figurent pas dans la cartographie ni dans la description des milieux naturels.

Ces sites, désormais intégrés au réseau écologique local, doivent être considérés au même titre que les ZNIEFF, les E.N.S et les sites gérés par le C.E.N ou autres espaces à enjeux écologiques reconnus.

Leur omission constitue une insuffisance dans la caractérisation de l'état initial des milieux naturels, et limite la compréhension des interactions possibles entre le projet éolien et les continuités écologiques existantes.

Je joins à cette contribution deux extraits du site Géoportail :

1. une carte localisant ces zones protégées ;
2. la même carte, indiquant les distances mesurées à partir des deux éoliennes du projet.

Je demande donc au Commissaire Enquêteur de solliciter auprès du maître d'ouvrage et de son bureau d'étude une justification de cette omission .

Rappel réglementaire :

Les articles R.122-5 et R.122-8 du Code de l'environnement imposent que l'étude d'impact présente une description exhaustive des éléments de l'environnement susceptibles d'être affectés par le projet.

Les zones protégées, quelle que soit leur origine (protection réglementaire ou mesures compensatoires passées), font partie de ces éléments et doivent être pleinement intégrées à l'état initial.

2 documents associés

contribution_140_Web_1.png

contribution_140_Web_2.png

Contribution n°141 (Web)

Proposée par Dany Dubernard

(mairie.danydubernard@gmail.com)

Déposée le vendredi 7 novembre 2025 à 13h08

Adresse postale : 2 Rue De La Preille Montreuil Bonnin 86470 BOIVRE LA VALLEE

ATTEINTE DE L'INTEGRITE DU PAYSAGE BOCAGER: pollution visuelle majeure, co visibilité de monument historique classé.

5 parcs éoliens actuellement en fonctionnement ou en construction ou à l'étude.

JURISPRUDENCE FINISTERE 1/1024 Illiers Combray Eure et Loir et 25/02/22 cathédrale de Sées Orne

Projet en contradiction avec les textes de l'art L350-1 code environnement : reconnaissance du paysage comme patrimoine. Art L621-30-1 code du patrimoine prévoyant la protection des monuments historiques

Orientation nationale qui impose d'éviter la saturation visuelle de monument emblématique (recommandations DREAL et DRAC

le cumul éolien dans le bassin visuel du château de Montreuil Bonnin à Boivre la Vallée est en contradiction avec ces principes

IMPACT BIODIVERSITE

L'implantation d'éoliennes y compris les raccordements aura un impact direct sur la faune protégée oiseaux, chiroptères. Le nombre de parcs augmentent la nuisance.

Les zones de captage sont particulièrement fragiles et impactées par les travaux de terrassements, érosion, ruissellement, en particulier Fleury, situé à La Chapelle Montreuil de Boivre-la-Vallée.

IMPACT IMMOBILIER, TOURISTIQUE ET ATTRACTIVITE ECONOMIQUE

L'implantation de parc éolien en nombre est perçu comme dévalorisant touristiquement et apportera une décote de la valeur immobilière du patrimoine des habitants.

Ceux-ci sont aussi confrontés à une nuisance visuelle, sonore détériorant le cadre de vie.

La présence d'éolienne a un impact direct avec l'attractivité de la commune, peu d'installation de nouveau ménages, donc moins d'enfants et d'économie, et baisse générale des ventes de terrains à construire (par ex pour la commune aucun terrain communal vendu depuis 2 ans).

INFRASTRUCTURES

Les raccordements et travaux nécessaires sur plusieurs km, tranchées, passage d'engins et de convois exceptionnels vont engendrer une dégradation des routes et chemins, des fossés, ainsi qu'une nuisance pour la faune et flore dispersée.

EOLIEN ENERGIE VERTE ?

L'absence de retombée économique, par exemple par la diminution du montant des factures des Boivrevalléens ne plaident pas en faveur d'une énergie écologique puisqu'elle produit pour eux, uniquement des désavantages, une pollution visuelle, sonore, une destruction des paysages, où l'on constate souvent l'arrêt de fonctionnement, et où l'on constate également l'impact sur les factures d'électricité des usagers.

Contribution n°142 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"

(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le vendredi 7 novembre 2025 à 17h34

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Pluviers Dorés : quand l'histoire des Champs Chagnots rappelle l'importance du site

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Le projet de parc éolien « La Chapelle » se situe dans le même secteur que le projet voisin des Champs Chagnots (2010).

L'avis de l'autorité environnementale du 3 février 2011 signalait déjà des concentrations importantes de Pluviers Dorés (et Vanneaux huppés), qui avaient conduit à réduire le projet de 7 à 3 éoliennes:

« Les enjeux les plus importants de la zone immédiate concernent l'avifaune hivernante et migratrice avec des effectifs de Pluviers dorés et Vanneaux huppés particulièrement remarquables pour le département de la Vienne. »

Quinze ans plus tard, les enjeux avifaunistiques restent inchangés.

A) Observations et inventaires récents :

- Dans le Chapitre VI.2 – Avifaune hivernante, p.46 :

Il est mentionné que « au mois de janvier 2024, les effectifs observés dans le cadre du suivi sont supérieurs avec 499 Pluviers dorés observés ».

Toutefois, dans le Tableau 36 (page 46), il est inscrit 45 Pluviers dorés pour l'inventaire du 19 janvier 2024, ce qui constitue une erreur manifeste de retranscription.

454 Pluviers dorés auraient-ils pris leur envol ?

- Dans le Tableau 39 (Espèces patrimoniales d'Avifaune hivernante, p.48), AEPE Ginko indique :

« Plusieurs petits groupes observés posés ou en vol. »

Cette conclusion semble incohérente avec les 499 individus observés le 19 janvier 2024, alors que ces oiseaux constituent des groupes très importants et grégaires.

À partir de combien d'individus un groupe est-il considéré comme important ?

- La carte 18 (p.49) montre que les rassemblements se situent au sein même de la ZIP. L'habitat est favorable au repos et à l'alimentation.

- AEPE Ginko se réfère à aux données historiques des « Champs Chagnots ». (Figure 1 : Nombre de Vanneaux huppés et Pluvier dorés recensés en hivers sur le lieu-dit "Champs Chagnots" (Source : Biotope) page 23)

« Le secteur du projet est une zone d'importance pour l'hivernage du Vanneau huppé et du Pluvier doré. Les suivis environnementaux du Parc éolien des Champs Chagnots concernent en partie le suivis de ces deux espèces en période hivernale. »

- Données Faune-France :

Aire d'étude rapprochée du projet « La Chapelle » : 307 observations comptabilisées jusqu'au 07/11/2025.

Quelques exemples du graphique des observations annuelles en pièce jointe (nombre d'individus) :

2018 = 2969 individus

2019 = 1300 individus

2020 = 2011 individus

2021 = 3112 individus

2022 = 572 individus

2023 = 1037 individus

2024 = 1339 individus

2025 = 1976 individus

Les observations sont majoritairement transmises par des éco-volontaires, donc des absences de comptage n'indiquent pas absence d'oiseaux.

Comptages quotidiens récents :

18/02/2025 : 1 groupe de 100 et 1 groupe de 400 individus sur deux secteurs.

19/01/2025 : 300 individus posés.

11/01/2025 : 1000 individus en repos et alimentation.

Les effectifs hivernants de Pluviers Dorés fluctuent considérablement d'un hiver à l'autre et même d'un jour à l'autre, en fonction des conditions météorologiques et du succès reproducteur des populations nordiques (Atlas des oiseaux en hiver du Poitou-Charentes, 2009-2013).

L'étude AEPE Ginko conclut de manière surprenante que le site présente un enjeu très faible pour l'Avifaune hivernante, malgré la présence de 499 individus de Pluviers Dorés recensés en une matinée, la localisation de rassemblements directement dans l'Aire d'Étude et toutes les données contenues dans la base Faune France.

Cette conclusion semble contredire les observations, la richesse de l'habitat et surtout les décisions officielles.

On rappelle que l'avis de l'autorité environnementale du 3 février 2011 relatif au projet de parc éolien des Champs Chagnots :

« Les enjeux les plus importants de la zone immédiate concernent l'avifaune hivernante et migratrice avec des effectifs de Pluviers dorés et Vanneaux huppés particulièrement remarquables pour le département de la Vienne. »

B) Statut réglementaire et Importance patrimoniale

- Inscrit à la Directive Oiseaux (2009/147/CE) :

Annexe I : espèce nécessitant des ZPS dans le réseau Natura 2000

Annexes II/2 et III/2 : espèce chassable en France;

La France étant l'un des rares pays européens où cette espèce est encore chassée (Bulletin technique & juridique ONCFS n°318, janvier-mars 2018).

- Inscrit à l'Annexe III de la Convention de Berne: protection encadrée, capture/détention réglementées

- Inscrit à l'Annexe II de la Convention de Bonn : espèce migratrice nécessitant coopération internationale

- Protection nationale : L.411-1 et L.411-2 du Code de l'environnement.

- Liste Rouge Nationale :

Liste Rouge hivernant : LC (Least Concern)

Liste Rouge migrateur : données insuffisantes

Faute de suivi approprié mené sur le long terme, on ne dispose pas d'informations suffisantes pour établir la tendance globale des populations présentes en hiver et en migration. (Rocamora & Yeatman-Berthelot, 1999 ; Gunnarsson et al., 2006 ; Migration.net).

Le Pluvier doré est d'intérêt communautaire, protégé par des conventions européennes internationales et intégré au réseau Natura 2000.

L'espèce est groupe de suivi prioritaire dans le Poitou-Charentes et constitue un indicateur de la qualité des habitats agricoles ouverts :

- Intérêts des plaines agricoles de Poitou-Charentes pour le pluvier doré et le vanneau huppé en hiver - DREAL Poitou-Charentes - FFL-FAUNE-0267-A1054

- Atlas des oiseaux en hiver du Poitou-Charentes (2009-2013)

Sa présence régulière sur l'Aire d'Étude, avec des groupes de plusieurs centaines d'individus, démontre que le site constitue un habitat fonctionnel clé pour l'espèce

Le fait qu'il soit chassable en France réduit son indice de patrimonialité mais en Europe, l'espèce reste protégée (Directive Oiseaux, Annexes citées).

- Entre nous, autre erreur de retranscription :

page 72 : AEPE Ginko attribue un indice de patrimonialité 1 pour l'hivernant et 2 pour le migrateur.

page 79 : AEPE Ginko attribue un indice de patrimonialité 1 pour l'hivernant et 1 pour le migrateur.

1...2...1...2 ???

C) Mortalité par collision éolienne :

Selon l'étude LPO (Le parc éolien français et ses impacts sur l'avifaune, 1997-2015, 2016), le Pluvier doré, dans la famille des Charadriiformes, est le 3^e groupe le plus exposé aux collisions. Aucune donnée spécifique n'existe pour l'espèce, et la mortalité est probablement sous-estimée, notamment pour de petits oiseaux échappant aux prospections.

AEPE Ginko reconnaît que le risque existe lors de grands rassemblements (page 79 LA VULNÉRABILITÉ EN PÉRIODE D'HIVERNAGE), mais affirme ne pas les avoir observés sur le site.

Pourtant, les 499 individus recensés en une matinée constituent déjà un grand rassemblement hivernal.

Et les données bibliographiques et historiques existantes semblent avoir été ignorées dans l'évaluation du risque.

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur,

Comment peut-on considérer le site comme présentant un enjeu faible pour les Pluviers Dorés alors que :

- selon l'étude LPO (2016), le Pluvier doré fait partie de la 3^e famille la plus impactée par les collisions avec les éoliennes, et la mortalité pourrait être sous-estimée ;

- l'inventaire AEPE Ginko (janvier 2024) recense déjà 477 individus sur une matinée

- les suivis des espèces hivernantes réalisées par Biotope sur le site des « Champs Chagnots » se focalisent justement sur les groupes de Pluviers Dorés (et Vanneaux Huppés)

- les données historiques de Faune-France confirment que l'Aire d'Étude constitue un centre hivernal clé, avec des rassemblements importants et des fluctuations journalières significatives ;

les habitats de l'Aire d'Étude constituent des zones clés pour le repos et l'alimentation de l'espèce ;

- le Pluvier doré est d'intérêt communautaire, protégé par des conventions internationales et intégré au réseau Natura 2000 ;

- quinze ans auparavant, la même espèce avait déjà conduit à réduire le projet des Champs Chagnots de 7 à 3 éoliennes.

Ne sommes-nous pas face à une sous-évaluation manifeste des enjeux avifaunistiques, renforcée par des erreurs de retranscription dans l'étude AEPE Ginko, comme le fait de noter 45 Pluviers Dorés au lieu des 499 réellement observés, réduisant ainsi artificiellement l'importance du site ?

En complément des contributions :

- Contribution n°83 (Web)

Par Joëlle PROUST

Déposée le 26 octobre 2025 à 17h53

Lors du projet initial de Champ Chagnot, le promoteur de l'époque prévoyait 10 éoliennes. De 10 il est passé à 7 puis à 3 après les rapports des études d'impacts environnementales, plus particulièrement concernant l'impact sur la faune.

- Contribution n°98 (Web)

Par Virginie Braconnier - co-présidente de l'association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"

Déposée le 29 octobre 2025 à 21h15

Fragmenter pour faire passer : ce qui était inacceptable hier ne peut pas devenir acceptable aujourd'hui.

--

P.J :

- projet de parc éolien des Champs Chagnots (PC 086 056 10 C 0008)

- AEPE Ginko VI. 1.2. L'AVIFAUNE HIVERNANTE

- AEPE Ginko VI.2.1. L'AVIFAUNE HIVERNANTE

- AEPE Ginko Nombre de Vanneaux huppés et Pluvier dorés recensés en hivers sur le lieu-dit "Champs Chagnots

- Faune France Pluvier Doré - AEI progression temporelle jusqu'au 07-11-2025

- Faune France Pluvier Doré Nb d'oiseaux observés AEI - 1

- Faune France Pluvier Doré Nb d'oiseaux observés AEI - 2

- Faune France Pluvier Doré AEI - quelques Observations 2023/2025

- AEPE Ginko Localisation des espèces patrimoniales d'Avifaune hivernante

- AEPE Ginko IX.3. LES ENJEUX CONCERNANT LA FAUNE

- AEPE Ginko Vulnérabilité à l'éolien pour l'Avifaune patrimoniale

- Classification par ordre et par famille des cadavres d'oiseaux retrouvés sous les éoliennes françaises

12 documents associés

contribution_142_Web_1.png

contribution_142_Web_2.png

contribution_142_Web_3.png

contribution_142_Web_4.png

contribution_142_Web_5.png

contribution_142_Web_6.png

contribution_142_Web_7.png

contribution_142_Web_8.pdf

Contribution n°143 (Web)

Proposée par Macé Sandrine
(sandrine.mace86@gmail.com)

Déposée le samedi 8 novembre 2025 à 15h28

Adresse postale : 3 lieu-dit la Percerie 86190 Ayron

Contribution à la consultation publique – Projet éolien de La Chapelle (Boivre-la-Vallée, Vienne)

Objet : Opposition au projet éolien dit "de La Chapelle", porté par la société Éolise

Constitutrice : Sandrine Macé, habitante proche de Boivre La Vallée

1. Contexte du projet Le projet éolien dit "de La Chapelle", porté par la société Éolise, prévoit l'implantation de deux éoliennes de 160 mètres de haut sur la commune de Boivre-la-Vallée (secteur de La Chapelle-Montreuil), dans le prolongement du parc existant des Champs Chagnots. Ce projet viendrait s'ajouter à plusieurs parcs déjà présents ou visibles depuis la commune : Parc des Grandes Brandes (3 éoliennes), Plaine des Moulins (5 éoliennes), Lavausseau Énergies (5 éoliennes), Champs Chagnots (3 éoliennes). Ainsi, 18 éoliennes sont déjà implantées ou visibles depuis Boivre-la-Vallée. L'ajout d'un nouveau parc constituerait une saturation visuelle et environnementale manifeste pour un territoire rural déjà lourdement impacté.

2. Impact paysager et patrimonial Les éoliennes prévues s'élèveraient sur un point haut, visibles jusqu'à plusieurs dizaines de kilomètres, et en covisibilité directe avec le château de Montreuil-Bonnin, monument classé au titre des Monuments Historiques. Le paysage du Val de Boivre, composé de bocages, forêts et vallons, représente une richesse patrimoniale et touristique majeure. L'implantation de mâts industriels de 160 mètres de haut défigurerait ces paysages et irait à l'encontre de la politique de développement touristique du Département et de la Région.

3. Absence de bénéfice local Ce projet ne créera aucun emploi local pérenne et n'apportera aucune valeur ajoutée réelle aux habitants ni aux communes concernées. Les bénéfices seront captés par des sociétés extérieures, tandis que les nuisances seront supportées par les riverains. De plus, le conseil municipal s'est prononcé contre le projet, ce qui souligne le caractère imposé de cette initiative.

4. Risques et atteintes à la biodiversité Boivre-la-Vallée abrite une biodiversité exceptionnelle, fruit de la mosaïque de bocages, zones humides, haies et forêts anciennes. Cette richesse est insuffisamment prise en compte dans l'étude d'impact du porteur de projet. Plusieurs espèces protégées sont concernées : Busard cendré, Grue cendrée, Cigognes blanche et noire, chiroptères protégés, et environ 149 espèces d'oiseaux recensées depuis plus de dix ans. Les effets cumulés des différents parcs éoliens environnants accentuent les risques : collisions, dérangements, fragmentation des habitats, perte de corridors écologiques.

5. Incohérence avec les politiques publiques Le projet est incompatible avec les orientations du Plan Climat Air Énergie Territorial du Grand Poitiers, les objectifs du futur Parc naturel régional de Gâtine Poitevine, et la stratégie départementale de valorisation du patrimoine et du tourisme vert.

6. Conclusion En tant qu'habitante proche de Boivre-la-Vallée, je considère que ce projet aggrave une situation déjà saturée d'éoliennes visibles, porte une atteinte majeure aux paysages, au patrimoine et à la qualité de vie, et met en danger une biodiversité locale remarquable. Je demande donc à Monsieur le Préfet de la Vienne, Serge Boulanger, de refuser la demande de permis déposée par la société Éolise, et de protéger durablement le patrimoine naturel et humain de Boivre-la-Vallée.

Fait à Boivre-la-Vallée, le 8 novembre 2025

Sandrine Macé

Contribution n°144 (Web)

Proposée par Thibault de Clercq
(althi2005@yahoo.fr)

Déposée le samedi 8 novembre 2025 à 19h37

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Je souhaite, par la présente, vous faire part de ma ferme opposition à l'implantation de nouvelles éoliennes par la société EOLISE à Boivre la Vallée pour les raisons suivantes

Le Sud Vienne est déjà saturé d'éoliennes et la production d'énergie dépasse largement les besoins locaux. De nombreux autres département ont peu, voire très peu, d'éoliennes chez eux ; pourquoi faudrait il que les Poitevins supportent la production d'énergie dont ils ne veulent pas se charger.

La présence d'éoliennes n'est jamais un bienfait pour l'immobilier, au contraire. Alors que nous cherchons à attirer de jeunes actifs la perspective d'une baisse de 30 à 40 % de la valeur de leur bien risque d'être néfaste.

Notre région n'ayant pas de grandes industries elle compte sur le tourisme mais une forêt de pylônes parsemant ses paysages et détruisant la beauté des sites n'est pas de nature à attirer les visiteurs et l'impact touristique en subirait les inconvénients.

Le cumul d'éoliennes dans la région de Boivre la Vallée sera une nuisance visuelle, de jour comme de nuit, à laquelle s'ajoutera le bruit pour ceux qui seront à proximité

Voilà pourquoi il doit être mis fin à ce projet.

Salutations distinguées

Thibault de Clercq

Contribution n°145 (Web)

Proposée par Thibault de Clercq
(althi2005@yahoo.fr)

Déposée le samedi 8 novembre 2025 à 19h38

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Je souhaite, par la présente, vous faire part de ma ferme opposition à l'implantation de nouvelles éoliennes par la société EOLISE à Boivre la Vallée pour les raisons suivantes

Le Sud Vienne est déjà saturé d'éoliennes et la production d'énergie dépasse largement les besoins locaux. De nombreux autres départements ont peu, voire très peu, d'éoliennes chez eux ; pourquoi faudrait-il que les Poitevins supportent la production d'énergie dont ils ne veulent pas se charger. La présence d'éoliennes n'est jamais un bienfait pour l'immobilier, au contraire. Alors que nous cherchons à attirer de jeunes actifs la perspective d'une baisse de 30 à 40 % de la valeur de leur bien risque d'être néfaste.

Notre région n'ayant pas de grandes industries elle compte sur le tourisme mais une forêt de pylônes parsemant ses paysages et détruisant la beauté des sites n'est pas de nature à attirer les visiteurs et l'impact touristique en subirait les inconvénients.

Le cumul d'éoliennes dans la région de Boivre la Vallée sera une nuisance visuelle, de jour comme de nuit, à laquelle s'ajoutera le bruit pour ceux qui seront à proximité.

Voilà pourquoi il doit être mis fin à ce projet.

Salutations distinguées

Thibault de Clercq

Contribution n°146 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-président de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"

(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le dimanche 9 novembre 2025 à 20h55

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

première critique – dès le départ, étude scientifiquement invalide pour la colonie patrimoniale et menacée de Busards cendrés

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Je souhaite attirer votre attention sur deux erreurs majeures relevées dans les premières pages de l'étude d'impact avifaunistique réalisée par AEPE Ginko pour le projet éolien EOLISE "La Chapelle".

Cette étude prétend évaluer la présence et la reproduction du Busard cendré (*Circus pygargus*) sur l'Aire d'Étude Immédiate du projet.

A) Critique de la méthodologie et cycle biologique du Busard cendré :

Dans le chapitre III.2.3.3 "L'Avifaune nicheuse", page 28, AEPE Ginko indique :

« Les parades et vols de rapaces nicheurs sont recherchés en février, mars et avril au niveau des points dégagés. »

Cette méthodologie est incompatible avec la biologie du Busard cendré :

- Février-mars : hors-sol, l'espèce n'est pas encore arrivée, et la migration prénuptiale débute mi-avril pour l'Ouest de la France se poursuit jusqu'à mi-mai.

Les inventaires réalisés à ces périodes ne peuvent fournir aucune donnée sur la nidification/reproduction.

Le Busard cendré est le dernier des trois busards à retrouver son site de nidification :

- Arrivée : à partir d'avril, migration prénuptiale jusqu'à mi-mai, avec un décalage d'environ un mois entre les premiers et derniers couples.

- Prospection pour signes de cantonnement : mi-mai à mi-juin, période où les couples sont cantonnés et commencent la construction des nids.

- Pendant la couvaison (~30 jours), la femelle reste sur les œufs et le mâle intervient très peu, rendant les couples peu visibles et les indices de nidification ténus.

- Élevage des jeunes : juin-juillet, période où les adultes sont très actifs, effectuant de nombreux allers-retours pour nourrir les jeunes.

Protocole LPO : observations ciblées d'au moins 2-3 heures par point focal, idéalement par équipes, pour garantir la fiabilité des détections.

B) Incohérences entre calendrier et méthodologie :

Le Tableau 18 (page 25) de l'étude, intitulé "Calendrier des inventaires – Avifaune nicheuse", liste les dates réelles des inventaires : 17/04 - 30/04 - 16/05 - 11/06 - 10/07 - 31/07

Cette liste contredit directement la méthodologie annoncée en page 28 (février-mars-avril).

C) Inventaire artificiel :

Les données d'inventaire AEPE Ginko sur le Busard cendré figurent dans le Tableau 38 (page 47), intitulé "Liste des espèces d'oiseaux patrimoniales inventoriées en période de nidification sur l'aire d'étude immédiate", où il est précisé :

« Le Busard cendré est d'ailleurs nicheur certain avec un nid identifié et un jeune observé. Le nid a bénéficié d'une mesure de mise en défend avec l'installation d'une cage. Cette intervention a probablement été réalisée par une association locale de protection de la nature. »

Sur le terrain, c'est notre équipe d'éco-volontaires qui avait procédé à cette protection.

Nous nous étonnons d'ailleurs qu'AEPE Ginko n'ait pas cherché à identifier cette association locale ce qui leur aurait permis d'avoir des informations complètes et fiables.

En réalité, notre association a protégé 3 nids situés à quelques mètres les uns des autres, tous localisés dans la très petite Aire d'Étude Immédiate (zone tampon de 200 m).

À défaut de voir les 6 adultes, les protections des nids étaient visibles sur le terrain, et même si certaines dates d'inventaires ne coïncidaient pas parfaitement avec leur présence (retrait prématuré pour prédation ou échec par exemple), la base FauneFrance contenait toutes les informations nécessaires pour compléter correctement les inventaires.

Malgré cette source accessible, l'étude ne tient pas correctement compte de ces informations, alors que le protocole pour le Busard cendré ne pouvait pas être respecté dans le temps imparti par AEPE Ginko.

Les relevés détaillés ont été transmis en temps réel sur FauneFrance par Caroline Renaud et moi-même (co-présidentes de l'association) et couvrent l'Aire d'Étude Immédiate du projet EOLISE « La Chapelle » sur la période de nidification 2024.

Exemple de données FauneFrance utilisées (AEI - localisation exacte = données sensibles non-transmissibles sur ce registre dématérialisé) :

-10 mai 2024 :

7 Busards cendrés

Détail : 3 mâles, 4 femelles

Code atlas : 5 (parade/accouplement), 3 (couple observé dans habitat favorable)

Commentaire : Programme de protection des nichées

- 22 juin 2024

9 Busards cendrés

Détail : 2 femelles, 2 mâles, 5 poussins

Code atlas : 12 (poussins), 14 (adultes nourrissant les jeunes)

Commentaire : Programme de protection des nichées – pose protections - Couple 1 : pose protection non effectuée en raison des conditions du jour

- 26 juin 2024

7 Busards cendrés

Détail : 2 mâles, 2 femelles, 3 poussins

Code atlas : 12 (poussins), 14 (adultes nourrissant les jeunes)

Commentaires : Programme de protection des nichées

Couple 1 pose de protection (sic.3 poussins)

Couple 2 pose de protection 2 œufs + 2 œufs sous la plate-forme

Couple 3 prédation des 2 poussins après pose de protection

Malgré ces informations disponibles, AEPE Ginko divise artificiellement par trois le nombre de couples, alors qu'ils étaient tous présents dans la petite Aire d'Étude Immédiate (zone tampon de 200 m).

D) Le Busard sur la paille :

Il est également important de rappeler que la totalité de ces trois nids a été suivie par l'équipe de tournage du film documentaire "Le Busard sur la Paille", co-réalisé par Marion Fernandez, Maxence Lamoureux et Alain Leroux.

Dans ce film, l'un des nids est montré à plusieurs reprises et Madame Caroline Renaud y témoigne en fin de séquence, sur le chemin blanc qui longe les parcelles du projet éolien.

Le film a eu le soutien de la commune de Boivre La Vallée, de la Ligue pour la Protection des Oiseaux et La Chambre d'Agriculture de la Vienne.

Le DVD du film a été remis au Commissaire-enquêteur ainsi qu'aux responsables d'EOLISE lors de la réunion d'ouverture de la consultation.

Ce film est en vente, accessible sur internet via la plateforme La Salamandre, a été diffusé l'année dernière sur la commune de Boivre La Vallée, et est à présent dans le circuit des festivals de documentaires animaliers.

E) Conclusion :

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Au vu des éléments présentés, il apparaît clairement que l'étude d'avifaune nicheuse réalisée par AEPE Ginko pour le projet éolien La Chapelle est d'ores et déjà scientifiquement invalide pour le Busard cendré.

Les points essentiels qui compromettent déjà la fiabilité de l'étude sont les suivants :

- Méthodologie incompatible avec la biologie de l'espèce : la recherche des parades et vols de rapaces nicheurs en février, mars et avril est totalement hors-sol pour le Busard cendré, espèce arrivée à partir d'avril et dont la nidification ne peut être détectée avant mi-mai.

- Incohérences entre calendrier et inventaires : le Tableau 18 listant les dates d'inventaires ne reflète pas la méthodologie annoncée .

- Non-utilisation des sources fiables locales : l'étude suppose qu'une association locale aurait protégé les nids, mais AEPE Ginko n'a pas pris contact avec elle pour obtenir les données réelles et complètes sur l'Aire d'Étude Immédiate.

- Sous-estimation des effectifs : malgré la protection effective de trois nids dans la très petite Aire d'Étude Immédiate (zone tampon de 200 m) et la disponibilité des données FauneFrance, AEPE Ginko divise artificiellement par trois le nombre de couples.

En conséquence, l'étude ne respecte pas les obligations prévues par le Code de l'environnement, concernant :

- La protection des espèces protégées, qui impose la prise en compte de données fiables et scientifiquement valides avant toute décision impactant leur reproduction ou leur habitat.

- L'évaluation environnementale des projets susceptibles d'affecter la biodiversité, qui exige une étude d'impact rigoureuse et complète.

Ainsi, l'étude ne peut être considérée comme recevable et l'étude ne peut être validée juridiquement, au regard des protections légales des espèces concernées et des obligations liées à la réalisation d'un projet susceptible d'impacter leur reproduction et leur habitat.

P.S:

- Notre association tient à votre disposition et ainsi qu'à celle des autorités environnementales et décisionnaires toutes les photos, vidéos, points gps et fiches de suivis de ces 3 nids .

Le Réseau National Busard détient le suivi de ces 3 nids depuis 2024.

- Je souligne que ces éléments ne représentent qu'un "grain de sable" dans l'évaluation globale de la COLONIE de Busards Cendrés nicheurs avérée, suivie, régulière et en progression depuis plusieurs années sur l'Aire d'Étude du projet éolien EOLISE « La Chapelle ».

D'autres contributions viendront compléter cette première.

P.j:

- AEPE Ginko III.2.3.3. L'AVIFAUNE NICHEUSE page 28
- Faune France Busard Cendré - Nombre de données mensuelles AER
- Les Busards - cahier technique Chronologie d'une campagne de surveillance
- AEPE Ginko Tableau 18: Calendrier des inventaires réalisés sur l'aire d'étude immédiate page 25
- AEPE Ginko Tableau 38 - Liste des espèces d'oiseaux patrimoniales inventoriées en période de nidification sur l'aire d'étude immédiate
- Résultat de la recherche Busard Cendré - www.faune-france.org AEI

6 documents associés

contribution_146_Web_1.png
contribution_146_Web_2.png
contribution_146_Web_3.png
contribution_146_Web_4.png
contribution_146_Web_5.png
contribution_146_Web_6.pdf

Contribution n°147 (Web)

Proposée par Thierry
(thierryguerin86001@orange.fr)
Déposée le lundi 10 novembre 2025 à 09h03
Adresse postale : 293 Route De Charenton 86800 Savigny Levescault

Les parcs éoliens peuvent ont trop souvent des impacts négatifs et significatifs sur les oiseaux et les chiroptères (chauves-souris).
À titre d'exemple ,l'éolien représente un risque de collision important pour le Faucon crécerelle (*Falco tinnunculus*) et d'autres espèces de rapaces, pouvant entraîner une mortalité et affecter la dynamique de leurs populations.
Alors inutile de saturer nos paysages d'éoliennes..

Contribution n°148 (Web)

Proposée par Daniel Dequaindry
(danieldequaindry@gmail.com)
Déposée le lundi 10 novembre 2025 à 09h40
Adresse postale : Lieu-dit Le Lac Sarget La Chapelle Montreuil 86470

Contre le projet de La Chapelle !
Ma contribution en pièce jointe.

2 documents associés

contribution_148_Web_1.jpeg
contribution_148_Web_2.jpeg

Contribution n°149 (Web)

Proposée par Mimault jl
(jl-m-2@orange.fr)
Déposée le lundi 10 novembre 2025 à 11h21
Adresse postale : Le Boisseau 86470 Boivre la vallée

J'habite à 900 m du parc champ chagneau. Lorsque les pales tournent vers ma maison, le coup de fouet wouf est insupportable. 3 éoliennes wouf wouf wouf l'été dehors le soir, désespérant. En plus le flash blanc la nuit avec les balises rouges. Autour du Boisseau, on se croirait entouré d'usines avec tout ces clignotants rouges. Pas un dédommagement sur le prix de l'électricité pour nuisances de proximité. Observation des étoiles comme avant c'est fini. Notre campagne est défigurée

Contribution n°150 (Web)

Proposée par DUPONT Isabelle
(chateau.montreuibonnin@hotmail.com)
Déposée le lundi 10 novembre 2025 à 11h31
Adresse postale : 4 rue du château 86470 Boivre-la-vallée

Pétition: Non à la saturation éolienne à Boivre la vallée

Monsieur le Commissaire enquêteur,
Une pétition "Non à la saturation éolienne à Boivre la vallée" est en cours en ligne contre le projet éolien de la chapelle.
<https://www.mesopinions.com/petition/nature-environnement/a-saturation-eoliennes-a-boivre-vallee/270776?commentaires-list=true>
Je souhaite savoir comment vous la remettre en fin de période de consultation du public en vous transmettant légalement les commentaires qui y auront été déposés.
Je vous remercie , Monsieur le commissaire enquêteur, pour votre réponse et vous prie d'agréer l'expression de ma considération distinguée.
Isabelle DUPONT

1 commentaire

Par Jean-Yves Bellier
Déposé le 12/11/2025 à 10h29

Bonjour madame,
Comme suite à votre demande, afin de me communiquer la pétition vous pouvez la déposer par le biais de ce registre qui sera clos le 8 décembre à minuit ou la remettre sous forme de correspondance en mairie dans le même délai.
Vous remerciant pour l'intérêt que vous portez à cette consultation
Bien à vous

Contribution n°151 (Web)

Proposée par association Bien Vivre en Val de Boivre
(bienvivreenvaldeboivre@gmail.Com)
Déposée le lundi 10 novembre 2025 à 14h49
Adresse postale : Lavausseau 86470 Boivre la vallée

Pétition:

Monsieur le commissaire enquêteur,

La pétition dont il est question dans la contribution 150 est une pétition lancée par l'Association Bien Vivre en Val de Boivre. Cette association a pour objet la défense de la préservation de l'environnement et du cadre de vie des habitants de la vallée de la Boivre , elle a aussi pour objet de s'opposer à tout projet pouvant remettre en cause par ses risques et nuisances de toutes natures, la santé, la sécurité, le cadre et la qualité de vie, entraînant aussi de fait une dépréciation du patrimoine des habitants et de la commune , dans le cadre de son action cette association pourra intervenir et agir entre autres auprès de la population, des autorités communales, intercommunales, départementales, régionales, administratives et judiciaires .

La Présidente.

Contribution n°152 (Web)

Proposée par PEROCHON Alain
(perochona@aol.com)
Déposée le lundi 10 novembre 2025 à 16h30
Adresse postale : La Castouarde 86410 St Laurent de Jourdes

Monsieur le commissaire enquêteur,

Eolise oublie un cas de figures dans sa petite et coute explication concernant l'arrêt des éoliennes:
<https://www.registre-dematerialise.fr/6415/download/component/110416/pourquoi-les-eoliennes-ne-tournent-elles-pas>.
Prenons le cas des éoliennes offshore réputées plus productives car plus exposées au vent:
<https://www.lemondedelenergie.com/prix-negatifs-de-leolien-letat-change-les-regles/2025/06/08/>
"C'est un tournant discret mais significatif dans la politique énergétique française : le 2 juin 2025, le ministère de l'Économie a annoncé que trois parcs éoliens en mer – ceux de Fécamp, Saint-Brieuc et Saint-Nazaire – devront désormais suspendre leur production lorsque en cas de prix négatifs de l'électricité. Cette nouvelle règle vise à endiguer les pertes publiques liées à un système de subvention jugé trop rigide."
Oui la France produit trop d'électricité et peine à écouler cette production sauf à payer pour qu'elle soit enlevée par des systèmes de stockage comme les STEP pour Stations de Transfert d'Electricité par Pompage qui ainsi recharge leur réservoir et vendent ensuite à plein pot leur production lors des pics de consommations...
<https://www.happ-e.fr/actualites/comment-ca-marche/les-step-stockage-de-lenergie-hydraulique>
Comme il est dit ci dessus les pertes publiques (finances de l'Etat) font les frais de ces systèmes où un bien de première nécessité est devenu un produit de spéculation.
Au final ce sont contribuables et consommateurs qui payent.
Raison de plus pour donner un avis négatif à ce projet.

Bien cordialement.

Alain Pérochon

Contribution n°153 (Web)

Proposée par PEROCHON Alain
(perochona@aol.com)
Déposée le lundi 10 novembre 2025 à 17h00
Adresse postale : La Castouarde 86410 St Laurent de Jourdes

Monsieur le commissaire enquêteur,

Comment ne pas souscrire à la recommandation de la MRAe concernant la demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées, alors que la garde au sol des pales n'est que de 34 m, que des cigognes noires fréquentent le site, que l'outarde canepetière cherche à étendre son territoire en Vienne...
De même en ce qui concernent les chiroptères les éoliennes ayant une garde au sol inférieure à 50 m devraient être interdites (
https://www.sfepm.org/sites/default/files/inline-files/Note_technique_GT_eolien_SFEPM_2-12-2020-leger.pdf)

Un avis négatif est requis pour ce projet destructeur de l'avifaune et de la chiroptérofaune.

Alain Pérochon

1 document associé

Contribution n°154 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 10 novembre 2025 à 18h05

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

EOLE, Dieu du Vent, cela fait rêver.

EOLIENNE, cela rappelle un petit paradis entre ciel et mer, les îles éoliennes, juste au dessus de la Sicile...

Mais la comparaison s'arrête là : "éoliennes", qui ne sont pas faites en France, avec des matériaux qui ne seront pas facilement recyclables et qui viennent du bout du monde, nous ne voulons plus de vous.

Vous avez saturé le paysage de nos communes. nous sommes désormais littéralement encerclés.

Notre beau village de BOIVRE-LA-VALLEE qui dispose d'un beau paysage de bocage de notre département, attirant pour le tourisme nature, avec son histoire, sa cité des tanneurs, son patrimoine architectural, ses églises et ses châteaux environnants...

Tout ce qu'aucune société internationale mercantile avide de subventions d'un état surendetté, ne pourra nous remplacer.

Tout ce qui fait son identité, vous n'avez pas le droit de nous le détruire.

Ces éoliennes d'une hauteur vertigineuse n'ont pas de sens dans notre précieux village.

Elles n'ont pas de sens sur le plan énergétique, puisque la Vienne a déjà atteint ses objectifs en termes énergétiques pour l'horizon 2030.

Dans un pays qui avait déjà son autonomie énergétique avec son parc nucléaire et ses centrales hydrauliques, ces éoliennes sous couvert de développement d'énergies renouvelables à l'initiative de l'Europe sont une aberration pour notre pays.

Ce MIX énergétique est une catastrophe pour notre parc nucléaire : avec cette énergie intermittente qu'on ne sait pas stocker, il faut réduire l'activité des centrales nucléaires lorsque l'éolien et les panneaux photovoltaïques fonctionnent. Nos centrales nucléaires ne sont pas faites pour ce système de "stop and go". Cela les use prématurément et nous coûte plus cher.

Comment se fait-il que malgré tout notre parc nucléaire en place, et ces milliers d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques l'électricité est toujours plus chère ? Qui est le dindon de cette farce ?

Alors que nous avions il y a à peine quelques dizaines d'années, une énergie pas chère que nous envoyait tous les pays du monde : c'était notre exception française avec le souhait du Général de Gaulle à la sortie de la seconde guerre mondiale de développer un parc nucléaire pour notre souveraineté énergétique.

Ces éoliennes vont bétonniser à outrance une zone naturelle préservée,

Elles vont détruire notre faune et notre flore. Elles vont guillotiner nos oiseaux, alors que nous sommes dans un département qui compte des passages importants d'oiseaux migrateurs. Leur liste est pourtant reprise dans l'étude environnementale.

Le promoteur EOLISE nous dit qu'il va procéder à un bridage de ses éoliennes à certaines époques pour limiter son impact. Mais qui s'en chargera ?

Lorsqu'on fait les travaux dans les champs, personne ne sera là. Chez EOLISE, ils ne connaissent rien aux travaux des champs. Quand c'est le moment d'y aller, c'est tout de suite et maintenant. ce ne sont que des promesses impossibles à tenir, uniquement pour plaire à ceux qui y croient encore.

En plus de l'impact visuel, il y aura l'impact sonore. Les riverains seront continuellement dérangés, après avoir déjà "imprimé" toute la journée dans leur tête la vision de ces éoliennes géantes. Sans compter les infrasons, le champ magnétique présent, qui vont perturber le sommeil, apporter des migraines, ce qu'on appelle "le syndrome éolien".

C'est sans compter sur la dépréciation de l'immobilier des propriétés dans le secteur. C'est sans compter sur l'insécurité juridique pour les vents immobilières. Tout acquéreur qui aura signé une acquisition immobilière chez notaire, sera en droit de réclamer l'annulation de la vente après avoir été informé de l'arrivée de ces machines du diable.

C'est la désolation et la détresse pour nous simples petits propriétaires qui avons travaillé toute une vie pour se payer un chez soi.

Et face à tous ces désagréments, serons-nous indemnisés ? Que nenni.

heureusement la jurisprudence commence à arriver face à l'aberration de ces éoliennes avec des des indemnisations que les riverains arrivent à obtenir. Oui c'est bien joli, mais qu'en fera-t-il face à une société qui n'est poitevine que d'apparence. Composée d'actionnaires étrangers, belges, domiciliés en Belgique,..., elle aura tôt fait de devenir une coquille vide.

Et que dire des garanties financières : une simple lettre d'engagement signée par les associés...

Et concernant le démantèlement : également une simple lettre d'engagement signée par le directeur à hauteur de 275.000 € alors que le capital de la société n'est que de 50.000 €...Déjà, comment ce dernier peut-il engager seul la société pour un montant dépassant le capital de la société ?

Quiconque a eu l'occasion de travailler en matière de contrat, une garantie financière c'est une attestation bancaire, d'une vraie banque notoirement connue ?

d'autant que le projet global porte suivant un "business plan" sommaire sur plus de 12.600.000 € avec des fonds propres à hauteur de 2.500.000 € et des emprunts à hauteur de plus de 10.000.000 euros. Où sont les lettres bancaires justifiant de l'existence de fonds propres ? Où sont les lettres relatives aux accords préalables des emprunts ?

Il n'est pas besoin d'être dans les affaires pour comprendre que ce dossier n'est qu'un dossier type sans garantie financière, il n'est qu'une parodie de dossier.

L'objectif d'EOLISE n'est pas de construire lui-même ses éoliennes et de fournir de vraies garanties, mais uniquement de re-céder son chantier une fois toutes les autorisations urbanistiques obtenues. Et on ne saura même plus à qui on a à faire.

Finalement EOLISE, CE N'EST QUE DU VENT qui ne laissera derrière que ruine et désolation pour nous simples petits propriétaires qui avons travaillé toute une vie pour se payer un chez soi.

A la lecture de ce dossier, on voit bien que les propriétaires et fermiers qui ont accepté de signer les mises à dispositions de leurs terres n'ont pris aucun conseils. Car à la fin, qui sera responsable pour démanteler ces éoliennes face à la carence d'EOLISE. eh bien ce sera eux ou leurs héritiers, ou à défaut la commune et donc ses habitants.

Face à ce "business" qui ne tient que par un effet d'aubaine lié à la législation européenne qui exige des Etats Européens de subventionner massivement ce secteur au détriment de notre économie, via une société aux ramifications extérieures à notre pays et qui saccage notre belle France, Je sollicite, Monsieur le Commissaire Enquêteur, un avis défavorable sur ce projet éolien.

Contribution n°155 (Web)

Proposée par Bruno SOARES
(soares.bruno@wanadoo.fr)
Déposée le lundi 10 novembre 2025 à 22h21

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

La contribution 97 de M. Jadeau ne peut laisser insensible tant les préjudices à sa qualité de vie sont tout aussi factuels qu'insupportables, au point que vous n'y êtes pas resté insensible.

Dans un tel contexte humain à connotation sanitaire, il apparaît légitime de s'interroger sur le respect de la décision N° 451129 du Conseil d'Etat en date du septembre 2022 et qui juge que "le droit de chacun de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé constitue une liberté fondamentale reconnue par les lois de la République."

Ensuite et à l'examen du document 1 joint en annexe à la contribution 65 de Mme Braconnier, il serait pertinent de mesurer scientifiquement l'indice de saturation visuelle du lieu-dit L'Ausigère où réside M. Jadeau.
Cet indice se calcule mathématiquement à partir de différents paramètres dont la densité d'éoliennes visibles depuis un lieu de vie.

Enfin et concernant précisément le lieu-dit L'Ausigère, l'impact paysager est reconnu "très fort" dans le tableau 13 (caractéristiques des effets et des impacts paysagers sur les lieux de vie) page 106 du titre 5.3 "Annexe EIE - Étude paysagère du parc éolien de La Chapelle", ce qui corrobore le phénomène d'encerclement décrit par M. Jadeau et complété par la vue aérienne explicite du document 1 de la contribution 65 de Mme Braconnier.

Contribution n°156 (Web)

Proposée par Bruno SOARES
(soares.bruno@wanadoo.fr)
Déposée le mardi 11 novembre 2025 à 00h25

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

La France étant excessivement excédentaire en production électrique globale, elle est donc largement exportatrice de ces énergies renouvelables prioritaires sur le réseau.
Et compte tenu du prix d'achat élevé et imposé de ces énergies renouvelables, il y aurait beaucoup à dire sur cette stratégie économique finalement peu rentable.

Cette posture politique conduit à mettre en oeuvre ce que l'on appelle la modulation nucléaire ou suivi de charge, et qui consiste à faire varier de 30% à 100% la puissance d'un réacteur nucléaire.

Pour information, en 2012, la modulation nucléaire ne concernait que 20% des réacteurs français.
A ce jour, plus de la moitié des réacteurs nucléaires sont soumis à cette contrainte.

Car il s'agit bien d'une réelle contrainte, d'une aberration technique et même d'un gâchis industriel.

Les réacteurs nucléaires sont conçus pour fonctionner à 100% de Pn (puissance nominale du réacteur).
C'est dans ces conditions que la production est optimale, tant pour le coût réduit du MW, que pour la pérennisation des matériaux des circuits primaires et secondaires.

Or, ces "stop and go" incessants pour s'effacer brutalement et ponctuellement afin de laisser place aux EnR, dont la production est intermittente et imprévisible, conduisent à la détérioration des matériaux des circuits primaires dues à des variations de critères physiques trop brusques (essentiellement pression et température).

Il a été constaté des phénomènes de fissurations et de corrosion sur des matériaux IPS (Importants Pour la Sécurité)
Les assemblages combustibles sont également concernés, ce qui aggrave le diagnostic.

En la matière, je me permets de vous recommander cet article scientifique de PNC FRANCE (Production Nucléaire et Climat France) :
"EnRi et effets de la modulation sur les centrales nucléaires" rédigé par des référents nationaux dans le domaine du processus de production électronucléaire.

<https://www.pnc-france.org/impact-de-la-modulation-sur-les-centrales-nucleaires/>

Que d'argent perdu en raison d'arbitrages fondés sur des considérations politiques françaises et européennes au détriment du pragmatisme et de l'efficacité qui devraient prévaloir dans l'intérêt de notre économie, l'électricité d'origine nucléaire étant, je le rappelle, une énergie décarbonnée.
4 kg de CO2 par MW nucléaire produit contre 14 kg de CO2 par MW éolien produit : laquelle de ces 2 énergies contribue le plus au réchauffement climatique ?

C'est une des raisons pour lesquelles le RTE lui-même a tout récemment et discrètement alerté sur les risques de surproduction d'énergies non pilotables et surtout sur leur développement anarchique non planifié qui risque de mettre en tension le réseau de transport, avec des conséquences similaires au black-out espagnol de l'été dernier.

Considérant cet enjeu crucial de choix énergétique sur lequel les acteurs concernés et leurs autorités de tutelles sont eux-mêmes en plein brainstorming, pour ne pas dire en plein moratoire, je sollicite un avis défavorable à ce projet.

Bien respectueusement.

Contribution n°157 (Web)

Proposée par PEROCHON Alain
(perochona@aol.com)

Déposée le mardi 11 novembre 2025 à 08h51

Adresse postale : La Castouarde 86410 St Laurent de Jourdes

Monsieur le commissaire enquêteur,

Afin d'alimenter les Stations de Transfert d'Energies par Pompage et aussi les industriels allemands gros consommateurs d'électricité de co-génération (chauffage collectif et production d'électricité), afin de faire baisser le coût du kWh allemands produit à grand renfort de lignite et charbon, afin de verdir de cette manière une électricité à haut coût et polluante de surcroît, nous allons être mis à contribution dans la Vienne pour permettre aux éoliennes installées dans le Montmorillonnais; le Lussacois, le Gencéen , le Civraisien de produire à l'exportation ceci grâce à l'implantation de cinq postes sources raccordés aux lignes THT 400 000 volts RTE.

Dans nos communes rurales les promoteurs ont saisi l'effet d'aubaine et présentent projets sur projets tant dans l'éolien que dans le photovoltaïque , il n'est pas un lopin de terre qui échappe à cet appétit dont le seul but n'est pas de rendre la planète plus propre mais bien de permettre de produire toujours plus en enrichissant quelques uns au passage...

Mais aujourd'hui le système sature, la consommation électrique est en berne, les factures énergétiques atteignent des sommets et 36 % des français sont en précarité énergétique, l'on voit mal comment ils pourraient investir dans le tout électrique si les hausses de l'électricité et autres énergies s'accroissent. Le déséquilibre entre demande et offre risquent de s'accroître rendant inutiles les installations d'usines EnRi.

Persister à nous imposer les investissements dans les EnRi serait prendre le risque de paupériser plus encore les français.

Pour cette raison entre autres un avis négatif est requis.

Bien cordialement.

Alain Pérochon

Contribution n°158 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 11 novembre 2025 à 11h45

NON AUX EOLIENNES !!

Notre paysage est notre richesse, héritage séculaire, terres travaillées par nos anciens qui l'ont façonné à travers le temps !

C'est un devoir de sauvegarde pour nos générations futures et l'attraction du territoire à tous les niveaux : économie, tourisme, éviter la désertification...

Contribution n°159 (Web)

Proposée par Bruno SOARES
(soares.bruno@wanadoo.fr)

Déposée le mardi 11 novembre 2025 à 14h06

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Le débat sur les éoliennes ne saurait être réduit au simple désaccord technique.

Il est révélateur de fractures profondes entre les intérêts économiques et les exigences écologiques, entre les villes et les campagnes, entre les élus et les Pouvoirs Publics, les Institutions et les citoyens et malheureusement entre les citoyens et les citoyens.

En effet, ce débat est préjudiciable au lien social qui est un facteur essentiel d'équilibre et de qualité de vie des populations rurales.

Entre le gain financier pour les quelques bénéficiaires locaux de tels projets et la dépréciation immobilière pour de nombreux riverains, les intérêts divergent et les sources de tension sont évidentes, alors que bien souvent les uns et les autres se connaissent parfois depuis des décennies.

L'erreur serait de se tromper de cible : les véritables (ir)responsables de ces situations conflictuelles sont celles et ceux qui ont fait des énergies renouvelables un marché complètement dérégulé où l'avidité financière de quelques-uns, dont Eolise et bien d'autres promoteurs opportunistes, est à la fois sans limites et dénuée de tout intérêt pour l'écologie.

Sans limites : Le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires) de la Nouvelle-Aquitaine avait fixé en matière d'énergies renouvelables, un objectif pour 2030 de 600 MW de puissance installée pour le département de la Vienne.

En 2024, cette puissance installée atteignait déjà 1000 MW, soit un dépassement de 60%. Pour autant l'avidité financière des promoteurs éoliens les pousse à coloniser le moindre espace rural sans considération pour l'homme et son environnement.

Dénué de tout intérêt pour l'écologie : simplement parce que l'écologie est une doctrine qui prône l'équilibre entre l'être humain et son environnement naturel ainsi que la protection de ce dernier. Par ses multiples effets délétères, notamment sur la biodiversité, ce projet n'a vraiment rien d'écologique.

Il devient urgent de mettre un frein aux agissements incontrôlés de ces promoteurs (et non producteurs) d'ouvrages de production d'énergie éolienne qui, la plupart du temps, cèdent leurs parcs éoliens sitôt construits à des producteurs étrangers.

Il en va de notre avenir et de notre indépendance énergétiques, et le plus tôt sera le mieux, d'où ma sollicitation d'un avis défavorable à ce projet.

Bien respectueusement.

Contribution n°160 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 11 novembre 2025 à 18h16

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Nous nous opposons fermement au projet éolien porté par EOLISE

Nous craignons pour notre cadre de vie et le bien-être que nous avons jusqu'à aujourd'hui.

Il y a déjà une saturation des éoliennes tout autour de nous.

Nous avons économisé toute notre vie pour avoir notre maison et craignons une forte dépréciation de la valeur de notre maison, ainsi que de subir toutes les nuisances y afférentes.

EOLISE a-t-il prévu dans ses garanties financières d'indemniser ceux qui habitent tout près ? Je ne le crois pas.

Pour toutes ces raisons, je vous prie d'émettre un avis défavorable

Cordialement.

Contribution n°161 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"

(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le mardi 11 novembre 2025 à 20h19

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Dissimulation de la présence de la colonie de Busards des plaines nicheurs installée depuis au moins 6 ans au cœur même du projet !

suite de la Contribution n°146 (Web) : Déposée le 9 novembre 2025 à 20h55

"première critique – dès le départ, étude scientifiquement invalide pour la colonie patrimoniale et menacée de Busards cendrés"

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Cette contribution fait suite à la contribution n°146, dans laquelle j'ai déjà souligné la sous-estimation manifeste de Busards des plaines nicheurs sur la minuscule Aire d'Étude Immédiate (AEI) du projet éolien EOLISE « La Chapelle ».

Pour rappel, l'étude d'impact réalisée par AEPE Ginko avait recensé en 2024 un seul couple de Busard Cendré nicheur et un immature. Or, au moment de leurs inventaires, notre association protégeait le triple de couples nicheurs et les nichées qui vont avec, sur ce territoire extrêmement restreint, démontrant que l'étude d'impact était scientifiquement invalide dès le départ pour cette espèce protégée et patrimoniale.

A) Rien qu'avec la présence de ces 3 nids sur ce minuscule périmètre on doit parler de Colonie :

« Alain Leroux - spécialiste des Busards en France, éco-volontaire formateur et trésorier de notre association :

La tendance coloniale des busards se manifeste en période de reproduction par l'attique en commun des prédateurs, qui permet à plusieurs individus dont les nids sont proches les uns et des autres d'unir leur forces pour impressionner un intrus. Dans des secteurs de peuplement importants, environ 90% des nids sont situés à moins de 500m d'un voisin »

Le Busard cendré aux éditions Belin - Éveil nature : <https://side.developpement-durable.gouv.fr/CORS/doc/SYRACUSE/192978/le-busard-cendre-35>

« Cahier technique Busards :

En effet, les busards cendrés nichent assez régulièrement en colonie, un même champ peut donc abriter plusieurs nids.

La dimension scientifique de ces résultats, comme leur dimension globale, sont à même de rendre envisageable la proposition de mesures de protection à grande échelle (soutien financier à la protection, retard de moisson, obtention de terrain pour expérimenter la mise en place de parcelles visant à accueillir une colonie de busards, etc.) impliquant des partenaires locaux importants (chambre d'agriculture, conseils généraux, etc.)."

https://lpo-idf.fr/site/_files/actus/cahiertechniquebusards2017vf.pdf

« Faune Bretagne :

Colonies : Parfois, plusieurs nids peuvent se trouver à proximité les uns des autres, nourris par un seul mâle. Plusieurs couples peuvent aussi nicher en colonie à moins de 100 mètres les uns des autres »

https://cdnfiles2.biolovision.net/www.faune-bretagne.org/pdf/files/news/Fiche3Busards_2025-6971.pdf

« Marais Poitevin :

Le Busard cendré niche parfois en colonie et forme des dortoirs pouvant atteindre plusieurs dizaine d'oiseaux. »

<https://pnr.parc-marais-poitevin.fr/biodiversite/busard-cendre/>

« Service technique de l'aviation civile :

Le Busard cendré niche à terre, en colonies lâches, dans les hautes herbes. »

<https://www.stac.aviation-civile.gouv.fr/en/birds/busard-cendre>

B) Portée de l'Aire d'Étude et cadre réglementaire :

L'étude d'impact elle-même précise :

Aire d'étude immédiate (AEI) :

"Zone tampon de 200 m autour de la ZIP, comprenant les habitats susceptibles d'être directement impactés. Cette zone peut être ponctuellement élargie en fonction des enjeux particuliers sur un site d'étude."

Aire d'étude rapprochée (AER) :

"L'Aire d'étude rapprochée de 10 km autour de la zone d'implantation potentielle correspond au périmètre dans lequel les différents zonages réglementaires et les enjeux faunistiques sont identifiés et cartographiés."

Conformément à l'avis délibéré de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) :

"La distinction entre enjeu spécifique stationnel au sein de l'AER et l'AEI ne présente pas d'intérêt, les oiseaux ne se restreignant pas au périmètre d'une aire d'étude. Il est ainsi recommandé de retenir un enjeu par espèce, correspondant à l'AER, afin de maximiser la probabilité de tenir compte de toutes les espèces fréquentant l'AEI." (Avis n°8473 – Parc éolien de La Grande Fâche, Bachant, 2022)

Autrement dit, la présence d'une espèce protégée sur, à minima, une portion du périmètre doit être pleinement intégrée à l'analyse d'impact,

Je tiens à rappeler une énième fois que l'ensemble des données d'observations sont consultables sur la base de données FauneFrance, citée comme source par AEPE Ginko.

C) Portée effective de notre action de protection :

Voici les données complètes de notre association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée », qui suit le programme national de protection et de suivis des Busards des plaines nicheurs sous l'égide de la LPO.

Le secteur nommé ci-après « BLV nord A10 » correspond à la portion du territoire sur laquelle notre association mène ses actions.

Notre secteur « BLV nord A10 » s'inscrit dans une portion de l'Aire d'Étude Rapprochée du projet « La Chapelle », couvrant la partie de Boivre La Vallée située au nord de l'autoroute A10.

Le reste de l'Aire d'Étude Rapprochée accueille également d'autres Busards nicheurs, protégés ou non par d'autres équipes d'éco-volontaires, qui ne sont pas couverts par nos suivis mais contribuent à la dynamique globale de la population sur le périmètre du projet.

Pour bien se rendre compte de cette situation, je vous joins 2 carte issues de la base de données FauneFrance présentant les observations de Busards Cendrés sur l'ensemble de l'Aire d'Étude Rapprochée qui mettent en évidence que nos données ne concernent qu'une portion de l'Aire d'étude :

- la période de 2020 à 2025 , qui correspond à la période de référence ma contribution

- toute les années d'observations présentes dans la base FauneFrance

Précision importante : les nuances de colorisation représentent des années et non pas des quantités d'observations. Le jaune et le rouge foncé représentent des années distinctes et non pas une densité d'observations.

D) Suivi et présence avérée de la Colonie de Busards :

Nos données de suivi 2020–2025 confirment une présence avérée, constante et reproductrice dans la portion BLV nord A10, portion de l'Aire d'Étude du projet "La Chapelle" :

2020 : 6 adultes nicheurs, 11 œufs, 8 poussins, 7 jeunes envolés ;

Population totale de Busards suivie par notre association = 13 individus, dont 13 dans l'Aire d'étude du projet "La Chapelle" (100 %).

2021 : 12 adultes nicheurs, 16 œufs, 10 poussins, 10 jeunes envolés ;

Population totale de Busards suivie par notre association = 22 individus, dont 22 dans l'Aire d'étude du projet "La Chapelle" (100 %).

2022 : 14 adultes nicheurs, 23 œufs, 19 poussins, 16 jeunes envolés ;

Population totale de Busards suivie par notre association = 30 individus, dont 30 dans l'Aire d'étude du projet "La Chapelle" (100 %).

2023 : 26 adultes nicheurs, 55 œufs, 41 poussins, 22 jeunes envolés ;

Population totale de Busards suivie par notre association = 48 individus, dont 34 dans l'Aire d'étude du projet "La Chapelle" (70,8 %).

2024 : 36 adultes nicheurs, 47 œufs, 21 poussins, 16 jeunes envolés ;

Population totale de Busards suivie par notre association = 52 individus, dont 33 dans l'Aire d'étude du projet "La Chapelle" (63,5 %).

2025 : 44 adultes nicheurs, 41 œufs, 19 poussins, 15 jeunes envolés ;

Population totale de Busards suivie par notre association = 59 individus, dont 38 dans l'Aire d'étude du projet "La Chapelle" (64,4 %).

E) Synthèse et Analyse : Une action de protection efficace qui révèle une colonie vitale dans l'Aire d'Étude EOLISE "La Chapelle" :

Expansion démographique exceptionnelle sur notre Secteur BLV nord A10 :

Notre action de protection concertée porte ses fruits, comme en témoigne la croissance exponentielle des effectifs :

- Sur le Secteur BLV nord A10 : passage de 3 à 22 couples entre 2020 et 2025, soit une multiplication par 7,3 (+633%).

- La colonie suivie est passée de 13 à 59 Busards sur la même période, soit une multiplication par 4,5.

Cette progression remarquable démontre la qualité et l'efficacité de notre action de protection sur ce territoire, ayant créé les conditions favorables à cette expansion.

2. Efficacité démontrée des interventions de protection sur la productivité :

Nos données prouvent l'impact concret de notre action sur le succès reproducteur de la colonie :

- Protection intégrale du cycle de reproduction : Notre action couvre l'ensemble du cycle, du repérage des couples jusqu'à l'envol des jeunes, garantissant des conditions optimales sur notre secteur.

- Sauvetages post-moisson déterminants : Ces interventions cruciales ont régulièrement sauvé la majorité des jeunes, démontrant l'importance d'un suivi régulier et d'une intervention rapide.

- Suivi scientifique rigoureux : La précision de notre collecte de données depuis 2020 nous permet de documenter avec exactitude l'évolution de la colonie et l'efficacité de notre action.

3. Concentration majoritaire et historique dans le périmètre du projet - Le noyau vital menacé :

L'analyse fine révèle que le cœur de cette colonie dynamique se situe précisément dans l'Aire d'Étude du projet EOLISE "La Chapelle", comme le démontrent ces données irréfutables :

Une progression démographique remarquable :

- Passage de 3 à 15 couples nicheurs entre 2020 et 2025, soit une multiplication par 5 (+400%)

- La population suivie y est passée de 13 à 38 Busards sur la même période, soit une multiplication par 3.

Une concentration historique et persistante :

- 2020-2022 : 100% de notre activité de protection se concentrait dans ce périmètre

- Aujourd'hui encore, malgré l'expansion territoriale de la population de Busards:

68,2% des couples nicheurs (15 sur 22)

64,4% de la colonie suivie (38 sur 59) ... dépendent directement de l'Aire d'Étude du projet EOLISE "La Chapelle" »

Il convient de rappeler que ces chiffres ne reflètent que les nichées effectivement localisées, suivies et sécurisées par notre équipe d'éco-bénévoles, dans le cadre du programme national Busards. Ils constituent donc une base minimale, et non un recensement exhaustif de la reproduction dans l'Aire d'Étude

du projet "La Chapelle".

Des tentatives supplémentaires de nidification ont très probablement eu lieu au sein de notre secteur, mais n'ont pu être localisées du fait de la grande discrétion de l'espèce et des limites d'un suivi bénévole. Auquel s'ajoute le manque de données pour le reste de l'Aire d'Étude. Cette sous-détection n'enlève rien à la solidité du constat :

La Colonie de Busards des Plaines se reproduit chaque année, de manière significative, régulière, croissante et localisée, au cœur même de l'Aire d'Étude du projet "La Chapelle".

Cette reproduction répétée atteste d'un ancrage territorial durable de l'espèce, incompatible avec l'idée d'une simple présence marginale. Elle ne relève ni d'une fréquentation périphérique, ni d'une occupation accidentelle, mais d'un fonctionnement écologique complet : installation, ponte, élevage des jeunes et fidélité au site.

Ces éléments démontrent le rôle structurant de ce secteur dans la dynamique locale de l'espèce : il assure le maintien et la productivité d'une population reproductrice fonctionnelle dans un paysage agricole encore favorable.

Ce constat s'oppose frontalement à l'interprétation du bureau AEPE Ginko, qui, dans son étude d'impact, n'a recensé qu'un couple et un seul jeune, écartant ainsi l'existence même d'une colonie.

Une telle sous-évaluation n'est pas une simple approximation scientifique : c'est une erreur méthodologique majeure. La présence d'une colonie entière modifie radicalement les interactions écologiques et les risques associés, notamment vis-à-vis d'un projet éolien.

L'implantation d'éoliennes dans ou à proximité immédiate d'un noyau reproducteur engendre des conséquences démographiques, comportementales et spatiales incomparablement plus lourdes que celles associées à un couple isolé.

La densité de couples nicheurs, la fidélité interannuelle et la concentration spatiale des sites de nidification accroissent mécaniquement les risques de mortalité par collisions avec des éoliennes, ce que EOLISE/AEPE Ginko minimise systématiquement.

Ces effets sont largement documentés dans la littérature scientifique et par d'autres bureaux d'études indépendants ayant travaillé sur cette même Colonie de Busards.

Ce sujet, compte tenu de son ampleur et de la gravité des biais constatés, fera l'objet d'une contribution spécifique dédiée à l'évaluation des risques de mortalité et des effets cumulés (sujet évacué d'un revers de main dans l'étude du projet).

F) Rappel juridique et précédent local déterminant :

Il est ici essentiel de rappeler que la colonie de Busards cendrés concernée n'est pas périphérique à l'AER, mais pleinement installée en son sein, avec des noyaux de nidification localisés jusqu'au cœur même de la ZIP/AEI du projet éolien "La Chapelle".

Il ne s'agit donc en aucun cas d'une fréquentation marginale, mais bien d'une occupation centrale et reproductrice, avérée par six années de suivi et de protection.

Cette réalité biologique trouve un écho juridique direct dans un précédent récent et sans équivoque : le refus du projet éolien "Plaine de Beaulieu" sur notre même commune de Boivre La Vallée.

Ce projet, d'abord rejeté par le Commissaire-Enquêteur puis par le Préfet (arrêté n°2023-DCPPAT/BE-018 du 23 janvier 2023), a ensuite vu ce refus confirmé par la Cour administrative d'appel de Bordeaux le 24 avril 2025 (arrêt n°23BX00822).

Dans ce contexte, toute autorisation du projet "La Chapelle" fondée sur une étude minimisant ou omettant cette colonie serait entachée d'illégalité manifeste, et pourrait logiquement faire l'objet d'un contentieux aboutissant au même résultat.

Ce rappel clôt la démonstration de l'ancrage et de la valeur écologique majeure de cette colonie, dont la disparition relèverait d'une faute environnementale et juridique majeure.

G) Conclusion :

Monsieur le Commissaire Enquêteur, il est aujourd'hui légitime de s'interroger : comment un bureau d'étude mandaté par un opérateur industriel peut-il ignorer, ou passer sous silence, l'existence d'une colonie entière d'une espèce protégée, présente et suivie depuis plusieurs années dans le périmètre même du projet ?

Comment expliquer une telle sous-estimation, alors que les données sont validées sur FauneFrance, et que les précédents administratifs et judiciaires — notamment le refus préfectoral et la confirmation par la Cour administrative d'appel de Bordeaux du projet « Plaine de Beaulieu » — établissent clairement la sensibilité du territoire de Boivre La Vallée pour cette espèce ?

EOLISE ne pouvait ignorer ces éléments.

S'ils les connaissaient, leur étude d'impact relève d'une fausse appréciation délibérée des enjeux environnementaux.

S'ils les ignoraient, cela pose une question de compétence et de fiabilité scientifique, tout aussi préoccupante au regard du Code de l'Environnement.

Dans les deux cas, la conséquence est la même :

l'étude d'impact d'EOLISE ne peut être tenue pour sincère ni recevable, car elle méconnaît à la fois la réalité biologique du terrain et la portée juridique de la protection du Busard.

Monsieur le Commissaire Enquêteur, face à cette contradiction manifeste entre les faits établis et les conclusions de l'étude d'EOLISE, ne serait-il pas de votre devoir d'interroger publiquement le pétitionnaire sur la méthodologie employée, sur les raisons de ces omissions, et sur la compatibilité de son étude avec les exigences de l'article L.122-1 du Code de l'Environnement, relatif à la sincérité et à la complétude de l'évaluation environnementale ?

P.S :

Je joins à cette contribution le tableau récapitulatif des données de suivi ainsi que les graphiques associés, permettant d'illustrer l'évolution démographique et la dynamique de reproduction de la Colonie de Busards des plaines sur la période 2020–2025, sur le secteur BLV nord A10/AEI du projet EOLISE « La Chapelle ».

Conformément aux dispositions légales en vigueur relatives à la diffusion des données sensibles sur la faune protégée, les informations précises de localisation (coordonnées GPS, cartes de nidification) n'apparaissent pas dans la version mise à disposition sur le registre dématérialisé, leur publication pouvant porter atteinte à la protection des espèces concernées.

Ces éléments ont toutefois été présentés en toute transparence au Commissaire Enquêteur lors de notre entretien en mairie le 6 novembre 2025, et demeurent intégralement disponibles pour consultation par les autorités environnementales et décisionnaires compétentes, sur simple demande motivée.

P.J:

- OBLV - Un des nids protégés en 2025 sur la ZIP/AEI du projet EOLISE « La Chapelle »
- observations de Busards Cendrés sur l'ensemble de l'Aire d'Étude Rapprochée 2020-2025
- observations de Busards Cendrés sur l'ensemble de l'Aire d'Étude Rapprochée toutes périodes
- OBLV - La colonie de Busards avérée, suivie et croissante depuis au moins 6 ans
- OBLV- Nids busards 2020-2025 dans une portion de l'AER du projet _La Chapelle_ = secteur BLV nord A10 (sans les données sensibles)
- ARRETE n °2023-DCPPAT_BE-018 en date du 23 janvier 2023 PARC EOLIEN LA PLAINE DE BEAULIEU
- PROJET ÉOLIEN DE LA PLAINE DE BEAULIEU - BOIVRE LA VALLÉE - REFUS CONFIRMÉ PAR LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE BORDEAUX, 4ÈME CHAMBRE, 24 AVRIL 2025, 23BX00822
- zones de nidification des Busards cendrés en France en 2025

8 documents associés

contribution_161_Web_1.jpeg
contribution_161_Web_2.png
contribution_161_Web_3.png
contribution_161_Web_4.pdf
contribution_161_Web_5.pdf
contribution_161_Web_6.pdf
contribution_161_Web_7.pdf
contribution_161_Web_8.png

Contribution n°162 (Web)

Proposée par Olivet Mélanie
(molivet@orange.fr)

Déposée le mardi 11 novembre 2025 à 21h43

Monsieur le commissaire enquêteur,

Je vis à à peu moins de 2 kilomètres des éoliennes déjà implantées, et pourtant je vois chaque soir la lumière blanche passer régulièrement devant ma fenêtre de chambre, je suis donc obligée de fermer mes volets pour ne pas être dérangée dans mon sommeil.
Lorsque, il y a de l'humidité dans l'air, c'est encore plus lumineux. Que les arbres aient des feuilles ou non, cela ne change rien, car cela passe au dessus. L'hiver, nous voyons les lumières rouges dès la tombée de la nuit.
Cette pollution lumineuse, car c'est de cela dont je parle est gênante pour moi, donc j'imagine que pour les personnes vivant à proximité cela doit être bien pire.
Je suis contre l'implantation de nouvelles éoliennes.

Contribution n°163 (Web)

Proposée par Anaïs Portron
(portronais@orange.fr)

Déposée le mardi 11 novembre 2025 à 22h11

Adresse postale : La cartelière 86470 Boivre la Vallée

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Le département de la Vienne a aménagé 49 hectares , l'espace Naturel Sensible de la Verrerie, en 2021 car nous avons un paysage bocager de très bonne qualité, avec des haies remarquable, des arbres têtard magnifiques et toute la faune qui va avec ce paysage.
Cet espace a été créé afin de protéger la faune et la flore car des espèces sont en voie de disparition.
Les agriculteurs ont été associés à cet aménagement et pratique une agriculture adaptée.
Il y a une dizaine d'années un projet d'éoliennes a été annulé, au même endroit que le nouveau projet, à moins d'un kilomètre de l'ENS, car il y avait des espèces protégées et une faune trop importante.
Monsieur le Commissaire Enquêteur, je m'étonnes que la faune est depuis régressée, alors que tout à été mis en place pour que ce soit le contraire. Cela me perturbe d'autant plus, que lorsque je lis les différentes contributions, il apparaît que le études environnementales ont des manquements.
A juste titre, il me paraît indispensable, d'arrêter ce projet.

Contribution n°164 (Web)

Proposée par Bruno SOARES
(soares.bruno@wanadoo.fr)

Déposée le mercredi 12 novembre 2025 à 01h24

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

L'Espace Naturel Sensible de la Verrerie, dont il est fait mention par Mme Portron dans la contribution 163 couvre 49 hectares et mérite une attention particulière.

La biodiversité exceptionnelle qu'il recèle ne saurait être sous-estimée et mise en péril par la proximité du projet éolien.

Le milieu est un bocage traditionnel : grandes prairies entourées de haies anciennes, d'arbres remarquables, et de deux mares.

On y a recensé :

- La moitié des espèces d'amphibiens présentes dans le département de la Vienne.
 - Près de 30 % des papillons du département.
- Parmi les espèces emblématiques, le triton marbré (amphibien) est cité dans les communications du site.

Le bocage et les haies constituent à la fois un corridor écologique et un refuge pour la faune locale.

Le site, géré par le Conseil Départemental de la Vienne, est équipé de mobilier (bancs, barrières, lutrins) et fait l'objet d'animations pédagogiques et de circuits de découvertes.

Une atteinte potentielle à ce lieu protégé ne saurait être négligée dans la formulation de l'avis rendu à l'issue de cette enquête publique.

Bien respectueusement.

Contribution n°165 (Web)

Proposée par Edith de PONTFARCY

Déposée le mercredi 12 novembre 2025 à 09h38

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

La plaquette du Conseil départemental de la Vienne, "A la découverte des Espaces Naturels Sensibles de la Vienne" donne une définition des ENS:

"Qu'est-ce qu'un Espace Naturel Sensible (ENS) ?

Les Espaces Naturels Sensibles ont pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels, des champs d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels ; mais également d'aménager ces espaces pour être ouverts au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel. Les ENS sont au cœur de la politique environnementale du Département de la Vienne. Dans la Vienne, ce sont 20 000 hectares d'espaces naturels que le Département entend préserver dans les dix années à venir."

https://www.lavienne86.fr/fileadmin/medias/ARBORESCENCE/au_quotidien/Environnement___Agriculture/Espaces_Naturels_Sensibles/EXE-Dépliant_A4_ENS-2025.pdf

Dans l'étude naturaliste, pages 16 et 17, deux ENS sont situés à moins de 1 km :

- La Verrerie à 901 mètres
 - Le Bois du parc à 984 mètres
- Et l'Etang de Maupertuis à 1,1 km.

L'étude les identifie dans la zone rapprochée alors que dans d'autres dossiers ces ENS seraient dans la zone immédiate qui, ici, bizarrement ou opportunément, est limitée à 200 mètres.

Le Département entendant préserver la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels et par ailleurs, la France produisant trop d'électricité avec une augmentation des prix négatifs, rien n'oblige à autoriser ce projet dont le DDAE ne démontre pas son innocuité sur les intérêts protégés de l'article 511-1 du code de l'environnement :

« Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. »

Le projet ne peut se voir qu'opposer un arrêté de refus.

Avec mes salutations distinguées

Edith de Pontfarcy

Contribution n°166 (Web)

Proposée par Edith de PONTFARCY

Déposée le mercredi 12 novembre 2025 à 15h33

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

L'exaspération des habitants et leur vivre inquiétude sont légitimes.

La folie du développement des implantations d'éoliennes continue l'invasion du territoire.

Le tableau joint montre l'ampleur des installations prévues dans un rayon de 20 km autour du projet, 19 parcs autorisés dans les 20 km pour 74 éoliennes, 10 parcs de 39 éoliennes sont en fonctionnement auquel s'ajoute un parc construit en 2025, sans compter deux projets à l'étude, dont l'un de 13 machines de 230 mètres de haut.

C'est pourquoi, un arrêté de refus d'installer le projet ne peut qu'être qu'émis.

Avec mes salutations distinguées,

Edith de PONTFARCY

1 document associé
[contribution_166_Web_1.pdf](#)

Contribution n°167 (Web)

Proposée par Edith de PONTFARCY

Déposée le mercredi 12 novembre 2025 à 16h19

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

A l'appui de la contribution n° 166, il est utile de rappeler l'article L515-44 issu de la loi APER du 10 mars 2023 qui recommande que

"L'autorisation environnementale tient également compte, le cas échéant, du nombre d'installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent déjà existantes dans le territoire concerné, afin de prévenir les effets de saturation visuelle en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1."

C'est pourquoi ce projet ne peut prospérer.

Avec mes salutations distinguées

Edith de PONTFARCY

Contribution n°168 (Web)

Proposée par De Pontfarcy Dominique

(d2pontfarcy@gmail.com)

Déposée le mercredi 12 novembre 2025 à 16h32

Adresse postale : La Borde 86100 Senillé Saint Sauveur

Monsieur le commissaire enquêteur,

Ce promoteur éolien, bien connu des poitevins pour l'indigence de ces dossiers soumis à enquête publique, tente de s'abriter derrière le sondage effectué par Harrison Interactive pour justifier ses objectifs d'invasion éolienne. Il faut savoir que ce sondage a été désavoué par la commission nationale de la publicité car il prenait en compte majoritairement les avis des habitants des villes (évidemment peu concernés par le sujet) et s'agissant des personnes vivant à proximité d'éoliennes, aucune des personnes sondées ne vivait à moins de 2 kilomètres d'une éolienne.

La réalité est toute autre comme le montre cet arrêt de la cour d'appel de Rennes du 12-3-2024 dont voici quelques extraits : » l'implantation et l'exploitation du parc éolien (3 éoliennes de 118 mètres) sont à l'origine de troubles anormaux de voisinage... La cause de ces troubles est donc imputable au parc éolien. Les atteintes à la vue, à l'audition, à la santé et au cadre de vie constituent des atteintes à l'habitabilité des propriétés situées dans le périmètre critique (entre 500 et 1500 mètres) et ont pour conséquence une dépréciation immobilière des biens dont la destination est précisément l'habitation... L'impact visuel est imposant et permanent, le bruit est perpétuel, les effets négatifs sur la santé sont médicalement attestés et le dérèglement électromagnétique d'internet, de la télévision et du téléphone portable établi... En raison de la toute proximité des éoliennes, des impacts visuels très importants, de la dégradation du paysage et du cadre de vie, des nuisances acoustiques quasi permanentes, des préjudices constants de vue et des clignotements causés par les éoliennes, tous ces facteurs ont une incidence actuelle, directe et certaine sur l'habitabilité des biens immobiliers... » Et la cour d'appel concluait qu'il en résultait une moins value de la valeur vénale de 40% pour les biens situés entre 500 et 600 mètres d'une éolienne et de 35% pour les propriétés situées entre 600 et 1500 mètres. Et le promoteur éolien a été condamné à indemniser à hauteur du préjudice ainsi évalué.

On est très loin de l'acceptation enthousiaste d'un projet éolien.

Pour cette raison de la nécessaire prise en compte de toutes les nuisances générées par un projet éolien, je vous demande d'émettre un avis défavorable à l'issue de cette enquête publique.

Contribution n°169 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"

(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le mercredi 12 novembre 2025 à 16h34

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Le Busard Cendré — Espèce patrimoniale, déterminante nicheuse et menacée

En complément des contributions :

n°146 : Première critique – dès le départ, étude scientifiquement invalide pour la colonie patrimoniale et menacée de Busards cendrés

n°161 : Dissimulation de la présence de la colonie de Busards des plaines nicheurs, installée depuis au moins six ans au cœur même du projet !

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

La présente contribution vient compléter les précédentes, relatives à la colonie de Busards cendrés suivie et protégée dans l'Aire d'étude du projet éolien EOLISE "La Chapelle".

Espèce patrimoniale, déterminante nicheuse et menacée au niveau national, le Busard cendré fait l'objet d'un suivi attentif par notre association Les Oiseaux de Boivre La Vallée, dans le cadre du programme national coordonné par la LPO.

Le texte ci-dessous constitue une synthèse du document joint à cette contribution. Je vous invite vivement, Monsieur le Commissaire Enquêteur, à en prendre connaissance avec attention, afin d'appréhender ce dossier en toute connaissance de cause, au regard du contexte écologique et réglementaire particulièrement sensible.

A) Statut d'évaluation et importance régionale :

Le Busard cendré (*Circus pygargus*) connaît un déclin marqué au niveau national et régional.

En France, la population nicheuse a chuté de 30 à 40 % depuis les années 1990, soit un déclin moyen de 2,2 % par an.

Le Poitou-Charentes constitue l'un des principaux bastions de reproduction, où l'espèce est classée "Quasi menacée" (NT) sur la Liste Rouge régionale et reconnue comme espèce déterminante nicheuse dans les ZNIEFF.

Dans ce contexte, chaque noyau reproducteur local revêt une importance cruciale pour la survie de l'espèce.

B) Protection juridique :

- Cadre national :

Le Busard cendré bénéficie d'une protection intégrale au titre des articles L.411-1 et suivants du Code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009.

- Sont strictement interdits la destruction, la capture, la perturbation ou l'altération de ses sites de reproduction et de repos.

- Cadre européen :

Inscrit à l'Annexe I de la Directive Oiseaux (2009/147/CE), il bénéficie d'obligations renforcées de gestion et de protection de ses habitats, y compris en dehors des ZPS, lorsque la conservation de l'espèce l'exige.

- Cadre international :

Son inscription aux Conventions de Berne et de Bonn impose la protection stricte de ses populations et la préservation de ses habitats naturels.

Ce réseau de textes engage les autorités françaises à garantir la préservation effective de cette espèce protégée, particulièrement lorsqu'un projet d'aménagement se situe dans une aire de nidification avérée.

C) Action concrète sur le terrain :

Sur le terrain, notre association Les Oiseaux de Boivre La Vallée assure la mise en œuvre locale du programme national Busard coordonné par la LPO, jusqu'au cœur même de la ZIP du projet éolien EOLISE "La Chapelle", où plusieurs couples nicheurs ont été suivis et protégés.

Ce travail s'effectue en coordination avec la Préfecture de la Vienne, la Chambre d'agriculture, la DREAL Nouvelle-Aquitaine et l'Office Français de la Biodiversité (OFB).

Cette mobilisation collective illustre la nécessité d'une synergie entre cadre légal et action de terrain, seule garante d'un succès reproducteur minimal pour l'espèce, malgré la tendance persistante au déclin.

D) Risques cumulés pesant sur l'espèce :

- Mécanisation agricole : destruction mécanique de nids et poussins lors des moissons ; sans intervention, jusqu'à 2/3 des jeunes sont détruits (Mission-FIR LPO).

- Intensification agricole : disparition des habitats favorables, chute de la ressource alimentaire et exposition accrue aux produits phytosanitaires.

- Changement climatique : épisodes extrêmes entraînant mortalité directe, stress thermique et décalages phénologiques.

- Dérangements anthropiques : abandons de couvées liés aux perturbations humaines (taux d'envol >70 % à <100 m).

- Destructions volontaires : plusieurs cas documentés dans la Vienne, faisant l'objet de procédures.

- Risque éolien : le Busard cendré figure parmi les rapaces les plus touchés par la mortalité liée aux éoliennes.

Selon les études, la France est le premier pays d'Europe pour la mortalité des Busards cendrés par collision, avec 46 cas recensés au 26/02/2025, sur un total de 89 en Europe.

L'accès limité aux parcs et la végétation masquant les sols laissent craindre une sous-estimation significative de ces chiffres.

E) Conclusion :

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur,

Le Busard cendré, espèce patrimoniale déterminante nicheuse et en déclin, fait l'objet d'une protection juridique forte, mais encore trop souvent défaillante dans son application.

La France a un devoir de protection de cette espèce au titre de ses engagements nationaux, européens et internationaux.

Ce devoir repose aujourd'hui, dans les faits, sur les bénévoles et associations de terrain — dont la nôtre — qui assurent, à la place des autorités, la surveillance, la protection et le sauvetage des nichées.

Nous appelons donc à ce que les autorités décisionnaires respectent pleinement le cadre légal en vigueur et prennent les mesures de sauvegarde immédiates qui s'imposent dans l'Aire d'étude du projet éolien EOLISE "La Chapelle".

Une prochaine contribution viendra approfondir l'analyse de l'étude d'impact EOLISE – AEPE GINKO, notamment sur le risque de mortalité par collision chez le Busard cendré — un point dont les interprétations apparaissent particulièrement contrastées au regard des données scientifiques et de terrain disponibles.

P.J :

- OBLV Le Busard Cendré (Circus pygargus) - espèce patrimoniale déterminante nicheuse menacée

1 document associé

contribution_169_Web_1.pdf

Contribution n°170 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 12 novembre 2025 à 16h34

Bonjour Monsieur le commissaire,

Je ne comprends pas que ce dossier de présentation d'éoliennes arrive encore en enquête publique alors qu'un précédent dossier du même type avait déjà été refusé sur la commune par un arrêté préfectoral du 23 janvier 2023.

Un préfet a beau faire sortir un dossier éolien par la porte en toute légalité, un autre veut encore rentrer par la fenêtre !

C'est un manque total de respect des populations locales ! Ces sociétés éoliennes veulent nous voir à l'usure.

Nous ne pouvons que ressasser les mêmes choses : ce projet éolien est loin de représenter son bel intitulé "Installation Classée pour la Protection de l'Environnement". C'est un champ lexical minutieusement choisi pour tromper et rendre acceptable le sujet dans l'opinion publique. Il y a d'ailleurs deux documents édifiants sur le site du cabinet d'expertise ENCIS qui précise comment anticiper "les éléments de blocage, les freins à l'acceptation" dans une analyse sur le limousin puis un document plus général sur "Éolien et l'acceptation publique". Dans ces documents, on y apprend comment bien cibler les différentes populations selon les départements dont celui de la Vienne pour mieux rendre l'inacceptable acceptable par les populations : un véritable manuel de manipulation de masse. Étonnant pour un cabinet d'expertise prétendu indépendant et impartial...

Ce projet de parc éolien est tout simplement de nature à porter atteinte à l'objectif de protection de la nature en ce qui concerne plusieurs espèces d'oiseaux qui ont été reprises en détail par de précédentes contributions qui s'y connaissent beaucoup mieux que moi.

La zone d'implantation retenue pour la réalisation de ce parc éolien se situe au niveau d'un grand nombre de protections ou d'inventaires identifiés pour leurs enjeux de conservation des oiseaux et notamment pour la protection de certains oiseaux à haute valeur patrimoniale.

L'étude d'impact présentée par la société EOLISE mentionne la présence plus ou moins régulière de l'ensemble de ces oiseaux dans la zone d'implantation projetée, ainsi que de l'existence de voies de migration, de territoire de chasse attractifs et de sites de nidification au niveau même de ces zones.

Même si la société peut prévoir plusieurs mesures pour éviter ou réduire les risques pouvant résulter de la présence du parc éolien pour ces espèces, notamment le risque de mortalité par collision, les mesures envisagées, que ce soit le bridge des pales ou même la mise en place d'un système vidéo de détection ou d'effarouchement des oiseaux, ne permettant pas de limiter suffisamment ces risques.

Tout ceci pour conclure que ce projet éolien est de nature à porter atteinte à l'objectif de protection de la nature visé à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Par suite, je vous remercie de bien vouloir émettre un avis défavorable.

Salutations distinguées

3 documents associés

contribution_170_Web_1.pdf

contribution_170_Web_2.pdf

contribution_170_Web_3.pdf

Contribution n°171 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier

(niniebraco@yahoo.fr)

Déposée le mercredi 12 novembre 2025 à 17h25

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

EOLISE : 500 sondés ne valent pas nos vies : Quand nos paysages, nos nuits et nos vies deviennent statistiques

En soutien à la contribution n°168 (Web), déposée par M. De Pontfarcy Dominique.

À l'attention du commissaire enquêteur,

Je dépose cette contribution rédigée il y a plusieurs semaines, juste après la réunion d'ouverture de la consultation publique, mais que je n'avais pas encore transmise.

Elle vient à point nommé, dans le prolongement des réflexions formulées dans la contribution n°168 (Web), déposée par M. De Pontfarcy Dominique.

En lisant cette contribution j'ai constaté que nombre des interrogations et réserves que je nourrissais déjà au moment de la réunion se trouvent aujourd'hui confirmées et partagées par d'autres citoyens.

Cette convergence d'observations, venues d'horizons différents, montre que les doutes exprimés autour de la méthodologie de certaines études, notamment celle présentée par EOLISE de Harris Interactive (2021), ne relèvent pas de la méfiance mais d'une exigence légitime de rigueur et de transparence.

C'est dans cet esprit que je souhaite apporter une analyse complémentaire et contextualisée, centrée sur notre territoire de Boivre-la-Vallée et sur les enjeux réels de perception, de cohabitation et d'équilibre territorial que ce projet soulève.

A) Limites méthodologiques de l'étude Harris Interactive 2021 - Plusieurs points affaiblissent la portée et la fiabilité de cette étude :

- Un échantillon réduit : seulement 530 personnes interrogées pour l'ensemble de la région Hauts-de-France et 503 pour le Grand Est. Ces effectifs sont bien trop faibles pour tirer des conclusions solides, surtout lorsqu'on les ventile selon la distance au parc, le type de commune ou l'âge. La marge d'erreur statistique devient alors considérable, rendant les résultats fragiles et peu généralisables.

- Une catégorie géographique trop large : les personnes dites « proches d'un parc » vivent en réalité jusqu'à 10 km d'une installation. Or, la perception d'une éolienne à 9 km n'a rien à voir avec celle d'un riverain situé à 800 mètres. Ces distances sont confondues, ce qui dilue l'expérience des habitants véritablement concernés.

- Une méthode en ligne, basée sur un panel de volontaires, donc non aléatoire.

Cela introduit des biais : seules les personnes connectées et disposées à répondre participent, excluant une partie importante des habitants ruraux,

souvent plus directement concernés par les implantations.

- Une enquête ancienne : réalisée en 2021, elle ne tient pas compte de l'évolution rapide des projets, ni du sentiment d'usure ou de saturation exprimé dans de nombreux territoires depuis.

- Une étude d'image, pas de vécu : Harris mesure l'opinion générale sur « l'éolien » en tant que principe, non la perception d'un projet concret, avec son implantation, ses contraintes et ses effets réels.

En somme, cette étude ne peut être considérée ni comme représentative des habitants vivant à proximité immédiate d'un parc, ni comme applicable à d'autres régions.

B) Réalité locale - Boivre-la-Vallée et ses environs :

Sur notre commune de Boivre-la-Vallée (86470), la situation est très éloignée de la fiction statistique présentée par EOLISE.

Ici, l'acceptabilité n'est pas une donnée abstraite : elle se vit, chaque jour, au contact d'un territoire déjà très sollicité :

- Parc des Champs Chagnots (3 éoliennes) : opérationnel depuis plusieurs années.
- Parc de La Plaine des Moulins (5 éoliennes) : récemment achevé et en service.
- Projet de Lavausseau : (5 éoliennes), mise en service prévue pour 2026.
- Projet de la Plaine de Beaulieu : soumis à enquête publique en 2022, avis défavorable Préfet et T.A Bordeaux
- Autres projets en cours ou en instruction à proximité : Les Grandes Brandes - Coulombiers (3 éoliennes), La Naulerie - Les Forges (3 éoliennes), Chalandray-Ayron (13 éoliennes), et toutes les autres Jazeneuil, Lusignan, Sanxay ...

Dans un rayon d'environ 10 km, ce sont plusieurs parcs opérationnels, autorisés ou projetés qui se succèdent, modifiant profondément le paysage et le cadre de vie.

Cette accumulation entraîne un effet cumulatif très fort : transformation du paysage, bruit constant, fragmentation des espaces naturels, saturation visuelle, sentiment d'envahissement, dévalorisation foncière, impact sur la biodiversité et sur le patrimoine..et j'en passe .

Ces réalités, vécues au quotidien, sont bien éloignées de la perception abstraite mesurée par un sondage national.

C) Une acceptation qui ne peut être supposée :

L'acceptabilité d'un projet ne peut pas être présumée à partir d'un sondage général ou ancien.

Elle doit être constatée sur le terrain, projet par projet, en tenant compte :

- de la proximité réelle des habitations,
- de l'ensemble des parcs existants, autorisés ou en instruction,
- des nuisances cumulées sur la santé, le paysage, la biodiversité, la tranquillité, le patrimoine....

Le fait d'affirmer que "les riverains sont majoritairement favorables" à partir d'un sondage de 2021, mené auprès de 500 personnes dans une autre région, revient à nier la réalité vécue ici et à invisibiliser la parole des habitants concernés.

Dans le cas de Boivre-la-Vallée, les enquêtes publiques récentes, les avis défavorables rendus, les contributions citoyennes (et pétition) nombreuses et argumentées démontrent au contraire une inquiétude croissante et une fatigue du territoire.

D) Conclusion – un appel à une approche écologiquement responsable :

L'étude Harris 2021 ne peut être utilisée pour justifier l'acceptation d'un nouveau projet sur notre territoire.

L'acceptabilité d'un projet éolien industriel ne peut être présumée.

Elle doit être démontrée par une étude locale, indépendante, récente, distinguant clairement les habitants selon leur distance réelle au parc, et intégrant l'ensemble des projets existants, autorisés et en instruction dans le territoire.

Sans cela, l'invocation d'une "acceptation majoritaire" n'est pas un argument, mais une approximation.

Ici, à Boivre-la-Vallée, nous ne parlons pas d'un principe théorique : nous parlons de notre cadre de vie, de nos paysages, de notre équilibre collectif.

Notre territoire mérite une approche réfléchie, humaine et écologiquement cohérente.

C'est à cette condition que l'on peut parler de transition énergétique juste et respectueuse, et non de simple addition de machines et de puissance installée.

Contribution n°172 (Web)

Proposée par De Pontfarcy Dominique

(d2pontfarcy@gmail.com)

Déposée le mercredi 12 novembre 2025 à 18h22

Adresse postale : La Borde 86100 Senillé Saint Sauveur

Monsieur le commissaire enquêteur,

La nouvelle procédure de consultation résulte de la loi industrie verte du 23-10-2023 et du décret d'application du 6-7-2024 et est censée donner plus de place à la concertation, au dialogue et à l'avis de toutes les personnes et collectivités concernées. Ces collectivités territoriales concernées doivent s'exprimer et joindre leurs délibérations au dossier d'enquête publique. Le décret prévoit même qu'elles se prononcent dans les deux premiers mois de la consultation de façon à ce que le public soit parfaitement informé. Je n'ai trouvé ici aucune délibération, aucune prise de position officielle de la commune d'implantation, des communes limitrophes situées dans les 6 kilomètres du projet ni même de la communauté de communes concernée. Faut-il en déduire que l'on cherche à cacher au public les positions de toutes ces collectivités ? Ont-elles été invitées à s'exprimer ? S'étaient-elles déjà exprimées lors de l'examen du Résumé Non Technique ? Qu'en avaient-elles dit ?

Il me semble qu'il y a là une grave lacune dans ce dossier qui laisse à penser que ces collectivités dans leur écrasante majorité sont opposées à ce projet et qu'on a voulu le dissimuler au public.

Pour ce motif de contradiction notoire avec l'esprit de cette nouvelle procédure, je vous demande d'émettre un avis défavorable à l'issue de cette enquête publique.

Contribution n°173 (Web)

Proposée par Edith de PONTFARCY

Déposée le mercredi 12 novembre 2025 à 18h35

Monsieur le commissaire enquêteur,

Je suis de plus en plus abasourdie au fur et à mesure des publications sur le registre, notamment, des contributions de Madame Virginie Braconnier qui sont autant de précisions et d'argumentations, point par point, montrant les inexactitudes, insuffisances ou omissions des études d'impact et naturaliste.

Dans un premier temps, Il est rappelé que les éoliennes sont des ICPE et qu'aux termes de l'article L512-1 du code de l'environnement, elles sont présumées présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés, qui sont énumérés à l'article L511-1 du même code. La charge de la preuve de l'innocuité incombe au promoteur.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat dans l'arrêt n° 458933 du 1er mars 2023 a réaffirmé sa position constante :

« 3. Aux termes du I de l'article R. 122-5 du code de l'urbanisme, qui définit le contenu de l'étude d'impact, celui-ci « doit être proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, installations, ouvrages, ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine ». Les inexactitudes, omissions ou insuffisances d'une étude d'impact ne sont susceptibles de vicier la procédure et donc d'entraîner l'illégalité de la décision prise au vu de cette étude que si elles ont pu avoir pour effet de nuire à l'information complète de la population ou si elles ont été de nature à exercer une influence sur la décision de l'autorité administrative. » https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000047254144?init=true&page=1&query=458933&searchField=ALL&tab_selection=all

Les contributions du registre relèvent

1. un écart entre la méthodologie annoncée et les inventaires réellement effectués pour l'avifaune nicheuse (obs 15 – Virginie Braconnier – co-présidente association Les oiseaux de Boivre-la-Vallée).
2. que 131 espèces d'oiseaux ont été recensées sur la commune de Boivre-la-Vallée mais la liste complète n'est pas fournie ni l'origine de la liste ; seule une liste de 89 espèces observées sur un cycle biologique au sein de la zone d'implantation potentielle (obs 20 - Virginie Braconnier).
3. que des passages en août et septembre ont été effectués en dehors de la période de référence pour l'avifaune nicheuse qui s'étend de mars à juillet – (obs 37 - Virginie Braconnier).
4. des incohérence concernant le Busard Saint-Martin considéré d'un côté comme uniquement en migration et d'un autre présent en période de migration (obs 52 – Virginie Braconnier – obs 54 – Alain Leroux, docteur en écologie, ancien chercheur associé au CNRS, auteur de l'ouvrage de référence « le Busard cendré).
5. la déformation de ses propos lors de la réunion d'ouverture de la consultation (obs 54 - Virginie Braconnier).
6. que 131 oiseaux sont annoncés dans l'Étude d'impact (liste non communiquée), alors que Faune-France du 23 octobre 2025 inventorie 164 espèces sur Boivre La Vallée (obs 64 - Virginie Braconnier).
7. que le critère « être l'objet d'un Plan national d'actions » n'est pas pris en compte dans le calcul de l'indice de patrimonialité pour l'Outarde Canepetière, la Pie Grièche Écorcheur, le Milan Royal, le Balbuzard Pêcheur et le Vautour Fauve, espèces répertoriées sur le territoire encore entre 2023 et 2025 (obs 78 - Virginie Braconnier).
8. que le statut patrimonial des espèces est dénaturé pour : Autour des Palombes - Bruant des Roseaux - Faucon Hobereau - Gobemouche Noir - Grand Cormoran - Martinet Noir - Pipit Farlouse - Tourterelle des Bois - Traquet Motteux - Verdier d'Europe (obs 79 - Virginie Braconnier).
9. que 3000 Grues cendrées ont été effacées du diagnostic de l'étude d'impact alors que la zone est traversée par l'espèce dans les deux sens de migration, l'espèce n'est même pas citée comme espèce patrimoniale (obs 86 -obs 88 - Virginie Braconnier – obs 101 – Christine Lapchin).
10. que des données d'observation présentes en période de migration... mais absentes de l'analyse pour des petits oiseaux migrateurs patrimoniaux (obs 92 – Virginie Braconnier).
11. que les Cigognes blanches qui volent ou s'arrêtent dans l'AEI, espèce sous surveillance scientifique, sont totalement occultées par le porteur de projet. L'étude nie l'évidence migratoire observée et tracée par baguage (obs 96 – Virginie Braconnier).
12. que Champs Chagnots n'avait été autorisé par les services de l'Etat que pour 3 machines, en considération des enjeux avifaunistiques. Or le projet des Grandes Brandes à Coulombiers avec 3 éoliennes autorisées, le projet de la Chapelle à Boivre-la-vallée en instruction avec le parc de Champs Chagnots en fonctionnement ont été développés sur la même zone que le projet initial de Champs Chagnots de 5 à 7 éoliennes. Si le projet de la Chapelle est autorisé, cela viendrait contredire la décision des services de l'Etat qui avait réduit le projet de Champs Chagnots à 3 éoliennes en considération d'enjeux avifaunistiques élevés, ce qui serait paradoxal, les connaissances de la richesse écologique du territoire étant renforcées aujourd'hui (obs 98 – Virginie Braconnier).
13. que la définition de l'aire d'étude immédiate de 200 mètres autour de la ZIP n'est pas conforme au Guide relatif à l'élaboration des études d'impact des projets éoliens terrestres dans sa version révisée d'octobre 2020 (obs 115 – Caroline Renaud).
14. des inexactitudes majeures, voire trompeuse, sur la fonction des habitats du Busard Saint-Martin, sur son enjeu de conservation qui est minimisé, sur sa sensibilité aux risques de mortalité (obs 124 – Virginie Braconnier).
15. des indices de vulnérabilité basé sur des données obsolètes et des espèces ignorées (obs 132 – Virginie Braconnier).
16. un indice de sensibilité « zéro » pour l'Elanion blanc fondé sur des données périmées, ce qui est en totale contradiction avec la réalité (obs 133 – Virginie Braconnier).
17. la séquence ERC est défaillante et sous-évalue manifestement les impacts sur l'avifaune, notamment pour l'Oedicnème criard (obs 135 – Virginie Braconnier).
18. omerta totale sur la Cigogne noire alors que sa présence est avérée et régulière en période de migration et de nidification depuis au moins 20 ans dans l'aire d'étude du projet jusque dans la ZIP (obs 136 – Virginie Braconnier).

19. omission, dans les milieux naturels du périmètre d'étude, des zones protégées dans le cadre de mise en œuvre de mesures compensatoires d'autres projets (obs 140 – Virginie Braconnier).

20. incohérence et minimisation dans la prise en compte de l'impact des Pluviers dorés et vanneaux huppés, avifaune hivernante et migratrice, alors que cette prise en compte avait conduit les services de l'Etat à réduire le parc de Champs Chagnots à 3 éoliennes sur la même zone (obs 142 – Virginie Braconnier).

21. que l'étude d'impact concernant le Busard cendré est scientifiquement invalide. La méthodologie d'inventaires n'est pas compatible avec la biologie du taxon, le calendrier est incohérent avec la méthodologie (obs 146 – Virginie Braconnier).

22. la dissimulation de la présence de la colonie de Busards des plaines nicheurs installée depuis au moins 6 ans au cœur même du projet (obs 161 – Virginie Braconnier).

Tout montre à l'environnement, que le DDAE est construit de manière à obtenir une autorisation de l'autorité administrative à marche forcée, sans apporter la moindre preuve de l'innocuité du projet et en faisant fi « des dangers ou des inconvénients » « pour la protection de la nature », un des intérêts protégés au titre de l'article L511-1 du code de l'environnement.

Il est manifeste que les 22 points listés dans ce DDAE mal ficelé, affligeant, comme en a l'habitude EOLISE, sont autant d'irrégularités, inexactitudes, omissions et insuffisances grossières
- qui privent la population d'une information autoportante, complète et sincère, ce qui nuit à sa parfaite information,
- et sont de nature à exercer une influence sur la décision de l'autorité administrative au sens de la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Un arrêté de refus ne peut être que requis.

Avec mes salutations distinguées,

Edith de PONTFARCY

Contribution n°174 (Web)

Proposée par Sabrina Clerc Bernard
(Sabrina.bernard86@gmail.com)
Déposée le mercredi 12 novembre 2025 à 20h39
Adresse postale : 10 la lauderie 86340 Nieuil l'Espoir

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je suis opposée au projet de ce nouveau parc éolien.

Ce projet supplémentaire accentuerait les nuisances sonores, visuelles, la baisse de la valeur immobilière, et les risques pour la faune et la flore dans notre département déjà défiguré par ces multiples machines qui me deviennent de jour en jour de plus en plus insupportables à vivre. Il me semble que nous avons assez contribué au renouvellement durable sur notre territoire.

De plus, il ne profite ni à l'économie locale, ni aux habitants, alors que les impacts négatifs sont durables.
En espérant, Monsieur le Commissaire Enquêteur, que vous émettez un avis défavorable à ce projet.

Contribution n°175 (Web)

Proposée par Bruno SOARES
(soares.bruno@wanadoo.fr)
Déposée le mercredi 12 novembre 2025 à 23h43

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Nous sommes tous les bénéficiaires d'un homme d'Etat visionnaire, le général De Gaulle, qui a lancé le programme électronucléaire français en 1945.

Grâce à lui, nous disposons 80 ans plus tard du second parc nucléaire au monde et qui nous a garanti notre indépendance et notre sécurité énergétique depuis déjà une bonne quarantaine d'années.

Nous sommes largement excédentaires en matière de production électrique et ce, jusqu'à la mise en service des 14 réacteurs nucléaires supplémentaires prévus pour 2050.

Songer aux générations futures, être altruiste et penser à l'intérêt collectif avant les profits individuels, c'est précisément cela que l'on appelle sécuriser l'avenir de nos générations futures.

Aucun autre pays européen ne dispose d'un tel outil de production disponible, fiable, sûr, compétitif et même renouvelable : en effet, on estime jusqu'à 250 années les ressources mondiales actuelles en uranium.

D'ici là, bien d'autres pistes en cours de recherche auront abouti : hydrogène, houle, bioénergie,...

Nous disposons de 19 sites nucléaires, dont la centrale de Civaux toute proche et ses 3000 MW qui assurent la fourniture électrique pour plus de 1 600 000 foyers, sans oublier le bassin d'emplois que ce site industriel représente.

Comment peut-on, dans le seul intérêt financier de quelques-uns, imposer 2 aérogénérateurs d'une puissance installée de 9 MW, soit selon le taux de charge moyen, d'une puissance réelle de 2,1 MW, autant dire anecdotique au regard de l'ampleur des multiples préjudices humains et environnementaux démontrés par les précédentes contributions.

Où sera passée cette myriade de producteurs éoliens dans 20 ans, quand ils auront engrangé la manne financière de ces MW achetés par EDF bien au-dessus du MW nucléaire ?

Qui peut le dire aujourd'hui ?

Il est urgent que des personnes responsables, visionnaires et décisionnaires, réalisent tous les aspects contre productifs de ces infrastructures industrielles pseudo écologiques.

Dans cette perspective, je vous serais reconnaissant de bien vouloir donner un avis défavorable à ce projet éolien.
Bien respectueusement.

Contribution n°176 (Web)

Proposée par Caroline
(kronadette@yahoo.fr)

Déposée le jeudi 13 novembre 2025 à 09h05

Adresse postale : 3 rue des glycines 86470 LA CHAPELLE MONTREUIL - BOIVRE LA VALLEE

à l'attention du commissaire enquêteur : Demande de précisions sur le traitement des contributions au sujet du projet éolien sur la commune.

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Dans le cadre de ma contribution à l'enquête publique relative au projet éolien sur notre commune, je souhaite obtenir des précisions concernant la suite qui sera donnée aux observations et contributions déposées.

De nombreux habitants ont pris le temps d'exprimer un avis argumenté, souvent accompagné d'éléments factuels et de réflexions approfondies, traduisant ainsi une réelle implication citoyenne. Ils ont joué le jeu de la concertation publique avec sincérité et engagement, dans le respect du processus démocratique. Cette démarche collective témoigne d'un fort intérêt de la population — majoritairement défavorable à ce projet — et mérite, à ce titre, une lecture attentive et intégrale des contributions déposées.

Je souhaiterais donc savoir à qui ces contributions sont destinées, et surtout, qui les lira concrètement et dans quelle mesure elles seront étudiées en détail.

Pourriez-vous également préciser quelle sera la suite de la procédure :

Qui sera le ou les décisionnaires finaux concernant ce projet ?

Existe-t-il un risque que seules les conclusions ou la synthèse soient consultées, au détriment de la lecture complète des avis formulés ?

Quelles garanties ont les habitants que leurs remarques seront effectivement prises en compte et lues dans leur intégralité ?

Au regard de la précision des arguments, de la qualité des analyses et du temps que de nombreux habitants ont consacré à l'étude du dossier, il serait regrettable que la richesse et la diversité de ces contributions se voient réduites à une simple synthèse lors de l'examen par l'autorité décisionnaire. Une lecture attentive de l'ensemble des argumentaires apparaît essentielle pour rendre pleinement compte de la réflexion collective engagée autour de ce projet. Ces précisions me semblent essentielles afin d'assurer la transparence et la crédibilité du processus de concertation publique.

Monsieur le commissaire enquêteur, je vous remercie par avance pour vos éclaircissements et pour l'attention que vous porterez à cette demande.

Sincères salutations.

1 commentaire

Par Jean-Yves BELLIER
Déposé le 14/11/2025 à 09h33

Bonjour Madame,

Comme suite à votre demande je vous apporte les précisions suivantes:

Dans le cadre de la nouvelle procédure de consultation, les contributions doivent faire l'objet de réponses par le porteur de projet.

Au terme de cette première étape les contributeurs pourront lui demander des précisions.

De mon côté je prends connaissance de l'ensemble des contributions dans leur intégralité afin d'établir un procès verbal de synthèse selon mon analyse. Au final, les contributions seront jointes à mon rapport afin qu'elles puissent être consultées par les services instructeurs.

Espérant avoir répondu à vos attentes,

Bien à vous

Contribution n°177 (Web)

Proposée par Bernard Billard

Déposée le jeudi 13 novembre 2025 à 09h59

Avis défavorable du conseil municipal de Boivre-La-Vallée non rendu accessible

Je souhaite attirer l'attention de la commission d'enquête sur un point de procédure concernant la mise à disposition des pièces administratives dans le cadre de la présente consultation publique.

À ce jour, la délibération du conseil municipal de Boivre-La-Vallée en date du 24 octobre 2025, pourtant centrale puisqu'elle émane de la commune d'implantation du projet, n'apparaît pas parmi les documents mis à disposition sur le registre dématérialisé.

Or, cette délibération, adoptée à 23 voix contre et 1 abstention, exprime clairement une opposition du conseil municipal au projet de parc éolien dit "La Chapelle".

Le document officiel est disponible publiquement sur le site de diffusion des actes administratifs de la Vienne :

Délibération du 24 octobre 2025 – Boivre-La-Vallée

Cette pièce, datée, signée et accessible sur une plateforme officielle, fait partie des avis des personnes publiques consultées au titre des articles L.123-10 et R.181-38 du Code de l'environnement.

Son absence du registre interroge donc la complétude du dossier soumis à la consultation et la bonne information du public, d'autant plus qu'il s'agit de la commune directement concernée par l'implantation.

Il est ainsi difficile d'estimer que le public participe "en connaissance de cause" si un avis aussi déterminant, exprimant l'opposition forte de la commune d'implantation, n'est pas consultable dans les mêmes conditions que les autres pièces du dossier.

Il appartiendra à la commission d'enquête, dans son rapport, d'apprécier les conséquences de cette omission sur la régularité et la transparence de la procédure, et d'en faire état dans la synthèse des observations et avis reçus.

1 commentaire

Par Jean-Yves BELLIER
Déposé le 14/11/2025 à 09h44

Bonjour,
C'est avec intérêt que je prends connaissance de votre contribution.
Pour mémoire, les autorités territoriales concernées par le projet sont invitées par monsieur le préfet à lui transmettre leur avis. Le service coordonnateur de la préfecture me communique les pièces pour que j'en assume la mise en ligne.
Je ne manquerai pas de satisfaire votre demande dès que je disposerai des avis exprimés par les élus ce qui n'est actuellement pas le cas.

Bien à vous

Contribution n°178 (Web)

Proposée par Mélanie Olivet
(molivet@orange.fr)
Déposée le jeudi 13 novembre 2025 à 10h06
Adresse postale : la cartelière 86470 Boivre la Vallée

Monsieur Le Commissaire Enquêteur,

Veillez trouver ci-joint un article du 27 Août 2025, de la Fédération de l'Environnement Durable suite à une étude faite par L'IFREMER et l'institut Belge ILVO (Institut de Recherche sur l'Agriculture et la Pêche).
Cette étude mais en garde contre le danger invisible pour la santé de l'homme, de la faune et de la flore.
Ces Instituts alarment les différents gouvernements et l'Europe sur la grande dangerosité des copeaux de résines et sur les 228 substances chimiques dont 62 sont reconnues préoccupantes pour la santé et l'environnement.
On parle de substances cancérigènes, perturbatrices endocriniennes, persistantes ou bioaccumulables.
Monsieur Le Commissaire Enquêteur, ne laissez pas le porteur de projet NUIRE A NOTRE SANTE.
<https://environnementdurable.org/eoliennes-menace-invisible-pour-la-sante/>

1 document associé
contribution_178_Web_1.pdf

Contribution n°179 (Web)

Proposée par Lamoureux Maxence
(maxencelamoureux@gmail.com)
Déposée le jeudi 13 novembre 2025 à 11h27
Adresse postale : 1 Ham. de St Louis 86470 Boivre-la-Vallée

Réponse à l'étude paysagère :

Je conteste une grande partie de l'analyse paysagère car il y a une absence globale de prise en compte de l'effet d'accumulation des parcs éoliens sur le secteur. Lors de chacune de analyses (habitats, voies de circulations, intérêts touristiques...) les impacts mesurés aux différentes échelles ne sont mesurés que pour le projet en question, sans additionner les éoliennes déjà présentes et en construction.

Par exemple page 57, dans l'analyse de l'impact sur les voies de circulations. La RD3 est indiqué avec une sensibilité forte 2km autour de la zone, puis plus loin avec une sensibilité "faible" (en jaune sur la carte).

Or sur la même route, à l'ouest, sur les 5km s'étend le Parc éolien Plaine des moulins (10 éoliennes de part et d'autre de la route) et celui des Champs chagnots (3 éoliennes). La carte indiquée page 57 ne prend pas en compte les éoliennes déjà en service, ni celles en cours de construction, elle est donc fausse.

Ci joint la carte réelle qui prend en compte les autres parc éoliens.

Les points rouges figurent l'emplacement des éoliennes déjà construites ou en construction. Les deux éoliennes du projet, sont celles les plus au nord-est, en rose.

Le trait rouge reprend le tracé des routes présentées dans le projet comme étant zone sensibilité forte.

Les traits violets figurent toutes les routes bitumées (sauf autoroute) à moins de 1km d'une éolienne, donc très probablement en zone de sensibilité forte en cas d'analyse semblable. Il n'est pas représenté sur cette carte les zones de sensibilité modérées !

Analyse :

Le bassin de vie autour de la vallée de la Vonne (de Ménigoute à Lusignan) est encadré par les éoliennes, de manière qu'aucun trajet pour sortir de cette vallée ne peut éviter de passer par une zone de sensibilité forte.

Sur près de 10km, depuis le lieu-dit Beaulieu, le long de la D3, nous nous trouvons dans une zone de sensibilité forte. Les voitures qui passent sur cette route passeront donc sous 15 éoliennes en 7km. En roulant à 80km/h, en 5min, c'est plus de 2 éoliennes par minute de par et d'autre de la route. Cette route est très empruntée par les habitants des villages de Ménigoute, Sanxay, Curzay, la Chapelle Montreuil et tous les lieux-dits intermédiaires pour se rendre à l'agglomération de Poitiers.

Ajouter deux éoliennes au bord de cette route dans la continuité contribue à prolonger l'effet de saturation.

1 document associé
contribution_179_Web_1.pdf

Contribution n°180 (Web)

Proposée par Lamoureux Maxence
(maxencelamoureux@gmail.com)
Déposée le jeudi 13 novembre 2025 à 12h13
Adresse postale : 1 Ham. de St Louis 86470 Boivre-la-Vallée

Contestation de l'étude paysagère

Page 29 de l'étude paysagère, la conclusion proposée indique que "le contexte du territoire est majoritairement bocager" :

"Les risques d'effets cumulés entre le projet et les parcs voisins concernent quasiment exclusivement le parc des Champs Chagnots qui se positionne très proche de la zone de projet. Le contexte majoritairement bocager du territoire d'étude limite fortement les risques d'effets cumulés avec les parcs plus éloignés. Le risque de saturation visuel est très peu probable au vu de la densité du contexte éolien."

Or d'après ce même document, impossible de tirer cette conclusion !

Pages 38 et 40 de l'étude, il est indiqué que le projet est sur deux unités paysagères Les Terres de Brandes (dont la définition proposée n'inclut pas la présence de bocage) et les Contreforts de Gâtine, qui lui est composé de bocage mais "moins dense le bocage des contreforts permet parfois des vues plus lointaines et ne cantonne pas toujours le regard au premier plan."

Ainsi une seule de ces deux unités paysagère fait apparaître du bocage, mais il est présenté comme étant peu dense. De plus les implantations prévues au sud de la route, le sont sur les Terres de Brandes. Donc il n'est pas possible de décrire le territoire comme "majoritairement bocager" comme l'indique la conclusion de la page 29 !

Autre citation venant contredire ce constat, page 81 : "Quelques reliquats de haies bocagères délimitent encore les parcelles sans être pour autant structurants. Le secteur reste globalement ouvert malgré la présence de ces haies, notamment au sud où le motif arboré se fait plus rare".

La conclusion de la page 29 est donc totalement fausse et mensongère. Elle vise à faire croire que les éoliennes seraient peu visibles dans le paysage. En réalité et d'après les données du dossier l'effet cumulatif sera donc bien présent.

Contribution n°181 (Web)

Proposée par Lamoureux Maxence
(maxencelamoureux@gmail.com)
Déposée le jeudi 13 novembre 2025 à 12h18
Adresse postale : 1 Ham. de St Louis 86470 Boivre-la-Vallée

Contestation de l'étude paysagère

Page.47 du dossier, l'essentiel du bourg de La Chapelle Montreuil est désigné comme étant "un point bas" dans la Situation topographique de l'élément par rapport au site de projet.

Or le bourg est construit en haut d'un éperon au-dessus de la vallée à 156m d'altitude d'après les données IGN. C'est à dire à la même altitude que le projet !

L'analyse "Modérée" qui est conclue dans ce document peut donc largement être remise en question.

Contribution n°182 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le jeudi 13 novembre 2025 à 12h53
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Risque de mortalité - Colonie de Busards cendrés : AEPE Ginko trompe tout le monde en travestissant sa propre source

En complément des contributions :

n°146 : Première critique – dès le départ, étude scientifiquement invalide pour la colonie patrimoniale et menacée de Busards cendrés
n°161 : Dissimulation de la présence de la colonie de Busards des plaines nicheurs, installée depuis au moins six ans au cœur même du projet !
n°169 :Le Busard Cendré — Espèce patrimoniale, déterminante nicheuse et menacée

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

La présente contribution vient compléter les précédentes (n°146, n°161 et n°169) relatives à la colonie de Busards cendrés (Circus pygargus) suivie et protégée au cœur même de la zone d'étude du projet éolien EOLISE "La Chapelle".

Je vous invite à prendre connaissance avec la plus grande attention de l'étude scientifique citée par AEPE Ginko, afin d'apprécier la gravité des omissions et déformations qu'elle a subies dans le rapport d'impact présenté au public.

A) Ce qu'affirme AEPE Ginko dans l'étude d'impact :

Dans le chapitre V.2 – "Les impacts en phase d'exploitation – Destruction d'individus" (page 96), AEPE Ginko écrit :

"L'espèce la plus vulnérable à l'éolien est le Busard cendré.

Cette vulnérabilité s'explique par l'indice de patrimonialité élevé de l'espèce.

La majorité des vols en période de reproduction sont effectués à basse altitude, avec plus de 80 % du temps de vol passé à moins de 25 m de hauteur.

Le risque de collision pour le Busard cendré est donc assez limité au sein du projet compte tenu de ses habitudes de vol et du gabarit des éoliennes dont la garde au sol minimale est de 33 m."

Pour appuyer cette conclusion, le bureau d'étude se réfère à la publication scientifique suivante : Schaub et al., 2020 – "Collision risk of Montagu's Harriers Circus pygargus with wind turbines derived from high-resolution GPS tracking" (doi.org/10.1111/ibi.12788).

B) Ce que dit réellement l'étude scientifique citée :

Or, la lecture attentive de cette publication scientifique révèle l'exact inverse de l'interprétation faite par AEPE Ginko. Voici les extraits essentiels, mot pour mot :

"Cependant, la construction d'un nouveau parc éolien au cœur de la zone de reproduction pourrait accroître considérablement la mortalité (jusqu'à 9,7 collisions annuelles).

Si la modernisation des parcs éoliens était effectuée avec des turbines modernes à faible portée (RHR 36–150 m), la mortalité doublerait, tandis qu'elle resterait approximativement constante avec des turbines plus hautes (RHR 86–200 m)."

"En ce qui concerne le Busard cendré, nous concluons que même si le déploiement d'éoliennes plus hautes représente une opportunité de réduire le risque de collision pour cette espèce, empêcher le développement de l'énergie éolienne dans les principales zones de reproduction reste la mesure d'atténuation la plus importante."

"Dans le scénario le plus pessimiste du « nouveau parc éolien », il est fort probable que la forte mortalité supplémentaire entraîne effectivement un déclin global de la population (mortalité annuelle supplémentaire des mâles de 7 à 24 %, contre une mortalité de fond estimée à 21 % pour les adultes). Ceci souligne la nécessité de choisir avec soin l'emplacement des nouveaux parcs éoliens et de préserver les principales zones de reproduction du Busard cendré de tels aménagements."

"Nos résultats indiquent que le risque de collision entre les éoliennes et les Busards pourrait être réduit soit en utilisant des éoliennes dont la distance entre le rotor et le sol est plus importante, soit en implantant les parcs éoliens plus loin des sites de nidification.

Cependant, comme la répartition spatiale des parcs éoliens a un impact beaucoup plus important que la conception des éoliennes, l'interdiction de tout développement éolien à proximité des principales zones de reproduction demeure la mesure d'atténuation la plus importante."

C) Une manipulation scientifique grave :

AEPE Ginko n'a pas simplement omis des passages : il a inversé le sens des conclusions d'une étude scientifique majeure, pour en tirer une affirmation mensongère selon laquelle le risque de collision serait "assez limité".

Or, l'étude qu'il cite met en garde expressément contre l'installation de parcs éoliens en zones de reproduction — précisément le cas du projet EOLISE "La Chapelle", implanté au centre d'une colonie de Busards cendrés nicheurs suivie depuis plusieurs années.

Cette présentation tronquée constitue :

- une violation du principe de sincérité de l'information environnementale (article L.122-1-1 du Code de l'environnement) ;
- une atteinte à l'objectivité de l'évaluation environnementale, pourtant exigée par la Directive 2011/92/UE ;
- une tromperie manifeste envers les autorités décisionnaires, le public et vous-même, Monsieur le Commissaire Enquêteur.

D) Conclusion :

Ce cas est exemplaire d'un détournement scientifique au service d'un projet industriel.

Les données de l'étude Schaub et al., 2020 ont été sélectivement utilisées pour minimiser artificiellement le risque, alors qu'elles démontrent au contraire que la présence d'un parc éolien au sein d'une zone de reproduction de Busards cendrés entraîne un risque de déclin démographique mesurable.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

la France a l'obligation, en vertu de la Directive Oiseaux (2009/147/CE), de garantir la préservation des sites de reproduction des espèces inscrites à l'Annexe I — dont fait partie le Busard cendré.

En tolérant de telles distorsions dans les études d'impact, les autorités décisionnaires manqueraient à leurs obligations communautaires et nationales de protection effective des espèces protégées.

Il est donc impératif que cette manipulation soit actée au dossier d'enquête et que les conclusions de l'étude d'impact AEPE Ginko soient formellement écartées puisqu'elles reposent sur une interprétation scientifiquement infondée et trompeuse.

Je prie Monsieur le Commissaire-Enquêteur de bien vouloir accuser réception de la présente contribution et de confirmer qu'il en a pris connaissance avec la plus grande attention.

P.J.:

- AEPE Ginko V.2. LES IMPACTS EN PHASE D'EXPLOITATION - Destruction d'individus - page 96
- Risque de collision du Busard cendré (Circus pygargus) avec les éoliennes, déterminé par suivi GPS haute résolution - Schaub - 2020 - Ibis - Wiley Online Library

2 documents associés

contribution_182_Web_1.png

contribution_182_Web_2.pdf

Contribution n°183 (Web)

Proposée par De Pontfarcy Dominique

(d2pontfarcy@gmail.com)

Déposée le jeudi 13 novembre 2025 à 14h45

Adresse postale : La Borde 86100 Senillé Saint Sauveur

Monsieur le commissaire enquêteur,

La cour administrative d'appel de Bordeaux dans un arrêt du 16 septembre 2025 (23BX01659) s'est livrée à une véritable analyse sur les motifs de refus d'un projet éolien, analyse qui trouve ici toute sa pertinence. « Pour refuser de délivrer l'autorisation environnementale demandée, la préfète a notamment visé les dispositions des articles L 511-1, L512-1 et L 515-44 du code de l'environnement. Elle a ensuite retenu 4 arguments au soutien de sa décision de refus à raison d'un phénomène de saturation visuelle affectant la commodité du voisinage.

Le premier argument est tiré de la circonstance que le secteur d'implantation du projet présente une densité éolienne déjà notable quantifiable en comptant les éoliennes présentes et les projets autorisés mais non encore construits dans un disque de 10 kilomètres de rayon centré sur un lieu de vie tel que le bourg de M..

Le deuxième argument est tiré de nombreuses situations de visibilité lointaines du secteur géographique d'implantation du projet résultant notamment de

la hauteur des éoliennes, du faible relief local et de l'extension limitée des boisements existants.
Le troisième argument est tiré du constat que le projet augmente l'indice de densité de l'horizon occupé et surtout la densité locale d'éoliennes à un niveau non compatible avec le critère d'acceptabilité des projets éoliens introduit à l'article L515-44 du code de l'environnement par la loi du 10-3-2023.
Le quatrième argument est tiré de la circonstance que ni les mesures de réduction annoncées dans l'étude d'impact ni celles que la préfète pourrait imposer en accompagnement d'une autorisation environnementale notamment la plantation de haies chez les riverains ou en sorties de bourgs ne sont suffisantes pour réduire jusqu'à des niveaux acceptables l'impact visuel du projet et le sentiment de saturation visuelle qu'il génère ».
Cet arrêt suffit à lui seul pour justifier le refus de ce même projet éolien dans un environnement déjà lourdement sacrifié.
Pour cette raison je vous demande d'émettre un avis défavorable à l'issue de cette enquête publique.

Contribution n°184 (Web)

Proposée par De Pontfarcy Dominique
(d2pontfarcy@gmail.com)
Déposée le jeudi 13 novembre 2025 à 15h00
Adresse postale : La Borde 86100 Senillé Saint Sauveur

Monsieur le commissaire enquêteur,
La lecture de l'avis rendu par l'Agence Régionale de Santé révèle que ce projet, par deux fois, ne respecte pas la distance légale minimale de 500 mètres des habitations. Il précise en effet que la Turpaderie se trouve à 481 mètres de la zone d'implantation des éoliennes et que la Tifaille, zone urbanisable se trouve à 462 mètres. Il faut savoir que la distance est identique pour une zone construite et une zone classée constructible dans les documents d'urbanisme. Ce seul motif du non-respect des 500 mètres (distance fixée alors que les éoliennes ne dépassaient pas les 110 mètres) pour un projet d'éoliennes de 160 suffit à invalider ce projet.
Je veux aussi ajouter une remarque à partir de l'avis de l'ARS qui souligne « les nombreux dépassements des valeurs réglementaires malgré les mesures de bridage » ; cet avis précise ensuite que cela « constituerait une gêne pour les habitants, gêne reconnue par les tribunaux civils ».
On notera que le promoteur éolien conclut pour sa part qu'il n'y a pas plus de gêne qu'une « conversation à voix basse ».
Il est donc indispensable de se fier à l'avis de l'Agence Régionale de Santé et d'émettre un avis défavorable à l'issue de cette enquête publique.

Contribution n°185 (Web)

Proposée par Association des amis du château de Montreuil Bonnin
(assocdesamisduchateauMB@gmail.com)
Déposée le jeudi 13 novembre 2025 à 15h08
Adresse postale : 4 rue du château 86470 Boivre la vallée

Objet : Consultation publique – Projet du parc de la Chapelle

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

L'association des amis du château de Montreuil-Bonnin créée en 2014 regroupe environ 170 adhérents. Son but est la mise en valeur du château-fort de Montreuil-Bonnin classé dès 1840 premier classement Mérimée par l'organisation d'événements culturels et festifs. L'association organise depuis plus de 10 ans une fête médiévale qui regroupe jusqu'à 1000 visiteurs ainsi que 2 concerts par an.

Notre engagement pour ce patrimoine local du Poitou appuie si besoin en était l'intérêt général historique et architectural du château .

Située en position dominante et bénéficiant d'un panorama exceptionnel, cette forteresse militaire est un monument emblématique de l'histoire de la région Poitou dès le XIème siècle. Sauvé de la ruine complète en 1836, le château appartient à une même famille qui, depuis le milieu du XIXème siècle, n'a de cesse de restaurer et d'en préserver les vestiges. Les propriétaires actuels, Isabelle et Jérôme Dupont, ont engagé depuis plus de 10 ans des travaux colossaux.

Nous nous opposons à ce nouveau projet éolien qui menace le château-fort. Comme vous le savez, 15 éoliennes ont été acceptées en covisibilité avec le château 8 sont déjà construites, 5 sont en cours, 3 sont validés avec le parc des Grandes Brandes. Le champs visuel est saturé. Certaines éoliennes sont même en intervisibilité avec le donjon, tout juste restauré grâce à l'aide de la Fondation du patrimoine, du Loto du Patrimoine, de la Drac et de nombreux mécènes.

Un nouveau parc ne ferait que densifier et saturer un paysage déjà impacté gravement. P 118 en ce qui concerne la saturation, le projet ne prend pas en compte le parc des Grandes Brandes qui n'était alors pas encore validé lors de l'étude mais qu'il faut impérativement prendre en compte désormais. L'impact sur le monument est donc bien fort et non modérée comme peut l'exprimer l'étude.
Nous faisons également remarquer que les photos présentées dans l'étude paysagère ne reflètent absolument pas la réalité de la vue exceptionnelle de la terrasse dont profite les visiteurs. L'impacte sur l'intérêt touristique ne peut être qualifié de Faible à modéré comme le dit l'étude P113-115, la covisibilité , la saturation et l'encerclement entraine un impacte fort sur l'intérêt touristique. . Nous demandons une nouvelle étude d'impact sur le château de Montreuil-Bonnin.

La commune s'est , en outre, prononcé contre ce projet car les habitants de Boivre-la-vallée sont cernés, encerclés par ces projets

Nous vous remercions, Monsieur le Commissaire Enquêteur, pour l'attention que vous pourrez porter à nos observations et vous prions d'agréer l'expression de notre considération distinguée.

Jean-Michel Trotignon
Président de l'association des amis du château de Montreuil-Bonnin

1 document associé
contribution_185_Web_1.pdf

Contribution n°186 (Web)

Proposée par Bernard Billard

Déposée le jeudi 13 novembre 2025 à 15h31

Je suis habitant de Boivre-la-Vallée et je m'oppose fermement au projet éolien « La Chapelle ».

Notre commune compte déjà trois parcs éoliens : deux en fonctionnement et un en construction. Tous ont détruit notre environnement, transformant notre belle campagne en zone industrielle. Ajouter encore des éoliennes serait inacceptable.

Ce projet menace :

Le paysage et le patrimoine historique : les éoliennes imposantes dénaturent l'horizon et mettent en danger les monuments et sites anciens qui font la richesse de notre village.

La tranquillité et la santé : le bruit, les vibrations et les lumières tournantes perturbent notre quotidien et peuvent nuire à notre santé.

La faune et l'environnement : oiseaux, chauves-souris et écosystèmes déjà fragiles sont encore davantage menacés.

La valeur des habitations : nos maisons et terrains perdent de leur valeur, impactant directement nos vies et notre patrimoine familial.

Le mépris des promoteurs : malgré notre attachement à ce territoire, les habitants ruraux sont ignorés et sacrifiés au profit d'intérêts industriels.

Nous avons déjà trop donné.

Ce projet est un nouveau coup dur pour nous.

Je refuse que notre campagne soit encore sacrifiée.

Je vous demande de rejeter ce projet et de protéger enfin notre cadre de vie, notre santé, notre patrimoine et notre environnement.

Contribution n°187 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 13 novembre 2025 à 18h26

Bonjour Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je rebondis sur la contribution n° 7 établie par Monsieur METAIS Dominique.

Elle m'a interpellée pour deux raisons :

En premier lieu, ce monsieur évoque l'argument de la préexistence d'un parc de 3 éoliennes à côté du nouveau projet et de son intérêt économique personnel en stipulant : « Les indemnités prévues et revenues, sont versés dans les temps et conformément aux contrats signés »

Avls très favorable pour l'implantation de 2 nouvelles éoliennes. »

En second lieu, le nom de cette personne figurait déjà dans le Tome 3 du dossier de présentation intitulé « les justificatifs fonciers du parc éolien de La Chapelle ». Parmi les personnes ayant mis à disposition leurs terres au profit du promoteur éolien, on retrouve Monsieur METAIS Christian qui a signé les documents en 2023, lequel est décédé en 2024 laissant notamment un frère Dominique du même nom.

C'est dommage de constater qu'aujourd'hui les paysans d'hier, qui ont façonné notre territoire, sont désormais abandonnés par nos gouvernants qui bradent les derniers pans de notre agriculture déjà vacillante dans le cadre du traité du Mercosur. Nous étions la première puissance agricole d'Europe, et qu'en est-il aujourd'hui ?

La population des agriculteurs français a été divisée par 5 depuis les années 70, nous dépendons de cours internationaux qui oscillent à la merci de la moindre crise géopolitique. Et nos campagnes sont vampirisées par ces sociétés commerciales internationales d'énergies renouvelables dopées aux réglementations favorables et aux subventions. Ce sont les seuls « chiroptères » qui ne vont pas souffrir des pâles des éoliennes, bien au contraire. Quel avenir pour notre agriculture qui va disparaître peu à peu, nous laissant bientôt des friches au pied de ces grands mâts métalliques.

Je considère qu'il est temps que cesse le développement de ces éoliennes qui vont détruire le paysage de nos campagnes, leur identité, ce qui fait que la France est belle.

Je vous remercie d'émettre un avis défavorable.

Cordialement.

Contribution n°188 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le jeudi 13 novembre 2025 à 19h21

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Mesure de Réduction des risques n°06 : tromperie méthodologique de la part de EOLISE/AEPE Ginko et détournement de la séquence ERC pour la colonie de Busards cendrés, et l'ensemble de l'avifaune

En complément des contributions :

n°146 : Première critique – dès le départ, étude scientifiquement invalide pour la colonie patrimoniale et menacée de Busards cendrés

n°161 : Dissimulation de la présence de la colonie de Busards des plaines nicheurs, installée depuis au moins six ans au cœur même du projet !

n°169 : Le Busard Cendré — Espèce patrimoniale, déterminante nicheuse et menacée

n°182 : Risque de mortalité - Colonie de Busards cendrés : AEPE Ginko trompe tout le monde en travestissant sa propre source

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Je vous invite à prendre connaissance avec la plus grande attention de la mesure MR06 présentée dans l'étude d'AEPE Ginko (page 107), intitulée : "Bridage des éoliennes pour les Busards".

Cette mesure vise à réduire le risque de collision pour les jeunes Busards cendrés à la sortie du nid en bridant les éoliennes 5 jours avant et 5 jours après la date estimée d'envol.

A). Texte de la mesure MR06 :

AEPE Ginko écrit :

"Le risque de collision est plus fort au moment de l'envol des jeunes Busards. Ils sont inexpérimentés au vol et à la chasse, ce qui les expose davantage au risque de collision que les adultes qui, de plus, connaissent leur environnement. Les éoliennes seront alors bridées en journée, à minima 5 jours avant et 5 jours après la date estimée d'envol."

Cette affirmation est reprise également dans le chapitre IX.5 de la même étude (page 80) :

"En période de nidification, les risques sont plus importants pour les jeunes individus dont les vols sont incertains et non maîtrisés. Le risque porte aussi bien sur les espèces qui nichent au sol en milieux ouverts tels que les busards, que sur les espèces qui nichent au niveau des haies et des boisements."

B). Absence de source scientifique spécifique et extrapolation :

AEPE Ginko ne cite aucune étude concernant le Busard cendré pour justifier cette affirmation.

La seule référence scientifique connue sur l'hypothèse de la plus forte vulnérabilité des juvéniles par rapport aux adultes dans les parcs éoliens concerne Les Vautours Fauves.

Projet de recherche MAPE « Réduction de la Mortalité Aviaire dans les Parcs Éoliens en Exploitation » Identifier les conditions augmentant le risque de collision d'oiseaux dans les parcs éoliens : Synthèse des connaissances et recommandations méthodologiques.2024 - https://mape.cnrs.fr/wp-content/uploads/2024/10/MAPE_WP1R1_synthese-avec-template_v3-1.pdf :

page 8 : « 3.3.4. Age Au sein d'une même espèce, il existe des différences d'exposition et de sensibilité entre individus, notamment entre les classes d'âge. Chez les vautours fauves notamment, les juvéniles sont plus sensibles et exposés que les adultes dans des zones avec beaucoup d'éoliennes (Morant et al. 2024). Des résultats contraires ont été observés chez d'autres espèces. Chez les pygargues à queue blanche *Haliaeetus albicilla*, les adultes représentent la majorité des collisions recensées, cependant ils représentent aussi la majorité des mortalités quelle que soit la cause (Heuck et al. 2020). Chez les milans noirs *Milvus migrans*, l'utilisation du parc éolien, et donc l'exposition, ne semble pas varier avec l'âge (Santos et al. 2021). »

Aucune extrapolation automatique n'est possible pour le Busard cendré.

L'espèce de rapace cité dans l'étude MAPE ne niche pas au sol, contrairement au Busard cendré, ce qui rend la comparaison écologiquement inadaptée et invalide toute justification de bridage fondée sur ce raisonnement.

De plus, pour d'autres rapaces, cette même étude indique que ce sont les adultes qui sont les plus exposés aux risques.

L'affirmation d'AEPE Ginko relève donc d'une présentation infondée, voire d'un "copier-coller" non justifié de faits concernant une autres espèce.

C) Le vrai comportement post-envol des jeunes Busards cendrés :

Voici les données disponibles sur le comportement post-envol des jeunes Busards cendrés qui proviennent de l'étude de Kitowski (2002) et d'autres travaux sur *Circus pygargus* (Amar et al., 2000 ; Cramp & Simmons, 1980), que nous résumons ci-dessous.

Vous pourrez d'ailleurs retrouver dans une des références citées « (...) la connaissance approfondie de l'écologie de reproduction du Busard cendré (*Circus pygargus*) (Schipper, 1978 ; Leroux et Bretagnolle, 1996(...) » , le nom de Monsieur Alain Leroux Alain Leroux qui nous a formés et qui collabore avec nous chaque année pour protéger les Busards de Boivre La Vallée.

1. Âge des premiers vols et période de dépendance :

Les premiers vols surviennent en moyenne $33,6 \pm 1,6$ jours après l'éclosion, avec un léger décalage entre mâles ($32,8 \pm 1,23$ jours) et femelles ($34,2 \pm 1,50$ jours).

La période de dépendance moyenne après l'envol est d'environ $23,6 \pm 3,6$ jours, les jeunes restant sous la surveillance parentale jusqu'à 52–66 jours selon le sexe.

La dispersion des jeunes se fait progressivement, sur 17–31 jours après le premier vol, sans différence significative de durée de dépendance entre sexes.

2. Développement du vol :

Les premiers vols sont uniquement des vols battus, limités en distance et en altitude.

Le vol plané court apparaît vers 40 jours et le vol plané thermique de longue durée vers 49 jours.

Au début de la période post-envol, les jeunes restent majoritairement proches du nid, avec une augmentation progressive du temps et de la hauteur des vols.

3. Transferts de proies et apprentissage de la chasse :

Les adultes apportent initialement les proies au nid et au sol.

Les jeunes capturent leurs premières proies en vol seulement à partir de $41,5 \pm 8,86$ jours après l'éclosion, avec un succès qui augmente au fil de la période de dépendance.

Les transferts aériens réussis sont corrélés à la hauteur et au développement progressif du vol.

Ces données montrent que les jeunes Busards restent majoritairement au sol ou très près du nid pendant les premiers jours après l'envol, et que le passage de proie en vol se développe progressivement sur plusieurs semaines.

Conséquence : La période de 5 jours avant/après l'envol prévue par AEPE Ginko ne correspond pas du tout au comportement réel des jeunes Busards cendrés et est donc totalement inefficace et arbitraire.

D) Sur le terrain :

Je vous invite à voir ou revoir la fin de notre film « Le Busard sur la paille » que vous avez en votre possession pour vous rendre compte du comportement des jeunes Busards cendrés durant les premiers jours qui suivent la sortie du nid.

Mieux encore, je vous invite lors de la prochaine saison de protection des nichées à nous rejoindre à cette période cruciale. Vous verrez sur le terrain la réalité des jeunes Busards cendrés. Les premiers jours après l'envol sont plus que monotones !

Je vais vous épargner le détail d'une parcelle qui pourrait abriter 2, 3, 4 nids, voire plus, avec des dates de ponte s'étalant sur un mois entre les différents nids, et des pontes au sein d'un même nid qui peuvent elles-mêmes se décaler de 8 à 10 jours. Les éclosions et l'envol des jeunes suivent le même joyeux décalage.

Mais le fond du sujet n'est pas là : les premiers jours, les jeunes Busards cendrés restent majoritairement au sol, ou sur les piquets de la protection posée dans le cas du programme national (cf photo jointe).

Et lorsqu'ils osent enfin s'élancer dans les airs (après plusieurs jours)... croyez-moi, ils ne se lancent pas dans des acrobaties à hauteur de pales d'éoliennes.

E) Conclusion :

La mesure MR06 d'AEPE Ginko repose sur :

- Une affirmation infondée selon laquelle les jeunes Busards seraient plus exposés que les adultes.
- L'absence de référence scientifique spécifique au Busard cendré.
- Une extrapolation abusive depuis une espèce de rapace écologiquement différente.
- Une application opérationnelle (bridage 5 jours avant/après) incompatible avec le comportement post-envol réel des jeunes Busards.

Cette mesure est juridiquement et scientifiquement insuffisante.

Elle ne protège en rien les jeunes Busards cendrés et donne une illusion de réduction du risque.

Elle ne respecte pas la séquence ERC (Éviter – Réduire – Compenser) .

En présentant cette mesure comme protectrice, EOLISE détourne la séquence ERC à son avantage, en donnant l'illusion d'une maîtrise du risque alors que le risque réel persiste pleinement.

Cf. : contribution n°182 sur le Risque de mortalité des Busards cendrés, et contributions à venir.

Cette manipulation trompeuse vise directement les autorités environnementales et décisionnaire et le public.

La responsabilité des autorités décisionnaires est pleinement engagée : la France a un devoir légal de protection des espèces patrimoniales, assuré sur le terrain par les associations naturalistes et les programmes de suivi.

P.J:

- EOLISE AEPE Ginko MR 06 - BRIDAGE DES ÉOLIENNES POUR LES BUSARDS page 107
- EOLISE AEPE Ginko LA VULNÉRABILITÉ EN PÉRIODE DE NIDIFICATION page 80
- EOLISE AEPE Ginko Tableau 76 - Les impacts résiduels du projet sur les milieux naturels page 109
- Projet de recherche MAPE « Réduction de la Mortalité Aviaire dans les Parcs Éoliens en Exploitation » page 8
- Projet de recherche MAPE « Réduction de la Mortalité Aviaire dans les Parcs Éoliens en Exploitation » page 19
- COMPORTEMENT DES JEUNES BUSARDS CENDRÉS PENDANT LA PÉRIODE DE DÉPENDANCE POST-ENVOL DANS LE SUD-EST DE LA POLOGNE
- OBLV - 3 jeunes busards protégés qui attendent les adultes pour être nourris - BLV 2023

7 documents associés

contribution_188_Web_1.png
contribution_188_Web_2.png
contribution_188_Web_3.png
contribution_188_Web_4.png
contribution_188_Web_5.png
contribution_188_Web_6.pdf
contribution_188_Web_7.jpg

Contribution n°189 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le jeudi 13 novembre 2025 à 20h03

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Mesure de Réduction d'impact n°06 appliquée à l'ensemble de l'avifaune – Une mesure non conforme à la séquence ERC ou comment faire baisser les impacts sans protéger un seul oiseau

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur,

Dans l'étude d'impact AEPE Ginko pour le compte d'EOLISE, la mesure MR06 de "bridage des éoliennes pour les Busards" est intégrée, dans le tableau 76 « Les impacts résiduels du projet sur les milieux naturels » (page 109), comme mesure de réduction appliquée à l'ensemble de l'avifaune.

Autrement dit, cette mesure — déjà scientifiquement infondée pour le Busard cendré (cf. contribution n°188) — est utilisée pour abaisser, artificiellement et sur le papier, le niveau d'enjeu global du projet sur toutes les espèces d'oiseaux tout au long de l'année.

Cette généralisation est méthodologiquement aberrante.

Elle aboutit à une baisse artificielle du niveau d'impact résiduel, permettant à AEPE Ginko et EOLISE de présenter un projet "maîtrisé".

Éléments juridiques :

L'intégration de la mesure MR06 dans le tableau 76 comme mesure de réduction appliquée à l'ensemble de l'avifaune constitue une violation du principe de proportionnalité et de pertinence des mesures de réduction, tel qu'imposé par la séquence ERC (Éviter – Réduire – Compenser) prévue à l'article L.122-3 du Code de l'environnement.

Selon le droit français et européen, chaque mesure de réduction doit être :

- directement liée à un impact identifié,
- spécifique à l'espèce concernée,
- scientifiquement fondée,
- et évaluable dans son efficacité.

Or, la MR06 ne répond à aucun de ces critères.

Son usage généralisé dans la matrice d'évaluation revient à présenter une réduction d'impact fictive, sans réalité écologique ni fondement scientifique.

Cette manipulation enfreint également l'article L.122-1-1 du Code de l'environnement, qui impose que les informations de l'étude d'impact soient complètes, objectives et vérifiables, afin de permettre une appréciation sincère des incidences du projet.

En conséquence, l'usage de la MR06 dans le tableau 76 relève :

- d'une non-conformité méthodologique au regard de la réglementation sur les études d'impact,
- d'une violation du principe de sincérité de l'information environnementale,
- et d'une atteinte à la qualité de l'instruction publique prévue par l'article L.123-1-2 du même Code.

Conclusion :

AEPE Ginko et EOLISE induisent en erreur les autorités environnementales, le public et le commissaire-enquêteur, en présentant comme "mesure de réduction" ce qui n'est en réalité qu'un outil de minoration artificielle des impacts.

La généralisation de la mesure MR06 à l'ensemble de l'avifaune n'a aucun fondement scientifique, aucune valeur opérationnelle, et aucune conformité juridique.

Elle fausse l'évaluation environnementale du projet et dénature la séquence ERC, dont l'objectif est précisément de garantir une réduction réelle et mesurable des impacts sur les espèces protégées.

En conséquence, un projet reposant sur une telle approche biaisée, qui manipule les indicateurs d'impact et présente des mesures fictives comme effectives, ne peut en aucune façon être accepté.

P.J.:

- EOLISE AEPE Ginko MR 06 - BRIDAGE DES ÉOLIENNES POUR LES BUSARDS page 107
- AEPE Ginko Tableau 76 - Les impacts résiduels du projet sur les milieux naturels page 109

2 documents associés

contribution_189_Web_1.png
contribution_189_Web_2.png

Contribution n°190 (Web)

Proposée par Bruno SOARES

(soares.bruno@wanadoo.fr)

Déposée le jeudi 13 novembre 2025 à 23h48

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Résolument opposé à ce projet, la rigueur impose de rappeler certaines données techniques ou scientifiques incontestables, dans un esprit constructif et respectueux des avis exprimés :

- La loi géométrique rappelée par M. Daniel Burette, Ingénieur Général des Ponts et Chaussées, dans un rapport ministériel intitulé « Evaluation des questions soulevées par les demandes de construction de fermes éoliennes » (document joint) et qui précise entre autres appréciations : « à chaque élévation de 10 m d'une éolienne, l'impact visuel est en moyenne multiplié par 2 »

- Au même titre que l'éolien, le nucléaire est une énergie décarbonée, donc non polluante.

- De surcroît, la logistique d'exploitation liée à l'éolien produit 14g de CO2 par KWh, contre 4g de CO2 par KWh nucléaire.
L'éolien participe 3,5 fois plus au réchauffement climatique que le nucléaire, donc 3,5 fois plus aux épisodes de canicule.

- Enfin et concernant les biens immobiliers, la jurisprudence européenne fait état d'une dévaluation immobilière qui peut atteindre jusqu'à 30% dans un rayon de 1 à 5 kms, et le 12 mars 2024, la Cour d'Appel de Rennes a acté le fait que les maisons concernées par le recours ont perdu entre 20% et 40% de leur valeur depuis qu'il y a des éoliennes à proximité.

En conséquence et quand nous devons faire des choix de transition énergétique pour l'avenir de nos générations futures, il me semble important de se référer à des données scientifiques reconnues pour se fonder une opinion, quelle qu'elle soit.

Bien respectueusement.

1 document associé

contribution_190_Web_1.pdf

Contribution n°191 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier

(braconniervirginie@yahoo.fr)

Déposée le vendredi 14 novembre 2025 à 10h17

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Absence de réponses du pétitionnaire : un engagement affiché mais non respecté

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Je fais suite à la réponse que vous avez apportée à la contribution n°176 déposée par Caroline, dans laquelle vous indiquez que, dans la nouvelle procédure, « les contributions doivent faire l'objet de réponses par le porteur de projet » et que, « au terme de cette première étape, les contributeurs pourront lui demander des précisions ».

Or, les faits montrent que cette procédure, telle que vous la décrivez, n'est pas mise en œuvre dans la réalité.

Dans l'onglet Documents de présentation, à la rubrique « Réponses du pétitionnaire aux observations et propositions du public », le porteur de projet précise pourtant :

« L'option retenue est de globaliser les réponses selon les thèmes développés par les contributions du public. »

Cet engagement n'est aujourd'hui pas tenu.

La consultation a débuté le 8 septembre 2025. Le pétitionnaire n'a publié qu'un unique mémoire intermédiaire autour du 20 octobre, couvrant seulement

14 contributions (période 08/09 – 12/10).

Nous sommes le 14 novembre 2025 : le registre compte désormais 190 contributions, soit 176 contributions supplémentaires qui n'ont fait l'objet d'aucune réponse de la part d'EOLISE depuis plus d'un mois.

Il reste 24 jours avant la clôture.

Or ces 24 jours ne sont pas un vide temporel destiné à attendre qu'EOLISE se décide à répondre :

ils doivent permettre au public de continuer à analyser l'ensemble du dossier ;

et, si le pétitionnaire choisit enfin de publier de nouvelles réponses, le public devra les lire, les comprendre, les confronter au dossier et, le cas échéant, y répondre.

Autrement dit : nous ne sommes pas tenus de nous adapter au timing du pétitionnaire, surtout lorsqu'il ne respecte pas le fonctionnement qu'il a lui-même annoncé.

Sans invoquer de contrainte juridique sur la forme, l'absence prolongée de réponses compromet la finalité même de la consultation : permettre un dialogue informé, avec une information complète, accessible et actualisée.

Je vous remercie donc de préciser :

- Comment vous comptez garantir que le pétitionnaire applique la méthode qu'il a lui-même déclarée ;

- Comment vous vous assurez que les réponses aux contributions — ou leur globalisation thématique — seront fournies avant la clôture, dans un délai permettant réellement au public d'en prendre connaissance et d'y répondre le cas échéant ;

- Comment les contributeurs pourront exercer leur droit à demander des précisions si les réponses, déjà en retard d'un mois, arrivent trop tardivement.

Respectueusement,

1 commentaire

Par Jean-Yves BELLIER

Déposé le 15/11/2025 à 15h43

Bonjour,

Comme évoqué lors de notre entretien, j'ai sollicité du porteur de projet qu'il apporte les réponses aux contributions. Elles sont attendues pour ce début de semaine.

S'agissant des autres points que vous évoquez, je pense pertinent de les évoquer lors de la réunion de clôture dont la date a été volontairement éloignée du maximum autorisé de celle de clôture.

Bien à vous,

Contribution n°192 (Web)

Proposée par Bernard Billard

Déposée le vendredi 14 novembre 2025 à 15h22

Cahier de photomontages-effets cumulés

Je demande à ce quel le dossier photomontages soit refait dans son intégralité avec la projection des 3 éoliennes du parc de Coulombiers Les Grandes Brandes , qui a été autorisé dernièrement et qui se trouve dans le même périmètre que le projet de La Chapelle.

Cela "afin de traiter la problématique des effets cumulés" comme stipulé page 4 du cahier de photomontages.

Sans cela, monsieur le commissaire, le dossier ne peut-être étudié.

Contribution n°193 (Web)

Proposée par Bernard Billard

Déposée le vendredi 14 novembre 2025 à 16h11

Indignation concernant la posture du bureau ENCIS Environnement

Je tiens à exprimer mon indignation face aux propos tenus par le bureau d'étude ENCIS Environnement, pourtant présenté dans le dossier comme une « équipe indépendante » et chargé de la rédaction et assemblage de l'étude d'impact du projet EOLISE.

Dans leur Guide de la concertation dans le cadre de projets d'aménagement ou d'infrastructures modifiant le cadre de vie - Analyse comparée d'outils visant à une meilleure appropriation des usagers et des riverains, les auteurs décrivent les consultations publiques comme étant "Parfois associée à d'interminables discussions stériles en théâtralisant le rôle des acteurs", de plus ils décrivent certains participants aux réunions publiques comme des « non-sachants », évoquent des réactions de « paranoïa » ou de « complotisme », et citent l'expression « concertation piège à cons ».

Ces formulations apparaissent dans un chapitre intitulé « La réunion publique, un outil critiqué pour la concertation ».

Or une réunion publique n'est pas un simple outil : c'est un droit du citoyen, garanti par le Code de l'environnement, et un pilier essentiel de la participation démocratique.

Je considère inacceptable qu'un bureau chargé de produire une étude d'impact — document censé éclairer objectivement la décision publique — porte un tel regard sur les citoyens qui exercent ce droit.

Cela interroge directement la neutralité et le respect attendus d'une équipe présentée comme indépendante .

Je demande que l'autorité environnementale prenne en compte cette posture problématique, qu'elle évalue son influence potentielle sur la restitution des enjeux humains dans l'étude d'impact, et qu'elle garantisse que les droits du public n'ont pas été dépréciés dans cette procédure.

https://encis-environnement.fr/sites/default/files/encis/documents/accordeon/RetD10_Guide_concertation_participatif_VF_200623.pdf

4.1. La réunion publique, un outil critiqué pour la concertation

La réunion publique est un outil de consultation qui tend à devenir obsolète dans le cadre d'une participation citoyenne équilibrée associée à un projet modifiant un cadre de vie. Parfois associée à d'interminables discussions stériles en théâtralisant le rôle des acteurs, la réunion publique peut susciter de la lassitude chez les porteurs de projets comme pour les participants. Ce type de consultation tend à entretenir certains biais sociaux qui favorisent le silence d'une majorité tout en donnant la parole aux avis les plus radicaux. La réunion publique se définit comme une assemblée reprenant l'organisation spatiale d'une salle de classe où des « élèves » font face à un expert sachant. La position unilatérale de l'expert, sans réciprocité avec l'audience, vient créer une mise à distance qui formalise l'échange. La structuration spatiale de ce type de réunion favorise l'opposition avec un public passif et un porteur de projet accompagné de son expert parfois barricadé derrière une table, qui accentue un effet frontal. A cela s'ajoute la projection d'éléments techniques, des cartes ou des schémas nécessitant souvent des clefs de lecture. Il arrive que ces démonstrations puissent être difficilement accessibles pour des « non-sachants », sans compter les difficultés de visibilité d'un diaporama situé à plusieurs mètres. Ces outils de diffusion de la connaissance experte, utilisant des codes relatifs à certaines professions, peuvent engendrer un manque de compréhension de l'assemblée. Or ne pas comprendre peut engendrer de la part du public une suspicion de l'expert. Cette remise en cause peut être perçue positivement lorsqu'elle exprime un besoin démocratique, mais elle peut s'avérer négative lorsqu'elle remet en cause la crédibilité et la légitimité d'un intervenant représentant une expertise indépendante. Cette suspicion, résultant de l'incompréhension d'un contexte parfois complexe, est susceptible d'engendrer une certaine forme de « paranoïa », de la désinformation, voire un certain état d'esprit complotiste, générant une ambivalence et risquant de tomber dans des retranchements faisant écho à des slogans tels que la « concertation piège à cons »¹¹.

L'enjeu autour de la réunion publique invite à sortir de la posture de « l'expert sachant » qui domine une assemblée passive où la parole des individus se limite à une minorité agissante, donnant de l'importance aux prises de positions parfois radicales. Or la position d'expert est légitime et inhérente à un bureau d'études. Mais l'ambivalence d'un double rôle attendu à la fois sur la question de l'expertise et de la médiation peut apporter de la confusion et entretenir une certaine ambiguïté.

Contribution n°194 (Web)

Proposée par Bernard Billard

Déposée le vendredi 14 novembre 2025 à 16h21

Je m'aperçois que ma dernière contribution n'est pas visible car elle comprend des propos considérés comme non publiables.

Or c'est propos sont les propres propos du cabinet ENCIS ENVIRONNEMENT, tiré de leur Guide de la concertation dans le cadre de projets d'aménagement ou d'infrastructures modifiant le cadre de vie.

Ma contribution faisant état justement de mon indignation quant aux propos tenus.

Je vois que cette plateforme est d'accord avec moi.

Je vais donc la réécrire sans ces propos :

Indignation concernant la posture du bureau ENCIS Environnement

Je tiens à exprimer mon indignation face aux propos tenus par le bureau d'étude ENCIS Environnement, pourtant présenté dans le dossier comme une « équipe indépendante ».

Dans leur Guide de la concertation dans le cadre de projets d'aménagement ou d'infrastructures modifiant le cadre de vie - Analyse comparée d'outils visant à une meilleure appropriation des usagers et des riverains, es auteurs décrivent les consultations publiques comme étant "Parfois associée à d'interminables discussions stériles en théâtralisant le rôle des acteurs" et décrivent certains participants aux réunions publiques comme des « non-sachants », évoquent des réactions de « paranoïa » ou de « complotisme », et citent l'expression « concertation piège à ... ».

Ces formulations apparaissent dans un chapitre intitulé « La réunion publique, un outil critiqué pour la concertation ».

Or une réunion publique n'est pas un simple outil : c'est un droit du citoyen, garanti par le Code de l'environnement, et un pilier essentiel de la participation démocratique.

Je considère inacceptable qu'un bureau chargé de produire une étude d'impact — document censé éclairer objectivement la décision publique — porte un tel regard sur les citoyens qui exercent ce droit.

Cela interroge directement la neutralité et le respect attendus d'une équipe présentée comme indépendante.

Je demande que l'autorité environnementale prenne en compte cette posture problématique, qu'elle évalue son influence potentielle sur la restitution des enjeux humains dans l'étude d'impact, et qu'elle garantisse que les droits du public n'ont pas été dépréciés dans cette procédure.

https://encis-environnement.fr/sites/default/files/encis/documents/accordeon/RetD10_Guide_concertation_participatif_VF_200623.pdf

4.1. La réunion publique, un outil critiqué pour la concertation

La réunion publique est un outil de consultation qui tend à devenir obsolète dans le cadre d'une participation citoyenne équilibrée associée à un projet modifiant un cadre de vie. Parfois associée à d'interminables discussions stériles en théâtralisant le rôle des acteurs, la réunion publique peut susciter de la lassitude chez les porteurs de projets comme pour les participants. Ce type de consultation tend à entretenir certains biais sociaux qui favorisent le silence d'une majorité tout en donnant la parole aux avis les plus radicaux. La réunion publique se définit comme une assemblée reprenant l'organisation spatiale d'une salle de classe où des « élèves » font face à un expert sachant. La position unilatérale de l'expert, sans réciprocité avec l'audience, vient créer une mise à distance qui formalise l'échange. La structuration spatiale de ce type de réunion favorise l'opposition avec un public passif et un porteur de projet accompagné de son expert parfois barricadé derrière une table, qui accentue un effet frontal. A cela s'ajoute la projection d'éléments techniques, des cartes ou des schémas nécessitant souvent des clefs de lecture. Il arrive que ces démonstrations puissent être difficilement accessibles pour des « non-sachants », sans compter les difficultés de visibilité d'un diaporama situé à plusieurs mètres. Ces outils de diffusion de la connaissance experte, utilisant des codes relatifs à certaines professions, peuvent engendrer un manque de compréhension de l'assemblée. Or ne pas comprendre peut engendrer de la part du public une suspicion de l'expert. Cette remise en cause peut être perçue positivement lorsqu'elle exprime un besoin démocratique, mais elle peut s'avérer négative lorsqu'elle remet en cause la crédibilité et la légitimité d'un intervenant représentant une expertise indépendante. Cette suspicion, résultant de l'incompréhension d'un contexte parfois complexe, est susceptible d'engendrer une certaine forme de « paranoïa », de la désinformation, voire un certain état d'esprit complotiste, générant une ambivalence et risquant de tomber dans des retranchements faisant écho à des slogans tels que la « concertation piège à ... ».

L'enjeu autour de la réunion publique invite à sortir de la posture de « l'expert sachant » qui domine une assemblée passive où la parole des individus se limite à une minorité agissante, donnant de l'importance aux prises de positions parfois radicales. Or la position d'expert est légitime et inhérente à un bureau d'études. Mais l'ambivalence d'un double rôle attendu à la fois sur la question de l'expertise et de la médiation peut apporter de la confusion et entretenir une certaine ambiguïté.

Par Jean-Yves BELLIER
Déposé le 15/11/2025 à 15h51

Bonjour,
La modération a été appliquée comme vous en avez convenu par la détection d'un vocabulaire 'inapproprié'.
J'ai levé cette modération et affecté la notion de doublon à vos contributions n° 193 et 194.
Vous remerciant pour votre engagement,
Bien à vous,

Contribution n°195 (Web)

Proposée par Jacques de Crémiers
(jdecremiers@yahoo.fr)
Déposée le vendredi 14 novembre 2025 à 17h37

Monsieur le Commissaire enquêteur,
Je prends connaissance du dossier de demande d'autorisation environnementale de la sté Eolise concernant l'usine éolienne de La Chapelle à Boivre la Vallée.
Je suis aussi stupéfié que Mme de Pontfarcy par les contributions si précises et précieuses de Mme Valérie Braconnier ou d'autres. Il est affligeant, pour rester en dessous de la réalité, de constater à quel point le promoteur cache, tronque, dissimule, ou encore minimise la vérité des choses et des faits.
Je vous remercie de rejeter ce projet.
Avec mes salutations distinguées.

Contribution n°196 (Web)

Proposée par Caroline Renaud
(kronadette@yahoo.fr)
Déposée le vendredi 14 novembre 2025 à 17h59
Adresse postale : 3 rue des glycines la chapelle montreuil 86470 Boivre La Vallée

Observation au Commissaire Enquêteur sur les haies du projet La Chapelle

Monsieur,
Je souhaite attirer votre attention sur le chapitre 5.2.4 « Travaux d'abattage de haies » du dossier, page 188, où il est indiqué :
« Le projet nécessite la coupe de 11 m linéaires de haies, afin de créer une piste temporaire entre les deux éoliennes ainsi que le passage du raccordement électrique. »
Après consultation du site officiel Géoportail Urbanisme, il me semble qu'une partie des haies concernées soit classée comme haies remarquables, au titre de l'article L123-1-5 III 2° du Code de l'urbanisme.
Je joins les éléments permettant au Commissaire Enquêteur de vérifier si j'ai correctement identifié les parcelles concernées.
À ma lecture du dossier, je n'ai trouvé aucune autre mention spécifique concernant l'abattage de ces haies, ni sur les autorisations nécessaires pour intervenir sur des haies classées. Il est possible que cette information se trouve au milieu des centaines de pages du dossier, mais elle n'est pas clairement identifiée.

Si ces haies sont effectivement protégées en tant qu'éléments remarquables :
Leur abattage ou altération est strictement encadré.
Toute intervention nécessite une autorisation d'urbanisme et ne peut être réalisée qu'en cas d'absence totale d'alternative.
Même un abattage limité doit prévoir des mesures compensatoires : replantation d'un linéaire équivalent, essences locales, préservation de la biodiversité et respect des périodes de nidification.
Le dossier indique :
« Aucun impact résiduel significatif ne subsiste après la mise en place des mesures d'évitement et de réduction. Il n'est ainsi pas nécessaire de mettre en place des mesures de compensation. »
Or, la réglementation sur les haies classées remarquables n'est pas conditionnée à l'évaluation d'impact résiduel. Même si le bureau d'étude estime que l'impact est "non significatif", le projet ne peut légalement se dispenser de mesures compensatoires pour une haie protégée.
Cette contradiction pourrait soulever une interrogation sur la conformité du projet avec les obligations légales et réglementaires.

La préservation de ces haies classées est essentielle :
pour la biodiversité (habitats d'espèces protégées),
pour le paysage et l'intérêt patrimonial local,
et pour la cohérence juridique du projet avec le Code de l'urbanisme.

Je sollicite que le Commissaire Enquêteur :
- Vérifie le statut exact des haies sur les parcelles concernées.
- S'assure que l'étude d'impact prend en compte leur protection légale et l'intérêt paysager, écologique et patrimonial.
- Évalue la compatibilité du projet avec l'obligation de préserver les haies classées, en particulier au regard de l'absence de mesures compensatoires annoncée.

Cette contribution vise à garantir que les droits du public, la réglementation et la protection des éléments remarquables du paysage soient respectés, et que le projet se déroule en conformité avec la loi.

Pièces jointes :
- Plan large Cartographie - Géoportail de l'Urbanisme
- 0017 Fiche information détaillée d'une parcelle - Géoportail de l'Urbanisme
- 0296 Fiche information détaillée d'une parcelle - Géoportail de l'Urbanisme
- 0007 Fiche information détaillée d'une parcelle - Géoportail de l'Urbanisme
- 5.2.4 Travaux d'abattage de haies
- 8.4 Mesures de compensation

6 documents associés

contribution_196_Web_1.pdf
contribution_196_Web_2.pdf
contribution_196_Web_3.pdf
contribution_196_Web_4.pdf
contribution_196_Web_5.png
contribution_196_Web_6.png

Contribution n°197 (Web)

Proposée par Yoann CLERC

(clercyoann@hotmail.fr)

Déposée le vendredi 14 novembre 2025 à 18h08

Adresse postale : 11, rue du lavoir 86340 NIEUIL L ESPOIR (86340)

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je viens vous faire part de mon opposition total, au projet éolien gargantuesque et injuste que les politiques Européennes mettent en place et qui pourraient faire des ravages sur la santé de tous si on continue de les faire proliférer de manière exponentielle.
Plus particulièrement, en tant que fils de riverain à de futurs projets (et qui cible aujourd'hui les communes de AYRON, CHALANDRAY et leurs alentours), je vous fais part de mon refus de voir la santé de mes voisins être mise en danger.

Concernant les nuisances sonores et leurs dangers sur la santé, le bruit constitue selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le deuxième facteur de risque environnemental en Europe en termes de morbidité, derrière la pollution de l'air.

Sans épiloguer sur la puissance sonore en termes de décibels, qui est donc mère de différents troubles pour la santé publique (du moins selon l'OMS) ; les émissions de bruit basses fréquences ou infrasonores provenant des éoliennes sont souvent évoquées comme source potentielle de risque sur la santé humaine ou animale et provoquent de réelles situations de mal-être (dont les témoignages sont nombreux).

L'analyse de certaines conséquences sur la santé humaine (et animal) restent à explorer, comme celles qui pourraient concerner le système cochléo-vestibulaire (à l'origine d'effets physiopathologiques selon le Cerema, référent public de l'état en aménagement).

Situé dans l'oreille interne, ce système sensoriel contribue à la sensation de mouvement et à l'équilibre. On sait qu'il a une sensibilité particulière aux basses fréquences et aux infrasons.

Certains effets cellulaires ont été observés sur des animaux de laboratoire. La preuve de leur existence sur l'être humain pourrait apporter une explication supplémentaire à la gêne exprimée par les riverains d'éoliennes ; qui serait parfois plus sévère que ne le laisseraient prévoir les estimations et mesures du champ acoustique, ou encore les connaissances établies concernant la sensibilité aux infrasons ou sons basses fréquences.

Cette hypothèse est prise très au sérieux par l'OMS et est mise à l'étude depuis 2022. Le projet de recherche français « RIBEoIH » (Recherche des Impacts du Bruit éolien sur l'Humain : son, perception, santé) a été mis en place pour répondre à ce besoin et est en cours de réalisation.

Tout ça pour dire que dans la vraie vie, les éoliennes sont sources de gênes et altèrent la bonne santé publique d'une part.

D'autre part, un projet est toujours en cours afin de déterminer la part de responsabilité des sons basses fréquences et des infrasons.

Vous en conviendrez donc, Monsieur le Commissaire Enquêteur, que donner l'autorisation de construire d'avantage d'éolienne sur notre territoire du sud-Vienne revient à jouer aux apprentis sorciers avec la santé publique.

Sources utiles:

<https://hal.science/hal-03847950/document>

<https://hal.science/hal-02415609>

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/effets-du-bruit-eoliennes-sante-mythe-ou-realite>

Contribution n°198 (Web)

Proposée par Bruno SOARES

(soares.bruno@wanadoo.fr)

Déposée le vendredi 14 novembre 2025 à 22h59

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je partage la position de M. Billard, exprimée et argumentée dans la contribution 194.

Les citoyens sont sollicités pour contribuer à une enquête publique concernant un projet à fort enjeu pour les populations concernées, notamment en terme de préjudices à leur qualité de vie, d'atteintes à leur environnement et à la biodiversité associée.

Afin de se fonder une opinion, les experts des sociétés mandatées par le porteur de projet fournissent des diagnostics sur les différents impacts de l'implantation, de l'exploitation et du démantèlement de ces éoliennes.

Les citoyens sont donc en droit d'exiger une rigueur et surtout une objectivité irréprochables de la part de ces experts.

Or, la littérature publiée par la société ENCIS Environnement démontre tout de même un parti pris très favorable à l'Eolien.

J'en veux pour preuve les 3 publications jointes, au sein desquelles l'énergie éolienne est très clairement valorisée.

On y trouve des éléments minimisant les impacts de l'éolien sur l'environnement, la biodiversité, la santé, la dépréciation immobilière, les nuisances sonores,...

Figure également et surtout une analyse très discutable (document 1 page 16) des résultats très défavorables aux projets éoliens des enquêtes publiques et libellée ainsi :

« Dans les enquêtes publiques liées à des projets éoliens, une grande partie des avis recueillis est défavorable. Il n'est pas possible de savoir si cette majorité est issue d'une opposition majoritaire ou d'une mobilisation plus forte des opposants (les personnes favorables pourraient avoir moins tendance à se déplacer pour donner leur avis). Il est cependant intéressant de noter que dans les observations défavorables, il est très courant de retrouver des « courriers type », voire des pétitions. Ces éléments sont constitués par des associations, plus ou moins organisées, qui font de la lutte contre les projets éoliens leur priorité, aidant les opposants à s'ordonner et à déposer des avis « recevables ». Ces dépositions utilisent la plupart du temps des arguments globaux pour justifier de leur opposition. »

Cette posture qui consiste à porter atteinte aux aspects qualitatifs et quantitatifs des arguments développés par les opposants à des projets éoliens est-elle compatible avec une mission d'expertise intégrée dans cette enquête publique précisément destinée à se prononcer sur un projet éolien ? Plus problématique est la remise en cause des personnes elles-mêmes et de leur intégrité.

Les contributeurs à cette enquête publique qui sont opposés à ce projet apprécieront d'être considérés comme des citoyens assistés et conditionnés pour rédiger des avis pré-formatés par des intervenants extérieurs...

Considérant le contenu de ces 3 publications de la société ENCIS Environnement et plus particulièrement le procès d'intention fait aux opposants à l'éolien, vous comprendrez ma défiance et le fait que je ne sois pas plus convaincu que M. Billard par l'objectivité de leurs expertises.

Je réitère ma ferme opposition à ce projet.
Bien respectueusement.

3 documents associés

contribution_198_Web_1.pdf

contribution_198_Web_2.pdf

contribution_198_Web_3.pdf

Contribution n°199 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 14 novembre 2025 à 23h06

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Dans le tome 4 – « Etude d'impact du parc éolien de la Chapelle », dans la dernière catégorie sur les réponses des services de l'Etat et autres réponses, je constate de nombreuses anomalies qui ne peuvent que conduire à refuser ce projet éolien :

-Il résulte d'une lettre de la chambre d'agriculture de la Vienne du 06-03-2024 qu'elle s'est prononcée pour un moratoire immédiat de toute nouvelle installation éolienne sur le département qui est déjà à saturation. Faisant référence à une délibération du 05-04-2022 jointe dans le dossier considérant « une répartition inégale des parcs éoliens au détriment notamment de la Vienne qui représente à elle seule un quart de la puissance régionale, et que la Vienne est déjà fortement productrice d'énergie décarbonée dont le nucléaire, le manque de concertation avec les élus locaux et la population dans la construction des projets éoliens, et le développement éolien non maîtrisé. »

-Aux termes d'un échange de mail avec l'UDAP Nouvelle Aquitaine du 20 février 2024, il apparaît que le dossier est refusé eu égard à l'écrasement qui en résulterait pour le paysage qui dispose de très peu de relief, et est déjà envahi de multiples aérogénérateurs déjà existants ou autorisés. « L'UDAP émettrait donc un avis défavorable à toute nouvelle demande de parc éolien dans ce secteur ».

-Il résulte d'un mail du 19 novembre 2024 des services de Bouygues Telecom, que « le projet présente un risque pour leurs installations telecom. Il risque d'impacter l'un de leurs faisceaux hertziens. » Autrement dit, cet catastrophique pour toute le personnes qui vivent dans la zone à une époque où le télétravail est promu de plus en plus.

Puis , dans la rubrique des personnes publiques associées, il résulte d'un courrier de la direction de la sécurité aéronautique d'Etat et de la circulation aérienne militaire du 23 juillet 2025 l'exigence de balisages diurnes et nocturnes. Ce sera des lumières sans arrêt jour et nuit provoquant des nuisances considérables dans une région où jusque là nous avions la chance d'avoir des nuits noires avant de commencer à être encerclé par les éoliennes.

Pour ces raisons, prises parmi tout un dossier de centaines de pages que d'autres contributeurs ont pu appréhender en mettant en évidence d'autres insuffisances, je vous réitère mon opposition au projet.

1 commentaire

Par Jean-Yves BELLIER

Déposé le 15/11/2025 à 16h21

Bonjour,

Je vous remercie pour votre contribution. Parmi les arguments que vous développez, vous faites état du risque suivant:

.../...Il résulte d'un mail du 19 novembre 2024 des services de Bouygues Telecom, que « le projet présente un risque pour leurs installations telecom. Il risque d'impacter l'un de leurs faisceaux hertziens. ».../...

Vous serait-il possible de communiquer ce message électronique?

Vous remerciant par avance,

Bien à vous

Le commissaire enquêteur

Contribution n°200 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 15 novembre 2025 à 10h27

Boivre la vallee

Il n y a pas de securite en face des infrasons emanant des eoliennes sur 10 kms et plus si hautes de 200 m de haut. Ceci a été démontré par des centaines d acousticiens dans les etudes d emissions et certains medecins comme Nissenbaum et Dr Bellut.

Si on considere simplement le constat des troubles du sommeil ou des degats dans les fermes ,vaches mortes et oeufs pourris on se demande pourquoi

les decideurs continuent le massacre.
Est ce que Gates et ses steaks vegetaux donnent du bakshish ou est ce les chinois ?
Quel interet poyr la santé publique ?

1 document associé
contribution_200_Web_1.mhtml

Contribution n°201 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 15 novembre 2025 à 10h39

La contribution de Riou.
Unique contributeur de Frznce qui mzitrise..
Le fichier ne peut etre chzrgé Le logiciel de l Etat bloque.

Voici demonstration que les pales sont toxiques.
Si cela brule il faut evacuer le village car on ne peut se calfeutrer.
Si cela brule on laisse bruler.
Un eemple de la non preparation aux risques inherents

1 document associé
contribution_201_Web_1.pdf

Contribution n°202 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 15 novembre 2025 à 10h59

Boivre

Les oeufs contaminés en charente a cause des radiations eoliennes.
Tout le vivant edt menacé.
Voici JP Riou.

1 document associé
contribution_202_Web_1.pdf

Contribution n°203 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 15 novembre 2025 à 11h04

L infrason et ses ravages
L elevage touché par les machines aerogeneratrices.

1 document associé
contribution_203_Web_1.pdf

Contribution n°204 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 15 novembre 2025 à 11h16

A propos d infrasons.
Une arme de guerre
Boivre.

L etude Staeck Bellut.
2024.
Commotion des cellules du vivant.
Troubles de la communication entre cellules.
Il n y a pas que les troubles du sommeil et l arythmie cardiaque.
Une invention chinoise pour se venger de l opium

1 document associé
contribution_204_Web_1.docx

Contribution n°205 (Web)

Proposée par De Pontfarcy Dominique
(d2pontfarcy@gmail.com)
Déposée le samedi 15 novembre 2025 à 15h13
Adresse postale : La Borde 86100 Senillé Saint Sauveur

Monsieur le commissaire enquêteur,

À l'approche des élections municipales, tandis qu'il devient de plus en plus difficile de trouver des candidats dans nos communes rurales, on s'aperçoit ici que le promoteur éolien piétine allègrement les choix faits par la commune de Boivre. L'intercommunalité permettrait elle de passer outre la première commune concernée ? Évidemment non .

La loi du 10 mars 2023 a confié aux communes le soin de choisir quel type d'énergie renouvelable elles voulaient pour leur territoire et à quels endroits elles entendaient la positionner sur ce territoire. Le promoteur éolien doit donc respecter les choix faits par Boivre la vallée. Au lieu de cela, lorsqu'il adresse (comme la loi l'y oblige) le Résumé Non Technique aux collectivités le 11 avril 2024 , il omet de préciser dans son courrier que les collectivités sont invitées à émettre un avis sur le contenu de ce document pour éviter des délibérations exprimant une opposition à ce projet.

Enfin ce promoteur, qui fait une lecture très accommodante de la procédure d'information à l'égard des collectivités, oublie purement et simplement que la commune de Boivre la vallée n'a pas fait le choix de l'implantation d'éoliennes (comme la loi l'y autorise) et que de ce fait le promoteur éolien aurait dû se soumettre à la constitution d'un comité de projet pour examiner avec les élus l'acceptabilité du projet.

Non seulement il s'affranchit des règles fixées par la loi mais aussi et surtout il méprise souverainement la position sans équivoque de la commune qu'il a décidé de coloniser.

Face à une telle attitude, je vous demande d'émettre un avis défavorable à l'issue de cette enquête publique.

Contribution n°206 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le samedi 15 novembre 2025 à 20h43
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Le Conseil Municipal s'est exprimé contre l'éolien sur Boivre La Vallée.
En complément de la contribution n°205 de M. De Pontfarcy

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

je souhaite rappeler que la commune de Boivre-la-Vallée a clairement exprimé son choix en matière d'énergies renouvelables.

Délibération 27-04-2024 - Urbanisme - Décision du conseil municipal sur les Zones d'Accélération d'Energies Renouvelables :
- Éolien : Pas de ZAENR pour cette énergie.

Cette position officielle figure dans la délibération municipale accessible à l'adresse suivante (Cf pièces jointes) :
<https://stela3.at86.fr/api/acte/public/9acae275-1f77-4ea4-ab77-bbcb8ea5573e/file/stamped>

Je vous remercie d'en tenir compte dans votre analyse.

4 documents associés

contribution_206_Web_1.jpeg
contribution_206_Web_2.jpeg
contribution_206_Web_3.jpeg
contribution_206_Web_4.jpeg

Contribution n°207 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le samedi 15 novembre 2025 à 21h33
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Comité de projet du 13/02/2025 – mention : « 2023 délibération défavorable de Boivre-La-Vallée »
En complément de la contribution n°205 de M. De Pontfarcy et de ma contribution n°206

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Dans le document EOLISE « Comité de projet – 13 février 2025 » (page 9), il est indiqué :
— 2023 : DP pour le mât en mairie de La Chapelle, non-opposition mais délibération défavorable de Boivre-La-Vallée.

Il est bien fait mention d'une délibération défavorable — expression dont la clarté se passe de commentaire, même si elle contraste avec la « non-opposition » évoquée juste à côté.

Je vous remercie d'en tenir compte dans votre analyse.

Ce document est accessible à l'adresse suivante : <https://eolise.fr/wp-content/uploads/2023/08/20250213-comite-de-projet--eolise-la-chapelle.pdf>

1 document associé

contribution_207_Web_1.png

Contribution n°208 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le samedi 15 novembre 2025 à 21h46
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Délibération défavorable de Boivre La Vallée - séance du conseil municipal du 11 juillet 2023
En complément de la contribution n°205 de M. De Pontfarcy et de mes contributions n°206 et 207

Monsieur Le Commissaire,

je porte à votre connaissance et à celle du public l'extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Boivre La Vallée - séance du 11 juillet 2023, mentionné dans le comité de projet EOLISE du 13/02/2025.

(...) Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à 19 voix pour et 2 abstentions, décide de refuser toutes nouvelles installations d'éoliennes ou mât de mesure sur le territoire de commune de Boivre La Vallée.

Je vous remercie d'en tenir compte dans votre analyse.

Ce document est accessible à l'adresse suivante : <https://stela3.at86.fr/api/acte/public/edc50a00-31e5-4c10-87c2-3c4230bf3717/file/stamped>

1 document associé
contribution_208_Web_1.pdf

Contribution n°209 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le samedi 15 novembre 2025 à 22h07
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Conseil municipal de Boivre La Vallée : 2019 et 2020 délibérations défavorables aux projets éoliens
En complément de la contribution n°205 de M. De Pontfarcy et de mes contributions n°206, 207 et 208

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur,

Je fais ici un focus sur la séance du conseil municipal du 11 juillet 2023 du conseil municipal de Boivre La Vallée :

" Fin 2019, le conseil municipal de la commune nouvelle a émis, par délibération, un avis défavorable au projet éolien Nordex de la Plaine de Beaulieu à Benassay.

Deux nouvelles délibérations (janvier et décembre 2020) votées par le conseil municipal élu en mai 2020 confirment l'avis défavorable du conseil municipal précédent sur les nouvelles installations d'éoliennes sur le territoire de la commune de Boivre-la-Vallée...."

Synthèse des raisons en 2020 :

- Saturation
- Évasion des bénéfices
- Dégradation des paysages
- Dépréciation immobilière
- Contribution déjà notable au développement des énergies renouvelables
- Présence de chiroptères et de busards cendrés

Je vous remercie d'en tenir compte dans votre analyse.

(cf document joint dans la contribution 208)

Contribution n°210 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le samedi 15 novembre 2025 à 23h21
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Incohérence entre le comité de projet et le dossier officiel sur les haies remarquables

Monsieur le Commissaire Enquêteur,
Afin d'éviter toute redondance avec la contribution n°196 de Madame Caroline Renaud, cette contribution se limite à l'analyse des documents présentés lors du comité de projet du 13 février 2025, en regard du dossier officiel soumis à enquête. (mais le sujet est le même)

A) Engagements présentés dans le comité de projet

Le document du comité de projet présente les éléments suivants :

- Page 11 – Document d'urbanisme applicable
« Pour les haies remarquables : Les arrachages sont autorisés pour des raisons sanitaires, ou de sécurité ou de besoins techniques d'intérêt collectif justifiés (réseaux, voirie, etc.). Toute haie abattue doit être remplacée par une haie d'essence similaire. »
- Page 16 – Définition des variantes d'implantation – Mesures ERC appliquées
« Réduire les impacts qui n'ont pu être évités : Paysage : Plantation d'arbres et haies selon les sensibilités »

« Compenser les impacts : création de haies »

B) Contenu du dossier soumis à enquête et analyse détaillée
Dans le dossier officiel, il est indiqué :

« Le projet nécessite la coupe de 11 m linéaires de haies, afin de créer une piste temporaire entre les deux éoliennes ainsi que le passage du raccordement électrique. »

Or, aucune mesure concrète de plantation ni de création de haies n'est prévue pour réduire ou compenser cet abattage.

Pour être précis et reprendre la formulation du comité de projet :

- Mesures de réduction annoncées :

Comité de projet : « Plantation d'arbres et haies selon les sensibilités »

Dossier officiel : aucune plantation n'est explicitement prévue pour atténuer l'impact paysager ou écologique de l'abattage.

- Mesures compensatoires annoncées :

Comité de projet : « Création de haies »

Dossier officiel : aucune création de haies n'est mentionnée pour compenser la perte des 11 m linéaires de haies, contrairement à ce qui était annoncé.

- Implication juridique et écologique :

Les engagements du comité de projet suggèrent que l'abattage sera compensé et que l'impact paysager sera limité.

Dans les faits, le dossier ne traduit pas ces engagements, créant un décalage entre ce qui a été présenté au comité et ce qui est effectivement prévu dans le projet.

Si ces haies sont classées remarquables, comme semble l'indiquer le Comité de Projet et les documents fournis par Madame Caroline Renaud, la réglementation impose la replantation obligatoire, ce que le dossier ne mentionne pas, contrairement à ce qui est affirmé en comité de projet.

C) Conclusion et demande de clarification

Cette contradiction entre les engagements du comité de projet et le dossier officiel laisse penser que certaines mesures présentées dans le comité pourraient être purement déclaratives, sans traduction concrète.

Je vous sollicite, Monsieur le Commissaire Enquêteur, pour :

- Évaluer la Mesure de Réduction MR09

- Clarifier si les mesures Réduire et Compenser présentées lors du Comité de projet (plantation et création de haies) seront réellement mises en œuvre, et dans quel calendrier.

- Vérifier la cohérence entre le Comité de projet et le dossier officiel.

- Apprécier la transparence de la communication du comité, afin que les engagements annoncés ne soient pas uniquement illustratifs ou marketing.

5 documents associés

contribution_210_Web_1.png

contribution_210_Web_2.png

contribution_210_Web_3.png

contribution_210_Web_4.png

contribution_210_Web_5.png

Contribution n°211 (Web)

Proposée par Bruno SOARES

(soares.bruno@wanadoo.fr)

Déposée le dimanche 16 novembre 2025 à 00h22

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Fin 2021, le ministère de la Transition Ecologique a publié dans un document joint en annexe, une méthodologie intitulée « 10 mesures pour un développement maîtrisé et responsable de l'éolien »

Ce guide de recommandations pour la conduite de projets éoliens, où il est question des préfets, des maires, des citoyens et des différents enjeux, est très enrichissant, notamment lorsqu'on le confronte au projet d'Eolise sur des points cruciaux :

Mesure N°1 - Instruction donnée aux préfets d'appliquer le plus haut niveau d'exigence sur la compatibilité des projets éoliens avec les enjeux environnementaux locaux :

« Il convient d'améliorer encore, dans l'instruction des projets, la prise en compte de manière documentée des enjeux environnementaux locaux, en particulier ceux relatifs aux paysages et à la biodiversité, pour évaluer objectivement les impacts de chaque projet au regard notamment des caractéristiques écologiques et paysagères du territoire considéré, des éléments patrimoniaux et des enjeux de saturation locale et de prévention des effets cumulés des projets sur la biodiversité. » (circulaire de mai 2021)

Mesure N°2- Instruction aux préfets de réaliser une cartographie des zones propices au développement de l'éolien

Permet une concertation en amont dans les territoires.

Permet d'orienter les porteurs de projets éoliens vers les zones favorables à un développement de l'éolien, et éviter les projets qui suscitent de fortes contestations ou les projets qui ont un fort impact sur les paysages.

S'accompagne de la publication d'un guide de bonnes pratiques à l'usage de tous les porteurs de projet, afin de veiller à la bonne conciliation des différents enjeux.

Mesure N°5 - Bridage sonore en cas de dépassement des seuils autorisés

Mesure N°6 - Réduction de l'impact lumineux

Mesure N°7- Consultation obligatoire du maire avant le lancement d'un projet

Obligation pour les développeurs de répondre formellement aux observations formulées par le maire et de présenter les éventuelles évolutions du projet en conséquence.

Le porteur de projet s'est-il strictement conformé à ces recommandations ministérielles sur les différents enjeux décrits : environnement, écologie, biodiversité, impact sonore, impact et saturation visuels, dépréciation immobilière et altération visuelle du patrimoine ?

A la lecture des multiples contributions pertinentes, étayées, argumentées et documentées de Madame Braconnier, dont il convient de souligner la rigueur qui contraste avec les lacunes du porteur de projet dans le domaine environnemental, force est de constater que la réponse à cette question ne peut qu'être négative.

Vous remerciant par avance de toute l'attention portée à cette contribution, je vous renouvelle mon opposition à ce projet.

Bien respectueusement

1 document associé

contribution_211_Web_1.pdf

Contribution n°212 (Web)

Proposée par Manson, David

(davidmanson50@icloud.com)

Déposée le dimanche 16 novembre 2025 à 16h11

Adresse postale : 5 la Guillottière 86120 Vézères

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Depuis que nous avons acheté une résidence secondaire dans la Vienne, je suis membre de la LPO Vienne et observateur amateur de l'avi-faune en général. Ainsi, je me suis surtout penché sur les aspects avi-faune du projet Parc éolien de la Chapelle.

Je voudrais vous informer de mon opposition à ce projet car le chapitre avi-faune de l'étude d'impact d'Eolise comporte des contradictions et des manques. Pire, le pétitionnaire, dans son Mémoire en réponse aux contributions (chapitre 2.4, voir page 13), affirme qu'il a pris en compte la biodiversité, concernant LE BUSARD SAINT-MARTIN, ce qui est faux, comme je le démontre ci-après.

Dans sa Mémoire en réponse, il affirme qu'il a pris en compte la présence du BUSARD SAINT-MARTIN "en migration." Passons sur le fait que cette affirmation ne réponde à aucune contribution. Soulignons plutôt qu'elle ne correspond pas aux informations présentées dans l'étude d'impact (voir la PIÈCE 5-A : État initial des milieux naturels) réalisée par le bureau d'étude AEPE Ginko).

Dans le document en question le Busard Saint-Martin y est reconnu comme présent en période de "nidification", alors que le texte du pétitionnaire indique l'espèce comme présent "en migration."

Selon la LPO, la période de nidification du Busard Saint-Martin est particulièrement périlleuse. Durant cette phase, plusieurs menaces s'additionnent : la perturbation du site par les travaux d'installations éoliennes, la perte d'habitat, ainsi qu'un risque accru de mortalité des poussins et d'échec de reproduction. Cette vulnérabilité est aggravée par le fait que les busards sont souvent fidèles à des sites précis, parfois proches des grandes éoliennes, qui modifient leurs habitats, entraînant le déplacement des couples nicheurs ou la perte des couvées.

Ainsi, la période de nidification du Busard Saint-Martin, du début de la ponte à l'envol des jeunes (fin avril à juin), exige une vigilance maximale pour réduire les impacts humains et mécaniques, dont ceux liés aux éoliennes.

Cette non-prise en compte des éléments concernant le Busard St. Martin est soit erreur, soit une omission. Dans les deux cas, ce projet ne respecte pas l'avi-faune et ne mérite pas d'être autorisé.

Bien sincèrement,

David Manson

Contribution n°213 (Web)

Proposée par De Pontfarcy Dominique

(d2pontfarcy@gmail.com)

Déposée le dimanche 16 novembre 2025 à 17h54

Adresse postale : La Borde 86100 Senillé Saint Sauveur

Monsieur le commissaire enquêteur,

« Découvrez les aménagements réalisés qui valorisent les richesses de ce site naturel ». C'est ainsi que fut présenté le site de l'Espace Naturel Sensible de la Verrerie aux personnalités du département lors de leur visite le mercredi 13 janvier 2025. Cette zone sensible est située à 900 mètres des futures éoliennes et à quelques dizaines de mètres de la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique de la Forêt de l'Epine. On y a aménagé un sentier de randonnée et planté 700 mètres de haies bocagères pour favoriser la biodiversité et permettre le développement de nombreuses espèces.

La définition d'un espace naturel sensible est un secteur qui « présente un fort intérêt ou une fonction biologique et paysagère et qui doit être préservé et faire l'objet de mesures de protection et de gestion. Toujours selon la définition donnée de ce site, « c'est un lieu de découverte des richesses naturelles ». Il est donc particulièrement surprenant que ce site de la Verrerie, que les autorités départementales ont entendu protéger et mettre en valeur en vue d'une sensibilisation du public aux richesses de la biodiversité du territoire soit sacrifié au profit des appétits d'un promoteur éolien. Que restera-t-il de la biodiversité et de la qualité de son environnement sous les pales des éoliennes ? Quelle valeur faut-il accorder aux engagements y compris financiers de nos élus départementaux quand on observe avec quel mépris un promoteur éolien les balaie d'un revers de pales ? On cherche même vainement dans ce dossier la mention de cet Espace Naturel Sensible de la Verrerie pourtant directement impacté par le projet éolien.

C'est encore une omission qui doit vous conduire à exprimer des réserves très appuyées à l'encontre de ce projet à l'issue de cette enquête publique.

Contribution n°214 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 16 novembre 2025 à 19h11

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je fais suite à ma contribution n° 199 à laquelle vous m'avez répondu, vous remerciant vivement pour votre attention et votre suivi. Vous m'avez demandé de vous fournir un document dont je faisais état pour étayer mes observations.

Dans cette précédente contribution, je faisais état de plusieurs réponses de l'administration qui portaient à s'inquiéter sur les insuffisances du dossier et notamment d'un réponse de Bouygues Telecom par un mail ainsi résumé :

"Il résulte d'un mail du 19 novembre 2024 des services de Bouygues Telecom, que « le projet présente un risque pour leurs installations telecom. Il risque d'impacter l'un de leurs faisceaux hertziens. » Autrement dit, cet catastrophique pour toute le personnes qui vivent dans la zone à une époque où le télétravail est promu de plus en plus"

Vous m'avez demandé : "Vous serait-il possible de communiquer ce message électronique ?"

J'ai trouvé ce mail tout simplement dans le dossier "Documents de présentation" du présent registre dématérialisé au Tome 4 « Etude d'impact du parc éolien de la Chapelle », dans la dernière catégorie sur les réponses des services de l'Etat et autres réponses qui apparaît en page 353 "Table des annexes" et que je vous joins.

Sur cette table des annexes, est indiqué "Annexe 1 - Synthèse des consultations et réponses des services de l'Etat et autres organismes"

La réponse de Bouygues Telecom est en page 368.

Cette synthèse m'est apparue très importante, car elle permet de visualiser des réponses en principe réellement indépendantes de diverses administrations puisque n'émanant pas de cabinets financés directement par le promoteur éolien, comme ENCIS par exemple, et dont le manque d'impartialité a été longuement évoqué dans d'autres contributions.

Votre demande me rassure d'un côté car elle confirme la pertinence de vos vérifications sur les interrogations des divers contributeurs. Mais, j'avoue être inquiète car finalement, Monsieur le Commissaire Enquêteur, vous êtes un peu comme nous tous, un peu perdu dans ce dossier fleuve qui comporte des milliers de pages. Rien que le tome 4 évoqué ici fait 423 pages... et ce n'est qu'une partie de tout le dossier de présentation.

Nous sommes bien évidemment là pour avancer ensemble avec vous dans l'étude de ce volumineux dossier, qui est à décortiquer, dans le cadre de cette enquête publique, afin de "contribuer" à ce que vous puissiez établir votre rapport et vos conclusions de la manière la plus éclairée possible. Ceci dans l'intérêt de nos concitoyens, ceci dans l'intérêt général.

Mais, chacun de nous, excepté des personnes très spécialisées notamment les représentants de l'association de protection des Oiseaux de Boivre La Vallée qu'on ne peut que remercie pour leur travail énorme de détricotage des expertises environnementales qu'il est si compliqué pour nous de pouvoir analyser avec autant de pertinence.

D'emblée dans ce dossier, comme tout projet éolien aujourd'hui, on ne peut qu'être frappé par le déséquilibre entre un promoteur éolien rompu à ce type d'exercice qui arrive avec un dossier préparé depuis plusieurs années bardé de multiples expertises et réponses administratives, et nous pauvres citoyens qui découvrons le monde de l'éolien et n'avons que quelques mois voire semaines pour se réveiller, étudier le dossier et interagir avec vous dans le cadre de l'enquête publique. Dans les faits, ce n'est pas le moment de se retrouver éloigné de la commune de BOIVRE LA VALLEE pendant plusieurs mois, sinon on ne serait pas forcément informé de cette affaire.

Mais l'étude de ce dossier prend beaucoup de temps, nous avons aussi chacun de nous une vie souvent bien remplie, des obligations, des contraintes, des problèmes divers de santé, de famille sans oublier les difficultés de fin de mois quand ce n'est pas pire financièrement en ces temps difficiles. Nous ne pouvons pas passer 24 H/24 à tout décortiquer, en ne disposant de toute façon d'avance pas des compétences suffisantes pour appréhender toutes ces pages d'expertises.

Alors que ce projet a un enjeu terrible pour la population de BOIVRE LA VALLEE et de tout son territoire grignoté par tant d'éoliennes petit à petit, je m'interroge sur cette réglementation imposée au niveau européen pour favoriser le passage en mode rapide pour ces parcs éoliens qui bénéficient désormais d'une "autorisation unique" préfectorale.

Je préfère rester anonyme, car les tensions suscitées par ce projet éolien sont vives, notamment chez une partie du monde agricole à l'égard des agriculteurs et agricultrices qui ne sont pas favorables aux éoliennes ce dont je fais partie préférant préserver nos paysages plutôt que les brader ainsi contre des "billets verts". Les gains financiers promis par les promoteurs éoliens sont de nature à changer fortement les gens, et à créer de véritables risques dans la cohésion sociale jusque là tranquille de nos villages.

Je suis née à POITIERS dans un département essentiellement rural il y a plus de 50 ans où les baux paysages naturels et une riche biodiversité étaient partout. Aujourd'hui, nos agriculteurs disparaissent et ceux qui restent comme moi sont souvent pris à la gorge. Certains cèdent aux promoteurs éoliens qui plantent des arbres métalliques partout et défigurent notre territoire. Et ceci, de manière anarchique, à marche forcée avec des promoteurs qui ne pensent qu'aux gains financiers mais pas aux habitants de ces territoires préservés et encore moins à la faune et à la flore. Le dossier est astucieusement monté pour diminuer l'impact : finalement à la lecture du dossier les conséquences sont très faibles sur le paysage, les habitants, la biodiversité... quasiment zéro impact, ou presque...

Nous avons pourtant en France un droit de l'urbanisme et un droit de la défense qui sont très protecteurs habituellement pour les défenseurs. Mais là, rien à voir, avec cette réglementation très spécifique des ICPE tout est fait pour surprendre la population, orienter son opinion et lui faire avaler la pilule de gré ou de force.

Nous sommes désespérés, Monsieur le Commissaire Enquêteur, par cette invasion de soldats métalliques qui viennent hanter nos campagnes. La contribution de Monsieur Stéphane JADEAU est extrêmement émouvante. Il raconte son calvaire abandonné au milieu de ces monstres d'acier, alors qu'il était heureux jusque là dans sa paisible propriété.

Ce Monsieur JADEAU, c'est nous tous, aujourd'hui ou demain dans notre territoire exceptionnel que nous chérissons dans la Vienne.

J'ai envie de dire "JE SUIS MONSIEUR JADEAU" en signe de soutien à ce monsieur victime de la folie destructrice du développement effréné de l'éolien, au même titre qu'en 2015 nous disions "JE SUIS CHARLIE" en soutien aux victimes de la folie meurtrière de quelques-uns.

Monsieur le Commissaire Enquêteur, je vous sollicite, ainsi que Monsieur le Préfet, pour faire cesser cette folie en émettant un avis défavorable pour ce projet éolien.

Pièce jointe : <https://www.registre-dematerialise.fr/6415/download/component/101259/4-etude-d-impact-du-parc-eolien-de-la-chapelle.pdf>

Par Jean-Yves BELLIER
Déposé le 17/11/2025 à 08h45

Bonjour,
Je vous remercie pour votre retour,
Bien à vous

Contribution n°215 (Web)

Proposée par Bruno SOARES
(soares.bruno@wanadoo.fr)
Déposée le dimanche 16 novembre 2025 à 19h29

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

L'Agence Régionale de Santé relève les nombreux dépassements de seuils nocturnes dans le secteur nord-est mentionnés dans l'étude d'impact acoustique et précise : « un plan de fonctionnement optimisé a donc été proposé pour la période nocturne dans le but de respecter ces seuils réglementaires ».

L'ARS préconise des mesures de bridages des éoliennes si nécessaire et selon les résultats d'expertises sonométriques qui seraient réalisées après la mise en exploitation, dans les conditions réelles de fonctionnement.

Est-ce vraiment raisonnable et sérieux ?
Ces dépassements de seuil nocturnes sont déjà avérés et les bridages seront incontournables.

Sauf erreur de ma part, le porteur de projet ne sera pas l'exploitant de ces éoliennes.
Les recommandations de l'ARS, tout autant que cette expertise acoustique, auront bien du mal à être exhumées lors de la mise en exploitation de ces 2 aérogénérateurs, d'autant qu'elles n'ont aucun caractère prescriptif.

De surcroît, il y a donc une certaine hypocrisie, pour ne pas dire une hérésie scientifique à annoncer une production d'énergie électrique uniquement fondée sur la puissance installée pondérée par le facteur de charge.

En effet, l'exploitant devra appliquer des programmes de bridages et il est évident que sa production électrique sera inférieure aux prévisions du porteur de projet, et que son résultat financier sera par conséquent revu à la baisse.

La motivation à appliquer ces mesures restrictives est donc fortement sujette à caution, d'autant qu'elles ne sont pas prescriptives.
Les retours d'expérience dans ce domaine démontrent que toutes ces bonnes résolutions sont très rarement suivies par le producteur éolien.
On ne compte plus les contentieux relatifs à ces nuisances acoustiques aux effets délétères pour la santé des riverains des parcs éoliens, et pour cause...

Il serait pertinent que la législation évolue et que toute implantation d'éolienne ne soit désormais envisagée que sous réserve d'aucun dépassement de seuil acoustique.

L'ARS rend d'ailleurs un avis favorable conditionné par un certain nombre de mesures correctives qu'elle ne contrôlera jamais.

Elle laissera le soin aux citoyens lésés de s'en charger en agissant en justice et à leur frais pour faire respecter "leur droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé qui constitue une liberté fondamentale reconnue par les lois de la République" (décision N° 451129 du Conseil d'Etat de septembre 2022)

Face à ces dépassements de seuils acoustiques nocturnes pour lesquels aucune contrainte de mise en oeuvre de moyens correctifs n'existe, puisque conditionnée par des évaluations ultérieures incompréhensibles, je sollicite un avis défavorable à ce projet.

Bien respectueusement

Contribution n°216 (Web)

Proposée par Isabelle Bayart
(iseau.bayart@gmail.com)
Déposée le dimanche 16 novembre 2025 à 20h07
Adresse postale : 3 Lieu Dit Coudasne 86470 Boivre-la-Vallée

Conseillère municipale de Boivre la vallée

Risques de mortalité sur des espèces protégées

Mr le Commissaire Enquêteur,

Le projet de parc éolien de la Chapelle Montreuil se situe dans une zone de nidification de busards cendrés et busards St Martin. Cela entraînera des risques de mortalité sur ces espèces protégées et menacées d'extinction.

Il est noté dans l'étude d'impact pour le busard cendré :
« La majorité des vols en période de reproduction sont effectués à basse altitude avec plus de 80% du temps de vol passé à moins de 25 mètres de hauteur. Le risque de collision pour le Busard cendré est donc assez limité au sein du projet compte tenu de ses habitudes de vol et du gabarit des éoliennes dont la garde au sol minimale est de 33 mètres. »

Il est prévu, dans les mesures d'évitement de ce dossier, la minéralisation des plateformes afin « d'en limiter l'attrait pour la reproduction ou la chasse des espèces ».

En tant qu'écovolontaire participant au programme de protection des busards sur la commune j'ai pu observer pendant de nombreuses heures les habitudes et les vols des busards. Effectivement quand il chasse le busard ne vole pas haut mais il ne reste pas à proximité du nid pour chasser. Il peut parcourir facilement 1 km ou même plus pour aller chasser. Quand il retourne vers le nid, il s'élève pour voler très haut vers 50 ou 100 m de hauteur et c'est précisément lors de ces déplacements qu'il peut passer à proximité du rotor des éoliennes. D'autre part pendant les parades les couples de busards effectuent des vols avec de fortes variations brutales d'altitude qui sont également dans les hauteurs des rotors. Donc dans les 20 % de temps où les busards volent au dessus de 25 m le risque est très élevé puisque des nids ont été localisés et protégés à proximité du projet les années précédentes.

D'ailleurs le projet éolien de Champ Chagnots avait été réduit de 10 à 3 éoliennes à cause du risque pour l'avifaune. Donc comment accepter de nouvelles éoliennes à proximité alors que les menaces sur ces espèces sont encore plus fortes maintenant.

En conclusion l'étude d'impact minimise fortement les risques réels de collision et de mortalité pour les busards cendrés et St Martin.

Pour ces raisons je m'oppose à ce projet éolien à la Chapelle Montreuil et je remercie Mr le commissaire enquêteur de bien vouloir prendre en compte cette contribution.

Contribution n°217 (Web)

Proposée par Zuka Florence

(fszczuka@gmail.com)

Déposée le dimanche 16 novembre 2025 à 21h14

Adresse postale : 10 rue des fleurs Benassy 86470 Boivre la Vallée 86470

Nous savons tous que ce projet changera notre campagne si chère à notre cœur et la vie de ses habitants. Un proverbe dit "mieux vaut prévenir que guérir". Aussi, voici ce que l'on sait avec certitude sur les impacts négatifs des éoliennes sur la santé humaine :

- LE BRUIT : les éoliennes produisent un bruit constant qui peut perturber le sommeil et causer des problèmes de santé tels que l'irritabilité, l'anxiété et la fatigue.

- LES INFRASONS : les éoliennes génèrent des infrasons qui peuvent provoquer des sensations désagréables tels que des maux de tête, des nausées et des vertiges chez certaines personnes.

- LA DISTANCE : les impacts négatifs sur la santé sont plus prononcés lorsque les éoliennes sont situées à moins de 1,5 kilomètre des habitations. Dans ce périmètre se trouvent entre autres les hameaux de l'Ausigère, La Maillaudière, Le Claudet, Le Bois Moine, La Tiffaille, La Haute Tiffaille, La Brunetière, Le Grand Chemin, La Cartelière, La Bordière, La Guillemerie, Tallent, Les Loges de Tallent, Lac Sarget, Les Ajoncs, La Cagnoche, La Turpauderie.

Pour information, dans le dossier de consultation du public, le document 7 "ÉTUDE DE DANGERS DU PARC ÉOLIEN DE LA CHAPELLE" indique à la page 13/160 : "Ces distances sont toutes supérieures au seuil réglementaire de 500 m. La distance la plus faible entre une habitation et une éolienne est de 775 m. Ainsi, la distance minimum moyenne entre une éolienne et une habitation la plus proche est de 837 m... De plus, les éoliennes sont assez éloignées des bourgs de la commune. En effet, l'éolienne la plus proche du bourg de La Chapelle-Montreuil se trouve à plus de 3 km. Le bâti isolé entre les Grandes Fougères et La Turpauderie n'est pas habité et semble abandonné. Le bâtiment a servi de chenil temporairement mais paraît à présent abandonné."

Pour conclure, il est important de prendre en compte le fait que les impacts des éoliennes sur la santé humaine peuvent varier en fonction de la sensibilité individuelle et de la qualité de l'installation.

Contribution n°218 (Web)

Proposée par berhaut pascal

(pascal.berhaut@wanadoo.fr)

Déposée le dimanche 16 novembre 2025 à 23h41

Adresse postale : 5 lieu dit fleury 86470 boire la vallée

Monsieur le commissaire enquêteur,

On nous présente une nouvelle série d'éoliennes avec le mât de mesures qui va bien. Peu importe si le mât se retrouve à quelques centaines de mètres du mât de l'étude précédente, on ne saura jamais ce qu'il mesure vraiment. Sur la Chapelle, nous avons des éoliennes depuis combien de temps ? 10 ans, 15 ans, on a donc un peu de recul avec des résultats (ou pas) sur la période correspondante. Et bien non il faut un mât pour démontrer la validité de la chose.

Mais au fait, ces 3 premières éoliennes, combien de temps ont elles tournées en moyenne. Combien de temps étaient elles à l'arrêt -calme plat ou équilibrage réseau (avec dédommagement juteux à l'appui) ou pour maintenance- pour quelle production effective et non théorique. Combien de milliers de ménages ont 'profité' de leurs largesses?

Existe-t-il des statistiques qui permettent de penser que leur extension sera profitable et que Boivre La Vallée et les communes environnantes sont les mieux à même à les accueillir?

Je ne demanderais qu'à être convaincu mais avec cette absence de transparence et pour toutes les bonnes raisons avancées jusqu'à présent et ce malgré les belles promesses de la transition énergétique je peux dire que NON je ne souhaite pas d'éoliennes supplémentaires dans MA COMMUNE aussi je vous remercie Mr le Commissaire Enquêteur d'émettre un avis défavorable à cette demande au terme de cette consultation. très cordialement.

Contribution n°219 (Web)

Proposée par Bruno SOARES

(soares.bruno@wanadoo.fr)

Déposée le lundi 17 novembre 2025 à 13h12

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Il me semble que l'actualité des énergies renouvelables et des polémiques qu'elles suscitent dans le département de la Vienne doivent être portées à votre

connaissance, ainsi qu'à celle des populations concernées, notamment par ce énième projet éolien.

Vous trouverez en pièce jointe un article de La Nouvelle République d'hier et relatif au ras-le-bol des élus locaux, notamment ceux de la CCVG qui regroupe 55 communes.

Il va ainsi dans tout le département de la Vienne.

Je conclurai en vous informant que la chaîne T18 diffuse ce jour à 21h05, un reportage passionnant intitulé "La face cachée des énergies vertes".

Souhaitant que ces 2 éléments médiatiques puissent alimenter votre réflexion et celles des citoyens concernés aujourd'hui comme demain, je vous remercie par avance de toute l'attention que vous y accorderez .

Bien respectueusement.

1 document associé
contribution_219_Web_1.pdf

Contribution n°220 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le lundi 17 novembre 2025 à 18h32

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Busards cendrés nicheurs : mortalité éolienne FORTEMENT amplifiée par la colonie, ignorée par EOLISE, non réductible et non compensable

En complément des contributions :

n°146 : Première critique – dès le départ, étude scientifiquement invalide pour la colonie patrimoniale et menacée de Busards cendrés
n°161 : Dissimulation de la présence de la colonie de Busards des plaines nicheurs, installée depuis au moins six ans au cœur même du projet !

n°169 : Le Busard Cendré — Espèce patrimoniale, déterminante nicheuse et menacée

n°182 : Risque de mortalité - Colonie de Busards cendrés : AEPE Ginko trompe tout le monde en travestissant sa propre source

n°188 : Mesure de Réduction des risques n°06 : tromperie méthodologique de la part d'EOLISE/AEPE Ginko et détournement de la séquence ERC pour la colonie de Busards cendrés, et l'ensemble de l'avifaune

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Le projet éolien EOLISE « La Chapelle » est implanté au cœur d'une colonie de Busards cendrés nicheurs, à l'intérieur de l'Aire d'Étude (cf contributions précédentes).

L'étude d'impact produite par EOLISE/AEPE Ginko repose sur des statistiques générales et ignore les comportements reproductifs spécifiques observés sur une colonie en activité.

Cette approche sous-évalue significativement le risque réel de mortalité pour l'espèce.
La présente contribution est volontairement détaillée et strictement factuelle.

Compte tenu des enjeux biologiques, scientifiques et juridiques, j'invite vivement Monsieur le Commissaire-Enquêteur à en lire l'intégralité afin d'apprécier correctement le niveau de risque pesant sur cette colonie de Busards Cendrés nicheurs.

A) Caractéristiques de vol des Busards cendrés nicheurs en contexte de colonie :

La présence d'une colonie modifie profondément les comportements de vol des Busards cendrés et augmente fortement leur exposition aux pales d'éoliennes.

Contrairement à la vision simplifiée présentée par AEPE Ginko, les déplacements d'une colonie en reproduction ne se résument pas à des vols bas de chasse.

Les comportements observés en période de nidification comprennent notamment :

- Parades nuptiales : ascensions rapides, chandelles, vols en piqué, figures acrobatiques exécutées à des hauteurs variables, souvent dans la tranche de 20 à 80 mètres, c'est-à-dire en plein dans le plan de rotation des pales - et comportant fréquemment des échanges / passages de proies entre partenaires (food-pass), impliquant montées et descentes rapides ainsi que trajectoires imprévisibles.

- Déplacements liés à l'élevage des jeunes : va-et-vient constants entre les zones de chasse et celle de nidification, avec des trajectoires verticales très variées.

Les adultes peuvent prendre de la hauteur pour gagner en portance, contourner des cultures hautes, franchir haies et boisements, ou préparer une trajectoire de retour.

Ces montées sont fréquemment suivies de plongées rapides ou de piqués contrôlés vers le nid pour livrer une proie, aux jeunes jeunes ou répondre à une sollicitation de ceux-ci.

L'ensemble forme un ensemble de vols irréguliers, alternant ascensions, vols rectilignes et descentes brusques, exactement dans la zone d'altitude correspondant au plan de rotation des pales.

- Interactions intra- et interspécifiques : Dans un secteur de nidification leur colonie les Busards cendrés réalisent régulièrement des poursuites, évitements et vols défensifs autour des nids, entraînant des changements brusques d'altitude et de trajectoire pouvant les amener directement dans la zone de rotation des pales.

Cette dynamique est renforcée par le contexte local : le secteur est à la fois une zone de nidification et de chasse fréquentée par plusieurs autres rapaces — Elanion blanc, Faucon crécerelle, Milan noir, entre autres — régulièrement observés sur site.

Ces espèces territoriales génèrent des interactions interspécifiques fréquentes : évitements, harcèlements, conflits de chasse, provoquant des envols soudains à hauteur, c'est-à-dire en plein dans le volume traversé par les pales.

Ce cumul d'interactions augmente mécaniquement la fréquence des trajectoires à risque pour les Busards cendrés de la colonie.

Ces comportements, entièrement liés à la reproduction et amplifiés par la structure sociale d'une colonie, sont totalement ignorés par EOLISE/AEPE Ginko, masquant ainsi la réalité du risque maximal encouru par les individus nicheurs à proximité immédiate des nids.

B) Projet éolien « La Chapelle » - EOLISE - Boivre La Vallée :
chapitre V.2 – « Les impacts en phase d'exploitation – Destruction d'individus » (page 96)

- L'espèce la plus vulnérable à l'éolien est le Busard cendré.
- Cette vulnérabilité s'explique par l'indice de patrimonialité élevé de l'espèce.
- La majorité des vols en période de reproduction sont effectués à basse altitude, avec plus de 80 % du temps de vol passé à moins de 25 m de hauteur.
- Le risque de collision pour le Busard cendré est donc assez limité au sein du projet compte tenu de ses habitudes de vol et du gabarit des éoliennes dont la garde au sol minimale est de 33 m.

C) Étude Tonio Schaub - source référence de l'étude d'impact EOLISE (rappel d'une contribution précédente) :

- Les installations d'énergie renouvelable telles que les parcs éoliens, les parcs solaires et les centrales hydroélectriques constituent des menaces potentielles pour la biodiversité et pourraient donc renforcer la crise mondiale de la biodiversité.
- La modélisation directe de la mortalité observée dans les parcs éoliens n'est actuellement pas réalisable, du fait d'une quantité/qualité de données insuffisantes relatives à l'occurrence des mortalités, à la stratégie de recherche des cadavres ou encore aux paramètres techniques environnementaux des parcs éoliens
- Les résultats présentés ici concernant les hauteurs de vol restent préliminaires et illustrent principalement les différences attendues entre espèces. Une analyse de la variation inter-sites et inter-individus sera conduite prochainement afin de vérifier la robustesse et le caractère générale de nos conclusions quant aux conséquences du dimensionnement des éoliennes sur le risque de collision des rapaces.
- Il a été constaté que le Busard cendré passe une grande partie de la journée en vol (8,2 h), ce qui corrobore des observations antérieures. Cette activité de vol particulièrement intense n'est probablement atteinte par aucun autre rapace d'Europe centrale.

Cette forte activité aérienne chez le Busard cendré implique un risque accru de collision avec les éoliennes par rapport aux autres espèces.

- Comme prévu, le temps passé dans les parcs éoliens diminue avec l'augmentation de la distance entre le nid et le parc.
- En ce qui concerne le Busard cendré, nous concluons que même si le déploiement d'éoliennes plus hautes représente une opportunité de réduire le risque de collision pour cette espèce, empêcher le développement de l'énergie éolienne dans les principales zones de reproduction demeure la mesure d'atténuation la plus importante.
- Dans le scénario le plus pessimiste du « nouveau parc éolien », il est fort probable que la forte mortalité supplémentaire entraîne effectivement un déclin global de la population (mortalité annuelle supplémentaire des mâles de 7 à 24 %, contre une mortalité de fond estimée à 21 % pour les adultes). Ceci souligne la nécessité de choisir avec soin l'emplacement des nouveaux parcs éoliens et de préserver les principales zones de reproduction du Busard cendré de tels aménagements.
- Cependant, comme la répartition spatiale des parcs éoliens a un impact beaucoup plus important que la conception des éoliennes, l'interdiction de tout développement éolien à proximité des principales zones de reproduction demeure la mesure d'atténuation la plus importante.

D) Projet éolien « La Plaine de Beaulieu » - porteur de projet RWE - Boivre La Vallée :
Volet Milieu Naturel de l'étude d'impact sur l'environnement – pages 279- 280

Les deux tiers des individus morts (10 sur 15) en France ont été trouvés dans les parcs du Nord Bassin de Thau dans l'Hérault ... Ce parc (Parc éolien d'Aumelas) de 13 éoliennes se situait à moins de 500 mètres d'une colonie connue de Busard cendré, et plusieurs nichées ont été observées dans un rayon de 200 m des éoliennes.

Dans ses travaux de 2012, Dürr a estimé la sensibilité de cette espèce à l'éolien comme forte (niveau 3 sur 4)

En période de nidification, le risque de collision est essentiellement fonction des comportements de vol des espèces (...) d'autres sont susceptibles d'atteindre des hauteurs plus importantes coïncidant avec l'aire d'influence des pales des éoliennes.
Ce comportement s'observe pour certaines parades nuptiales, ainsi que pour les rapaces(....)

Le risque de mortalité est considéré comme Fort pour le Busard cendré, en particulier pendant la reproduction.

Extrait de l'enquête publique – conclusion du Commissaire-Enquêteur :

Un collectif d'une soixantaine de personnes a déposé un mémoire sur la protection d'une espèce protégée particulière, le Busard cendré.
L'étude d'impact relève des enjeux forts à très forts pour certaines espèces protégées, des impacts "bruts" forts pour certaines de ces espèces protégées.
Après mise en œuvre de mesures d'évitement et de réduction les impacts résiduels sont considérés comme faibles à très faibles. Curieusement, aucune mesure compensatoire ne figure dans le dossier.

Extrait du refus préfectoral :

Considérant que la nidification du Busard cendré à proximité immédiate du projet est avérée, une nichée étant située à environ 264 m du projet d'éolienne E1 et à 385 m de celui de l'éolienne E4 et une autre à environ 211 m de l'éolienne E1.

Considérant que le Busard cendré est une espèce patrimoniale « quasi-menacée », en régression du fait de la destruction des nichées par les activités agricoles et la baisse des disponibilités alimentaires, et l'espèce étant connue pour sa grande sensibilité face aux collisions avec les éoliennes, elle risque d'être fragilisée par la création du projet de parc éolien « Plaine de Beaulieu ».

Considérant que l'étude d'impact réalisée par le pétitionnaire indique que les comportements de vol des rapaces sont susceptibles d'atteindre des

hauteurs coïncidant avec l'aire d'influence des pales des éoliennes, observées pour certaines parades nuptiales.

Considérant que l'étude d'impact réalisée par le pétitionnaire évalue le risque de mortalité comme fort pour le Busard cendré, en particulier pendant la période de reproduction.

Considérant que la présence de plusieurs espèces protégées en phase de migration comme de reproduction, dont celle du Busard cendré, observés lors d'inventaires depuis au moins 3 ans, révèle une fréquentation de la zone en période de nidification notamment, qui aurait dû conduire le pétitionnaire à présenter une demande de dérogation à l'interdiction stricte d'atteinte aux espèces protégées en application des dispositions du 4° du I de l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

Extrait du refus confirmé par la Cour Administrative :

S'agissant plus particulièrement de l'alouette des champs et du Busard cendré, pour lesquels le risque de collision a été évalué à "fort", la société pétitionnaire ne justifie pas de l'efficacité de cette mesure de bridage qui est limitée à la période des travaux de fauche et de moisson et se trouve ainsi être décorrélée des périodes de migration et de nidification.

Il ressort pourtant d'une étude réalisée sur site durant la période de reproduction en 2022, produite par le préfet, que la présence d'une colonie de Busards cendrés nicheurs, significative et régulière depuis au moins trois ans, a été relevée sur l'aire d'étude immédiate du projet.

Dans ces conditions, la présence avérée du Busard cendré sur la zone d'implantation du projet, espèce recensée sur les listes rouges au niveau national et régional comme espèce d'oiseau nicheur quasi-menacée, est un facteur significatif de risque de collision avec les aérogénérateurs.

E) Projet « La Plaine des Moulins » – porteur de projet VALOREM – Boivre La Vallée

Chapitre 5 – Analyse des effets du projet et implications – P.261 :

Cas du Busard cendré : L'espèce s'élève souvent en altitude pour parader à proximité d'un site de nidification, en période de sevrage des jeunes, pour transporter une proie, pour changer de lieu de chasse et pour survoler des espaces peu propices à la chasse de l'espèce (boisements notamment).

Il existe donc un risque de collision d'autant plus que des trajectoires à risque et des cas de mortalité sont documentés dans la bibliographie (Lekuona & Ursua, 2007 ; Hernandez-Pliego et al., 2015).

F) Étude « Éoliennes et biodiversité » – LPO / ONCFS 2019 :

Les rapaces diurnes (faucon crécerelle, faucon crécerellette, milan noir, milan royal, busard cendré, buse variable, etc.) sont indéniablement les espèces dont le taux de mortalité dû aux éoliennes est le plus élevé au regard de leurs effectifs.

Bien d'autres facteurs interviennent, comme le fait que certaines espèces utilisent ces sites d'une façon ou d'une autre (nidification, chasse, déplacement, repos...).

Pour les oiseaux : sites d'importance : aires d'hivernage, sites de nidification.

G) Étude « Parc éolien français » – LPO 1997-2015 :

Les Falconiformes constituent le deuxième cortège d'oiseaux impactés par les éoliennes en valeur absolue mais sans doute le premier au regard de leurs effectifs de populations.

Busard cendré : les cadavres ont été retrouvés exclusivement en période de reproduction. Ces rapaces diurnes sont indéniablement les premières victimes des éoliennes au regard de leurs effectifs de population, d'autant que dans la majorité des cas, ce sont des individus nicheurs en France qui sont impactés.

A ce jour, aucun suivi n'a permis de démontrer l'efficacité de dispositifs techniques visant à réduire leur mortalité par collision avec les éoliennes.

La seule solution efficace consiste à éviter de les implanter dans le rayon d'action des sites de reproduction et à préserver leurs espaces vitaux. C'est particulièrement vrai pour des espèces comme le Faucon crécerellette ou le Busard cendré.

H) Étude Mortalité du Busard cendré en Europe et en France - Tobias Dürr :

Résultats au 17/06/2022 : 74 cas de mortalité en Europe

1 cas en Autriche

1 aux Pays-Bas

6 en Allemagne

7 au Portugal

26 en Espagne

33 en France

Résultats au 26/02/2025 : 89 cas de mortalité en Europe (+15 cas)

1 Autriche (=)

2 Pays-Bas (+1)

7 Allemagne (+1)

7 Portugal (=)

26 Espagne (=)

46 France (+13)

La France est ainsi le premier pays d'Europe le plus mortifère pour le Busard cendré concernant le risque éolien.

Sur les 15 cas supplémentaires en Europe en moins de 3 ans, 13 cas sont français.

46 cas de mortalité par collision dont 26 pour le seul parc éolien d'Aumelas qui abrite une colonie de busards cendrés comme c'est le cas pour le projet

« La Chapelle » :

1 x parc Aavailles Thouarsais Irais / Nouvelle-Aquitaine (02.08.2019, APOCOPE);
1 x parc Bouin / Pays de la Loire (09.08.2013, LPO 85);
1 x parc B. (8) / Champagne-Ardenne (14.08.2019, CPIE Sud Champagne);
1 x parc Castelnau Pegayrol / Aveyron (1x 2009, Y. Beucher);
1 x parc Cuq-Servies / Tarn (juv.- 27.07.2021, ABO-Wind);
1 x parc D'Aumelas-I (Conque) / Languedoc-Roussillon - Hérault (♂ - 03.07.2018, EDF-EN);
3 x parc D'Aumelas-I (Quatre Bornes) / Languedoc-Roussillon - Hérault (♂ - 23.04.2021, LPO 34; ♀ - 23.05.2022, DREAL; ♀ - 27.04.2023, DREAL);
1 x parc D'Aumelas-II - Nord Bassin de Thau / Languedoc-Roussillon - Hérault (♂ - 01.07.2010, LPO 34);
14 x parc D'Aumelas-II (La Pierre) - Nord Bassin de Thau / Languedoc-Roussillon - Hérault (♂ - 10.04.2012, ♂ - 13.04.2012, ♂ - Mus.Paris ... 15.05.2012, ♂ - 28.05.2012, ♀ - 09.07.2012, LPO 34; ♂-3y - Mus.Paris ... 02.05.2013, M. Bouzin; ♂ - 06.05.2014, juv. - 15.07.2014, juv. - 24.07.2014, LPO 34; ♂ - 13.04.2015, EDF-EN; ♂-1y - 31.07.2017, ♂ - 11.05.2018, ♂ - 06.05.2019, ♂ - 01.07.2019, LPO 34);
1 x parc D'Aumelas-II (Nipleau) - Nord Bassin de Thau / Languedoc-Roussillon - Hérault (♂ - 12.05.2015 EDF-EN);
1 x parc D'Aumelas-II (Trois Frères) - Nord Bassin de Thau / Languedoc-Roussillon - Hérault (♂ - 12.05.2015 EDF-EN);
5 x parc D'Aumelas-III (Vallée de l'Hérault) - Nord Bassin de Thau / Languedoc-Roussillon - Hérault (♂ - 12.06.2017, LPO34; ♀ - 25.04.2018, EDF-EN; ♂ - 15.05.2019, ♂-2y - 25.07.2019, LPO 34; ♂ - 05.07.2021, EDF-EN);
1 x parc De l'Argillière / Somme (01.06.2022, Camera SDA);
1 x parc Du Ducandeau / Meuse (04.08.2020, EQS);
2 x parc Du Poirier Major / Somme (2x [1 ♂, 1 ♀] - 02.06.2020, Planète Verte);
1 x parc Glenay / Nouvelle-Aquitaine (26.04.2017, APOCOPE);
1 x parc Grande Garrigue / Languedoc-Roussillon (1x 2009, Ekologik);
2 x parc G. (51) / Champagne-Ardenne (23.05.2020, 29.08.2020, CPIE Sud Champagne);
1 x parc La Cote de Jade-Bouin / Pays de la Loire (02.08.2016, APOCOPE);
1 x parc Le Garimetz / Pas de Calais (01.09.2016, Sens of Life);
1 x parc Menil-Annelles / Ardennes (24.08.2021, Energieteam);
1 x parc Nalliers / Pays-de-la-Loire (1x 2010, CERA Environnement);
1 x parc Pamproux / Nouvelle-Aquitaine (02.08.2013, APOCOPE);
1 x parc Saint Etienne de Brillouet / Pays de la Loire (12.08.2020, APOCOPE);
1 x Dép. Aube / Champagne-Ardenne (17.08.2016, CPIE du Pais de Soulaïnes & collectif);

Exemples source ARIA :

N° 62545 - 13/07/2024 - FRANCE - 34 - AUMELAS

Lors d'un suivi environnemental sur un parc éolien, un bureau d'études découvre à 42 m d'une éolienne le cadavre d'un mâle adulte de Busard cendré, espèce quasi-menacée, portant une blessure visible.

Les autorités imposent la mise à l'arrêt de l'éolienne jusqu'à la période de migration de l'espèce en dehors de la zone pour une durée de 2 mois.

Le choc entre l'individu et l'éolienne, attesté par l'enregistrement vidéo, est à l'origine de l'événement. L'individu vivait à proximité et était considéré comme un nicheur potentiel. Aucun cas de mortalité de rapace n'avait été identifié sous cette éolienne depuis 2014.

L'exploitant demande le redéploiement dans les meilleurs délais du bridage dynamique de l'éolienne.

N° 61696 - 25/04/2023 - FRANCE - 34 - AUMELAS

Lors du suivi environnemental sur un parc éolien, le bureau d'études découvre au sol un cadavre de busard cendré, espèce protégée, à 36 m d'une éolienne. Il s'agit d'une collision avec l'éolienne. Ce nicheur est connu au niveau du parc éolien, l'espèce est recensée chaque année dans le cadre du suivi mortalité. L'espèce a été observée en parade nuptiale à plusieurs reprises sur l'emprise du parc.

Conclusion :

La présence avérée d'une colonie de Busards cendrés nicheurs au sein de l'Aire d'Étude, incluant l'AEI et la ZIP, rend le projet éolien EOLISE « La Chapelle » incompatible avec la survie de l'espèce sur ce site.

L'étude d'impact produite par EOLISE/AEPE Ginko minimise artificiellement le risque en se fondant sur des statistiques générales, ignorant les comportements reproductifs spécifiques des individus et les dynamiques propres à une colonie en activité.

L'approche adoptée est en rupture avec la littérature scientifique et les conclusions d'autres projets similaires, et illustre la contradiction entre les évaluations produites par différents promoteurs sur le même territoire, mettant en cause la cohérence de la protection environnementale.

Cette sous-évaluation délibérée compromet la crédibilité de l'évaluation et viole le principe de précaution inscrit dans le Code de l'environnement.

Dans ces conditions, la séquence ERC (Éviter – Réduire – Compenser), qui repose sur une hiérarchie stricte des mesures, ne peut être efficacement appliquée, car l'unique mesure proposée (MR06) ne reflète pas l'ampleur réelle des impacts, en violation des prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 (article 3).

En conséquence :

- Le projet ne respecte pas le principe de précaution prévu par le Code de l'environnement (article L.110-1 et L.411-1), ni l'obligation de protection stricte des espèces menacées et patrimoniales.

- La présence avérée d'une colonie de Busards cendrés nicheurs au sein de l'Aire d'Étude implique un risque de mortalité FORT, non compensable et prévisible, en violation des dispositions nationales et européennes.

- Le projet méconnaît la Directive 2009/147/CE « Oiseaux », transposée en droit français par le Code de l'Environnement (articles L.411-1 à L.411-5), qui impose de garantir la survie et la reproduction des espèces protégées sur leur territoire de nidification, en particulier pour les espèces quasi-menacées comme le Busard cendré.

- L'évaluation du risque par AEPE Ginko/EOLISE, fondée sur des statistiques générales et ignorant les comportements reproductifs spécifiques de la colonie, est insuffisante et ne satisfait pas aux exigences de préservation stricte des habitats de reproduction et d'alimentation prévues par la Directive.

- Le projet ne peut en aucune manière être autorisé, compte tenu de l'impact irréversible sur la colonie de Busards cendrés nicheurs et de la responsabilité légale des autorités décisionnaires.

P.J.:

- Copie de cette contribution

- Femelle Busard Cendré nicheur transporteur des matériaux pour la construction du nid - photographiés lors de la saison de protection 2024 - La Turpauderie Aire d'étude proche La Chapelle - Crédit photo OBLV Caroline Renaud

- Passage de proie entre un mâle et une femelle Busards Cendrés nicheurs - photographiés lors de la saison de protection 2024 - La Turpauderie Aire d'étude proche La Chapelle - Crédit photo OBLV Caroline Renaud
- Observations du comportement de vol - Crédit photo Tonio Schaub
- AEPE Ginko V.2. LES IMPACTS EN PHASE D'EXPLOITATION - Destruction d'individus - page 96
- Risque de collision du Busard cendré (Circus pygargus) avec les éoliennes, déterminé par suivi GPS haute résolution - Schaub - 2020 - Ibis - Wiley Online Library
- schaub_seb_2021
- Sensibilité Busard Cendré - parc La Plaine de Beaulieu– RWE – Boivre La Vallée
- Parc La Plaine des Moulins - parc La Plaine des Moulins – VALOREM – Boivre La Vallée page 260
- Parc La Plaine des Moulins - parc La Plaine des Moulins – VALOREM – Boivre La Vallée page 261
- Éoliennes et biodiversité - synthèse des connaissances sur les impacts et les moyens de les atténuer page 38
- Éoliennes et biodiversité - synthèse des connaissances sur les impacts et les moyens de les atténuer page 39
- Le parc éolien français et ses impacts sur l'avifaune page 42
- Le parc éolien français et ses impacts sur l'avifaune page 43
- Le parc éolien français et ses impacts sur l'avifaune page 51
- Le parc éolien français et ses impacts sur l'avifaune page 75
- Le parc éolien français et ses impacts sur l'avifaune page 76
- Étude Mortalité du Busard cendré en Europe et en France 2022 vs 2025 - Tobias Dürr
- Étude Mortalité du Busard cendré en France - Tobias Dürr
- DREAL - Mortalité Busards cendrés colonie Aumelas
- ARIA - Mortalité Busards cendrés colonie Aumelas - EXEMPLE 1
- ARIA - Mortalité Busards cendrés colonie Aumelas - EXEMPLE 2

Sources :

Reconciling wind energy development with bird conservation: A comparative study of flight behaviour in raptors to understand and mitigate wind turbine collision risk Tonio Schaub
<https://theses.hal.science/tel-04684802v1/file/20240708%20PhD%20thesis%20Tonio%20Schaub.pdf>

Analyse des comportements de vol par pistage GPS haute-résolution afin de réduire l'impact des parcs éoliens sur les populations de rapaces - Tonio Schaub, Raymond Klaassen, Caroline De Zutter, Alexandre Millon
https://eolien-biodiversite.com/IMG/pdf/schaub_seb_2021.pdf

Risque de collision du Busard cendré (Circus pygargus) avec les éoliennes, déterminé par suivi GPS haute résolution - Tonio Schaub, Raymond HG Klaassen, Willem Bouten, Almut E. Schlaich, Ben J. Koks
<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/ibi.12788>

Étude « Éoliennes et biodiversité » – LPO / ONCFS 2019
https://eolien-biodiversite.com/IMG/pdf/lpo_oncfs_2019.pdf

Étude « Parc éolien français » – LPO 1997-2015
https://eolien-biodiversite.com/IMG/pdf/eolien_lpo_2017.pdf

Impacts des éoliennes sur les oiseaux et les chauves-souris - Office régional de l'environnement du Brandebourg (LfU)
<https://lfu.brandenburg.de/lfu/de/aufgaben/natur/artenschutz/vogelschutzwarte/arbeitschwerpunkt-entwicklung-und-umsetzung-von-schutzstrategien/auswirkungen-von-windenergieanlagen-auf-voegel-und-fledermaeuse/#>

ARIA - La Référence du retour d'expériences sur accidents technologiques
https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/?s=busard+cendré&fwp_recherche=busard+cendré

ARRETE n °2023-DCPPAT BE-018 en date du 23 janvier 2023 PARC EOLIEN LA PLAINE DE BEAULIEU-

PROJET ÉOLIEN DE LA PLAINE DE BEAULIEU - BOIVRE LA VALLÉE - REFUS CONFIRMÉ PAR LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE BORDEAUX, 4ÈME CHAMBRE, 24 AVRIL 2025, 23BX00822.

20 documents associés

contribution_220_Web_1.pdf
 contribution_220_Web_2.png
 contribution_220_Web_3.png
 contribution_220_Web_4.png
 contribution_220_Web_5.png
 contribution_220_Web_6.pdf
 contribution_220_Web_7.pdf
 contribution_220_Web_8.png
 contribution_220_Web_9.png
 contribution_220_Web_10.png
 contribution_220_Web_11.png
 contribution_220_Web_12.png
 contribution_220_Web_13.png
 contribution_220_Web_14.png
 contribution_220_Web_15.png
 contribution_220_Web_16.png
 contribution_220_Web_17.png
 contribution_220_Web_18.png
 contribution_220_Web_19.png
 contribution_220_Web_20.png

Contribution n°221 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 18 novembre 2025 à 05h34

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je vous en conjure, ne laissez pas ce projet voir le jour.

A la lecture de la contribution précédente, je tiens à dire que le passage de proie entre deux busards cendrés est quelque chose d'absolument prodigieux et admirable.

Si nous humains au fil du temps nous nous sommes laissé domestiquer, l'instinct des animaux, lui, est une chose précieuse que nous avons le devoir de respecter et de préserver.

Contribution n°222 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 18 novembre 2025 à 11h35

Une etude nordique sur les poules pondeuses aux oeufs non consommables a cause des EMF
Frequences electromagnetiques

1 document associé
contribution_222_Web_1.docx

Contribution n°223 (Web)

Proposée par Manson, David
(davidmanson50@icloud.com)
Déposée le mardi 18 novembre 2025 à 12h14
Adresse postale : 5 la Guillotière 86120 Vézères

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Depuis que nous avons acheté une maison dans la Vienne, je suis devenu membre de la LPO de la Vienne. Ainsi, je porte une attention particulière à toute ICPE qui pourrait nuire aux espèces de l'avi-faune de notre département, et notamment les espèces patrimoniales ou rares.

Plusieurs espèces de ces catégories ont été répertoriées sur notre territoire encore entre 2023 et 2025 manquent à inventaire du pétitionnaire, présenté dans son évaluation environnementale : l'Outarde Canepetière, la Pie Grièche Écorcheur, le Milan Royal, le Balbuzard Pêcheur et le Vautour Fauve.

Ces manquements montrent le travail bâclé du pétitionnaire.

Ce projet mérite un avis défavorable.

David Manson

Contribution n°224 (Web)

Proposée par De Pontfarcy Dominique
(d2pontfarcy@gmail.com)
Déposée le mardi 18 novembre 2025 à 12h22
Adresse postale : La Borde 86100 Senillé Saint Sauveur

Monsieur le commissaire enquêteur,

De nombreuses contributions très documentées soulignent la présence de busards cendrés nichant en toute proximité, voire même sur la zone d'implantation du projet éolien. Je tiens à porter à votre connaissance un arrêt rendu par le Conseil d'État le 30-5-2024 (N°465464) qui correspond tout à fait à notre situation : « Le pétitionnaire doit obtenir une dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées si le risque que le projet comporte pour les espèces protégées est suffisamment caractérisé. À ce titre, les mesures d'évitement et de réduction des atteintes portées aux espèces protégées proposées par le pétitionnaire doivent être prises en compte. Dans l'hypothèse où les mesures d'évitement et de réduction proposées présentent, sous le contrôle de l'administration, des garanties d'effectivité telles qu'elles permettent de diminuer le risque pour les espèces protégées au point qu'il apparaisse comme n'étant pas suffisamment caractérisé, il n'est pas nécessaire de solliciter la dérogation.

En estimant, pour juger que le pétitionnaire n'était pas tenu de présenter la demande de dérogation prévue à l'article L 411-2 du code de l'environnement que le busard cendré était une espèce protégée considérée comme " nicheur quasi menacé au niveau national " et comme seulement vulnérable en Nord-Pas de Calais alors que celui-ci figure sur la liste rouge des oiseaux nicheurs de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature parmi les espèces en danger critique d'extinction sur cette partie du territoire, la Cour Administrative d'appel de Douai a dénaturé les pièces du dossier qui lui était soumis. »

Cette décision se passe de commentaires et trouve sa réponse dans l'exigence de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées formulée par la MRAE .

Pour cette raison, le projet éolien de la Chapelle ne saurait être accepté et votre avis doit s'inscrire dans la droite ligne de l'arrêt du Conseil d'Etat.

Contribution n°225 (Web)

Proposée par Alain Armouet
(alainarmouet@gmail.com)
Déposée le mardi 18 novembre 2025 à 15h33
Adresse postale : 10, rue du Pain Béni 86330 Moncontour

À l'attention de Mr le Commissaire-Enquêteur,

L'analyse des effets potentiels d'un projet industriel éolien avec les autres projets est un point crucial d'une étude d'impact, dont la prise en compte est rendue obligatoire en vertu de l'article 4 du R. 122-5 du Code de l'Environnement.

Celle du projet éolien de la Chapelle-Montreuil présentée par la société Eolise aux pages 329 à 340 de son dossier de demande d'autorisation environnementale n'est pas conforme au droit.

En effet, dans cette analyse, la société Eolise a occulté l'existence de la centrale éolienne des Grandes Brandes qui vient d'être autorisée à moins de 1500 mètres des éoliennes qui font l'objet de la présente enquête publique. Elle ne peut donc pas décrire les aspects de l'état actuel de l'environnement de manière pertinente, ni mesurer correctement les incidences notables de son projet.

Ainsi par son seul fait, sans même avoir à contredire les arguments qu'avance la société Eolise sur l'absence d'effets sur l'environnement biologique, le patrimoine culturel, les paysages, le bruit ou la santé, cette omission rend irrecevable les conclusions de son étude des impacts cumulés qui ne peuvent en l'état que nuire à l'information complète et véritable du public et des autorités.

C'est pourquoi je vous prie, Monsieur le commissaire, de bien vouloir transmettre dans votre rapport à Monsieur le préfet mon opposition à la délivrance de l'autorisation sollicitée par Eolise.

Contribution n°226 (Web)

Proposée par Yoann CLERC
(clercyoann@hotmail.fr)

Déposée le mardi 18 novembre 2025 à 15h52

Adresse postale : 11, rue du lavoir 86340 NIEUIL L ESPOIR (86340)

ci-joint, ma contribution.

Bien cordialement.

1 document associé

contribution_226_Web_1.pdf

Contribution n°227 (Web)

Proposée par Pascal Bouhet
(bouhet.ep@orange.fr)

Déposée le mardi 18 novembre 2025 à 18h27

Adresse postale : 1, Les Ajoncs , La Chapelle Montreuil 86470 Boivre La Vallée

Monsieur ,

Je suis un habitant des Ajoncs à La Chapelle Montreuil, sur la D3 . Je vis ici depuis longtemps.

Je viens dire que pour moi, le dossier du projet n'est pas correct, et dans cet état-là, il ne devrait pas être accepté.

La distance à ma maison est fausse.

Dans le dossier, ils disent que ma maison est à 1,1 km de l'éolienne la plus proche.

C'est faux : je suis à environ 900 mètres.

Je ne sais pas où ils ont mesuré, mais sûrement pas depuis mon terrain.

Si déjà on se trompe sur une chose aussi simple, comment faire confiance au reste ?

J'habite à 1,200 km des éoliennes de Champs Chagnots.

Et pourtant, la semaine dernière, un bruit terrible, impossible d'être tranquille. Mes petits enfants, qui étaient chez moi, se sont inquiétés du bruit. Là j'ai dit c'est trop !

J'ai appelé la société SERGIES, j'ai eu Monsieur Vernon, ils devaient venir constater.

Et après ça, les éoliennes ont été arrêtées.

Donc il y avait bien un problème.

Le projet de La Chapelle place les éoliennes encore 300 mètres plus près de chez moi.

Si celles qui sont plus loin me gênent déjà, les nouvelles seront encore pire.

Madame Braconnier m'a aidé pour les distances sur la carte.

Autre chose, les photos ne montrent pas la réalité.

Dans les photos du dossier, on voit ma maison, mais ils se sont mis derrière pour prendre la photo, sûrement pour que les éoliennes paraissent plus petites.

Même comme ça, elles paraissent énormes.

Et dans les photos plus larges, on voit :

Champs Chagnots,

Les Fontenelles,

mais pas Les Grandes Brandes, qui seront juste derrière Champs Chagnots.

Ils ont oublié des éoliennes dans le paysage.

On ne voit pas tout ce qui est prévu.

Ce n'est pas normal dans un dossier pareil.

Le dossier ne tient pas la route.

Entre la mauvaise distance, le bruit déjà insupportable, les photos trompeuses, et des éoliennes carrément oubliées.

Ce dossier n'est pas sérieux. Il manque trop d'informations.

Pour moi, il n'est pas recevable en l'état.

5 documents associés

contribution_227_Web_1.png

contribution_227_Web_2.png

contribution_227_Web_3.png

Contribution n°228 (Web)

Proposée par Caroline Renaud
(kronadette@yahoo.fr)
Déposée le mercredi 19 novembre 2025 à 10h56
Adresse postale : 3 rue des glycines - la Chapelle Montreuil 86470 Boivre La Vallée

Défaut de procédure - Consultation CNPN absente du dossier Volet Milieux Naturels

Monsieur le commissaire,

Je souhaite porter à votre connaissance l'existence de l'arrêté du 6 janvier 2020 qui fixe la liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles IL NE PEUT être dérogé qu'après avis du Conseil National de la Protection de la Nature (Le CNPN est un collège de 30 experts interdisciplinaires et indépendants placé auprès du ministère de l'environnement chargée d'apporter, par ses avis, une expertise scientifique et technique).

Veuillez noter que l'arrêté du 6 janvier 2020 institue une réglementation différente de celle relative à l'instruction d'un dossier de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées. Cette consultation du Conseil National de la Protection de la Nature est conditionnée à la seule présence des espèces listées à l'annexe de cet arrêté, sans avoir à tenir compte ni de leur rareté ni de l'importance des risques qu'elles encourrent.

Pour ce qui concerne l'enquête publique en cours, il s'agit pour Eolise d'obtenir l'avis de la CNPN au sujet de la Noctule commune *Nyctalus noctula* qui, de toutes les espèces de chiroptères présentes sur l'aire d'étude étudiée, est jugée la plus sensible et la plus vulnérable à la présence des éoliennes comme indiqué aux p. 80 et 81 de la pièce 5-A de l'Étude d'Impact Environnementale- état initial des milieux naturels.

Pour ce qui est des oiseaux, l'avis de la CNPN doit être sollicité pour l'Élanion blanc, qui est un petit rapace classé à l'annexe 1 de la directive Oiseau qui compte 2 couples nicheurs dans l'aire d'étude immédiate et pour le Bruant des roseaux observé sur l'AEI seulement en hiver selon le document d'étude d'impact mais qui est classé en danger de disparition en France (tableaux p.44 et p.72 de la pièce 5-A pour l'Élanion et p.22 pour le Bruant des roseaux).

Que les services chargés de l'instruction n'aient pas relevé l'absence de cet avis ne dédouanera pas pour autant l'entreprise de mettre son dossier en conformité.

Monsieur le commissaire, vous voudrez bien informer Monsieur le préfet de ce défaut rédhibitoire à l'obtention de l'autorisation sollicitée par la société demandeuse.
Respectueusement,

Sources :
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000041491367>

https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/gesdoc/103753/a20200106_1_annexe.pdf

Contribution n°229 (Web)

Proposée par Arlette et Bernard Hay
(arlette.hay86@laposte.net)
Déposée le mercredi 19 novembre 2025 à 10h58
Adresse postale : La Maillaudière 86470 La Chapelle Montreuil

Monsieur le commissaire enquêteur,

Nous habitons à La Maillaudière, située à 900 mètres des éoliennes des Champs Chagnots. Je confirme les propos de Monsieur Pascal Bouhet (contribution n° 227) concernant le bruit . En effet, nous avons enregistré une vidéo le matin du 31 octobre 2025 depuis notre terrasse. Le bruit était insupportable, ne nous permettant pas de rester dehors. L'implantation des deux futures éoliennes est prévue à environ 1 km de notre habitation, le mas de mesure est visible depuis notre terrasse (photos jointes). Comment pouvons-nous imaginer continuer à vivre à la Maillaudière avec de nouvelles éoliennes encore plus hautes et donc plus bruyantes ? Le plaisir de vivre à la campagne et profiter des bruits naturels sera détruit. Nous ne pouvons pas joindre la vidéo à notre contribution. Nous vous prions de bien vouloir nous indiquer comment vous la faire parvenir. Merci de votre réponse.

3 documents associés

contribution_229_Web_1.jpg
contribution_229_Web_2.jpg
contribution_229_Web_3.jpg

1 commentaire

Par Jean-Yves BELLIER
Déposé le 20/11/2025 à 08h27

Bonjour,
C'est avec intérêt que j'ai pris connaissance de votre contribution. Vous souhaitez me transmettre un support vidéo en complément de votre déclaration. Si vous le souhaitez, vous pouvez utiliser le support de transfert de dossiers volumineux suivant <https://wetransfer.com> avec comme adresse de destination: jyb2555@gmail.com
Bien à vous

Contribution n°230 (Web)

Proposée par Florence LOUIS
(fsjlouis@free.fr)

Déposée le mercredi 19 novembre 2025 à 12h15

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je m'oppose à ce projet.

Ne vivant pas très loin de Boivre-la-Vallée, je refuse ce projet éolien. Le secteur compte déjà de (trop) nombreuses éoliennes. Non seulement, il faut prendre en compte celles implantées dans la Vienne, mais il faut également tenir compte de celles présentes en Deux-Sèvres. Les nuisances subies (bruit, lumières clignotantes rouges de nuit, le nombre élevé qui a forcément un impact sur les paysages, etc.) ne s'arrêtent pas à la frontière des départements !

De plus, à la lecture du dossier, je constate que le promoteur n'a pris en compte le site éolien des Grandes Brandes ; pour rappel, ce dernier (qui vient d'être autorisé) se situe à moins de 1500 mètres de l'actuel projet.

Or, l'article 4 du R. 122-5 du Code de l'Environnement rend obligatoire l'analyse des effets potentiels d'un projet industriel éolien avec les autres projets dans l'étude d'impact.

Ce projet ne saurait donc être accepté.

Contribution n°231 (Web)

Proposée par Florence LOUIS
(fsjlouis@free.fr)

Déposée le mercredi 19 novembre 2025 à 12h22

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

La MRAe écrit : "En lien avec le gestionnaire de réseau, il est attendu que l'étude d'impact du projet de production d'énergie précise les solutions de raccordement possibles au réseau et identifie les enjeux environnementaux(traversée de cours d'eau, zones humides...), afin de retenir le tracé du raccordement de moindre impact.

La MRAe recommande d'identifier les enjeux environnementaux liés aux opérations de raccordement et de montrer la maîtrise de leurs impacts environnementaux."

Ce projet doit donc être abandonné car le promoteur n'a pas satisfait aux exigences comme souligné dans l'avis de la MRAe.

Je m'oppose donc à ce projet.

Contribution n°232 (Web)

Proposée par Florence LOUIS
(fsjlouis@free.fr)

Déposée le mercredi 19 novembre 2025 à 12h30

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Les photomontages sont à revoir. Comme par "magie", certaines éoliennes déjà présentes aux alentours du site ont disparu sur les photographies présentées par le promoteur ou ne sont que très peu visibles.

Je vous invite à lire les contributions notamment n°38, n° 227 et 229 qui démontrent que le promoteur a pris les photos de manière à minimiser les impacts de son projet.

Je m'oppose donc à ce projet.

Contribution n°233 (Web)

Proposée par Florence LOUIS
(fsjlouis@free.fr)

Déposée le mercredi 19 novembre 2025 à 12h37

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Le dossier précise que des études géotechniques seront faites pour constater la nature du sous-sol et adapter le cas échéant la nature des fondations pour assurer la stabilité de l'ouvrage.

Le dossier précise que le site retenu présente un aléa fort dû au retrait-gonflement des argiles et un risque sismique modéré, la commune de Boivre-la-Vallée étant localisée en zone 3.

Quand ces études seront-elles conduites ? Qui en aura connaissance ? De quelle manière ?

Il est, pour le moins, étonnant qu'un promoteur qui se présente comme étant un spécialiste de l'éolien (comme tous les autres qui écument notre secteur !), ne prévoit de faire réaliser ces études qu'une fois l'autorisation préfectorale émise.

Permettez-moi de ne pas être très sereine de savoir que des éoliennes vont être érigées dans de telles conditions, dans des zones présentant des dangers.

Je m'oppose à ce projet.

Contribution n°234 (Web)

Proposée par Florence LOUIS
(fsjlouis@free.fr)

Déposée le mercredi 19 novembre 2025 à 12h42

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

En complément de mon observation n° 232, je lis dans l'avis de la MRAe que "La MRAe relève qu'il serait opportun de réaliser des photomontages à partir du belvédère du site classé de Lusignan et de celui de la Tour de Guienne qui sont sur des points hauts de la vallée de la Vonne et de la vallée de la Boivre, afin d'évaluer l'impact visuel depuis ces deux points".

Cela confirme que les photomontages ont été réalisés de manière à minimiser les impacts.

Il y a donc lieu de refuser ce projet.

Contribution n°235 (Web)

Proposée par Florence LOUIS
(fsjlouis@free.fr)

Déposée le mercredi 19 novembre 2025 à 12h45

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Le promoteur présente présente trois variantes d'implantation d'éoliennes sur un même site, avec un nombre variant de deux à trois éoliennes. Or, le dossier devrait présenter des alternatives sur d'autres sites.

Ce point est d'ailleurs relevé par la MRAe qui constate que le dossier ne présente pas de recherches sur d'autres sites alternatifs.

Je m'oppose donc à ce projet.

Contribution n°236 (Web)

Proposée par De Pontfarcy Dominique
(d2pontfarcy@gmail.com)
Déposée le mercredi 19 novembre 2025 à 16h38
Adresse postale : La Borde 86100 Senillé Saint Sauveur

Monsieur le commissaire enquêteur,

Je veux ici, après avoir lu les réponses faites par le promoteur éolien aux recommandations de la MRAE , autorité environnementale indépendante et digne de foi, vous faire part de mon indignation.

Quand la MRAE évoque l'absence d'études des effets cumulés de ce projet sur l'environnement, la réponse du promoteur en forme de bras d'honneur est la suivante : l'ajout d'un parc de 2 éoliennes s'inscrit dans la continuité du parc des Champs Chagnot et vient peu faire évoluer l'ambiance des paysages locaux... la zone retenue s'inscrit dans un contexte agricole ouvert avec un motif éolien déjà présent. Autrement dit, ce n'est pas si grave d'en ajouter quelques unes en plus ! Même si leur taille est différente ... Cela explique sûrement les insuffisances relevées par la MRAE en ce qui concerne les photomontages notamment depuis certains points hauts du territoire : le belvédère de Lusignan, celui de la tour de Guienne ou les points hauts de la vallée de la Vonne ou de la Boivre. On pourrait aussi citer le château de Montreuil -Bonnin qui est manifestement ignoré dans ce dossier.

Il est aussi légitime de s'interroger sur la qualité des estimations acoustiques présentées comme conformes à la réglementation alors que l'Agence Régionale de Santé affirme clairement le contraire. L'explication fournie par le promoteur éolien sur la proximité de l'autoroute A10 qualifiée d' « élément anthropique avec un niveau acoustique notable » qui laisse à penser que sur ce point encore, c'est la démarche méprisante du « un peu plus ou un peu moins, ça n'est pas si grave » qui sert de réponse aux inquiétudes légitimes des riverains.

Il est évident en tous cas qu'on est très loin de la sincérité qui s'impose en application des articles L 122-1 et suivants du code de l'environnement.

Je vous remercie de bien vouloir formuler d'expresses réserves sur ce projet à l'issue de cette consultation.

Contribution n°237 (Web)

Proposée par Lamoureux Maxence
(maxencelamoureux@gmail.com)

Déposée le mercredi 19 novembre 2025 à 19h13

Ci-joint le contenu de ma contribution autour de l'étude paysagère, cette fois concernant l'impact sur les lieux-dit.

1 document associé
contribution_237_Web_1.pdf

Contribution n°238 (Web)

Proposée par Fauconnet Noemie
(noemie.f.86@sfr.fr)
Déposée le mercredi 19 novembre 2025 à 20h30
Adresse postale : 3 lieu la Tiffaille 86470 Boivre la vallée

Bonjour,

J habite au lieu dit la Tiffaille, je viens vers vous car je suis contre ce projet.

Je tiens à remonter une énorme interrogation sur le point du niveau sonore et vous invite a faire repasser les entreprises adéquats dans mon jardin le matin des l aube.

Je vous assure que nous n'entendons pas l autoroute mais bien le bruit des pales des nos 3 éoliennes deja presente en rotation.

Bientôt nous en aurons 6, je n'imagine même pas le bruit. Et la on veut en mettre 2 de plus avec ce projet.

Je vous invite a prendre en considération mon retour. Et vous demande de stopper ce projet. Il serait judicieux de refaire ces test sonore quand les 6 éoliennes seront en place côté coulommiers. J ouvrirais avec grand plaisir mon jardin afin de faire constater les naissances deja présente.

De plus, il serait judicieux de réaliser le test sur plusieurs périodes et a des horaires différents.

Contribution n°239 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le mercredi 19 novembre 2025 à 22h40
Adresse postale : 5 Rue des Fleurs - La Chapelle Montreuil 86470 Boivre La Vallée

Impacts sur le lieu-dit « La Maillaudière » — complément à la contribution n°229 de M. et Mme Hay

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

À la suite de la lecture de la contribution n°229 de M. et Mme Hay, je souhaite attirer votre attention sur l'absence de prise en compte des impacts concernant les habitations et les habitants du lieu-dit « La Maillaudière » dans les documents du projet, en particulier :

- l'étude paysagère,
- le dossier de photomontages,
- ainsi que l'analyse des effets cumulés.

Cela interroge d'autant plus que l'Aire d'Étude Immédiate (AIE) traverse directement le hameau.

Les résidents y subissent par ailleurs déjà les impacts du parc éolien « Les Champs Chagnots ».
Il apparaît donc essentiel que leur situation soit considérée de manière spécifique et transparente dans l'évaluation du présent projet.

Je vous remercie de bien vouloir prendre en compte cette demande d'éclaircissement et d'intégration dans l'analyse globale des impacts du projet.

5 documents associés

contribution_239_Web_1.jpeg
contribution_239_Web_2.jpeg
contribution_239_Web_3.jpeg
contribution_239_Web_4.jpeg
contribution_239_Web_5.jpeg

Contribution n°240 (Web)

Proposée par Bruno SOARES
(soares.bruno@wanadoo.fr)
Déposée le mercredi 19 novembre 2025 à 23h13

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

En complément de ma contribution 215 par laquelle j'évoquais les mesures de bridage préconisées par l'ARS et liées aux multiples dépassements de seuils nocturnes mesurés par l'étude d'impact acoustique, je relève en page 8 de l'avis de la MRAe ce qui suit :
« La MRAe recommande une mesure de bridage des aérogénérateurs lors des travaux agricoles à proximité des éoliennes, jusqu'à J+3 pour les travaux de moissons et de fauches. »

Ce cumul de périodes de bridage va nécessairement impacter la production électrique qui risque fort d'être bien en deçà des 18500 MW/an annoncés par Eolise en page 9 du document 1 de la description du projet.

Ce chiffre correspond en réalité à une puissance équivalente de 2,11 MW/h équivalent 100% compte tenu du rendement moyen de 23,5% appliqué par Eolise aux 9 MW de puissance installée..

Sensiblement atténuée par ces bridages, la production équivalente 100% sera probablement inférieure à cette prévision.

En conséquence, ce projet qui s'avère déjà préjudiciable, tant pour la qualité de vie des riverains que pour l'avifaune dont les nombreuses contributions dénoncent les effets délétères, est-il vraiment souhaitable ?

Quand on mesure son impact anecdotique en terme de contribution à une production électrique nationale et locale déjà excédentaire, eu égard à son

rendement révisé à la baisse, et une baisse non négligeable puisque multifactorielle, il me semble que ce projet n'est de surcroît, pas économiquement viable.

Bien respectueusement

Contribution n°241 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association Les Oiseaux de Boivre La Vallée
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le mercredi 19 novembre 2025 à 23h15

Adresse postale : 5 Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Absence d'avis du CNPN – manquement du porteur de projet.

En appui de la contribution n°228 de Mme Caroline Renaud

Et en complément de ma contribution 133 L'Élanion blanc : la preuve qu'une étude d'impact obsolète fausse toute la vérité écologique

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je souhaite apporter mon soutien à la contribution n°228 déposée par Mme Caroline Renaud: l'absence d'avis du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) dans le dossier d'autorisation environnementale, alors même que la réglementation l'impose quand certaines espèces sont concernées.

Selon l'arrêté du 6 janvier 2020, « la liste des espèces animales et végétales ... à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du CNPN » figure en annexe et correspond à l'article R. 411-13-1 du Code de l'environnement.

Autrement dit, pour ces espèces, même si aucune dérogation explicite à la destruction n'est demandée, la réglementation prévoit la saisine du CNPN pour toute demande d'autorisation environnementale lorsqu'un tel impact peut exister.

Or, dans l'aire du projet, trois espèces concernées apparaissent dans les études :

- la Noctule commune
- l'Élanion blanc (cf contribution 133)
- le Bruant des roseaux

La présence de ces espèces, listées selon l'arrêté de 2020, déclenche donc automatiquement l'obligation de saisie du CNPN.

Le fait que cet avis soit absent dans le dossier déposé démontre un manquement clair du porteur de projet.

Contribution n°242 (Web)

Proposée par Lamoureux Maxence
(maxencelamoureux@gmail.com)

Déposée le jeudi 20 novembre 2025 à 13h20

Adresse postale : 1 Lieu-dit Saint-Louis Saint-Louis 86470 Boivre-la-Vallée

Contestation de l'étude paysagère

Page 98 de l'étude, nous pouvons lire "Le contexte éolien se développe progressivement sur le territoire ; il reste cependant discret au vu des caractéristiques géomorphologiques du territoire."

Or nous l'avons vu dans notre témoignage précédent, les caractéristiques paysagères ne peuvent pas en venir à cette conclusion.

Si le contexte éolien était discret aurait-on autant d'association contre ces implantations, et très proches les unes des autres (8 assos !). Je vous renvoie à cet article de la Nouvelle république qui date de 2021 (comme quoi se développement est déjà trop présent depuis au moins 4 ans).

(<https://www.lanouvellerepublique.fr/deux-sevres/deux-sevres-et-vienne-huit-associations-anti-eoliennes-se-coalisent>).

Ce nouveau projet, se trouvent au nord d'une zone particulièrement dense en implantation éolienne, avec des projets nombreux validés en cours de construction à moins de 20km (Pamproux 4 éoliennes, La Naulerie 2 éoliennes, les Grandes Brandes 3 éoliennes, Neoen Cloué-Colombier 7 éolienne, Les champs des moulins 10 éoliennes...pour un total de 26 éoliennes en constructions, sans compter les potentiels projets déposés supplémentaire), le projet présenté vient de surajouté à un paysage qui ne se trouve pas modifié avec une sensibilité "modérée", mais plutôt "très forte".

Je joins à ce dossier une carte de l'ensemble du territoire de l'ancienne région Poitou-Charentes. Il s'agit d'un assemblage des 4 cartes départementales disponibles sur le site de la DREAL, des cartes donc officielles.

L'assemblage de ces cartes, rend encore plus visible ce noyau d'implantations du sud de Poitiers à Niort. Plutôt que de densifier ce noyau, ce projet de deux nouvelles éoliennes vient l'étendre au nord-est.

A la vue de l'ensemble des ces éléments :

- une mauvaise conclusion de l'étude de paysage dans l'étude du porteur de projet
- une non prise en compte des éoliennes déjà présentes dans l'étude de l'impact sur les routes, les lieux dit et par extensions les sites patrimoniaux et les chemins de randonnées
- une extension de l'emprise de l'éolien et non une densification sur un territoire déjà très exposé

Ce projet ne me semble pas opportun concernant l'impact sur le paysage et pour l'ensemble des habitants (humains et non humains) du territoire.

1 document associé

contribution_242_Web_1.jpg

Contribution n°243 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 20 novembre 2025 à 19h02

Contribution – Accès à l'avis de consultation

Je souhaite vous signaler que je n'ai pas trouvé sur le site officiel de la Préfecture de la Vienne l'avis de consultation du public par voie électronique prévu à l'article L. 181-10-1 du Code de l'environnement pour le projet éolien « La Chapelle » (Boivre-la-Vallée).

À ma connaissance, cet avis n'apparaît pas dans la rubrique consacrée aux projets ICPE/éoliens, où figurent habituellement ce type d'informations.

Je vous remercie d'en faire mention, le cas échéant, dans votre rapport, au titre des éléments relatifs à l'accès du public à l'information.

2 documents associés

contribution_243_Web_1.pdf

contribution_243_Web_2.pdf

1 commentaire

Par Jean-Yves BELLIER

Déposé le 21/11/2025 à 18h46

Bonsoir,

Je vous remercie pour votre signalement concernant la suspension de l'information du public sur le site de la préfecture. Il m'a été ainsi possible d'alerter le service concerné. La correction a été apportée.

Bien à vous,

Jean-Yves Bellier

<https://www.vienne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Installations-classees/Eoliennes/Parc-eolien-de-la-Chapelle-Boivre-la-Vallee/AVIS-A4>

Contribution n°244 (Web)

Proposée par De Pontfarcy Dominique

(d2pontfarcy@gmail.com)

Déposée le jeudi 20 novembre 2025 à 19h26

Adresse postale : La Borde 86100 Senillé Saint Sauveur

Monsieur le commissaire enquêteur,

La présence d'une colonie de busards cendrés nicheurs dans l'aire d'étude immédiate du projet éolien de Beaulieu sur cette même commune de Boivre la vallée (certainement la colonie mentionnée ici) avait conduit la cour administrative d'appel de Bordeaux le 24 avril 2025 (23BX00822) à annuler une autorisation environnementale délivrée pour 4 éoliennes au motif que le risque pour cette espèce protégée était tel qu'aucune prescription complémentaire ne pouvait empêcher une atteinte à la conservation de cette espèce. Cet arrêt s'inscrit dans le droit fil de la position du Conseil d'État rappelée dans un arrêt du 20 décembre 2024 (473862) : «le juge peut prononcer l'annulation d'une autorisation environnementale au motif qu'elle porte atteinte à la conservation d'espèces protégées (certainement motif est au nombre des intérêts protégés par l'article L 511-1 du code de l'environnement) sans mettre en œuvre les pouvoirs qu'il tient de l'article L 181-18 du même code en vue de permettre au pétitionnaire de solliciter une dérogation au titre de l'article L 411-2 du code de l'environnement, s'il résulte de l'instruction, et notamment des éléments relatifs aux atteintes portées à la conservation de ces espèces et des possibilités de les éviter, réduire ou compenser, qu'aucune prescription complémentaire n'est susceptible d'assurer la conformité de l'exploitation aux dispositions de l'article L 511-1. »

La présence avérée, bien que minimisée par le promoteur éolien, de cette colonie de busards cendrés nicheurs dans la zone du projet est un obstacle rédhibitoire à toute implantation d'éoliennes même si leur nombre est limité à 2.

Je vous remercie de prendre en compte cet obstacle dans vos conclusions.

Contribution n°245 (Web)

Proposée par De Pontfarcy Dominique

(d2pontfarcy@gmail.com)

Déposée le jeudi 20 novembre 2025 à 19h52

Adresse postale : La Borde 86100 Senillé Saint Sauveur

Monsieur le commissaire enquêteur,

À la lecture de la contribution N°136, je découvre que des spécimens de cigognes noirs sont présents régulièrement sur la zone d'implantation depuis 2005 et le promoteur éolien tout comme son efficace bureau d'études n'en font pas état. Il s'agit pourtant d'une espèce très rare puisqu'il n'y a en France que 70 à 90 couples qui sont dénombrés et suivis avec la plus grande des protections. Les DREAL sont même informées en temps réel de leurs déplacements. La cour administrative d'appel de Lyon dans un arrêt du 13 mars 2025 (24LY00838) a annulé une autorisation environnementale après avoir pris connaissance d'un rapport de la LPO mentionnant plusieurs nidifications de cigognes noires dans un rayon de 15 kilomètres de la zone d'implantation d'un projet éolien. Les magistrats précisait que les sites de gagnage des cigognes noires pouvaient être distants de plus de 20 kilomètres du nid et ils précisait que la surface moyenne du domaine vital d'un spécimen se situait autour de 200 km².

Il est donc inimaginable que des éoliennes puissent être implantées dans ce territoire fréquenté de façon avérée et régulière depuis 20 ans par des cigognes noires.

Il est donc indispensable que cette constatation, tout autant que l'omission volontaire du promoteur, vous conduise à la plus extrême réserve à l'égard de ce projet éolien.

Contribution n°246 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 21 novembre 2025 à 12h25

Par ce mail; je fais part de mon opposition a l' implantation de ses 2 nouvelles éoliennes.

D'une part habitant dans le secteur du boisseau, donc a proximité , je peux parler de pollution visuelle . depuis qq années les projets se multiplient , la chapelle montreuil, lavausseau, coulombiers... avec la pollution visuelle se rajoute la pollution sonore. En plus de l'autoroute, certains jours en fonction du vent , vous entendez le bruit des pales qui tournent. Double punition pour nous.

Cette année, la Cap de Poitiers a investi de l'argent publique des la création d'un espace naturelle sensible sur la commune de Béruges, qui a vol d'oiseau est à proximité de ce projet.

Je me permet de poser la question, de la logique de ses 2 espaces à proximité..

ou est la logique...

Respect de la faune? interet pour Grand Poitiers de leur investissement?

Merc de prendre en consideration mon opposition a ce projet.

Contribution n°247 (Web)

Proposée par DAGUIN Céline

(celine79340@gmail.com)

Déposée le vendredi 21 novembre 2025 à 15h23

Adresse postale : 2 TOUCHEBURE 79340 VASLES

Vous ne croyez pas que notre région a assez contribué à l'énergie renouvelable ? Nous sommes envahis de photovoltaïques et d'éoliennes. Cela suffit !!!

D'autant plus qu'il n'y a rien d'écologique dans les Éoliennes.

Arrêter tout là, maintenant, avant que nous le regrettons dans une dizaine d'années.

Contribution n°248 (Web)

Proposée par Chagnaud dominique

(dgchagnaud@gmail.com)

Déposée le vendredi 21 novembre 2025 à 17h21

Adresse postale : 8 Lieu-Dit La Tiffaille 86470 La Chapelle Montreuil Boivre La Vallée

le conseil municipal de Boivre La Vallée élu en mars 2020 par une(trés) forte majorité a émis un avis défavorable à l'implantation de ce nouveau champ éolien par un vote lors de ses réunions du 11 juillet 2023 (19 voix contre le projet et 2 abstentions) et du 14 octobre 2025 (23 voix contre le projet et 1 abstention) Les raisons sont clairement détaillées dans les PV de juillet 2023 alinéa 06072023 et octobre 2025 alinéa 05102025 Mr le Préfet avec tout le respect que l'on vous doit vous devez respecter l'avis de ce conseil municipal élu démocratiquement et représentant les habitants de cette commune

Contribution n°249 (Web)

Proposée par Elodie

(Biosources79@gmail.com)

Déposée le vendredi 21 novembre 2025 à 19h57

Mesdames Messieurs,

Pouvez-vous dire que ce projet n'aura aucune conséquence sur la santé des citoyens vivant à proximité du site ?

Pouvez-vous affirmer qu'aucun animal ne sera impacté ?

Toutes celles et ceux qui sont favorables à ce projet s'engagent de leurs responsabilités sur les conséquences à venir !

Le bilan d'étude épidémiologique du cerema n'étant pas réalisé.

Nous prenons en compte les effets secondaires des témoins.

- conseil municipal défavorable
- effet de saturation
- Dépréciation immobilière
- dégradation du patrimoine français
- Biodiversité riche mais sensible :
- Passage des cigognes noires
- Présence des busards
- d'élagnion blanc
- d'Outarde canepetière
- de pies grièches écorcheurs
- Présence de Milan Royal.

Géologique :

- Lieu concerné par le retrait et le gonflements de l'argile.
- lieu risque sismique modéré.

Enfin, des risques supplémentaires de courants vagabonds issus de ces installations électriques accentués par les veines d'eau et nappes souterraines produisent des mortalités importantes pour les animaux qui vivent sur les terres humides et dans des installations robotisées.

Ce projet ne répond à aucun besoin des citoyens de" Boivre la Vallée."

Je m'oppose à ce projet.

EM.

Contribution n°250 (Web)

Proposée par Carole
(carole.munoz@live.fr)
Déposée le vendredi 21 novembre 2025 à 22h07
Adresse postale : L'OURSATY 86190 Ayrion

Je ne peux plus voir les éoliennes !! Rien est certain sur le bien fondé de ces engins !
Trop c'est trop ! Notre région est largement envahie !

Contribution n°251 (Web)

Proposée par Bonnal Ludovic
(ludovic.bnnal@wanadoo.fr)
Déposée le vendredi 21 novembre 2025 à 22h14
Adresse postale : L'OURSATY 86190 Ayrion

Bonjour,
le regroupement de communes de Boivre La Vallée avec 10 éoliennes : 5 sur Benassay-Lavausseau et 5 sur Lavausseau-Jazenieuil, à mon avis, a largement contribué à la transition écologique !

Contribution n°252 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 22 novembre 2025 à 07h26

Trop d'éoliennes dans la région - donc Avis défavorable au projet .

Contribution n°253 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 22 novembre 2025 à 09h48

a la lecture de ces qqs 250 contributions dont la plupart sont pertinentes et bien argumentées je ne voudrais pas être à la place des 4 familles propriétaires des terrains (et leur descendant à venir) qui ont signées la convention avec le promoteur/ investisseur Eolise et ainsi avoir crée le désarroi pour un bon nombre de riverains en particulier

Contribution n°254 (Web)

Proposée par Géraldine

Déposée le samedi 22 novembre 2025 à 11h02

Monsieur le commissaire enquêteur,
La Vienne est déjà bien envahie par les éoliennes.
Le Sud-Vienne est surchargé. Notre département serait-il sacrifié dans sa totalité ?
Pourquoi les promoteurs s'acharnent-ils sur notre territoire ?
L'ancienne région Poitou-Charentes n'a pas pour vocation d'atteindre les objectifs régionaux à elle seule.
Nous pouvons constater sur les cartes de la DREAL Nouvelle-Aquitaine la répartition très inégale dans la région. (carte en pièce jointe)
Tout nouveau projet éolien dans notre ancien Poitou-Charentes doit être refusé.
Cordialement.

1 document associé
contribution_254_Web_1.jpg

Contribution n°255 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 22 novembre 2025 à 11h35

Monsieur le commissaire enquêteur, je suis d'accord avec la contribution n°243 les promoteurs se donnent toutes autorisations pour influencer la population avec le gains des promoteurs! ! pour le forcer a déposer des tonnes de béton sur sa parcelle, alimentaire et écologique sous prétexte que ça le rendra plus riche , foutaises, quand ils auront ouvert les yeux, leurs santé sera déjà dégradé !
Il semblerait que c'est trop tard . Il semble que la population se fait manipuler... et que leurs avis ne soient pas validé
Il semble que c'est abusé toute cet impacte sur notre territoire
Monsieur le commissaire enquêteur ,mon soutien pour un avis défavorable a ces éoliennes

Contribution n°256 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)

Déposée le samedi 22 novembre 2025 à 11h54

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

EOLISE = concomitance des projets La Chapelle et Les Grandes Brandes – interrogation sur la cohérence de la Demande d'Autorisation Environnementale

En soutien de la contribution n°225 déposée par Monsieur Alain Armouet

et de toutes les contributions relatives à la saturation et aux effets cumulés, déposées par les élus, les citoyens et les associations

Monsieur Le Commissaire Enquêteur,

Cette contribution porte à votre connaissance une situation factuelle singulière : deux projets éoliens voisins, « La Chapelle » (EOLISE) et « Les Grandes Brandes » (NEOEN), distants d'environ 1,5 km, ont connu des calendriers de développement qui se chevauchent et ont été instruits avec le même bureau d'études, ENCIS Environnement.

Dès le comité de projet EOLISE du 13 février 2025, Baptiste Wambre (Responsable Développement), Simon Coquillaud (Responsable communication) et Laure Barranger (Cheffe de projet éolien) ont présenté aux élus du territoire un document incluant le projet éolien « Les Grandes Brandes ».

Pourtant, alors que ce projet apparaît clairement dans certaines pièces du dossier de Demande d'Autorisation Environnementale du parc de « La Chapelle », il n'est pas mentionné dans d'autres pièces postérieures, lesquelles ont été intégrées au dossier de Demande d'Autorisation Environnementale.

Je vous invite à examiner avec attention les éléments détaillés dans ce document, chacun étant nécessaire à la bonne compréhension de la situation exposée.

Cette situation soulève des interrogations légitimes quant à la cohérence du dossier mis à l'enquête et mérite, à mon sens, une analyse approfondie de votre part ainsi que des autorités environnementales et décisionnaires.

I. EXPOSÉ FACTUEL – PROJET « LES GRANDES BRANDES » distant d'1,5 km du projet « La Chapelle »

Tous les extraits et documents sont issus du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale consultables sur le registre numérique : source <https://www.registre-numerique.fr/centrale-eolienne-lesgrandesbrandes/documents#collapse139854>

Le projet de parc éolien voisin « Les Grandes Brandes » porté par NEOEN, qui serait situé à Coulombiers (Vienne, 86), présente les caractéristiques suivantes :

09 août 2023 : Première consultation et réponse des services de l'État et autres organismes recensée et datée par ENCIS Environnement - Sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud.
(Consultations et réponses recensées et datées jusqu'au 10 avril 2024 - Entre ces deux dates figurent des contributions d'administrations : ARS, DRAC, DREAL, DDT, entre autres)

- Septembre 2023 : Fin des inventaires et finalisation des accords fonciers

- 24 Octobre 2023 : Présentation du projet à la municipalité de Coulombiers, discussion sur la désignation des Zaenr, proposition de noms

- Janvier 2024 :

Lancement de l'étude d'impact

le 22 : Présentation du projet, des ateliers de concertation ...

- Février 2024 :

Montage du mât de mesure pour 2 ans

Lettre d'information n°1 destinée à la population

- 23 Mars 2024 : Sollicitation du collège professionnel pour connaître leurs avis et prendre en compte leur recommandation : DDT, Grand Poitiers, Professionnels de l'énergie, tiers associés

- Août 2024 : Carnet de photomontage Annexe au volet Paysage et patrimoine de l'étude d'impact — Étude réalisée par ENCIS Environnement

- 06 Juin 2024 : Immatriculation au registre du commerce et des sociétés « Centrale Eolienne Les Grandes Brandes - RCS 929 614 634

- Septembre 2024 :

les 13 et 14 Septembre 2024 : Permanences publiques à la mairie de Coulombiers

Deuxième quinzaine de septembre 2024 : Exposition permanente de 2 semaines, composée d'une présentation photo et cartographie réalisée par ENCIS Environnement

- Octobre 2024 :

Comité de projet avec les parties prenantes

Tome 4.3 du dossier de Demande d'Autorisation Environnementale - Volet paysage et patrimoine - Étude réalisée par ENCIS Environnement

Tome 4.5 du dossier de Demande d'Autorisation Environnementale - Résumé non technique - Étude réalisée et assemblée par ENCIS Environnement

- Novembre 2024 : Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale du projet de parc éolien des Grandes Brandes :

Tome 1 : Description - Étude réalisée et assemblée par ENCIS Environnement

Tome 2 : Note de présentation non technique - Étude réalisée et assemblée par ENCIS Environnement

Tome 3 : Justificatif de la maîtrise foncière - Étude réalisée par ENCIS Environnement

Tome 4.1 Étude d'impact sur l'environnement et la santé humaine du projet sans les annexes - Étude réalisée et assemblée par ENCIS Environnement -

Expertise spécifique : Étude paysagère : ENCIS Environnement

Volet environnemental

Tome 5.1 - Étude de danger - Étude réalisée par ENCIS Environnement

Tome 6 - Capacités techniques et financières - Étude réalisée par ENCIS Environnement

Tome 7 - Avis sur la remise en état du site - Étude réalisée par ENCIS Environnement

Tome 7 - Dépôt de fichiers supplémentaires : accusés de réception des envois des RNT - Étude réalisée par ENCIS Environnement

Tome 8 - Conformité aux documents d'urbanisme - Etude réalisée par ENCIS Environnement
Tome 9.1 - Plans réglementaires - Etude réalisée et assemblée par ENCIS Environnement
Tome 9.2 - Eléments graphiques - Etude réalisée et assemblée par ENCIS Environnement
Tome 9.3 - Plan d'ensemble - Etude réalisée et assemblée par ENCIS Environnement

- Décembre 2024 : Compte rendu de la permanence publique - Etude réalisée par ENCIS Environnement

Le compte rendu précise la présence des experts ENCIS Environnement : Pierre-Alexandre Prebois, responsable d'agence et d'étude environnementale ; Olivier Clain, responsable d'étude paysage.

- 22 janvier 2025 : Instruction en cours (source: carte Sigena)

- 14 février 2025 : nomination du commissaire enquêteur, M. Jean-Marc Mrzyglod

- 28 février 2025 : Avis sur Demande d'Autorisation Environnementale de la Direction Générale de l'Aviation Civile adressé à la DREAL

- 28 février 2025 (ou après) : Avis sur Demande d'Autorisation Environnementale Service eau et biodiversité adressé à l'UD DREAL

- 18 mars 2025 : Courrier de la Préfecture de la Vienne à l'attention de Madame le Maire de Coulombiers

Objet : Autorisation environnementale en matière d'installation classées pour la protection de l'environnement. Demande présentée par Monsieur le Directeur de la SAS CENTRALE EOLIENNE LES GRANDES BRANDES :

Information de l'organisation de la Consultation du Public, prévue du 10 avril 2025 au 10 juillet 2025.

Le dossier, les avis, observations, propositions du public ainsi que les éventuelles du porteur de projet seront mis en ligne et consultables sur les liens suivants :

Adresse du registre numérique : <https://www.registre-numerique.fr/centrale-eolienne-lesgrandesbrandes>

Adresse email de dépôt des contributions : centrale-eolienne-lesgrandesbrandes@mail.registre-numerique.fr

Ce courrier contient en pièce jointe un jeu d'affiches à placarder 15 jours au moins avant l'ouverture de la consultation.

- 20 mars 2025 (ou après) : Avis sur Demande d'Autorisation environnementale de la CLE du SAGE Clain

- 24 mars 2025 : Publication Avis dans la presse - Centre Presse et La Nouvelle République

- 24 mars 2025 : Avis sur Demande d'Autorisation environnementale du SDIS adressé à la DREAL

- 02 avril 2025 : Avis sur Demande d'Autorisation Environnementale de la DDT Urbanisme adressé à la DREAL

- 07 avril 2025 : Avis sur Demande d'Autorisation Environnementale de la Direction Routes CD86

- 09 avril 2025 : Avis sur Demande d'Autorisation Environnemental de Direction de la sécurité aéronautique d'État - Direction de la circulation aérienne militaire - Division obstacles de la navigation aérienne adressé à la DREAL

- 10 avril 2025 : Ouverture de la Consultation du Public

- 14 avril 2025 : Avis sur Demande d'Autorisation Environnementale de la DRAC Archeo préventive adressé à la DDT

- 16 avril 2025 : Réunion d'ouverture de la Consultation du Public

- 17 avril 2025 : Avis sur Demande d'Autorisation Environnementale de l'ARS adressé à la DREAL

- 28 avril 2025 : Décision de Non-Avis sur Demande d'Autorisation Environnementale de la MRAe

- 27 juin 2025 : Réunion de clôture de la Consultation du Public

- 10 juillet 2025 : Clôture de la Consultation du Public

- 07 octobre 2025 : Avis d'autorisation à installer et à exploiter

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction (...)

- 07 octobre 2025 : Arrêté autorisant la construction et l'exploitation

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction (...)

II. EXPOSÉ FACTUEL – PROJET « LA CHAPELLE »

Tous les extraits et documents sont issus du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale consultables sur le registre numérique et du site officiel EOLISE :

Le projet de parc éolien « La Chapelle » porté par EOLISE, qui serait situé à Boivre La Vallée (Vienne, 86), présente les caractéristiques suivantes :

- Décembre 2024 : Annexe EIE 5.2 - Etude acoustique réalisée par Ganta pour EOLISE

Chapitre 14 RISQUES D'IMPACTS CUMULES (pages 72/73) il est écrit :

« En accord avec le Guide de l'Etude d'Impact Eolien de décembre 2016 actualisé en octobre 2020, l'impact cumulé du projet de la Chapelle avec les parcs éoliens voisins (construits, autorisés, refusés et en instruction) est estimé selon la méthodologie applicable en cas d'un nouveau projet indépendant des autres projets connus avec des exploitants différents. »

Le Tableau 19 intitulé Parcs éoliens voisins situés à moins de 5 km liste uniquement les 3 parcs suivants :

Champs Chagnots (Boivre La Vallée)

Lavausseau-Benassay (Boivre La Vallée)

Plaine des Moulins Energies (Boivre La Vallée)

Le projet éolien voisin de 1,5km « Les Grandes Brandes » n'apparaît pas dans la liste des projets pris en compte pour les effets cumulés, alors que le dossier était en instruction, que le mât de mesures était monté (visible depuis « La Chapelle ») et qu'ENCIS Environnement était partie prenante.

Rappel du Guide relatif à l'élaboration des études d'impacts des projets éoliens terrestres :

L'étude acoustique doit, comme pour les autres thématiques, prendre en compte les effets cumulés (...) Cas d'un nouveau projet indépendant des autres projets connus avec des exploitants différents (...)

- Décembre 2024 : Annexe EIE 5.4 : Cahier de photomontages par AEPE Ginko pour EOLISE

Dans le tableau récapitulatif des photomontages, les deux seuls contextes éoliens listés sur Rouillé respectivement à 13,3km et 16,6km de la ZIP (page 6) Sur les photomontages réalisés depuis divers points de vue et comparant les différentes variantes on retrouve les parcs éoliens suivants :

Les Champs Chagnots (Boivre La Vallée)

La Plaine des Moulins Énergies (Boivre La Vallée)

Lavausseau Benassay (Boivre La Vallée)

Fontenelle (Coulombiers)

Les Jarries

Rochereau 3

Rochereau 2

Rochereau Maillé

Le projet éolien voisin de 1,5km « Les Grandes Brandes » n'apparaît pas dans la liste des projets pris en compte pour les effets cumulés, alors que le dossier était en instruction, que le mât de mesures était monté (visible depuis « La Chapelle ») et qu'ENCIS Environnement était partie prenante.

Rappel du Guide relatif à l'élaboration des études d'impacts des projets éoliens terrestres :

Le pétitionnaire pourra utilement consulter les services de l'État pour définir le niveau de finesse de l'étude des effets cumulés et obtenir des préconisations méthodologiques adaptées à la sensibilité du contexte local.

- Janvier 2025 : Annexe EIE 5.3 - Étude paysagère réalisée par AEPE Ginko pour EOLISE

Chapitre V.2.5.1 La saturation visuelle il est écrit :

« Un tableau de données brutes est présenté en parallèle de ces cartes. Il y présente trois types de données :

La somme des angles occupés par les parcs en exploitation et autorisés, puis par ces mêmes parcs et le projet, et enfin ces mêmes parcs, le projet et les parcs en instruction, dans un rayon de 5 et de 10 km ;

Le nombre d'éoliennes en exploitation ou autorisées, et en projet, puis par ces mêmes parcs et le projet, et enfin ces mêmes parcs, le projet et les parcs en instruction, dans un rayon de 5 et 10 km ;

L'angle du plus grand espace de respiration, c'est-à-dire du plus grand angle continu sans éolienne, avec et sans projet dans un rayon de 10 km. »

Le projet éolien voisin de 1,5km « Les Grandes Brandes » n'apparaît pas dans la liste des projets pris en compte pour les effets cumulés, alors que le dossier était en instruction, que le mât de mesures était monté (visible depuis « La Chapelle ») et qu'ENCIS Environnement était partie prenante.

Rappel du Guide relatif à l'élaboration des études d'impacts des projets éoliens terrestres :

La démarche d'étude du paysage et du patrimoine s'insère dans la démarche d'étude d'impact et, plus largement, la démarche de projet. Dans cette démarche itérative il est nécessaire de favoriser les allers-retours entre chaque étape de la construction du projet dans un souci de pertinence des propos, des propositions et des préconisations.

- Février 2025 : Comité de projet EOLISE - Baptiste Wambre Responsable Développement - Simon Coquillaud Responsable communication - Laure Barranger Cheffe de projet éolien

Présentation du projet aux élus de la Communauté de Communes du Haut-Poitou.

Présentation du prestataire responsable de la rédaction et de l'assemblage du dossier : ENCIS Environnement, représentée par Laure Richer de Forges (page 10).

Présentation d'une carte intitulée « Contexte éolien de la commune », sur laquelle sont explicitement positionnées les éoliennes du parc « Les Grandes Brandes » - légende : « contexte éolien = en instruction » (page 27).

Ces informations établissent que :

Cette carte fournie par EOLISE constitue une preuve visuelle et factuelle que le porteur de projet connaît la localisation du projet « Les Grandes Brandes » ENCIS Environnement est le bureau d'études officiellement désigné par EOLISE, présenté aux élus ENCIS Environnement a participé au projet « Les Grandes Brandes » selon les pièces établies

- Mars 2025 : 5.2 ANNEXE EIE – Volet milieux naturels de l'étude d'impact du parc éolien de La Chapelle
Étude réalisée AEPE Ginko pour EOLISE

Chapitre IX. LES IMPACTS CUMULÉS (pages 99,100 et 101) :

« Les effets cumulés, ou impacts cumulés, sont le résultat du cumul et de l'interaction de plusieurs effets directs et indirects générés par un même projet ou par plusieurs projets dans le temps et l'espace et pouvant conduire à des changements brusques ou progressifs des milieux.

La nécessité de conduire une approche des effets cumulés d'un projet avec d'autres projets connus constitue une évolution significative de l'étude d'impact.

Le tableau 74 intitulé « Parcs éoliens à prendre en compte pour les effets cumulés » indique:

Parc éolien « Centrale Éolienne Les Grandes Brandes »

Distance : 1,5 km

Mention explicite : projet « à prendre en compte pour les effets cumulés ».

« Le contexte éolien autour du projet de La Chapelle est bien développé au sud-est ainsi que dans un secteur au nord avec plusieurs projets en extension d'un parc existant. Au total, ce sont 18 parcs ou projets qui sont présents au niveau de l'AEE (5 au niveau de l'AER) pour un total de 71 éoliennes. »

La carte 34 intitulée : Projets à prendre en compte pour les effets cumulés présente dans l'Aire d'Étude Immédiate:

Parc éolien « Centrale Éolienne Les Grandes Brandes »

Légende « Instruction en cours »

Il s'agit d'une insertion explicite, non ambiguë, présentée dans le Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale présenté par EOLISE.

- Avril 2025 : Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale

Tome 4.5 : Résumé non technique (RNT) de l'étude d'impact sur l'environnement et la santé humaine du projet de parc éolien de La Chapelle

Étude réalisée et assemblée par ENCIS Environnement pour EOLISE

Ce dossier ne présente pas de chapitre concernant les effets cumulés.

- Mai 2025 : Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale

Pièce 2 : Note de présentation

Étude réalisée et assemblée par ENCIS Environnement pour EOLISE

Les différents chapitres et cartes ne présentent pas le projet éolien « Les Grandes Brandes » ni aucun autre projet en instruction ou en construction dans le périmètre d'étude.

Pièce 4 : Étude d'impact sur l'environnement et la santé humaine
Étude réalisée et assemblée par ENCIS Environnement pour EOLISE
Expertises spécifiques : paysage et patrimoine / milieu naturel AEPE Ginko

Chapitre 2.1. Rédaction et coordination de l'étude d'impact (page 21) est désigné :
ENCIS Environnement 87100 Limoges

« Le bureau d'études d'ENCIS Environnement est spécialisé dans les problématiques environnementales, d'énergies renouvelables et d'aménagement durable. Dotée d'une expérience de plus de quinze années dans ces domaines, notre équipe indépendante et pluridisciplinaire accompagne les porteurs de projets publics et privés au cours des différentes phases de leurs démarches. »

Chapitre 2.2.6 Évaluation des effets cumulés (page 28)

« Un chapitre sera dédié aux effets cumulés, en conformité avec l'article R.122-5 du Code de l'environnement. Ce chapitre permettra l'analyse des effets sur l'environnement issu :

« Du cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés, en tenant compte le cas échéant des problèmes environnementaux relatifs à l'utilisation des ressources naturelles et des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement susceptibles d'être touchées.

Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.

Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.

Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact :

– ont fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R.181-14 et d'une consultation du public ;

– ont fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale compétente a été rendu public. »

Chapitre 4.6.2 Concertation des experts (page 173)

De nombreuses réunions de travail ont eu lieu entre le porteur de projet et les différents experts mandatés pour réaliser l'étude d'impact. En effet, chaque étape de l'étude d'impact a fait l'objet d'une ou plusieurs réunions avec les experts pour intégrer les problématiques environnementales au cœur de la conception du projet :

sensibilités et enjeux de l'état initial de l'environnement, participation au choix des scénarios d'implantation ; participation au choix des variantes de projet ;

aide à l'optimisation de la variante de projet retenue ; analyse des impacts du projet retenu ; définition de mesures. Les experts environnementaux qui ont

participé au processus de conception du projet ont été les suivants : Laure RICHER DE FORGES, environnementaliste à ENCIS Environnement ;

Pierre GUILLET, Acousticien à GANTHA ;

Candice GOURAUD et Aude SCHNEIDER, Paysagistes à AEPE Ginko ;

Rémi CARPENTIER, Chargé d'étude Faune, Sabrina TIERCELIN, Chargée d'étude Flore et Johann MANCEAU, Chargé d'étude pédologue à AEPE Ginko.

Chacun des experts a pu évaluer les différents scénarios d'implantation et les différentes variantes de projet présentées selon ses propres critères d'appréciation.(...)

Chapitre 9.2 « Inventaire des projets existants ou approuvés » (page 331) :

« Dans ce chapitre, nous inventorions les projets définis précédemment, susceptibles d'entraîner des effets cumulés sur l'environnement avec le projet éolien de La Chapelle.

Les projets existants ou approuvés, ayant fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale et d'une enquête publique sont disponibles sur les sites internet des Préfectures de la Vienne et des Deux-Sèvres.

Ceux ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public sont listés sur le site internet de la DREAL Nouvelle-Aquitaine et de la MRAe. Les bases de données ont été consultées en janvier 2025. »

Tableau 9.2.1 Les projets éoliens et autres projets de grande hauteur :

Extraction de la liste des parcs les plus proches :

Parc éolien des Champs Chagnots Boivre-la-Vallée 1,2 km - En exploitation

Projet éolien de La Plaine des Moulins Boivre-la-Vallée, Jazeneuil 5,3 km Autorisé

Projet éolien Lavausseau Energies Boivre-la-Vallée 5,5 km Autorisé

Projet éolien des Fontenelles (NEOEN) Coulombiers 6km Encours d'instruction

Annexe 1 Synthèse des consultations des services de l'Etat et autres organismes et des réponses adressées à ENCIS Environnement recensées et datées entre février 2023 et février 2024.

Dans cette Pièce 4 : Étude d'impact sur l'environnement et la santé humaine, le projet éolien voisin de 1,5km « Les Grandes Brandes » n'apparaît nulle part dans la liste des projets pris en compte pour les effets cumulés, alors que :

ENCIS Environnement était cité lors du comité de projet EOLISE de février 2025, lors duquel la carte incluant le projet éolien « Les Grandes Brandes » était exposée.

Le parc des Grandes Brandes (NEOEN - ENCIS Environnement) apparaît sur la carte Sigena comme étant en cours d'instruction à la date du 22 janvier 2025, comme l'est le Parc des Fontenelles dans le tableau 9.2.1

L'expertise spécifique citée AEPE Ginko en faisait état dans son étude Volet milieu naturel de mars 2025 (5.2 ANNEXE EIE), étude mentionnée en page de garde de cette pièce n°4 .

ENCIS Environnement fait partie des experts mandatés et concertés .

ENCIS Environnement est partie prenante dans le projet « Les Grandes Brandes ».

Rappel du Guide relatif à l'élaboration des études d'impacts des projets éoliens terrestres :

Analyse des effets cumulés avec d'autres projets connus (...) le second critère de prise en compte est l'existence d'un avis de l'Autorité Environnementale (les avis étant publiés et disponibles à tous), ce qui signifie des projets soumis à étude d'impact.

Pièce 13 : Justificatifs d'envoi du Résumé non technique (RNT) de l'étude d'impact du projet de parc éolien de La Chapelle

Étude réalisée et assemblée par ENCIS Environnement pour EOLISE

A été envoyé le 12/04/2025 - en LRAR - le résumé non technique préalable au dépôt du projet éolien de La Chapelle à l'attention de Madame Le Maire de Boivre La Vallée.

Ce même document a également été envoyé à l'ensemble des communes concernées par le projet.

Ce dossier ne présente pas de chapitre concernant les effets cumulés.

- Juin 2025 :

Dépôt en préfecture de la Demande d'Autorisation Environnementale

Nomination du Commissaire-Enquêteur : Monsieur Jean-Yves Bellier

- Du 8 septembre au 8 décembre 2025 :

Consultation du public via le registre dématérialisé

09 septembre : Réunion d'ouverture de la consultation du public
07 octobre : Permanence du commissaire enquêteur à la mairie de Boivre La Vallée
22 octobre : Permanence du commissaire enquêteur à la mairie de Boivre La Vallée
06 novembre : Permanence du commissaire enquêteur à la mairie de Boivre La Vallée
25 novembre : Réunion de clôture de la consultation du public

Conclusion

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Au regard des éléments exposés, je sollicite respectueusement votre attention sur les interrogations suivantes :

Comment étudient les autorités environnementales et décisionnaires deux projets concomitants, dont les calendriers se chevauchent ?

Comment justifier qu'EOLISE ait présenté publiquement le projet voisin « Les Grandes Brandes » aux élus dès le comité de projet du 13 février 2025, alors que ce même projet n'apparaît pas dans certaines pièces déposées pour la Demande d'Autorisation Environnementale et mises à la consultation du public ?

Comment expliquer que dans un tableau présentant les projets voisins dont ceux en instruction, le parc des « Fontenelles » (Coulombiers) soit intégré alors que le parc « Les Grandes Brandes », pourtant également en instruction à la même période et identifié via une source officielle, en soit totalement exclu ?

Comment expliquer qu'ENCIS Environnement, chargé simultanément des études pour le projet éolien « La Chapelle » porté par EOLISE et le projet éolien « Les Grandes Brandes » porté par NEOEN, n'ait pas intégré dans toutes les pièces du dossier de Demande d'Autorisation Environnementale une même information, dont il avait connaissance ?

Comment apprécier le dossier de Demande d'Autorisation Environnementale commandé par EOLISE lorsque l'analyse des effets cumulés n'est pas réalisée dans plusieurs volets essentiels — acoustique, paysage, photomontages, saturation visuelle, impacts sur la santé — alors que seul le volet « milieu naturel » inclut le projet voisin connu et proche, générant ainsi des contradictions entre les différentes pièces du dossier ?

Le public peut-il réellement participer de manière pleinement éclairée si le dossier de Demande d'Autorisation Environnementale, ou ses différentes pièces issues de faits distincts, n'est pas cohérent et exhaustif ?

L'autorité environnementale et l'autorité décisionnaire peuvent-elles se prononcer en toute connaissance de cause si certaines informations disponibles au moment du dépôt ne figurent pas de manière cohérente dans les différentes pièces de l'étude d'impact transmises par EOLISE ?

Je vous remercie, Monsieur le Commissaire-Enquêteur, pour le soin que vous porterez à cette contribution et vous demande de bien vouloir transmettre ces interrogations aux autorités compétentes appelées à se prononcer sur ce dossier.

P.J:

- Les Grandes Brandes - Quelques documents
- Sigena - Parcs éoliens état/date
- Sigena - Parcs éoliens localisation
- La Chapelle - comite-de-projet - février 2025-eolise
- La Chapelle - Extrait comite-de-projet -Contexte éolien de la commune page 27 février 2025-eolise
- La Chapelle - Page de garde Pièce 5-A Etude d'impact Volets Milieux Naturels Mars 2025
- La Chapelle - Pièce 5-A Etude d'impact Volets Milieux Naturels Mars 2025 - impacts potentiels - Parcs éoliens à prendre en compte pour les effets cumulés - Page 99
- La Chapelle - Pièce 5-A Etude d'impact Volets Milieux Naturels Mars 2025 - impacts potentiels - Parcs éoliens à prendre en compte pour les effets cumulés - Page 100
- La Chapelle - Pièce 5-A Etude d'impact Volets Milieux Naturels Mars 2025 - impacts potentiels - Parcs éoliens à prendre en compte pour les effets cumulés - Page 101
- La Chapelle - Page de garde Demande d'Autorisation environnementale - Mai 2025 - ENCIS Environnement
- La Chapelle - Demande d'Autorisation environnementale - Mai 2025 - Inventaire des projets existants ou approuvés page 331 - ENCIS Environnement
- La Chapelle - Demande d'Autorisation Environnementale Annexe 1 Synthèse des consultations et réponses des services de l'État et autres organismes - page 355 - ENCIS Environnement
- La Chapelle - Demande d'Autorisation Environnementale Consultations et réponses des services de l'État et autres organismes - exemple 1 - ENCIS Environnement
- La Chapelle - Demande d'Autorisation Environnementale Consultations et réponses des services de l'État et autres organismes - exemple 2 - ENCIS Environnement

15 documents associés

contribution_256_Web_1.pdf
contribution_256_Web_2.pdf
contribution_256_Web_3.png
contribution_256_Web_4.png
contribution_256_Web_5.pdf
contribution_256_Web_6.png
contribution_256_Web_7.png
contribution_256_Web_8.png
contribution_256_Web_9.png
contribution_256_Web_10.png
contribution_256_Web_11.png
contribution_256_Web_12.png
contribution_256_Web_13.png
contribution_256_Web_14.png
contribution_256_Web_15.png

Contribution n°257 (Web)

Proposée par Jacques de Crémiers

(jdecremiers@yahoo.fr)

Déposée le samedi 22 novembre 2025 à 12h18

Monsieur le Commissaire enquêteur,

A la lecture de l'étude acoustique, nous apprenons par le cabinet d'étude que la végétation ralentit beaucoup le vent. Il faut donc en déduire qu'un arbre chargé de feuilles l'été ralentira beaucoup plus le vent qu'un arbre qui en est dépouillé l'hiver. Dès lors, n'est-il pas étonnant que le cabinet ait fait son étude acoustique du 7 juin au 5 juillet ? Pourquoi pas en novembre, décembre ou janvier, février, mars ?

Il faut en conclure qu'une étude acoustique sur une période aussi courte (29 jours ! dont rien ne vient prouver qu'ils aient été caractéristiques de l'année) et en plein été est une étude biaisée.

C'est pourquoi ce dossier doit être rejeté.

Vous en remerciant,

Agréez mes meilleures salutations.

Contribution n°258 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier

(braconniervirginie@yahoo.fr)

Déposée le samedi 22 novembre 2025 à 16h29

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

CONTRIBUTION COMPLÉMENTAIRE À LA n°256 — Concernant l'ajout tardif de documents essentiels au registre dématérialisé

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Cette contribution vient en complément de ma contribution n°256 déposée ce jour à 11h54, suite à l'ajout, en date du 22 novembre 2025 (ce même jour) à 11h29, du « mémoire en réponse du pétitionnaire » et, à 13h59, d'une « Annexe au photomontages », intégrant désormais le projet éolien « Les Grandes Brandes ».

Ces ajouts majeurs interviennent à 16 jours de la clôture de la consultation publique, alors qu'ils modifient substantiellement l'analyse de plusieurs volets de l'étude d'impact.

1. Contestation de l'affirmation présentée par le pétitionnaire dans le mémoire en réponse

Le pétitionnaire indique en réponse à la contribution n°35 :

« Le parc éolien des Grandes Brandes [...] est entré en phase de consultation peu avant le dépôt du projet de La Chapelle et n'a, de ce fait, pas pu être intégré au contexte paysager initial. »

Cette affirmation est factuellement inexacte, au regard des éléments suivants (tous antérieurs au dépôt de la Demande d'Autorisation Environnementale du projet « La Chapelle ») :

- Le projet « Les Grandes Brandes » apparaît en instruction au 22 janvier 2025 sur la plateforme Sigena.
- Il est présenté publiquement par EOLISE aux élus du territoire lors du comité de projet du 13 février 2025, dans un document officiel.
- ENCIS Environnement participe aux deux projets éoliens depuis le départ.
- Le projet "Les Grandes Brandes" est pris en compte dans le volet "Milieu naturel" de la Demande d'Autorisation Environnementale de mars 2025.
- À la suite de l'avis préfectoral du 18 mars 2025, le projet "Les Grandes Brandes" était pleinement dans un processus d'instruction environnementale.
- La consultation publique du projet « Les Grandes Brandes » s'est ouverte le 10 avril 2025.

Ainsi, bien avant juin 2025, date du dépôt de la Demande d'Autorisation Environnementale du projet « La Chapelle », le pétitionnaire connaissait pleinement et officiellement l'existence, la localisation, l'avancement et les caractéristiques du projet « Les Grandes Brandes ».

L'argument avancé dans le mémoire en réponse est donc juridiquement infondé et matériellement réfuté.

2. Sur les ajouts tardifs en cours d'enquête publique

Ce jour, le pétitionnaire ajoute :

- une mise à jour du volet paysager (sans nouvelle consultation de l'Autorité Environnementale)
- une annexe de photomontages intégrant désormais « Les Grandes Brandes »

Ces documents interviennent :

- 5 mois après le dépôt du dossier (juin 2025)
- à 16 jours de la fin de la Consultation Publique
- sans avis mis à jour de l'Autorité Environnementale
- en modifiant, le cas échéant, la portée de plusieurs conclusions environnementales

Ce changement substantiel soulève une interrogation majeure sur la régularité de la procédure :

Les autorités environnementales et décisionnaires ont-elles reçu et évalué ces nouvelles données essentielles, ou se prononcent-elles sur la base du dossier incomplet initial ?

Si ces ajouts ne font pas l'objet d'une réévaluation officielle :

- l'analyse environnementale serait obsolète dès le dépôt
- le public n'aurait pas bénéficié d'une information complète et stabilisée
- la procédure pourrait être entachée d'un vice de nature à entraîner l'irrégularité de l'ensemble du dossier

Questions soumises au Commissaire Enquêteur

- Comment apprécier la validité d'un dossier dont le contenu évolue encore significativement à moins de 3 semaines de la clôture de la consultation du public ?
- Une mise à jour des volets paysager et photomontages ne doit-elle pas être réexaminée par les autorités environnementales avant d'être soumise au public ?
- Comment assurer une participation du public effective et éclairée lorsque les documents transmis initialement se révèlent incomplets ou erronés sur des éléments majeurs ?
- La contradiction manifeste entre les écrits initiaux du pétitionnaire et les éléments désormais ajoutés n'affecte-t-elle pas la sincérité du dossier qui a été déposé pour la Demande d'Autorisation Environnementale et mis en enquête publique ?

Je vous remercie, Monsieur le Commissaire Enquêteur, pour l'attention portée à cette contribution complémentaire et vous demande de bien vouloir transmettre ces observations et interrogations aux autorités compétentes appelées à statuer sur ce dossier.

Contribution n°259 (Web)

Proposée par Damien
(damienledreau@orange.fr)

Déposée le dimanche 23 novembre 2025 à 13h20

Adresse postale : 2 lieu-dit la guilleminerie 86470 BOIVRE LA VALLEE

Bonjour, en lisant le document de présentation je suis en colère de voir que tout les impacts sont minimisés !!!

Bravo l' " écologie " soit disant...!!! Tout les inconvénients pour les riverains et la nature, et même pas un leur d'argent pour la commune...!!!

Je veux revenir particulièrement sur l'aspect environnemental du projet où on nous parle des différentes espèces de faune et de flore. Quand on à la présence d'espèces rares et pour la plupart en voie d'extinction, et qu'on nous dit que ce n'est pas un frein pour réaliser le projet car il y en à que TRES PEU, excusez moi, mais on marche sur la tête...!!!

Ne serait-ce pas le principe des espèces RARES ???

De plus si ces espèces se trouvent là c'est peu être qu'il y a un espace naturel favorable qui pourrait permettre leur multiplication et leur extension sur les zones naturelles à proximité. Je pense notamment à L' ENS de la Verrerie, voisine du site du projet...

Ne parlons pas que des espèces locales. Je pense aussi aux espèces de passage comme les migrateurs !

Aussi l'impact écologique par rapport aux aménagements réalisés pour l'acheminement des matériaux ainsi que les milliers de m3 de béton et les tonnes de ferraille enterrés...

Si c'est ça l'énergie "verte", merci...

il faut arrêter de nous faire croire que c'est "écologique" ... C'est plus bon pour ceux à qui ça rapporte de l'argent que ce n'est bon pour la planète ! (à bon entendeur).

Je vais m'arrêter là, mais vous l'aurez compris, je suis totalement défavorable à ce projet.

Merci d'avoir pris le temps de lire ma contribution.

Contribution n°260 (Web)

Proposée par Jérôme DUPONT
(jdupont@hotmail.fr)

Déposée le dimanche 23 novembre 2025 à 16h15

Adresse postale : 4, rue du Château 86470 Boivre la Vallée

Nous avons pris connaissance des documents récemment mis en ligne (mémoire en réponse et annexe au cahier de photomontage). A nouveau, ces documents ne décrivent pas la réalité de la nuisance générée par ce nouveau projet, en particulier pour le château de Montreuil Bonnin, monument classé d'intérêt majeur pour l'histoire du Poitou :

- Le phénomène d'encercllement et de saturation, en particulier depuis le flanc sud du château de Montreuil Bonnin n'est absolument pas pris en compte alors que cela constitue le problème numéro le plus important en termes de nuisance.
- L'impact négatif de cette saturation en éoliennes (18 visibles depuis le château si tous les projets voyaient le jour) sur l'attrait touristique (et sur la valeur immobilière des biens) est balayé d'un revers de main.
- La nuisance nocturne liée aux lumières clignotantes en tête des mâts d'éolienne n'est jamais prise en considération alors qu'elle est sans doute plus importante que la nuisance visuelle en journée. Elle ne figure pas dans le dossier de photomontage, ce qui est très surprenant.
- les photomontages depuis le château réduisent volontairement la réalité de la nuisance.

Contribution n°261 (Web)

Proposée par Alain Armouet
(alainarmouet@gmail.com)

Déposée le dimanche 23 novembre 2025 à 17h36

Adresse postale : 10, rue du Pain Béni 86330 Moncontour

Est-ce que Eolise vous ment ?

Monsieur le commissaire,

En réponse à ma contribution (n°60), Eolise écrit n'avoir pas cherché à obtenir de l'État les avantages de l'astreinte de dix millions d'euros qu'elle demande au Conseil d'État en ces termes : « La demande d'astreinte proposée avait pour destinataire l'Ademe ou acteur équivalent, et Non la société Eolise. ». Est-ce que Eolise vous ment ? Vous pouvez en juger par vous-même à la lecture du texte exact du 3° de la demande qui figure dans l'arrêt du Conseil d'État dans son avis du 6 novembre 2024 :

1° Sous le n° 471039, par une requête, un mémoire en réplique et un nouveau mémoire, enregistrés les 2 février et 12 octobre 2023 et le 26 septembre 2024 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, la société Eolise demande au Conseil d'Etat :

3°) d'assortir cette injonction d'une astreinte de dix millions d'euros par semestre de retard à verser à la société Eolise ainsi qu'à une ou plusieurs personnes morales ().

Alors oui, Eolise se propose de partager tous les 6 mois un éventuel magot de 10 millions d'euros mais de partager seulement, dans des proportions que du reste l'on ignore.

Ce que l'on sait en revanche, c'est :

A) Que la procédure est lancée après l'absence de réponse du ministère de la transition.

B) que dans ces conditions ses frais d'avocats lui auront coûté « seulement » les 3000 euros, somme qu'elle demande à ce qu'elle soit mise à la charge de l'État.

Même si les chances d'aboutir étaient quasi nulles, Eolise a dû penser que le jeu en valait la chandelle, on ne sait jamais, sur un malentendu. Mais bon, ai-je besoin de recourir une nouvelle fois à Audiard ?

Contribution n°262 (Web)

Proposée par Bernard Olivier
(olivier.y.bernard@wanadoo.fr)
Déposée le dimanche 23 novembre 2025 à 18h03
Adresse postale : 3 LIEU DIT LES HAUTES SAUDIERES 86210 Bonneuil-Matours

Mr le commissaire enquêteur,

Sur ce projet d'implantation de 2 éoliennes de 160m, il convient de regarder attentivement les préconisations de la MRAe.

En effet, dans son avis rendu sur ce dossier, il apparaît que :

1/ une demande d'autorisation pour destruction d'espèces protégées n'a pas été formulée par le promoteur alors qu' "au regard des enjeux de collision et de perte d'habitats pour la faune volante, la MRAe relève que le projet nécessite de recourir aux dispositions dérogatoires prévues par le Code de l'environnement portant sur la destruction d'espèces protégées ou de leurs habitats."

2/ La MRAe recommande au porteur de projet d'exposer les raisons pour lesquelles les distances de référence pour les chiroptères ne peuvent être respectées, et de proposer les mesures compensatoires adaptées. Il est donc évident que le projet porte atteinte aux chiroptères.

3/ La MRAe recommande une mesure de bridage des aérogénérateurs lors des travaux agricoles à proximité des éoliennes, jusqu'à J+3 pour les travaux de moissons et de fauches.

4/ La MRAe relève que le dossier ne présente pas de recherche sur d'autres sites alternatifs, pour implanter ce projet, ce qui témoigne d'une absence totale de prise en considération de la première phase (Eviter) de la séquence ERC, ce qui constitue un non-respect de la réglementation concernant la méthodologie à appliquer dans le montage des dossiers de DAE.

Les remarques ci-dessus confirment que, comme de coutume, ce promoteur conçoit ses dossiers de DAE dans le non-respect de la finalité de cette démarche instaurée par le code de l'environnement, à savoir s'assurer que le développement du projet possède un impact net nul sur l'environnement.

De toute évidence, les remarques de la MRAe montrent que le dossier ne permet pas de démontrer l'impact nul (bien au contraire), en raison de quoi, je vous demanderai (pour le respect de la loi) de rendre un avis défavorable sur ce dossier.

Bien cordialement

Contribution n°263 (Web)

Proposée par Bayart bruno
(bayart.bruno@gmail.com)
Déposée le dimanche 23 novembre 2025 à 18h19
Adresse postale : Coudasne n° 3 Benassay 86470 Boivre la Vallée

Favorable globalement aux énergies renouvelables, je suis pourtant farouchement opposé à cette nouvelle implantation d'éoliennes qui concentre sur une seule commune trop de projets déjà existants ou en perspectives. L'impact visuel va être fort pour les habitants de la commune et peut porter préjudice à la qualité de vie recherchée dans une petite commune rurale déjà très affectée par la disparition des commerces, des services de santé et des services publics. Tout nouveau projet devrait s'implanter dans d'autres communes de la région qui ne sont pas pour l'instant concernées par ce type de projet. Éolien, solaire = OK mais avec une répartition équitable sur les territoires pour que chacun puisse contribuer à transiter vers une autosuffisance énergétique. Je suis donc opposé à ce que notre commune soit choisie pour couvrir les besoins énergétiques bien au delà de notre consommation avec un impact majeur sur la qualité des paysages.

Contribution n°264 (Web)

Proposée par chagnaud dominique
(dgchagnaud@gmail.com)
Déposée le dimanche 23 novembre 2025 à 18h27
Adresse postale : 8 Lieu-Dit La Tiffaille 86470 La Chapelle Montreuil Boivre La Vallée

Voilà qui pourrait être un bon exemple de cohabitation Un ENS (espace naturel sensible) celui de La Verrerie situé à quelques centaines de mètres de 2 machines de type industrielles de 160 m Cet ENS en bordure du massif forestier de l'Epine est le cinquième acquis par le département de La Vienne domaine d'une cinquantaine d'hectare de prairies bordées de haies anciennes dont une belle collection de chênes têtards et arbres devenus rares (alisier torminal, sorbier domestique...) , quelques mares , dispose d'un sentier pédagogique et fait l'objet d'animations par les associations Ces 2 machines pourraient à l'occasion divertir le magnifique troupeau de race Parthenaise et qui sait améliorer sa productivité ! L'expérimentation d'EOLISE est

Contribution n°265 (Web)

Proposée par Alain Armouet
(alainarmouet@gmail.com)

Déposée le dimanche 23 novembre 2025 à 18h41

Adresse postale : 10, rue du Pain Béni 86330 Moncontour

Encore une réponse ridicule,

Monsieur le commissaire-enquêteur,

La réponse à la contribution n° 78 affirmant que le fait de bénéficier d'un Plan National d'Action (PNA) n'apporte pas d'éléments supplémentaires sur l'état de conservation des espèces concernées est tout simplement ridicule, car les PNA concernent justement les espèces de faune et de flore sauvages qui sont : «particulièrement menacées, notamment du fait des activités humaines. Ces menaces peuvent conduire à la raréfaction, voire à l'extinction de telles espèces, sur tout ou partie des territoires qui les hébergent. L'état de conservation de ces espèces est considéré comme mauvais ou défavorable lorsque les paramètres qui conditionnent leur dynamique ou qui évaluent la quantité et la qualité de leurs habitats se dégradent à un niveau tel que la viabilité de leurs populations sur le long terme est remise en cause.» *

Est-ce de la mauvaise foi ou de la bêtise ? Je m'interroge.

Alain Armouet

* Les phrases entre parenthèses sont extraites d'un site web ministériel intitulé : Plans nationaux d'actions en faveur des espèces menacées.(cf : <http://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/plans-nationaux-dactions-faveur-especes-menacees>).

Contribution n°266 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le dimanche 23 novembre 2025 à 19h53

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse au Mémoire du pétitionnaire - Chapitre 4.2 : Le calendrier d'inventaire

Monsieur le Commissaire Enquêteur,
Monsieur le Référent du dossier,

Après lecture du Mémoire en réponse, je souhaite apporter les observations suivantes concernant la réponse apportée au chapitre 4.2 – Le calendrier d'inventaire.

Réponse apportée à une partie de la contribution n°37 (suite de la contribution n°15) :

Je cite l'extrait de l'étude concerné :

« Dans la PIÈCE 5-A : Étude d'impact – État initial des milieux naturels, section III.2.3.3 « L'avifaune nicheuse » (page 28 sur 122), il est indiqué que : "Au moins 5 passages (+ 3 passages nocturnes) ont été réalisés pour les nicheurs (mars à juillet)." »

Je cite la réponse apportée le 14/10/2025 à la contribution initiale n°15 :

« Conformément à la méthodologie indiquée à la page 28 de l'étude des Milieux Naturels, les passages nocturnes pour l'avifaune nicheuse ont été réalisés simultanément aux écoutes chiroptérologiques entre avril et juin. Ainsi, les sorties nocturnes pour l'avifaune ont été réalisées le 17/04/2024, le 15/05/2024, le 10/06/2024, mais aussi le 20/08/2024 et le 12/09/2024. Dans le calendrier, seule la mention "Chiroptères" était mentionnée, nous allons mettre à jour le calendrier pour expliciter cela. »

Je cite le passage de ma contribution 37 qui faisait suite à cette réponse :

« Je serais très reconnaissant au maître d'ouvrage de bien vouloir m'expliquer en quoi des inventaires réalisés après la période de nidification permettent d'évaluer correctement l'impact du projet sur l'avifaune nicheuse. »

Je cite enfin la réponse apportée par le pétitionnaire dans ce dernier mémoire :

« Comme évoquée par certains commentaires, l'indication des sorties sur l'avifaune nocturne n'était pas mentionnée dans le calendrier présent dans l'étude d'impact environnementale. Une correction a été apportée au document et présentée en annexe. »

Dans sa réponse, le maître d'ouvrage ne répond absolument pas à la question posée.

Sa réponse se limite à confirmer les dates des passages nocturnes, ce qui avait déjà été indiqué dans la réponse à ma contribution n°15.

Elle ne fournit aucune justification méthodologique sur la pertinence d'effectuer :

– deux inventaires les 20/08/2024 et 12/09/2024,

– soit en dehors de la période de référence pour l'étude de l'avifaune nicheuse (classiquement mars à juillet).

La question posée reste donc entièrement sans réponse : en quoi des inventaires postérieurs à la nidification permettent-ils d'évaluer l'impact du projet sur les espèces nicheuses ?

Il est également pertinent de noter que l'inventaire prévu en mars pour l'avifaune nicheuse diurne, mentionné dans la méthodologie, n'a pas été effectué.

Réponse apportée à une partie de la contribution n°132 :

Dans ma contribution n°132, j'indiquais que plusieurs espèces nocturnes pourtant communes et attendues dans ce type de milieu ne figuraient pas dans les inventaires : Effraie des clochers, Hibou moyen-duc, Chouette hulotte, Engoulevent d'Europe, etc.

La réponse fournie par le pétitionnaire ne traite pas ce point.

Elle rappelle simplement le protocole général d'écoute, sans expliquer pourquoi ces espèces n'ont pas été détectées ni justifier cette absence dans les résultats de l'étude.

Là encore, la question posée ne reçoit donc aucune réponse.

Je vous remercie de verser cette contribution au dossier de l'enquête.

2 documents associés

contribution_266_Web_1.png

contribution_266_Web_2.png

Contribution n°267 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"

(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le dimanche 23 novembre 2025 à 21h22

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse au Mémoire du pétitionnaire - Chapitre 4.5 : Le statut d'espèce patrimonial

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Monsieur le Référé du dossier,

Après lecture du mémoire en réponse, je souhaite apporter les observations suivantes concernant le chapitre : 4.5. Le statut d'espèce patrimoniale – réponse aux contributions n°39, n°92, n°132 portant sur la prétendue « perte de patrimonialité » des espèces inventoriées.

Je note que la contribution n°79, qui traitait du même sujet (Patrimonialité vs Indice de Patrimonialité), n'a quant à elle reçu aucune réponse.

Dans le mémoire en réponse, le maître d'ouvrage écrit, citation intégrale :

« Comme évoqué dans le volet du milieu naturel – chapitre III.3.1 : La patrimonialité des espèces p. 33 -, et conformément au guide de l'étude d'impact, la qualification d'une 'espèce patrimoniale' dans l'étude est basée sur les statuts réglementaires de cette espèce (protection nationale ou espèce d'intérêt communautaire) et les statuts de conservation sur les listes rouges. Les statuts sur les listes rouges pour l'Avifaune sont dissociés selon 3 statuts de présence pour les populations d'oiseaux : population nicheuse, population hivernante et population de passage. Ainsi, les statuts utilisés pour le calcul des enjeux sur le site du projet de la Chapelle correspondent à la période d'observation de l'espèce. Une espèce considérée patrimoniale en période de nidification ne l'est pas forcément à une autre période de l'année. »

Cette affirmation repose sur l'idée que le statut patrimonial d'une espèce variera selon la saison.

Or, le texte auquel EOLISE dit se référer — l'étude AEPE GINKO, chapitre III.3.1 p.33 — NE DIT JAMAIS CELA !

Aucune mention d'une variation saisonnière de la patrimonialité.

Aucune condition liée au statut "nicheur", "hivernant" ou "de passage".

Voici, toujours cité intégralement, l'extrait du dossier AEPE Ginko — Chapitre III.3.1 p.33, reproduit dans l'étude elle-même :

« Le Guide de l'étude d'impact pour les projets éoliens (MTE, 2020) indique que : Dans les études d'impact, l'identification des espèces à traiter avec attention contribue à la caractérisation des enjeux écologiques, utilisés pour la caractérisation des impacts. Parmi les statuts permettant d'identifier les espèces traitées avec attention, la distinction entre espèces protégées et espèces d'intérêt écologique, est importante. Les espèces présentant des enjeux écologiques (ou 'espèces d'intérêt écologique') sont généralement des espèces possédant des statuts de rareté ou de menace particuliers (espèces assez rares, rares, quasi-menacées, vulnérables, en danger, etc.) signalées dans les listes rouges et atlas des espèces menacées...

Les espèces dites d'intérêt écologique sont ici appelées espèces patrimoniales. Conformément au guide de l'étude d'impact, la patrimonialité d'une espèce a donc été définie selon plusieurs outils de bioévaluation. Dans le présent dossier, il a été décidé de considérer une espèce comme patrimoniale lorsqu'elle remplit au moins un des critères suivants : • elle est protégée à l'échelle nationale, régionale ou départementale (à l'exception de l'avifaune) ; • elle est inscrite à l'annexe I de la directive européenne Oiseaux ; • elle est inscrite à l'annexe II ou IV de la directive Habitats-Faune-Flore ; • elle est l'objet d'un Plan national d'actions ; • elle est menacée ou quasi-menacée (CR, EN, VU, NT) sur la Liste rouge régionale ; • elle est menacée (CR, EN, VU) sur la Liste rouge nationale.

Par ailleurs, dans le contexte d'un projet éolien et conformément au guide de l'étude d'impact sur les parcs éoliens, les espèces non patrimoniales mais présentant une forte sensibilité à l'éolien (risque de mortalité par collision avec des pales) sont également prises en compte pour évaluer les enjeux et les impacts du projet. »

Il n'est nullement question dans ce texte d'une quelconque variation saisonnière de la patrimonialité.

Le mémoire en réponse ment en affirmant que la patrimonialité dépend de la période d'observation, alors que le texte de l'étude AEPE GINKO qu'il cite ne contient aucune mention de variation saisonnière.

Il semble nécessaire de rappeler à Monsieur Léopold Fournier, chef de projet éolien pour EOLISE, qu'écrire une affirmation inexacte dans le mémoire ne la rend pas plus vraie.

EOLISE et Monsieur Fournier confondent à tort la valeur patrimoniale d'une espèce — intrinsèque, permanente et reconnue juridiquement — avec l'indice patrimonial, qui varie selon la saison.

Répéter cette erreur ne la rend pas plus exacte : une espèce patrimoniale ne perd pas son statut d'un jour à l'autre.

Un patrimoine n'est pas une guirlande de Noël que l'on sort seulement en haute saison : sa valeur est continue, irréductible et indépendante des variations d'un indicateur.

Une chose patrimoniale possède une valeur constante et intrinsèque, indépendante du moment ou de la saison.

Pour illustrer ce principe, prenons quelques exemples connus :

- Le Mont-Saint-Michel : son statut de patrimoine mondial ne varie pas entre marée haute et marée basse.
- La Joconde : chef-d'œuvre patrimonial reconnu, même lorsque le Louvre est fermé.
- Les récifs coralliens : patrimoines écologiques dont la valeur ne disparaît pas hors saison touristique.

Rappel du texte « LES CONDITIONS D'APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE À LA PROTECTION DES ESPÈCES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES » - Ministère de l'Écologie, du Développement durable, et de l'Énergie :

« On entend par espèce patrimoniale une espèce pour laquelle le niveau de rareté et des menaces la concernant est tel qu'il y a un doute sérieux quant à son maintien dans un bon état de conservation à l'échelle régionale lorsqu'elle subit une destruction ou une dégradation de son site de reproduction ou de son aire de repos. »

source : https://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/guide_reglementation_et_protection_des_especes-derogations_mai2013_cle1d6f42.pdf?utm_source=chatgpt.com

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Je vous prie de bien vouloir :

- constater qu'EOLISE, dans ce mémoire, réécrit et déforme le contenu du chapitre III.3.1 : « La patrimonialité des espèces » (p. 33) de l'étude AEPE Ginko qui a été déposée lors de la Demande d'Autorisation Environnementale, en y introduisant une notion de variation saisonnière qui n'existe pas dans le texte original.

- écarter l'argumentation d'EOLISE sur la définition du statut de patrimonialité (page 16 du mémoire), qui est dénuée de fondement scientifique et réglementaire ;

- rappeler que cette manipulation constitue une tentative de passe-passe pour réduire artificiellement les enjeux écologiques du projet,

- rappeler que c'est l'indice de patrimonialité, et non la valeur patrimoniale elle-même, qui peut varier selon la saisonnalité ;

- souligner que la patrimonialité d'une espèce est continue, irréductible et indépendante des variations d'un indicateur ;

- noter que la contribution n°79, portant sur le même sujet, n'a pas reçu de réponse ;

2 documents associés

contribution_267_Web_1.png

contribution_267_Web_2.png

Contribution n°268 (Web)

Proposée par Pierre-Eugène Fabienne

(fpe860@gmail.com)

Déposée le lundi 24 novembre 2025 à 08h08

Adresse postale : 30 route de Fleury 86470 Boivre-La-Vallée

Contribution à la consultation publique – Projet éolien « La Chapelle »

Fabienne Pierre-Eugène - Conseillère municipale de Boivre La Vallée

Je tiens, par la présente, à exprimer clairement et fermement mon opposition au projet éolien dit « La Chapelle » porté par la société EOLISE.

Je m'exprime ici :

en tant que conseillère municipale de Boivre-La-Vallée,

en tant que citoyenne,

et en tant qu'habitante directement concernée par les impacts de ce projet sur notre territoire.

Je réaffirme mon soutien sans faille à l'ensemble des habitants impactés dans leur quotidien par cette installation industrielle supplémentaire.

J'exprime également mon soutien total aux associations locales qui défendent notre patrimoine historique, nos écosystèmes, nos paysages et notre biodiversité.

Notre commune accueille déjà trois parcs éoliens.

Depuis des années, notre municipalité a émis un refus clair et constant de tout nouveau projet éolien sur son territoire.

Il serait donc incompréhensible que cette volonté réaffirmée et démocratique puisse être ignorée.

La saturation éolienne que connaît Boivre-La-Vallée entraîne déjà des nuisances avérées :

dégradation du cadre de vie, fragmentation et perturbation écologique, artificialisation de milieux naturels, sans parler de l'incompréhension et de la colère grandissantes au sein de la population locale.

Autre point,

À la lecture du Mémoire d'EOLISE en réponse intermédiaire aux contributions du public (période de réponse : 12/10/2025 – 05/11/2025), je prends acte de la réponse apportée à la contribution n°128 : « Réponse du pétitionnaire : Les délibérations des différentes communes concernées seront incluses dans le compte rendu définitif de la consultation publique. »

Cependant, il me paraît indispensable de rappeler qu'une consultation publique ne peut être réduite à une formalité ou à un habillage administratif.

Elle doit garantir une information complète, loyale et objective, afin que chacun puisse se prononcer en toute connaissance de cause.

Dans ce cadre, l'absence de mise à disposition immédiate des délibérations des communes interrogées — particulièrement celle de Boivre-La-Vallée — interroge, car elles constituent une information déterminante pour l'appréciation du projet.

Reporter leur transmission au seul compte rendu final ne correspond ni à l'esprit, ni aux exigences de transparence attendues dans une telle procédure.

Persister à vouloir imposer un tel projet à un territoire qui s'y oppose majoritairement constitue un déni de démocratie locale et une profonde atteinte à la confiance que les citoyens doivent pouvoir accorder à leurs institutions.

Pour toutes ces raisons, je confirme mon refus catégorique du projet éolien « La Chapelle ».

Je demande expressément que cette contribution soit prise en compte dans la synthèse des avis

du public, et qu'elle soit opposable lors de la décision finale.

1 commentaire

Par Jean-Yves BELLIER
Déposé le 24/11/2025 à 08h54

Bonjour madame,
Je vous remercie pour votre contribution et l'intérêt qu'elle suscite. En ma qualité de commissaire enquêteur, j'ai en charge la mise en ligne des documents en lien avec cette consultation. Ceux ci me sont communiqués par le service coordonnateur de la préfecture. Interrogé sur ce sujet, ce service m'a précisé qu'en l'absence de réponse, il allait relancer les municipalités concernées. A ce jour, il ne m'a transmis aucun avis émis par les collectivités territoriales. Il est évident que je les mettrai à la disposition du public dès qu'ils me seront communiqués.
Bien à vous,
Jean-Yves BELLIER

Contribution n°269 (Web)

Proposée par chagnaud dominique
(dgchagnaud@gmail.com)
Déposée le lundi 24 novembre 2025 à 09h56
Adresse postale : 8 Lieu-Dit La Tiffaille 86470 La Chapelle Montreuil Boivre La Vallée

Suite à la réponse de Monsieur le Commissaire Enquêteur à la contribution 268 je me permet de conseiller vivement à la DGS de Boivre La Vallée de transmettre les comptes rendus des réunions de juillet 2023 et d'octobre 2025 (cites dans la contribution 248) et cela par courrier postal avec RAR Précisons que ces cptes rendus sont validés par les services de la préfecture avant communication au public (et mise en ligne)

Contribution n°270 (Web)

Proposée par Alain Armouet
(alainarmouet@gmail.com)
Déposée le lundi 24 novembre 2025 à 12h26
Adresse postale : 10, rue du Pain Béni 86330 Moncontour

Monsieur le commissaire,

Mes 40 années d'expérience ornithologique me permettent d'affirmer que l'absence de donnée de migration de Grue cendrée au cours de quelques jours d'observation sur une zone d'étude censée couvrir plusieurs centaines d'hectares ne signifie rien de probant.

Annoncé que le secteur d'implantation du projet est une zone de faible passage des Grues cendrées dans le département de la Vienne est trompeur si l'on ne précise pas l'importance du phénomène dans le département alors qu'il voit désormais passer plus de 11 000 de ces grands migrateurs chaque année, comme le montrent les cartes en pièce jointe des suivis de cette espèce.

Ainsi même en considérant un seul quart des effectifs comptés ces dernières années dans ce département, ce sont au minimum 3000 Grues cendrées qui sont susceptibles de passer chaque année dans la partie du département où se situerait le parc éolien de la Chapelle.

Il suffit de considérer la liste ci-dessous des observations récoltées aléatoirement par la communauté des naturalistes au cours des dernières années incluses dans un cône d'une dizaine de kilomètres positionné de chaque côté du projet dans l'axe principale de migration (voir les cartes en pièces jointes) pour se rendre compte que le nombre de vols susceptibles de passer au travers le nouveau site éolien envisagé sur la Chapelle-Montreuil est loin d'être négligeable.

vendredi, 31. octobre 2025
Promenades de Blossac / Lusignan (86)
3 Grues cendrées (Grus grus) direction Nord Sud à basse altitude, vent contraire. Observées à 11h55.

mardi, 18. février 2025
La Croix Ferrée / Quinçay (86)
× Grues cendrées (Grus grus) migration nocturne

mardi, 22. octobre 2024
Le Grand Parc / Lusignan (86)
≥2 Grues cendrées (Grus grus) 13h50 : entendues depuis le sous-bois. Petit groupe qui passe au-dessus de la vallée de la Vonne.

Promenades de Blossac / Lusignan (86)
5 Grues cendrées (Grus grus) Observées à 12h50; direction nord sud. Migration active.

vendredi, 8. mars 2024
Les Champs Noirs / Quinçay (86)
≥52 Grues cendrées (Grus grus) Elles se sont envolées à 10H52

jeudi, 7. mars 2024
Carrefour des Trois Sapins / Vouillé (86)
~210 Grues cendrées (Grus grus) 16h25 - Dir. N.-E.

Les Grandes Ventes / Vouillé (86)
16 Grues cendrées (Grus grus) 17h15 - Dir. N.-E.

Les Radoux / Lusignan (86)
~200 Grues cendrées (Grus grus)

mercredi, 14. février 2024
La Gaucherie / Jazeneuil (86)
~50 Grues cendrées (Grus grus) 14h30

dimanche, 26. novembre 2023
Bourg-centre / Lusignan (86)
1 Grue cendrée (Grus grus)

[mercredi, 22. novembre 2023
Bourg-centre / Lusignan (86)
15 Grues cendrées (Grus grus) Observées en vol à 10h30.

lundi, 20. février 2023
Cillais / Vouillé (86)
13 Grues cendrées (Grus grus)

Les Ciselles / Vouneuil-sous-Biard (86)
4 Grues cendrées (Grus grus) Remontent nord est

jeudi, 1. décembre 2022
Varailles (MF) / Vouillé (86)
73 Grues cendrées (Grus grus) En vol direction sud

vendredi, 4. novembre 2022
Mongoulin / Jazeneuil (86)
14 Grues cendrées (Grus grus)

mercredi, 2. novembre 2022
Puyberger / Lusignan (86)
8 Grues cendrées (Grus grus) 13h35 : direction sud ouest

dimanche, 6. février 2022
Le Cerisier Pointu / Jazeneuil (86)
7 Grues cendrées (Grus grus) vol NO

vendredi, 19. novembre 2021
Promenades de Blossac / Lusignan (86)
2 Grues cendrées (Grus grus) 12h37. Cherchent les courants thermiques ascendants, puis se dirigent vers le sud.

jeudi, 28. octobre 2021
Promenades de Blossac / Lusignan (86)
≥73 Grues cendrées (Grus grus) 14h45 direction sud-ouest.

samedi, 20. février 2021
La Grange / Lusignan (86)
~50 Grues cendrées (Grus grus) 15h40 : tournent avant de repartir plein nord

La Petite Rémondrière / Jazeneuil (86)
52 Grues cendrées (Grus grus) 16h25

Le Champ Brûlé / Lusignan (86)
~500 Grues cendrées (Grus grus) v

Le Verger Bonnet / Béruges (86)
≥30 Grues cendrées (Grus grus)

Les Barrières / Jazeneuil (86)
40 Grues cendrées (Grus grus) 14H au dessus de Jazeneuil en direction Nord-Est

Promenades de Blossac / Lusignan (86)
~350 Grues cendrées (Grus grus) 14h20 direction nord assez bas et à bonne vitesse !

vendredi, 19. février 2021
Bourg-centre / Lusignan (86)
~100 Grues cendrées (Grus grus) 14h - 14h30 direction nord.

dimanche, 7. février 2021
La Gasse / Béruges (86)
~65 Grues cendrées (Grus grus) 15h30 - direction Nord-nord-est

mercredi, 16. décembre 2020
Plaine de la Raudière / Béruges (86)
11 Grues cendrées (Grus grus)

dimanche, 22. novembre 2020
Bois de la Garenne / Lusignan (86)
≥1 Grue cendrée (Grus grus)

samedi, 21. décembre 2019
Le Coudreau / Quinçay (86)
7 Grues cendrées (Grus grus) Prennent de l'altitude au-dessus du champs de tir

mercredi, 13. novembre 2019
Bourg-centre / Lusignan (86)
8 Grues cendrées (Grus grus) 15h55, direction sud, sud-ouest.

vendredi, 8. novembre 2019
Bourg-centre / Béruges (86)
2 Grues cendrées (Grus grus)

Cela montre qu'en l'absence d'un suivi organisé de manière systématique, il n'est pas crédible de s'appuyer uniquement sur les observations réalisées de manière aléatoire sur le seul lieu du projet pour évaluer l'importance de leur passage comme le fait le bureau d'étude chargé de l'état initial du milieu naturel.

Ainsi, compte tenu que les effectifs recensés ci-dessus ne sont qu'une part limitée des effectifs des Grues cendrées migratrices, il ne peut être admis que le risque de collision qu'elles encourent soit faible.

De plus, si effectivement les Grues cendrées contournent les parcs éoliens comme l'affirme au nom d'Eolise le bureau d'étude AEPE Gingko à l'annexe 4 p. 48, cela entraîne des pertes d'habitat et des dépenses énergétiques accrues préjudiciables à leur condition de santé et par conséquent à leur capacité de reproduction et, au final, au maintien de leur population.

Alors que l'enjeu est d'assurer une politique énergétique, intelligente et respectueuse de chaque battement d'ailes, Eolise n'a rien prévu pour compenser cet impact.

En conséquence pour cette nouvelle raison, je vous renouvelle mon opposition à son projet.

Respectueusement,

Alain Armouet

2 documents associés

contribution_270_Web_1.jpg
contribution_270_Web_2.jpg

Contribution n°271 (Web)

Proposée par Alain Armouet
(alainarmouet@gmail.com)
Déposée le lundi 24 novembre 2025 à 14h17
Adresse postale : 10, rue du Pain Béni 86330 Moncontour

Monsieur le commissaire,

Il faut rendre à César ce qui appartient à César.

A propos des cartes de la migration des Grues cendrées mises en pièce jointe de ma contribution n° 270 envoyée ce midi, j'ai oublié d'ajouter qu'elles étaient issues d'un travail remarquable de compilation réalisé par la délégation Champagne-Ardenne de la LPO qui anime depuis 1995 le Réseau Grues France composé d'une cinquantaine d'organismes et associations. Je tenais à lui rendre hommage.

Alain Armouet

Contribution n°272 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le lundi 24 novembre 2025 à 15h27
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse au mémoire du pétitionnaire - Défaut d'analyse – Altération du statut patrimonial des espèces – Non-prise en compte de la contribution n°79

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,
Monsieur le Référé du dossier,

Je souhaite apporter la présente contribution suite au « Mémoire en réponse intermédiaire aux contributions du public
Période de réponse : 12/10/2025 – 05/11/2025 » déposé hier sur le registre.

1) Absence totale de prise en compte de la contribution n°79

Le 24 novembre 2025 à 11h16, j'ai reçu un mail d'EOLISE m'informant :

« Nous vous informons qu'une réponse à votre contribution n°79 concernant le projet « BOIVRE-LA-VALLÉE : consultation du public relative au projet éolien « PARC EOLIEN DE LA CHAPELLE » » a été apportée. Nous vous invitons à vous rendre sur le registre dématérialisé pour la consulter. »

Je me rends donc sur le registre et prends connaissance du message d'EOLISE, daté également du 24 novembre 2025 à 11h16 :

« Bonjour, Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre.
Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre.
Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période. »

Or, après consultation attentive du mémoire, je constate qu'aucune référence à ma contribution n°79 n'y figure.

Pour comprendre cette situation, je me réfère aux modalités de réponse expliquées au début du mémoire, qui précisent :

« Les réponses seront apportées sous forme de rubrique par sujets abordés, en reprenant les différents éléments soulevés dans chaque contribution. Pour des raisons de lisibilité, une seule contribution est citée pour illustrer chaque élément soulevé. Les autres contributions n'apportant pas de points nouveaux ne sont donc pas mentionnées individuellement. »

Je consulte ensuite les chapitres censés répondre aux éléments soulevés dans ma contribution n°79, à savoir le chapitre 4.5. Le statut d'espèce

patrimoniale et le chapitre 4.6. L'indice de patrimonialité.

Or, à aucun moment, le mémoire n'apporte de réponse à la contribution n°79, qui portait précisément sur le problème suivant :

La clarification faite en page 33 (statut de patrimonialité défini par des critères officiels) et la remarque en page 34 (la période module l'indice) sont incompatibles avec la pratique exposée en page 44 (la période module la patrimonialité).

Le mémoire en réponse ne traite donc pas le point central que je soulève : la confusion et l'inversion méthodologique entre statut patrimonial et indice de patrimonialité.

Cette situation constitue un manquement manifeste à l'évaluation environnementale, pour plusieurs raisons :

- L'inversion méthodologique entre le statut patrimonial et l'indice de patrimonialité entraîne des conséquences directes et significatives : – réduction artificielle du nombre d'espèces patrimoniales considérées ; – minoration des enjeux environnementaux ; – biais dans l'évaluation des impacts ; – fausse appréciation des mesures ERC (Éviter-Réduire-Compenser).

- Le dossier ne répond pas aux exigences légales en matière d'évaluation environnementale et compromet la qualité et la validité de l'étude d'impact.

- Il comporte une manipulation manifeste du statut patrimonial des espèces, qui évolue arbitrairement au fil des pages de l'étude.

- Cette manipulation est réalisée vis-à-vis des autorités compétentes (MRAe, Commissaire-Enquêteur, Préfet, ...) et vis-à-vis du public, puisque le bureau d'étude AEPE Ginko et/ou le porteur de projet EOLISE ont modifié arbitrairement le statut patrimonial des espèces, sans justification scientifique ou réglementaire.

Je vais réitérer mon propos de ma contribution 267 (et de toutes les autres pointant la même « erreur ») :

LA VALEUR PATRIMONIALE D'UNE ESPÈCE EST PERMANENTE, INTRASÉQUE, IRRÉDUCTIBLE.

2) Textes juridiques applicables à la qualité des informations

- Article L.181-3 du Code de l'environnement

« Le pétitionnaire fournit à l'autorité administrative compétente des informations exactes, complètes et sincères. La délivrance de l'autorisation environnementale ne peut intervenir si ces informations sont inexactes, erronées, ou de nature à induire l'administration en erreur. »

- Directive 2011/92/UE modifiée par la directive 2014/52/UE

Annexe IV — extrait : « Les informations doivent être réalistes, vérifiables et proportionnées. L'évaluation doit être étayée par des données actualisées, et les méthodes doivent être clairement décrites, en indiquant les éventuelles incertitudes ou lacunes. »

Article 5 — extrait : « L'évaluation de l'impact environnemental repose sur des informations complètes et fiables. Les États membres veillent à ce que l'autorité compétente n'accepte pas une étude présentant des lacunes ou des incohérences. »

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Au regard des éléments exposés, je vous prie de bien vouloir constater que :

- Malgré le mail reçu le 24 novembre 2025, indiquant qu'une réponse avait été apportée à ma contribution n°79, celle-ci n'a en réalité pas été traitée dans le mémoire.

- Le mémoire, précédemment cité, maintient la confusion et l'inversion méthodologique entre le statut patrimonial et l'indice de patrimonialité, problème central que ma contribution n°79 avait précisément mis en évidence.

- Cette inversion entraîne des conséquences directes et significatives : réduction artificielle du nombre d'espèces patrimoniales considérées, minoration des enjeux environnementaux, biais dans l'évaluation des impacts et fausse appréciation des mesures ERC (Éviter-Réduire-Compenser).

- La Demande d'Autorisation Environnementale, déposée en juin 2025, contenait ce point clé de manière fallacieuse, en appliquant la saisonnalité au statut patrimonial, alors que celui-ci est permanent, intrinsèque et reconnu par la réglementation.

- Par cette pratique, EOLISE a trompé les autorités compétentes, le public et le Commissaire-Enquêteur, en modifiant arbitrairement le statut patrimonial des espèces et en sous-évaluant les enjeux environnementaux.

- La persistance de cette erreur affecte la fiabilité et la validité de l'évaluation environnementale, conformément à l'article L.181-3 du Code de l'environnement et à la directive européenne 2011/92/UE.

3 documents associés

contribution_272_Web_1.pdf

contribution_272_Web_2.png

contribution_272_Web_3.png

Contribution n°273 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le lundi 24 novembre 2025 à 15h58

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse en Mémoire du pétitionnaire : Non-prise en compte des contributions n°40 - 41 - 44 - 54

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,
Monsieur le Référent du dossier,

Je souhaite attirer votre attention sur le fait que ma contribution n°40, déposée précédemment sur le registre, n'a aucune réponse dans le mémoire du pétitionnaire.

Le 24 novembre 2025 à 11h07, j'ai reçu un mail d'EOLISE m'informant :

« Nous vous informons qu'une réponse à votre contribution n°40 concernant le projet « BOIVRE-LA-VALLÉE : consultation du public relative au projet éolien « PARC EOLIEN DE LA CHAPELLE » » a été apportée. Nous vous invitons à vous rendre sur le registre dématérialisé pour la consulter. »

Je me suis rendue sur le registre pour consulter ma contribution n°40, qui avait pour objet :

Objet : Courrier recommandé adressé à l'association « Les Oiseaux La Vallée » de la part de la société Eolise (réf. LRAR 87000993839069H) daté du 14 octobre 2025.

Sous cette contribution, le message suivant est affiché :

« Eolise le 24 novembre 2025 à 11h07

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre.

Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre.

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période. (...) L'équipe d'Eolise »

Après consultation attentive du mémoire, je constate qu'aucune référence à ma contribution n°40 n'y figure. Plus précisément, le sujet de cette contribution :

« Courrier recommandé adressé à l'association « Les Oiseaux La Vallée » de la part de la société Eolise (réf. LRAR 87000993839069H) » n'est aucunement abordé dans le mémoire.

Je vous demande donc de bien vouloir relever cette information inexacte communiquée par EOLISE et constater que ma contribution n°40 n'a pas obtenu de réponse, malgré l'indication contraire dans le message du 24 novembre 2025.

Cette situation constitue un manquement au principe de procédure contradictoire, et affecte la transparence de l'instruction du projet.

Ce manquement vaut pour les contributions de l'ensemble du bureau de l'Association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée » :

Contribution n°41 (Web)

Par Logan, Catherine

Déposée le 18 octobre 2025 à 12h47

Objet : Courrier recommandé adressé à l'association « Les Oiseaux La Vallée » de la part de la société Eolise (réf. LRAR 87000993839069H) daté du 14 octobre 2025

Contribution n°44 (Web)

Par Renaud Caroline

Déposée le 19 octobre 2025 à 12h17

Objet : Courrier recommandé adressé à l'association « Les Oiseaux La Vallée » de la part de la société Eolise (réf. LRAR 87000993839069H) daté du 14 octobre 2025

Contribution n°54 (Web)

Par Alain Leroux - Trésorier de l'association Les Oiseaux de Boivre La Vallée

Déposée le 22 octobre 2025 à 13h34

Objet : Courrier recommandé adressé à l'association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée » par Monsieur Léopold Fournier - Chef de projet éolien de la société Eolise (réf. LRAR 87000993839069H)

2 documents associés

contribution_273_Web_1.png

contribution_273_Web_2.png

Contribution n°274 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier

(braconniervirginie@yahoo.fr)

Déposée le lundi 24 novembre 2025 à 16h51

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Signalement du caractère trompeur des notifications automatiques d'EOLISE -Objet : Contributions n°42 et n°43 – Messages du pétitionnaire annonçant à tort une réponse dans son mémoire

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Monsieur le Référént du dossier,

Je souhaite porter à votre connaissance un problème concernant les notifications envoyées par EOLISE (depuis le logiciel Préambules no-reply@registre-dematerialise.fr) le 24 novembre 2025, au sujet de mes contributions n°42 et n°43 déposées sur le registre dématérialisé.

1) Mails reçus annonçant une réponse

• Contribution n°42 (déposée le 19 octobre 2025 à 11h35)

Objet : Observation relative aux modalités de notification et d'information dans le cadre de la consultation publique dématérialisée.

Mail reçu le 24/11/2025 à 11h08 :

« Nous vous informons qu'une réponse à votre contribution n°42 [...] a été apportée. »

Message ajouté par EOLISE sous la contribution :

« Un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé [...] Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses [...] »

• Contribution n°43 (déposée le 19 octobre 2025 à 11h50)

Objet : Incohérences relevées dans le mémoire en réponse du pétitionnaire.

Mail reçu le même jour, avec message identique d'EOLISE sous la contribution.

2) Constat : un message a bien été ajouté... mais sans réelle réponse

Après vérification :

Oui, EOLISE a bien ajouté un message sous chaque contribution.

Non, ces messages ne constituent pas une réponse :

- ils renvoient simplement au « mémoire intermédiaire »,
- ce mémoire ne contient aucune réponse aux contributions 42 et 43,
- et surtout, les contributions n°42 et n°43 ne s'adressaient pas à EOLISE, mais à vous, Monsieur le Commissaire-Enquêteur.

Ainsi :

Le pétitionnaire dépose un message automatique, quel que soit le contenu ou le destinataire de la contribution.

Ce message crée l'apparence d'une prise en compte par EOLISE, alors qu'en réalité aucune analyse ni réponse n'est fournie.

Pour les contributions n°42 et n°43, vos réponses avaient été apportées très rapidement sous la n°43— ce dont je vous remercie — mais le message d'EOLISE laisse croire, à tort, qu'ils y auraient également répondu dans leur mémoire.

3. Un mécanisme qui produit un effet trompeur

Le processus utilisé par EOLISE conduit à :

- apposer systématiquement un message indiquant que « la réponse figure dans le mémoire »,
- même lorsque la contribution n'est pas destinée au pétitionnaire,
- et même lorsque le mémoire ne traite pas du sujet.

Ce mécanisme automatique entretient l'illusion que :

- EOLISE répondrait à l'ensemble des contributions,
- alors qu'il ne s'agit que d'un copier/coller générique,
- utilisé même lorsque cela ne correspond pas à la situation réelle.

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

je vous remercie d'avoir vous-même répondu aux contributions n°42 et n°43.

Je vous prie toutefois de bien vouloir :

- Constaté que les messages déposés par EOLISE sous les contributions n°42 et n°43 n'apportent aucune réponse, bien qu'une notification l'affirme ;
- Relever le caractère mécanique et inadapté de ces messages, qui peuvent induire le public en erreur en laissant entendre que le pétitionnaire répond méthodiquement à toutes les contributions, même lorsqu'elles ne lui sont pas adressées ;
- Veiller à la bonne compréhension du registre, afin que les participants puissent distinguer clairement les véritables réponses du pétitionnaire des messages automatiques sans contenu.

Je vous remercie de votre attention et de la rigueur apportée à la conduite de cette enquête publique.

3 documents associés

contribution_274_Web_1.png

contribution_274_Web_2.png

contribution_274_Web_3.png

Contribution n°275 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-président de l'Association " Les Oiseaux de Boivre La Vallée"

(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le lundi 24 novembre 2025 à 17h28

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse au mémoire du pétitionnaire- Objet : Inventaire ornithologique – Non-prise en compte de questions essentielles soulevées dans la contribution n°64

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Monsieur le Référé du dossier,

Je souhaite revenir sur la réponse apportée par le pétitionnaire au chapitre 4.3 – Liste des espèces inventoriées, présentée comme réponse à ma contribution n°64.

Je précise que je n'ai reçu aucun mail m'informant d'une réponse à cette contribution, mais, compte tenu du caractère automatisé des notifications évoqué dans ma contribution n°274, il est probable que le même message automatique ait été envoyé...peut-être une erreur de saisie d'adresse mail de ma part.

Après consultation du mémoire, je constate que la réponse du pétitionnaire ne répond que très partiellement au contenu réel de ma contribution.

1. La réponse du pétitionnaire se limite à annexer sa propre liste

Le mémoire indique :

« Conformément aux demandes formulées dans certaines contributions, la liste des 131 espèces inventoriées sur la commune de Boivre-la-Vallée est annexée au présent document. (...)

En conséquence, les espèces dont les dernières observations avérées dans la base de données sont antérieures à 2014 n'ont pas été comptabilisées. »

Ma contribution n°64 ne se limitait pas à la demande d'annexer cette liste.

Elle visait principalement à porter à votre connaissance un inventaire actualisé de 149 espèces observées sur la période 2020–2025, issu de FauneFrance (base de données citée par le bureau d'étude AEPE Ginko), afin de vérifier la représentativité et la fiabilité de l'étude d'impact.

Je note également que la base INPN mentionnée dans la réponse du pétitionnaire n'est toujours pas accessible au public, ce qui limite la vérification des données.

2. Questions restées en suspens

Le mémoire ne répond pas aux points suivants, soulevés dans ma contribution :

- Pourquoi les données d'observations d'AEPE Ginko ne sont-elles pas intégrées à la base de données citée (FauneFrance) ?

- Comment sont prises en compte les espèces non listées par EOLISE, soit un écart entre les 149 espèces répertoriées récemment sur FauneFrance et

les 131 listées par le pétitionnaire ?

Ces questions n'ont obtenu aucune réponse dans le mémoire.

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,
je vous prie de bien vouloir :

- Constaté que le mémoire du pétitionnaire ne répond que très partiellement aux questions soulevées dans la contribution n°64 ;
- Prendre en considération l'inventaire actualisé de 149 espèces observées entre 2020 et 2025, seul inventaire récent et vérifiable disponible au public ;
- Faire valoir cet inventaire dans le cadre de l'évaluation environnementale.

1 document associé
contribution_275_Web_1.png

Contribution n°276 (Web)

Proposée par Lapierre Karine
(karine.b.lapierre@gmail.com)
Déposée le lundi 24 novembre 2025 à 18h33
Adresse postale : Lieu-dit La Ribardiere 86470 Boivre la vallée

Je suis contre ce nouveau projet d'implantation d'éoliennes qui conduirait à accroître la surcapacité de production d'électricité. En effet il y a déjà beaucoup plus d'énergie produite par les éoliennes déjà en place que de besoin pour les habitants du territoire. L'électricité produite par les éoliennes doit être consommée localement sinon c'est une pollution inutile.

Contribution n°277 (Web)

Proposée par LPO Poitou-Charentes
(poitoucharentes@lpo.fr)
Déposée le lundi 24 novembre 2025 à 18h36
Adresse postale : 25 RUE VICTOR GRIGNARD 86000 POITIERS

Veuillez trouver ci-joint la contribution de la LPO pour ce projet pour lequel nous émettons un AVIS DÉFAVORABLE.

1 document associé
contribution_277_Web_1.pdf

Contribution n°278 (Web)

Proposée par DUPONT Isabelle
(chateau.montreuibonnin@hotmail.com)
Déposée le lundi 24 novembre 2025 à 20h29
Adresse postale : 4 rue du château 86470 Boivre la vallée

Label gîte de France refusé

Monsieur le commissaire enquêteur,

Concernant la réponse du pétitionnaire P36 cherchant à montrer que la présence d'un parc éolien n'impact pas ou peu l'offre touristique locale, je fais remarquer que le label Gîtes de France ne semblerait pas faire bon ménage avec la proximité de zones industrielles éoliennes. Etonnant, non? Car à écouter tous les pro-éoliens et à lire les rapports des "experts" des Agences gouvernementales, des commissaires-enquêteurs, les aérogénérateurs ne génèrent aucune nuisance auditive et visuelle susceptible de perturber dangereusement le quotidien des riverains (nes) et des vacanciers. Et pourtant, c'est bien pour ces 2 raisons que Gîtes de France refuse de décerner son label aux candidats en zone indus. Nous ne pouvons donc pas être répertoriés par Gîte de France, les touristes ne viennent pas passer des vacances face aux éoliennes ou à proximité.

Comme j'ai pu le faire remarquer lors de votre venue, j'ai des remarques négatives sur le point de vue exceptionnel historique dégradé par les éoliennes de plus en plus nombreuses. Le parc de la Chapelle serait le plus proche, le plus impactant donc et contribuerait bien évidemment à l'effet d'encerclement. Lors de la visite du site, j'ai pris la peine de vous faire entrer dans le gîte et la seule photos qui a été prise à un seul point de la terrasse (à gauche du logis) n'est pas suffisante pour représenter l'impacte visuel. Je constate qu'il n'y a pas de photo de la droite du logis où les éoliennes seront très visibles tout comme du 1er étage du logis renaissance où en haut des escalier de la poterne. Je m'oppose donc fermement à ce nouveau parc éolien et vous remercie , Monsieur el commissaire enquêteur de prendre en compte le volet tourisme et patrimoine dans vos conclusions.

Contribution n°279 (Web)

Proposée par T. de SAINT VICTOR
(saintvicfamily@gmail.com)

Déposée le lundi 24 novembre 2025 à 20h35

Projet de parc éolien de La Chapelle – Etude acoustique de GANTHA
Quelques remarques rapides

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Voici quelques remarques rapides sur l'étude acoustique de GANTHA réalisée pour le compte d'EOLISE.

L'étude acoustique a été réalisée avec des éoliennes VESTAS 126 3.8 MW STE. La puissance totale du champ est donc 7,6 MW. Dans la description du projet il est pourtant indiqué une puissance totale des deux éoliennes de 9 MW, supposées produire 18.500 MW/an. Pourquoi cette disparité ?

Les données brutes de mesure de bruit ne sont pas fournies. C'est pourtant le minimum pour valider la pertinence des résultats de la campagne de mesures.

Les photographies et plan des points de mesure ne permettent pas de valider aisément la position des sonomètres par rapport au parc projeté et leur orientation. Il n'est pourtant pas difficile d'indiquer l'azimut et la distance de l'éolienne la plus proche (indiquée par ailleurs sur un autre plan).

Par contre, aucun des points de mesures acoustiques n'est à l'intérieur des maisons qui est pourtant dans la ZER (Zone à Emergence Réglementée) ! Les emplacements sélectionnés ne sont pas des points de vie. Ils ne tiennent pas compte des résonances possibles à l'intérieur des maisons ou l'effet d'amplification possible du bruit par le toit, les cloisons ou les ouvertures.

Rose des vents long terme fournie par Eolise : où, quand, comment, par qui, appareils de mesures... ???

Pourquoi avoir considéré deux secteurs de 180 ° d'ouverture : secteur sud-ouest (SO) de 135°-315° et nord-est de 315°-135° ?

Cette astuce permet à GANTHA de multiplier artificiellement le nombre d'échantillons dans les secteurs considérés, classes de vent, et d'attribuer donc aux résultats une valeur statistique prétendument meilleure. Il fallait au minimum considérer deux secteurs d'ouverture plus réduite de 60° seulement, centrés sur les directions SO et NE des vents dominants.

Sans surprise, GANTHA n'hésite pas à parler et utiliser une « norme » NFS 31-114. Cette norme n'existe pas, il s'agit simplement d'un projet abandonné en 2017, faute d'accord entre les experts.

L'utilisation de l'indice fractile L50 (seuls les bruits observés pendant plus de 50% du temps des intervalles de mesure sont pris en compte) et de la méthode des médianes élimine justement les bruits les plus gênants pour les riverains.

Autre anomalie pas surprenante, comme d'habitude, GANTHA, page 50/112, intègre dans le bruit résiduel le bruit du parc voisin en fonctionnement. Cela n'a aucun sens physique car l'émergence (bruit ambiant, éoliennes en fonctionnement – bruit résiduel, éoliennes à l'arrêt) est calculée justement pour mesurer la gêne acoustique apportée aux riverains par l'existence de tous les parcs éoliens du secteur. Cette méthode augmente le bruit résiduel et diminue donc l'émergence dont la valeur est réglementée.

Dans ces conditions, étant donné la cascade d'approximations et erreurs, je vous demande de formuler un avis négatif sur ce projet.

Salutations distinguées.

T. de SAINT VICTOR

Contribution n°280 (Web)

Proposée par KARINE SANSIQUET
(ka.sansiquet@gmail.com)
Déposée le lundi 24 novembre 2025 à 21h51
Adresse postale : LD la bordière 86470 BOIVRE la VALLEE

Je m'oppose fermement à l'implantation de 2 éoliennes sur une zone qui est déjà pourvue de manière importante et de surcroît proche de lieux d'habitation dont la notre (la Bordière), et ce, en raison des nuisances sonores qu'elles engendreront. Le bruit continu des pales et du générateur, notamment la nuit, perturbera le sommeil et la tranquillité des riverains. Les sons de basse fréquence et les infrasons, sont connus pour provoquer fatigue, stress et troubles de santé.

Ce projet menace directement la qualité de vie et le cadre paisible de notre environnement résidentiel. Je vous remercie qu'il soit reconsidéré et annulé pour préserver la santé et le bien-être des habitants.

Contribution n°281 (Web)

Proposée par Isabelle Bayart
(iseau.bayart@gmail.com)
Déposée le lundi 24 novembre 2025 à 22h31
Adresse postale : 3 Lieu Dit Coudasne 86470 Boivre-la-Vallée

Isabelle Bayart – Conseillère municipale de Boivre la vallée

Remarques sur les impacts sur notre paysage et sur l'annexe au cahier de photomontage.

La consultation de l'annexe au cahier de photomontages ajoutée récemment aux documents de consultation du dossier amène plusieurs questions. Il s'agit en particulier des photos prises de la terrasse du château de Montreuil Bonnin présentées en page 97 de ce dossier.

Pourquoi ne pas avoir orienté l'appareil légèrement plus à droite ? Plutôt que de photographier le joli cèdre à gauche, le photomontage aurait pu inclure à droite les 5 éoliennes en cours de montage sur Lavausseau et Benassay. Au total cela ferait donc 18 et non pas 13 éoliennes visibles au dessus de la ligne d'horizon depuis la terrasse du château.

Je suis surprise également des interprétations des rédacteurs de ce dossier car on peut lire en page 96 toujours au sujet de la vue depuis la terrasse du château :

« Les 2 éoliennes du projet viennent donc renforcer la présence du motif éolien en arrière plan, créant une ligne d'horizon animée ».

Ne faut il pas aimer particulièrement les éoliennes pour leur trouver ce type de qualité d'animation d'horizon ?? Il me semblait pourtant que le bureau d'études devait avoir un œil neutre et non partisan.

D'autre part il est étonnant que les photos complémentaires sur le site du château, soient prises par le porteur du projet lui même, en la personne de Mr Fournier, et non pas par le bureau d'études AEPE Ginko alors qu'elles sont intégrées dans un dossier à l'entête d'AEPE Ginko.

Ces questionnements sur le dossier s'ajoutent au problème de saturation de notre commune en projets éoliens comme cela a été dit dans de nombreuses contributions précédentes. Notre paysage est l'un des atouts qui entretient l'attractivité de notre commune. La multiplication des projets éoliens menace notre cadre de vie.

Pour ces différentes raisons je m'oppose à ce projet éolien à la Chapelle Montreuil et je remercie Mr le commissaire enquêteur de bien vouloir prendre en compte cette contribution.

Contribution n°282 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le lundi 24 novembre 2025 à 22h48

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse au mémoire du pétitionnaire – Objet : Absence de prise en considération des données – Grue cendrée (contributions 86 et 88)
(cela vient également en complément des contributions de Monsieur Alain Armouet n°270 et 271)

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,
Monsieur le Référént du dossier,

Commençons par un constat simple : il devient particulièrement pénible de devoir refaire sans cesse les démonstrations, puisque le pétitionnaire se contente invariablement de copier/coller des passages de son étude d'impact – encore une fois ici, en réponse à mes contributions n°86 et n°88 qui démontraient déjà l'insuffisance de cette étude.
Difficile d'avancer dans ces conditions.

Le pétitionnaire continue d'ignorer les milliers de Grues Cendrées observées dans l'Aire d'Étude Rapprochée (AER) en 2024.

Ces données proviennent de FauneFrance, base pourtant citée comme source par EOLISE et AEPE Ginko eux-mêmes dans l'étude.

Mais étrangement, dès qu'il s'agit de les utiliser, plus rien : elles disparaissent.

À la place, on nous ressort systématiquement l'INPN — base non accessible au public en raison d'une attaque informatique et à priori données pas à jour — car elle permet commodément d'affirmer que l'espèce n'existe pas sur le secteur.

Doit-on en déduire qu'il ne veut pas voir les données que je fournis ? qu'il ne veut pas voir les données que la base citées dans l'étude fournit de fait ?
Ou qu'il n'est capable que de recopier l'étude ? Chacun jugera.

Et bien sûr, pour essayer d'évacuer l'espèce, il répète le fameux protocole d'inventaire dans l'AEI :

- les 7 matinées d'inventaire sur un cycle biologique (sur 365 jours approximativement), regroupant plein de sujets d'inventaires en même temps,
- dans un rayon de... 200 mètres autour du projet, comme si cette mini-prospection ponctuelle pouvait invalider des milliers de données actualisées couvrant toute l'AER, périmètre de référence pour l'étude avifaune.

Autre chose, sur la perplexité des données fournies dans mes contributions...

Puisque cela semble nécessaire, voici un rappel de base :

L'application Naturalist/FauneFrance géolocalise l'observateur, pas le vol de l'oiseau.

Elle rattache même l'observation au site FauneFrance le plus proche de l'observateur.

Ainsi, quand une observation apparaît "à 5 km" de l'éolienne, cela signifie simplement que j'étais à 5 km de la zone du projet, le vol se déroulait ailleurs.

La preuve ?

Je remets ma photo (prise en 2024, année de l'étude) montrant environ 1 000 Grues Cendrées passant à hauteur des éoliennes du parc des Champs Chagnots, voisin direct du projet « La Chapelle ».

L'application m'a positionnée à 5 km.

Évidemment : les grues ne passaient pas au-dessus de ma tête... je les voyais devant les éoliennes.

Je peux proposer une formation sur l'utilisation de l'application s'il le faut.

Un autre point, concernant cette fois-ci l'annexe qui indique que les grues ont un vol en altitude : Au-delà de ne pas toujours voler haut (cf photo jointe), elles se posent aussi pour s'alimenter.

Il s'agit pourtant d'une évidence écologique élémentaire.

Elles sont aussi surjettent à l'effet barrière.

Tout est invisibilisé. Cela en devient très très pénible .

Concernant également l'annexe jointe par AEPE Ginko, elle contient une carte LPO de 2021.

Je rappelle que la LPO a refusé de participer au projet EOLISE "La Chapelle", comme indiqué dans l'étude elle-même.

Il est donc légitime de s'interroger sur la validité de son utilisation.

Dernier point factuel, et non des moindres :

Ce jour même, à 17h, une douzaine de Grues Cendrées ont été observées à Jazeneuil, volant Sud-Sud-Ouest, c'est-à-dire dans l'AER du projet.

Fallait-il donc être exactement dans la ZIP, à la minute précise où elles passaient, pour que l'observation soit considérée valable ? Nous étions "au mauvais endroit au mauvais moment", sans doute... mais toujours dans l'AER, qui reste – faut-il encore le rappeler – le périmètre officiel d'analyse de l'avifaune.

Pour rappel - Avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale :

La distinction entre enjeu spécifique stationnel au sein de l'AER et l'AEI ne présente pas d'intérêt, les oiseaux ne se restreignant pas au périmètre d'une aire d'étude. Il est ainsi recommandé de retenir un enjeu par espèce, correspondant à l'AER, afin de maximiser la probabilité de tenir compte de toutes les espèces fréquentant l'AEI.

Source : Hauts-de-France sur le projet de parc éolien La Grande Fache sur les communes de Bachant et Saint-Rémy-Chaussée (59) - Étude d'impact de

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

- Je vous demande de constater l'absence de réponse pertinente aux contributions 86 et 88.
- De vous interroger également sur la validité de la carte LPO utilisée en annexe.

Enfin, je souhaite exprimer une inquiétude légitime :

Lorsque le pétitionnaire indique simplement "une réponse a été apportée", cela suffit-il à considérer que la contribution est réellement prise en compte dans le processus d'Autorisation Environnementale ?

J'attends de votre part un éclaircissement sur ce point essentiel.

6 documents associés

contribution_282_Web_1.png
contribution_282_Web_2.png
contribution_282_Web_3.pdf
contribution_282_Web_4.jpeg
contribution_282_Web_5.png
contribution_282_Web_6.png

1 commentaire

Par Jean-Yves BELLIER
Déposé le 25/11/2025 à 10h46

Bonjour,

Je vous remercie pour la rigueur de vos contributions.

Les échanges entre le public et le pétitionnaire sont spécifiques à cette nouvelle procédure qu'est la consultation.

Précédemment les contributions du public faisant l'objet d'un PV de synthèse par le commissaire enquêteur à destination du pétitionnaire. La réponse était attendue sous 8 jours. La relation entre les contributions et les réponses étaient assurées par le commissaire enquêteur. Aujourd'hui vous avez l'opportunité d'informer le commissaire enquêteur sur la pertinence des réponses apportées ou leur absence. C'est un réel progrès. Il est bien évident qu'une absence de réponse interroge sur sa motivation selon l'intérêt que suscite le questionnement. Le rôle du commissaire enquêteur est de mettre en relation les avis afin d'apporter au service instructeur la mesure des points de vigilance mis en évidence par le public.

En conclusion, pour reprendre vos propos, le processus d'autorisation environnementale ne se suffit pas d'une réponse déclarée.

Bien à vous,

Jean-Yves BELLIER

Contribution n°283 (Web)

Proposée par Chagnaud dominique
(dgchagnaud@gmail.com)

Déposée le mardi 25 novembre 2025 à 09h42

Adresse postale : 8 Lieu-Dit La Tiffaille 86470 La Chapelle Montreuil Boivre La Vallée

Mr Fournier (chef de projet Eolise) pourriez vous préciser comment sont financées les prestations déjà réalisées

la mise en place et la location du mas de mesure

le montage et suivi du dossier (prestation à priori réalisée par Eolise)

les prestations de vos partenaires (BE environnement, acoustique ,juriste etc)

l'indemnisation du propriétaire et de l'exploitant de la parcelle ZH8 (la ou se trouve le mas de mesure)

l'avance sur l'indemnité des propriétaires des parcelles ZH1 ZH3 ZH4 ZH7 et peut être d'autres impactés par les futures tvx

et ce que j'ai du oublier

je vous remercie

Contribution n°284 (Web)

Proposée par Aaron marine
(marinedpt@gmail.com)

Déposée le mardi 25 novembre 2025 à 10h34

La contribution de la commune de Boivre la Vallée à la transition énergétique est déjà remplie. Au nom de la justice territoriale il est urgent que chaque commune contribue à l'effort énergétique en fonction de ses atouts (solaire, hydrolique, éolien, biomasse etc). Quelle injustice que d'impacter une seule zone et ses habitants qui subissent à eux seuls toutes les externalités négatives dont la dépréciation de leur patrimoine et cadre de vie. Trop c'est trop !

Contribution n°285 (Web)

Proposée par GUINARD Philippe
(ph.guinard.29@gmail.com)

Déposée le mardi 25 novembre 2025 à 10h40

Adresse postale : Les Hérolles 86290 Coulonges Les Hérolles

Monsieur le commissaire enquêteur,

La presse régionale de ce matin 25 novembre se fait l'écho de l'opposition municipale et des habitants de Boivre la Vallée.
Je vous joins le lien et l'article de presse afin que vous puissiez en prendre connaissance.
Je vous demande d'émettre un avis défavorable au projet éolien en question.
Cordialement
Philippe Guinard

<https://www.lanouvellerepublique.fr/vienne/commune/boivre-la-vallee/nous-avons-atteint-le-seuil-de-saturation-visuelle-et-nous-ne-souhaitons-pas-devenir-une-zone-industrielle-le-projet-eolien-a-boivre-la-vallee-suscite-une-vive-opposition-1763997022>

« Nous avons atteint le seuil de saturation visuelle et nous ne souhaitons pas devenir une zone industrielle » : le projet éolien à Boivre-la-Vallée suscite une vive opposition

<https://www.lanouvellerepublique.fr/vienne/commune/boivre-la-vallee/nous-avons-atteint-le-seuil-de-saturation-visuelle-et-nous-ne-souhaitons-pas-devenir-une-zone-industrielle-le-projet-eolien-a-boivre-la-vallee-suscite-une-vive-opposition-1763997022>

AbonnésCet article est réservé aux abonnés numériques. Envoyer à un amiEnvironnement - Vienne Le parc éolien de Champs Chagnots est actuellement composé de trois éoliennes.

© (Photo fournie par la mairie de Boivre-la-Vallée)Par RÉDACTIONPublié le 24/11/2025 à 16:10mis à jour le 24/11/2025 à 20:27La consultation du public sur le projet de « Parc éolien de La Chapelle », situé dans la commune de Boivre-la-Vallée, à La Chapelle-Montreuil, se poursuit jusqu'au 8 décembre 2025. Le projet porte sur deux éoliennes d'une hauteur de 160 mètres et un poste de livraison. Celles-ci seraient implantées dans la continuité du parc éolien des Champs Chagnots composé de trois éoliennes. La commune de Boivre-la-Vallée, des associations ou collectifs très actifs sur le territoire comme Bien vivre en Val de Boivre (autour de cent adhérents), Les Oiseaux de Boivre-la-Vallée (autour de 350 adhérents), ou Isabelle Dupont, propriétaire du Château de Montreuil-Bonnin, sont vent debout contre le projet, principalement, parce qu'il y a saturation, mais, pas seulement, pour cette raison. « Nous avons atteint le seuil de saturation visuelle » Ainsi, Dany Dubernard, la maire de Boivre-la-Vallée, rappelle et motive la position du conseil municipal en la matière : « Notre commune héberge, actuellement, treize éoliennes, construites ou en construction. Si le projet de La Chapelle aboutit, leur nombre s'établira à quinze auxquelles doivent être ajoutées cinq éoliennes en limite immédiate (deux aux Forges et trois à Coulombiers). Le conseil municipal considère qu'il n'est pas tolérable pour notre territoire de bocage, pour le bien vivre de ses habitants, pour la préservation d'espèces protégées et pour la mise en valeur de notre patrimoine d'en avoir plus. Nous avons atteint le seuil de saturation visuelle et nous ne souhaitons pas devenir une zone industrielle. » « Demander l'arrêt du saccage de notre cadre de vie » Jean-Michel Premaud, conseiller municipal, membre de Bien vivre en Val de Boivre qu'il représente, souligne que les Oiseaux de Boivre-la-Vallée, le Château de Montreuil-Bonnin avec les soutiens de la Demeure historique et de l'association des Amis du château de Montreuil-Bonnin ainsi que le conseil municipal de Boivre-la-Vallée « sont mobilisés ensemble pour demander l'arrêt de l'expansion des parcs éoliens sur le secteur déjà bien saturé et l'arrêt du saccage de notre cadre de vie, de notre environnement et de notre patrimoine ». Au nom du collectif Les Oiseaux de Boivre-la-Vallée, Virginie Braconnier ajoute que « le projet éolien est prévu au cœur d'un maillage d'écosystèmes sensibles et protégés, accueillant 149 espèces d'oiseaux, majoritairement patrimoniales, menacées et protégées. Les plaines agricoles et la vallée de la Boivre - couloir de migration, zone de halte, de nidification et de chasse - abritent busards des plaines, cigognes noires, élanions blancs, oedicnèmes criards, pies-grièches écorcheurs, pluviers dorés... Des grands migrants, passereaux et rapaces emblématiques, que notre association suit et protège tout au long de l'année. » « La dénaturation complète du paysage » Elle déplore que « dans son étude, le maître d'ouvrage minimise un risque avéré et documenté : la mortalité aviaire par collision avec les éoliennes, tout en invisibilisant la richesse exceptionnelle du site ». Enfin, déplore Isabelle Dupont : « Si le projet aboutit, il participera à la dénaturation complète du paysage du fait de la saturation visuelle liée aux dix-huit éoliennes, déjà, construites ou en projet dans le périmètre immédiat du village. Il sera visible depuis la forteresse de Montreuil-Bonnin, monument historique classé, emblématique du territoire, en totale incohérence avec les efforts de restauration et de sauvegarde entrepris ces dernières années. » Les opposants au projet éolien de La Chapelle unissent leurs compétences pour agir ensemble. Ils encouragent, notamment, les Boivrevalléens à apporter leurs points de vue sur les supports prévus à cet effet. Une pétition, mise en circulation sur mesopinions.com par Bien vivre en Val de Boivre, a, à ce jour, recueilli plus de 250 signatures. Le dossier est consultable sur le site registre-dematerialise.fr de même que les plus de 270 contributions déjà déposées en ligne. Jean-Yves Bellier, le commissaire enquêteur, tiendra une réunion de clôture de la consultation, à la salle polyvalente de La Chapelle-Montreuil, ce mardi 25 novembre, de 19 h à 21 h. Les opposants au projet y seront présents et comptent sur la présence d'un public nombreux.

Contribution n°286 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le mardi 25 novembre 2025 à 12h06
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse au mémoire du pétitionnaire – Contributions n°65 et n°97 (Hameau de l'Ausigère et hameaux environnants)

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,
Monsieur le Référé du dossier,

Les contributions n°65 et n°97 avaient un objectif simple : faire prendre conscience de l'ampleur de l'impact du projet sur les hameaux voisins, dont l'étude d'impact reconnaît elle-même les niveaux de sensibilité paysagère : 9 hameaux en sensibilité très forte, 5 en sensibilité forte, 2 en sensibilité modérée, soit 16 hameaux concernés, sans même compter ceux oubliés.

Cela représente des dizaines de maisons, des familles, des riverains directement affectés dans leur quotidien, dans leur vie, tous les jours.

Et quelle est la seule réponse apportée par le pétitionnaire ?

Encore et toujours : un copier/coller de son étude d'impact.

On finit presque par comprendre l'intérêt de remplir des méga-serveurs : on y stocke des copier/coller, qui eux-mêmes servent ensuite à justifier la construction des mêmes parcs éoliens qui nécessitent... ces méga-serveurs. La boucle est presque parfaite.

Le photomontage de l'Ausigère est accompagné d'une légende qui force l'incrédulité :

« Les éoliennes marquent le paysage... mais leur taille reste inférieure au bosquet situé au sud-est des habitations, ce qui permet de relativiser leur taille. »

Relativiser 160 mètres d'acier grâce à... un bosquet ?

Ce serait drôle si ce n'était pas destiné à évaluer l'impact sur des habitants bien réels.

En pièces jointes : les photos issues du cahier de photomontages, vous pourrez constater comment le bosquet relativise l'ensemble c'est pathétique !

Et l'argument suivant n'est guère plus sérieux :

« Leur taille réduite... leur nombre limité... comparable à un parc unique... »

Ici, le pétitionnaire cumule soudainement les parcs de notre territoire – Champs Chagnots, Grandes Brandes, La Chapelle – pour affirmer que tout cela "ne

fait qu'un parc". Pourtant, lorsqu'il s'agit d'évaluer les effets cumulés, il exige que chaque parc soit étudié séparément. Additionner quand ça arrange, dissocier quand ça dérange : une gymnastique qui en dit long.

Mais le plus regrettable reste ceci : même lorsque des citoyens expriment leur inquiétude, leur désarroi, leur sentiment d'encerclement, la réponse se limite à recoller les mêmes paragraphes. Nous avons déjà lu l'étude d'impact. merci.

3 documents associés

contribution_286_Web_1.png
contribution_286_Web_2.png
contribution_286_Web_3.png

Contribution n°287 (Web)

Proposée par Céline Peters
(c.pepette@yahoo.fr)
Déposée le mardi 25 novembre 2025 à 12h12
Adresse postale : rue des glycines 86470 LA CHAPELLE MONTREUIL - BOIVRE LA VALLEE

Contribution à l'enquête publique :
Produire pour exporter : le non-sens électrique de trois éoliennes de plus

Je souhaite exprimer mon refus de l'implantation de trois nouvelles éoliennes sur notre commune, qui compte déjà treize machines en fonctionnement. Cette opposition s'appuie sur plusieurs constats factuels concernant la production réelle de l'éolien en France, son incohérence environnementale, son non-sens économique et le déséquilibre profond entre intérêts industriels et impacts locaux.

L'incohérence nationale : surproduction éolienne et exportation

Les chiffres nationaux montrent une contradiction majeure entre l'ambition affichée de lutter contre le réchauffement climatique et l'utilité réelle de l'éolien produit en France.

Pour rappel les données 2024 :

11 000 éoliennes en fonctionnement
22 500 MW installés à terre et 1 500 MW en mer
Production annuelle : 46 TWh, soit en moyenne 5 200 MWh par heure
Variabilité extrême :

minimum : 180 MWh (0,4 % de la production nationale)
maximum : 19 400 MWh (32 % de la production)
Variation d'un facteur de 1 à 100 en quelques heures.

Cette instabilité rend la production difficilement intégrable au réseau sans stockage massif, qui N'EXISTE PAS en France.

EXPORTATION massive de l'électricité éolienne

En 2024, la France a exporté 90 TWh d'électricité, soit deux fois la production éolienne annuelle. Une analyse heure par heure montre que plus de 80 % des heures, l'électricité éolienne n'a AUCUNE utilité pour la France (et donc pour les habitants ruraux qui voient leur campagne défigurée) et doit être exportée, souvent à prix très bas, voire à prix négatif.

On construit donc de nouvelles éoliennes pour produire une électricité qui ne sert pas aux Français, mais que l'on revend à l'étranger.

Le discours trompeur : "couvre les besoins de 10 000 habitants"

On explique aux habitants que "l'éolien local couvre les besoins de X habitants".
C'est factuellement faux dans notre cas pour deux raisons :

1. L'électricité produite n'est pas consommée localement, mais injectée sur le réseau national.
2. Dans 80 % des heures, elle est revendue à l'étranger car excédentaire.

Les habitants supportent l'impact visuel, sonore, foncier et écologique, mais la production est destinée à d'autres pays ou perdue dans les fluctuations du marché européen.

Une énergie dépendante des subventions : sans aides publiques, l'éolien n'est pas rentable

Les chiffres récents confirment que les nouveaux projets éoliens ne sont pas viables sans argent public.

Prix garanti en 2024 :

Dernier appel d'offre : 87,6 €/MWh
Prix moyen du marché : 53 €/MWh

Le prix subventionné est 65 % plus cher que le prix réel du marché.
C'est l'État — donc les contribuables — qui financent cette différence.

Marché négatif : un système déséquilibré

En 2024, le prix du marché a été négatif pendant 352 heures, en raison de la surproduction éolienne et solaire.
Pourtant les exploitants éoliens :

continuent de vendre leur production à près de 100 €/MWh pour les contrats anciens,
ou reçoivent une subvention couvrant jusqu'à 35 % de leurs pertes pour les contrats plus récents.

Les exploitants privés sont garantis de ne pas perdre d'argent.
Les habitants, eux, payent l'impact et le coût public, sans aucun retour.

L'argument climatique ne tient pas face au mix électrique français

La France dispose déjà d'une électricité très bas carbone :

France : 30 g CO₂/kWh
Moyenne Europe : 220 g
Allemagne, pourtant championne de l'éolien : 390 g

L'ajout d'éoliennes ne fait pas baisser significativement notre empreinte carbone, qui est déjà parmi les plus faibles au monde.
En revanche, l'éolien nécessite des centrales d'appoint (gaz), ce qui peut même augmenter certaines émissions en période de faible vent.

Conclusion : un projet inutile pour la nation et injuste pour les habitants

Ce projet d'implantation de trois nouvelles éoliennes n'apporte :

aucun bénéfice climatique mesurable,
aucun bénéfice local,
aucune réduction de CO₂,
aucune utilité réelle pour la consommation française,
aucun retour économique pour les habitants,

mais en revanche :

une saturation visuelle et sonore,
une injustice territoriale,
une dégradation du cadre de vie,
une consommation de subventions publiques disproportionnée,
un équipement destiné majoritairement à l'exportation.

Pour toutes ces raisons, je demande le rejet du projet d'implantation des trois éoliennes supplémentaires sur notre commune.

Contribution n°288 (Web)

Proposée par PEROCHON Alain
(perochona@aol.com)
Déposée le mardi 25 novembre 2025 à 13h33
Adresse postale : La Castouarde 86410 St Laurent de Jourdes

Monsieur le commissaire enquêteur,
Le mémoire en réponse d'Eolise concernant les impacts acoustiques prend en considération les bruits de fonctionnement des parcs existants et autorisés pour déterminer les bruits résiduels.

Ceci est en contradiction avec la jurisprudence Blanzay.

"5.4. Les Grandes Brandes

L'étude acoustique (décembre 2024), est antérieure à l'entrée en consultation publique du projet éolien des Grandes Brandes le 16 avril 2025, et autorisé par un arrêté préfectoral le 1^{er} octobre 2025. De ce fait, le projet des Grandes Brandes n'est pas présent dans l'étude.

Afin de répondre aux nombreuses sollicitations émanant des contributions, le bureau d'études Gantha a inclus la présence de ce parc dans ces calculs sur les risques d'impact cumulés. Les résultats sont disponibles en annexe.

Dans ces conditions et avec un plan de bridage identique à celui présenté à la page 312 de l'EIE, le respect des exigences réglementaires au voisinage est assuré."

Page 61 du mémoire (annexes)

<https://www.preambles.fr/6415/download/component/125723/memoire-en-reponse-du-petitionnaire-aux-contributions-publiees-entre-le-12-octobre-et-le-05-novembre-2025>

"Pour les calculs d'émergence le bruit résiduel correspond au bruit évalué avec tous les autres parcs en fonctionnement".

La jurisprudence Blanzay stipule que le bruit résiduel doit être calculé hors fonctionnement des parcs , et que les bruits de fonctionnement des parcs doivent par contre être intégrés dans le bruit ambiant.

On comprend aisément que le delta entre bruits "normaux de la campagne " et bruits "des exploitations industriels " fait que les nuisances même en deça des normes sont insupportables, contrairement à ce que laisse supposer le respect de ces normes, sachant que chaque augmentation de bruit de 3 dB double l'intensité dudit bruit...

Contribution n°289 (Web)

Proposée par Ducalcon Luc

Déposée le mardi 25 novembre 2025 à 15h28

Monsieur le Commissaire enquêteur,

J'habite de manière impuissant, dans une zone limitrophe à ce projet et malheureusement pleins d'autres à venir.
je crois que la majorité des arguments ont été transmis dans toutes les contributions qui précèdent la mienne.
Je vous demande de prendre réellement en considération le fait de pouvoir vivre dans un environnement que nous avons choisi, loin de tout service public mais aussi loin de cette densité industrielle qui ne profite pas certains.
La Vienne et les Deux Sèvres sont des départements magnifiques, malheureusement sous coté qui sont sacrifiés, bradés et complètement déconsidérés pour enrichir uniquement quelques entreprises au capitalisme vert.

Ainsi, Monsieur le Commissaire Enquêteur je vous demande de prendre en considération mes arguments et de noter ma totale opposition à ce projet.

Bien respectueusement,

Contribution n°290 (Web)

Proposée par Jacques de Crémiers

Déposée le mardi 25 novembre 2025 à 16h15

Monsieur le Commissaire enquêteur,
La contribution n° 277 de la LPO doit particulièrement attirer votre attention. Parfaitement équilibrée et prudente, elle souligne la présence de plus en plus marquée que l'on peut observer de la présence de la cigogne noire (de la cigogne blanche aussi) sur notre territoire.
De surcroît, la contribution souligne la présence des espèces menacées.
Merci à vous de refuser ce projet si néfaste pour la nature et pour les gens.
Cordialement

Contribution n°291 (Web)

Proposée par Isabelle Bayart
(iseau.bayart@gmail.com)

Déposée le mardi 25 novembre 2025 à 17h55

Adresse postale : 3 coudasne 86470 Boivre-la-Vallée

Isabelle Bayart - conseillère municipale

Pour faire suite aux contributions 196 et 210, pouvez-vous nous préciser quelles compensations sont prévues pour les arrachages de haies aux 2 endroits cités dans le dossier ?

Il a été évoqué lors du comité de projet en février des plantations dont vous ne parlez plus dans le dossier actuel.

Il est nécessaire de compenser ces arrachages par des longueurs beaucoup plus longues en nouvelles plantations.

Dans l'attente d'une réponse de la part des porteurs de projet.

Contribution n°292 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 09h50

saturation de notre environnement qui est un atout majeur de notre commune.

Contribution n°293 (Web)

Proposée par Lamoureux Maxence

(maxencelamoureux@gmail.com)

Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 19h24

Monsieur le commissaire,

Hier soir en réunion publique, sur leur site et sur le dossier, Eolise aime se présenter comme un "développeur poitevin", enraciné localement et proche du territoire. Mais dès qu'on ouvre les documents officiels, ce récit s'effondre complètement.

La réalité, c'est qu'Eolise n'est pas une petite entreprise locale : c'est une pièce d'un montage bien plus large appelé "Groupe Éolise", une holding conçue pour empiler des sociétés de projet, dont aucune n'a encore mis un seul parc en service. Une structure financière, pas une entreprise territoriale.

Et quand on regarde qui possède réellement la société Eolise, la surprise est de taille.

Les trois actionnaires ne sont absolument pas des acteurs poitevins :

- BETA 4 SPRL, société belge appartenant à Antoine Brebion (lui-même domicilié en Belgique)
- CONTINO SPRL, autre société belge
- et seulement un actionnaire français : Julien Pezzetta

Conclusion : Eolise est majoritairement contrôlée depuis la Belgique, pas depuis le Poitou. Pourtant, dans leurs brochures et présentations publiques, aucun mot sur cette double présence belge, aucun mot sur la structure réelle du groupe, aucun mot sur la façon dont les décisions et les bénéfices remontent à l'étranger.

Ce silence n'est pas anodin.

Quand une entreprise veut installer des machines de plusieurs millions d'euros dans un territoire rural, la moindre des choses serait d'être transparente sur qui détient quoi, qui finance, qui décide, et où va réellement l'argent.

Se revendiquer "poitevin" tout en étant détenu par des sociétés belges : c'est plus qu'un embellissement. C'est une présentation trompeuse.

D'autre part, le document "Capacités techniques et financières du projet de parc éolien de La Chapelle" indique que : " la société EOLISE a été créée en 2016 par M. Brebion, M. Pezzetta et M. Wambre en tant que dirigeants. " (page 8).

Or, d'après les statuts de la SAS EOLISE consultés et disponibles ici (<https://entreprises.lefigaro.fr/eolise-59/entreprise-819810862>), M. Wambre n'apparaît pas comme fondateur ni dirigeant à la création ; la liste des associés/actionnaires et la domiciliation indiquent d'autres réalités capitalistiques.

Cette contradiction factuelle est importante : elle rend mensongère la présentation officielle du porteur sur ses fondateurs et appelle une correction publique immédiate et la communication des pièces justificatives (statuts originaux, procès-verbaux de constitution, ou acte modificatif) pour rétablir la vérité.

Contribution n°294 (Web)

Proposée par Lamoureux Maxence
(maxencelamoureux@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h00
Adresse postale : 1 Saint Louis 86470 Boivre la Vallée

On nous dit que la société d'exploitation est solide parce qu'elle dépend du "Groupe Éolise", lui-même financé par trois actionnaires impliqués dans d'autres sociétés d'éoliennes rentables. C'est vrai : les actionnaires ne sont pas démunis. Mais cela ne dit rien de la solidité réelle du groupe Éolise lui-même.

Car la vérité est simple : la branche "Groupe Éolise" qui porte les projets locaux ne génère aucun revenu. Aucun de ses parcs n'est en service. Sur une vingtaine de projets déposés, la plupart ont été refusés et les deux acceptés sont encore en procédure. Autrement dit, aucune des sociétés d'exploitation qui constituent la holding "groupe éolise" n'apporte de financement. Il ne peut compter que sur les apports des actionnaires de la société Eolise, des apports privés répétés.

La vraie question est donc la suivante : combien de temps des actionnaires, même fortunés, vont-ils continuer à financer des projets qui n'aboutissent pas ? Et que se passera-t-il si un aléa imprévu survient : une étude de sol plus chère que prévue, un nouveau recours, un raccordement plus coûteux, un permis annulé ?

Quand un projet repose entièrement sur la volonté de quelques individus de continuer à remettre de l'argent, et non sur une activité qui génère ses propres revenus, c'est un modèle fragile. C'est légitime de s'interroger sur la capacité réelle d'Éolise à mener un projet de plusieurs millions d'euros jusqu'au bout.

Il est également important de noter que, jusqu'à aujourd'hui, Éolise a déjà investi plusieurs dizaines de milliers d'euros par projet pour arriver au stade de l'accord préfectoral (sur le business plan il est indiqué 434 000€), principalement pour couvrir les études de faisabilité, les démarches administratives et les frais juridiques liés à la demande de permis. Avec 21 projets en parallèle, cela représente un investissement total de plusieurs millions d'euros.

Cela représente une somme considérable pour un modèle économique qui repose uniquement sur des financements privés et des projets qui n'ont pas encore abouti.

Est-ce que le groupe Eolise peut publier les frais engendrés par l'ensemble des projets depuis 2016 qu'elle existe ? Et peut-elle donner les garanties financières qu'elle est encore viable malgré ces frais de plusieurs millions d'euros ? Peut-elle donner des informations quand à l'origine de ces fonds ?

Contribution n°295 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h04
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Il est à noter que l'affichage pour annoncer la première enquête publique a été faite au dernier moment. Certes, dans les clous réglementairement parlant, mais attendre le dernier moment pour effectuer un affichage annonce d'emblée une volonté de communiquer le moins possible avec les principaux concernés que sont les citoyens. Par ailleurs, veuillez également noter que cet affichage a été fait en grande partie en dehors de la zone où l'implantation de ces nouvelles éoliennes est prévue.

Contribution n°296 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h07
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Je m'exprime ici en ma qualité de naturaliste, réalisatrice de documentaires animaliers et titulaire d'un master réalisation de documentaires animaliers.

Nous déplorons que les études naturalistes effectuées par le bureau d'étude ne se soient pas rapprochées des naturalistes présents localement. En effet, leur occupation du territoire est bien plus fiable et leurs données plus exhaustives que celles qui ont été effectuées dans le cadre de l'étude d'impact. Lors de la réunion d'information, le porteur de projet nous a répondu que ni lui, ni le bureau d'étude n'avaient le contact des associations ou des naturalistes présents sur la commune. Or, un coup de téléphone à la mairie ou une petite recherche internet aurait suffi à obtenir les contacts très rapidement. Il existe notamment un site : Sentinelles de la nature qui référence l'ensemble des associations et groupes visant à protéger la nature. Pour la plupart d'entre elles, le comptage et les inventaires faunistiques et floristiques font parties de leurs missions. Ça n'a pas été fait et l'étude en pâtit largement avec des données qui sont le plus souvent soit fausses, soit manquante. Ce qui témoigne, à mon sens encore, d'une certaine défiance vis-à-vis des locaux et, plus largement, de la protection de l'environnement.

J'attire votre attention sur le fait que jusqu'à présent, la plupart des cabinets d'étude qui ont effectué des études d'impact sur notre territoire avant l'implantation d'éoliennes se sont souvent contentés de faire des copier/coller des données récoltées par la LPO les années précédentes et ne se sont pas déplacées sur place pour constater par eux-mêmes la présence ou non de certaines espèces. D'autres, ré-adaptent ces copier/coller avec l'aide de l'IA. J'ignore si ça a été fait par le bureau d'étude mandaté par Eolise mais je vous invite à comparer les données entre elles. Je pense que ça peut être intéressant. Voici le site le plus utilisé par les précédents bureaux d'études pour effectuer ces copier/coller : <http://vienne.lpo.fr>

Dans tous les cas, pour vérifier les inventaires effectués par le bureau d'étude et en obtenir de plus fiables, je vous invite à vous rapprocher des institutions suivantes (liste non exhaustive évidemment) :

- Les oiseaux de Boivre-la-Vallée pour les inventaires aviaires (en particulier le busard pour lequel l'association effectue de la protection - j'y reviendrai plus tard, participant moi-même à la protection des nichées)
- Vienne Nature.
- France Nature et Environnement Vienne
- Poitou-Charentes Nature
- Conservatoire des espaces naturels nouvelles aquitaine

Contribution n°297 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h08
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

A ma connaissance, l'étude est loin d'être exhaustive concernant les espèces les plus sensibles. Commençons par les chiroptères. Aucune étude n'a été faite concernant l'impact de la lumière des éoliennes sur les chauves-souris. Lors de la réunion publique, le porteur de projet nous a assuré que les chauves-souris n'étaient pas sensibles à la lumière. Or de nombreuses espèces sont parfaitement lucifuges. Ce qui veut dire qu'elles abandonnent des sites de reproductions et de chasses qu'elles occupent naturellement lorsqu'il y a une perturbation lumineuse. Rappelons que les éoliennes émettent à la fois de petits flashes rouges et de longs flashes blancs durant la nuit. Si certaines espèces peuvent utiliser l'éclairage pour chasser, elles sont impactées par les flashes lumineux dont l'éclairage est irrégulier. D'autres espèces telles que les rhinolophes et les murins (présents sur la commune) sont strictement lucifuges. Ce qui veut dire qu'ils disparaîtront des zones où se trouvent les éoliennes.

Les études manquent sur la commune pour recenser les sites de nidification des murins et des rhinolophes mais leur présence est avérée.

Sur cette étude datant de 2016 et se concentrant essentiellement sur les départements limitrophes, vous pouvez constater que les éoliennes se trouvent exactement sur la trajectoire des rhinolophes pour rejoindre leur site d'hivernage.

https://www.poitou-charentes-nature.asso.fr/wp-content/uploads/2017/09/2017.03.16-Projet-Grand-rhino_Note-de-synthese_année-2016_PCN-NE17.pdf

Voici une autre étude menée en Vienne qui montre les sites d'occupation des chauves-souris.

<https://www.vienne-nature.fr/chaue-souris/>

En bref, il nous semble indispensable qu'une étude menée sur l'année complète soit effectuée pour mesurer l'impact des flashes lumineux sur les populations de chauves-souris.

Et il en va de même pour les insectes nocturnes.

Contribution n°298 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h28
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

4. Grands oubliés de ces études : les insectes en général. Ils sont nombreux à terminer leur vie dans les pales des éoliennes comme le montre ces études :

<https://viapl.fr/des-milliards-dinsectes-secrasent-contre-les-eoliennes/>

<https://environnementdurable.org/les-ravages-de-lindustrie-eolienne-sur-les-animaux/>

<https://france3-regions.franceinfo.fr/centre-val-de-loire/cher/biodiversite-on-vous-explique-pourquoi-les-eoliennes-sont-accusees-de-tuer-les-chaue-souris-2863742.html>

Une éolienne tue en moyenne 40kg d'insecte par an. Sur notre territoire largement saturé en éoliennes (déjà 15 sur la commune de Boivre-la-Vallée), on peut déjà déplorer la perte de 600kg d'insectes par ans sur la commune. Faut-il rappeler que les insectes sont essentiels à la pollinisation ? Elle-même essentielle aux maraîchers présents dans un rayon de 5km autour des éoliennes ? L'étude ne mesure absolument pas l'impact de cette perte à la fois sur la biodiversité, sur l'économie des maraîchers autour ou des habitants ayant un potager ni sur la fertilité de nos fruits et légumes. Et on ne parle ici que de la mortalité. Pas de la fragmentation de l'habitat que provoquent ces éoliennes.

Car pour les insectes nocturnes lucifuges, il en va de même que pour les chiroptères.

Sur la commune de Boivre la Vallée, les insectes suivants ont été recensés et sont strictement protégés. Ils n'apparaissent nullement dans l'étude menée par le porteur de projet qui ne propose aucun inventaire à leur sujet alors que leur présence est avérée sur le territoire de la commune.

Je parle de la rosalie des Alpes, du lucane cerf-volant et du grand capricorne.

Le territoire de la vallée de la Boivre est classé comme une zone naturelle d'intérêt écologique (ZNIEFF Vallée de la Boivre), ce qui atteste d'un intérêt écologique reconnu. L'association Vienne Nature recense parmi les insectes du département des centaines d'espèces (papillons diurnes et de nuit, libellules, orthoptères, et une "centaine d'espèces de longicornes (coléoptères).

Ces insectes volants seront impactés par les pales des éoliennes en plus de voir une partie de leur habitat détruit (lorsque les haies seront rasées à la construction).

Des Libellules (odonates) : plusieurs espèces de libellules de la Vienne sont inscrites sur des listes rouges régionales, ce qui en fait des "espèces patrimoniales" à protéger.

Des Papillons diurnes : dans la région Poitou-Charentes, les papillons diurnes font l'objet d'un suivi, et de nombreuses espèces sont désormais "localisées, rares ou menacées".

Plus généralement, l'inventaire naturaliste mené par Vienne Nature recense des "espèces patrimoniales" dans le département, ce qui témoigne d'une biodiversité d'insectes (et d'autres invertébrés) potentiellement sensible.

Pour cette raison, nous souhaiterions qu'une étude et un inventaire plus complet concernant les insectes soient effectués, de préférence par un bureau d'étude indépendant ou Vienne Nature, prenant en compte ces 3 espèces protégées mais également l'ensemble des insectes volants pouvant être impactés par les éoliennes.

Contribution n°299 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h30
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

5. Ci-joint vous trouverez un documentaire réalisé en 2022 concernant la pollution lumineuse.

<https://youtu.be/isMW1f1fx7k>

Je vous invite à prêter particulièrement attention aux passages qui s'étalent de 5'50 à 12'30. La séquence avec Samuel Ducept (chargé d'études entomologiques chez Vienne Nature) a été tournée sur la commune où le projet d'implantation des deux éoliennes d'éolise est prévu. Lui et Colin Fontaine, chercheur en écologie au centre d'écologie et de la conservation du musée d'histoires naturelles, apportent des chiffres importants concernant l'impact de toute forme de pollution lumineuse sur la biodiversité entomologique. Aucune étude n'a été menée par le bureau d'étude pour mesurer les perturbations que les éoliennes pourraient avoir sur le déplacement et le cortège d'insectes nocturnes présents alentours. Que ce soit à cause des impacts avec les pales ou des nuisances lumineuses provoquées par les flashes blancs ou les clignotants rouges.

Contribution n°300 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h38
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Erratum insectes : j'attire votre attention sur le fait que la ZNIEFF de l'épine est à 900m du projet éolien, ainsi que la nouvelle ENS de la verrerie (900m également)

Contribution n°301 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h39
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Concernant les études acoustiques qui ont été menées par le bureau d'étude : n'ont été effectués des tests que pour montrer l'impact sonore que pouvaient avoir les éoliennes sur l'oreille humaine. Il est intéressant de noter que cette étude a été menée pendant une période d'activité humaine plus intense (et donc plus bruyante). Le choix s'est porté sur les départs en vacances d'été : de Juin à Août. Le paysage sonore de cette période est donc majoritairement plus bruyant que le reste du temps et n'est pas représentatif du reste de l'année. Pendant les vacances scolaires, l'autoroute à proximité est massivement plus empruntée et il s'agit également de la période des moissons où moissonneuses batteuses et tracteurs circulent dans les champs à proximité immédiates des éoliennes. Permettant ainsi aux éoliennes de s'implanter dans un paysage sonore plus bruyant que le reste de l'année et de minimiser leurs impacts acoustiques sur les habitants. Nous souhaiterions connaître les résultats tout au long de l'année puisque, a priori, les éoliennes ne seront pas seulement présentes et en activité du mois de Juin au mois d'Août mais bien tout le reste de l'année. Par ailleurs, les tests acoustiques n'ont été effectués que sur 50hz et à hauteur d'habitation. L'oreille humaine est sensible aux sons allant de 20hz à 20.000hz. L'étude invisibilise les sons aigus, considérant qu'ils n'ont a priori aucun impact sur les vies humaines. Pourquoi? Ils occultent également l'impact acoustique que les éoliennes peuvent avoir sur les animaux volants puisque l'étude est faite exclusivement depuis le sol (oiseaux, chiroptères et insectes) qui, d'une part, ne se situent pas à la même altitude. Et d'autre part, sont sensibles à des fréquences différentes de celles de l'oreille humaine. Aucun test n'a été effectué à ce sujet. Le porteur de projet ayant même signalé, pendant la réunion publique, que c'était inutile puisqu'à ce jour, on "aurait prouvé" que c'était inutile d'étudier en-dessous et au-delà de 50hz. Or, les articles suivants prouvent le contraire. Les chiroptères, par exemple, communiquent en utilisant des fréquences comprises entre 15.000 et 150.000Hz. Elles captent donc des fréquences émises au-delà de ces données et peuvent donc être impactées par les sons émis par les éoliennes. D'autant plus que leurs vocalisent ne leur permettent pas seulement de communiquer mais aussi de se localiser, de se déplacer et de chasser. La pollution sonore impacte également d'autres espèces telles que la plupart des oiseaux. L'article en gras l'explique bien. Et l'étude du porteur de projet est entièrement vierge à ce sujet.

<https://www.samudelenvironnement.org/2019/12/13/les-impacts-de-la-pollution-sonore-anthropique-sur-la-faune/>

<https://cpepesc.org/10-les-chauves-souris-franc-comtoises/4-actu-chauves-souris/bruits-et-chauves-souris-comment-les-chiropteres-evoluent-elles-dans-un-environnement-sonore-anthropique-de-plus-en-plus-bruyant/>

<https://www.maisondulacdegandlieu.org/pollution-sonore-biodiversite/>

<https://www.ouest-france.fr/mer/des-chercheurs-ont-prouve-le-stress-des-sons-eoliens-sur-les-coquillages-59e75050-0385-11ee-bfa0-5e45e3198685>

Dans l'article juste ci-dessus, on peut s'interroger. Si les coquillages dont le système nerveux est celui d'un crustacé, sont victimes de stress à cause des sons émis par les éoliennes, peut-on sérieusement affirmer (comme l'a fait le porteur de projet lors de la réunion publique) que les fréquences sonores émises par les éoliennes n'ont pas d'impact significatif sur la faune et la flore ? L'étude n'évoque pas du tout les impacts sonores d'une éolienne sur les mammifères, les crustacés terrestres, les oiseaux, les chiroptères,... Et pour faire une telle étude, il faudrait des scientifiques experts et indépendants. Le bureau d'étude n'a absolument pas sollicité leur aide.

Il existe de nombreux articles à ce sujet. Si besoin d'une liste plus complète, je me tiens à votre disposition.

1 commentaire

Par Jean-Yves BELLIER
Déposé le 27/11/2025 à 19h33

Bonjour,
Je vous remercie pour la richesse de vos contributions. Je ne manquerai pas de vous solliciter si cela s'avère utile.

Bien à vous
Jean-Yves BELLIER - Commissaire enquêteur

Contribution n°302 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h55
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

A noter la proximité des marais du Ragouillis qui abrite la plupart des espèces concernées par l'implantation des éoliennes (oiseaux, chiroptères, insectes). Comme toute zone humide, ce milieu extrêmement fragile, se raréfie et abrite de nombreuses espèces qui viennent pour nicher, se reproduire ou se nourrir. Le marais abrite notamment la loutre d'Europe et le castor d'Europe qui ne sont pas cités par l'étude du tout mais peuvent être impactés indirectement par la fragmentation de leurs habitats lorsque plusieurs parcs éoliens et leurs infrastructures se multiplient à proximité d'un marais ou d'une zone humide comme le marais du Ragouillis. Pourquoi l'éolien peut poser problème à la Loutre et au Castor
D'abord, il entraîne la fragmentation physique de l'habitat qui est déjà largement fragmenté à cause des précédents projets autour.
Les parcs éoliens ne sont pas le problème principal : les pistes d'accès, plateformes, terrassements, réseaux enterrés, drainage sont les vrais facteurs de fragmentation.

Ces aménagements peuvent couper ou dégrader les zones humides, les ripisylves et les corridors écologiques utilisés par la loutre et le castor pour se déplacer.

Ensuite, l'implantation d'éoliennes implique des perturbations hydrologiques.
Les travaux peuvent modifier les écoulements, nappes superficielles, zones d'inondation essentielles au castor et à la loutre.

La loutre est extrêmement sensible aux changements hydrologiques.
L'implantation d'éolienne augmente le dérangement.
Plus de pistes = plus de passages de véhicules, lumière, bruit → dérangement chronique, surtout pour la loutre (espèce nocturne et discrète).
Le castor est moins sensible mais reste vulnérable lors des déplacements terrestres entre points d'eau.

Un parc éolien isolé a un impact limité.

Mais la multiplication des parcs génère un effet cumulatif de fragmentation, reconnu comme un risque pour les mammifères semi-aquatiques dépendant de continuités écologiques.

Le fait que le promoteur déclare viser "des parcelles agricoles, relief plat" est un indice qu'ils évitent vraisemblablement les zones humides — mais ce n'est pas une garantie formelle : des prairies humides ou des zones ripariennes peuvent coexister avec l'agriculture.

L'absence de mention dans l'étude d'un milieu aquatique ne signifie pas qu'il n'en existe pas cela peut venir d'un inventaire incomplet, d'un choix de planification, ou d'un souci de discrétion.

Eolise ne propose aucun inventaires et études d'impact complets

Aucun inventaire de la faune protégée : loutre, castor, chauves-souris, oiseaux, insectes protégés ou menacés.
Aucun inventaire des habitats sensibles : zones humides, milieux ripariens, ripisylves, corridors écologiques.
Aucune étude sur l'impact de la fragmentation des habitats et des impacts cumulatifs avec les autres parcs sont présents ou prévus à proximité.

Quelle mitigations concrètes ?

Rien n'est indiqué quant aux plans précis pour préserver continuité des berges et zones humides.
Aucune proposition de mesures pour limiter dérangement des loutres et des castors (horaires, travaux hors période sensible, clôtures adaptées).
Aucune analyse de l'impact des parcs éoliens existants et futurs sur la faune et les habitats.
Aucune étude de l'effet cumulatif sur la biodiversité.

4. Données hydrologiques et agricoles

Rien n'est indiqué dans l'étude quant au risque de modification des écoulements et de l'hydrologie et son impact sur les corridors utilisés par les castors et les loutres
Garantie que les travaux ne touchent pas les prairies humides ou terres sensibles (et j'insiste sur terre sensible).

Tout ceci manque à la proposition d'Eolise.

Contribution n°303 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h56
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Pour compléter la contribution de la LPO, notez les observations de cigogne noire qui prouvent qu'un couple s'est établi à proximité du site où les éoliennes seront construites. Cet oiseau est particulièrement vulnérable (75 couples seulement en France). Très difficile à observer, il souffre d'un gros manque de protection. Il niche et se nourrit essentiellement à proximité des zones humides (le Ragouillis n'est pas loin, rappelons-le)

http://vienne.lpo.fr/index.php?m_id=509&frmSpecies=41&action=species&y=2025

Dans tous les cas, elle est présente comme nicheuse et reproductrice proche du site d'implantation et en Vienne comme le montre l'article ci-après.

Contrairement à ce qui a été dit pendant la réunion publique par le porteur de projet : à savoir, qu'elle n'était que migratrice.

<https://www.lpo.fr/lpo-locales/la-lpo-en-nouvelle-aquitaine/lpo-poitou-charentes/actualites/2023/trois-nouvelles-especes-nicheuses-en-poitou-charentes>

Contribution n°304 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h57
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

De nombreuses cigognes blanches ont été observées également pendant la migration (139 données ont été renseignées au total). Des grues cendrées sont repérées régulièrement pendant la migration aussi. Des oedicnèmes criards sont nicheurs ainsi que des courlis cendrés et des pies grièches écorcheurs. Des outardes canetières suspectées de nicher. Et des vautours ont été aperçus, en quête de nourriture il y a quelques années. Cela fait deux ans que l'on constate aussi, au printemps, la présence d'un pygargue à queue blanche. Tous ces animaux sont soit absents de l'étude soit évoqués comme une présence anecdotiques. Alors que tous ces oiseaux sont protégés et que les éoliennes provoquent leur mortalité par impact mais aussi par fragmentation de l'habitat.

http://vienne.lpo.fr/index.php?m_id=620&frmSpecies=160&sp_tg=1&tframe=0&mtype=max&action=sp&y=2023
Je vous laisse taper les autres données dans le moteur de recherche de la LPO.

Contribution n°305 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h57
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

A noter aussi que l'étude d'impact se concentre sur des périodes de l'année très spécifique pour effectuer son diagnostic. En l'occurrence, pour connaître en moyenne la présence de chaque espèce, une période de l'année d'observation (et même l'année entière) est loin d'être suffisante. Chaque année, les comportements des animaux et occupations d'un territoire varient en fonction de différents critères : la météo, la densité de ressource, les pressions humaines. L'étude d'impact ne compare absolument pas les données récoltées avant l'implantation de nouvelles éoliennes sur le territoire VS après. Alors que ces indications sont cruciales pour comprendre à quel point la densité d'éoliennes sur la commune impacte les habitudes des animaux et provoque leur disparition. Ce que nous perdons, nous le retrouverons plus. Le préjudice écologique est immense !

Contribution n°306 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h58
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Aucune étude n'a été effectuée concernant l'effet stroboscopique que les pales pouvaient avoir sur les animaux sauvages et domestiques à proximité.

Contribution n°307 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h58
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Les busards. Ce passage risque d'être un peu long étant donné que je participe à la protection des nichées de busards sur la commune (vous avez en votre possession un documentaire intéressant qui, s'il n'aborde pas le sujet des éoliennes, vous montre à quel point cette espèce est sensible et menacée. Ce documentaire a été tourné l'an dernier sur la commune de Boivre-la-Vallée et montre aussi les nids qui se situent à proximité du projet éolien. Là où le bureau d'étude ne voyait qu'un seul couple, vous verrez dans le film les 3 nids que nous avons protégés).

Lors de la première réunion publique à laquelle j'ai assisté, il a été signalé au porteur de projet que le bridage 5 jours avant et 5 jours après l'envol des jeunes busards n'était pas pertinent. En effet, les busards s'installent sur la commune à partir du mois d'Avril et la quittent à partir du mois de Septembre. Le bridage des éoliennes efficace pour cette espèce (et cette espèce seulement) devrait donc durer 6 mois. Car l'espèce est extrêmement sensible et protégée et la période la plus sensible n'est pas celle de l'envol des jeunes. D'abord, il est à noter que les jeunes mettent un mois à savoir voler après avoir quitté le nid. Autant dire que 5 jours après l'envol et 5 jours après, ils ne sont pas à hauteur de pale et ne risquent pas d'être percutés par les éoliennes.

Non, la période la plus sensible c'est celle de la construction du nid, de l'élevage des jeunes et du départ en migration. Autant dire : toute la période qui s'étale d'Avril à Septembre. Le busard chasse en vol bas mais traverse les lignes d'éoliennes en altitude variable (pour assurer ses déplacements entre les différentes zones de chasse, lors des parades, des passages de proie, des regroupements au dortoir avant le départ en migration et lors du départ en migration). Ce comportement est observable quotidiennement et dure toute la saison. En ce sens, un bridage de 10 jours est scientifiquement inefficace. Et nous l'avons signalé à la société Eolise lors d'une réunion publique. Pendant la réunion de clôture, le porteur de projet a de nouveau présenté cette mesure comme étant efficace et la seule proposée.

Les recommandations scientifiques actuelles sont unanimes : ne pas implanter d'éoliennes dans un rayon de 2km autour desquels des nids ont été repérés ces 5 dernières années (le projet éolien d'Eolise ne respecte pas ce périmètre). Les autres zones à exclure sont celles des territoires de chasse (l'ensemble de la commune de BLV puisque les territoires de chasse comportent : les prairies naturelles, les mosaïques agricoles extensives, les paturages d'élevage, les céréales hautes).

A noter qu'il n'y a rien de prévu dans l'étude d'impact pour protéger la cigogne noire alors qu'elle niche sur le secteur et que l'ERC oblige Eolise à l'éviter. C'est une espèce strictement protégée. Un projet qui perturbe une espèce strictement protégée ne peut pas être légalement autorisé. En cas d'acceptation du projet, nous saurons trouver les recours nécessaires auprès du tribunal administratif qui a déjà bloqué d'autres projets sur la commune en raison de la présence de ces espèces. Il en va de même pour l'oedicnème criard : ce projet, sans mesure sur les zones de nidification, est contraire à la séquence ERC. Idem pour les grues cendrées et les chiroptères.

Le seul bridage efficace durerait donc 6 mois de l'année et ferait perdre 30 à 50% de la rentabilité du parc éolien. Le plus efficace, compte tenu de la résistance populaire est donc de ne pas en mettre (à la fois pour les espèces sensibles et pour les habitants)

Par ailleurs, il a été mentionné par la société éolise que ce bridage de 10 jours bénéficiait à toute l'avifaune, dont les grues cendrées et d'autres espèces sensibles aux éoliennes mais qui si elles ne sont pas présentes à cette période de l'année (et ne peuvent donc pas bénéficier de ce bridage), le sont à d'autres moments où aucun bridage n'est prévu).

Contribution n°308 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h59
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

L'éolienne fera 160m de haut. Elle est située à 180m de la route. L'effet stroboscopique à lumière tombante sera très impactant et dangereux pour les conducteurs. En cas de problème, comme de tempêtes similaires à celle de 1999, l'éolienne risque de se briser (source : le porteur de projet lui-même lors de la réunion d'information qui nous a dit que les éoliennes se brisaient à partir de rafales à 180km/h). Compte tenu du dérèglement climatique actuel et de l'intensification en puissance et en fréquence des phénomènes climatiques extrême, on est en droit de s'interroger quant à la construction d'éoliennes aussi grandes à proximité immédiates d'installations humaines fréquentée.

Contribution n°309 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h59
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Concernant les routes toujours, nos précédentes expériences avec les porteurs de projets qui ont déjà implanté des éoliennes nous amène à nous inquiéter quant à l'état dans lequel sont laissés les routes pendant et après travaux. Car même lorsque le porteur de projet remet la route en état après travaux, pendant, elles sont laissées endommagées. Normal me direz-vous puisque les travaux ne sont pas terminés. En attendant, nos véhiculent continuent d'emprunter ces routes et s'abîment quotidiennement sans qu'aucune compensation financière ne soit proposée aux usagers.

Contribution n°310 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 20h59
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

A titre personnel, nous nous interrogeons sur l'impact de deux éoliennes supplémentaires sur les propriétaires qui, comme nous, ont des panneaux solaires sur leur toit. Chez nous, les panneaux ont cessé de produire plusieurs mois parce que la production alentours était trop dense. Selon Soregies, c'est parce que l'éolien à proximité produisait trop : les câbles choisis par les porteurs de projet n'étaient pas assez puissants pour conduire l'ensemble de l'électricité. Nous avons perdu de l'argent : 6 mois de production que personne ne nous a remboursé. L'étude d'impact n'évoque pas du tout ce problème ni ne propose de solution pour le résoudre ou de dédommagement en cas d'impact sur les petits producteurs que nous sommes.

Contribution n°311 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 21h00
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

L'ensemble des études menées par le bureau d'études sont loin d'être exhaustives et factuelles mais reconnaissons au moins qu'ils ont tenté d'analyser le plus de champs d'impacts possibles. Les impacts sonores, les impacts visuels, la mortalité par impact,... Mais il a toutefois occulté une étude qui me semble importante : une étude sociologique. Le fait que le cabinet d'étude mette de côté la sociologie en tant que science est assez intéressant. En tant qu'habitant de la commune, je souhaiterais avoir accès à un résultat complet quant à la perception des riverains vis-à-vis des éoliennes et plus particulièrement, celles qui sont et seront implantées sur leur territoire. Car si lors de la réunion publique, le porteur de projet nous a offert des statistiques sociologiques sur la manière dont les éoliennes sont perçues à l'échelle nationale, il semble qu'il n'ait pas dénié demandé d'étude particulière sur le territoire où s'implante son projet... Or c'est bien là que les éoliennes sont posées : à Boivre-la-Vallée. Pas sur la France entière. Quid de la démocratie ?

Contribution n°312 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 21h00
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Notre paysage se crible d'éolienne. Nuit et jour, où que nous soyons et même si nous vivons éloignés des éoliennes, on les voit désormais (j'habite Saint Louis, Benassay et je vois les éoliennes partout sur mon terrain de 2ha). Le choix des photos dans l'étude pour illustrer le non-impact sur le paysage est particulièrement malhonnête et hypocrite : les photos sont prises de points de vue stratégiques : cachés derrière les arbres, derrière les buttes, de telle sorte qu'on ne voit pas les éoliennes. Il aurait été bien plus intéressant de montrer des photos 360° pour être honnête quant à la visibilité des éoliennes. Notamment au niveau du château de Montreuil Bonnin qui constitue une pépite architecturale, historique et patrimoniale rare localement. Le château souffre déjà d'un paysage dénaturé. Entouré de nombreuses éoliennes qui écrasent son histoire et son passé. Les photos prises pour montrer qu'on ne les

verra pas depuis le château sont mensongères. On les cache intentionnellement derrière deux petits arbres. En tant que réalisatrice, je suis bien placée pour savoir qu'un changement d'angle de quelques centimètres suffit à révéler la supercherie. Le bureau d'étude cherche-t-il à nous faire passer, nous habitant de Boivre-la-Vallée, pour des idiots ?

Contribution n°313 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 21h01
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Lors de la réunion publique d'informations, le porteur de projet nous a vendu le paysage comme évolutif. En l'occurrence, nous avons choisi d'habiter à la campagne, loin des activités citadines qui impliquent de l'industrie, du bruit, du mouvement. En ville, les habitants peuvent s'attendre à voir évoluer leur paysage vers une forme d'industrialisation. Ici, à la campagne, nous souhaitons voir évoluer notre paysage vers plus de calme, plus de services publics, plus de nature, plus de plantation de haie, plus de zones humides. Et nous oeuvrons collectivement au quotidien pour aller dans ce sens. Ce paysage, c'est celui que nous avons choisi. Et l'évolution vers laquelle il tend, nous la choisissons aussi. NOUS, habitants de Boivre-la-Vallée. Nous SEULS car c'est notre paysage, notre lieu de vie, notre maison. Nous refusons de voir ce paysage transformé par une entreprise aux intérêts privés. C'est notre paysage et c'est nous qui le construisons. L'évolution : oui. Mais pas celle que nous impose l'industrialisation.
<https://www.lanouvellerepublique.fr/vienne/commune/boivre-la-vallee/boivre-la-vallee-une-haie-bocagere-deux-mares-pedagogiques-et-un-verger-communal-1742227981>

Contribution n°314 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 21h01
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Lorsque le tout premier porteur de projet éolien a abordé la commune à l'époque pour proposer l'implantation d'éoliennes sur le territoire, il était question de créer un parc éolien d'une dizaine d'éoliennes seulement. En concertation avec la commune, le porteur de projet a donc décidé de l'implantation de 7 éoliennes. L'étude d'impact qui a été réalisée a fait revoir la copie du porteur de projet à la baisse et il a été décidé de réduire ce chiffre à 3 éoliennes. Pourquoi ? Parce que des espèces sensibles avaient été repérées sur la commune et qu'il semblait inadapté d'implanter 7 éoliennes. Pourquoi donc, alors qu'aujourd'hui les suivis d'espèces protégées sont plus efficaces et plus nombreux qu'à l'époque, nous retrouvons-nous aujourd'hui avec 15 éoliennes sur la commune, des projets qui ont été retoqué pas plus tard que l'an dernier ? Comment sommes-nous passés de 3 éoliennes à 15 ? Comment se fait-il que des projets soient refusés mais qu'il soit encore possible d'en proposer aujourd'hui ?

Contribution n°315 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 21h02
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

J'attire votre attention sur l'impact psychologique que cette situation peut avoir sur certaines personnes : notamment les retraités ou les personnes travaillant à domicile à proximité immédiate des éoliennes et qui entendent, à longueur de journée, le son des pales. L'étude d'impact menée par éolise ne s'est absolument pas penché sur l'état actuel de la santé mentale de ces personnes et l'impact que le son et la lumière constante pouvait avoir sur leur équilibre psychique ou la qualité de leur sommeil, de leur concentration, leur efficacité au travail. Concernant la santé mentale des habitants toujours, je suis extrêmement choquée des méthodes utilisées par la société éolise pour soutirer des informations et faire pression sur les associations locales. Les oiseaux de Boivre la Vallée ont reçu un courrier envoyé en recommandé avec accusé de réception, les sommant de bien vouloir leur transmettre les données de protection des nichées de busard, sous-entendant que l'association faisait de la rétention d'information et se devait de transmettre les données à Eolise. Premièrement, il est important de noter que les données de protection des nichées sont strictement confidentielles ! Compte tenu de la vulnérabilité de l'espèce, il est illégal pour l'association de transmettre ces données, qui plus est à une société privée. Par ailleurs, la société éolise, avec cette demande illégitime, s'expose à de potentiels signalements auprès de la DREAL, de l'OFB, de la DDT, de la préfecture elle-même, du MNHN. Veuillez aussi noter que la réception de ce courrier a eu de sérieuses conséquences sur une des co-présidente de l'association. Notamment sur la qualité de son sommeil, sa santé mentale et physique car les formulations de ce courrier et les méthodes employées pour le transmettre étaient parfaitement déshumanisées. Les propos particulièrement virulents.

Contribution n°316 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 21h02
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Au fur et à mesure des différentes réunions publiques avec le porteur de projet, nous constatons une absence totale d'écoute. Les absurdités relevées dans l'étude d'impact ne sont pas corrigées, très peu de réponses nous sont apportées en ligne ou en direct, les porteurs de projet utilisent une langue de bois ferme pour refuser de répondre concrètement à nos questions. Plus le temps passe, moins nous nous sentons écoutés, plus les réponses qui nous sont faites nous semblent aberrantes voire moqueuses. Rires lorsque la co-présidente des Oiseaux de Boivre la Vallée prend la parole en tremblant, refus que l'on enregistre les échanges afin de mieux nous renseigner, minimisation de la parole des élus, déni de démocratie (le porteur de projet a quand même dit que ceux qui étaient d'accord avec le projet ne s'exprimaient pas et qu'il était donc normal qu'il y ait plus de voix contre que pour. Sous-entendu quoi ? Sous-entendu ceux qui se taisent ont plus de poids que ceux qui parlent ? A quoi ressemblerait le pays si nos élections se basaient sur ce postulat ? Aurions-nous mieux fait de ne rien dire pour que notre mécontentement soit plus légitime ?...) Tout cela pour dire que les habitants prennent sur eux depuis plusieurs mois déjà, si ce n'est années quand on compte le nombre de projets sur la commune. Nous sommes fatigués. L'aspect social et politique de notre parole n'est jamais écouté. Nous sommes en colère face à tant de violence. Et nombre de nos concitoyens sont prêts à aller au bout de leurs revendications. "Pas une éolienne de plus, on n'en veut plus" avons-nous entendu lors de la réunion. Et ces paroles ne sont pas écoutées car elles ne sont

pas argumentées. Comme si elles avaient moins de valeur. Le ressenti global, les émotions n'ont pas leur place dans un argumentaire. Or, j'attire votre attention sur le fait que nous parlons de nos quotidiens, de nos vies entières. Et quand bien même il faut savoir se montrer raisonnable en société, nos vies sont faites d'émotions. Il serait temps que l'avis des gens, qu'il soit égayé ou pas, soit entendu. La première violence vient toujours de l'institution : de l'absence d'écoute. Et elle provoque une vraie résistance auprès de la population, qui, ce coup-ci, s'unit pour aller au bout. Pas une de plus. Cette absence d'écoute et de compréhension nous amène à faire appel à de nouveaux leviers, plus réalistes, pour nous faire entendre. Ainsi, sachez que nous nous sommes rapprochés du collectif Les soulèvements de la Terre, pour nous aider à faire entendre nos voix. Puisqu'elles ne sont pas écoutées.

Contribution n°317 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 21h02
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Concernant l'impact sur les élevages alentours. Eolise a affirmé que les éoliennes n'avaient aucun impact sur les animaux domestiques. Le fait est que le sujet est largement sous-étudié et en l'absence de recherches fiables sur le sujet, il devrait s'appliquer un principe de précaution que ne propose pas Eolise. Aucune réponse satisfaisante n'a été proposée aux agriculteurs inquiets. Pas même une étude comparative : avant/après implantation des éoliennes, qui pourrait permettre aux futurs projets de s'appuyer dessus pour étayer les futures études d'impact et voir ou non le jour.

Contribution n°318 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 21h03
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Enfin, rappelons que toutes ces données doivent considérer la saturation du paysage local par les éoliennes. Eolise se vante de "données scientifiques" pour prouver que la Communauté de Commune du Haut Poitou a une faible densité d'éoliennes, occultant la réalité locale qui est toute autre. Effectivement, si on considère l'ensemble du territoire qui s'étend de Boivre-la-Vallée jusqu'à Coussay (52km séparent ces deux communes) il y a peu d'éoliennes au kilomètre carré. Mais ces données sont biaisées dès lors qu'on regarde la concentration d'éolienne sur la seule commune de Boivre-la-Vallée. Comme l'ont dit les habitants et élus lors de la réunion publique : on a fait notre part. Et largement. Notre paysage est saturé, les déplacements des espèces les plus sensibles qui prospéraient sur la commune est fragmenté par les 15 éoliennes qui cassent les couloirs de déplacements de par leur présence, leurs mouvements, leurs bruits et leurs éclairages. Pas une éolienne de plus : c'est amplement suffisant.

Contribution n°319 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 21h04
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Notez que le label gîte de France est perdu si il se trouve sous une éolienne. L'impact sur le tourisme n'est donc pas négligeable sur une commune avec une attractivité touristique certaine (proximité avec le futuroscope, artisanat et maraichage local, patrimoine bâti intéressant : château + proximité avec d'autres communes touristiques (FIFO de Ménigoute, Soirées lyrique de Sanxay, FLIP de Parthenay...). Ayant moi-même un AirBnB, je constate une forte demande de la part des touristes sur ces périodes là. Mais certains clients déplorent les éoliennes.

Quels dédommagements sont prévus pour les habitants qui louent leurs logements aux touristes ou ceux qui voient leurs biens dévalués au moment de la vente à cause de la proximité avec les éoliennes ?

Contribution n°320 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le mercredi 26 novembre 2025 à 21h04
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Je terminerai en demandant à Monsieur le commissaire enquêteur de bien vouloir transmettre notre requête à Monsieur le Préfet. Nous serions heureux, habitants et associations, de le recevoir officiellement sur notre commune à l'occasion d'une réunion et d'une visite du territoire, pour lui montrer les enjeux de notre commune : sa beauté, sa biodiversité et la nécessité de les préserver. Nous sommes tous demandeurs de pouvoir lui faire entendre nos inquiétudes et notre fatigue, sans l'intermédiaire d'une personne tierce. Car même si monsieur le commissaire fait de son mieux, il reste un intermédiaire humain avec un devoir de synthèse. Et les synthèses, aussi sincères et bien faites soient-elles, perdent nécessairement de leur exhaustivité et de leur authenticité lorsqu'elles sont transmises par quelqu'un qui n'est pas directement concerné. Merci de bien vouloir donc transmettre cette invitation à monsieur le préfet.

Contribution n°321 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le jeudi 27 novembre 2025 à 09h27
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Contribution en soutien aux éleveurs du Lac Sarget : enjeux et risques liés au projet éolien

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Lors de la réunion de clôture qui s'est tenue ce mardi à 19h, à la salle des fêtes de La Chapelle-Montreuil, les éleveurs du Lac Sarget ont pu exprimer publiquement leur profonde inquiétude face au projet de parc éolien. Leur préoccupation est évidemment liée à la présence de leur exploitation bovine et aux impacts que l'installation d'éoliennes peut avoir sur un élevage. Au cours de cette réunion, ils ont notamment fait référence au cas de leur collègue de Pleumartin, qui a constaté des effets importants sur son cheptel depuis la mise en service d'un parc éolien implanté à proximité de son exploitation. Je rappelle que l'exploitation bovine du Lac Sarget est extrêmement proche du périmètre prévu pour le parc éolien, et que le hameau est qualifié dans l'étude d'impact d'EOLISE comme présentant un "enjeu très fort".

Éléments issus du rapport du ministère de l'Agriculture :

Le présent avis s'appuie sur le Rapport de mission ministérielle n°23024 (décembre 2023), publié par le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, réalisé par le CGAAER (Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux).

Rapport disponible sur le site officiel du ministère :

<https://agriculture.gouv.fr/caracterisation-de-limpact-sur-les-activites-delevage-des-antennes-telephoniques-installations-0>.

Points négatifs reconnus par le rapport

1. Insuffisance de connaissances scientifiques concernant les bovins :

Le CGAAER indique que les connaissances disponibles sur les effets des champs électromagnétiques, courants parasites et installations (dont les éoliennes) concernent surtout l'être humain, alors que les connaissances scientifiques concernant les bovins et les autres animaux d'élevage sont "nettement insuffisantes" pour tirer des conclusions fiables.

2. Facteurs environnementaux "difficiles à apprécier" :

Le rapport précise que plusieurs facteurs pouvant influencer un élevage sont mal connus ou insuffisamment mesurés, notamment :

- champs électromagnétiques internes ou externes à l'exploitation,

- courants parasites,

- composition du sol et du sous-sol,

- circulation de l'eau.

Ces facteurs sont reconnus comme "difficiles à apprécier", ce qui signifie qu'aucun dispositif administratif ne permet aujourd'hui de garantir l'absence d'impact.

3. Le rapport confirme l'existence de nombreux témoignages nationaux d'éleveurs :

Depuis les années 1990, des éleveurs signalent des "perturbations" dans les exploitations situées près d'installations électriques et, plus récemment, près d'éoliennes.

L'enquête nationale 2023 menée par le ministère a recueilli 2 483 témoignages, dont 1 015 jugés scientifiquement exploitables.

Ce n'est pas une preuve, mais un signal d'alerte national reconnu officiellement.

4. Le rapport préconise le besoin d'études complémentaires indispensables :

Le CGAAER souligne que plusieurs analyses essentielles n'ont pas encore été réalisées, notamment :

- des études comparatives "exposés / non exposés",

- l'étude du rôle du sol, du sous-sol et de l'eau,

- l'approfondissement des connaissances sur les courants parasites,

- une analyse scientifique spécifique concernant la sensibilité des bovins.

L'État reconnaît donc qu'il manque les études nécessaires pour évaluer correctement les risques.

5. Le rapport ministériel cite le Groupe permanent pour la sécurité électrique dans les exploitations agricoles (GPSE), créé pour accompagner les éleveurs confrontés à des perturbations électriques pouvant affecter leur cheptel, en particulier les bovins.

Cela confirme que les effets électriques sur les animaux sont reconnus officiellement et nécessitent une attention particulière.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Compte tenu de la situation de l'exploitation bovine du hameau du Lac Sarget, classé "ENJEU TRÈS FORT", je m'oppose à ce projet pour plusieurs raisons :

- L'avis ANSES d'octobre 2021, régulièrement cité par le promoteur, est antérieur à la mission ministérielle et à l'enquête spécifique menée par le ministère sur les effets des éoliennes sur les élevages.

- Des incertitudes majeures reconnues par l'État subsistent quant aux impacts potentiels des installations électriques et éoliennes sur les bovins.

- Cette opposition s'inscrit dans la stratégie nationale de sauvegarde des élevages, respecte le principe de précaution et prend en compte les inquiétudes légitimes exprimées par les éleveurs lors de la réunion de clôture.

L'élevage bovin constitue une activité essentielle pour notre territoire : il soutient la vitalité économique locale, préserve les paysages bocagers et transmet un savoir-faire indispensable.

La fragilisation d'une exploitation comme celle du Lac Sarget aurait des conséquences dépassant largement le seul périmètre du projet, soulignant l'importance de mesures de protection et de vigilance nationale pour les élevages exposés.

Contribution n°322 (Web)

Proposée par PREMAUD Jean-Michel

(mairie.jean.michel.premaud@gmail.com)

Déposée le jeudi 27 novembre 2025 à 09h37

Monsieur le commissaire enquêteur, Mme et Mrs les contributeurs,

Qui est vraiment Eolise ?

Lors de la réunion publique de mardi 25/11 dernier, devant la nombreuse assemblée présente, Mr Wambre (directeur général de la société) a bien osé affirmer lorsque je lui ai bien posé la question plusieurs fois qu'Eolise était une parfaite petite société locale détenue uniquement par 3 personnes et sans aucun autre intervenant financiers (de France ou d'ailleurs).

Si vous regardez sur la première page Google en cherchant EOLISE, vous tomberez très facilement sur le site officiel pappers.fr

Et sur ce site, on apprend :

1) Qu'il y a une société EOLISE basée à Chasseneuil mais qui a été créée à la base à Roubaix puis ramenée à Chasseneuil.

Dont Mr Pezzetta a été président jusqu'en 2025, Mr Brebion directeur général jusqu'en 2024 et Mr Wambre actuel directeur général. Et surtout que depuis 12/2024 c'est le Groupe EOLISE qui est président de la société EOLISE.

2) Que le Groupe EOLISE détenu par les seuls 3 personnes citées ci-avant n'a rien d'une société d'exploitation de parcs éoliens mais qui est une SAS commerciale de Gestion de fonds...

"L'acquisition, la souscription, la détention, la gestion et la cession, par tous moyens et sous quelque forme que ce soit, d'actions ou tous autres titres ou valeurs immobilières dans toutes sociétés ou entités juridiques, créées ou à créer, françaises ou étrangères".

3) Que Mr Wambre n'est arrivé dans la région que très récemment.

Que Mr Pezzetta et Mr Brebion ne sont pas du tout des locaux mais semblent opérer en Belgique et au Luxembourg auprès de partenaires financiers et investisseurs internationaux.

Les liens et des captures d'écran figurent dans le document mis en PJ.

Le sujet a déjà été évoqué dans la contribution n°59 sans aucune réaction. Je vous invite à la lire également en détails.

Conclusion : Les personnes que nous avons en face de nous (la société qui veut implanter le projet) n'a rien d'une société locale (au sens où on veut nous le faire croire !) mais est bien un montage industriel financé par une partie importante de capitaux d'investissement étrangers. Mr Wambre a honteusement cherché à masquer cette réalité ce mardi et délibérément menti au public présent.

Et ces éléments ne sont pas anecdotiques car ils révèlent toute la manière d'agir de ce type de société et d'individus. Ils n'ont cessé de se comporter ainsi tout au long de la procédure de consultation en avançant masqués, en contournant les faits et en proférant souvent des contre-vérités afin de mieux arriver à leurs fins. Les personnes présentes à la réunion publique mardi l'ont bien exprimé.

Mr le commissaire enquêteur, au nom des élus de cette commune et de ses habitants qui majoritairement ne veulent pas de ce projet et de cette société sur son territoire, ne vous faites pas leur relai ou leur facilitateur.

Ces personnes là ne le méritent pas avec leur mépris des gens qui habitent Boivre-la-Vallée et ses alentours, leurs méthodes prédatrices et trompeuses pour un projet qui n'a aucune raison bénéfique à être porté à cet endroit au regard de tous ses inconvénients majeurs remontés.

Je vous remercie par avance.

Jean-Michel PREMAUD
Conseiller municipal de Boivre-la-Vallée

1 document associé
contribution_322_Web_1.pdf

Contribution n°323 (Web)

Proposée par Dubernard Dany
(mairie.danydubernard@gmail.com)
Déposée le jeudi 27 novembre 2025 à 15h16
Adresse postale : 2 rue de la Preille 86470 Boivre la Vallée

Monsieur le commissaire enquêteur, suite à la réunion publique du 25 novembre à La Chapelle Montreuil, j'attire votre attention sur le manque de transparence des réponses fournies par Eolise concernant cette société, les représentants, et particulier M. Wambre. À la question posée sur l'origine de la sté Eolise, il a été répondu qu'elle est entièrement locale. Hors il suffit de qq clics sur internet pour trouver que Vento 45% de parts et Beta4 45% des parts sont des stes belges ou d'origine belge. M. Wambre possède 10% des parts à Avanton Vienne 86. (Voir photo en annexe) Donc une dissimulation (pour ne pas dire un mensonge,) des informations qui complète les absences de réponses claires ou éludées aux diverses questions des habitants.

Je souhaite reiterer mon intervention concernant l'opposition de 100% du conseil municipal et du soutien des habitants à ce projet. Il est évident qu'au delà d'une saturation visuelle, de nuisances, ces éoliennes figurant dans le 1er projet champs chagnots et précédemment abandonné pour des raisons de protection de l'avifaune et autre mesure, reprendre ce projet est un non sens.

1 document associé
contribution_323_Web_1.jpg

Contribution n°324 (Web)

Proposée par Bouchenoir Guillaume
(bouchenoir.guillaume@hotmail.fr)
Déposée le jeudi 27 novembre 2025 à 15h42
Adresse postale : 6 le lac sarget 86470 Boivre la vallée

Réponse au paragraphe 3.4 du premier mémoire de réponse aux contributions.

Votre réponse est basée sur différentes études réalisées sur un seul cas, ce qui est déjà discutable.

L'ANSES que vous citez a conclu dans son rapport que les résultats obtenus dans son étude de 2021 « pas extrapolables à d'autres situations ». De plus, peu d'études sont disponibles sur la sensibilité des animaux d'élevage aux agents physiques tels que les courants électriques ou les ondes. Des études sont d'ailleurs conduites en ce moment même par l'INRAE.

Autrement dit, vous n'êtes pas en capacités de garantir que l'installation d'un nouveau parc éolien à 650m seulement de notre élevage n'aura pas des effets négatifs sur notre élevage.

J'attire votre regard sur le fait que l'OMS recommande l'implantation des mâts d'éolienne à une distance raisonnable. Soit à plus de 2KM, ce qui représente plus de 3 fois la distance prévue entre votre projet et notre exploitation !

Les bovins sont en contact direct avec le sol, contrairement aux humains et ils ont une sensibilité accrue à l'environnement et en particulier aux courants électriques. De plus, les bovins lait comme ceux que nous possédons sont encore plus sensibles du à une sollicitation importante de l'organisme pour la production de lait en début de lactation.

Selon l'INRAE cette sensibilité est due "à la faible résistance électrique corporelle des vaches, à leur taille et aux sols qui peuvent devenir de bons conducteurs d'électricité lorsqu'ils sont très humides (Rigalma et al. 2009) ». Or, dans notre secteur, le sol est composé de limons hydromorphes qui se gorgent d'eau à la moindre pluie, et il y a présence de failles et de multiples nappes d'eau de faibles profondeurs, en témoignent les systèmes de drainages et les différents forages aux alentours.

Ainsi, le fait d'enterrer les câbles contrairement à ce que vous dites, ne fait qu'amplifier le problème pour les bovins.

Les différents élevages qui connaissent des problèmes ou les éoliennes sont mises en cause ont tous les mêmes problématiques : baisse de production, qualité du lait dégradée, mammites, non fertilité, mortalité accrue ou comportements étranges.
Il serait opportun de faire des relevés dans l'élevage avant la mise en route du projet, de les enregistrer et de les comparer avec les mêmes relevés une fois les nouvelles éoliennes en fonction.

J'en appelle à votre responsabilité, afin de respecter les recommandations de distances de l'OMS : 2 KM.

J'appelle aussi un financement de votre part des différentes mesures qui viseront à identifier et contrôler les effets sur notre élevage induits par vos éoliennes. Ainsi que le dédommagement en cas de dégradation avérée suite au projet éolien, il en va de soit car vous en serez les responsables.

Contribution n°325 (Web)

Proposée par MERLAND Philippe

(philippe.merland@sfr.fr)

Déposée le jeudi 27 novembre 2025 à 18h15

Adresse postale : 19 RUE ALIENOR D AQUITAINE 86470 BOIVRE LA VALLEE

Je vais faire court : cessons immédiatement ces projets éoliens qui sont aussi coûteux à mettre en place que non rentable une fois installés sans oublier les multiples journées où ce matériel est à l'arrêt car "trop de vent" ou "pas assez de vent". Et ne parlons pas du côté inesthétique de ces "moulins à vent"...

Faire de l'énergie renouvelable : d'accord mais optons pour le photovoltaïque qui offrent tant d'avantages sans les inconvénients de l'éolien (quoi qu'en disent nos sorciers écologistes français!!!).

Contribution n°326 (Web)

Proposée par Marion Fernandez

(Marion.oj.fernandez@gmail.com)

Déposée le jeudi 27 novembre 2025 à 18h33

Adresse postale : Saint Louis 86470 Boivre la vallée

Erratum insecte, correction de la contribution 299.

Selon cet article et une étude allemande menée en 2019 sur l'impact des éoliennes sur les populations d'insectes (<https://environnementdurable.org/les-ravages-de-lindustrie-eolienne-sur-les-animaux/>), il apparaît qu'en réalité, une éolienne tuerait en moyenne par an 200kg d'insectes.

Pour BLV nous sommes donc déjà à presque 3 tonnes d'insectes tués par les éoliennes.

Je vous laisse calculer les dommages indirects que cette perte représente pour l'ensemble des animaux insectivores ou consommant des insectes (tels que les chiroptères, les oiseaux dont le busard) et également l'impact sur les apiculteurs autour (dans un rayon de 3km autour de chaque éolienne) et les maraîchers autour (car sans les pollinisateurs, pas de fruits et légumes)

Contribution n°327 (Web)

Proposée par ANGOT Dalila

(dalilangot@gmail.com)

Déposée le jeudi 27 novembre 2025 à 21h27

Adresse postale : 6 rue de la poste 86479 La chapelle montreuil

Pour que la nature reste un héritage et non un marché ! Vous avez une manière violente de transformer NOS campagnes ! La nature n'est pas à vendre. C'est géantes de métal dérangent la faune, le ciel, nos jours et nos nuits ...elles dérangent nos vies !!!

Contribution n°328 (Web)

Proposée par Rivas François

(fxr@club-internet.fr)

Déposée le jeudi 27 novembre 2025 à 21h45

Adresse postale : 3 rue de la Boivre 86470 Montreuil-Bonnin (Boivre-la-Vallée)

Ceci pourrait vous intéresser :

Syndrôme des éoliennes :

La vérité refait surface concernant les effets néfastes des sons à basse fréquence émis par les éoliennes. Cela inclut les infrasons pulsés, qui peuvent être perçus et parfois entendus par certaines personnes jusqu'à 40 km de distance, leur causant des troubles du sommeil et des privations de sommeil, des douleurs auriculaires, des nausées, des vertiges, de l'hypertension artérielle et d'autres symptômes connus sous le nom de syndrome des éoliennes, mais simplement décrits par la plupart des acousticiens comme une « nuisance ».

+ de détails :

Les professionnels de santé peu scrupuleux sous le feu des critiques

De nombreux acousticiens et certains médecins enfreignent leur code de déontologie lorsqu'il s'agit des victimes des parcs éoliens, affirme le Dr Sarah Laurie

La courageuse PDG de la Waubra Foundation en Australie, le Dr Sarah Laurie, qui a été vilipendée et accusée d'alarmisme par des acousticiens, des médecins, des sociologues et des fonctionnaires des administrations liées à la santé peu scrupuleux, les met en garde à son tour : ils seront tenus responsables des dommages causés à la population en enfreignant leur code de conduite professionnelle. L'aveuglement volontaire et la négligence criminelle pourraient être utilisés pour décrire le comportement des autorités sanitaires, des autorités chargées de l'aménagement du territoire et des autorités chargées de la réglementation de la pollution sonore qui continuent aujourd'hui à nier l'existence des problèmes ou refusent de les étudier.

La vérité refait surface concernant les effets néfastes des sons à basse fréquence émis par les éoliennes. Cela inclut les infrasons pulsés, qui peuvent être perçus et parfois entendus par certaines personnes jusqu'à 40 km de distance, leur causant des troubles du sommeil et des privations de sommeil, des douleurs auriculaires, des nausées, des vertiges, de l'hypertension artérielle et d'autres symptômes connus sous le nom de syndrome des éoliennes, mais simplement décrits par la plupart des acousticiens comme une « nuisance ». Selon le Dr Laurie, l'industrie éolienne et certains acousticiens étaient bien conscients des problèmes causés aux résidents par les infrasons et les sons à basse fréquence émis par les éoliennes, et ce depuis l'étude menée dès 1985 par le Dr Neil Kelley, en collaboration avec la NASA et le gouvernement américain. Mais les professionnels de l'acoustique travaillant dans les services gouvernementaux chargés de la santé, de l'urbanisme et de la réglementation en matière de pollution sonore ont délibérément choisi d'exclure la mesure des infrasons et des bruits à basse fréquence dans les réglementations sur la pollution sonore qu'ils ont adoptées, causant des souffrances prévisibles parmi les populations rurales exposées aux éoliennes.

« Les seuils de sécurité pour les niveaux d'exposition aux infrasons et aux bruits à basse fréquence, établis par Kelley et al. en 1985 sur la base de leur étude de terrain détaillée et des données de laboratoire qui ont suivi, n'ont jamais été adoptés dans les directives sur le bruit des éoliennes. » Dr Sarah Laurie

Les nombreuses victimes dans la ville de Falmouth, dans le Massachusetts, sont un signe avant-coureur de ce qui va arriver. Des rapports identiques font état de dommages partout dans le monde où des éoliennes ont été installées trop près des habitations.

Voici quelques extraits de la contribution du Dr Laurie à la Conférence sur les droits de l'homme, Falmouth, États-Unis - 19 octobre 2013

Bruit des éoliennes, effets néfastes sur la santé et éthique professionnelle

« Ainsi, ce que nous observons aujourd'hui dans ces rapports mondiaux sur la détérioration grave de la santé physique et mentale, la privation de sommeil et les abandons de domicile à travers le monde peut sembler être des « conséquences imprévues », mais elles étaient connues de certaines personnes clés il y a près de trente ans, en particulier le département américain de l'Énergie, la NASA et les nombreuses universités impliquées dans cette vaste recherche sur le terrain.

» Les conséquences de l'exposition aux infrasons impulsifs et aux bruits de basse fréquence générés par les éoliennes étaient également bien connues de l'industrie éolienne mondiale, en raison du changement radical de conception qui en a résulté et parce que les résultats ont été présentés lors de la conférence parrainée par l'AWEA.

« Et je pense que les conséquences d'une telle exposition étaient également bien connues de nombreux ingénieurs acousticiens qui fournissent des services à l'industrie éolienne, ainsi que des avocats qui ont aidé les promoteurs à rédiger les clauses de confidentialité de leurs contrats. »

« Peut-être que cette attitude consistant à considérer qu'il s'agit de « dommages collatéraux acceptables » explique en partie pourquoi si peu de chercheurs en médecine ou en santé souhaitent s'impliquer activement dans la collecte de données. On m'a également rapporté que certains chercheurs se sont vu menacer de ne plus obtenir de subventions à l'avenir, ce qui a découragé leur intérêt. D'autres se sont vu refuser par leur université l'autorisation d'étudier les impacts des infrasons, par exemple. »

Source : <https://www.epaw.org/documents.php?article=ns61>

Cordialement,
F.Rivas

Contribution n°329 (Web)

Proposée par Carole
(carole.munoz@live.fr)

Déposée le vendredi 28 novembre 2025 à 09h40

Adresse postale : L'OURSATY 86190 Ayrón

Réponse apportée

Eolise le 24 novembre 2025 à 11h02

Bonjour,

Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre (dossier : « Réponses du pétitionnaire aux observations et aux propositions du public »).

Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période.

Par ailleurs, comme il a été convenu lors de la réunion d'ouverture, vous pourrez également trouver une annexe au cahier de photomontages intégrant la présence du parc éolien des Grandes Brandes (dossier : « Dossier de consultation du public »).

L'équipe d'Eolise

Voilà !! Ne vous donnez pas la peine de répondre à ma contribution ! Je connais la réponse !

Quand je lis tous ses textes écrits individuellement pour justifier la non réalisation de ce projet et que la réponse est : le mémoire ! Je suis encore plus dégoûtée du "j'en foutisme" de ces promoteurs destructeurs de nos belles régions !

Je ne comprends pas pourquoi ils s'acharnent sur notre département. Je vis sur une commune de La Chapelle et nous aussi, nous allons subir ce massacre. Avec des projets fous en cours !!

Si, je comprends : ARGENT

Pour certains, bien sûr !

Nous, les habitants, nous ne sommes que des petites gens sans importance !

Pour finir : JE NE VEUX PAS DE CES HORRIBLES MONSTRES ICI OU AILLEURS

Contribution n°330 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 28 novembre 2025 à 10h29

Boivre Iz vallee

Contribution dossier.

Les terres rares radioactives augmentent le césium du territoire

Chaque parc doit être mesuré pour sauver la santé publique.

Appeller TokSeek !

1 document associé

[contribution_330_Web_1.pdf](#)

Contribution n°331 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 28 novembre 2025 à 10h56

OUI au projet éolien de la Chapelle.

Je souhaite exprimer un avis clairement favorable au projet éolien.

Depuis des années, le débat sur l'énergie éolienne tourne en rond, souvent parasité par des affirmations approximatives, des peurs infondées ou des arguments systématiquement négatifs. Il est temps de revenir à l'essentiel : la transition énergétique, la réduction de notre dépendance aux énergies fossiles et le développement d'infrastructures locales, propres, maîtrisées.

Les éoliennes de La Chapelle s'inscrivent dans une logique nationale et européenne de production d'énergie renouvelable. Ce projet permet :

- de produire localement une énergie propre,
- de réduire les émissions de CO₂,
- de diversifier nos sources de production électrique,
- d'apporter des retombées économiques directes à la commune et aux propriétaires concernés.

Face à ces bénéfices concrets, il est difficile de comprendre les discours alarmistes de certains opposants qui préfèrent brandir des scénarios catastrophes plutôt que d'examiner les données objectives.

Ceux qui dénoncent « l'atteinte insupportable au paysage » semblent oublier que ce même paysage est déjà traversé par une autoroute, réseaux électriques, bâtiments agricoles ou autres infrastructures que personne ne conteste. L'éolienne, elle, a au moins l'avantage de produire quelque chose d'utile. Et je pense que nous devons être d'autant plus fiers de voir l'extension du parc, notre commune va dans le bon sens de l'histoire, poursuivre le développement des énergies renouvelables et sans aucun doute une des manières intelligentes de faire face aux défis climatique et énergétique de notre époque.

Il est naturel de se poser des questions. Mais il est moins constructif de propager des mythes. Non, une éolienne ne « détruit pas la santé », n'extermine pas la faune, et ne « ruine pas un village ». Les retours d'expérience dans des centaines de communes françaises le démontrent largement. Et aujourd'hui, faisons confiance en la science, et à l'expertise : " la science est le rempart de la démocratie"

Je donne donc un avis favorable au projet éolien.

Ce projet est réfléchi, utile, bénéfique et compatible avec l'environnement.

Il contribue à l'intérêt général, ce qui devrait rester le critère le plus important dans une enquête publique.

Contribution n°332 (Web)

Proposée par Alain Armouet

(alainarmouet@gmail.com)

Déposée le vendredi 28 novembre 2025 à 11h02

Adresse postale : 10, rue du Pain Béni 86330 Moncontour

Monsieur le Commissaire-Enquêteur

Dans la présentation de son étude d'impact Eolise justifie son projet au regard de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE). Les services de l'État, la présente enquête publique, le pouvoir judiciaire administratif se positionnent également en fonction de cette même PPE.

Cependant, j'ai plusieurs fois constaté que les commissaires enquêteurs refusaient de prendre en considération les contributions des particuliers qui s'appuyaient sur leurs critiques de la PPE pour argumenter leur opposition à tel ou tel projet, vos collègues arguant que seules les considérations techniques locales doivent être prises en compte dans le cadre des enquêtes publiques. Ainsi, alors que tout se fait au nom de la PPE (de la politique pour dire les choses simplement), la position de ces commissaires revient à interdire aux citoyens l'expression de la parole politique.

C'est pourquoi, parce que les enquêtes publiques sont l'un des rares lieux d'expression de la démocratie offerte aux particuliers, je vous invite à écouter ce que pense de la PPE Monsieur Louis Gallois par l'intermédiaire du lien suivant <https://www.youtube.com/shorts/D3D-PJUhJSU> ainsi que les propos de Monsieur Henri Proglio sur les raisons de l'augmentation des factures d'électricité à l'aide du lien suivant <https://www.youtube.com/watch?v=vtrt3ILF9Kc> (tout particulièrement les 3 minutes qui courent de 09:47 à 11:47).

Ces deux savants, dans leur domaine, expliquent mieux que je ne saurais le faire de nouvelles raisons qui s'ajoutent à celles que je vous ai déjà transmises pour m'opposer au projet de construction des deux éoliennes envisagées aujourd'hui sur Boivre-la-Vallée.

Monsieur le commissaire, je vous serais gréée d'inscrire dans votre rapport à Monsieur Boulanger, préfet de la Vienne, les liens indiqués dans cette contribution afin qu'il puisse en prendre connaissance.

Avec mes salutations distinguées,

Alain Armouet

Contribution n°333 (Web)

Proposée par La Demeure Historique

(alexandra.proust@demeure-historique.org)

Déposée le vendredi 28 novembre 2025 à 16h07

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Vous trouverez en PJ la contribution de la Demeure historique, association nationale RUP dans le cadre de l'enquête publique relative au Parc éolien de la Chapelle.

Vous en souhaitant bonne réception

La Demeure Historique

1 document associé
contribution_333_Web_1.pdf

Contribution n°334 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 28 novembre 2025 à 16h42

Madame, Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je souhaite attirer votre attention sur un élément qui me semble important concernant le porteur de projet, la société Éolise, et sa structure capitalistique réelle.

Dans le dossier d'enquête publique et dans sa communication, la société Éolise se présente systématiquement comme une entreprise locale, ancrée dans le territoire poitevin :

Siège social situé à Chasseneuil-du-Poitou (86)
Communication mettant en avant son ancrage territorial
Discours insistant sur les retombées économiques locales

Cette présentation laisse entendre que les bénéfices générés par les parcs éoliens développés en France profiteraient au territoire local et à l'économie française.

Or, l'examen des statuts de la société Éolise (SIREN 819 810 862) révèle une tout autre réalité. Le capital de 300 000 € est détenu à 100% par trois sociétés belges :

BETA 4 SPRL (Belgique) : 112 500 € (37,5%)

VENTO SPRL (Belgique) : 112 500 € (37,5%)

CONTINO SPRL (Belgique) : 75 000 € (25%)

Or les dirigeants d'Éolise, MM. Julien Pezzetta et Antoine Brebion, sont de nationalité française mais ont fait le choix de domicilier leurs sociétés patrimoniales en Belgique.

Il est particulièrement révélateur de constater que BETA 4 SPRL est domiciliée au Boulevard Bischoffsheim 39 à Bruxelles, adresse d'une société de domiciliation commerciale proposant ses services pour 60€/mois. Il ne s'agit donc pas d'un bureau réel avec une activité économique, mais d'une simple boîte aux lettres, ce qui démontre l'absence de substance économique de cette structure. Cette domiciliation belge n'est pas anodine. Elle permet notamment :

Sur le plan fiscal :

Une optimisation de la fiscalité sur les dividendes grâce aux conventions fiscales franco-belges

Une réduction de la retenue à la source française sur les dividendes remontant vers la Belgique

Un régime favorable sur les plus-values en cas de cession de participations

Une fiscalité globalement plus avantageuse que si les sociétés patrimoniales étaient françaises

Sur le plan financier :

Une centralisation des flux financiers via des holdings belges

Une structure permettant de gérer plusieurs projets en optimisant la fiscalité d'ensemble

Il existe donc un décalage manifeste entre :

D'une part : Le discours d'une entreprise "locale" et "poitevine" mettant en avant les retombées territoriales

D'autre part : Une structure capitalistique entièrement détenue par des sociétés belges, permettant une optimisation fiscale au détriment des recettes fiscales françaises

Concrètement, cela signifie que :

Les bénéfices générés par l'exploitation des parcs éoliens français remontent vers des sociétés belges

La contribution fiscale réelle au territoire français est réduite par ce montage

Les véritables bénéficiaires sont des structures offshore, même si les dirigeants sont français

Je souhaiterais que le porteur de projet puisse répondre aux questions suivantes :

Pourquoi avoir fait le choix de domicilier les sociétés actionnaires en Belgique plutôt qu'en France ?

Quelle sera la contribution fiscale réelle de ce projet au territoire français, compte tenu de cette structure d'optimisation fiscale ?

Ne serait-il pas plus cohérent, pour une société se présentant comme "poitevine", d'avoir une structure capitalistique française ?

Sans remettre en cause la légalité de ce montage (qui respecte probablement les règles en vigueur), je m'interroge sur sa légitimité au regard du discours tenu auprès des élus locaux et des citoyens.

L'acceptabilité sociale d'un projet éolien repose notamment sur la confiance et la transparence. Or, présenter comme "locale" une entreprise dont 100% du capital est détenu par des sociétés belges dans un but d'optimisation fiscale me semble problématique.

Les citoyens et les élus ont le droit de savoir qui profite réellement des bénéfices générés par l'exploitation de la ressource éolienne sur notre territoire, et quelle sera la contribution fiscale effective de ce projet.

Je demande donc que ces éléments soient pris en compte dans l'appréciation globale du projet et que le porteur de projet apporte des réponses claires et chiffrées à ces questions.

Contribution n°335 (Web)

Proposée par Ludovic BONNAL
(ludovic.bnnal@wanadoo.fr)
Déposée le vendredi 28 novembre 2025 à 17h15
Adresse postale : L'OURSATY 86190 Ayrion

Bonjour Monsieur le commissaire enquêteur.

Suite à la réunion de clôture du 25 novembre 2025, avez-vous pu vous déplacer pour constater les affirmations des riverains sur les nuisances sonores des éoliennes déjà en service ?
En sortant de la réunion (il faisait nuit !), vous avez pu voir les multiples balisages. Comment les percevez-vous ?

Contribution n°336 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le vendredi 28 novembre 2025 à 17h45
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

A tous les complotistes, non-sachants et paranoïaques de Boivre la Vallée, cette contribution est faite pour vous !

Si Monsieur le commissaire enquêteur ou certains lecteurs qui passent découvrir ces contributions souhaitent en apprendre plus sur le mépris et la condescendance du groupe Eolise et de ses associés, je vous invite à découvrir ce lien. Et en particulier la page 10, paragraphe 4.1.

https://encis-environnement.fr/sites/default/files/encis/documents/accordeon/RetD10_Guide_concertation_participatif_VF_200623.pdf

Ces préconisations sont proposées vous sont offertes par Encis Environnement. Qui sont-ils ? Le bureau d'études en environnement mandaté par Eolise pour effectuer une partie des études dans le cadre du projet éolien.
Comment les études d'impact peuvent-elles être faites de façon impartiale, exhaustives et efficace lorsque les guides de concertation que proposent leurs bureaux d'étude sont si méprisants à l'encontre des riverains ?

Pour ne citer que ces passages :

1. Statistiques sorties du chapeau, faisant des généralités, méprisant toute étude sociologique sur le terrain : "Afin d'instaurer un dialogue territorial équilibré, il faut sortir de certaines pratiques de concertation conventionnelles, comme les réunions publiques, qui entretiennent une disproportion non représentative de la réalité d'un territoire, entre des opposants minoritaires en nombre, mais visibles et une majorité plus silencieuse."
Ces statistiques se basent sur des études sociologiques à l'échelle de l'Europe et sur des questions génériques quant à l'énergie et non pas sur des études locales qui elles sont bien plus nuancées.
L'étude : "Do concerns about wind farms blow over with time? Residents' acceptance over phases of project development and proximity (2023)", portant sur des riverains vivant dans un rayon de 10 km autour d'un parc existant, montre que même ceux qui cohabitent avec des éoliennes ne sont pas tous favorables à de nouveaux projets. Dans cette étude irlandaise, un peu plus de la moitié des répondants étaient « fortement prêts » à accepter de nouvelles installations donc : une part non négligeable restait réticente.
Cette étude est à nuancer compte tenu du contexte géographique, culturel et environnemental qui diffère nécessairement des contextes qui sont propres à la France et à BLV. Ainsi, prendre un exemple à l'échelle Européenne en ignorant les autres études pour illustrer une réticence à l'échelle locale n'a pas de sens.
D'autant plus qu'on n'a pas de preuve scientifique démontrant que les « silencieux » sont majoritairement favorables, parce que ceux qui ne s'expriment pas ne sont tout simplement pas mesurés. En sociologie, l'absence de prise de parole ne signifie pas automatiquement acceptation.
Les études montrent que le contexte local, la méthode de consultation, la gouvernance du projet, et la perception d'équité sont déterminants : selon ces facteurs, l'attitude des riverains peut varier considérablement — même dans des populations initialement "favorables".
Le soutien "global" ne se convertit pas mécaniquement en acceptation "locale": c'est la différence entre "être d'accord qu'il faut plus d'éoliennes pour le climat" et "accepter une éolienne dans mon jardin ou mon voisinage". Cette disjonction — le fameux "social gap" — est bien documentée

2. Le mépris : les riverains de BLV seraient des non-sachants, des élèves parano voire des complotistes.
"Ce type de consultation tend à entretenir certains biais sociaux qui favorisent le silence d'une majorité tout en donnant la parole aux avis les plus radicaux. La réunion publique se définit comme une assemblée reprenant l'organisation spatiale d'une salle de classe où des « élèves » font face à un expert sachant. La position unilatérale de l'expert, sans réciprocité avec l'audience, vient créer une mise à distance qui formalise l'échange. La structuration spatiale de ce type de réunion favorise l'opposition avec un public passif et un porteur de projet accompagné de son expert parfois barricadé derrière une table, qui accentue un effet frontal. A cela s'ajoute la projection d'éléments techniques, des cartes ou des schémas nécessitant souvent des clefs de lecture. Il arrive que ces démonstrations puissent être difficilement accessibles pour des « non-sachants », sans compter les difficultés de visibilité d'un diaporama situé à plusieurs mètres. Ces outils de diffusion de la connaissance experte, utilisant des codes relatifs à certaines professions, peuvent engendrer un manque de compréhension de l'assemblée. Or ne pas comprendre peut engendrer de la part du public une suspicion de l'expert. Cette remise en cause peut être perçue positivement lorsqu'elle exprime un besoin démocratique, mais elle peut s'avérer négative lorsqu'elle remet en cause la crédibilité et la légitimité d'un intervenant représentant une expertise indépendante. Cette suspicion, résultant de l'incompréhension d'un contexte parfois complexe, est susceptible d'engendrer une certaine forme de « paranoïa », de la désinformation, voire un certain état d'esprit complotiste, générant une ambivalence et risquant de tomber dans des retranchements faisant écho à des slogans tels que la « concertation piège à cons »."

Concernant l'impartialité d'Encis, le bureau d'étude, il est à noter que dans le cadre de l'enquête publique pour le projet éolien de WPD / VSB Energies Nouvelles à Saint-Barbant, des contributeurs ont soulevé un possible « conflit d'intérêt entre CALIDRIS et ENCIS Environnement ».
L'argument avancé est que la personne occupant le poste de « responsable administrative et financière » chez ENCIS était, selon ces contributeurs, liée sur un plan personnel (liens conjugaux) à un ancien responsable de l'agence locale de WPD.
Selon le document officiel de l'enquête publique cité, cette personne n'a pas participé à la rédaction des études d'impact ni des éléments techniques du dossier. Par conséquent, le rapport conclut qu'"il ne peut y avoir de soupçon de partialité" et que "l'indépendance d'analyse du bureau d'études ne peut être contestée". Mais malgré cela et malgré le fait qu'ENCIS affirme avoir signé une charte de déontologie (ministérielle), comment peut-on s'assurer qu'aucune discussion informelle entre les principaux concernés n'a pas orienté les études ?

Ces quelques exemples (non exhaustifs) montrent à quel point le bureau d'étude embauché par Eolise méprise les habitants, leurs points de vues mais aussi et surtout, à quel point il sélectionne les études scientifiques à sa disposition pour ne conserver que celles qui vont dans le sens du porteur de projets et de l'implantation des éoliennes. A ce titre, il me semble donc judicieux de questionner l'ensemble des informations que le bureau d'études a pu récolter durant son étude d'impact. La partialité de ce bureau d'étude semble les autoriser à effacer certaines informations scientifiques en plus de mépriser les riverains.

Contribution n°337 (Web)

Proposée par Association Les Oiseaux de Boivre La Vallée
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le vendredi 28 novembre 2025 à 21h19
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Nous souhaitons informer le commissaire-enquêteur qu'un compte Facebook portant le nom de M. Léopold Fournier avait été admis le 30 septembre 2025 dans notre groupe privé "Les Oiseaux de Boivre La Vallée".

À cette date, nous n'avions pas identifié qu'il s'agissait d'un représentant lié au projet éolien.
Le profil utilisé étant très peu renseigné, l'un des administrateurs a approuvé la demande sans établir de lien avec la société EOLISE et la fonction professionnelle de la personne concernée, à savoir chef de projet éolien pour le projet "La Chapelle".

Notre groupe a vocation à constituer un espace d'échanges entre les membres — habitants de Boivre-la-Vallée, éco-volontaires et sympathisants de l'association — sur le sujet de l'avifaune locale (observations, inventaires, protection).

À la suite de la réunion de clôture de mardi dernier, au cours de laquelle nous sommes revenus sur la tentative de contact de M. Léopold Fournier via Facebook, nous avons envisagé qu'il pouvait éventuellement se trouver parmi les membres du groupe.

Les vérifications effectuées aujourd'hui ont confirmé cette présence.

Étant donné que notre association est fermement opposée au projet éolien, l'accès d'un représentant de l'opérateur modifie de fait la nature de cet espace d'échanges.

Nous avons donc procédé immédiatement à la suppression de ce compte du groupe.

Notons tout de même que nous conservons des interrogations sur les méthodes employées par la société, rappelant que ces points ont déjà été soulevés dans nos contributions suite à la réception du courrier en recommandé et lors de la réunion de clôture de mardi dernier.

Nous portons cet élément à la connaissance du commissaire-enquêteur afin qu'il puisse consigner ces faits et pour que notre association participe en toute transparence à la consultation publique.

Les co-présidentes de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
Caroline Renaud et Virginie Braconnier

3 documents associés

contribution_337_Web_1.jpeg
contribution_337_Web_2.png
contribution_337_Web_3.png

Contribution n°338 (Web)

Proposée par Caroline
(kronadette@yahoo.fr)
Déposée le vendredi 28 novembre 2025 à 21h30
Adresse postale : 3 rue des glycines 86470 LA CHAPELLE MONTREUIL

Monsieur le commissaire enquêteur,

Je viens par ma contribution rejoindre la contribution 324 sur les élevages laitiers.

Je souhaite attirer votre attention sur un risque réel — mais peu documenté — : l'impact potentiel des installations éoliennes sur les élevages bovins laitiers. Ce sujet est rarement pris en compte dans les études d'acceptabilité, alors qu'il concerne profondément le bien-être animal, la viabilité des fermes, et le maintien de l'agriculture locale.

Dans le contexte : le cas du parc des Parc éolien des Quatre Seigneurs (Loire-Atlantique)

- Dans ce cas emblématique, deux élevages laitiers voisins du parc (mis en service en 2013) ont rapporté une baisse de la quantité et de la qualité du lait, des troubles sanitaires, des mortalités élevées et des comportements anormaux chez les animaux dès la mise en service.
- Malgré plusieurs expertises (par le CGAAER et le CGEDD), aucune cause unique ou causalité avérée n'a pu être établie à ce jour.
- Cependant, la mission interministérielle note la concomitance entre l'implantation des éoliennes et l'apparition des troubles. Elle signale deux facteurs potentiels pouvant perturber les élevages : les courants électriques vagabonds et la situation hydrogéologique locale.
- Face à l'absence de certitude scientifique, la mission recommande la mise hors tension temporaire du parc dans le cadre d'un test, afin de vérifier l'existence ou non d'un lien entre les installations et les symptômes observés.

Pourquoi ce cas interpelle pour notre commune :

Si un tel phénomène est avéré — même sur un nombre limité d'exploitations — cela remet en cause la compatibilité d'un parc éolien avec des exploitations d'élevage laitier, surtout en zones rurales densément agricoles.

Notre territoire compte des exploitations bovines : l'implantation d'éoliennes doit intégrer le risque animal et agricole — en plus des aspects paysages, environnement ou confort sonore.

Le principe de précaution devrait s'appliquer : en l'absence de preuve d'innocuité, l'autorisation d'un nouveau parc devrait être différée jusqu'à des études sérieuses et indépendantes.

Pourquoi maintenir un doute — et pourquoi refuser :

- Même si les études jusqu'à maintenant n'ont pas permis de prouver la responsabilité des éoliennes, AUCUNE n'a NI infirmé NI invalidé avec CERTITUDE l'existence d'un lien.

- Les témoignages d'éleveurs concernés font état de troubles GRAVES : baisse de production, mortalité, perte de santé — des conséquences lourdes pour la SURVIE économique de l'exploitation.

- L'absence d'interdiction ou de certitude ne doit pas être un argument pour autoriser aveuglément : l'élevage laitier est une filière FRAGILE, ESSENTIELLE pour l'agriculture locale, l'économie rurale et la souveraineté alimentaire.

Avant d'autoriser tout nouveau projet éolien dans une zone d'élevage :

- étude d'impact sanitaire et zootechnique spécifique — prise en charge par le porteur du projet.

- Obligation d'observatoire local : suivi sur plusieurs années des élevages proches, des mortalités, de la production, du comportement, sous l'égide de l'État ou d'un organisme indépendant.

Si des altérations sont confirmées — refus du projet, plutôt que d'obliger par défaut les éleveurs à relocaliser leur exploitation. (Après la réalisation du projet si des effets néfastes sur les bovins venaient à être constatés, il apparaît complètement fou, que des éleveurs, installés sur notre territoire depuis plusieurs générations, se retrouvent contraints de quitter leur exploitation du fait d'un projet éolien qu'ils n'ont jamais sollicité).

Ce cas avéré, même non confirmé scientifiquement, constitue un signal d'alerte sérieux. Notons tout de même que c'est loin d'être un cas isolé.

Accepter aujourd'hui un projet éolien sans prendre en compte l'impact possible sur l'agriculture et les élevages, c'est mettre en danger des filières entières, compromettre la viabilité de fermes, et sacrifier la sécurité alimentaire locale sur l'autel d'une transition énergétique mal encadrée. Le secteur agricole étant aujourd'hui en grande difficulté, il apparaît irresponsable d'y ajouter un facteur de risque supplémentaire susceptible d'aggraver la situation des exploitants qui luttent déjà pour préserver leurs fermes.

Je finirai par : L'absence de preuve n'est pas la preuve de l'absence.

Pour ces raisons, je m'oppose fermement à ce projet et apporte mon soutien aux éleveurs de notre commune.

En vous remerciant monsieur le commissaire enquêteur de prendre en considération ma contribution pour votre synthèse.

Bien à vous.

Contribution n°339 (Web)

Proposée par Caroline
(kronadette@yahoo.fr)

Déposée le vendredi 28 novembre 2025 à 21h36

Adresse postale : 3 rue des fleurs 86470 LA CHAPELLE MONTREUIL - BOIVRE LA VALEE

Rajout de source pour ma contribution n° 338 concernant le secteur laitier.

Monsieur le commissaire enquêteur,

Je rajoute le lien de la documentation IGEDD afin d'étayer les propos évoqués dans ma précédente contribution.

https://igedd.documentation.developpement-durable.gouv.fr/notice?id=Affaires-0012217&utm_source=chatgpt.com

Contribution n°340 (Web)

Proposée par PEROCHON Alain
(perochona@aol.com)

Déposée le samedi 29 novembre 2025 à 08h15

Adresse postale : La Castouarde 86410 St Laurent de Jourdes

Monsieur le commissaire enquêteur,

<https://www.revolution-energetique.com/actus/la-france-va-consommer-beaucoup-moins-delectricite-que-prevu-selon-rte/>

"La France va consommer beaucoup moins d'électricité que prévu selon RTE"

Je rejoins Mr Armouet , contribution 332, la consommation électrique future ne dépend pas de ce que souhaite imposer nos Politiques mais de ce que les français ont comme moyens financiers de s'offrir le luxe de s'éclairer, de se chauffer, de se déplacer en VE, or les foyers français consommateurs d'électricité malgré eux sont ceux qui vivent en maisons individuelles, non suffisamment isolées, avec des véhicules thermiques pour se rendre au travail, des français qui voient leur pouvoir d'achat rétrécir comme peau de chagrin et qui bien que consommant moins d'énergies diverses voient les factures flamber du fait de taxes en constante augmentation.

Est ce cela qui conduit RTE à envisager un scénario baissier de la consommation électrique pour les années à venir par rapport à ses prévisions ayant initialement servi de bases de la PPE3 ?

En tout cas il apparaît que la raison semble revenir chez nos décideurs et il était temps...

Eolise ne peut se prévaloir de la PPE 3 pour justifier ses éoliennes.

Alain Pérochon

Contribution n°341 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 29 novembre 2025 à 11h34

Monsieur le commissaire enquêteur,

Je m'interroge sur l'exactitude du schéma présenté dans le mémoire sur les "Capacités techniques et financières du projet de parc éolien de La Chapelle", page 5.

Je précise d'emblée que je ne suis pas spécialiste du droit des sociétés. Les éléments ci-dessous ne constituent donc pas une interprétation juridique, mais des interrogations légitimes au vu des documents fournis dans le dossier de l'enquête publique.

En consultant successivement les pièces que je joins à ce message:

-les derniers statuts en date de la société EOLISE (2024)

-le rapport du commissaire aux apports réalisé lors de la création de la holding « Groupe Éolise »,

-et donc le schéma capitalistique présenté dans le dossier cité au début de ce message (Figure 1 jointe),

je constate des éléments que je ne parviens pas à concilier et pour lesquels j'aimerais obtenir des éclaircissements.

Les statuts d'EOLISE indiquent trois actionnaires fondateurs :

VENTO SPRL,

BETA4 SPRL,

CONTINO SPRL.

Le rapport du commissaire aux apports indique que les apports à la holding « Groupe Éolise » proviennent de :

VENTO (45 %),

BETA4 (45 %),

Baptiste Wambre (10 %).

Le schéma présenté dans le dossier montre également que le Groupe Éolise détient « 100 % » de la société EOLISE.

Ces trois éléments, pris ensemble, soulèvent pour moi plusieurs questions naturelles :

Si la holding Groupe Éolise détient réellement 100 % de la société EOLISE, alors les parts de CONTINO SPRL ont dû être cédées ou apportées à un moment. Le rapport du commissaire aux apports indique que VENTO et BETA4 apportent chacun des titres de EOLISE SAS réévalués à hauteur de 150 000 €. Ces apports correspondent-ils uniquement à leurs parts d'origine, ou incluent-ils indirectement des titres ayant pu être cédés par CONTINO ?

Existe-t-il un acte de cession ou un mouvement de titres permettant de confirmer cette opération ?

Si les titres n'ont pas été cédés, comment la société justifie de passer d'une valeur des parts de 112500€ par actionnaire à une valeur de 150000€ ?

À l'inverse, si aucune cession n'a eu lieu, et si CONTINO est toujours actionnaire direct d'EOLISE comme l'indiquent les statuts que j'ai pu consulter, alors le schéma présenté semble incomplet, puisqu'il ne montre pas la présence de CONTINO.

Dans ce cas je souhaiterais que le demandeur corrige ce schéma.

Je ne formule ici aucune accusation : je souhaite simplement comprendre la structure capitalistique exacte, car elle a un impact direct sur la gouvernance, la capacité financière réelle et la traçabilité des responsabilités en cas d'aléa.

Je remercie par avance le porteur de projet ou les services compétents de bien vouloir apporter les clarifications nécessaires concernant :

la situation des titres de CONTINO SPRL,

la structure précise du capital d'EOLISE après création de la holding,

et la correspondance exacte entre les statuts, le rapport du commissaire aux apports et le schéma présenté au public.

Une mise à disposition des actes de cession éventuels ou du registre des mouvements de titres permettrait de lever toute ambiguïté.

En effet, selon que CONTINO SPRL demeure ou non actionnaire direct, la gouvernance réelle de la société peut être différente de celle qui est affichée dans le schéma.

Il serait donc utile de préciser :

qui détient exactement les droits de vote au sein d'EOLISE et de la holding ;

si certains associés disposent de pactes, conventions, délégations ou engagements financiers non visibles dans les documents publiés.

De la même manière, sans remettre en cause la sincérité des documents fournis, l'absence de visibilité complète sur les mouvements de titres ou les apports successifs rend difficile de comprendre l'origine exacte des fonds investis dans la holding et la crédibilité financière du projet.

3 documents associés

contribution_341_Web_1.pdf

contribution_341_Web_2.pdf

contribution_341_Web_3.png

Contribution n°342 (Web)

Proposée par Logan Katy

(aioli-fade-76@icloud.com)

Déposée le samedi 29 novembre 2025 à 12h38

Adresse postale : 5 Fleury 86470 Lavausseau

Observations relatives à la réunion de clôture du mardi 25 novembre

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Je souhaite apporter ma contribution à l'enquête publique concernant le projet éolien « La Chapelle », en particulier au sujet de la réunion de clôture du mardi 25 novembre.

- Conditions de participation inadaptées et absence d'enregistrement :

J'ai appris en fin de réunion, comme l'ensemble du public, que l'enregistrement audio — qui aurait permis une restitution fidèle des échanges — avait été refusé par la société EOLISE, invoquant un manque de moyens financiers et techniques.

La municipalité n'avait pas été sollicitée pour envisager une solution, et les participants n'avaient pas été informés de ce refus en début de séance.

Le compte rendu reposera donc uniquement sur vos notes et vos souvenirs, ainsi que sur celles des représentants d'EOLISE, ce qui laisse logiquement craindre un manque de précision qu'un enregistrement aurait évité.

Vous avez également reconnu que la tenue des deux réunions publiques et des trois permanences exclusivement en semaine n'était pas idéale. Après votre visite dans les hameaux proches du projet, vous avez constaté que la plupart des habitants travaillent en semaine et ne peuvent se rendre disponibles.

Vous avez indiqué que, pour de futurs projets, organiser au moins une permanence et une réunion un week-end serait préférable.

Même si cette remarque a été appréciée pour sa franchise, elle a renforcé chez beaucoup d'entre nous l'impression d'avoir participé dans des conditions peu favorables, comme si la parole du public n'avait pas été réellement facilitée.

Ce sentiment de participation difficile s'est d'ailleurs retrouvé dans la manière dont les échanges ont ensuite été vécus au cours de la réunion.

- Ressenti pendant la réunion : une écoute insuffisante et un sentiment de mépris :

Durant la réunion, il nous a été expliqué qu'il était "normal d'éprouver de la colère". Cependant, le décalage entre cette affirmation et la manière dont les interventions du public ont été traitées a créé un malaise profond.

À plusieurs reprises, les échanges ont été minimisés, interrompus ou écartés, donnant le sentiment que cette colère, bien que reconnue en paroles, n'était pas réellement entendue.

Monsieur Wambre nous a d'ailleurs indiqué que les personnes qui s'exprimaient étaient "les opposants habituels", en réunion comme sur le registre dématérialisé, et que "les personnes favorables, elles, ne parlent pas".

Cette remarque a été perçue comme un véritable mépris, puisqu'elle revenait à disqualifier nos interventions avant même de les écouter.

L'inquiétude :

des habitants qui se sentent désormais entourés par les éoliennes,
de la municipalité, dont les souhaits exprimés pour protéger la qualité de vie des citoyens semblent ignorés,
de la propriétaire constatant la dépréciation de son bien,
de l'habitant gêné par les lumières, les effets stroboscopiques, les nuisances et le bruit,
des éleveurs inquiets pour la santé, la fertilité et la production de leurs animaux,
de ceux qui protègent les oiseaux, les chauves-souris et les espèces fragiles,
de ceux qui défendent les chemins ruraux et le paysage bocager, écosystème vital et patrimoine du Poitou,
de ceux qui protègent le patrimoine architectural local,
....

Les craintes et arguments exprimés ont tous été contredits, souvent immédiatement, à travers une argumentation qui semblait mécanique et rodée, sans véritable prise en compte des questions spécifiques soulevées.

L'écoute a été ressentie comme superficielle : le chef de projet a même précisé qu'il n'avait pas pris connaissance des contributions déposées sur le registre, postérieurement à son mémoire, avant de venir à la réunion.

Cette déclaration a renforcé le sentiment que nos avis, nos contributions factuelles et étayées n'étaient pas considérés.

Les explications fournies par EOLISE – notamment concernant l'organisation et la nature réelle de leur société – se sont révélées inexactes.

Des contributions déposées sur le registre, preuves à l'appui, montrent clairement que nous sommes loin d'une société locale ou poitevine, contrairement à ce qui a été affirmé en réunion.

Il y a donc eu, face aux citoyens et aux élus locaux, une présentation mensongère lors de la réunion publique.

La réunion s'est enfin interrompue car les représentants d'EOLISE avaient des impératifs familiaux.

Ils sont partis sans un mot au public, sans un simple "merci pour votre participation", ce qui a été perçu comme un manque de civilité et un dédain envers un exercice pourtant fondamental de la démocratie participative.

L'atmosphère en fin de réunion était lourde, marquée par un sentiment d'impuissance et de frustration collective.

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Je vous remercie de l'attention portée à cette contribution.

Elle reflète fidèlement ce que j'ai personnellement vécu et ressenti tout au long de cette consultation.

J'espère qu'elle pourra être prise en compte dans votre analyse finale, afin que mon expérience et les faits observés soient considérés à leur juste mesure dans l'évaluation du projet.

Contribution n°343 (Web)

Proposée par Becq Anne

(anne.cantereau@univ-poitiers.fr)

Déposée le samedi 29 novembre 2025 à 16h02

Adresse postale : 4 Lieu dit La cartelière 86470 boivre la vallée

Opposés au projet, nous allons adresser cette lettre au préfet. Il s'agit de ne pas laisser la société Eolise avoir le mot de la fin, car ses réponses tardives aux contributions ne suffisent pas à corriger les nombreuses failles du dossier mises en lumière par les contributeurs tout le long de la période de consultation.

1 document associé

contribution_343_Web_1.pdf

Contribution n°344 (Web)

Contribution n°344 (web)

Proposée par Alain Armouet

(alainarmouet@gmail.com)

Déposée le samedi 29 novembre 2025 à 16h39

Adresse postale : 10, rue du Pain Béni 86330 Moncontour

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Chaque fois que je consulte le mémoire en réponse du projet éolien de La Chapelle, je tombe sur des inepties. Si elles n'en sont pas, cela serait pire car elles sous-entendraient une volonté de tromper.

Je vous en cite une ou deux encore et promis, j'arrête de vous contraindre à ce genre de lecture car votre opinion est probablement déjà faite au vu du nombre de contributions déjà déposées qui vont de ce sens.

Pour juger de l'importance des enjeux des espèces et les impacts du projet, Eolise et ses bureaux d'étude vous annoncent (p. 17 du deuxième mémoire en réponse à la contribution n° 132.) que si une espèce n'est observée qu'en période de migration ou hivernale, elle ne sera considérée comme patrimoniale que si elle figure dans la liste des espèces menacées à ces périodes dans les listes rouges régionales ou nationales, peu importante qu'elle soit menacée en période de reproduction !

Seulement voilà, il N'EXISTE PAS, ni pour l'ex-région Poitou-Charentes, ni pour la région Nouvelle-Aquitaine, de liste rouge régionale pour les périodes migratoires ou hivernales. Cela vous explique pourquoi aucune espèce ne figure dans les colonnes dédiées aux statuts des oiseaux hivernants et migrateurs régionaux du tableau de l'annexe 2 du mémoire p. 42 à 46.

Ainsi, le Tarier des prés, un oiseau migrateur transsaharien en voie d'extinction voire peut-être déjà disparu en tant que nicheur du Poitou-Charentes, qui est également classé Vulnérable sur la Liste Rouge des Oiseaux en danger d'extinction de France, n'est pas considéré par Eolise comme patrimoniale non pas en raison d'une situation florissante comme nous venons de le voir, mais parce que ses effectifs sont devenus si faibles que l'évaluation n'a pas pu être réalisée faute de données suffisantes.

De plus, à la p. 52 de l'étude sur l'environnement réalisée par ENCIS Environnement, il nous est indiqué que les espèces non patrimoniales mais présentant un fort risque de mortalité par collision avec les éoliennes auraient également été prises en compte pour évaluer les enjeux et les impacts du projet.

Dans ces conditions, pourquoi la Buse variable, le Faucon crécerelle, le Martinet noir sont écartés des tableaux des oiseaux patrimoniaux (p. 78,79) alors qu'ils sont respectivement les deuxième, quatrième et sixième espèces les plus souvent impactées par l'éolien selon le répertoire de T.Dürr qui est la référence européenne citée par Eolise et son bureau d'étude (haut de la p.78).

Mais finalement le plus préjudiciable est de nous faire croire qu'un concept de patrimonialité basé sur la rareté ou le mauvais état de conservation serait équivalent à celui d'intérêt écologique comme le fait ENCIS p.33, je cite : « Les espèces dites d'intérêt écologique sont ici appelées espèces patrimoniales ». En réalité, les Buses variables, les Faucons crécerelle et les Martinets ont un rôle dans le bon fonctionnement d'un écosystème aussi essentiel que celui de n'importe quelle espèce rare. Au cours de l'année les buses et les crécerelles présent sur le site de La Chapelle mangeront des milliers de campagnols, les Martinets des villages alentour et les migrateurs captureront des dizaines de milliers de mouches et de moustiques, ce qui, en jouant à la fois sur les rendements agricoles et le bien-être des habitants, apporte à notre environnement une valeur certes difficilement convertible en produits financiers mais pour autant inestimable.

Le projet éolien de La Chapelle, parce qu'il ne contribue que si peu à la réduction des effets du changement climatique, ne résiste pas à un examen de son rapport bénéfices-inconvénients pour l'environnement. En conséquence, il ne doit pas aboutir.

Veuillez agréer, Monsieur le commissaire, l'expression de mes sincères salutations,

Alain Armouet

Contribution n°345 (Web)

Proposée par Audrey girardeau

(Tornaderine@gmail.com)

Déposée le samedi 29 novembre 2025 à 20h13

On peut s'interroger sur l'utilité d'un surplus d'éoliennes.

Je suis contre ce projet d'éoliennes supplémentaire.

Contribution n°346 (Web)

Proposée par Association Les Oiseaux de Boivre La Vallée

(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le samedi 29 novembre 2025 à 20h59

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassy 86470 Boivre La Vallée

Transmission officielle des données de nidification des Busards cendrés par l'Association Les Oiseaux de Boivre La Vallée

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur,

Cette contribution vise à clore le sujet de la transmission de nos données naturalistes, en particulier celles concernant les localisations précises des nids de Busards cendrés observés en 2024 dans le périmètre d'étude du projet.

Elle fait suite :

- au courrier recommandé LRAR n° 87000993839069H envoyé par EOLISE et signé par Monsieur Léopold Fournier, chef de projet,
- ainsi qu'à nos échanges avec Monsieur Wambre, responsable développement EOLISE, lors de la réunion publique du mardi 25 novembre.

Il convient de rappeler que les nids de Busards cendrés ne sont pas réutilisés d'une année sur l'autre et que l'importance d'une étude d'impact réside dans la capacité à définir l'enjeu d'un site à accueillir la nidification.

L'aire d'étude du projet « La Chapelle » présente un enjeu majeur pour l'espèce, accueillant une colonie de Busards cendrés nicheurs, avérée et en

constante évolution, suivie et protégée par notre équipe depuis plus de six ans.

Toutes nos contributions ont documenté cette présence, minimisée dans l'analyse initiale.

La LPO dans sa contribution contre ce projet, versée au registre, confirme cette présence et rappelle l'importance des enjeux de conservation à l'échelle nationale.

Il n'est pas nécessaire de rappeler ici le statut de protection et de conservation de l'espèce, éléments déjà transmis dans les contributions.

Nous laissons au commissaire-enquêteur le soin de se faire sa propre opinion sur la qualité de l'étude déposée par EOLISE.

À titre d'illustration, nous joignons les photographies des trois protections installées en 2024 à proximité du mât de mesures ainsi que le positionnement des nids (cadrage volontairement resserré pour cette diffusion sur le registre dématérialisé).

Il est pour le moins surprenant que l'étude n'inventorie qu'une seule protection, alors que trois dispositifs distincts étaient installés à quelques mètres les uns des autres.

Notre association participe activement au programme national de protection des nichées de Busards des plaines, sous l'égide de la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO).

Dans ce cadre, toutes nos données sont transmises chaque année, en fin de saison, au Réseau National Busard, organisme chargé :

- de leur centralisation,
- de leur analyse,
- et de leur diffusion via le SINP (Système d'information de l'inventaire du patrimoine naturel).

Il est donc essentiel de rappeler que :

- notre association ne pratique aucune rétention d'information,
- nos données suivent le circuit officiel et réglementaire,
- la DREAL y a accès dès leur transmission par le Réseau National Busard.
- et nous n'avons aucune obligation légale ou réglementaire de transmettre ces données à un opérateur privé, quel qu'il soit.

Ces éléments confirment que notre démarche est transparente, rigoureuse et conforme aux obligations nationales de protection de l'espèce

Les co-présidentes de l'Association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée »

Mme Caroline Renaud et Mme Virginie Braconnier

5 documents associés

contribution_346_Web_1.png

contribution_346_Web_2.jpg

contribution_346_Web_3.jpeg

contribution_346_Web_4.jpg

contribution_346_Web_5.pdf

Contribution n°347 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 30 novembre 2025 à 06h32

Mon mandataire RC Viager que j'ai informé récemment du projet d'implantation de ces 2 éoliennes à moins de 2 km de ma propriété de type vernaculaire vient de me préciser que même avec une décote significative elle va très difficilement trouver preneur

Contribution n°348 (Web)

Proposée par Cavalli frederic

(frederic.cavalli@sfr.fr)

Déposée le dimanche 30 novembre 2025 à 13h15

Adresse postale : Lieu dit la tiffaille 86470 Boivre-la-Vallée

Bonjour,

Je ne comprends pas qu'un projet comme celui-ci présenté si proche des habitations soit possible, l'implantation déjà de 3 éoliennes un peu plus loin me semble une aberration complète, pourquoi l'implantation ne se fait elle pas proche de la maison des élus, on verrait sans doute d'autres réactions .je ne parle même pas de l'impact sur l'environnement et la valeur de nos maisons.

Un projet à bannir définitivement

Contribution n°349 (Web)

Proposée par PEROCHON Alain

(perochona@aol.com)

Déposée le lundi 1 décembre 2025 à 11h24

Adresse postale : La Castouarde 86410 St Laurent de Jourdes

Moinsieur le commissaire enquêteur,

<https://www.preambules.fr/6415/download/component/126686/compte-rendu-de-la-reunion-de-cloture-de-la-consultation-du-public>

Dans la réponse apportée par Eolise à la remarque d'un éleveur laitier , s'agissant des ondes électromagnétiques et des câbles de raccordement des éoliennes au poste de livraisons puis au poste source, il y a lieu de ne pas faire de confusion sur l'origine des maux qui affectent les cheptels bovins.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec les familles Potiron et Bouvet en Loire Atlantique, deux éleveurs dont les animaux ont eu à subir les déperditions (fuites) de câbles électriques souterrains .

Ce sont des décharges électriques de ces courants vagabonds que les animaux ont subis, provoquant un stress qui a généré des problèmes sanguins (cortisol anormalement élevé) tels que veaux et vaches pour certains en sont morts...

Nous sommes en présence de nuisances sanitaires et vétérinaires collatérales aux installations éoliennes.

Les promoteurs éoliens arguent que les éoliennes ont été installées dans les normes, ce qui est vrai, mais c'est le transport de leur production électrique qui pose ici problèmes.

Bien sûr cela ne doit pas occulter les nuisances provoquées par les éoliennes, bruits, infrasons qui génèrent eux un stress qui peut conduire chez les humains comme chez les animaux à des problèmes sanitaires graves.

Bien cordialement.

Alain Pérochon

1 document associé
contribution_349_Web_1.JPG

Contribution n°350 (Web)

Proposée par BAUDOUIN NICOLAS
(nba.family@sfr.fr)
Déposée le lundi 1 décembre 2025 à 13h08
Adresse postale : 4 lieu-dit le casson 86470 Boivre la vallée

Bonjour, en sachant que le parc nucléaire, plus le parc hydroelec, plus ce qui existe déjà d'énergie reouvelable La france est largement autonome en fourniture et conso électrique. Pourquoi ajouter un parc à proximité d'habitations? Avec les économies que l'on devrait faire, il serait plus intelligent de dédier les investissements à relever l'état Français. Non seulement ce n'est pas beau et gênant pour les voisins mais cela est fait que pour satisfaire des lubies personnelles. IL n'y a d'interet que les indemnités financières locales. Ce n'est pas possible d'etre en accord avec un tel projet.

Contribution n°351 (Web)

Proposée par Lamoureux Maxence
(maxencelamoureux@gmail.com)
Déposée le lundi 1 décembre 2025 à 14h55
Adresse postale : 1 saint Louis 86470 Boivre-la-Vallée

Suite à la publication du compte-rendu de la réunion de clôture de consultation du public, je souhaite faire une observation sur la page 6, et la nationalité de l'entreprise. Soit l'absence d'enregistrement audio de la réunion conduit à des erreurs, soit M. Wambre ne dit pas la vérité. Toutes les phrases de ce paragraphes comportent des erreurs. Il est écrit :

1. "La société Eolise, qui développe le projet de La Chapelle, portée par la Société du Parc Éolien de La Chapelle, est composée de trois actionnaires, M. Wambre, M. Pezzetta et M. Brebion"

Ceci est faux comme précisé dans plusieurs publications dans le registre : M.Wambre (le seul "poitevin" du groupe) n'est pas actionnaire de la société Eolise (d'après les derniers statuts de 2024). Par contre, une société Belge est actionnaire CONTINO SPRL.

2. "Ils sont respectivement Français, Français et Franco-belge."

M.Pezzetta, M.Brebion sont peut-être français, mais leur société unipersonnelle est localisée en Belgique (peut-être pour des raisons qui soulignent leur peu de volonté de participer à l'effort national fiscal français) et donc la troisième société est belge.

3. "La société Eolise appartient au Groupe Eolise, portée par le même trio d'actionnaires."

Non, le Groupe Eolise n'est pas portée par le même trio, puisque dans celle-ci apparaît M.Wambre. Mais comme le souligne la contribution 341, l'absence de figuration de la société CONTINO dans la constitution du Groupe Eolise, alors même que la société Eolise fait partie de la holding Groupe Eolise, peut être questionné. De même que son rôle et le système de décision.

4. " C'est une société de développement qui dénote par sa petite taille et son approche locale."

La "petite taille" de la société peut-être questionné quand on connaît l'ensemble des sociétés d'exploitations possédées par ailleurs par M.Pezzetta et M.Brebion. Quant à son approche locale : encore une fois, la société Eolise SAS est la seule entreprise du groupe Eolise a ne pas être une société d'exploitation non-active (toutes ces derniers sont en projet et la plupart même refusées) et bien qu'implantée localement elle est possède par des actionnaires localisés en Belgique.

5. "Toutes ces informations sont disponibles dans les capacités techniques et financières du projet.Les investissements de la société sont pris en charge par les trois actionnaires."

Plusieurs contributions portant sur le flou du montage capitalistique des ces différentes sociétés, de leur localisation, de leur actionnariat et donc globalement sur la réalité des capacités et crédibilités financières du porteur de projet ont été publiées et n'ont toujours à ce jour reçue aucune réponse.

Il est important à mon sens que l'ensemble des ces questionnements ne soient pas balayés parce que dans le compte-rendu de la réunion publique il est indiqué que M. Wambre a apporté quelques réponses floues et imprécises, sinon inexactes.

Contribution n°352 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le lundi 1 décembre 2025 à 15h32
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Concernant le compte rendu de la réunion publique de clôture, comme je l'ai déjà signalé dans une précédente contribution, nous regrettons que la réunion publique ne soit pas enregistrée pour que nous puissions nous appuyer sur les arguments qui ont été énoncés dans nos futures contributions et surtout pour que monsieur le commissaire enquêteur puisse s'y référer pour faire son compte rendu.

Nous ne sommes donc pas étonnés qu'il manque autant d'informations importantes dans le compte rendu. Monsieur le commissaire enquêteur est humain

et à ce titre, il est naturel qu'il n'ai pas pu se rappeler de manière précise, l'ensemble de nos retours.

Pour commencer, je suis personnellement très étonnée de voir qu'il y avait une feuille d'émargement. Nous n'avons pas été informé de la présence de cette feuille à notre entrée et nous sommes au moins 3 personnes à ne pas l'avoir signée alors que nous avons suivi l'intégralité des échanges.

Concernant l'enregistrement de la réunion : Dans une réunion publique organisée dans le cadre d'une enquête ou consultation publique, les échanges se déroulent dans un cadre public, en présence d'un commissaire enquêteur représentant de l'autorité publique.

Aucun texte ne donne au porteur de projet un droit d'opposition à l'enregistrement d'une réunion publique. Ce qui est déterminant, juridiquement, est la décision du commissaire enquêteur.

Le Code de l'environnement dit (articles R123-1 et suivants, depuis la réforme de 2011) :

Le commissaire enquêteur peut organiser des réunions publiques.

Il peut décider des modalités de publicité et de restitution des échanges.

Il peut enregistrer, mais ce n'est pas obligatoire.

L'enregistrement n'est autorisé ou non qu'à sa seule appréciation, pas à celle d'une partie prenante.

Donc seul le commissaire enquêteur ou l'administration organisatrice peut décider ou refuser un enregistrement. Nous regrettons profondément que l'opinion des habitants n'ait pas été entendu à ce sujet et que le porteur de projet ait à ce point pesé contre l'enregistrement.

Etant entendu que

La réunion est publique, pas privée.

Le droit à l'information et la liberté de la presse (même citoyenne) s'appliquent.

Les personnes présentes s'expriment dans un cadre ouvert, transparent, et sous contrôle d'une autorité publique (commissaire enquêteur).

La CNIL précise que l'enregistrement dans une réunion publique ne relève pas du consentement individuel, tant que la finalité est informative ou probatoire.

alors, les habitants de la commune avaient tout à fait le droit d'enregistrer cette réunion, peu importe l'avis des porteurs de projet à ce sujet.

Il semble que le porteur de projet ait voulu joué sur la confusion (et en ait tiré profit à son avantage) entre :

« L'administration ne peut pas imposer l'enregistrement » (ce qui est vrai)
avec

« L'enregistrement ne peut pas être fait » (ce qui est faux).

La loi dit :

- l'enregistrement est autorisé ;
- il n'est pas obligatoire ;
- la décision revient au commissaire enquêteur ;
- si une personne présente à la réunion effectue un enregistrement et que celui-ci n'a pas été explicitement interdit (et son interdiction justifiée légalement), alors elle peut ajouter cet enregistrement comme pièce annexe au dossier sans s'exposer à des poursuites.
- les prises de sons et d'images dans des événements publics ne sont pas soumis aux mêmes contraintes de droit à l'image que des événements privés.

En tant que réalisatrice de documentaires et preneuse de son, je vous confirme que le coût et la place que prennent ce type d'enregistrement est largement gérable sans compétences particulière ni ne requiert une organisation complexe qui puisse justifier son interdiction.

D'ailleurs, si quelqu'un dans l'assemblée avait pris la décision d'enregistrer les échanges à partir de ce moment, cela n'aurait pu lui être reproché ni le document sonore être écarté des pièces annexes.

Page 3 du compte rendu "Le nombre important de pièces téléchargées témoigne de l'intérêt porté au projet et explique la qualité du contenu des contributions" Il me semble important de préciser que par "intérêt porté au projet", il n'est pas sous-entendu que ce projet nous intéresse en tant que tel. Mais plutôt la protection de notre cadre de vie et de la biodiversité qui nous entoure.

Merci de bien vouloir noter qu'il n'est fait aucune mention de ce que nous avons pourtant relevé lors de la réunion. A savoir que Eolise n'avait quasiment jamais répondu en ligne aux contributions qui ont été faites. Ni même sur place : M. Wambre a continué de présenter les mêmes propositions alors que lors de précédentes réunions ET contributions, des membres d'associations et des élus, avaient signalé que ces propositions n'étaient pas satisfaisantes (notamment concernant les jours de bridage des éoliennes pendant la période de nidification). Aucune autre réponse n'a su nous être proposées durant la réunion. Deux voire trois réponses effectuées pour 300 contributions ne saurait se justifier par la mobilisation des équipes d'éolise.

Extrait : "Une personne (je crois me reconnaître en cette personne) estime que les propos tenus par le commissaire enquêteur le positionnent du côté du porteur de projet."

Je crois me reconnaître en cette personne et ça n'est pas ce que j'ai dit. Je ne saurais remettre en doute l'intégrité de Monsieur le commissaire enquêteur et j'espère que mes propos n'ont pas été retenus comme tels. Je souhaitais éclaircir les questionnements précédents (notamment concernant la prise en compte des 4 contributions positives qui ont été mises en avant) et parler au nom de tous pour donner mon interprétation : il m'a semblé que certaines personnes développaient une méfiance vis-à-vis de monsieur le commissaire enquêteur à cause de cette incompréhension sur la prise en compte des 4 contributions. J'ai donc souhaité apporter un éclairage à ce sujet en signalant à monsieur le commissaire que sans doute, sa volonté à prendre en compte les contributions positives autant que les négatives, avait pu être à l'origine de cette méfiance et donnait peut-être au public, l'impression qu'il favorisait le porteur de projet. J'ai simplement voulu porter tout haut la voix de ceux qui pouvaient développer cette méfiance pour permettre à Monsieur le commissaire, de prendre conscience de notre niveau d'inquiétude. Mais j'ai bien conscience que prendre parti en faveur du porteur de projet n'est ni le rôle ni la volonté de monsieur le commissaire enquêteur et je lui accorde mon entière confiance pour faire valoir nos revendications.

Page 5 "Ces derniers [les élus] étaient représentés dans l'assistance. Ils ont témoigné de leur degré d'exaspération à ne pas être entendu."

Ils ont spécifiquement appuyé sur le fait que la société éolise minimise les avis négatifs en ne prenant pas en compte les avis unanimement opposés des élus. Comme si, pour éolise, l'opinion des élus n'avait pas de valeur et ne représentait pas l'opinion de ceux qui les ont élus (pour porter leur voix, justement).

Dans la salle, 5 ou 6 élus étaient présents, dont madame le maire.

Page 5. Concernant les photomontages, la propriétaire du château a aussi émis l'idée qu'un photographe indépendant puisse faire les photos autour du château afin de garantir la neutralité des choix de cadrage. Je rajouterai (étant aussi cadreuse pour les documentaires), que plusieurs photographes garantissent une pluralité de point de vue et l'exhaustivité qui manque souvent à ce type de consultation publique de manière générale.

Page 5 "Mr Wambre répond que ce sujet est développé dans le mémoire en réponse."

Ça a souvent été la réponse de M. Wambre ce soir-là. Le fait est que si M. Wambre est rémunéré par sa société pour assister à cette réunion et apporter des réponses aux riverains, ça n'est pas notre cas. Nous subissons l'intégralité de ces projets éoliens. Au-delà de la dégradation visuelle, patrimoniale, sonore et de biodiversité de notre territoire, nous avons désormais pour mission de regarder de manière assidue les réponses (souvent peu satisfaisantes) d'Eolise quant à nos interrogations au sujet de ce projet éolien. Or, si nous faisons l'effort de venir à cette réunion, c'est aussi pour obtenir des réponses de vive-voix. Pouvoir les questionner, en discuter vraiment, entre humain. Constatons déjà que sur internet Eolise, apporte peu de réponse, il est important de noter que dans le cadre de la réunion publique, M. Wambre se réfère à des données internet auxquelles nous ne pouvons avoir accès dans la salle, coupant court à la discussion, empêchant les habitants de pouvoir rebondir rapidement comme il est possible de le faire lors d'une vraie conversation. Non, à la place, M. Wambre nous incite à faire durer cette conversation dans le temps, sans apporter de réponse directe, nous obligeant à chercher, à attendre des réponses en ligne lorsque certains passages nous semblent insuffisants.... En évitant systématiquement de répondre en direct mais en préférant renvoyer son interlocuteur au mémoire en réponse, M. Wambre coupe les échanges et empêche les habitants de réagir immédiatement. Pire, il déplace le débat vers un espace asynchrone où les habitants doivent chercher, attendre, et s'adapter. Souvent sans jamais recevoir de réponse dans les délais imposés par la consultation publique. Nous n'avons finalement pas vraiment de droit de réponse. Ni même la possibilité de poser nos questions.

Page 5 "Un participant fait état du défaut de substitution dans l'étude d'impact environnementale notamment par la recherche d'un site autre que le focus sur Boivre la Vallée ou le recours à une énergie renouvelable moins impactante (photovoltaïque). Monsieur Wambre répond que La société Eolise travaille principalement sur le Poitou-Charentes et les départements limitrophes. Elle a donc une connaissance fine du potentiel disponible. De nombreuses contraintes restreignent le développement de l'éolien, et le nombre de zones potentiellement favorable est extrêmement faible. Plusieurs zones ont notamment été envisagées à l'échelle de la communauté de communes. Cette démarche est explicitée dans l'étude d'impact." Ce à quoi les riverains ont répondu que la production d'électricité sur la commune de Boivre-la-Vallée dépassait déjà largement sa consommation réelle. Je rajouterai : prôner l'implantation d'éolienne en local pour produire une énergie à l'export n'a absolument aucune cohérence.

Page 6 "L'assemblée exprime sa colère face à l'indifférence que suscite sa volonté de dire « non » aux nouveaux projets de production d'Energie renouvelable sur la commune. Un participant rappelle que trois associations s'opposent à la concrétisation du projet éolien de la Chapelle. Il s'agit de « Bien vivre à Boivre la Vallée » (150 adhérents), « Les amis du Château de Montreuil Bonnin » (100 adhérents) et de « Les oiseaux de Boivre la Vallée » (400 adhérents). Elles représentent un potentiel d'opposants capable de se structurer pour mener des actions plus radicales contre le projet. Il est fait référence à Sainte Soline. Un élu rappelle l'efficacité des manifestations d'agriculteurs et que souvent la saturation conduit à de telles extrêmes. Dans la continuité de ces propos il est demandé au commissaire enquêteur qu'il sollicite du Préfet qu'il vienne à la rencontre des habitants afin qu'il juge la situation par lui-même. Cette demande vient en résonnance à l'interrogation sur la transmission à monsieur le Préfet des contributions de la population." Il a aussi été fait mention de se rapprocher du collectif Les soulèvements de la terre pour organiser une défense efficace du territoire contre les projets éoliens sur la commune. En effet, cette mention intervient après avoir eu le sentiment que l'écoute, les études scientifiques et la démocratie n'étaient pas respectées et que face à cette violence, il fallait pouvoir s'entourer pour répondre équitablement.

Page 7 "sa volonté n'étant pas d'affecter sa destinataire." M. Wambre a présenté ses excuses sur la forme de cette missive mais n'a absolument pas précisé que son but n'était pas d'affecter sa destinataire. D'ailleurs, il me semble me souvenir que ça n'est pas lui qui reconnaît avoir envoyé le courrier mais Leopold Fournier. Veuillez noter aussi que M. Fournier a créé un profil facebook pour intégrer le groupe facebook des Oiseaux de Boivre la Vallée (il ne s'agissait pas de son compte habituel mais d'un autre compte créé pour l'occasion). Cette démarche nous interpelle d'autant plus qu'elle intervient dans un climat tendu et nous donne une impression de surveillance de l'association très désagréable.

Page 7 : Concernant les mesures de protection des busards "Pour le porteur de projet, il s'agit d'une mesure classique, couramment mise en place et qui a prouvé son efficacité sur le terrain." C'est SCIENTIFIQUEMENT FAUX et je suis fatiguée de le répéter (au moins 3 contributions le démontrent). Je parle ici en ma qualité de membre des oiseaux de boivre la vallée, réalisatrice du documentaire Le busard sur la paille, active dans la protection des busards. Il serait grandement temps, pour Eolise, de cesser d'exploiter l'ère de la post-vérité. Nous avons suffisamment de connaissances scientifiques à ce sujet pour ne pas laisser de tels propos se tenir. C'est FAUX et c'est prouvé.

Il est fait mention à la fin du compte rendu que : "Alors que le public quittait la salle, une personne a interpellé monsieur Wambre par menace verbale. Monsieur Wambre lui a demandé de décliner son identité. Face à un refus, il a tenu à ce que cet agissement figure au présent compte rendu." Rien ni personne à part les membres de la société Eolise ne semblent pouvoir confirmer ou infirmer cette information. Certaines personnes ont effectivement vu quelqu'un se diriger vers M. Wambre pour lui parler mais aucun témoin ne peut confirmer ou non que des menaces aient été proférées. Par ailleurs, cette mention dans le compte rendu ne précise pas quel type de menace ? Quels mots ont été utilisés ? Comment son témoignage peut-il être pris au sérieux alors que personne, y compris le commissaire enquêteur qui se trouvait à proximité, ne peut confirmer ses dires ? Parole contre parole, comment se fait-il que ce témoignage puisse avoir une valeur ? Ne peut-on pas penser que ce soit une stratégie, de la part d'Eolise, pour modifier la perception finale que le lecteur peut avoir du compte rendu de clôture en basculant l'empathie en sa faveur ? En psychologie cognitive et en rhétorique, on appelle cela le biais de récence : le biais selon lequel les dernières informations entendues ou lues sont mieux retenues ou jugées plus convaincantes. Le dernier intervenant bénéficie donc d'un avantage rhétorique, non parce que ses arguments sont meilleurs, mais parce qu'ils restent en mémoire. Préparons-nous d'ailleurs à voir, lors de la clôture des contributions en ligne, une vague de participations positives pour contrebalancer les 300 négatives et ainsi, obtenir le dernier mot et inverser le rapport de force. D'ailleurs des forces de l'ordre étaient présentes au début de la réunion et l'ont quitté après quelques minutes, jugeant que personne sur place ne représentait une menace pour qui que ce soit. A moins que Monsieur Wambre n'est fait une déposition suite à cette menace à la gendarmerie, il ne me semble pas justifié que sa déclaration clôture le compte rendu.

Madame le maire s'est exprimé à plusieurs reprises en défaveur de ce projet éolien. Le rapport de clôture a omis de le signaler.

Contribution n°353 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le lundi 1 décembre 2025 à 15h35
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

J'aimerais savoir pourquoi le projet éolien d'Eolise est prévoit de mettre ses éoliennes à 100m des haies alors que EUROBATS (convention du PNUE / Programme des Nations-Unies pour l'Environnement) et la SFEPM (Société Française pour l'Étude et la Protection des Mammifères) préconisent de ne pas implanter d'éoliennes à moins de 200m d'une haie pour protéger les chiroptères ?

Contribution n°354 (Web)

Proposée par Manson, David
(davidmanson50@icloud.com)
Déposée le lundi 1 décembre 2025 à 15h48
Adresse postale : 5 la Gullotière 86120 Vézères

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je suis contre ce projet qui représente un danger manifeste pour l'avi-faune, notamment pour certaines espèces. La contribution de Monsieur Régis Ouvrard de la LPO Poitou-Charentes (n°277) vient confirmer mon opposition.

En effet, la LPO indique que la présence de la Cigogne noire est probable sur ce territoire. Le principe de précaution voudrait donc que cette présence probable soit prise en compte, du fait des enjeux de conservation de cette espèce sont "très importants" selon la LPO. C'est d'autant plus important que la Cigogne noire, du fait de son altitude de vol, est particulièrement vulnérable aux collisions avec les pales des éoliennes de grandes tailles comme ici.

Les enjeux pour l'avi-faune sont déjà importants étant donné la présence de plusieurs espèces méritant une protection renforcée : l'Outarde canepetière, l'Oedicnème criard, le Busard cendré et le Busard St. Martin.

L'étude d'impact du porteur de projet est, à nouveau, mise en cause et ses conclusions ne peuvent être considérées comme crédibles.

Pour toutes ces raisons, ce projet mérite un avis défavorable.

Bien sincèrement,
David Manson

Contribution n°355 (Web)

Proposée par MOREAU Hubert
(hmoreaudlr@gmail.com)
Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 09h48
Adresse postale : LA RONDE 86200 MOUTERRE SILLY

Monsieur le commissaire enquêteur

Je rejoins l'observation numéro 38 sur la non recevabilité des photomontages qui ne sont pas faits depuis la terrasse du château de Montreuil Bonnin.

J'ai eu l'occasion de visiter ce château. Le paysage est déjà pollué par plusieurs parcs en fonctionnement ce qui constitue, de toute évidence, une saturation visuelle.

La notion de saturation visuelle a été consacrée par le Conseil d'État le 1er mars 2023 (CE, 1er mars 2023, société EDPR France Holding, n°459716). Dans cet arrêt, il a été jugé que « le phénomène de saturation visuelle qu'est susceptible de générer un projet de parc éolien peut être pris en compte pour apprécier ses inconvénients pour la commodité du voisinage au sens de l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ».

Il conviendra d'émettre un avis défavorable à ce projet.

Respectueusement.

Contribution n°356 (Web)

Proposée par Eric
(eemla@free.fr)
Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 11h11
Adresse postale : 7 rue Basset 86470 BENASSAY

Bonjour, pourquoi l'installateur des 3 éoliennes du site n'a pas souhaité proposer un projet initialement établi à 5 éoliennes ?

Comment sera traité le risque de surproduction d'électricité ?

Pourquoi le prix du mégawatt

.heure acheté par EDF ne reflète-t-il pas le prix du marché et est subventionné bien au-delà du prix de l'énergie revendue au consommateur. Ces dépenses démesurées imposées à EDF contribuent une nouvelle fois à une augmentation du coût du MW pour les consommateurs.

Contribution n°357 (Web)

Proposée par Eric
(eemla@free.fr)
Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 11h20
Adresse postale : 7 rue Basset 86470 BENASSAY

Bonjour, Comptez-vous nous cacher encore plus longtemps les véritables coûts des impacts économiques, sociaux et environnementaux de ce type de projet.

Quel a été le coût final des 3 premières éoliennes ? Ce coût est-il celui véritablement présenté dans cette extension ?

Quelles en sont les mesures réelles et non indiscutables des 3 précédentes éoliennes ? Les mesures détaillées du pylône sont-elles en corrélation avec celles établies par les 3 éoliennes en exploitation ?

Pouvez-vous fournir ce tableau de résultats et les estimations équivalentes pour les deux nouvelles ?

Contribution n°358 (Web)

Proposée par Eric
(eemla@free.fr)
Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 11h22
Adresse postale : 7 rue Basset 86470 BENASSAY

Bonjour

La mise en place d'un parc installé devrait suffire à ne pas y revenir. Les riverains ayant largement contribué à l'effort collectif

Combien de fois peut on revenir comme cela avec un nouveau soumissionnaire ?

Quelles garanties pouvez vous apporter quant à une possible de non augmentation du nombre d'éoliennes sur ce site ? Ou sont les limites de cette approche ?

Qui apporte une garantie qu'un troisième opérateur ne viendra pas rajouter sa nouvelle évaluation du bien fondé d'une nouvelle extension du nombre de pîlonnes ? Pourquoi cette garantie n'a pas été pas apportée dans le projet natif ou à sa réception de chantier ?

Contribution n°359 (Web)

Proposée par Eric
(eemla@free.fr)
Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 11h24
Adresse postale : 7 rue Basset 86470 BENASSAY

Bonjour,

Confirmez vous que la provision légale pour le démantèlement et la remise en état initial du site agricole (50 k€) est très insuffisant pour couvrir ces enjeux comme cela a été confirmé par vos propos en commission d'enquête ?

Contribution n°360 (Web)

Proposée par Eric
(eemla@free.fr)
Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 11h27
Adresse postale : 7 rue Basset 86470 BENASSAY

Bonjour

Quelles sont les mesures de production électriques et financières réelles dans le bilan des 3 premières éoliennes tout Watt et Euro confondus ? Comment se situent vos prévisions au regard de celles-ci ?

L'intérêt économique au regard des vrais chiffres est il encore bénéficiaire si l'on intègre vraiment tous les coûts ?

Contribution n°361 (Web)

Proposée par Eric
(eemla@free.fr)
Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 11h36
Adresse postale : 7 rue Basset 86470 BENASSAY

Bonjour,

Au cours de la réunion, nous avons pu constater que les échanges n'ont pas été enregistrés et je m'interroge sur la prise de notes en conséquence ainsi que sur la complétude et la sincérité du peu de notes écrites prises en séance. Vous avez avoué, sur l'insistance des présents, n'avoir jamais posé la question sur l'utilisation d'un enregistrement préalablement à l'ouverture de la séance sous prétexte que le soumissionnaire s'y opposait, ce qui n'est évidemment pas vérifiable car votre choix n'a pas été abordé en séance devant le public et nous a été imposé sans même le préciser à l'ouverture du débat. Vous n'êtes pas sans savoir que votre rôle de commissaire enquêteur est de s'assurer et de garantir la bonne forme du débat, l'équité des parties, la sincérité et l'exactitude des échanges retranscrits dans votre rapport qui sera remis au Préfet de la Vienne ainsi que la complétude totale des questions et réponses apportées ou non lors de cette commission publique.

Par le non respect de la procédure ainsi que par votre partialité évidente, votre favoritisme caractérisé et constaté par toutes les parties présentes, je signifie officiellement et par écrit ces manquements dans cette phase importante de la consultation publique. En conséquence, en plus de vice de forme, votre retranscription sera considérée comme déloyale si des propos importants sont omis ou non fidèles aux échanges tenus en séance. Ma question est simple, cela ne devrait il pas faire tomber la validité de la réunion ?

Contribution n°362 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 11h37
Adresse postale : 5, rue des fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Objet : Réunion de clôture du mardi 25 novembre 2025

Après lecture attentive de votre compte-rendu de la réunion publique de clôture du 25 novembre 2025, je souhaite vous indiquer que, si j'aurais souhaité davantage de précisions sur certains échanges auxquels j'ai assisté, je comprends qu'un compte-rendu doit rester synthétique et que l'absence d'enregistrement rende la retranscription exhaustive difficile.

À titre d'information, je porte à votre connaissance et à celle du public l'article paru dans La Nouvelle République en date du 27 novembre 2025 :

« Quoique la consultation du public sur le projet éolien de La Chapelle, situé sur la commune de Boivre-la-Vallée, à La Chapelle-Montreuil, se poursuive jusqu'au 8 décembre 2025, Jean-Yves Bellier, le commissaire enquêteur, a tenu une « réunion de clôture » de celle-ci, ce mardi 25 novembre 2025, à la

salle des fêtes du village.

Cette réunion s'est tenue en présence des trois représentants de la société Eloise, porteuse du projet, d'opposants au parc éolien, des élus de la commune dont la maire, Dany Dubernard, de l'association Bien vivre en Val de Boivre, du collectif Les Oiseaux de Boivre-la-Vallée, des propriétaires du château de Montreuil-Bonnin et des particuliers, agriculteurs et riverains des parcelles de terrain concernées par le projet.

Les gendarmes, dépêchés sur place, ont très vite compris que les débats resteraient civilisés et ont, donc, quitté les lieux.

Les échanges, parfois tendus et très techniques, se sont prolongés pendant plus de deux heures. Au terme desquelles, une intervenante a clos la réunion en adressant aux porteurs du projet une formule synthétisant clairement et parfaitement l'état d'esprit des participants : « Vos éoliennes, on n'en veut pas ! » »

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur,

Je vous remercie par avance de l'attention portée à ce document complémentaire.

1 document associé

contribution_362_Web_1.jpeg

Contribution n°363 (Web)

Proposée par Eric
(eemla@free.fr)

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 11h51

Adresse postale : 7 rue Basset 86470 BENASSAY

Par les motifs de mes précédentes contributions et du rapport bénéfiques et bien fondé de tous ces projets éoliens qui foisonnent avec un prix d'achat EDF démesuré et déraisonnable mis en regard des riverains, de la faune, de l'existant déjà installé, ne serait pas temps d'arrêter le massacre ?

Pourquoi continuer à pénaliser notre EDF/RTE et payer un kW toujours plus cher !

Au moins une partie du loyer sur le parc installé devrait revenir à la commune ainsi qu'à ses habitants et pas seulement à l'agriculteur qui s'enrichit sur le dos de tous !

Notre parc nucléaire est largement suffisant pour assurer notre consommation électrique et commençons par être plus raisonnable et économe.

Stop à la prolifération des éoliennes aussi bien sur de nouveaux sites mais surtout sur l'agrandissement des zones équipées.

Spoppez toutes ces sociétés rapaces qui profitent sur le dos d'EDF et des contribuables de ces revenus injustifiés !

Contribution n°364 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 12h02

La réponse du pétitionnaire date d'une décennie au sujet des infrasons.

La position de l'Anses que les fréquences sont trop faibles pour constituer un méfait contredit des études internationales récentes et méconnaît totalement le fait que les infrasons produisent une vibration dans le corps.

Je l'invite à consulter l'étude Bellut Staack de l'université de Berlin sur la mécano transduction et l'agitation des cellules en présence d'infrasons.

La plupart des turbines émettent aussi sous le seuil de l'audition ce qui n'est pas la seule porte du corps que l'appareil auditif.

Le pétitionnaire sera incapable de répondre à l'étude Bellut Staack donc il l'oublie.

Contribution n°365 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association les Oiseaux de Boivre La Vallée
(asso.blv@gmail.com)

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 13h01

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse en Mémoire du pétitionnaire : Non-prise en compte de la contribution n°96

Monsieur le Commissaire-Enquêteur, Monsieur le Référént du dossier,

Je souhaite attirer votre attention sur le fait que ma contribution n°96, déposée précédemment sur le registre, n'a aucune réponse dans le mémoire du pétitionnaire.

Le 24 novembre 2025 à 11h20, j'ai reçu un mail d'EOLISE m'informant :

« Nous vous informons qu'une réponse à votre contribution n°96 concernant le projet « BOIVRE-LA-VALLÉE : consultation du public relative au projet éolien « PARC EOLIEN DE LA CHAPELLE » » a été apportée. Nous vous invitons à vous rendre sur le registre dématérialisé pour la consulter. »

Je me suis rendue sur le registre pour consulter ma contribution n°96, qui avait pour objet :

« Les Cigognes Blanches qui volent ou s'arrêtent dans l'AEI : espèce sous surveillance scientifique – totalement occultée par le porteur de projet.

Collision annoncée : quand l'étude nie l'évidence migratoire observée et tracée par baguage. »

Sous cette contribution, le message suivant est affiché :

« Eolise le 24 novembre 2025 à 11h07 Bonjour, Nous vous informons qu'un mémoire en réponse intermédiaire a été déposé sur le registre le 22 novembre. Ce mémoire couvre les contributions déposées sur le registre entre le 12 octobre et le 5 novembre. Vous pourrez y retrouver en son sein les réponses aux différents éléments soulevés par le public sur cette période. (...) L'équipe d'Eolise »

Après consultation attentive du mémoire, je constate qu'aucune référence à ma contribution n°96 n'y figure. Plus précisément, le sujet de cette contribution :

« Les Cigognes Blanches qui volent ou s'arrêtent dans l'AEI »

n'est aucunement abordé dans le mémoire.

Je vous demande donc de bien vouloir relever cette information inexacte communiquée par EOLISE et constater que ma contribution n°96 n'a pas obtenu de réponse, malgré l'indication contraire dans le message du 24 novembre 2025.

Cette situation constitue un manquement au principe de procédure contradictoire, et affecte la transparence de l'instruction du projet.

3 documents associés

contribution_365_Web_1.png
contribution_365_Web_2.png
contribution_365_Web_3.pdf

Contribution n°366 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"

(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 13h23

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse en Mémoire du pétitionnaire des contributions n°113 et n°114

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,
Monsieur le Référént du dossier,

je tiens à répondre au « Mémoire en réponse intermédiaire aux contributions du public

Période de réponse : 12/10/2025 – 05/11/2025 » (page 21) , portant sur les contributions n°113 et n°114 au sujet de la COLONIE de Busards Cendrés nicheurs au sein de l'Aire d'étude et de sa forte sensibilité aux impacts en période de nidification.

Réponse du pétitionnaire :

« L'enjeu de nidification sur la zone du projet, bien que non nicheur sur la ZIP en 2024 (...)»

Ma réponse :

=> En raison de l'écologie de l'espèce, et plus particulièrement de son particularisme de nidification, insister sur le fait que l'espèce est non-nicheuse sur la ZIP en 2024 n'a aucun intérêt, et peut prêter à confusion pour un public non-averti.

=> Toutes nos contributions ont démontré la présence aérée, significative et en progression de la COLONIE de Busards Cendrés nicheurs, suivie et protégée par notre association sous l'égide de la LPO, au sein de l'Aire d'étude depuis au moins 6 années (voir contributions et études jointes).

=> Rappel de la préconisation de la MRAe : "La distinction entre enjeu spécifique stationnel au sein de l'AER et l'AEI ne présente pas d'intérêt, les oiseaux ne se restreignant pas au périmètre d'une aire d'étude. Il est ainsi recommandé de retenir un enjeu par espèce, correspondant à l'AER, afin de maximiser la probabilité de tenir compte de toutes les espèces fréquentant l'AEI. »

Réponse du pétitionnaire :

« Il convient également de rappeler qu'aucun cas de mortalité n'a été observé dans les différents suivis de mortalité des Champs Chagnots. »

Ma réponse :

=> Il convient de rappeler que la France est le pays européen le plus mortifère pour les busards cendrés. (voir contributions et études jointes)

=> Il convient de rappeler que les rapaces sont les oiseaux les plus impactés par les éoliennes au regard de leurs effectifs (voir contributions et études jointes)

=> Il convient de rappeler que les parcs français implantés au sein de colonies de busards cendrés sont les plus mortifères (voir contributions et études jointes)

=> Il convient de rappeler que d'autres bureaux d'études ayant travaillé sur la colonie de Busards Cendrés nicheurs sur notre commune ont considéré l'enjeu comme FORT en période de nidification. (voir contributions et études jointes)

=> Il convient de rappeler l'arrêté Préfectoral et la décision du Tribunal de Bordeaux portant refus pour le parc éolien « La Plaine de Beaulieu » sur notre commune de Boivre la Vallée, en raison notamment de la colonie de Busard Cendrés Nicheurs (voir contributions et décisions jointes)

Réponse du pétitionnaire :

« un bridage spécifique sera mis en place (Mesure E12 : Bridage des éoliennes pour les Busards) pour garantir que l'impact résiduel reste faible sur cette espèce ; »

Ma réponse :

=> Il convient de rappeler que la mesure de bridage n'est absolument pas efficiente au regard du comportement de vol des jeunes busards, et qu'elle n'a aucun intérêt pour les adultes particulièrement sensibles à l'éolien en période de nidification (voir contributions et études jointes)

=> Il convient de rappeler que cette mesure est sortie de son contexte puisqu'elle est conseillée pour les jeunes vautours fauves qui ne se trouvent pas dans des nids au sol dans les cultures de céréales (voir contributions et études jointes)

Réponse du pétitionnaire :

« Par ailleurs, la garde au sol étant de 33 mètres, elle permet de limiter les risques de collisions pour les adultes.»

Ma réponse :

=> Il convient de rappeler l'étude citée dans l'étude d'impact EOLISE précise justement le contraire en cas de présence de Busard Cendrés Nicheurs (Schaub et al., 2020 – "Collision risk of Montagu's Harriers Circus pygargus with wind turbines derived from high-resolution GPS tracking" (doi.org/10.1111/ibi.12788) (voir contributions et études jointes) :

« (...)la construction d'un nouveau parc éolien au cœur de la zone de reproduction pourrait accroître considérablement la mortalité (jusqu'à 9,7 collisions annuelles)(....)

(...) En ce qui concerne le Busard cendré, nous concluons que même si le déploiement d'éoliennes plus hautes représente une opportunité de réduire le risque de collision pour cette espèce, empêcher le développement de l'énergie éolienne dans les principales zones de reproduction reste la mesure d'atténuation la plus importante.(...)

(...) Dans le scénario le plus pessimiste du « nouveau parc éolien », il est fort probable que la forte mortalité supplémentaire entraîne effectivement un déclin global de la population (mortalité annuelle supplémentaire des mâles de 7 à 24 %, contre une mortalité de fond estimée à 21 % pour les adultes). Ceci souligne la nécessité de choisir avec soin l'emplacement des nouveaux parcs éoliens et de préserver les principales zones de reproduction du Busard cendré de tels aménagements.(...)
(...) l'interdiction de tout développement éolien à proximité des principales zones de reproduction demeure la mesure d'atténuation la plus importante(...)

=> Si je peux me permettre, il convient de rappeler qu'il est judicieux de lire l'intégralité de l'étude citée précisément dans l'étude d'impact du projet « La Chapelle » elle-même avant d'avancer un argumentet de ne pas en extraire uniquement que ce qui arrange EOLISE.

Contribution n°367 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 13h56

L infrason est une arme de guerre employeee dans le dispositif LRAD pour controler les emeutes.
C est une emission infrasonique pour dissuader les evenements de foule et cela envoie des infrasons qui affaiblissent le cerveau et force à la fuite.
En Nouvelle Zelande Arden l a envoyé contre les emeutes anti vax il y a 3 ans.
Le dispositif envoie pzfrois deux frequences un peu decalees pour atteindre le brain entrainement, une coercion irresistible qui fait defequer sur place.
Weichenberger a publié sur l universite de Berlin une etude avec IRM montrant le cortex occipital droit en agitation. D ou les troubles du sommeil.

Contribution n°368 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 14h06

Boivre

L Anses est bonne en physique mais nulle en biologie moleculaire .
L inserm a interpellé Genet à cet effet il y a 8 ans.
Or les turbines sont au milieu des gens, des humains et nous ne sommes pas en fer blanc !

Voici l image IRM de Weichenberger et on voit le cortex zgité par l imission d infrasons.
Le petitionnzire ne peut garantir su il n y aura pas de troubles du sommeil. S il y en a il y a tromperie et mensonge et il y en a toujours

1 document associé
contribution_368_Web_1.png

Contribution n°369 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 14h36

Les effets psychoacoustiques et infrasoniques dans l arsenal militaire de dissuasion...
Les effets sur l amygdale.
Toutes les parties du corps sont a preserver de l infrason.
L ignorance ou bien la suppression des etudes medicales permet le renversement de la santé publique et la surmultiplication des pathologies insoignables causees par une tech dangereuse a souhait.
Du reste il s agit de depeuplement du vivant.

1 document associé
contribution_369_Web_1.pdf

Contribution n°370 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 14h44

Infrasons

1 document associé
contribution_370_Web_1.mhtml

Contribution n°371 (Web)

Proposée par Thierry de SAINT VICTOR
(saintvicfamily@gmail.com)
Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 14h56

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

En complément de ma contribution n°279 du 24 novembre 2025 à 20h35 se rapportant l'étude acoustique de Gantha pour le projet EOLISE de La Chapelle, vous trouverez en pièce jointe l'arrêt du Conseil d'état relatif à la pseudo-norme NFS 31 114 utilisée par l'acousticien GANTHA.

La conclusion est claire : l'étude de Gantha est nulle et non avenue, cette prétendue norme est tout sauf une norme (dont le groupe de travail a été dissous en 2017 faute d'accord entre les experts).

En conséquence, je vous prie de formuler un avis défavorable et d'accepter, Monsieur le Commissaire-enquêteur, l'expression de ma considération distinguée.

T. de SAINT VICTOR

1 document associé
contribution_371_Web_1.pdf

Contribution n°372 (Web)

Proposée par Thierry de SAINT VICTOR
(saintvicfamily@gmail.com)
Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 15h11

Vol de grues

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

La contribution n° 282 du 24 novembre signale le passage d'un vol de grues le 24 novembre au-dessus de Jazeneuil ("Dernier point factuel et non des moindres ...") dont j'ai été personnellement témoin le 24 novembre à 17 heures au-dessus de Jazeneuil (La Gaud) (mon estimation : une douzaine d'individus). J'ai moi-même alerté le contributeur qui a donc repris mon information.

Le hasard fait bien les choses : en promenant mon chien il y a quelques jours, j'ai eu le plaisir de discuter avec un autre habitant de Jazeneuil, demeurant cité des Vignes, proche de mon domicile.

Il s'avère que nous avons été tous les deux témoins de ce passage, au même moment. Ce vol, estimé par cette personne à une quinzaine, avait une caractéristique intéressante qui permet d'affirmer sans discussion possible que c'est bien le même vol : il y avait deux trainards que j'avais aperçus en premier avant de me lever de mon fauteuil et d'apercevoir le reste de la "troupe".

Ce vol n'était pas un rêve. N'en déplaise à certains promoteurs, la zone de Jazeneuil est bien sujette aux passages de grues cendrées.

Fort de ce constat, je vous demande d'émettre un avis défavorable.

Dans cette attente, recevez, Monsieur le Commissaire-enquêteur, l'assurance de mon profond respect.

T. de SAINT VICTOR

Contribution n°373 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 15h29
Adresse postale : 5 Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Objet : Évaluation des risques technologiques

Monsieur Le Commissaire Enquêteur,

À mon grand regret la durée de la consultation publique n'est pas assez longue pour étudier l'ensemble des dossiers déposés pour la Demande d'Autorisation Environnementale d'EOLISE.

Je tiens à porter à votre connaissance un des derniers accidents relatés :

« Le moteur d'une éolienne située à Bazoches-les-Gallerandes, dans le nord du Loiret, a pris feu dans la nuit du dimanche 30 novembre au lundi 1er décembre. »

Le sujet des risques technologiques a peu été abordé.

J'espère vivement que ce volet a été ou sera particulièrement analysé par les services instructeurs.

1 document associé
contribution_373_Web_1.pdf

Contribution n°374 (Web)

Proposée par Sabourault Martine
(m.sabourault@orange.fr)
Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 16h34
Adresse postale : 6 Brantelay 86480 Rouillé Rouillé

Bonjour

Non à ce projet éolien qui se fait sans aucune étude sur l'impact de ces machines sur la santé humaine et animale
Il serait plus que temps de faire une étude sanitaire avant de lancer de nouveaux projets
C'est donc un non catégorique à ce projet, qui plus est , s'ajoute à des parcs déjà trop nombreux

Contribution n°375 (Web)

Proposée par Martinet eric
(martinetericalain@hotmail.fr)
Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 17h35

Je suis opposé à ce projet dont le dossier est incomplet et ne permet pas d'évaluer le fort impact à sa juste valeur par omission des données brutes des écoutes ces chiroptères notamment.
Afin que le public dispose de la meilleure information, je vous serais reconnaissant de bien vouloir mettre en consultation les données brutes acoustique mais également le données brutes d'écoutes de chiroptères.
Ces données sont nécessaires et nous sommes en droit de demander leur communication comme l'a confirmé la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) sous la référence n° 20244698, qui confirme le caractère communicable des données brutes des études acoustiques réalisées dans le cadre des études d'impact de projets éoliens.

Après mise à disposition du public, merci de bien vouloir procéder à une prolongation de cette EP afin de permettre à chacun de les exploiter.

Merci donc de rendre un avis défavorable

Contribution n°376 (Web)

Proposée par martin et eric
(martinetericalain@hotmail.fr)
Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 17h41

Je suis opposé à ce projet en raison de son impact sanitaire désastreux.
Le dossier semble avoir survolé le volet sanitaire. Dans la phase exploitation (la plus importante), le promoteur traite les points suivants : L'acoustique, les odeurs, les déchets, les émissions lumineuses, la chaleur et les radiations, la projection d'ombre, les champs électromagnétiques, les émissions des infrasons et basses fréquences).
Les conséquences sont sous-évaluées.
Et est-ce suffisant?
Les habitants vivant à proximité ont le droit d'accéder à une qualité de vie qui ne serait pas affectée par des nuisances sonores et visuelles, ce qui sera le cas pour tous les hameaux de l'AEI.
L'académie de médecine dans sa séance du 9 mai 2017 donne six recommandations dont deux paraissent être applicables au présent projet :
_ «S'assurer que lors de la procédure d'autorisation l'enquête publique soit conduite avec le souci d'informer pleinement les populations riveraines, de faciliter la concertation entre elle et les exploitants et de faciliter la saisine du préfet par les plaignants».
_ «De n'autoriser l'implantation de nouvelles éoliennes que dans des zones ayant fait l'objet d'un consensus de la population concernée quant à leur impact visuel, sachant que l'augmentation de leur taille et leur extension programmée risque d'altérer durablement le paysage du pays et de susciter de la part de la population riveraine - et générale – opposition et ressentiment avec leurs conséquences psychiques et somatiques».

Aussi, merci de rendre un avis défavorable

Contribution n°377 (Web)

Proposée par martin et eric
Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 17h44

Je suis opposé à ce projet dont certains impacts sont négligés.
Il semble que le promoteur ignore les incidences potentielles sur le réseau hertzien d'utilité publique. Cette remarque vaut aussi pour la réception radio et télévision en cas de gêne pour les habitants.
merci donc de rendre un avis défavorable

Contribution n°378 (Web)

Proposée par martin et eric

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 17h47

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je suis opposé à ce projet en raison des tromperies annoncées en matière d'impact sur la santé humaine.

En effet, dans le dossier du promoteur, l'enjeu lié à la santé est sous-évalué. Les défenseurs de l'éolien mettent en avant l'absence d'études sur le sujet. Le site Energie Vérité (www.energieverite.com) renseigne sur un colloque qui s'est tenu en novembre 2018 « Santé, Infrasons & Éoliennes ». Il dénonce ces risques pour la santé à partir de plusieurs études à travers le monde. Depuis l'actualité a ouvert les yeux aux téléspectateurs français avec les problèmes dénoncés par plusieurs éleveurs dont les exploitations sont situées à proximité d'usines éoliennes, de transformateurs, ligne à haute tension Ils évoquent ce qu'ils ressentent et les pertes qu'ils subissent : mortalité du bétail, malformation, production laitière de mauvaise qualité et en baisse.. Une association a même été créée l'ANAST (Association Nationale Animaux Sous Tension) pour soutenir les éleveurs.

Cette atteinte à la santé des riverains a été confirmée par le jugement de la Cour d'Appel de Toulouse daté du 8 juillet 2021. Cet arrêt a été rendu définitif le 3/2/22 par le désistement des requérants qui avaient formés un pourvoi en cassation. Les plaignants qui avaient déménagé, ont été indemnisés.

Le simple respect des humains et le principe de précaution doivent aboutir à refuser ce projet qui se cumulerait avec trois autres projets, enfermant les habitants dans un univers délirant d'engins de plus de 150m en mouvement dans un paysage immobile.

Merci donc de rendre un avis défavorable

Contribution n°379 (Web)

Proposée par martin et eric

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 17h50

Monsieur,

Je suis opposé à ce projet en raison de l'absence de proposition d'alternatives au choix du site.

Les variantes ne répondent pas à cette obligation.

On constate que le dossier ne présente pas d'analyse d'alternatives permettant de prendre en compte les recommandations techniques connues concernant les chiroptères, alors qu'il s'agit d'un enjeu fort pour le projet. Je suis en droit de demander au porteur de projet d'exposer si de telles alternatives ont été étudiées et pourquoi le cas échéant elles ont été écartées."

Pour cette irrégularité, ce projet doit recevoir un avis défavorable.

Contribution n°380 (Web)

Proposée par martin et eric

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 17h53

Monsieur,

Je suis opposé à ce projet qui est contraire à la décision de nos élus, qui ont été élus pour nous représenter, et faire valoir nos idées, revendications, volontés: C'est le principe de la démocratie, sauf erreur de ma part.

Or nos élus ont voté un MORATOIRE au Conseil départemental de la VIENNE : 17 décembre 2021 voté à l'unanimité (pages 19-22) : « un moratoire immédiat de toute nouvelle installation éolienne sur le Département de la VIENNE ».

Pour ce projet il faut noter l'opposition à l'unanimité de la commune de Boivre-la-Vallée et l'avis défavorable de la communauté de communes du Haut-Poitou.

En conséquence, merci de rendre un avis défavorable à ce projet. Dans le cas contraire, cela explique pourquoi les français ne vont plus voter.

Contribution n°381 (Web)

Proposée par martin et eric

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 17h55

Monsieur,

Je suis opposé à ce projet éolien en raison de la DEPRECIATION IMMOBILIERE

Des habitations isolées et quelques hameaux sont recensées autour de la zone d'implantation potentielle.

Contrairement à ce qui est affirmé par l'étude biaisée de l'ADEME « Eoliennes et immobilier » de mai 2022, la dépréciation immobilière est reconnue par le jugement de la Cour d'appel de TOULOUSE n° 6592021 du 8 juillet 2021, par des notaires notamment de la VIENNE et des agents immobiliers.

La baisse de valeur locative entraînant une diminution des taxes foncières a été reconnue par le jugement définitif du Tribunal administratif de NANTES n°1803960 du 18 décembre 2020.

Pour rappel, le Label « Gîtes de France » n'est pas délivré aux gîtes situés à proximité de sites éoliens. D'autre part, les villages exposés à des éoliennes ne peuvent plus déposer de candidature pour le concours "le plus beau village de France " (Stéphane Bern). En Conséquence, comment nier que des

éoliennes font baisser les valeurs immobilière?

Pour ce seul motif, merci de rendre un avis défavorable.

Contribution n°382 (Web)

Proposée par MARTINET Eric

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 18h08

Je suis opposé à ce projet en raison de son très fort impact sur l'avifaune et une étude environnementale présentant de nombreuses omissions, irrégularités et contradictions:
par exemple on peut noter l'absence du dernier suivi de mortalité du parc de Champs Chagnots avec comme par hasard une forte mortalité avérée.
Merci donc de rendre un avis défavorable

Contribution n°383 (Web)

Proposée par martin et eric

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 18h11

Je suis opposé à ce projet en raison de son très fort impact sur l'avifaune et une étude environnementale présentant de nombreuses omissions, irrégularités et contradictions:
par exemple on constate un écart entre méthodologie annoncée et inventaires réellement effectués pour l'avifaune nicheuse.
Pour cette irrégularité merci de rendre un avis défavorable

Contribution n°384 (Web)

Proposée par martin et eric

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 18h13

Je suis opposé à ce projet en raison de son très fort impact sur l'avifaune et une étude environnementale présentant de nombreuses omissions, irrégularités et contradictions:
par exemple, on note que 131 espèces d'oiseaux ont été recensées sur la commune de Boivre-la-Vallée mais la liste complète n'est pas fournie ni l'origine de la liste ; seule une liste de 89 espèces observées sur un cycle biologique au sein de la zone d'implantation potentielle
Pour cette irrégularité merci de rendre un avis défavorable

Contribution n°385 (Web)

Proposée par martin et eric

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 18h15

Je suis opposé à ce projet en raison de son très fort impact sur l'avifaune et une étude environnementale présentant de nombreuses omissions, irrégularités et contradictions:
par exemple, on note que les passages ont été faits en août et septembre donc en dehors de la période de référence pour l'avifaune nicheuse qui s'étend de mars à juillet
Pour cette irrégularité merci de rendre un avis défavorable

Contribution n°386 (Web)

Proposée par martin et eric

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 18h18

Je suis opposé à ce projet en raison de son très fort impact sur l'avifaune et une étude environnementale présentant de nombreuses omissions, irrégularités et contradictions:
par exemple, on note une incohérence concernant le Busard Saint-Martin considéré d'un côté comme uniquement en migration et d'un autre présent en période de migration
Celle ci parmi tant d'autre.
Pour cette irrégularité merci de rendre un avis défavorable

Contribution n°387 (Web)

Proposée par martin et eric

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 18h21

Je suis opposé à ce projet en raison de son très fort impact sur le patrimoine et les paysages.

En effet on peut noter une saturation du paysage dans ce secteur et avec ce nouveau parc un réel encerclement depuis de nombreux lieux d'habitation. Pour cette irrégularité merci de rendre un avis défavorable

Contribution n°388 (Web)

Proposée par martinet eric

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 18h26

Je suis opposé à ce projet en raison de son très fort impact sur le patrimoine et des photomontages visant à nuire à la bonne information du public et des autorités décisionnaires.

Par exemple concernant le Château de Montreuil Bonnin : tromperie scandaleuse pour la réalisation des photomontages (en fond de vallée).

Pour cette tentative d'escroquerie à la décision administrative, merci de rendre un avis défavorable

Contribution n°389 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 19h28

Observation technique et économique concernant l'implantation des éoliennes du projet
« Parc éolien de La Chapelle » (Boivre-la-Vallée)

Objet : Critique de la proximité des deux éoliennes

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

La présente observation vise à démontrer, sur la base de données techniques précises, que l'implantation interne des deux éoliennes (E1 et E2) du projet est non conforme aux règles de l'art de l'ingénierie éolienne, compromettant gravement sa viabilité économique.

1. Espacement Interne Insuffisant (Ratio 4,02D)

Le projet utilise des éoliennes avec un diamètre de rotor (D) de 126 mètres.

Les coordonnées exactes du plan d'implantation fournissent une distance entre Eolienne 1 et Eolienne 2 de 506,66 mètres.

Ce calcul aboutit à un ratio d'espacement de seulement 4,02 fois le diamètre du rotor (4,02D).

2. Non-conformité aux Principes d'Ingénierie

Un ratio de 4,02D est techniquement questionnable et garantit des pertes de rendement importantes, même si l'angle d'incidence du vent dominant est proche de 90°.

La distance de 4D est bien inférieure aux seuils de sécurité de l'industrie qui demande un minimum de 5D.

L'espacement idéal serait entre 882 m et 1 260 m.

Preuve et références à l'appui :

Modèles de Sillage : L'ingénierie éolienne repose sur des modèles reconnus (comme le modèle de sillage de Jensen, Jensen, 1983; Katic et al., 1986) qui démontrent une forte perte de vitesse et une turbulence accrue jusqu'à 5D.

Pratiques Industrielles : Les pratiques courantes de conception de parcs éoliens recommandent un espacement minimal de 7 fois le diamètre du rotor (7D) dans la direction des vents dominants, afin que les performances des aérogénérateurs ne soient pas affectées (selon de nombreuses études et documents de référence, notamment Mahaurja).

L'implantation à 4,02D met l'éolienne en aval dans une zone de sillage immédiat (near-wake) et de forte turbulence

3. Conséquence Économique et Technique

L'étude d'impact ne peut pas ignorer l'effet combiné de ce sillage interne critique avec le sillage des parcs voisins (Champs Chagnots et Les Grandes Brandes), eux-mêmes proches.

En conséquence, la production électrique annuelle de 18 500 MWh/an annoncée n'est-elle pas surévaluée et irréaliste ? Le projet risque :

- Des pertes de production significatives et chroniques.
- Une durabilité accrue des équipements par l'augmentation des contraintes de fatigue mécanique.
- Un risque financier élevé sur le retour sur investissement.

Conclusion : Pour des raisons de bonne gestion de la ressource éolienne et de viabilité économique du projet, il est demandé à l'autorité compétente de refuser l'autorisation

Contribution n°390 (Web)

Proposée par Association Les Oiseaux de Boivre La Vallée
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le mardi 2 décembre 2025 à 20h16
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse en Mémoire du pétitionnaire de la contribution n°114 (suite)
Monsieur le Commissaire-Enquêteur,
Monsieur le Référent du dossier,

Nous tenons à répondre au « Mémoire en réponse intermédiaire aux contributions du public
Période de réponse : 12/10/2025 – 05/11/2025 » (page 21) , portant sur les contributions n°114 demandant des explications sur le tracé de la zone de suivi Busards

Réponse du pétitionnaire :

« Il semble subsister une confusion entre l'aire d'étude immédiate (AEI) et la zone de suivi dédiée aux busards. La zone de suivi de la reproduction des busards correspond à un périmètre de 500 m autour des éoliennes et ne relève donc pas de l'AEI, avec laquelle elle est totalement indépendante. »

Notre réponse :

=> Nous avons parfaitement compris la distinction.

Notre interrogation porte précisément sur le choix même de ce périmètre réduit à 500 mètres, inférieur à celui de l'AEI.

Pourquoi 500 m ?

On attend toujours la base scientifique. Aucune explication scientifique sur ce rayon magique : 500 m, pas 450, pas 1 000... Juste 500. Un choix d'une précision admirable.

=> Plus étonnant encore : ce cercle théorique traverse des parcelles en plein milieu.

Comment compte-t-on matérialiser cette merveille géométrique ?

Une rubalise en forme d'arc de cercle ?

Un technicien chargé de marcher avec un compas géant pendant toute la saison ?

L'image est savoureuse... mais la mise en œuvre, totalement irréaliste.

=> Et que dire du résultat :

Que fait-on d'un nid sur le tracé du cercle ?

On enclenche le bridage uniquement pour les jeunes qui décollent côté Est, mais pas pour ceux qui prennent leur envol côté Ouest ?

Faut-il sortir un niveau laser ou un théodolite en pleine parcelle pour décider si un jeune busard bénéficie ou non d'une « protection » par bridage ?

On atteint là un niveau d'absurdité presque artistique : le sort d'un oiseau en vol dépendrait non pas de son comportement, ni de sa vulnérabilité, mais de son positionnement par rapport à une géométrie digne d'un exercice de lycée.

Que fait-on d'un nid présent sur la parcelle mais à 510 m ?

Eh bien celui-là, on ne le prendrait pas en compte, donc... pas de bridage !

Une mesure affichée comme protectrice qui, en réalité, protège surtout l'éolienne : si le nid tombe hors du cercle, on l'ignore. C'est simple, c'est propre...

Quoiqu'il en soit, nous rappelons une dernière fois que cette mesure de bridage n'est de toutes façons pas efficace pour les Busards Cendrés.

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur,

Nous vous invitons à regarder la pièce jointe : y sont placés quatre nids potentiels de la colonie de Busards Cendrés.

Ce simple schéma démontre que ce « tampon de 500 m » ne protège pas les busards, mais uniquement EOLISE.

La séquence ERC de l'étude d'impact n'est pas viable.

1 document associé

contribution_390_Web_1.png

Contribution n°391 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 3 décembre 2025 à 09h25

Je suis favorable au projet car je préfère avoir des éoliennes près de chez moi plutôt que des centrales nucléaires, des centrales à charbon, à gaz ou au pétrole !

Si on pense au paysage par exemple, qui préfère une centrale près de chez soit plutôt qu'une éolienne ? Pas moi ! Sans parler des risques d'accidents et de pollution locale... Alors oui on les met à la campagne car il n'y a pas la place dans les villes, mais inversement on met des infrastructures en villes (gares, hôpitaux...) qui servent aussi l'ensemble de la population.

De même pour les animaux et végétaux : ce qui les menace avant tout, c'est l'impossibilité de s'adapter à un climat qui change. Et que préconise le GIEC pour limiter le changement climatique ? Les énergies renouvelables.

Merci

Contribution n°392 (Web)

Proposée par Sabourault Martine

(m.sabourault@orange.fr)

Déposée le mercredi 3 décembre 2025 à 09h35

Adresse postale : 6brantelayl 86480 Rouille

Bonjour

131 espèces d'oiseaux recensées sur ce secteur, combien vont disparaître, tuées par ces machines infernales, et ce au nom de l'écologie ?
Protégeons la biodiversité, c'est vitale, donc non à ce projet qui a aucun intérêt et qui crée beaucoup de dommage

Contribution n°393 (Web)

Proposée par Leclercq Véronique
(veroniquelecl@ gmail.com)
Déposée le mercredi 3 décembre 2025 à 10h34
Adresse postale : La Grande Charre,, Lavausseau 86470 BOIVRE LA VALLÉE

Mr le commissaire enquêteur.

Habitante de Boivre la Vallée et concernant le projet de construction de 2 éoliennes à La Chapelle Montreuil, je suis très inquiète pour les riverains de ce projet, qui subissent déjà les nuisances du parc éolien de Champs Chagnot. Il a été réalisé des études acoustiques, mais l'on sait que ces études ne tiennent pas compte de la réalité du bruit qui avec la fréquence du passage des pales devant le mât est insupportable. Je peux en témoigner ayant devant ma porte à 900 mètres les éoliennes de la Plaine des Moulins. Je ne suis pas la seule à évoquer ce problème. La contribution n° 149 de Mr Mimault fait état du même constat, quand à la contribution n°97 de Mr Jadeau, elle fait état du profond désarroi dans lequel se trouve ce Monsieur. Désarroi ressenti par beaucoup. Personne ne se donne la peine d'interroger les riverains des éoliennes existantes pour avoir leur ressenti. Le pétitionnaire a le culot de comparer le bruit émis par ses machines, à une " conversation calme ". Ce n'est pas le cas et ce n'est absolument pas comparable. Je rappelle que chaque individu a droit à la quiétude, ce qui ne sera plus le cas pour les riverains de ces éoliennes. Je pense tout particulièrement aux habitants de L'Ausigère qui vont se retrouver encerclés par 4 éoliennes (788m du projet et 634 et 748m de champs chagnot).

Le pétitionnaire prétend qu'il y a déjà des sources de bruit existant sur le secteur (champs chagnot, l'autoroute) et il considère que un peu plus, ce n'est pas grave. Mais à ma connaissance le pétitionnaire n'a pas pris en compte dans son étude les nuisances sonores provenant des parcs voisins, ni de l'autoroute A10, ni le parc des Brandes qui a été autorisé (qu'il vient juste de rajouter en annexe de son étude)

Pour toutes ces raisons et en vertu de la jurisprudence de l'arrêt de Blanzay CE du 2/5/2025 (N° 491871) que je vous transmet en pièce jointe, ce projet doit recevoir un avis défavorable.

Cordialement.

1 document associé
contribution_393_Web_1.pdf

Contribution n°394 (Web)

Proposée par Clement Jean-Michel
(jmclementmichel@gmail.com)
Déposée le mercredi 3 décembre 2025 à 10h58
Adresse postale : La Grande Charre,, Lavausseau 86470 BOIVRE LA VALLÉE

Monsieur le commissaire enquêteur.

Comme le fait remarquer la MRAE, le projet d'implanter ces deux éoliennes ne respecte pas la distance de 200 mètres requise entre les éoliennes et les habitats potentiels, notamment des chauve souris.

Le projet prévoit d'implanter les éoliennes à proximité d'une haie majeur, habitat principal sur ce secteur des chauve souris, et à proximité de la forêt de l'Epine, avec sur l'autre lisière de la forêt le projet autorisé des Brandes que Eloise vient seulement de mettre en annexe de son dossier.

Il est évident que la mortalité des chiroptères est à craindre, malgré une étude qui nie le problème en s'appuyant sur des observations insuffisantes et des théories peu réalistes. Je crois que l'on risque d'assister une fois de plus à la destruction d'espèces devenues rares et fragiles.

Aussi je vous demande de ne pas donner une suite favorable à ce projet.

Contribution n°395 (Web)

Proposée par POPI
(popi8600@yahoo.com)
Déposée le mercredi 3 décembre 2025 à 14h12

La Chine avance à grands pas sur la conception du réacteur nucléaire au thorium :

"Un réacteur nucléaire au thorium refroidi au sel fondu offre de très nombreux avantages. Celui de la puissance et de l'abondance de l'électricité nucléaire sans avoir de dimension militaire, en garantissant une plus grande sécurité, sans consommer d'eau pour le refroidir et sans avoir à gérer ensuite de grandes quantités de déchets radioactifs. En outre, le thorium est un minerai abondant."

Autrefois la FRANCE était pionnière dans ce domaine...

Suite à une idéologie mortifère, maintenant, nous construisons des mats préhistoriques pour essayer de fournir une énergie intermittente, aléatoire, non pilotable...

Et nous attendons que souffle le vent... un progrès ? vraiment ?

Pour mémoire émission carbone :
Nucléaire : 4g CO2/KWH
Eolien : 14g CO2/KWH

NON A CE PROJET,
NI ICI, NI AILLEURS

Contribution n°396 (Web)

Proposée par De Pontfarcy Dominique
(d2pontfarcy@gmail.com)
Déposée le mercredi 3 décembre 2025 à 14h29
Adresse postale : La Borde 86100 Senillé Saint Sauveur

Monsieur le commissaire enquêteur,

Le risque pour les espèces protégées à cause de ce projet est suffisamment important pour que la MRAE exige que le promoteur éolien fasse une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées. La réponse d'Eolise à cette prescription est particulièrement désinvolte qui considère que la mesure de bridage suffit à ramener ce risque de collision ou de barotraumatisme à un niveau résiduel non significatif. Évidemment, la perte d'habitat induite par le projet n'est pas prise en compte, le promoteur se contentant d'affirmer que le petit nombre d'éoliennes de son projet est un argument incontestable de l'absence de perte d'habitat. Autrement dit, s'il y a un risque il se trouve chez les autres, les grandes brandes et champs Chagnot. Ce raisonnement est parfaitement scandaleux car c'est bien la multiplication des éoliennes qui crée le risque et ce n'est pas le dosage homéopathique des implantations qui le fait disparaître bien au contraire. La manœuvre des promoteurs éoliens qui consiste à arriver par petits bouts (en se partageant le gâteau) à sortir des projets éoliens les uns derrière les autres tout en disant que finalement c'est l'autre qui anthropise le paysage et qui génère les risques de mortalité et de perte d'habitat pour la biodiversité, cette manœuvre doit être dénoncée. C'est pourquoi je vous remercie d'exprimer votre réserve totale à l'égard de ce projet de la Chapelle qui n'est rien d'autre que l'aboutissement d'un partage sur le dos des habitants et de la biodiversité.

Contribution n°397 (Web)

Proposée par Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le mercredi 3 décembre 2025 à 19h49
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse en Mémoire du pétitionnaire de la contribution n°124

Objet : Fonction des habitats du Busard Saint-Martin : Inexactitudes majeures (preuves à l'appui)

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,
Monsieur le Référént du dossier,

Lorsque l'on modifie la fonction d'un habitat, on modifie l'enjeu.
Et lorsqu'on modifie l'enjeu, on modifie la réalité écologique du site.

C'est précisément ce qui se produit ici avec le Busard Saint-Martin, mais pas que.

1) L'étude d'impact EOLISE ne peut, en aucun cas, se limiter aux seuls inventaires ponctuels réalisés par le bureau d'études AEPE Ginko :

Conformément à l'article R.122-5 du Code de l'environnement, l'état initial doit s'appuyer sur :

« une analyse complète, précise et sincère de l'état initial de l'environnement »,
intégrant « les données et connaissances disponibles ».

Cela implique obligatoirement la prise en compte :

- des inventaires de terrain,
- de la bibliographie scientifique,
- des bases de données naturalistes existantes, notamment Faune-France, base utilisée par AEPE Ginko lui-même.

Or, les données Faune-France que nous fournissons en pièces jointes — limitées strictement à l'Aire d'Étude Immédiate (ZIP + tampon 200 m) — attestent de présences et indices de nidification probable du Busard Saint-Martin sur le secteur même de l'étude.

2) La fonction écologique du site doit être "nidification probable" :

L'étude AEPE Ginko reconnaît l'espèce comme nicheuse dans la zone du projet. Les cultures agricoles identifiées sont favorables à la nidification, conformément à la bibliographie scientifique nationale.

Dès lors, selon la grille de notation utilisée par AEPE Ginko :

- Habitat de nidification probable = note 3
- Habitat limité à l'alimentation = note 1

Attribuer une fonction « alimentation » à un secteur où :

- l'espèce est reconnue nicheuse,
 - l'habitat est propice à la reproduction,
 - et où les données Faune-France montrent des indices de nidification,
- constitue une erreur de qualification qui entraîne mécaniquement une diminution artificielle du calcul de l'enjeu écologique attribué au site et à l'espèce.

3) Une sous-évaluation qui modifie l'ensemble de l'analyse :

Cette sous-notation n'est pas neutre : elle réduit l'enjeu, minimise la sensibilité du site et atténue artificiellement l'évaluation des impacts potentiels.

Même si une mesure de réduction est annoncée, cela n'a aucune incidence sur l'obligation préalable : => QUALIFIER CORRECTEMENT LA FONCTION DE L'HABITAT DANS L'ÉTAT INITIAL.

MINORER LA FONCTION DU SITE, C'EST MINORER L'ENJEU;
ET MINORER L'ENJEU, C'EST FAUSSER L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE.

P.J:

- Busard Saint-Martin AEI EOLISE "LA CHAPELLE" 2024 indice de nidification Faune France

Contribution n°398 (Web)

Proposée par Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le mercredi 3 décembre 2025 à 20h46
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse en Mémoire du pétitionnaire de la contribution n°132
Objet : Calcul des enjeux : Monsieur le Commissaire, pouvez-vous considérer recevable un indice de vulnérabilité basé sur des données obsolètes et des espèces ignorées ?

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,
Monsieur le Référént du dossier,

Concernant la contribution n°132 intitulée : « Calcul des enjeux : Monsieur le Commissaire, pouvez-vous considérer recevable un indice de vulnérabilité basé sur des données obsolètes et des espèces ignorées ? »

Je constate que les réponses du pétitionnaire, dans ses chapitres :

- 4.5. Le statut d'espèce patrimoniale
- 4.2. Le calendrier d'inventaire

Les réponses fournies se limitent à décrire la méthodologie ou les passages de terrain.

Le problème principal soulevé n'est pas traité: l'utilisation d'un indice de vulnérabilité basé sur des données obsolètes.

En conséquence, l'objet de la contribution n'est pas pris en compte.

Contribution n°399 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 3 décembre 2025 à 21h42

Franchement il faut arrêter la prolifération d'éoliennes sur notre territoire , territoire riche en biodiversité et qui est massacré par les industriels qui ne pensent qu'à l'argent mais pas à la préservation de l'environnement

Contribution n°400 (Web)

Proposée par Association Les Oiseaux de Boivre La Vallée
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le mercredi 3 décembre 2025 à 21h51
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse en Mémoire du pétitionnaire de la contribution n°132
Objet : la sensibilité du Roitelet Triple-Bandeau

Dans sa réponse au mémoire, chapitre 4.5 – Le statut d'espèce patrimoniale, le pétitionnaire affirme que le Roitelet triple-bandeau n'est pas patrimonial car il n'est observé que durant la migration et n'est pas classé menacé à ce moment.

Il cite à l'appui le chapitre III.3.1 : La patrimonialité des espèces, p. 33.

En consultant ce chapitre vous constaterez qu'aucune mention ne limite la patrimonialité à la période de migration ; ce chapitre ne fait que rappeler les critères généraux de reconnaissance d'une espèce patrimoniale.

Selon le texte brut de l'étude d'impact AEPE Ginko :

« Les espèces dites d'intérêt écologique sont ici appelées espèces patrimoniales. Conformément au guide de l'étude d'impact, la patrimonialité d'une espèce a donc été définie selon plusieurs outils de bioévaluation. Dans le présent dossier, il a été décidé de considérer une espèce comme patrimoniale lorsqu'elle remplit au moins un des critères suivants :

elle est protégée à l'échelle nationale, régionale ou départementale (à l'exception de l'avifaune) ;

elle est inscrite à l'annexe I de la directive européenne Oiseaux ;

elle est inscrite à l'annexe II ou IV de la directive Habitats-Faune-Flore ;

elle est l'objet d'un Plan national d'actions ;

elle est menacée ou quasi-menacée (CR, EN, VU, NT) sur la Liste rouge régionale ;

elle est menacée (CR, EN, VU) sur la Liste rouge nationale.

Par ailleurs, dans le contexte d'un projet éolien et conformément au guide de l'étude d'impact sur les parcs éoliens, les espèces non patrimoniales mais présentant une forte sensibilité à l'éolien (risque de mortalité par collision avec des pales) sont également prises en compte pour évaluer les enjeux et les impacts du projet. »

Le Roitelet triple-bandeau est l'espèce la plus impactée par le risque éolien, avec 519 cas de mortalité recensés en Europe, dont 401 en France plus de 77 % !.

Par impact avec les pales et barautulisme.

Semaines de découverte des cadavres sur les parcs éoliens français : semaine 36 à 45 . EN PLEINE PÉRIODE DE MIGRATION. CQFD !

Les relevés du parc voisin des Champs Chagnots confirment également une mortalité significative de cette espèce.

En ignorant ces données et en restreignant artificiellement sa patrimonialité à la seule période de migration, le pétitionnaire contredit sa propre méthodologie et sous-estime de manière flagrante le risque réel de collision pour le Roitelet triple-bandeau.

Juillet 2025 :

« Dans un arrêté, la préfecture de la Vienne vise la société Énergie éolienne du Vigeant. Le fonctionnement actuel des éoliennes sur ce site entraîne la mort de dizaines d'oiseaux, dont une espèce protégée. La société doit se mettre en conformité avec les exigences (...)
La mort d'oiseaux de dix espèces différentes, dont une protégée, sur le site de la société Énergie éolienne du Vigeant pour le parc éolien qu'elle exploite aux lieux-dits Les Petites-Fouillarges et Brandes-de-la-Ressières, dans la commune du Vigeant, inquiète les autorités. Le préfet de la Vienne, Serge Boulanger, vient de signer un arrêté à l'encontre de la société pour que cette dernière mette ses installations en conformité.
Selon un suivi environnemental réalisé pour la période 2022-2023, dix espèces d'oiseaux ont été retrouvées mortes sous les éoliennes du parc : le roitelet à triple bandeau (5 individus), l'étourneau sansonnet (3), le milan noir (2), le rouge-gorge familier (1), le pigeon ramier (1), le martinet noir (1), l'hirondelle de fenêtre (1), le fuligule milouin (1), le bruant jaune (1) et l'alouette des champs (1).(....)

(source : <https://www.lanouvellerepublique.fr/vienne/commune/le-vigeant/mort-d-oiseaux-protoges-le-parc-eolien-du-vigeant-devra-mettre-ses-installations-en-conformite-1753960360>)

LE ROITELET TRIPLE-BANDEAU EST L'ESPÈCE LA PLUS IMPACTÉE EN FRANCE.

Et, selon le texte même de l'étude :

« Par ailleurs, dans le contexte d'un projet éolien et conformément au guide de l'étude d'impact sur les parcs éoliens, les espèces non patrimoniales mais présentant une forte sensibilité à l'éolien (risque de mortalité par collision avec des pales) sont également prises en compte pour évaluer les enjeux et les impacts du projet. » – AEPE Ginko, chapitre III.3.1 : La patrimonialité des espèces, p.33

Cette contradiction n'est pas anecdotique : elle illustre que la méthodologie du pétitionnaire est appliquée de manière incohérente, au détriment de la protection des espèces les plus vulnérables.

Nous retrouvons le même problème avec le Martinet noir, deuxième espèce la plus retrouvée sous les éoliennes, ce qui confirme que la sous-estimation du risque ne se limite pas au seul Roitelet triple-bandeau.

P.S: Si le mémoire de réponse se limite à répéter l'étude que nous dénonçons, aucune avancée scientifique ou réglementaire n'est possible.

5 documents associés

contribution_400_Web_1.png

contribution_400_Web_2.png

contribution_400_Web_3.png

contribution_400_Web_4.png

contribution_400_Web_5.pdf

Contribution n°401 (Web)

Proposée par Association Les Oiseaux de Boivre La Vallée
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le mercredi 3 décembre 2025 à 22h21

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse en Mémoire du pétitionnaire de la contribution n°132
Objet : Bruant des roseaux – CNPN

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,
Monsieur le Référent du dossier,

Dans sa réponse au chapitre 4.5 – Le statut d'espèce patrimoniale, le pétitionnaire affirme que le Bruant des roseaux « n'est pas considéré comme patrimonial » car il ne serait observé que durant la migration et ne serait pas classé menacé sur les Listes rouges à ce moment.

Or, cette affirmation ignore totalement la réalité :

- la MRAE indique « Au regard des enjeux de collision et de perte d'habitats pour la faune volante, la MRAE relève que le projet nécessite de recourir aux dispositions dérogatoires prévues par le Code de l'environnement portant sur la destruction d'espèces protégées ou de leurs habitats. »

- et pour le Bruant des roseaux il faudra en plus l'avis du CNPN conformément à l'ARRÊTÉ DU 6 JANVIER 2020 FIXANT LA LISTE DES ESPÈCES ANIMALES ET VÉGÉTALES À LA PROTECTION DESQUELLES IL NE PEUT ÊTRE DÉROGÉ QU'APRÈS AVIS DU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE (CNPN).

En d'autres termes, prétendre que cette espèce « n'est pas patrimoniale » est non seulement absurde scientifiquement, mais aussi juridiquement ridicule, puisqu'elle bénéficie d'une protection extrême.

Le pétitionnaire semble oublier que la loi, elle, ne se limite pas à la période de migration...

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000041491367>

https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/gesdoc/103753/a20200106_1_annexe.pdf

1 document associé

contribution_401_Web_1.png

Contribution n°402 (Web)

Proposée par Association Les Oiseaux de Boivre La Vallée
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le mercredi 3 décembre 2025 à 23h00

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Objet : Espèces protégées - EOLISE face à l'obligation CNPN

Arrêté du 6 janvier 2020 fixant la liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national

de la protection de la nature

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

La MRAE indique :

« Au regard des enjeux de collision et de perte d'habitats pour la faune volante, la MRAE relève que le projet nécessite de recourir aux dispositions dérogatoires prévues par le Code de l'environnement portant sur la destruction d'espèces protégées ou de leurs habitats. »

Par ailleurs, certaines de ces espèces relèvent également de l'ARRÊTÉ DU 6 JANVIER 2020 FIXANT LA LISTE DES ESPÈCES ANIMALES ET VÉGÉTALES À LA PROTECTION DESQUELLES IL NE PEUT ÊTRE DÉROGÉ QU'APRÈS AVIS DU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE (CNP).

Pour le projet EOLISE :

Espèces répertoriées dans l'Aire d'Étude Immédiate de l'étude d'impact EOLISE (Pièce 5-A chapitre VI.1.1 L'analyse générale pages 44-45) :

- Autour des Palombes
- Elanion Blanc
- Bruant des Roseaux
- Tarier des Prés

Espèces supplémentaires inventoriées, à prendre en considération (voir contributions déposées par notre association) :

- Cigogne Noire
- Grue Cendrée
- Balbuzard Pêcheur
- Milan Royal

Ces huit espèces bénéficient d'une couche de protection légale supplémentaire et obligatoire.

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur,

nous vous invitons à transmettre expressément cette information au Préfet, M. Boulanger.

Sources :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000041491367>

https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/gesdoc/103753/a20200106_1_annexe.pdf

PJ:

- EOLISE Liste des espèces d'oiseaux inventoriées sur l'aire d'étude immédiate
- Journal Officiel de la République Française - CNPN (1)
- Journal Officiel de la République Française - CNPN (2)

3 documents associés

contribution_402_Web_1.png

contribution_402_Web_2.png

contribution_402_Web_3.png

Contribution n°403 (Web)

Proposée par Manson, David

(davidmanson50@icloud.com)

Déposée le jeudi 4 décembre 2025 à 15h28

Adresse postale : 5 la Guillotière 86120 Vézères

Monsieur,

Je m'oppose vivement à ce projet qui ne respecte pas la volonté des élus au niveau départemental, au niveau de la communauté des communes et au niveau communal.

Au niveau départemental un moratoire sur toute nouvelle implantation éolienne a été voté A L'UNANIMITE en décembre 2021, couvrant l'ensemble du Département de la Vienne. Plus récemment la Communauté des Communes du Haut Poitou e émis un avis défavorable au projet et la commune de Boivre-la-Vallée s'est prononcée contre.

Que doivent faire de plus les élus locaux et départementaux ?

Afin d'éviter un délit de démocratie et une baisse encore de la confiance des français vis-à-vis des élections, un avis défavorable à ce projet doit émis au terme de cette consultation.

Bien sincèrement,

David Manson

Contribution n°404 (Web)

Proposée par T. de SAINT VICTOR

(saintvicfamily@gmail.com)

Déposée le jeudi 4 décembre 2025 à 17h44

Etude de dangers : projet éolien de La Chapelle à Boivre-la-Vallée - quelques remarques

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Vous trouverez en pièce jointes quelques remarques sur l'étude de dangers.

Il me semble que ce genre d'études frise le copier-coller sans grande « valeur ajoutée », avec peu de considérations spécifiques au projet de La Chapelle. De plus elles collectionnent les répétitions.

En quelque sorte, c'est du remplissage mais pas si innocent car il contribue à grossir le dossier de cette consultation dont le volume lasse et dissuade les lecteurs même les plus courageux.

L'arrêté du préfet d'Eure-et-Loir suite à l'incendie d'une éolienne du PARC DU CHEMIN D'ABLIS à Chatenay (20 mars 2023, le long de l'autoroute A10) mérite d'être lu attentivement.

Il énumère les risques et les pollutions en tous genres susceptibles de se produire à l'occasion d'incendies, notamment la dispersion dans l'atmosphère de substances extrêmement dangereuses (cancérogènes, et PFAs...). Outre les incendies, l'usure des pales et des systèmes mécaniques contribue à cette dispersion.

Il ne faut pas non plus oublier bien sûr les risques d'embrasement des cultures situées au pied ou à proximité des machines en cas de vent.

Les photographies en pièces jointes illustrent parfaitement la situation.

Les deux malheureux extincteurs, dans la nacelle et en pied de mât, sont complètement inutiles sauf à arrêter un départ de feu, notamment lors d'opération de maintenance. Vous conviendrez que le nombre de personnes mobilisées lors du dernier incendie porté à ma connaissance ainsi que le nombre de véhicules sont hors de proportion avec la gravité de ces incendies et surtout leur hauteur de survenance.

Autre risque avéré : les bris de pales tel que celui survenu sur l'éolienne E1 du parc de Berceronne (Jazeneuil – Vienne), machine à l'arrêt sans vent !

Les dégâts collatéraux sur l'éolienne (dont le moyeu, les autres pales, la nacelle et le haut du mât) sont tout simplement dus au redémarrage à distance (ou en automatique ?) de l'éolienne avec une pale brisée non signalée par une fonction de sécurité adéquate et opérationnelle.

Ces risques sont à mon avis trop peu considérés dans l'étude de dangers.

Un avis défavorable de votre part mérite d'être rendu.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire-Enquêteur, l'expression de ma considération distinguée.

T. de SAINT VICTOR

5 documents associés

contribution_404_Web_1.pdf
contribution_404_Web_2.pdf
contribution_404_Web_3.pdf
contribution_404_Web_4.jpeg
contribution_404_Web_5.pdf

Contribution n°405 (Web)

Proposée par Dupont Isabelle
(jidupont@orange.fr)

Déposée le vendredi 5 décembre 2025 à 04h25

Monsieur le commissaire enquêteur,
Je rebondis sur la contribution 377 pour appuyer cet argument d'irrégularité du dossier devant l'absence de propositions d'alternatives dans le département au choix du projet.
Pour cette raison je m'oppose à ce projet.

Contribution n°406 (Web)

Proposée par Dupont Isabelle
(jidupont@orange.fr)

Déposée le vendredi 5 décembre 2025 à 04h26

Adresse postale : 4 rue du château 86470 Boivre la vallee

Monsieur le commissaire enquêteur,
Je rebondis sur la contribution 377 pour appuyer cet argument d'irrégularité du dossier devant l'absence de propositions d'alternatives dans le département au choix du projet.
Pour cette raison je m'oppose à ce projet.

Contribution n°407 (Web)

Proposée par Dupont Isabelle
(Jidupont@orange.fr)

Déposée le vendredi 5 décembre 2025 à 04h37

Adresse postale : 4 rue du château 86470 Boivre la vallée

Incohérence de politique publique

Monsieur le commissaire enquêteur ,
Concernant le CR de la réunion de clôture je tiens à appuyer mon propos concernant l'incohérence de politique publique de financer par les subventions à la fois la beauté des paysages avec la sauvegardes du patrimoine historique et son contraire avec la destruction des paysages remarquables de bocage

du site.

Pour cette raison ce parc est une incohérence du fait de la co visibilité avec le château de Montreuil Bonnin.

Je vous remercie, Monsieur le commissaire enquêteur de prendre en considération cette situation locale.

Contribution n°408 (Web)

Proposée par edith de PONTFARCY

(edithdepontfarcy@gmail.com)

Déposée le vendredi 5 décembre 2025 à 09h25

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Rappelons les termes de l'arrêté du préfet de la région Poitou-Charentes, du 3 novembre 2011, accordant un permis de construire à la SARL SOCPE CHAMPS CHAGNOTS sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2 :

« Les observations et recommandations particulières édictées par le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine et reproduites ci-après seront prises en compte :

Mettre en œuvre toutes les compensations paysagères pour éviter une covisibilité, même minime, avec les tours du Château de Montreuil-Bonnin (point haut situé à plusieurs kilomètres du site d'implantation des éoliennes); »

« Eviter une covisibilité même minime... », cette prescription montre tout l'intérêt patrimonial, s'il en était besoin, à porter au château de Montreuil-Bonnin et pourquoi toute covisibilité et/ou visibilité entre et/ou depuis ce site et des éoliennes doivent être prosrites.

Et pourtant cette mesure n'a pas été respectée ; ce qui montre toute la folie du développement anarchique de l'éolien en Vienne, les services de l'Etat reconnaissent une covisibilité et n'ont même pas la volonté de l'éviter, car il ne peut y avoir de compensation paysagère pour des machines de plus de 139 mètres de haut, et pour le présent projet, 160 mètres de haut.

C'est pourquoi il faut citer la très récente jurisprudence du Conseil d'Etat (30 septembre 2025, n° 492891) pour le projet du Mirebalais à Thurageau qui a considéré qu'

« 3. Il appartient à l'autorité administrative compétente pour délivrer une autorisation environnementale, afin d'apprécier les inconvénients que l'installation en cause peut avoir pour l'intérêt, mentionné à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, tenant à la conservation d'un monument, de prendre en compte l'impact de l'installation sur les vues portées sur le monument en cause mais aussi, le cas échéant, son impact sur les vues offertes depuis le monument. »

La haute juridiction a considéré, pour casser l'arrêt de la Cour administrative d'appel (CAA) de Bordeaux annulant l'arrêté préfectoral d'autorisation du projet du Mirebalais, que cette atteinte à la conservation d'un monument n'était pas démontrée et a renvoyé l'affaire à la CAA de Bordeaux.

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000052372134?>

[page=1&pageSize=10&query=492891&searchField=ALL&searchType=ALL&tab_selection=all&typePagination=DEFAULT](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000052372134?page=1&pageSize=10&query=492891&searchField=ALL&searchType=ALL&tab_selection=all&typePagination=DEFAULT)

C'est bien ce cas d'espèce dont il est question ici, la préservation et la conservation de ce haut-lieu historique et touristique de la Vienne par les vues offertes sur le paysage environnant.

Aussi EOLISE utilise-t-elle tous les moyens disponibles à son actif pour se débarrasser des sparadraps qui lui collent à la peau :

- à Verrières, l'OAP du PLUi de la Communauté de Vienne et Gartempe, en affirmant la compatibilité du projet mais en ne respectant pas, notamment, les règles de distances aux habitations,

- à Boivre-la-Vallée, les espèces protégées avec des insuffisances, omissions et irrégularités avérées de l'étude naturaliste (cf. les nombreuses contributions de madame Braconnier), destinées à influencer la décision de l'autorité administrative

- et à Montreuil-Bonnin, son château, en réalisant elle-même des photomontages pour le moins avantageux, destinés à influencer la décision de l'autorité administrative (cf. les contributions de madame Dupont et autres contributeurs).

Il est utile de rappeler des escroqueries aux photomontages réalisés pour des lieux emblématiques telle la collégiale du Dorat (contribution n° 100) en Haute-Vienne qui sont connues car le maire à porter plainte.

Dans son mémoire en réponse pour la période du 12 octobre au 5 novembre, page 8, affirme que « Le bureau d'études Eolise a été chargé de la réalisation des prises de vues nécessaires à l'élaboration des photomontages ».

Or un nécessaire découplage est requis entre le MAITRE DE L'OUVRAGE (EOLISE) et l'EXPERT (photographe), NUL NE POUVANT SE CREER SA PROPRE PREUVE.

Enfin, la PREMIERE des MESURES dans la séquence ERC, est l'EVITEMENT, qui ici n'a pas été réalisé pour ce joyau patrimonial bénéficiaire de nombreux prix.

C'est pourquoi un arrêté de refus du préfet ne peut que s'imposer.

Avec mes salutations distinguées

Edith de PONTFARCY

PJ : Arrêté portant permis de construire le parc éolien de Champs Chagnots du 3 novembre 2011.

A consulter :

<https://www.chateaumontreuilbonnin.fr>

<https://www.demeure-historique.org/collectes/chateau-de-montreuil-bonnin/>

Article la Nouvelle République – 25 juillet 2025

<https://www.lanouvellerepublique.fr/vienne/commune/montreuil-bonnin/dans-le-secret-des-chateaux-2-6-dans-la-vienne-montreuil-bonnin-une-affaire-de-famille-1753367728>

Contribution n°409 (Web)

Proposée par Logan Katy
(aioli-fade-76@icloud.com)
Déposée le vendredi 5 décembre 2025 à 11h36
Adresse postale : 5 Fleury 86470 Lavausseau

Monsieur e Commissaire-Enquêteur
J'aimerais rebondir sur la contribution No 403 sur le non-respect de la volonté des élus au niveau communal, au niveau de la communauté des communes et au niveau départemental.
Permettez-moi de citer quelques phrases particulièrement aptes du moratoire du 17 décembre 2021 voté à l'unanimité et concernant tout le Département de la Vienne:

“LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,
RAPPELLE que le Département a affirmé par délibération du 7 novembre 2019 sa volonté d'encadrer le développement équilibré et concerté des parcs éoliens, tout en participant aux efforts collectifs nationaux et internationaux de lutte contre le changement climatique et de développement des énergies renouvelables. Le développement éolien doit respecter les principes d'un aménagement équilibré du territoire que sont l'équité, la concertation et la diversification du développement économique et le respect du cadre de vie,
.....

CONSTATE un manque de concertation avec les élus locaux et la population dans la construction des projets éoliens. Ils suscitent des tensions entre les élus. La population exprime via les enquêtes publiques une forte opposition suscitée par la multiplication de ces projets de grande importance avec des mâts de plus en plus imposants. Afin d'améliorer la concertation, le Département, l'Association des Maires et des Présidents d'Intercommunalités de la Vienne et le Syndicat Energies Vienne ont élaboré une charte départementale des collectivités de la Vienne et des professionnels en faveur d'une gestion maîtrisée et concertée des projets éoliens. Toutefois, la profession éolienne refuse quasi unanimement de la signer, ce qui entraîne malheureusement des difficultés de mise en œuvre. Dans un souci de renforcer la concertation, le Département a également créé un comité de suivi de l'éolien composé des principaux acteurs sur le territoire. Ce comité n'ayant pas de pouvoir réglementaire, sa capacité à intervenir se voit donc limitée “ ...

Aujourd'hui la démocratie est attaquée sur tous les continents. Il est donc plus important que jamais de respecter les décisions de nos élus.

Contribution n°410 (Web)

Proposée par Jacques de Crémiers

Déposée le vendredi 5 décembre 2025 à 12h08

Monsieur le Commissaire enquêteur,
Le cabinet Gantha qui a réalisé l'étude acoustique s'est servi de la prétendue norme NFS 31 114 qui a été annulée par le CE . Cette norme qui n'en a jamais été une, est nulle, non avenue et vous ne pouvez que refuser cette prétendue étude.
Merci par avance.
Agréez mes meilleures salutations.

Contribution n°411 (Web)

Proposée par Sen Jupiter
(jupitersen@gmail.com)
Déposée le vendredi 5 décembre 2025 à 19h38
Adresse postale : 12 route de Savigny 86140 Cernay

M Jean Yves BELLIER, commissaire enquêteur

Concernant l'étude acoustique déposée par les promoteurs d'Eolise, ce projet diffère peu de celui réalisé à Verrières, tant au niveau du personnel (Gantha et l'équipe de M. Arnaud Ménoret) que du matériel, jusqu'aux microphones, et des données fournies par Vestas et Eolise. La principale différence réside dans l'utilisation de valeurs locales, que l'on peut supposer exactes pour les 28 jours de l'étude acoustique de 2024, en l'absence de preuves du contraire. On pourrait dire que l'ensemble du volet acoustique du projet est essentiellement un copier-coller, avec de nouvelles données, aboutissant à un rapport positif, à l'instar d'une brochure publicitaire pour un nouveau modèle de voiture.

Cependant, comme à Verrières, cette démarche soulève d'importantes questions quant au référentiel utilisé et au traitement des données. L'utilisation du dB(A) (décibels audibles) comme unité de mesure du son, par exemple, tend à surpondérer le spectre acoustique au centre, en négligeant une grande partie des fréquences extrêmes, notamment les basses fréquences et les infrasons. Il convient de noter qu'il existe différentes formes d'unités décibels (dB), adaptées à diverses applications ; le dB(A) n'est donc pas la seule unité de mesure.

De plus, elle ne tient pas compte de la nature pulsatoire du son généré par le passage des pales devant le mât. Ce phénomène est accentué par l'utilisation du logiciel de modélisation acoustique SoundPLAN 8.1, largement critiqué pour ses lacunes, car développé pour un autre usage. Pourtant, ses promoteurs le jugent suffisant et correct, misant peut-être sur l'ignorance technique de la plupart d'entre nous, en dehors du domaine spécialisé de la modélisation acoustique et de la propagation des ondes, et sur le manque d'études vraiment concluantes concernant les effets néfastes d'une exposition prolongée aux sons pulsés de basse fréquence. À l'instar des photomontages, seuls les aspects acoustiques les plus favorables du projet sont mis en avant, mais contrairement à ces derniers, ils ne peuvent être considérés comme une simple image, mais comme une réalité.

Il convient également de noter que ces mesures acoustiques Gantha n'ont été effectuées que pendant un mois, du 7 juin au 5 juillet 2024. Ce mois d'été ne reflète absolument pas la réalité acoustique d'une année entière, notamment lorsque les arbres sont dénudés et que les vitesses du vent varient considérablement.

J'ajouterais qu'il devrait être clair pour quiconque prend la peine de consulter le dossier que l'étude acoustique s'efforce de respecter l'esprit de l'ensemble du dossier, y compris les photomontages, en présentant le projet sous son meilleur jour – caveat emptor.

Par souci de transparence, je joins les extraits pertinents de ma contribution à l'enquête publique du projet Éolise à Verrières. De manière générale, mes observations s'appliquent également à La Chapelle Montreuil.

Je vous prie, Monsieur le commissaire enquêteur, dans l'intérêt de l'environnement, à rendre un verdict défavorable à ce projet.

Respectueusement,
Jupiter Sen

Citation

"Je souhaite attirer votre attention, en votre qualité de commissaire enquêteur, ainsi que celle du Préfet, sur les aspects préoccupants de l'étude acoustique menée par Eolise et son bureau d'études Gantha, filiale d'Artelia, groupe d'ingénierie spécialisé dans le BTP, avec lequel ils collaborent régulièrement. Cette étude a été réalisée par Arnaud Ménoret, diplômé en 2002 de l'École Nationale Supérieure d'Ingénieurs du Mans, et son équipe, composée de Pierre Guillet, ingénieur diplômé en numérique de Poitiers ; Jérôme Bastet, ingénieur diplômé en acoustique et vibrations de Poitiers ; et Tom Alvarado, titulaire d'un master en conception environnementale et confort pour l'architecture et l'urbanisme de Bordeaux. Tom Alvarado est l'auteur de l'étude.

À la page 53 de l'étude acoustique, l'équipe confirme que sa modélisation s'appuyait sur des données fournies par le fabricant Vestas pour son éolienne Vestas V162 de 6 MW, données qu'elle n'avait ni évaluées ni vérifiées de manière indépendante. Ces données Vestas sont simplifiées et soulèvent des questions quant à leur fiabilité et à d'éventuels biais.

Pour compliquer l'évaluation de la précision des calculs basés sur les données de génération de bruit fournies par Vestas à Eolise et Gantha, il convient d'ajouter la question des fréquences acoustiques étudiées. Sur leurs graphiques, l'équipe de M. Ménoret montre clairement que les fréquences étudiées et retenues dans leurs recherches ne descendent pas en dessous de 50 Hz. Leur plage d'analyse s'étend de 50 Hz à 8 000 Hz. Or, les basses fréquences sont généralement considérées comme allant de -1 Hz à 200 Hz. Il est donc important de souligner que cette plage exclut une partie considérable des fréquences acoustiques des sons de basses fréquences, généralement comprises entre 20 Hz et 200 Hz, et exclut totalement les infrasons qui sont inférieurs à 20 Hz. Ces derniers représentent acoustiquement des « sons », des vibrations inaudibles, pour la plupart des individus, mais ressenties par certaines personnes et d'autres êtres vivants, et qui ont un impact sur le corps, les organes vitaux et le cerveau. De plus, les infrasons émis par les éoliennes sont très puissantes et se propagent très loin : ils sont détectables en mer jusqu'à 100 km (Duarte et al., 2021) et sur terre de 5 à 10 km. À l'autre extrémité du spectre, les émissions acoustiques peuvent atteindre 16 000 Hz.

Des animaux, comme les éléphants et les baleines bleues, utilisent les infrasons pour communiquer. Les volcans, les explosions nucléaires, les trains à grande vitesse et les éoliennes sont également d'importantes sources d'infrasons, mais les éoliennes se distinguent par la nature pulsée de leurs émissions. Celles-ci résultent du passage répété des pales devant le mât, de manière rythmique et constante, même si ce phénomène n'est pas nécessairement audible dans son intégralité. Les émissions acoustiques des éoliennes ne sont pas des sons naturels ; elles se caractérisent par leur nature pulsée, une « vibration » industrielle, rythmique et répétitive. Dans l'étude acoustique (pages 46-47, section 10.3 : Modélisation des impacts sonores), l'équipe de Gantha n'aborde pas la nature pulsée du passage des pales ni la manière dont elle tente de la modéliser, et ne traite pas non plus des infrasons ou des sons de basse fréquence et de leur existence. Il est probable que Vestas, dans les données simplifiées de son modèle fourni à Gantha pour son éolienne V126 6MW STE, n'en fasse pas mention non plus. Il est probable que Vestas se limite aux émissions acoustiques du rotor et des composants mécaniques.

Malgré toutes ces préoccupations, l'équipe d'étude acoustique a reçu pour instruction de ne pas analyser statistiquement la puissance de la plupart des sons de basse fréquence et de tous les infrasons. La génération d'infrasons et de sons de basse fréquence n'est pas mentionnée dans cette étude, bien qu'il soit reconnu qu'ils peuvent provoquer une gêne, de l'anxiété, voire de l'angoisse chez certaines personnes. De nombreux témoignages font état de ces problèmes de santé : troubles du sommeil, anxiété et malaise chez les riverains des parcs éoliens, tant humains qu'animaux. Ces problèmes disparaissent lorsque ces personnes ou leurs animaux s'éloignent de leurs habitations ou de leurs habitats, mais ils sont largement ignorés par les autorités et les responsables locaux.

Dans leur étude intitulée " Vibrational Noise from wind-energy turbines negatively impacts earthworm abundance" (« Le bruit vibratoire des éoliennes a un impact négatif sur l'abondance des vers de terre »), une équipe de chercheurs de la Vrije Universiteit Amsterdam (Velilla, Collinson, Bellato, Prof. Berg, Dr. W. Halfwerk, Amsterdam, juin 2012) démontre que les vers de terre fuient progressivement les zones où sont implantées les éoliennes, ce qui entraîne leur disparition progressive et leur raréfaction à proximité, et par conséquent la dégradation de l'écosystème dont ils sont un élément essentiel. La plupart des animaux d'élevage n'ont pas cette possibilité.

Ces chercheurs observent: "Most energy in wind turbine vibrational noise is biased towards the low frequencies(below 500Hz)" (la majeure partie de l'énergie du bruit vibratoire des éoliennes est concentrée dans la partie acoustique des basses fréquences (moins de 500 Hz).

Rien de tout cela n'est abordé, ni même mentionné, par les auteurs de l'étude. Leurs statistiques et leur matériel d'enregistrement se concentrent sur les sons « perceptibles » entre 50 et 8 000 Hz. Mais ce n'est pas tout : leur unité de mesure est le dB(A), une unité acceptée par les normes françaises, au grand bonheur du secteur, mais qui représente en réalité une manipulation des données elles-mêmes, lissées vers les fréquences moyennes.

Je cite l'étude: La notion de bruit s'exprime en « décibel pondéré A » (dB(A)), le choix de la pondération est lié à la réponse de l'oreille ; la pondération A est destinée à reproduire le bruit perçu par l'oreille humaine (plus sensible aux moyennes et hautes fréquences).

dB(A) est une unité de mesure pondérée à reproduire le bruit perçu par l'oreille humaine.

Ce qui n'est pas précisé, c'est que cette pondération entraîne une manipulation des données vers le centre du spectre acoustique, ce qui est parfaitement acceptable dans certains cas. Mais pour les éoliennes, elle ne reflète pas la réalité : avec le dB(A), les hautes et basses fréquences sont moins pondérées, et tout est concentré au centre. Le professeur Mattson de l'université d'Uppsala a par ailleurs démontré que le résultat d'un modèle utilisant le dB(A) ne correspond pas à l'expérience acoustique réelle, de manière générale, et plus particulièrement en ce qui concerne les hautes et basses fréquences. De plus, ses recherches ont confirmé que les puissances nominales globales attribuées avec le dB(A) sont inférieures à celles obtenues avec le dB et le logiciel de modélisation utilisé, entre autres, par Gantha.

Cette étude appuie sur un logiciel de modélisation acoustique, SoundPLAN 8.1 fréquemment utilisé par la filière d'études acoustiques éoliennes pour leurs modélisations. D'origine allemande, SoundPLAN se base sur les références de la norme ISO 9613-2 (einfaches verfahren/simple procedure/procédure simple) de bruit, qui correspond aux normes NORD 2000, DIN 45691 et NF S 31-133 (AFNOR février 2011) Propagation du bruit dans l'environnement extérieure. Cette norme a été initialement conçue pour les bruits du transport, trains et trafic et a été depuis appliquée aux parcs éoliens.

SoundPLAN utilise comme point de départ les méthodes de modélisation de RAY TRACING développé au Danemark qui en effet emploie le concept de rayonnement et d'un diagram de directivité spécifique pour modéliser l'impact acoustique. L'équivalent des rayons à partir de la source du bruit sont modélisés pour calculer l'absorption et réflexion des fréquences pour réaliser un plan acoustique. Utile par exemple pour la planification d'une salle de concert ou un studio, le professeur Mattson à l'université d'Uppsala en Suède a montré statistiquement que ce méthode sous-estime pas seulement la puissance globale (plus que 30dB(A) à 60Hz) mais en particulier la modélisation est défaillante en ce qui concerne les infrasons - qui sont capables d'interaction avec les éléments structurels comme les planchers et les murs et sont capables de s'amplifier à l'intérieur des structures et même passer à travers des murs de béton ou de brique, par exemple. Les sons de basses fréquences et infrasons sont capables aussi de rebondir et de se propager dans une autre direction. Faute d'une modélisation correcte, leur simulation prédictive est impossible.

Professeur Mattson est Professeur de calcul informatique scientifique (Scientific Computing) à Uppsala University en Suède depuis 2018. Il est spécialiste

dans la modélisation des ondes, acoustiques, électromagnétiques, élastiques, gravité, ondes solitaires, comme les tsunamis, et les effets de tunnelisation et dans le domaine de l'aérodynamique. Il est l'auteur de 40 publications scientifiques, plus récemment 'High Fidelity Infrasound Simulation' de janvier 2025 et 'Infrasound Microphone Network to monitor wind farm emissions' de mai 2025.

Il souligne que les infrasons se comportent très différemment des sons audibles et insiste sur le fait que les microphones ne peuvent être considérés comme correctement calibrés que s'ils sont calibrés à l'aide de la CTBTO (Comprehensive Nuclear Test Ban Organisation) l'OTICE (Organisation pour l'interdiction complète des essais nucléaires). Cette organisation analyse les données acoustiques du monde entier afin de surveiller les explosions nucléaires en contravention des traités en vigueur et fait référence en matière de transmission et calibration des basses fréquences et des infrasons.

Il a un doctorat en calcul informatique scientifique (2003): ses recherches portaient sur les techniques de calcul avancées pour la propagation des ondes. Il travaillait à Stanford University comme chercheur pour NASA, parmi d'autres, sur des simulations acoustiques sur les fusées, moteurs à réaction, les hélicoptères. Il était chercheur acoustique pour l'agence suédoise de recherche de défense, pour la modélisation de l'acoustique sous-marine et il analysait les simulations de la sécurité au centrale nucléaire de Forsmark en Suède pendant un an.

Professeur Mattson confirme les autres études qui montrent que les infrasons parcourent au moins 10km et que la distance de sécurité de la source est de 5-10km. Des sources dans la filière disent qu'ils sont inoffensifs. Il dit le contraire. Il a observé que les animaux, si on leur donne le choix, s'éloignent. Et plus l'éolienne est grande, plus elle produit d'infrasons.

Ses critiques des techniques actuelles de modélisation, comme SoundPLAN, l'ont aussi amené à développer une modélisation mieux adaptée à la réalité dans ce but. Nord 2000 'ray-tracing' est totalement inexact, selon ses chiffres et ses recherches.

Il déplore le manque des études sur les effets sanitaires des infrasons et des sons de basses fréquences des éoliennes et de l'impact de leur caractère pulsatoire. Aucune étude sérieuse n'a encore démontré que les infrasons émis par les éoliennes sont sans danger.

La filière éolienne cite une étude finlandaise qui a exposé 30 personnes pendant seulement 10 minutes à 1Hz à un niveau sonore de 73dB. Selon des témoignages anecdotiques, des chercheurs travaillant pour des périodes plus longues avec ces fréquences tombent très malades, et le professeur Mattson lui-même tombe malade à chaque exposition prolongée, même si cela n'affecte pas tout le monde de la même manière."
(fin de citation)

Contribution n°412 (Web)

Proposée par Sen Jupiter
(jupitersen@gmail.com)

Déposée le vendredi 5 décembre 2025 à 20h09

Adresse postale : 12 route de Savigny 86140 Cernay

M le commissaire enquêteur,

Ces deux photos, prises avec mon téléphone portable, reproduisent assez fidèlement l'impact des quatre éoliennes de Neuil-sous-Faye sur la communauté locale.

<https://photos.app.goo.gl/J7i75Mk3amGEELgw5>

La première montre comment le village de Neuil lui-même, écrasé et intimidé par ses propres éoliennes, au grand dam de nombreux habitants. Mais ils ont voté pour, ou du moins n'ont pas réalisé les conséquences de leur engagement. Notamment une pénurie d'acheteurs de maisons.

<https://photos.app.goo.gl/8bimjRyTcXmn4duZ8>

La seconde photo illustre la proximité de ces mêmes éoliennes avec les maisons de la commune voisine de Pouant, à 3,5 km de Neuil, dont les habitants n'ont jamais voté pour ces horreurs. « Que des inconvénients et aucun avantage », comme l'a dit un habitant.

Aucune de ces images ne correspond aux photomontages flatteurs fournis par les promoteurs et les exploiters. Évidemment.

Je vous prie Monsieur le commissaire enquêteur, de donner un avis défavorable au projet de Boivre-la-Vallée, La Chapelle.

Respectueusement
Jupiter Sen

Contribution n°413 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(Marion.oj.fernandez@gmail.com)

Déposée le samedi 6 décembre 2025 à 10h39

Adresse postale : Marion.oj.fernandez@gmail.com 86470 Benassay

Ils sont forts chez eolise.

Attendre 2 jours avant la fin de la consultation publique avant d'apporter des « réponses » aux contributions.

Je mets réponses entre guillemet parce qu'ils (essaient) simplement de répéter ce qui est déjà présent dans l'étude. Aucun effort pour proposer d'autres solutions quand des spécialistes leur signalent que leurs solutions ne sont pas adaptés.

Pourquoi je dis qu'ils « essaient » ? Et bien parce qu'ils maîtrisent si peu leur sujet et n'écoutent tellement pas les spécialistes, qu'ils ne parviennent même pas à répéter la proposition telle qu'ils l'ont proposé à l'origine ?

Pour les busards par exemple, on leur a signalé à plusieurs reprises que la période de bridage 5 jours avant l'envol et 5 jours après n'était pas adaptée (car les poussins ne volent pas à cette période et que la période doit être étendue au vol de chasse, de parade et de nourrissage des parents donc durer 6 mois de l'année pour être efficace). Que cette période ne dépend pas des seuls nids qui sont présents dans la parcelle où se trouvent les nids mais prendre en compte l'ensemble du territoire de BLV.

A cela, eolise persiste et signe (en tout cas essaie) en disant qu'ils maintiennent leur proposition de bridage 5 jours avant et 5 jours après l'envol des jeunes. SAUF que, dans leur réponse, ils ne parlent plus de la période d'envol des poussins. Mais de la période d'ECLOSION !!!

Ils seront contents les poussins nus et aveugles de savoir que leurs parents bénéficieront de 5 jours pour les nourrir sans risquer de mourir sous une pâle...

Voici une preuve supplémentaire s'il en fallait qu'éolise ne maîtrise pas son sujet et qu'ils n'ont absolument aucun respect pour la parole des scientifiques

Contribution n°414 (Web)

Proposée par Lamoureux Maxence
(maxencelamoureux@gmail.com)
Déposée le samedi 6 décembre 2025 à 11h19

A Monsieur le commissaire enquêteur,

C'est une vraie question pour vous : quel est le but de laisser le porteur de projet apporter des réponses aux remarques des consultations publiques ?

Car d'après ces trois mémoires, aucune correction n'a été apporté à ses études. Le porteur de projet ne fait que répéter les éléments de son dossier, les justifier, sans jamais jamais accorder du crédit à une seule remarque du public/élus/scientifiques. Cela signifie que pour lui son étude est absolument sans AUCUNE erreur, qu'il n'y a lieu de faire AUCUNE modification, AUCUNE adaptation, AUCUNE prise en compte d'éléments mis en lumière.

Dans ce cas, s'il n'apporte aucune modification, quel est le but qu'il réponde, puisqu'il suffit de nous référer aux dossiers initiaux du porteur du projet. Il s'agit donc d'une consultation publique qui n'a aucun effet sur le projet.

Ou alors, si cela devrait être le cas, si le porteur de projet pouvait apporter des modifications à ses dossiers d'études en prenant en compte certains avis et connaissances pertinentes du public, notons que dans le cas le porteur de projet n'a apporté AUCUNE correction et qu'il est donc sourd aux propos des habitants et spécialistes du territoire.

Merci de votre réponse,

1 commentaire

Par jeanyvesbellier@yahoo.fr
Déposé le 06/12/2025 à 15h18

Bonjour,
Je vous remercie pour votre réflexion. Précédemment, dans le cadre d'une enquête publique la faculté pour le contributeur d'obtenir une réponse n'existait pas. Le travail d'analyse entre la contribution et la réponse du porteur de projet était assuré par le commissaire enquêteur. Comme vous venez de le faire, vous avez désormais la possibilité de vous opposer à une réponse que vous estimez critiquable. Cet éclairage contribue à une approche plus rigoureuse du projet, ce en quoi je vous remercie.
Bien à vous
Jean-Yves BELLIER, commissaire enquêteur

Contribution n°415 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 6 décembre 2025 à 11h23

L acoustique en question

1 document associé
contribution_415_Web_1.md

1 commentaire

Par jeanyvesbellier@yahoo.fr
Déposé le 06/12/2025 à 15h25

Bonjour,
J'ai le regret de vous informer qu'il m'est impossible d'ouvrir votre pièce
Bien à vous,

Contribution n°416 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 6 décembre 2025 à 11h24

L acoustique en question

De 0.1 Hz à 4000 Hz

1 document associé
contribution_416_Web_1.md

1 commentaire

Par jeanyvesbellier@yahoo.fr
Déposé le 06/12/2025 à 15h28

Bonjour,

Même commentaire, désolé de ne pouvoir consulter la pièce jointe
Bien à vous,

Contribution n°417 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 6 décembre 2025 à 12h05

Boivre corrigendum

1 document associé

contribution_417_Web_1.md

1 commentaire

Par jeanyvesbellier@yahoo.fr
Déposé le 06/12/2025 à 15h31

Bonjour,

Je suis au regret de vous informer qu'il m'est impossible d'ouvrir la pièce jointe à votre message.
Bien à vous,

Contribution n°418 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier - co-présidente de l'Association "les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le samedi 6 décembre 2025 à 12h11

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse en Mémoire du pétitionnaire de la contribution 189 : Mesure de Réduction d'impact n°06 appliquée à l'ensemble de l'avifaune – Une mesure non conforme à la séquence ERC ou comment faire baisser les impacts sans protéger un seul oiseau

La réponse d'EOLISE (page 17) :

" La durée de bridage prévue (MR06, p.107 du volet milieux naturels) en cas d'identification d'un nid de Busard est de 5 jours minimum avant et après la date d'éclosion prévue."

5 jours avant/après la date d'éclosion ?!?! Je ne sais pas s'il vaut mieux en rire qu'en pleurer.

On est tous d'accord pour dire que 5 jours avant l'éclosion on ne risque pas trop de voir un envol d'oeufs.

Et 5 jours après l'éclosion, sachez qu'on ne risque pas non plus de voir des envols de poussins Busards Cendrés.

Au vu de ces éléments, ce mémoire apparaît comme une véritable mascarade.

Je vous joins une photo s'il fallait démontrer la chose :

- Poussins busards cendrés 2 jours et 4 jours - saison 2025 OBLV

1 document associé

contribution_418_Web_1.jpeg

Contribution n°419 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)

Déposée le samedi 6 décembre 2025 à 12h47

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Objet : Avis défavorable du conseil municipal de Béruges

Monsieur Le Commissaire-Enquêteur,

Je porte à votre connaissance l'avis défavorable pour le projet éolien "La Chapelle" de Boivre La Vallée (unique projet éolien en cours de consultation sur

notre commune) du conseil municipal de Béruges émis lors de la séance du 30 octobre 2025.

1 document associé
contribution_419_Web_1.pdf

1 commentaire

Par jeanyvesbellier@yahoo.fr
Déposé le 06/12/2025 à 15h44

Bonjour,
Je vous remercie pour la communication de la délibération du conseil municipal de Béruges. Par contre le manque de précision (le projet éolien n'est pas nommé) ne me permet pas de le mettre en ligne. Vous comprendrez qu'il serait facile de m'opposer qu'il ne s'agit pas du projet éolien de la Chapelle.
Bien à vous,
Jean-Yves BELLIER

Contribution n°420 (Web)

Proposée par De Pontfarcy Dominique
(d2pontfarcy@gmail.com)
Déposée le samedi 6 décembre 2025 à 15h54
Adresse postale : La Borde 86100 Senillé Saint Sauveur

Monsieur le commissaire enquêteur,
À quelques jours de la clôture de cette consultation publique, force est de constater que le dossier fourni par le promoteur éolien est truffé d'inexactitudes voire de dissimulations et de non respect des règles applicables à son projet. D'abord il ne respecte pas la mesure première d'évitement par la recherche d'autre site alternatif se réfugiant derrière de prétendues "contraintes techniques", ou encore "la distance avec les habitations, les espaces boisés et les contraintes de l'aviation civile et militaire". Pour la distance de 500 mètres avec les habitations, l'Agence Régionale de Santé nous alerte sur le non-respect de cette distance par rapport à deux sites. La distance vis à vis des boisements et des haies n'est pas respectée non plus puisque une des deux éoliennes se trouve à 82 mètres d'un boisement (Eurobats recommande 200 mètres).
Ensuite le promoteur éolien nous assure qu'il n'existe pas "de sensibilité paysagère notoire" et qu'il n'est donc pas nécessaire de rajouter des photomontages à partir des points hauts environnants ; pourtant la MRAE souligne les insuffisances en ce domaine, insuffisances qui trouvent leur explication dans le fait que c'est le promoteur lui-même qui fournit les clichés au bureau d'études, charge pour ce dernier d'adapter les commentaires flatteurs. Vous conviendrez que cette procédure ne révèle pas une parfaite indépendance.
S'agissant des nuisances acoustiques, si l'on se réfère à l'expertise indépendante de la MRAE, soutenue par l'Agence Régionale de Santé, des dépassements significatifs des seuils réglementaires notamment la nuit, sont à craindre.
La MRAE dont l'indépendance et le professionnalisme ne peuvent être mis en cause, souligne la proximité de 4 sites Natura2000 qui visent à préserver plusieurs espèces protégées : le busard cendré, l'œdicnème criard, le busard saint Martin et l'outarde canepetière. Cette dernière espèce fait l'objet d'une protection renforcée sur ce territoire et fait l'objet d'un Plan National d'Action visant à conserver au maximum tous les spécimens et donc à éviter de créer des obstacles dans ces territoires. C'est la raison pour laquelle la MRAE a exigé qu'une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées soit déposée par le porteur du projet, lequel écarte d'un revers de la main cette exigence que ce soit pour l'outarde canepetière ou encore pour les chiroptères ou même les busards (très présents et nicheurs sur la zone d'implantation); sa principale justification est la modestie de son projet, deux éoliennes, oubliant de mentionner que juste à côté il y a les grandes brandes et Champs Chagnot. La Cour Administrative d'appel de Bordeaux vient de rendre un arrêt ce 2 décembre 2025 (23BX02320) qui écarte un projet en raison de l'enjeu majeur pour la préservation des espèces protégées dans les Deux Sèvres, non loin de ce projet.
Faut-il évoquer également l'absence d'analyse de l'encerclement et de la saturation visuelle, pourtant essentielle quand on observe tous les parcs éoliens projetés, autorisés et installés dans les 15 kilomètres autour du projet de la Chapelle ?
Cette énumération largement documentée dans toutes les contributions et confortée par les délibérations des communes concernées (même si certaines n'ont pas été intégrées au dossier) doivent vous conduire à émettre d'extrêmes réserves en conclusion de cette consultation.

Contribution n°421 (Web)

Proposée par Jean-Michel PREMAUD
(mairie.jean.michel.premaud@gmail.com)
Déposée le samedi 6 décembre 2025 à 16h04

Mr Le Commissaire Enquêteur,

Je vais brièvement mais factuellement vous expliquer, ainsi qu'à tous les participants à cette consultation publique, pourquoi TOUS les élus locaux (Commune de Boivre-la-Vallée et Communauté de communes du Haut Poitou) s'expriment contre ce projet éolien de la société Eolise.
Et ceci à l'aide d'outils construits, officiels et faisant foi sur le territoire (PCAET, SRADETT, ZAE nR).
Je précise à nouveau que je suis moi-même élu de Boivre-la-Vallée, représentant de la commune au sein de la commission Développement Durable du Haut Poitou et que j'ai activement travaillé à l'élaboration du PCAET.

1) Concernant le PCAET (Plan Climat-Air-Energie Territorial) du Haut Poitou, il stipule qu'au niveau des Energies renouvelables (EnR), pour satisfaire aux besoins du territoire, il est nécessaire et suffisant d'avoir :
- 75 GWh/an de production d'électricité éolien en 2030
- 200 GWh/an de production d'électricité éolien en 2050

A ce jour, voici où nous en sommes :

4 parcs éoliens sont en fonctionnement dont 2 déjà à Boivre-la-Vallée.
et 1 autre est en étape finale de construction à Boivre-la-Vallée toujours pour une mise en service imminente.
Voici les chiffres :
Le Rochereau I : Production 16 Gwh/an
Le Rochereau II : Production 17 Gwh/an

Champs-Chagnots (La Chapelle-Montreuil-Boivre-la-Vallée) Production 19 Gwh/an
Lavausseau-Jazeneuil (Boivre-la-Vallée) : Production 47 Gwh/an
Lavausseau-Benassay (Boivre-la-Vallée) : Production 47 Gwh/an

Soit un total de production de 146 Gwh/an en 2026, ce qui représentera 195% de l'objectif pour 2030 ! et 73% de l'objectif pour 2050.

Si on regarde du côté des projets accordés ou en étape finale en Haut-Poitou :
Parc de Thurageau : Production 84 Gwh/an
Repowering Rochereau III : Production 60Gwh (+ 44Gwh)
Frozes Parc éolien de La Jarries : Production 20 Gwh/an

Soit un total de production supplémentaire de 148 Gwh/an (294 Gwh/an au total), ce qui représente 392% de l'objectif pour 2030 ! et 147% de l'objectif pour 2050 !

Nous allons déjà avoir presque 4 fois plus d'éoliennes que nécessaire en 2030 ! Et déjà bien plus que nécessaire pour 2050 !
Notez en complément que lors de l'élaboration des ZAE nR (ZONE D'ACCELERATION DES ENERGIES RENOUVELABLES) en Haut-Poitou, plusieurs communes se sont portées candidates à l'installation de parcs éoliens. Ce seront des parcs éoliens en plus sur le territoire à Court/Moyen terme.
Notez également que la trajectoire de Production d'EnR photovoltaïque en Haut Poitou, au regard des projets à l'étude et de la définition des ZAE nR, suit exactement la même trajectoire de grosse surproduction prévisionnelles.

2) Concernant les ZAE nR (ZONE D'ACCELERATION DES ENERGIES RENOUVELABLES) en Haut-Poitou, et comme l'a rappelé le président Mr Princet dans l'avis défavorable qu'il a joint à cette consultation publique, les futurs parcs éoliens doivent être étudiés dans les ZAE nR définies par les différentes communes du Haut-Poitou qui en ont émis le souhait (ce qui n'est pas le cas de Boivre-la-Vallée s'il faut le rappeler) et, d'un commun accord communautaire, la décision des communes qui expriment un refus doit être respectée.

3) Concernant le SRADDET(Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) de Nouvelle-Aquitaine, il stipule (objectif 51 p150) : Orientations prioritaires : Le rééquilibrage infrarégional pour capter, évolution technologique aidant, les gisements de vents « moyens »
A ce jour, au niveau régional, 90% des parcs éoliens se trouvent dans les 4 seuls départements de l'ex-Poitou-Charentes.
Et au regard des évolutions technologiques, la présence de vent uniquement dans le triangle La Rochelle/Angoulême/Poitiers n'est plus entendable par personne.

Veuillez trouver les Données et Graphiques en PJ de cette contribution.

En Conclusion :

Le Haut Poitou est déjà largement pourvu en besoin EnR éolien, largement en avance sur les besoins et même grandement surproducteur.
L'installation de nouveaux parcs éoliens n'est pas une priorité du territoire et n'est pas un premier choix à encourager au regard des refus des habitants liés aux très nombreuses nuisances qui vont avec.
Le respect de l'acceptabilité des projets est par contre une priorité.

Au regard de toutes ces données factuelles et documents cadres du territoire, s'il était encore besoin de venir démontrer l'absurdité du projet éolien porté par EOLISE sur la zone de Montreuil-Bonnin à Boivre-la-Vallée, je vous invite à nouveau à porter un avis fortement défavorable à ce projet.

Avec toute ma considération.

Jean-Michel PREMAUD
Conseillé Municipal de Boivre-la-Vallée
Membre de la commission Développement Durable du Haut-Poitou

1 document associé
contribution_421_Web_1.pdf

Contribution n°422 (Web)

Proposée par martinnet

Déposée le samedi 6 décembre 2025 à 17h31

Je suis opposé à ce projet dont le dossier est incomplet, et donc irrégulier:
L'analyse de l'encerclement et de la saturation visuelle (qui est essentielle quand on observe tous les parcs éoliens projetés, autorisés et installés dans les 15 kilomètres autour du projet de la Chapelle) est un élément constitutif obligatoire d'une étude d'impact d'un projet éolien.
En conséquence, un avis défavorable s'impose

Contribution n°423 (Web)

Proposée par martinnet

Déposée le samedi 6 décembre 2025 à 17h40

Je viens de lire avec désolation le mémoire n°2 en réponse aux contributions.
En effet, les seules réponses apportées contournent les sujets et y répondent sous la forme "c'est marqué ça dans l'étude d'impact" ou "c'est marqué ça dans l'étude acoustique" "donc c'est la vérité" et "vous êtes tous des idiots".
Concernant les jurisprudences, l'excuse est toujours que ça ne peut pas s'appliquer à leur cas.

Le promoteur est-il incompétent? Se moque-t-il de nous? Est-il tellement à court d'arguments sincères et réelles?

N'ayant aucune réponse sincère aux contributions, un avis défavorable s'impose.

Contribution n°424 (Web)

Proposée par martinnet

Déposée le samedi 6 décembre 2025 à 17h54

Monsieur le commissaire enquêteur,
En 3min j'ai réussi à ouvrir et lire la PJ de la contribution n° 417, dont le contenu est le suivant:

Boivre la vallée et les autres éoliennes

Les éoliennes émettent de 20 hertz à 100 hertz

Totalement fausse cette affirmation dans le volet acoustique. Elles émettent de 0.01 Hz donc des infrasons jusqu'à 3000 ou 4000 Hz. L'infrason est de 0.01 jusqu'à 20 Hz. Il n'est pas audible mais peut être perçu comme sensation. L'acousticien Cooper.

Les mesures de bruit ambiant sont toujours en été pour avoir le maximum de son. Plus il y a de son et plus le bruit éolien sera couvert.

La conversation à voix basse.
La ritournelle habituelle.
A Echauffour c'était du 45 dB sous leurs fenêtres.

Si les infrasons de nos organes couvrent le bruit des éoliennes comment se fait-il que les riverains entendent le bruit éolien ?
L'oreille interne ne représente pas l'unique porte d'entrée des émissions sonores. Nos corps sont munis de senseurs. Les émissions éoliennes ne sont pas seulement entendues elles sont du domaine de la sensation. Les riverains accoutumés aux éoliennes et les yeux bandés perçoivent qu'elles sont en marche ou à l'arrêt. C'est une sensibilité spéciale acquise après un temps d'exposition.
Ce phénomène de sensibilité a pu aussi être acquis lors d'une expérience avec des moteurs en tant que mécanicien par exemple.
McPherson en a parlé.

L'éolien sans danger pour l'homme.

Mme Potiron de Puceul est devenue épileptique. Son procès avec Me Divisio n'a pu aboutir quand il a fallu qu'elle abandonne sa plainte selon l'État.
Pourquoi l'État est-il intervenu dans un procès privé et en faveur des éoliens et quand le droit européen a été invoqué ?
Nul n'a le droit d'envoyer des substances délétères...dit ce droit en substance. Le tribunal a préféré ne pas appliquer le droit européen pour conforter l'État et les éoliens.

Les animaux malades et morts. 400 vaches mortes à Puceul/ Nozay. Loire Atlantique.

La zone est déjà criblée de parcs éoliens à Boivre. Personne n'a donc entendu parler des parcs qui se mettent en phase et augmentent le bruit tous ensembles ?

Charabia sans contrainte.
" Le niveau sonore doit être beaucoup plus élevé par rapport à ce qui est connu pour les fréquences plus hautes, pour percevoir un infrason."

Quel rapport entre les fréquences plus hautes et la perception de l'infrason qui circule de 0.1 Hz à 16 /20 Hz ?
L'infrason est difficilement perçu

S'il y a bridage il y aura nécessairement des bruits de nuisance.

Le bruit éolien ne vient pas seulement du bruit mécanique à l'intérieur mais de la turbulence de l'air brassé par les pales.
Image tirée d'une étude récente de l'université de Durban, Afrique du Sud. C'est cette turbulence continue qui se fait entendre comme un vrombissement constant d'avion. Pas une conversation à voix basse.
Les éoliens transmettent d'un projet à l'autre le même cliché. Ou bien le bruit du vent dans les feuilles. Ces clichés travestissent la réalité.

Les postes sources génèrent des vibrations pouvant être perçues par les riverains.
C'est une usine électrique et pas des moulins à vent.
Aucun cabanon n'est étanche au bruit et aux fréquences émises.
Dans les maisons le 50 Hz des appareils ménagers fuit tout le temps si le tableau n'est pas équipé d'un filtre spécial.

Ce qui fait tordre de rire c'est l'affirmation du pétitionnaire que la grue cendrée en migration s'épargnera le survol du projet.
Où est le film ?
Qui contrôlera les grues sur leur passage ?
Y aura-t-il un agent de police avec des effarouchoirs, posté dans les nues et balancé par un parachute stationnaire ?

Ce projet a plusieurs lacunes à part cette plaisanterie et les connaissances bizarres en matière de morphologie humaine.

Ce qui frappe les oiseaux ce n'est pas tant les coups de pale c'est la forte pression en pascals de l'air pulsé qui déséquilibre les volatiles et arrête leurs cœurs et leur respiration.
Le SPL sound pressure level ou niveau de pression sonore. Il a disparu du radar éolien et pourtant il accompagne immanquablement l'infrason.

Il faut lire Lars Ceranna sur le SPL et pas la version révisionniste et tronquée du pétitionnaire.

Contribution n°425 (Web)

Proposée par REYER Catherine
(c.reyer@free.fr)

Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 01h14
Adresse postale : 25 Rue Truffaut 75017 Paris

Je m'oppose fermement au projet du parc des Grandes Brandes et à celui de La Chapelle car la présence de 15 éoliennes dans le périmètre du Château

de Montreuil Bonnin est un préjudice considérable pour ce monument historique qui est le pôle touristique de la commune.
Il y a plus de 10 ans, la propriétaire a entrepris d'importants travaux de restauration et avec une équipe de bénévoles formidables elle a fait revivre ce haut lieu historique du Poitou par de très belles animations tout au long de l'année.
Ce projet d'implantation avec la saturation du paysage qu'il entraîne ne peut que mettre en péril cette attraction touristique de la commune qui a déjà perdu celle de la tannerie de Lavausseau.

D'autre part, cette pollution visuelle et sonore est un danger pour la riche faune de notre commune.

Le lien ci-dessous permet de prendre connaissance de la carte des Projets éoliens en Nouvelle Aquitaine qui est une grande région de 12 départements. A la lecture de cette carte on constate que 7 départements sont totalement dépourvus d'implantations de parcs éoliens quand le sud Vienne, le Nord des Charentes, Charentes Maritimes et Haute Vienne en sont saturées.
Les promoteurs ne devraient-ils pas prospecter ces 7 départements plutôt que s'acharner sur un village historique qui a déjà fait sa part en implantation de parc éolien ?

Pour ces différentes raisons je confirme que je m'oppose à ces deux projets de parc éolien sur la commune de Boivre la Vallée

<https://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/carte-des-projets-eoliens-a10214.html>

Contribution n°426 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 10h17

Voici ma dernière

1 document associé
contribution_426_Web_1.md

Contribution n°427 (Web)

Proposée par Dupont Isabelle
(jidupont@orange.fr)

Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 10h26

Adresse postale : 4 Rue du château 86470 BOIVRE LA VALLEE

Pétition en cours contre la saturation éolienne sur Boivre la Vallée

Monsieur le commissaire enquêteur,

La pétition pour s'opposer à ce nouveau parc éolien du fait de la saturation évidente sur notre territoire et en particulier visible du château de Montreuil Bonnin, patrimoine exceptionnel compte à ce jour 335 votes en ligne. Cela n'inclut pas un très grand nombre d'habitants qui ne sont pas connectés sur Boivre la vallée du fait du profil de la population.
Je vous joins le lien, je vous remercie de m'expliquer comment je peux vous la faire parvenir si le lien vous permettant d'avoir accès aux votes n'était pas suffisant.

<https://www.mesopinions.com/petition/nature-environnement/a-saturation-eoliennes-a-boivre-vallee/270776?signature-list=true>

1 commentaire

Par jeanyvesbellier@yahoo.fr
Déposé le 07/12/2025 à 11h22

Bonjour madame,
Je vous remercie pour votre communication. J'ai accès à la page présentant la pétition. Je ne manquerai pas de l'intégrer à mon rapport.
Bien à vous,

Jean-Yves BELLIER

Contribution n°428 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 10h37

Mq contribution n a pu être confirmée quatre fois.
Il y a entourloupe.

La pondération A commence à 100 Hz.
Pas en deça
Lire rouge foncé

1 document associé
contribution_428_Web_1.png

Contribution n°429 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 10h53

Le logiciel est truqué.

Je ne peux contribuer

Contribution n°430 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 10h56

Un manipulateur m empeche d enregidtrr mon texte.

C est scandaleux

1 document associé
contribution_430_Web_1.txt

Contribution n°431 (Web)

Proposée par Marion Fernandez

(Marion.oj.fernandez@gmail.com)

Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 12h02

Adresse postale : Marion.oj.fernandez@gmail.com 86470 Boivre la vallée

Il est intéressant de noter qu'Eolise se prétend légitime à installer ces éoliennes sur BLV sous prétexte que ses membres habitent le territoire. Tellement légitime qu'ils en oublient le nom de la commune sur laquelle se projet prend forme.

Personnellement, j'accepte volontiers que des éoliennes soient installées à La Chapelle Bonnin et à Colombier, comme semble le prévoir les réponses apportée par Eloïse. Ces deux communes n'existant tout simplement pas dans la Vienne, nous n'y voyons aucun problème.

Pour ce qui est de La Chapelle Montreuil et de Coulombiers, nous maintenons notre refus de voir de nouvelles éoliennes s'implanter.

Plus sérieusement, n'est-il pas indécent de voir à quel point les réponses apportées par Eolise sont vides ?! Elles ne répondent pas aux questionnements que les habitants et spécialistes apportent et, pire que tout, elles démontrent d'une absence totale d'effort pour être à la hauteur des exigences de cette consultation publique ! Au point qu'Eolise se trompe même sur le nom de la commune qui doit accueillir son projet !

Monsieur le commissaire, nous comptons sincèrement sur vous pour appuyer sur ces incohérences, cette preuve manifeste de manque de respect, et ce « jemenfoutisme » apparent.

Nous espérons tous sincèrement que monsieur le préfet saura voir ici le manque de professionnalisme d'éolise, qui rappelons le, sur 20 projets menés, en a vu 18 refusés, les deux derniers étant actuellement au tribunal administratif

Contribution n°432 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier

(braconniervirginie@yahoo.fr)

Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 14h28

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Objet : Réponse en mémoire n°3 - Haies protégées

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Je me permets d'attirer votre attention sur le fait que le sujet des haies protégées n'a pas été abordé dans le mémoire en réponse n°3, ni dans les deux mémoires précédents.

Exemples de contributions abordant ce sujet :

- n° 196 Observation au Commissaire Enquêteur sur les haies du projet La Chapelle
- n°210 Incohérence entre le comité de projet et le dossier officiel sur les haies remarquables
- n° 291 Isabelle Bayart - conseillère municipale

Extrait :

"Pour faire suite aux contributions 196 et 210, pouvez vous nous préciser quelles compensations sont prévues pour les arrachages de haies aux 2 endroits cités dans le dossier ?

Il a été évoqué lors du comité de projet en février des plantations dont vous ne parlez plus dans le dossier actuel.

Il est nécessaire de compenser ces arrachages par des longueurs beaucoup plus longues en nouvelles plantations.

Dans l'attente d'une réponse de la part des porteurs de projet."

2 documents associés
contribution_432_Web_1.png
contribution_432_Web_2.png

Contribution n°433 (Web)

Proposée par Virginie Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 14h35
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Objet : Objet : Réponse en mémoire n°3 - Lieu dit La Maillaudière

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Je me permets d'attirer votre attention sur le fait que la contribution n°239 : Impacts sur le lieu-dit « La Maillaudière » n'a pas obtenu de réponse dans le mémoire en réponse n°3.

Extrait :

"l'absence de prise en compte des impacts concernant les habitations et les habitants du lieu-dit « La Maillaudière » dans les documents du projet, en particulier :

- l'étude paysagère,
- le dossier de photomontages,
- ainsi que l'analyse des effets cumulés.

Cela interroge d'autant plus que l'Aire d'Étude Immédiate (AIE) traverse directement le hameau."

Contribution n°434 (Web)

Proposée par Virginei Braconnier
(braconniervirginie@yahoo.fr)
Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 14h41
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Objet : Réponse en mémoire n°3 - concomitance des projets La Chapelle et Les Grandes Brandes

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Je me permets d'attirer votre attention sur le fait que la contribution n°256 EOLISE = concomitance des projets La Chapelle et Les Grandes Brandes – interrogation sur la cohérence de la Demande d'Autorisation Environnementale, n'a pas obtenu de réponse dans le mémoire en réponse n°3.

Extrait :

"Comment étudient les autorités environnementales et décisionnaires deux projets concomitants, dont les calendriers se chevauchent ?

Comment justifier qu'EOLISE ait présenté publiquement le projet voisin « Les Grandes Brandes » aux élus dès le comité de projet du 13 février 2025, alors que ce même projet n'apparaît pas dans certaines pièces déposées pour la Demande d'Autorisation Environnementale et mises à la consultation du public ?

Comment expliquer que dans un tableau présentant les projets voisins dont ceux en instruction, le parc des « Fontenelles » (Coulombiers) soit intégré alors que le parc « Les Grandes Brandes », pourtant également en instruction à la même période et identifié via une source officielle, en soit totalement exclu ?

Comment expliquer qu'ENCIS Environnement, chargé simultanément des études pour le projet éolien « La Chapelle » porté par EOLISE et le projet éolien « Les Grandes Brandes » porté par NEOEN, n'ait pas intégré dans toutes les pièces du dossier de Demande d'Autorisation Environnementale une même information, dont il avait connaissance ?

Comment apprécier le dossier de Demande d'Autorisation Environnementale commandé par EOLISE lorsque l'analyse des effets cumulés n'est pas réalisée dans plusieurs volets essentiels — acoustique, paysage, photomontages, saturation visuelle, impacts sur la santé — alors que seul le volet « milieu naturel » inclut le projet voisin connu et proche, générant ainsi des contradictions entre les différentes pièces du dossier ?

Le public peut-il réellement participer de manière pleinement éclairée si le dossier de Demande d'Autorisation Environnementale, ou ses différentes pièces issues de faits distincts, n'est pas cohérent et exhaustif ?

L'autorité environnementale et l'autorité décisionnaire peuvent-elles se prononcer en toute connaissance de cause si certaines informations disponibles au moment du dépôt ne figurent pas de manière cohérente dans les différentes pièces de l'étude d'impact transmises par EOLISE ? »

Contribution n°435 (Web)

Proposée par Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 14h50
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse en Mémoire – Contribution n°142 : Pluviers dorés

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

À la suite de la réponse du pétitionnaire dans son mémoire n°3 :

- Nous comprenons que les 499 Pluviers dorés observés en janvier 2024, durant la période d'inventaire EOLISE et sur le parc des Champs Chagnots, dont une éolienne se situe à environ 360 m de l'Aire d'étude immédiate, ne sont pas pris en compte dans l'étude.

- Nous prenons acte qu'il existe bien une erreur dans le tableau 59.

- Nous constatons que la réponse apportée par EOLISE contredit certains éléments de sa propre étude, notamment :
* la carte 18 (p.49), qui montre des rassemblements situés au sein même de la ZIP, dans un habitat favorable au repos et à l'alimentation ;
* la mention (p.23) selon laquelle « le secteur du projet est une zone d'importance pour l'hivernage du Vanneau huppé et du Pluvier doré ».

- Nous constatons qu'EOLISE ne prend pas en considération l'ensemble des données disponibles pour enrichir son étude.

- Nous constatons également qu'EOLISE ne prend pas en compte la réalité écologique de l'espèce, décrite dans l'Atlas des oiseaux en hiver du Poitou-Charentes (2009–2013), selon laquelle : « Les effectifs hivernants de Pluviers dorés fluctuent considérablement d'un hiver à l'autre et même d'un jour à l'autre, en fonction des conditions météorologiques et du succès reproducteur des populations nordiques. »

- Nous constatons qu'EOLISE maintient que la sensibilité du Pluvier doré à l'éolien est « existante mais limitée », alors que, selon l'étude LPO (2016), le Pluvier doré appartient à la 3^e famille la plus impactée par les collisions éoliennes, et que la mortalité pourrait être sous-estimée.

- Nous constatons enfin qu'EOLISE ne prend pas en compte l'avis de l'Autorité environnementale du 3 février 2011, qui signalait déjà des concentrations importantes de Pluviers dorés et de Vanneaux huppés ayant conduit à réduire le projet initial de 7 à 3 éoliennes : « Les enjeux les plus importants de la zone immédiate concernent l'avifaune hivernante et migratrice avec des effectifs de Pluviers dorés et Vanneaux huppés particulièrement remarquables pour le département de la Vienne. »

Nous nous en remettons à présent à l'Autorité Décisionnaire, qui appréciera la qualité, la complétude et la sincérité de l'étude d'impact ainsi que les observations présentées dans le mémoire n°3.

Les membres fondateurs de l'Association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée »

Contribution n°436 (Web)

Proposée par Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 14h53
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse en Mémoire du pétitionnaire n°3 : présence avérée de la COLONIE de Busards Cendrés nicheurs (contributions n°146 et n°161)

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

À la suite de la réponse du pétitionnaire, nous constatons que EOLISE ne prend toujours pas en considération la présence d'une colonie de Busards cendrés nicheurs, élément constitutif de la spécificité écologique majeure de l'aire d'étude.

- Notre contribution n°146 apportait pourtant les éléments permettant d'identifier cette colonie au sein de l'AEI en 2024, sur la base d'observations directes dans le cadre du programme national de protection des Busards, informations déterminantes pour qualifier l'enjeu écologique, qui ne sont ni reprises ni discutées.

- Notre contribution n°161, présentant les données de suivi accumulées depuis plusieurs années et démontrant la présence avérée, stable et en évolution de la colonie, n'est à aucun moment évoquée ni analysée par le pétitionnaire.

EOLISE se limite à affirmer que la nidification a été « identifiée » pour un seul couple, ignorant ainsi la réalité biologique documentée et l'existence d'une colonie clairement établie.

La présence d'une colonie implique une organisation spatiale, une densité de nids, une fidélité au site et des interactions propres à une population reproductrice structurée, qui modifient profondément l'analyse des impacts d'un projet éolien ; cet aspect fondamental n'apparaît nulle part dans la réponse du pétitionnaire.

Le fait que le site constitue un lieu de reproduction majeur pour cette colonie implique une sensibilité beaucoup plus forte aux risques de mortalité liés aux éoliennes

Nous nous en remettons à présent à l'Autorité Décisionnaire, qui appréciera la qualité, la complétude et la sincérité de l'étude d'impact ainsi que les observations présentées dans le mémoire n°3.

Les membres fondateurs de l'Association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée »

Contribution n°437 (Web)

Proposée par Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 14h55
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse en Mémoire du pétitionnaire n°3 : mortalité amplifiée en présence d'une COLONIE de Busards Cendrés nicheurs (contribution n°182)

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

À la suite de la réponse du pétitionnaire, nous constatons que EOLISE ne prend toujours pas en considération le risque fortement amplifié de mortalité des Busards cendrés en raison de la présence d'une colonie nicheuse au cœur de l'Aire d'Étude du projet éolien « La Chapelle ».

La contribution 182 n'a pas été reprise dans le mémoire, alors qu'elle constitue le nœud du problème.

La propre référence scientifique d'EOLISE stipule noir sur blanc que l'installation d'éoliennes dans une zone de nidification entraîne un risque grave et un déclin de la population.

Nous remettons une dernière fois le texte de la source de l'étude d'impact d'EOLISE (Schaub et al., 2020) :

« En ce qui concerne le Busard cendré, nous concluons que même si le déploiement d'éoliennes plus hautes représente une opportunité de réduire le

risque de collision pour cette espèce, empêcher le développement de l'énergie éolienne dans les principales zones de reproduction reste la mesure d'atténuation la plus importante. »

« Dans le scénario le plus pessimiste du « nouveau parc éolien », il est fort probable que la forte mortalité supplémentaire entraîne effectivement un déclin global de la population (mortalité annuelle supplémentaire des mâles de 7 à 24 %, contre une mortalité de fond estimée à 21 % pour les adultes). »

« Cependant, comme la répartition spatiale des parcs éoliens a un impact beaucoup plus important que la conception des éoliennes, l'interdiction de tout développement éolien à proximité des principales zones de reproduction demeure la mesure d'atténuation la plus importante. »

Nous nous remettons à présent à l'Autorité Décisionnaire, qui appréciera la qualité, la complétude et la sincérité de l'étude d'impact ainsi que les observations présentées dans le mémoire n°3.

Les membres fondateurs de l'Association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée »

Contribution n°438 (Web)

Proposée par Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 15h03

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse en Mémoire du pétitionnaire n°3 : Mesure de réduction 06 (contributions 188 - 189 - 220)

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

* Reprise du texte de la Mesure MR06 comme écrit dans l'étude d'impact page 107 du volet Milieux naturel :

MR 06 : BRIDAGE DES ÉOLIENNES POUR LES BUSARDS

- Objectifs : Réduire le risque de destruction de jeunes Busards

- Période d'action : En phase d'exploitation

- Groupes Cibles : Busards

- Lieux : Ensemble de la zone de projet

- Généralités : Le risque de collision est plus fort au moment de l'envol des jeunes Busards. Ils sont inexpérimentés au vol et à la chasse, ce qui les expose d'avantage au risque de collision que les adultes qui, de plus, connaissent leur environnement.

Ainsi, un suivi de la reproduction des Busards sera réalisé chaque année dans un périmètre de 500 mètres autour des éoliennes. En cas de détection d'individus reproducteurs, il conviendra de localiser le nid et de le suivre afin d'estimer la date probable d'envol des jeunes. Les éoliennes seront alors bridées en journée, à minima 5 jours avant et 5 jours après la date estimée d'envol.

Le suivi débutera au mois de mai et se terminera au mois de juillet (semaines 18 à 30) à raison de 8 passages minimum répartis sur la période.

- Coût estimatif : 8 passages à 800 € = 6 400 € + rédaction d'un rapport 1 375 €, soit 7 775 € par année de suivi. Perte de productible en cas de bridage des éoliennes.

- Responsable : Exploitant, missionne un bureau d'étude ou une association de protection de la nature.

Modalité de suivi : Suivi de mortalité (MS 02)

* Reprise du Tableau 77 synthèse des enjeux :

- Sous thème : Avifaune

- Enjeu identifié à l'état initial : Ensemble des espèces

- Niveau de l'enjeu / de vulnérabilité : Modéré

- Impacts potentiel du projet : Risque de mortalité

- Niveau d'impact brut : Modéré

- Mesure de réduction : MR06-MR07

- Impact résiduel : Faible

À la suite de la réponse du pétitionnaire à nos contributions dans son mémoire n°3, nous constatons qu'EOLISE :

- n'appliquera plus le bridage 5 jours avant et 5 jours après la DATE ESTIMÉE D'ENVOL (cf étude d'impact) mais l'appliquera 5 jours minimum avant et après la DATE D'ÉCLOSION PRÉVUE (cf mémoire 3).

- modifie la mesure MR06 à quelques jours de la clôture de la consultation publique

- rend la mesure MR06 encore moins efficace qu'elle ne l'est déjà. Brider en phase d'éclosion n'a aucun impact sur les jeunes busards.

- modifie la formulation de la mesure MR06 en indiquant qu'elle « bénéficie à l'ensemble de l'avifaune PRÉSENTE », ce qui ne figure pas dans le tableau des enjeux

- modifie la formulation de mesure MR06 à quelques jours de la clôture de la consultation publique

- rend la mesure MR06 encore moins efficace qu'elle ne l'est déjà pour l'ensemble des espèces d'oiseaux.

- ne donne pas les sources scientifiques, demandées dans la contribution, corroborant l'efficacité de la mesure MR06.

- ne prend pas en considération l'étude MAPE, présentée dans la contribution, qui démontre que cette mesure vise à s'appliquer sur une toute autre espèce d'oiseau à l'écologie différente (Vautour Fauve)

- ne prend pas en considération l'étude de Kitowski (2002) et d'autres travaux sur *Circus pygargus* (Amar et al., 2000 ; Cramp & Simmons, 1980, présentée dans la contribution, qui expliquent précisément les particularismes de vol des jeunes busards cendrés. À savoir que les jeunes Busards restent majoritairement au sol ou très près du nid pendant les premiers jours après l'envol, et que le passage de proie en vol se développe progressivement sur plusieurs semaines.

- ne prend pas en considération les phases d'envol des jeunes présentées dans le documentaire « Le Busards sur la paille », filmé en 2024 sur l'Aire d'Étude Immédiate du projet La Chapelle, alors que le DVD du film a été remis aux représentants EOLISE

- ne prend pas en compte le comportement spécifique des Busards Cendrés adultes en période de nidification, amplifié dans un contexte de COLONIE

- ne prend pas en considération l'étude Tonio Schaub - source référence de l'étude d'impact EOLISE qui souligne la nécessité de choisir avec soin l'emplacement des nouveaux parcs éoliens et de préserver les principales zones de reproduction du Busard cendré de tels aménagements.

- ne prend pas en considération les conclusions de son confrère RWE qui a travaillé sur le projet éolien La Plaine de Beaulieu - Boivre La Vallée (projet refusé par le Préfet) et qui indique :

« Les deux tiers des individus morts (10 sur 15) en France ont été trouvés dans les parcs du Nord Bassin de Thau dans l'Hérault ... Ce parc (Parc éolien d'Aumelas) de 13 éoliennes se situait à moins de 500 mètres d'une colonie connue de Busard cendré, et plusieurs nichées ont été observées dans un rayon de 200 m des éoliennes. »

« Dans ses travaux de 2012, Dürr a estimé la sensibilité de cette espèce à l'éolien comme forte (niveau 3 sur 4)

« En période de nidification, le risque de collision est essentiellement fonction des comportements de vol des espèces (...) d'autres sont susceptibles d'atteindre des hauteurs plus importantes coïncidant avec l'aire d'influence des pales des éoliennes.

Ce comportement s'observe pour certaines parades nuptiales, ainsi que pour les rapaces(....)

Le risque de mortalité est considéré comme Fort pour le Busard cendré, en particulier pendant la reproduction."

- ne prend pas en considération la sensibilité plus forte en cas de présence avérée d'une COLONIE de Busards Cendrés nicheurs comme indiqué par son confrère RWE avec l'exemple d'Aumelas

- ne prend pas en considération l'étude de mortalité du Busard Cendré de Tobias Dürr qui démontre que :

* La France est ainsi le premier pays d'Europe le plus mortifère pour le Busard cendré concernant le risque éolien.

* Sur les 15 cas supplémentaires en Europe en moins de 3 ans, 13 cas sont français.

* 46 cas de mortalité par collision dont 26 pour le seul parc éolien d'Aumelas qui abrite une colonie de busards cendrés comme c'est le cas pour le projet « La Chapelle »

- ne prend pas en considération les conclusions portant refus du Préfet contre le projet éolien La Plaine de Beaulieu - Boivre La Vallée :

"Considérant que la nidification du Busard cendré à proximité immédiate du projet est avérée, une nichée étant située à environ 264 m du projet d'éolienne E1 et à 385 m de celui de l'éolienne E4 et une autre à environ 211 m de l'éolienne E1

"Considérant que le Busard cendré est une espèce patrimoniale « quasi-menacée », en régression du fait de la destruction des nichées par les activités agricoles et la baisse des disponibilités alimentaires, et l'espèce étant connue pour sa grande sensibilité face aux collisions avec les éoliennes, elle risque d'être fragilisée par la création du projet de parc éolien « Plaine de Beaulieu ».

"Considérant que l'étude d'impact réalisée par le pétitionnaire indique que les comportements de vol des rapaces sont susceptibles d'atteindre des hauteurs coïncidant avec l'aire d'influence des pales des éoliennes, observées pour certaines parades nuptiales.

"Considérant que l'étude d'impact réalisée par le pétitionnaire évalue le risque de mortalité comme fort pour le Busard cendré, en particulier pendant la période de reproduction.

"Considérant que la présence de plusieurs espèces protégées en phase de migration comme de reproduction, dont celle du Busard cendré, observés lors d'inventaires depuis au moins 3 ans, révèle une fréquentation de la zone en période de nidification notamment, qui aurait dû conduire le pétitionnaire à présenter une demande de dérogation à l'interdiction stricte d'atteinte aux espèces protégées en application des dispositions du 4° du I de l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

- ne prend pas en considérations conclusions du Tribunal Administratif portant refus contre le projet éolien La Plaine de Beaulieu - Boivre La Vallée :

" Il ressort pourtant d'une étude réalisée sur site durant la période de reproduction en 2022, produite par le préfet, que la présence d'une colonie de Busards cendrés nicheurs, significative et régulière depuis au moins trois ans, a été relevée sur l'aire d'étude immédiate du projet.

Dans ces conditions, la présence avérée du Busard cendré sur la zone d'implantation du projet, espèce recensée sur les listes rouges au niveau national et régional comme espèce d'oiseau nicheur quasi-menacée, est un facteur significatif de risque de collision avec les aérogénérateurs.

- ne prend pas en considération les conclusions de son confrère VALOREM qui a travaillé sur les projets éoliens La Plaines des Moulins et Lavausseau-Benassay - Boivre La Vallée :

« Cas du Busard cendré : L'espèce s'élève souvent en altitude pour parader à proximité d'un site de nidification, en période de sevrage des jeunes, pour transporter une proie, pour changer de lieu de chasse et pour survoler des espaces peu propices à la chasse de l'espèce (boisements notamment).

« Il existe donc un risque de collision d'autant plus que des trajectoires à risque et des cas de mortalité sont documentés dans la bibliographie (Lekuona & Ursua, 2007 ; Hernandez-Pliego et al., 2015).

ne prend pas en considération l'étude « Éoliennes et biodiversité » – LPO / ONCFS 2019 qui indique :

" Les rapaces diurnes (faucon crécerelle, faucon crécerellette, milan noir, milan royal, busard cendré, buse variable, etc.) sont indéniablement les espèces dont le taux de mortalité dû aux éoliennes est le plus élevé au regard de leurs effectifs.

" Bien d'autres facteurs interviennent, comme le fait que certaines espèces utilisent ces sites d'une façon ou d'une autre (nidification, chasse, déplacement, repos...).

" Pour les oiseaux : sites d'importance : aires d'hivernage, sites de nidification.

=> Étude scientifique reconnue par la Préfecture, cf AP refus EOLISE parc éolien Folles 20042023

- ne prend pas considération l'étude « Parc éolien français » – LPO 1997-2015 qui indique :

" Les Falconiformes constituent le deuxième cortège d'oiseaux impactés par les éoliennes en valeur absolue mais sans doute le premier au regard de leurs effectifs de populations.

" Busard cendré : les cadavres ont été retrouvés exclusivement en période de reproduction. Ces rapaces diurnes sont indéniablement les premières victimes des éoliennes au regard de leurs effectifs de population, d'autant que dans la majorité des cas, ce sont des individus nicheurs en France qui sont impactés.

" A ce jour, aucun suivi n'a permis de démontrer l'efficacité de dispositifs techniques visant à réduire leur mortalité par collision avec les éoliennes.

La seule solution efficace consiste à éviter de les implanter dans le rayon d'action des sites de reproduction et à préserver leurs espaces vitaux. C'est particulièrement vrai pour des espèces comme le Faucon crécerellette ou le Busard cendré.

=> Étude scientifique reconnue par la Préfecture, cf AP refus EOLISE parc éolien Louin 2023.06.15

Nous nous en remettons à présent à l'Autorité Décisionnaire, qui appréciera la qualité, la complétude et la sincérité de l'étude d'impact ainsi que les observations présentées dans le mémoire n°3.

Les membres fondateurs de l'Association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée »

5 documents associés

contribution_438_Web_1.jpg

contribution_438_Web_2.jpg

contribution_438_Web_3.jpg

contribution_438_Web_4.pdf

contribution_438_Web_5.pdf

Contribution n°439 (Web)

Proposée par Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"

(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 15h24

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse en Mémoire du pétitionnaire n°3 : Présence avérée de La Cigogne Noire (contributions 136 et LPO 277)

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Je me permets d'attirer votre attention sur le fait que les contributions n°136 et 277 (de la Ligue pour la Protection des Oiseaux) portant sur la présence avérée et régulière de La Cigogne n'a pas été abordée dans le mémoire en réponse n°3.

- Contribution n°196 : Cigogne noire : espèce indicatrice en danger critique

Urgence absolue à la prise en compte de sa présence, avérée et régulière, en période de migration et de nidification depuis au moins 20 ANS !! , dans l'instruction du projet éolien EOLISE « La Chapelle »

* Rappel des chapitres de la contribution :

A) Une espèce indicatrice rare, fragile et sous surveillance scientifique

B) Observations sur l'aire d'étude et dans la ZIP

C) Une espèce indicatrice et hautement sensible au dérangement

D) Une espèce juridiquement protégée à tous les niveaux

E) Une omission grave dans l'étude EOLISE / AEPE Ginko

F) Jurisprudence récente : des précédents sans équivoque

G) Effets avérés de l'éolien sur la Cigogne noire - dérangement, effet-barrière, collision

H) Inefficacité des mesures de réduction

- Contribution n° 277 de la LPO :

« Veuillez trouver ci-joint la contribution de la LPO pour ce projet pour lequel nous émettons un AVIS DÉFAVORABLE. »

(cf courrier joint)

Nous nous en remettons à présent à l'Autorité Décisionnaire, qui appréciera la qualité, la complétude et la sincérité de l'étude d'impact ainsi que les observations présentées dans le mémoire n°3.

Les membres fondateurs de l'Association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée »

1 document associé

contribution_439_Web_1.pdf

Contribution n°440 (Web)

Proposée par Dupont Jérôme

(Jdupont@hotmail.fr)

Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 16h12

Adresse postale : 4 rue du château 86470 Boivre la Vallée

À nouveau le dernier mémoire sur le projet éolien du parc de la chapelle met en lumière la mauvaise foi du promoteur du projet concernant l'impact sur les paysages. Le sujet ne peut pas être réduit aux seules deux nouvelles éoliennes mais doit être envisagé dans son ensemble c'est à dire en prenant en compte les éoliennes existantes ou en projet. Avec dix-huit éoliennes visibles depuis le château, le phénomène de saturation est évident et c'est le problème numéro un de ce nouveau projet : il n'y aura plus aucun espace visible sans voir une éolienne ! Quant à l'impact visuel de nuit avec cette guirlande continue de lumières rouges clignotantes, il n'est même pas mentionné alors qu'il constitue une nuisance insupportable pour les riverains.

Contribution n°441 (Web)

Proposée par De Beaucorps Michele

(michele.debeaucorps@gmail.com)

Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 18h26

Adresse postale : Rue du château 86470 Boivre la vallée

Saturation éolienne et encerclement du monument historique classé de Montreuil Bonnin.

Monsieur le commissaire enquêteur,

Je ne suis pas habituée à déposer des contributions. Je prends connaissance du dossier et souhaite appuyer la contribution de Monsieur Dupont 440.

La conclusion du dernier mémoire p10 point 3.5 ne peut conclure que les vues complémentaires ne modifient pas les conclusions initiales. Le point de vue exceptionnel du château est saturé par 18 éoliennes visibles de jour. De nuit, beaucoup plus encore sont visibles par les clignotants insupportables rouges et flashes blancs.

C'est un fait. Depuis la terrasse du château et depuis les chambres, l'œil ne peut avoir un angle sans impact éolien. C'est un argument factuel et incontournable à retenir pour la préservation de notre patrimoine culturel . Ces éoliennes, comme celles des Grandes Brandes, auraient un impact grave et sont à refuser.

Contribution n°442 (Web)

Proposée par DE LA SEIGLIERE

(berseigliere@hotmail.fr)

Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 18h26

Adresse postale : 1 BOURDIGAL 86270 La ROCHE POSAY

monsieur le commissaire enquêteur.

le département de la Vienne pardonnez moi l'expression est devenu un véritable terrain de chasse des opérateur éoliens qui commence " aussi vivement déterminés" a se diversifier dans la nouvelle source de capitalisation "l'Agri voltaïque" .

Quand je lis les contributions de l'association "les oiseaux de Boivre la Vallée" et particulièrement les contributions 20 37 52 54 je suis consterné.

Consterné que cet opérateur ose vouloir s'implanter dans cette zone au mépris de la biodiversité de cet environnement naturel . si c'est cela développer les Energies Renouvelables pour sauver est il seriné en permanence la planète ce ne sera certainement pas pour Renouveler le peuplement des espèces détruites en nombre . car c'est la chaîne du "vivant" dont il s'agit et dont "l'homme" est maillon essentiel. on a déterminé les espèces protégées il va falloir y ajouter les espèces a protéger au plus tôt aussi ; on a inventé la demande d'autorisation de destruction des espèces protégées qui est une aberration et dont les opérateurs s'esquivent ou se détournent en promettant des arrêts ou des bridages qui n'ont jamais satisfait aux solutions et qui par ailleurs ont donné lieu a jurisprudence en cour d'appel selon laquelle même une destruction marginale reste une destruction de l'espèce elle même.

ces seules contributions de défense de la biodiversité impose de respecter la supplique qu'elle vous adressent pour refuser ce projet.

Sans parler de l'unanimité de la commune et de la communauté de commune du Haut Poitou expression des urnes finalement. nous vous prions de ne pas donner suite a cette demande d'autorisation.

avec l'expression de mes salutations respectueuses.

Contribution n°443 (Web)

Proposée par Dupont Isabelle

(chateau.montreuilbonnin@hotmail.com)

Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 18h43

Adresse postale : 4 rue du château 86470 Boivre la vallee

Photomontage . Effet cumulatif-encerclement- saturation

Je réponds au memoire récemment mis en ligne.

En tant que propriétaire, je vous ai accueilli pour que vous fassiez des photos permettant des photomontages impartiaux. Je n'ai pas validé la seule photo, je vous ai d'ailleurs déjà répondu sur ce point, ce n'est pas moi qui tenais ni orientais l'objectif et le fais de ne pas avoir montré l'horizon vers les parcs existants atteste d'une mauvaise foi première.

Le nouveau photomontage réalisé donc par vous (impartialité ?) atteste

- d'une "saturation paysagère" plus fort
- d'un effet cumulatif important
- d'un l'effet d'encerclement évident
- de la perte irréversible de lisibilité patrimoniale du chateau-fort

Contribution n°444 (Web)

Proposée par Jean-Michel PREMAUD

Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 20h19

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je porte ci-joint à votre connaissance l'arrêté de refus, par le préfet, du parc éolien de la Plaine de Beaulieu sur la commune de Boivre-la-vallée en 2023. Ce projet de parc éolien se situait sur la même commune que le parc de La Chapelle, à quelques encablures seulement : même commune, même contexte, mêmes enjeux.

Vous noterez que le refus du préfet est surtout motivé par 3 sujets :

1) La présence dument avérée de nombreuses espèces protégées d'oiseaux assortie de manquements de l'industriel qui n'a pas proposé de mesures ERC en rapport, n'a pas proposé d'étude alternative crédible d'implantation de son projet et n'a pas présenté de demande de dérogation à l'interdiction stricte d'atteinte aux espèces protégées.

2) L'atteinte (visibilité directe et co-visibilité) aux monuments historiques alentours, principalement le château de Montreuil-Bonnin de Boivre-la-Vallée. NB: ce dernier était à 8,3 km du projet à l'époque. Il est beaucoup plus proche du projet actuel de La Chapelle !

3) Les avis largement majoritaires émis contre ce projet (Elus locaux, communauté de commune du Haut-Poitou et participants à la consultation publique)

Tout ceci ne fait-il pas écho au projet de La Chapelle ??

Nous sommes bien très précisément dans le même contexte, vous en conviendrez.

Le Recours porté par le pétitionnaire du projet de la Plaine de Beaulieu a été rejeté très rapidement en 2024 par le Tribunal Administratif de Bordeaux, confirmant l'arrêté préfectoral dans sa totalité et enterrant définitivement la possibilité de construction de ce parc éolien déjà de trop pour le secteur.

Le parc de La Chapelle ne peut pas être soutenu au regard de ce précédent, ce serait un non sens !

Je pense que Mr le préfet de la Vienne aura à cœur de s'en souvenir.

Bien cordialement

Jean-Michel PREMAUD

Conseiller municipal de Boivre-la-Vallée

1 document associé

contribution_444_Web_1.pdf

Contribution n°445 (Web)

Proposée par Jean-Michel PREMAUD
(mairie.jean.michel.premaud@gmail.com)
Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 20h50

Mr le Commissaire enquêteur,

Demain sera la fin de cette consultation publique pour tous.

Permettez moi de récapituler les raisons principales de ne pas accorder ce projet éolien de La Chapelle :

- Refus motivé de la commune d'implantation de Boivre-la-Vallée depuis le départ.
- Refus motivés des principales associations de la commune de Boivre-la-Vallée (Bien Vivre en Val de Boivre, les amis du Château de Montreuil-Bonnin et Les oiseaux de Boivre-la-Vallée).
- Refus motivé de la communauté de communes du Haut-Poitou.
- Majorité écrasante d'avis défavorables étayées avec sérieux et documentés dans la consultation publique en cours.
- Atteintes importantes à l'avifaune protégée et aux chiroptères.
- Visibilité et Co-visibilité avec le Château classé de Montreuil-Bonnin de Boivre-la-Vallée.
- Facteurs de saturation de la zone déjà avéré en présence de parcs éoliens.
- Aucune nécessité pour les besoins en énergies renouvelables de tout le secteur élargi qui est déjà très largement sur-producteur (voir PCAET).
- Présence d'une société porteuse du projet qualifiée de méprisante et peu sérieuse dans ses interventions par une majorité de participant à la consultation publique.

Existe t'il une seule raison objectivement positive à l'implantation du projet éolien de La Chapelle ?

A part les perspectives de profits pour la société Eolise et ses actionnaires étrangers, et ceux du propriétaire des terrains d'implantation, et à part pour les rares personnes qui ont mis un avis favorable parce que leurs enfants aiment regarder les éoliennes lorsqu'ils passent dans la région sur l'autoroute...

Sérieusement, regardons bien en face la réalité de ce projet.

Je n'ai aucune prétention à vous enjoindre une quelconque attitude.

J'aimerais toutefois croire que vous partagerez cet énorme fossé qui ressort entre le bien fondé et l'absurdité de ce projet de La Chapelle. Que vous serez sensible au désarroi des habitants de notre commune (et au-delà) et aux efforts fournis par chacun pour venir démontrer les trop nombreuses irrégularités du dossier présenté par la société Eolise. Que vous saurez retraduire et bien rapporter la majorité des éléments qui plaident contre ce projet de parc éolien.

Avec tout mon respect.

Jean-Michel PREMAUD
Conseiller municipal de Boivre-la-Vallée.

Contribution n°446 (Web)

Proposée par Marion Fernandez
(marion.oj.fernandez@gmail.com)
Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 21h48
Adresse postale : 1 LD Saint Louis 86470 Benassay - Boivre la vallée

Contribution relative à la saturation visuelle depuis le Château de Montreuil-Bonnin – mémoire n°3

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Je souhaite attirer votre attention sur la manière dont EOLISE a présenté la saturation visuelle depuis le Château de Montreuil-Bonnin :

* Décembre 2024 – Dossier Demande d'Autorisation Environnementale, Annexe 5.4, pages 92 à 95 :

- Photo prise depuis le pied du château.
- Éoliennes visibles : 5 (EOLISE x2 + Champs Ghagnots x3).
- Description : « seules les pales des éoliennes sont visibles à l'arrière des boisements ».
- * Novembre 2025 – Annexe complémentaire au cahier de photomontages, pages 96 à 99 :
- Photo prise depuis la terrasse du château.

Éoliennes visibles : 13 (EOLISE x2 + Champs Ghagnots x3 + Grandes Brandes x3 + Plaine des Moulins x5).

- Description : « les 2 éoliennes du projet viennent renforcer la présence du motif éolien en arrière-plan, créant une ligne d'horizon animée ».

* Décembre 2025 – Mémoire n°3, pages 10 et 42 :

- Photo prise depuis la terrasse avec un angle de vue décalé vers la droite.
- Éoliennes visibles : 18 (EOLISE x2 + Champs Ghagnots x3 + Grandes Brandes x3 + Plaine des Moulins x5 + Lavausseau/Benassay x5).
- Description : orientation choisie pour « placer au centre le projet étudié ainsi que les parcs des Champs Ghagnots et des Grandes Brandes », en soulignant que la seconde partie du parc de la Plaine des Moulins est « mise en évidence sans modifier les conclusions du paysagiste ».

Observation principale :

Malgré le passage de 5 à 13 puis 18 éoliennes visibles selon les photomontages et les angles, EOLISE maintient systématiquement que l'impact visuel reste limité et que la perception du projet ne change pas. Cette constance dans l'évaluation, indépendamment du nombre réel d'éoliennes et de leur concentration, révèle la forte subjectivité de l'analyse, qui minimise systématiquement la saturation visuelle du site et ne reflète pas la réalité perceptible depuis le château.

Par ailleurs, en tant qu'habitant, nous souhaitons aussi vous interpeller sur les termes utilisés : "ligne d'horizon animée" comme si c'était naturel ou une plus value au paysage alors que bien au contraire, cela prouve l'incapacité des habitants à faire abstraction des éoliennes.

Contribution n°447 (Web)

Proposée par Isabelle Bayart
(iseau.bayart@gmail.com)
Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 22h19
Adresse postale : 3 coudasne 86470 Boivre la vallée

Isabelle Bayart- conseillère municipale
Au sujet des arrachages de haies prévus

Mr. Le Commissaire enquêteur

Je vous prie de noter que le mémoire numéro 3 transmis par Eolise en réponse aux contributions n'a pas apporté de réponse à ma question concernant les compensations pour les arrachages de haies prévues pour permettre ce chantier destructeur (contribution 291)

La municipalité est soucieuse du maintien du cadre de vie de ses habitants. Le bocage est un élément essentiel de l'attractivité de notre commune et nous sommes très attentifs à sa préservation.

La meilleure solution pour préserver notre bocage et notre cadre de vie reste de toute façon le rejet de ce projet éolien pour toutes les raisons évoquées dans les précédentes contributions.

Respectueuses salutations.

Contribution n°448 (Web)

Proposée par Isabelle Dupont
(chateau.montreuilbonnin@hotmail.com)
Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 22h31
Adresse postale : 4 rue du château 86470 Boivre la vallée

Tout comme les contributions 430 et 429, je ne peux contribuer. J'ai essayé à plusieurs reprises de contribuer contre l'avis émis dans le dernier mémoire concernant la labellisation gîte de France car la réponse n'est pas recevable.

L auriez-vous tout de même reçue ou dois je retravailler la réponse? Est ce une question de longueur?

Avec mes remerciements

1 document associé

contribution_448_Web_1.png

2 commentaires

Par jeanyvesbellier@yahoo.fr
Déposé le 08/12/2025 à 09h28

Bonjour,

Je vous remercie pour votre alerte. Je l'ai soumise à l'hébergeur. Je vous communiquerai sa réponse. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une longueur de message mais plutôt de la nature de la pièce jointe, certains fichiers ne semblent pas compatibles?

Bien à vous,

Jean-Yves BELLIER

Par Jean-Yves BELLIER
Déposé le 08/12/2025 à 10h24

Bonjour

Je viens d'avoir un retour sur les difficultés que vous rencontrez. Il apparaît que vous intervenez trop brièvement et peut être à l'aide d'un smartphone. Vous êtes invitée à utiliser un ordinateur et d'utiliser la bonne adresse du registre dématérialisé.

Bien à vous

Contribution n°449 (Web)

Proposée par Isabelle Dupont
(chateau.montreuilbonnin@hotmail.com)
Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 22h35
Adresse postale : 4 rue du château 86470 Boivre la vallée

Tout comme les contributions 430 et 429, je ne peux contribuer. J'ai essayé à plusieurs reprises de contribuer contre l'avis émis dans le dernier mémoire concernant la labellisation gîte de France car la réponse n'est pas recevable.

L auriez-vous tout de même reçue ou dois je retravailler la réponse? Est ce une question de longueur?

Avec mes remerciements

1 document associé

Contribution n°450 (Web)

Proposée par Association Bien Vivre en Val de Boivre
(bienvivrevaldeboivre@gmail.com)

Déposée le dimanche 7 décembre 2025 à 22h52

Adresse postale : 2 place de la mairie Lavausseau 86470 Boivre la vallee

La PÉTITION CONTRE LE PROJET D'ÉOLIENNES À BOIVRE LA VALLÉE lancée à l'initiative de l'Association Bien Vivre en Val de Boivre compte ce soir 341 signatures pour une Opposition à la future demande d'implantation du parc éolien de la Chapelle sur la commune de Boivre-la-vallée et la Chapelle Montreuil en particulier 86470.

Cette association a pour objet la défense de la préservation de l'environnement et du cadre de vie des habitants de la vallée de la Boivre , elle a aussi pour objet de s'opposer à tout projet pouvant remettre en cause par ses risques et nuisances de toutes natures, la santé, la sécurité, le cadre et la qualité de vie, entraînant aussi de fait une dépréciation du patrimoine des habitants et de la commune , dans le cadre de son action cette association pourra intervenir et agir entre autres auprès de la population, des autorités communales, intercommunales, départementales, administratives et judiciaires . Elle regroupe à ce jour une petite centaine d'adhérents .

Ce projet n'est pas respectueux de l'environnement, de la biodiversité, des habitants et de la région. Implanté sur un point culminant ces 2 éoliennes de 160m de haut visibles depuis les villages de la Chapelle-Montreuil et celui de Montreuil-Bonnin et jusque'à 50 km à la ronde entrainerait une saturation visuelle évidente et augmenterait la densification éolienne du site.

- Ce nouveau projet porterait préjudice à l' attrait touristique de notre territoire, et va à l'encontre de la politique touristique du département. En effet, il est en covisibilité avec le château de Montreuil-Bonnin, monument classé dont l'étude doit porter sur 10km;

- Ce projet ne crée aucun emploi et n'apporte aux communes concernées aucune valeur ajoutée.

- Le lieu envisagé nuira sans aucun doute également à la biodiversité. Boivre-La-Vallée, de part sa configuration si riche (bocage agricole, zones humides, forêts, vieux bâtis, corridors écologiques) accueille une biodiversité exceptionnelle, totalement minimisée, voir totalement invisibilisée par le maître d'ouvrage, or oui l'éolien tue la biodiversité ! la France a une obligation légale de la protection.

Exemples pour l'avifaune locale (149 espèces observées régulièrement depuis au moins 10 ans),

La colonie de Busards Cendrés, espèce menacée en France, des espèces protégées qui sont totalement absentes de l'étude comme la Grue Cendrée, la Cigogne Blanche la Cigogne Noire et d'autres ..., des espèces faisant partie de Plans Nationaux de Protection ne sont pas valorisées dans l'étude, comme la Pie-Grièche

Un projet imposé puisque la commune s'est prononcée contre!

Au vu de ce qui précède et des nuisances et perturbations irréversibles qui seraient causées par l'implantation d'un tel parc éolien, l'association est fermement opposée à ce projet de la société Eolise et appelle donc le préfet Monsieur Serge Boulanger à s'opposer catégoriquement à ce projet et de refuser la demande de permis.

Sincères salutations,

Association Bien Vivre en Val de Boivre

Association Bien Vivre en Val de Boivre

Nous demandons l'arrêt immédiat de ce projet industriel inadapté à notre territoire rural fragile et riche en biodiversité.

Nous, soussignés, demandons l'abandon de ce projet d'implantation d'éoliennes :

Contribution n°451 (Web)

Proposée par Christian MAS LATRIE

(cmaslatrie@hotmail.com)

Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 00h21

A l'attention du Commissaire-enquêteur

Veuillez prendre note de ma totale opposition à ce projet de parc éolien :

- il défigure encore un peu plus une région qui a déjà largement fourni son quota en termes de parc éolien, et donc de production d'énergie ;
- l'éolien ne fournit qu'une énergie intermittente et non pilotable, aggravant toujours plus le montant de nos factures électriques tant privées qu'industrielles participant ainsi à la perte de compétitivité de nos entreprises et à l'appauvrissement des foyers ;
- au travers des taxes perçues sur notre consommation électrique, l'éolien sert à subventionner les promoteurs éoliens sur le marché de l'électricité, mais aussi à alimenter indirectement les fonds de pension américains et canadiens, et donc à payer les retraites dans ces pays tandis que les retraités français sont à la peine financièrement parlant ;
- L'Etat parle beaucoup de protection de l'environnement, des paysages et du patrimoine et légifère à tout va, mais apparaît totalement incohérent en autorisant le déploiement de parcs éoliens dans des zones qui devraient au contraire être protégées : la présence du château de Montreuil-Bonnin, monument historique qui a fait l'objet d'une restauration très importante sous la direction de l'Etat lui-même (via la DRAC) conduirait à cette incohérence majeure si le parc éolien dont il s'agit était validé par les instances étatiques.

Pour ces motifs, je donne un avis défavorable à ce projet.

Cordialement,
Ch. Mas Latrie

Contribution n°452 (Web)

Proposée par Alain Armouet
(alainarmouet@gmail.com)
Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 10h08
Adresse postale : 10, rue du Pain Béni 86330 Moncontour

Arrêté du 6 janvier 2020,

Monsieur le commissaire-enquêteur,

En réponse à la contribution n° 228, Eolise indique que l'arrêté du 6 janvier 2020 vient simplement établir la liste des espèces animales et végétales « desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de protection de la nature ».

Le mot « simplement » utilisé par Eolise pourrait laisser croire qu'une demande de dérogation ne serait nécessaire que pour les espèces qui figurent sur cette liste. ABSOLUMENT PAS.

Le porteur d'un projet doit consulter le CNPN dès que son projet risque de nuire à l'état de conservation favorable d'une des espèces protégées en France.

Comme l'importance de cet impact est laissée à son appréciation, Eolise conclut systématiquement que ses projets sont inoffensifs*. Mais contradictoirement, cette liberté laissée aux porteurs de projets ne s'applique pas aux espèces qui figurent à l'annexe de l'arrêté du 6 janvier 2020, pour lesquelles la consultation du Conseil National de la Protection de la Nature est conditionnée à leur seule présence dans la liste qui figure à l'arrêté.

En conséquence, Eolise ne peut pas se soustraire au dépôt d'une demande d'avis du CNPN en raison de la présence sur son site d'étude des espèces qui figurent sur cette liste sans avoir à tenir compte ni de leur rareté ni de l'importance des risques qu'elles encourent, en l'occurrence sur le site de la Chapelle : la Noctule commune, l'Élanion blanc, le Bruant des roseaux et le Grand capricorne.

Au passage de la justice administrative, ce vice de forme a de fortes chances de faire annuler le bénéfice dérogatoire qui pourrait être obtenu avec l'accord d'une autorisation environnementale, et ce d'autant plus facilement que sa jurisprudence a déjà considéré que des projets comme celui de La Chapelle ne répondaient pas à une raison impérieuse d'intérêt public majeur.

Je ne saurais trop vous recommander, Monsieur le commissaire-enquêteur de suggérer à Monsieur le préfet de solliciter à ce sujet l'avis du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN), car l'impact de l'activité sur plusieurs espèces concernées nécessite d'être examiné dans un contexte plus large que celui du seul périmètre du projet dont vous avez la charge de l'enquête publique aujourd'hui.

Respectueusement,

Alain Armouet

Contribution n°453 (Web)

Proposée par Hemmerlé Sophie

Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 10h55

Mr le Commissaire Enquêteur,

Je suis de la commune de Verrières où 5 éoliennes doivent être installées et je m'oppose à cette décision, nous avons assez contribué en Vienne. J'apporte mon soutien contre cette énième projet. Je suis outrée de tout ce que j'ai appris de ces sociétés, et de la malhonnêteté de ces gens près à tout. J'espère que nous allons enfin être écoutés.

Contribution n°454 (Web)

Proposée par T. de SAINT VICTOR
(saintvicfamily@gmail.com)
Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 12h41

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Vous trouverez en pièce jointe quelques remarques complémentaires sur les choix de GANTHA pour son étude acoustique du projet éolien de La Chapelle.

En vous souhaitant bonne lecture, je vous prie, Monsieur le Commissaire-Enquêteur, de noter ma totale opposition à ce projet et d'agréer l'expression de ma considération distinguée.

T. de SAINT VICTOR

1 document associé
contribution_454_Web_1.pdf

Contribution n°455 (Web)

Proposée par Lamoureux Maxence

Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 12h56

Je remarque le porteur de projet n'a apporté aucune réponse à toutes mes demandes de précisions, de corrections de son dossier. Que ça soit dans sa dernière réponse ou dans les précédentes.

- Sur ma contribution n°179, qui concerne l'effet cumulatif des parcs éoliens le long des routes. Le pétitionnaire n'a apporté aucune réponse. Tout juste répond-il à d'autres remarques en renvoyant toujours à son dossier initial « En considérant, le parc éolien des Grandes Brandes, l'étude de saturation visuelle confirme un risque faible pour les bourgs de Colombiers, Montreuil-Bonnin, et la Chapelle-Bonnin. Le détail de cette étude est consultable à partir de la page 50 du mémoire intermédiaire n° 2. »

(NB : accessoirement on remarquera qu'après 6 années à développer son projet à la Chapelle-Montreuil, Eolise ne sait toujours pas nommer ce village correctement dans le dernier mémoire de réponse. C'est dire le peu de sérieux de cette entreprise et de son personnel).

Eolise prend en compte « les grandes brandes » mais ne prend toujours pas en compte les 10 éoliennes construites et en construction du Champ des moulins à proximité immédiate et le long de la même route (D3) .

- Par ailleurs, j'ai soulevé son erreur d'appréciation du risque pour le bourg de La Chapelle-Bonnin qu'il qualifie de « point bas » alors qu'il se situe à la même altitude que le projet. Eolise n'a pas répondu à cette erreur, ni n'a apporté de correction. Donc sa réponse en « risque faible » est encore une fois éronnée.

- Eolise n'apporte non plus aucune réponse à ma contribution n°180, mettant en avant qu'on ne pouvait conclure que « le contexte majoritairement bocager du territoire d'étude limite fortement les risques d'effets cumulés » d'après les éléments mêmes du dossier qui décrivent les unités paysagères comme peu bocager. Si Eolise n'apporte pas de réponse, cela signifie qu'elle ne peut pas en apporter et qu'elle a effectivement une présentation biaisée de son analyse et qu'elle ne peut apporter de contre-argument.

- Eolise n'apporte non plus aucune réponse à ma contribution n°237, visant à prendre en compte l'effet cumulé des parcs proches (champ chagnots, plaines des moulins, grandes brandes) sur les lieux dits situés à proximité et entre les différents parcs. Cet effet n'est pas analysé dans le mémoire initial, n'a pas été complété lors des réponses d'Eolise. Quelle crédibilité à apporter à une analyse d'impact qui ne prend pas en compte l'ensemble des éoliennes déjà présentes et qui impactent les mêmes lieux ?

- Eolise n'a apporté aucune réponse à la demande d'éclaircissement répété de la structure actionnariat et au montage des sociétés « Groupe église », « Eolise » et notamment le rôle de la société belge Contino SPRL, ainsi que la raison la domiciliation des sociétés de deux actionnaires majoritaires (90%) en Belgique avec des adresses de boîtes aux lettres de complaisance. Ainsi seul 10% du groupe Eolise est « possédé » par M.Wambre domicilié en France, le reste de la société est possédé par des adresses belges. Alors que dans son dernier mémoire de réponses, le groupe se présente toujours comme « société française ».

- Eolise n'a apporté aucune réponse crédible au besoin de bridage des éoliennes pour les nids de busard, alors que des scientifiques/naturalistes et protecteurs leur ont démontré que le bridage de 5 jours avant et après l'envol des jeunes n'était pas adapté et que cette mesure avait été créée dans un autre contexte pour une autre espèce (le vautour fauve). Eolise dans son dernier mémoire parvient à parler d'un bridage de 10 jours autour de « l'éclosion » et non de l'envol. Une bien belle erreur qui démontre s'il le fallait encore le manque de sérieux, de professionnalisme de cette équipe.

Faut-il encore démontrer le manque de crédibilité de cette société ?

Contribution n°456 (Web)

Proposée par Lamoureux Maxence

Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 13h21

Monsieur le commissaire,

Pour terminer mes remarques, je suis enfin surpris et désarçonné de voir l'absence de « l'humain » dans les documents de présentation. On parle de paysages, de bruit, de faune, d'économie, mais jamais de ce que vivent les gens, de la manière dont un projet industriel de cette taille transforme leur quotidien, leur rapport à leur lieu de vie, ou même leur moral. Pas d'étude d'impact psychologique, sociologique... Où est la place de l'humain dans toutes ces dizaines de pages ? Il n'a pas l'air d'être obligatoire pour un projet industriel de se soucier des impacts « incalculables », non chiffrables... Aucune place pour les sciences humaines...

1. Le sentiment d'être dépossédé de son environnement

L'opposition qui s'exprime localement ne relève pas d'un simple « refus des éoliennes ». Elle relève d'un sentiment beaucoup plus intime : celui de perdre un cadre de vie auquel on est attaché. Ce sentiment est parfaitement documenté dans la littérature sociologique. B. Chailleux et T. Lemaire expliquent d'où les résistances locales naissent souvent :

« Les résistances s'expriment autour d'enjeux très concrets, souvent liés à la qualité de vie, l'attachement à l'environnement, le maintien d'une certaine esthétique paysagère ou encore l'anticipation d'une nuisance sur le long terme. »

— Vertigo, VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, 2011 (<https://journals.openedition.org/vertigo/24269>)

L'étude d'impact ne se demande jamais ce que signifie, pour les habitants, la disparition d'un horizon, la modification d'un lieu familier, ou la perte d'une silhouette rurale qu'ils considèrent comme un patrimoine affectif autant que visuel. Aucun mot non plus sur ce que les riverains décrivent fréquemment comme un "vol du paysage", c'est-à-dire l'impression que ce qui faisait l'identité d'un lieu est désormais décidé ailleurs et par d'autres. Il y a encore moins la description de la diversité des sensibilités locales : les inquiétudes, les attentes, le rapport intime au paysage, ou encore la manière dont chacun vit le changement de son environnement immédiat.

2. La question de la participation et du sentiment de justice

La recherche en sciences sociales sur l'éolien l'a montré depuis longtemps : les projets sont acceptés quand les gens ont le sentiment que le processus est juste et que les bénéfices comme les nuisances sont répartis équitablement.

Comme l'écrit Wolsink :

« L'opposition à l'éolien est moins liée à la technologie elle-même qu'à la qualité du processus de décision et à un sentiment d'injustice distributive et procédurale. »

— Vertigo, - la revue électronique en sciences de l'environnement, 2007 (<https://journals.openedition.org/vertigo/3978>)

Dans ce dossier, rien ne permet de dire que les habitants ont été associés à la réflexion en amont. Aucune concertation réelle n'est démontrée. Le dossier ne mentionne pas non plus comment les retombées seraient partagées, ni comment les riverains directs — ceux qui voient, entendent et subissent —

pourraient être compensés.

Ce manque d'analyse donne l'impression que le territoire est simplement utilisé, pas véritablement associé.

L'étude d'impact environnemental, pour être complète, devrait inclure une réflexion sérieuse sur :

- * la perception locale du projet,
- * le bien-être et la santé psychologique des riverains,
- * la cohésion du village,
- * l'attachement aux lieux,
- * et le sentiment d'équité dans la prise de décision.

Ces dimensions ne sont pas accessoires : elles sont centrales dans l'acceptabilité d'un projet éolien.

Leur absence affaiblit la crédibilité globale du dossier et laisse de côté celles et ceux dont la vie quotidienne sera réellement modifiée. Cette dimension n'est pas légalement obligatoire, mais un bon promoteur aurait fait le choix de s'y intéresser, d'aller à la rencontre des habitants, de les écouter, de proposer des choses, d'essayer de comprendre l'identité du territoire et de faire en sorte que son projet (s'il peut exister) s'intègre dans un projet de territoire.

Si avant toute phase d'études « scientifiques », le promoteur faisait une phase d'études « humaines », celui lui économiserait peut-être du temps et de l'argent... A la vue de cette étude et de ces contributions soumises ici, il apparaît que « l'humain » n'a pas été écouté, entendu, ni respecté. Ce qui peut ne pousser qu'à rejeter ce projet.

Contribution n°457 (Web)

Proposée par T. de SAINT VICTOR

(saitvicfamily@gmail.com)

Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 14h39

Projet éolien de La Chapelle – Les 13 « fonctions » de sécurité du promoteur Eolise

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Comme toujours, ces études de dangers étant pour une grande part du copier-coller des études précédentes sur ce sujet, on retrouve systématiquement le discours classique des 13 fonctions de sécurité miraculeuses des promoteurs éoliens (pages 87 à 92 de l'Etude de dangers) avec une efficacité de ces fonctions affirmée égale à 100% !!!

Ce n'est ni sérieux, ni crédible !!!!!

A l'évidence, le rédacteur de cette étude de danger est complètement hors sol et n'a semble-t-il aucune connaissance technique pratique, ni aucune expérience si ce n'est maîtriser le copier-coller.

En effet, Ingénieur Civil du Génie Maritime et Ingénieur ENSTA (Ecole Nationale Supérieure de Techniques Avancées) ainsi que Maîtrise de Physique, j'ai conçu, construit, exploité et maintenu pendant près de 30 ans des navires hautement automatisés, dépassant plus de 300 m de long et de technologie de pointe (tels des méthaniers – transport de gaz naturel liquéfié (GNL)).

Une telle efficacité 100% n'existe pas.

Au mieux c'est un objectif.

Par ailleurs, les systèmes de redondance (« back up ») de ces fonctions de sécurité ne sont pas décrits dans cette étude, pas plus que le type des capteurs.

Je suis totalement opposé à ce projet et vous prie de croire, Monsieur le Commissaire-Enquêteur, à l'expression de ma considération distinguée.

T. de SAINT VICTOR

Contribution n°458 (Web)

Proposée par Manson, David

(davidmanson50@icloud.com)

Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 16h25

Adresse postale : 5 la Guillotière 86120 Vézières

Monsieur,

Ayant une résidence près de Loudun qui devient de plus en plus notre résidence principale depuis que nous avons pris notre retraite, nous sommes très attachés à la tranquillité, la sérénité et la beauté des coins ruraux de la Vienne. Nous sommes donc farouchement contre ce projet, et la suite explique pourquoi.

Je constate que les élus locaux sont contre ce projet. y compris au niveau de la communauté des communes. Cette dernière compte cinquante-cinq communes et déjà, en matière d'énergie renouvelable (EnR), le photovoltaïque, réparti sur 1.767 hectares, produit la consommation de 500.000 personnes (928 MWh de puissance installée) et les 103 éoliennes, celle de 328.000 personnes (297 MWh), alors que le territoire ne compte que 40.000 habitants. C'est-à-dire, ces communes produisent DOUZE FOIS PLUS D'EnR QU'ILS NE CONSOMMENT !

Ce qui montre que la CCVG n'a pas besoin d'un parc supplémentaire sur son territoire. Même le département fait beaucoup plus que "contribuer" car avec la centrale nucléaire de Civaux, la Vienne produit son lot d'énergies décarbonnées et en exporte.

Les élus sont contre ce projet, la grande majorité des contributions sont contre et en plus la CCVG ainsi que le département font beaucoup pour l'effort national en matière de production d'énergie décarbonnée.

De toute évidence, ce projet à Boire-la-Vallée n'a ni d'utilité, ni d'intérêt pour les habitants. Il mérite un avis défavorable.

bien sincèrement,

David Manson

Contribution n°459 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 18h08

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je suis contre l'implantation du parc éolien dénommé « PARC EOLIEN DE LA CHAPELLE » qui devrait se situer sur la commune de BOIVRE LA VALLEE.

Si le champ lexical utilisé par la réglementation paraît flatteur en évoquant une activité relevant des « Installations Classées pour la Protection de l'Environnement », je viens solliciter afin de délivrer un avis défavorable à l'effet d'assurer réellement la protection de l'environnement local.

L'ensemble des études d'impact fait peu de cas, comme d'autres contributions l'ont relevé, de la santé humaine comme animale. Voici quelques informations concernant les infrasons que certains considèrent comme sans effet sur la santé de manière générale.

De quelle façon les exploitants éoliens et leurs bureaux d'études écartent la question des infrasons.

Pour protéger les activités de l'industrie éolienne, l'état et les gouvernements successifs se sont attachés :

- A nier les effets des infrasons des aérogénérateurs au point de ne pas donner suite à des demandes d'études épidémiologiques sérieuses et non partisans, comme celle de l'Académie de Médecine chaque année ou de l'ANSESS dans sa co-saisine du Ministère de l'écologie et de la santé du 30 mars 2017.

- A retarder la sortie de la norme AFNOR 31114 dans sa version 2014 sur les mesures d'infrasons. La réalité des effets multiples des éoliennes sur la santé humaine, le bétail et la faune sauvage par au moins les émissions d'infrasons est largement démontrée dans la communauté scientifique certainement équivalent à celui du sang contaminé ou de l'amiante.

Les infrasons des éoliennes industrielles ne sont pas la meilleure arme, mais c'est une arme. Les dangers des infrasons sont connus depuis les années 1980, lorsque l'armée américaine a massivement investi dans les infrasons (en dessous de 20 Hz) en tant qu'arme. Ils semblaient très prometteurs, selon le colonel John B.Alexander qui a participé à leur militarisation. L'armée a abandonné les infrasons car leurs effets sur les personnes étaient trop aléatoires : certains étaient gravement affaiblis, d'autres moins. Effet des infrasons sur l'oreille, le cœur, le cerveau et d'autres organes.

Monsieur le Commissaire, à ce jour, il n'y a pas de réglementation nationale ou européenne sur les limites d'exposition aux infrasons.

Portée des INFRASONS éoliens :

L'association finlandaise pour la santé environnementale, SYTe (source : Finnish Environmental Health Association), a entamé une série de mesures des infrasons éoliens à sept endroits différents en Finlande. D'après les résultats en 2019, les INFRASONS des éoliennes ont été détectés sur une distance de 40 à 60 km. Ce qui est très conséquent.

Outre le bruit qu'elles génèrent par leur fonctionnement, les éoliennes sont à l'origine d'infrasons, de sons de basse fréquence, inférieurs à 20 Hz, et inaudibles par l'oreille humaine. Mais qui se propagent sur de longues distances (plus de 10 km). Ils sont accusés de provoquer divers troubles « vibro-acoustiques » (VAD, EN ANGLAIS, vibro acoustic Disease).

Une étude de 2004 relie ces troubles à l'exposition aux infrasons et basses fréquences qui, selon ses auteurs, pourrait conduire à l'apparition d'une large diversité d'effets sanitaires (fibrose, atteintes du système immunitaire, effets respiratoires, modification morphologique d'organes, etc). D'autres études ont décrit un « syndrome éolien » ressenti par les riverains, se traduisant par des troubles du sommeil, des maux de tête, des acouphènes, des troubles de l'équilibre et des saignements de nez.

Risques liés aux infrasons : ce qu'en dit la science.

Monsieur le Commissaire, en 2017, l'ANSES a émis un rapport qui évalue le risque, lui-même contesté par d'autres études moins complaisantes. Elle a surtout constaté une énorme disproportion entre le grand nombre d'articles à ce sujet en comparaison du faible nombre d'études scientifiques, elles-mêmes, contradictoires d'où l'intérêt d'être très prudent dans la prise de vos décisions. Si l'agence reconnaît effectivement de possibles effets physiologiques des infrasons, « rien ne permet de relier à un effet sanitaire », note-t-elle, mais elle ne prouve pas non plus le contraire.

Monsieur le Commissaire, une autre source d'information.

(Source UPMC – Université Pierre et Marie Curie Jussieu, résonances du corps humain)

Les INFRASONS provoquent une gêne physiologique à l'origine de troubles physiques et psychiques. Les vibrations des INFRASONS peuvent provoquer :

- dans l'oreille interne : des acouphènes et vertiges
- dans les globes oculaires : des troubles de la vue
- dans les organes digestifs : des nausées, des diarrhées
- dans le cœur : des tachycardies, augmentation de la pression artérielle, durcissement et épaississement du péricarde (sac fibreux dans lequel se trouvent le cœur)
- dans le cerveau : des céphalées
- Et comme pour toutes les autres pressions vibro-acoustiques : irritabilité, stress, asthénie, troubles de la vigilance et de la mémoire.

Mais encore, l'excitation des cellules de nos organes mis en vibrations forcées provoqués par les INFRASONS éoliens aura inévitablement un impact pathologique sur la santé, considérant que ce phénomène lorsqu'il est durable ne correspond pas à un environnement naturel pour l'homme. (Source colloque santé et infrasons éoliennes 16/11/2018 cantal.gouv.fr)

Monsieur le Commissaire, vous allez donner un avis pour l'implantation d'une véritable usine sur laquelle il y a de grandes incertitudes impactant la santé humaine.

Cela très souvent à 500 m d'un village ou proche d'une école maternelle et des habitations, et pour une durée d'au moins 20/25 ans. Aucune étude n'a duré ne serait-ce que 5 ou 10 ans.

Je vous demande d'appliquer le principe de précaution pour protéger la santé des habitants de BOIVRE-LA-VALLEE.

Monsieur le Commissaire, voici des arguments juridiques pour asseoir votre décision :

La Cour d'appel de RENNES (arrêt n° RG n° 17-03596 – 12 mars 2024) a reconnu le trouble anormal de voisinage, en considérant que les nuisances visuelles, sonores, sanitaires et électromagnétiques par : « leur importance comme leurs conséquences négatives sur la santé et sur le cadre de vie, impactent gravement l'habitabilité du bien immobilier au point de constituer un trouble anormal de voisinage. » Pourtant le parc éolien en question ne

comptait que 3 éoliennes de 118m de haut. L'exploitant a été condamné à verser une indemnité aux riverains de 633.400 €, et avec les frais 722.478 €.

Dans l'Aisne, l'Agence Régionale de Santé (ARS) a pris très au sérieux une étude menée dans 54 villages et portant sur des plaines de riverains (attestations médicales à l'appui). L'Aisne compte actuellement 474 mâts implantés.

Risque sur la santé humaine pour les habitations proches.

La Cour d'appel de Toulouse a écrit : « les infrasons aériens ou qui se propagent dans le sol... sont désormais reconnus médicalement comme ayant des impacts sur la santé comme les basses fréquences audibles, et régressent lorsqu'on s'éloigne des éoliennes et le rapport de l'ANSES ou du Dr H I J ne démontrent pas l'innocuité des parcs éoliens sur la santé humaine comme animale ».

Les premières éoliennes concernées dans ce procès gagné par les riverains, se situaient à 700 m et 1300 m de l'habitation.

Monsieur le Commissaire vous ne pourrez pas dire que vous ne saviez pas.

Bien cordialement

Contribution n°460 (Web)

Proposée par doudoux

(br.doudoux@outlook.fr)

Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 18h09

Adresse postale : la renaudeliere 86600 sanxay

Et un parc de plus. J'habite Sanxay et de chez moi en regardant vers l'est je vois les 3 éoliennes du Champ Chagnot, les 5 éoliennes de la plaine des moulins auxquelles vont bientôt s'ajouter les 5 éoliennes Valorem du parc de Lavausseau. Est en projet un parc éolien de 3 machines sur la commune de Jazeneuil et donc ce nouveau projet à La Chapelle Montreuil.

Autour de chez moi, dans un rayon de 15 Km ,ce sont 90 éoliennes qui sont soit installées soit en projet. A partir de quel moment peut-on parler de SATURATION?

Celle ci est d'ailleurs reconnue par les promoteurs. Lors de la rencontre d'un chef de projet à Jazeneuil, celui ci m'a dit "3 de plus , cela ne changera pas grand chose, vous êtes déjà saturés"

Les photomontages sont comme habituellement trompeurs et minimisants la vue réelle, et les lieux de prise de vue sont comme toujours faits pour minimiser l'impact visuel.

A l'heure où j'écris ces lignes la production énergétique de l'éolien représente 38,63% de la capacité installée. Pourquoi continuer à installer ces machines qui en absence ou insuffisance de vent doivent être "remplacées" pour la production d'électricité par des centrales à gaz qui ne sont pas des modèles de décarbonation.

Contribution n°461 (Web)

Proposée par Association Vienne Nature

(contact@vienne-nature.fr)

Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 20h53

Adresse postale : 14 Rue Jean Moulin 86240 FONTAINE-LE-COMTE

Monsieur le commissaire enquêteur,

Je vous prie de trouver ci joint les remarques et l'avis de Vienne Nature sur le projet de parc éolien de la Chapelle soumis à l'enquête publique, du 8 septembre au 8 décembre 2025.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le commissaire enquêteur, l'expression de mes salutations distinguées.

Michel LEVASSEUR, Président de Vienne Nature

1 document associé

contribution_461_Web_1.pdf

Contribution n°462 (Web)

Proposée par Jadeau stephane

(st.jadeau@yahoo.com)

Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 21h05

Adresse postale : 2 l'ausigere 86470 Chapelle montreuil

Monsieur le commissaire enquêteur, A la suite de votre déplacement sur site pour constater les nuisances générées par le parc éolien existant-les Champs chagnots (3 éoliennes) implantés environ à 700 mètres de mon domicile, je souhaite vous apporter une ultime contribution. Celle-ci vise à souligner l'importance des impacts déjà observés et les conséquences inévitables qu'entraînerait l'ajout d'un nouveau parc dans un périmètre aussi proche des habitations. Je tiens à rappeler que j'habite à L'Ausigere, hameau dont le niveau de sensibilité est déterminé comme très fort dans l'étude d'impact. Lors de votre visite nous vous avons fait constater les nuisances que nous subissons avec le parc de Champs Chagnots .Bruit pulsé rythmique, perceptible même par vent faible, présence visuelle dominante. Déjà très marquée compte tenu de la faible distance. Ces nuisances ne relèvent pas du domaine subjectif mais d'une réalité palpable. L'ajout de nouvelles éoliennes dans un rayon identique créerait mécaniquement une augmentation cumulée du bruit, potentiellement supérieur aux limites réglementaires lors de certaines conditions météo, un enchevêtrement visuel accentuant la sensation d'enterrement des zones habitées, une dégradation certaines du cadre de vie pour les résidents proche du cité une perte de valeur immobilière inévitable, il s'agit d'une modification durable et irréversible de l'environnement humain. Une zone déjà saturée du point de vue paysager et acoustique, un risque sanitaire et psychologique réel mais souvent sous-estimé. La zone supporte déjà à proximité immédiate le parc Champs chagnots (3), auquel il faut ajouter le parc les Grandes brandes (3) qui va être construit à 500m derrière. Ajouter un nouveau parc dans cette même zone reviendrait à créer un effet de saturation, contraire aux principes d'équilibre et de proportionnalité qui doivent guider tout aménagement impactant les riverains. Et n'oublions pas que nous avons également vue sur le parc La plaine des moulins (5).les nuisances sonores répétitives et les infrasons peuvent perturber le sommeil, augmenter la fatigue chronique, générer un stress permanent. Je supporte déjà tout cela avec le parc les Champs chagnots.la seule position raisonnable, compte tenu des nuisances déjà présentes et constatées est d'appliquer le principe de précaution. Il ne s'agit pas de s'opposer à la transition énergétique, mais de rappeler qu'elle doit se faire sans porter atteinte à la santé et à la qualité de vie des habitants. Au regard des nuisances constatées, de leur amplification inévitable en cas d'implantation du parc de la chapelle Montreuil, du caractère résidentiel du secteur je vous demande respectueusement d'émettre un avis

Contribution n°463 (Web)

Proposée par Doudoux Timothée
(timotheedoudoux@live.fr)
Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 21h46
Adresse postale : La Renaudelière 86600 SANXAY

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Originaire de Sanxay, j'ai toujours apprécié la douceur des paysages qui font le charme et l'identité de cette commune. C'est pourquoi je m'oppose au projet « PARC EOLIEN DE LA CHAPELLE », dont l'implantation risquerait de transformer durablement ce cadre de vie que je connais et que j'affectionne.

La région est déjà marquée par une multiplication des éoliennes, notamment le long de l'A10. Chaque nouveau parc ajoute à la pollution visuelle, transformant nos paysages naturels en un champ d'éoliennes industrielles. Ces machines, hautes de quasi deux-cent mètres, dominent l'horizon et altèrent durablement le caractère rural et préservé de notre territoire. À force de saturation, je ne reconnais plus les lieux de mon enfance.

Ces paysages, ce sont mes souvenirs, mes balades, mes repères. Ils font partie de mon histoire familiale. Les remplacer par des machines tournantes, c'est effacer une partie de mon identité, de ce qui me relie à cette terre. Les éoliennes ne sont pas qu'un objet : elles symbolisent une industrialisation forcée de ma campagne.

On nous présente ce projet comme une évidence, alors que beaucoup d'entre nous le subissent. Les promesses ne compensent pas la perte de qualité de vie, la dévalorisation du cadre de vie et le sentiment d'être dépossédé de son propre territoire.

Pour toutes ces raisons, je demande l'abandon du projet « PARC EOLIEN DE LA CHAPELLE ». Il est temps de préserver ce qui reste de nos paysages, de notre patrimoine naturel et affectif, avant qu'il ne soit trop tard.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Timothée DOUDOUX

Contribution n°464 (Web)

Proposée par Doudoux Véronique
(doudouxvero@live.fr)
Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 22h18
Adresse postale : La Renaudelière 86600 SANXAY

Monsieur,

J'habite une vieille ferme sur la commune de Sanxay que nous avons rénovée avec passion et beaucoup de travail. Cette maison est située en pleine nature en limite des communes de Sanxay et Rouillé. Elle est pour nous chargée d'histoire et de souvenirs. Nous y avons élevé nos enfants et les murs résonnent encore de leurs rires.

J'ai sous les yeux chaque jour les cinq éoliennes du Parc de Saint Germier. La première étant située à environ 1700 m. J'ai donc été très bouleversée en apprenant le projet d'implantation d'un parc de cinq éoliennes de 180 m de hauteur sur la commune de Rouillé au niveau de la plaine de Thou, limitrophe de la commune de Sanxay.

Aussi je me permets de vous adresser ce courrier dans le cadre de l'enquête publique relative à ce projet. Habitant à environ un kilomètre du site pressenti, je suis directement concernée par ce projet et souhaite exprimer mon opposition motivée par des raisons paysagères, sanitaires, économiques, par son impact sur la biodiversité, ainsi que par mon attachement personnel à ce territoire.

1. Atteinte au paysage et au cadre de vie

La Plaine de Thou est un espace naturel et agricole préservé, apprécié pour son caractère ouvert, ses paysages de qualité à proximité du Bois des Cartes et sa biodiversité.

L'implantation d'éoliennes de grande hauteur (180 mètres) modifierait radicalement et durablement le paysage, altérant la qualité de vie des riverains et la valeur patrimoniale de notre territoire. Ces installations industrielles, par leur taille et leur nombre, créeraient une rupture visuelle majeure, incompatible avec le caractère rural et paisible de notre environnement.

Cet effet sera accentué par le nombre important de parcs construits à proximité (Parc de Saint Germier, Parc de Lusignan, Parc de Pamproux, Parc de Soudan, deux Parcs de Saint Sauvant, Parc de Jazeneuil-Lavausseau), sans compter ceux en cours de construction (Parc de Lavausseau-Benassay) ou en instruction (Parc de la Naulerie aux Forges à proximité du site gallo-romain, cadre des Soirées Lyriques de Sanxay) ou en projet (Parc Mélusin de Jazeneuil).

La saturation visuelle sur nos paysages et l'effet de saturation par « encerclement » de nos lieux de vie et de notre patrimoine sont insupportables. L'incidence paysagère de jour comme de nuit avec les flashes rouges clignotants sera très forte et irrémédiable transformant ce territoire en zone industrielle.

La MRAe de la Nouvelle Aquitaine avait d'ailleurs constaté en 2021 lors du projet de la Plaine de Beaulieu : « les seuils d'alerte sont atteints en matière de saturation visuelle, notamment pour l'indice de densité et l'indice d'espace de respiration » (Source avis no.2022APNA17 de la MRAe, du 23.12.2021). Constatation alarmante sachant qu'à cette date le projet supplémentaire du Parc des Forges situé à 3,5 km n'avait pas été pris en compte !

D'autres points semblent importants à signaler :

- Les inégalités territoriales : Certaines régions supportent une concentration d'éoliennes très importante, alors que d'autres n'en ont pas ou très peu. 95% des éoliennes de la Région Nouvelle-Aquitaine se trouvent dans l'ex-Poitou-Charentes et 50% sont concentrées sur la Vienne et les Deux-Sèvres.

D'autres départements comme la Gironde ou les Pyrénées-Atlantiques en ont peu voire aucune (Source: DREAL).

Pourquoi une telle concentration d'éoliennes sur notre territoire ? Cette concentration risque de mettre en danger le projet du Parc Naturel Régional de la Gâtine.

- La perspective d'une dégradation continue. En effet, quand ces éoliennes seront en fin de vie, elles pourront être remplacées par des machines beaucoup plus hautes (jusqu'à 240 m) et plus puissantes, et cela sans obligation pour le promoteur de déposer à nouveau un dossier d'étude d'impact complet.

2. Risques sanitaires – problème de santé publique

Les éoliennes peuvent générer des nuisances sonores (bruit mécanique et des infrasons), des effets stroboscopiques (ombre portée) ; Les infrasons

pouvant se transmettre à grande distance (10 km ou plus).

Plusieurs études scandinaves montrent que ces infrasons ont un effet néfaste sur la santé.

La Royal Society of Medicine du Canada a publié en mai 2014 les « critères de diagnostic des effets néfastes des éoliennes ». Vingt symptômes sont décrits, parmi lesquels acouphènes, vertiges, nausées, migraines, palpitations, angoisse, fatigue, troubles de l'équilibre et de la mémoire, voire des problèmes de santé plus graves à long terme pour les riverains. À moins d'un kilomètre, ces impacts seraient particulièrement marqués.

La contamination aux nanoparticules de terres rares et la présence de champs électromagnétiques sont un cocktail dangereux pour la santé des hommes et des animaux.

Un rapport de 2017 de l'Académie de Médecine conclut que les nuisances visuelles et auditives liées aux éoliennes doivent être prises au sérieux et réduites. Les nuisances sonores et surtout visuelles affectant l'état de complet bien-être physique, mental et social.

En France peu d'études sont réalisées, ou elles ne sont pas divulguées. Le principe de précaution dont on parle si souvent n'existe pas pour l'éolien.

Et la forte concentration des parcs sur un territoire restreint risque de potentialiser ces phénomènes avec des effets dangereux sur la santé à court et/ou à long terme.s

3. Impact sur la faune et la flore

Notre territoire est riche au niveau de l'avifaune, au niveau des chiroptères, 21 espèces présentes. Le projet menace fortement la biodiversité locale : perturbation des corridors écologiques, risque de collision pour les oiseaux et les chauves-souris, fragmentation des habitats, gêne à la nidification. Ces impacts, souvent sous-estimés dans les études d'impact, sont irréversibles et contradictoires avec les objectifs de préservation de la nature.

4. Manque d'informations objectives de la population locale sur le problème posé par les besoins énergétiques et les alternatives possibles

Des alternatives (énergies renouvelables moins intrusives) auraient pu être étudiées. L'énergie éolienne n'est pas la seule solution pour la transition énergétique, et son développement ne doit pas se faire au détriment des populations locales et de leur environnement.

Solutions alternatives en France :

- Développement du solaire : Moins impactant visuellement, adapté aux zones urbaines, industrielles et rurales.
- Nucléaire et Hydraulique : Énergies décarbonées, pilotables et plus efficaces en termes de surface et de rendement.
- Sobriété énergétique : Réduction de la consommation avant tout développement de nouvelles capacités de production.

5. Sur un plan économique

Coût réel élevé :

- Subventions publiques importantes (tarif d'achat garanti).
- Coût caché : raccordement au réseau, renforcement des infrastructures, démantèlement.

Pour un rendement limité dépendant du vent (taux de charge moyen d'environ 25%) nécessitant des centrales d'appoint à énergies fossiles (gaz) émettant du CO2, donc peu écologique.

Retentissement :

A court terme les retombées financières seront assez minimes pour la commune d'implantation, plus importantes pour la communauté de commune et le département. Elles seront nulles pour Sanxay qui est directement impacté.

A long terme cela aboutira à une perte totale d'attractivité de notre territoire (qui choisit d'habiter sciemment au milieu des éoliennes ?), une baisse de la fréquentation touristique (quel intérêt à flâner dans les villages ou à randonner sur les GR au milieu d'une forêt d'éoliennes ?), à un déclassement et une paupérisation (baisse de la population, perte de revenus, perte importante de la valeur des biens immobiliers, voire maisons invendables (cf Tribunal de Nantes)).

6. Intérêt écologique douteux :

- Artificialisation des sols avec un bétonnage massif du sol pour les fondations (1500 tonnes de béton et de ferraille pour une seule éolienne enfouies pour toujours dans le sol).
- Destruction de grandes longueurs de haies pour l'acheminement des convois
- Dépendance aux terres rares : Les aimants des éoliennes contiennent du néodyme et du dysprosium, dont l'extraction est polluante et souvent contrôlée par la Chine.
- Recyclage difficile : les pales en matériaux composites sont peu recyclables.
- Emission de CO2 : en raison de la dépendance au vent pour la production électrique et donc la nécessité de centrales d'appoint.

Mais l'éolien est tellement soutenu par les pouvoirs publics et des lobbies européens très puissants.

Conclusion

Pour toutes ces raisons, je suis fortement opposée à l'implantation du parc éolien sur la Plaine de Thou. Je vous demande de bien vouloir prendre en compte ces arguments dans votre rapport et de recommander l'abandon du projet.

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à ce courrier.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Véronique Doudoux

Contribution n°465 (Web)

Proposée par Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"

(asso.oblv@gmail.com)

Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 22h39

Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Réponse en Mémoire du pétitionnaire n°3 : Oedicnème Criard (contributions 135 et LPO277)

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

À la suite de la réponse du pétitionnaire dans son mémoire n°3, nous constatons qu'EOLISE ne prend pas en considération la présence importante de l'Oedicnème Criard dans l'aire d'étude.

La contribution n°135 n'est en réalité pas traitée, alors qu'elle portait exclusivement sur l'Oedicnème criard, espèce patrimoniale majeure dont le Poitou-Charentes abrite la première population française, impliquant une responsabilité régionale forte.

Le pétitionnaire évacue totalement l'Oedicnème criard de sa réponse, se concentrant uniquement sur des éléments généraux de séquence ERC sans jamais aborder la problématique spécifique de cette espèce pourtant centrale.

Nous rappelons également l'avis défavorable de la LPO, qui confirme l'enjeu élevé pour l'Oedicnème criard sur ce secteur.

Nous espérons que la contribution n°135 sera examinée dans sa globalité par les services instructeurs, car elle contient des éléments déterminants que le mémoire du pétitionnaire ne reflète absolument pas.

Nous nous en remettons à présent à l'Autorité Décisionnaire, qui appréciera la qualité, la complétude et la sincérité de l'étude d'impact ainsi que les observations présentées dans le mémoire n°3.

Contribution n°466 (Web)

Proposée par Association "Les Oiseaux de Boivre La Vallée"
(asso.oblv@gmail.com)
Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 22h59
Adresse postale : 5, Rue des Fleurs - Benassay 86470 Boivre La Vallée

Contribution finale – Clôture de la consultation

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Nous espérons que l'ensemble de nos contributions sera lu en détail par les services instructeurs, car elles reflètent l'expérience et les observations des éco-volontaires qui parcourent ce territoire tout au long de l'année.

Nous maintenons que la patrimonialité d'une espèce est continue et irréductible.
Seul l'indice de patrimonialité peut varier selon la saisonnalité, mais la valeur patrimoniale de l'espèce elle-même ne peut être remise en cause :

« On entend par espèce patrimoniale une espèce pour laquelle le niveau de rareté et des menaces la concernant est tel qu'il y a un doute sérieux quant à son maintien dans un bon état de conservation à l'échelle régionale lorsqu'elle subit une destruction ou une dégradation de son site de reproduction ou de son aire de repos. »

— LES CONDITIONS D'APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE À LA PROTECTION DES ESPÈCES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES, Ministère de l'Écologie, du Développement durable, et de l'Énergie

Au vu de l'ensemble des observations et des risques pour la faune patrimoniale, nous demandons un avis défavorable au projet éolien « La Chapelle ».

Les membres fondateurs de l'Association « Les Oiseaux de Boivre La Vallée »
Virginie Braconnier
Caroline Renaud
Katy Logan
Alain Leroux

ps: Nous constatons que depuis le 29 novembre, nos contributions n'ont reçu aucune réponse.

1 commentaire

Par Jean-Yves BELLIER
Déposé le 08/12/2025 à 23h33

Bonsoir à tous,

Je vous remercie pour l'ensemble de vos contributions et la rigueur avec laquelle vous les avez traitées.

Bien à vous
Jean-Yves BELLIER

Contribution n°467 (Web)

Proposée par D'Arcy Christine
(cdupontdarcy@gmail.com)
Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 23h02
Adresse postale : 4 rue de la chateau, Boivre la Vallée 86470 Poitiers

Je souhaite, formuler une contribution défavorable concernant le projet d'implantation d'éoliennes.

Mes idées:

- Saturation visuelle : les éoliennesaturent et dénaturent l'espace autour d'un monument historique classé,
- Rupture paysagère : installation incompatible avec le caractère rural et harmonieux du site.
- Perte probable d'attractivité touristique : impact négatif sur le potentiel culturel et touristique du lieu.
- Non-respect des abords protégés : le projet ne respecte pas les exigences de préservation du paysage autour d'un monument historique.

1 document associé
contribution_467_Web_1.pdf

Contribution n°468 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 23h19

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je rebondis suite à la contribution n° 462 de Monsieur Stéphane JADEAU qui est toujours aussi touchante, je m'en étais déjà émue aux termes de ma

contribution n° 214 en reprenant la formule « JE SUIS MONSIEUR JADEAU ».

Il représente tout le drame de ce projet éolien, et de tous les autres qui viennent défigurer et détruire notre belle Vienne - territoire de notre enfance et dont on avait jusqu'à présent préservé l'identité.

Récemment en Vienne, nous avons reçu la visite de Madame la Ministre de la Culture Rachida DATI qui était entourée de Monsieur le Préfet Serge BOULANGER et de l'ancien Premier Ministre Monsieur Jean-Pierre RAFFARIN. Elle a fait la visite de monuments emblématiques de la Vienne et notamment de l'Abbaye de Saint Savin classée au patrimoine mondial de l'Unesco. Elle s'est émue de l'invasion des éoliennes sur ce territoire riche d'un patrimoine exceptionnel, et avait proposé parmi les actions possibles pour endiguer le problème de classer la vallée de la Gartempe. La presse locale a largement couvert cet événement.

Aujourd'hui, les paysages de bocage de la Vienne sont notre ultime atout. Bien souvent les touristes, qui viennent au Futuroscope, prolongent leurs séjours dans notre campagne verdoyante pour « se mettre au vert ». Cette attractivité économique est essentielle et doit le demeurer.

Actuellement, il n'y a aucune cohérence sur l'implantation des éoliennes. Dans la Vienne, la concentration en éoliennes se fait notamment dans le Sud Vienne alors que nous avons juste à cet endroit la Centrale nucléaire de Civaux. Et bizarrement au niveau de l'ensemble de la Nouvelle Aquitaine, ce sont les anciens départements du Poitou-Charentes qui sont les principaux contributeurs pour l'éolien.

Nous sommes face à un vide juridique, les promoteurs éoliens jonglant avec leurs effets de surprise sur les populations locales qui sont prises de court et ne réalisent pas l'ampleur des dangers. Un schéma d'aménagement du territoire pour l'implantation des Energies Renouvelables est attendue dans le département, mais il est tellement compliqué à mettre en place que pour l'instant rien n'est fait.

Heureusement, les populations commencent à réagir face à l'effet de saturation si bien expliqué par Monsieur JADEAU. Et c'est désormais les tribunaux administratifs qui décident de l'aménagement du territoire au gré de la réactivité des associations locales soutenues par les habitants.

Le Général de Gaulle disait qu'on ne gouverne pas longtemps un peuple contre sa volonté : l'ensemble des contributions qui sont très étayées, certaines très techniques, très scientifiques, très juridiques, et d'autres très émouvantes et touchantes qui expliquent leur réalité du terrain et leur ressenti avec authenticité, sont l'illustration de ce ras-le-bol. Les populations locales en ont assez du manque de respect face à des projets qui leur sont imposés de manière autoritaire et technocratiques par des sociétés qui n'ont rien de local et n'ont que faire des locaux, n'ont que faire des impacts sur les humains.

Je vous remercie, Monsieur le Commissaire Enquêteur, pour votre lecture assidue de toutes les contributions de ce registre, et sollicite à nouveau auprès de vous un avis négatif pour ce projet éolien.

Contribution n°469 (Web)

Proposée par Bramard Michel
(michel.bramard@orange.fr)
Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 23h29
Adresse postale : Pont Janvin 86470 Montreuil Bonnin

Les listes d'espèces référencées sur la commune (p 24) et à proximité du site ne sont pas exhaustives et de nombreuses espèces patrimoniales (présentant des risques ou non vis à vis du projet) ne sont pas citées dans cette partie du diagnostic.

Peu de papillons (alors que le cuivré des marais et le damier de la succise par exemple sont bien connus dans la vallée). L'écaille chinée (Annexe 2 directive habitat) est citée à tort compte tenu que c'est la sous espèce *Euplagia quadripunctaria rhodosensis* qui est menacée, mais le lucane cerf volant n'est pas mentionné.

De manière générale les insectes sont mal pris en compte. Il en va de même des amphibiens (il manque l'alyte), des reptiles (il manque la vipère) des mammifères (il manque le campagnol amphibie, le Lérot mériterait également d'être pris en compte)...

De façon plus grave compte tenu de la nature du projet les tendances évolutives des populations d'oiseaux ne sont pas prises en compte. Les effectifs de garde-boeufs de grande aigrette et de cigogne noire sont en augmentation régulière. Les risques de collision pour ces espèces concernent soit la migration (avec parfois des effectifs élevés pour la grande aigrette dans ce secteur) soit l'alimentation hivernale (2 à 4 grandes aigrettes dans le secteur des ragouillis s'alimentent tout l'hiver sur les plateaux environnants).

L'analyse des risques est médiocre, elle ne prend pas en compte suffisamment les effets cumul des différents parcs éoliens entourant cette zone. Compte tenu des effets attractifs de la vallée de la Boivre et de ces affluents (ruisseaux de Garnaudière et ruisseau de Talent) des corridors qui relient cette vallée et les massifs forestiers de Vouillé du Parc et de L'Epine mais aussi des petits massifs satellites, un parc éolien supplémentaire apparaît particulièrement dangereux.

De nombreuses espèces pourraient en pâtir notamment le Circaète qui circule et chasse dans toute cette zone, les autours, les busards évidemment et les grands échassiers (dont les effectifs et les dates d'observations récentes pour la cigogne noire et la grande aigrette laissent l'espoir de reproduction locale).

Concernant les populations de chauves souris, les enjeux sont également importants et les mesures de réduction proposées ne permettent pas de garantir un risque de non impact. Le projet doit donc être retiré.

S'il est maintenu, il doit se doter d'une étude des impacts cumulés suffisamment sérieuse en ne se limitant pas aux seules mesures de suivi mortalité pendant quelques années (dont on sait la faible efficacité de détection des cadavres), mais il doit intégrer un suivi de l'état de plusieurs populations pendant un nombre d'années important. Les impacts sur l'avifaune étant de toute manière avérés (même s'ils sont mal quantifiés comme par exemple sur les martinets au niveau du champ d'éoliennes le plus proche), une dérogation espèces protégées doit être demandée et des mesures compensatoires soumises à obligation de résultats, doivent impérativement être réalisées.

Compte - tenu du nombre de parcs éoliens déjà présents sur ce secteur, des objectifs de production d'énergie renouvelable atteints pour la région, des risques mal évalués mais assurément trop importants compte-tenu du contexte local, j'émet un avis défavorable à ce projet.

Contribution n°470 (Web)

Proposée par DUPONT ISABELLE
(jidupont@orange.fr)
Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 23h42
Adresse postale : 4 rue du château 86470 BOIVRE-LA-VALLÉE

Tourisme et Gîte à proximité des éolliennes,

Monsieur, le commissaire enquêteur,

Je souhaite répondre au dernier mémoire du pétitionnaire,

P.9, je lis

"Le réseau "Gîtes de France" constitue un label privé.

À notre connaissance, aucune position officielle de la Fédération nationale des Gîtes de France ne s'oppose à la labélisation d'un Parc éolien de La Chapelle - "

MA REPONSE: La visibilité des éoliennes depuis les chambres ou les espaces de vie d'un gîte peut jouer contre l'obtention du label même si cela n'est pas écrit noir sur blanc dans le règlement national, c'est un fait, cela dépendra de la perception locale, de l'impact concret (vue, bruit, nuisances nocturnes). Or les éoliennes sont très visibles des chambres au premier (vous n'avez pas retenu l'importance et l'intérêt de faire la photo depuis le 1er étages) et des espaces de vie.

Je lis plus loin:

"S'agissant du château de Montreuil-Bonnin, il est à noter que les parcs des Champs

Chagnots et de la Plaine des Moulins Énergies sont déjà visibles depuis les espaces extérieurs,

n'impactant pas la fréquentation du site lors des ouvertures ponctuelles au public.

L'implantation du parc éolien de La Chapelle ne modifiera pas significativement cet état de fait".

MA REPONSE: C'est justement parce qu'il y a Champs Chagnots, la Plaine des moulins, La Plaine des Moulins Energies et bientôt les Grandes Brandes soit 16 éoliennes construites en construction ou acceptées, que la densité acceptable est dépassée et devenue intolérable pour les habitants et par conséquent pour les touristes de jour comme de nuit. Il s'agit bien d'une saturation et le label en tient compte bien entendu.

Chacun d'entre nous sait qu'il ne va pas passer de vacances sous des éoliennes avec des clignotement toute la nuit alors que c'est le calme et la sérénité qui est recherché!

Plus loin je lis

"Les vues depuis les espaces intérieurs étant très limitées et l'accès au sommet

de la tour n'étant pas ouvert au public, la terrasse constitue le point d'observation pertinent. "

MA REPONSE: Depuis les espaces intérieurs les éoliennes sont très visibles et encore plus du premier, véritable lieu de vie. Elles sont très présentes de jour comme de nuit. Lumières rouges et flash blanc.

Oui le haut de la tour n'est pas ouvert au public, par contre, les générateurs sont également très présentes du haut de l'escalier de la poterne qui est ouvert au public, présentant ainsi une vue intravisibilité avec le monument.

Je constate qu'un très grand nombre de contributions ont été faites sur l'importance de préserver les paysages et le patrimoine historique que représente le château de Montreuil Bonnin, que vous cherchez à démonter tous ces arguments quand chacun sait que le patrimoine constitue la richesse culturelle et touristique de notre territoire du sud Vienne.

Contribution n°471 (Web)

Proposée par DUPONT Isabelle

(jidupont@orange.fr)

Déposée le lundi 8 décembre 2025 à 23h46

Adresse postale : 4 rue du château 86470 Boivre la vallée

Monsieur le commissaire enquêteur,

Pour terminer cette période de contributions et d'étude du dossier, comme je vous l'avais indiqué, je pense important que le préfet puisse venir découvrir le patrimoine culturel dont il est question dans ce dossier afin de prendre une décision éclairée.

J'ai cherché par différents moyens à alerter le préfet qui n'a pas répondu.

Bien à vous.
